



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°09 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Réforme de la nationalité  
«Platzverweis»  
Loi «Omnibus»

p. 322  
p. 320  
p. 303

Sommaire des séances publiques n°23 et 24  
Sommaire des questions parlementaires

p. 337  
p. Q147

23<sup>e</sup> séance  
24<sup>e</sup> séance

Mercredi 8 février 2017  
Jeudi 9 février 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



## «Défendre les valeurs fondamentales de l'UE»



M. Mars Di Bartolomeo (3<sup>e</sup> de droite) a représenté la Chambre des Députés à la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne.

«Le rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur mondial a toujours été un point d'ancrage pour la démocratie, la primauté du droit et des droits de l'homme.

Ce n'est que si l'UE est en mesure de dé-

fendre ses propres valeurs fondamentales qu'elle peut s'attendre à avoir une influence mondiale et être un acteur mondial crédible», a déclaré M. Mars Di Bartolomeo le 24 avril 2017 à la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (UE) à Bratislava.

### «Définir des lignes rouges»

Dans son discours concernant l'avenir de l'UE en tant qu'acteur mondial, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance d'une volonté politique afin d'aller dans

la même direction dans une période où l'UE est plus divisée que jamais.

«Nous devons être clairs où débutent les lignes rouges de ce qui est démocratiquement acceptable et de ce qui est conforme à nos traités et nos valeurs», a-t-il expliqué devant ses homologues européens.

Aux yeux de M. Di Bartolomeo, le renforcement du rôle mondial de l'UE passe par une politique de sécurité commune.

«Le projet d'une sécurité européenne commune serait important car celle-ci obligeraient les Etats membres à coopérer davantage et à s'aligner», a-t-il déclaré.

### Impliquer les citoyens

Le Président de la Chambre a également rappelé l'importance des parlements dans la démarche de rendre l'UE plus forte en disant que «la démocratie doit assurer l'inclusion et la représentation des citoyens et non appliquer simplement la loi du plus fort».

C'est dans la même perspective qu'il a détaillé, lors d'un autre volet de la Conférence, les initiatives du Parlement luxembourgeois afin d'impliquer davantage les citoyens. La pétition publique qui connaît un grand succès auprès des citoyens au Grand-Duché en est un bon exemple.

## «Une relation donnant-donnant entre voisins»

La question des compensations fiscales était un des sujets évoqués lors de la première visite du Préfet de la nouvelle région française Grand Est, M. Stéphane Fratacci, le 28 avril 2017 à la Chambre des Députés. Le représentant de l'Etat français de la région frontalière, qui est le fruit d'une réorganisation territoriale en France, a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Lors de ce premier échange de vues, le Président de la Chambre a expliqué que la relation entre le Luxembourg et la région frontalière française est «une relation reposant sur le principe du donnant-donnant». Il a remis en question le bien-fondé des revendications françaises d'une éventuelle compensation fiscale à payer par le Grand-Duché en échange des recettes fiscales perçues grâce aux quelque 90.000 frontaliers français. Selon M. Di Bartolomeo, il faudrait privilégier la réalisation de projets communs au partage de recettes fiscales.

Des projets communs visant à améliorer la qualité de vie pourraient concerter des secteurs différents tels que la formation et l'ap-

rentissage et notamment les infrastructures en général. Le Président du Parlement luxembourgeois a insisté sur le fait qu'une grande partie des recettes fiscales perçues sur les salaires est réinvestie dans le financement de la sécurité sociale, un système généreux dont les frontaliers bénéficient au même titre que les résidents. M. Mars Di Bartolomeo avait déjà tenu ces propos lors d'une visite officielle à Paris fin 2016.

Les deux interlocuteurs étaient d'accord sur le fait que les projets concrets constituent une des clés pour démontrer la plus-value de la coopération transfrontalière, et cela d'autant plus face à l'hésitation politique actuelle où de plus en plus de personnes mettent en question l'utilité des organismes œuvrant au-delà des frontières nationales.

Cette même volonté de «remettre les soucis des citoyens au cœur des organes de la Grande Région» est également la priorité de la présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI) que le Parlement luxembourgeois assure actuellement.



M. Stéphane Fratacci et M. Mars Di Bartolomeo

## L'initiative «I am not a refugee» à la Chambre



Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le 3 mai 2017 Mmes Frédérique Buck et Marianne Donven qui lui ont remis le livre «I am not a refugee» né de l'initiative citoyenne qui porte le même nom et qui a été lancée en mai 2016. L'objectif de cet ouvrage destiné aux portraits de 17 demandeurs d'asile est de donner un visage aux réfugiés et de les rapprocher des résidents du Grand-Duché de Luxembourg, a expliqué Mme Frédérique Buck, l'initiatrice de ce projet.

### L'intégration à travers le logement

De son côté, Mme Marianne Donven a pré-

senté l'initiative citoyenne «Open Home - Oppent Haus» dont le but est de mettre en relation les demandeurs de protection internationale et les bénéficiaires - surtout ceux âgés entre 18 et 25 ans - avec les résidents qui acceptent de les héberger. 42 personnes ont pu trouver un nouveau logement grâce à cette initiative, alors que 200 demandes restent encore ouvertes, a expliqué Marianne Donven.

Les discussions ont également porté sur la problématique de l'accès au marché du travail des demandeurs de protection internationale, qui actuellement n'est possible que si le statut de réfugié leur est accordé.

Mmes Marianne Donven (à gauche) et Frédérique Buck ont remis leur livre au Président de la Chambre des Députés



# La Turquie remise en procédure de suivi



**Les députés Mme Martine Mergen, M. Yves Cruchten, Mme Françoise Hetto-Gaasch et Mme Anne Brasseur entourés de Mme Michèle Eisenbarth, représentante permanente du Grand-Duché de Luxembourg au Conseil de l'Europe (2<sup>e</sup> de gauche), Mme Christine Goy, représentante permanente adjointe (à droite), Mme Rita Brors et Mme Toiny Thommes-Gerbec de l'Administration parlementaire (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> de droite)**

Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie était au centre de la deuxième partie de la Session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du 24 au 28 avril 2017 à Strasbourg. Parmi les autres points forts de la session figuraient notamment des débats sur la situation des droits de l'homme dans le Caucase du Nord, sur l'accroissement des inégalités de revenus, sur la protection des femmes réfugiées de la violence fondée sur le genre, sur le

détournement du système d'Interpol et sur la protection des droits des parents et des enfants appartenant à des minorités religieuses. Un débat d'actualité sous le titre «Les valeurs européennes en danger: faire face à la montée du populisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme et de l'islamophobie en Europe» et un débat selon la procédure d'urgence sur les évolutions inquiétantes en Hongrie ont par ailleurs été ajoutés à l'ordre du jour de la session.

Une résolution adoptée sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie revendique notamment de remettre ce pays dans la procédure de suivi qui consiste en un contrôle plus régulier. Un recul démocratique de la Turquie a par ailleurs été constaté par la Commission de Venise. L'institution de la peine de mort constituerait un dépassement de la ligne rouge et remettrait en question l'appartenance de la Turquie au Conseil de l'Europe, ont constaté plusieurs orateurs. La

présidente de la délégation de la Chambre des Députés, Mme Anne Brasseur, a souligné dans son discours que la procédure de suivi ne serait pas une solution en soi, mais un pas en avant pour aider le pays en question.

L'Assemblée parlementaire a aussi adopté une résolution demandant la saisine de la Commission de Venise suite aux évolutions inquiétantes en Hongrie, à savoir le dépôt d'un projet de loi sur le financement des ONG restreignant la société civile et l'adoption d'une loi sur l'enseignement supérieur entraînant la fermeture de l'Université d'Europe centrale.

La députée luxembourgeoise Mme Françoise Hetto-Gaasch a pris la parole au cours du débat sur la protection des femmes réfugiées de la violence fondée sur le genre. Rapelant les revendications du rapport en question, Mme Hetto-Gaasch a précisé que la législation du Grand-Duché prévoit des titres de séjour autonomes pour les femmes réfugiées, ce qui leur procure un moyen d'indépendance envers des conjoints violents, et que par ailleurs, des dortoirs séparés pour femmes et hommes ainsi que des structures pour jeunes femmes avec ou sans enfants, employant du personnel exclusivement féminin, ont été mis en place au Luxembourg.

## Retrait de la confiance au Président de l'Assemblée

Au cours de la session, le Président de l'Assemblée parlementaire, M. Pedro Agramunt, a été fortement critiqué pour avoir effectué une visite en Syrie en y rencontrant le Président Bachar el-Assad et en utilisant un avion appartenant au Gouvernement russe sans en informer au préalable les groupes politiques de l'Assemblée. La délégation luxembourgeoise, après avoir adressé au Président de l'Assemblée une lettre critiquant cette visite, a étroitement suivi ces discussions ayant abouti à une audition publique. Le Bureau de l'Assemblée a finalement retiré la confiance à Pedro Agramunt qui, refusant de démissionner, ne pourra désormais plus effectuer des visites, participer à des réunions ou prendre la parole publiquement en tant que Président de l'Assemblée.

En ce qui concerne les allégations de corruption et de promotion d'intérêts portées à l'encontre de certains membres ou anciens membres de l'Assemblée, un mandat a été donné pour qu'un groupe d'enquête externe indépendant soit chargé de mener une enquête approfondie.

La Chambre des Députés était représentée à la deuxième partie de la session de 2017 par Mme Anne Brasseur, présidente de la délégation, M. Yves Cruchten, Mme Françoise Hetto-Gaasch et Mme Martine Mergen.

# Priorités et stratégies en matière de sécurité et de défense

Des parlementaires des 28 États membres de l'Union européenne (UE) se sont rencontrés du 26 au 28 avril 2017 à Malte dans le cadre de la Conférence interparlementaire qui se tient chaque semestre pour discuter des priorités et stratégies dans le domaine de la PESC et la PSDC.

Les participants ont souligné l'importance de la situation en Afrique pour la paix et la stabilité de l'Europe et étaient d'accord pour s'attaquer aux causes profondes qui sont à l'origine de l'instabilité, de la radicalisation, du terrorisme et de la migration vers l'Europe.

## Objectifs de paix et de stabilité

Neuf mois après l'adoption de la stratégie globale de l'Union européenne (UE) dans le domaine de la sécurité et de la défense, la Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, Mme Federica Mogherini, a insisté sur la rationalisation des systèmes de défense, les économies d'échelle qui pouvaient

être réalisées et les avantages du Plan d'action européen de la défense (PAED). La nécessité d'établir une capacité militaire de planification et de commandement en vue de la création d'un quartier général stratégique civil et militaire unique a été mise en avant.

## Relations avec la Russie

En ce qui concerne les relations avec la Russie, Mme Mogherini a rappelé que sa visite à Moscou était la première d'un Haut Représentant depuis 2012. Tout en insistant que Moscou devait respecter les accords de Minsk et les engagements pris envers l'Ukraine, elle a déclaré qu'il existait des points et des objectifs communs entre l'UE et la Russie qu'il fallait creuser.

La reprise des relations avec la Russie, basée sur les cinq principes approuvés par le Conseil des Affaires étrangères en mars 2016 devrait être fondée sur un consensus et sur le respect des normes internationales et une dissuasion crédible, notamment contre la guerre hybride. Dans ce

contexte, elle a rappelé que l'OTAN avait repris les pourparlers avec la Russie.

## Moyen-Orient et sud de la Méditerranée

Durant les échanges, Mme Mogherini a expliqué que la voie militaire ne constitue jamais l'unique solution d'un conflit, indiquant qu'il existe une voie européenne se basant davantage sur le «soft power». De ce fait, la politique de sécurité de l'UE rime avec multilatéralisme, État de droit, développement du pourtour sud de la Méditerranée et de la région du Sahel.

Ainsi, la politique de l'UE en Syrie ne se concentre pas sur le plan militaire, mais combine un large éventail d'instruments diplomatiques, de sécurité, de développement et humanitaires avec l'objectif d'une solution négociée à Genève.

Répondant à un député, Mme Mogherini a reconnu que la lutte contre la traite des êtres humains est une priorité absolue et elle a expliqué qu'elle soutient les propositions



**La Chambre des Députés était représentée par M. Henri Kox, Vice-Président et Mme Claudia Dall'Agnol.**

au sein de l'Organisation des Nations Unies visant à reconnaître la traite des êtres humains en tant que crime contre l'humanité. Cette qualification rend plus simple la poursuite de bandes qui ont fait de la traite leur «modèle commercial».

En guise de conclusion, Mme Mogherini a rappelé que l'UE est une réussite et continue à exercer sa force d'attraction. Le respect des droits de l'homme et de l'État de droit sont toujours perçus comme les meilleurs au monde.

# Bilan intermédiaire de l'initiative pour l'emploi Med4Jobs



**Mme Simone Beissel (2<sup>e</sup> de gauche) à côté de Mme Margarida Mano, présidente de la réunion**

La Commission économique, financière, sociale et de l'éducation de l'AP-UpM s'est réunie à Barcelone le 21 avril 2017. Mme Margarida Mano (Portugal), qui a présidé la réunion, a insisté que la meilleure façon de renforcer le champ d'action de l'AP-

UpM est de formuler des projets concrets d'amélioration de la situation de l'emploi sur les deux rives de la Méditerranée.

M. Shérif Younis, conseiller financier et commercial de l'UpM, a rap-

pelé que le but de l'initiative méditerranéenne pour l'emploi Med4Jobs est de combattre l'un des grands fléaux de notre époque: le chômage des jeunes. Il a rappelé qu'à l'heure actuelle 60% de la population dans les pays de la rive sud de la Méditerranée

a moins de 30 ans, d'où l'urgence de combattre le chômage des jeunes.

Afin de combattre ce fléau, trois conditions essentielles doivent être remplies: la formation de base, l'apprentissage et l'employabilité des jeunes en question.

Mme Simone Beissel a rappelé les conditions pour une création effective et récurrente d'emplois:

- une stabilité politique garantissant une cohésion sociale certaine pour attirer les investisseurs internationaux;

- une formation de base avec un dénominateur commun minimum, c'est-à-dire la lutte contre l'analphabétisme; il faut garantir que chaque enfant sache lire, écrire et calculer de façon élémentaire à douze ans;

- une prise de conscience par les autorités régionales et locales de leur responsabilité majeure pour créer les

conditions-cadres (infrastructures énergétiques, réseaux performants d'Internet, etc.);

- une structure valable de financement: en dehors des possibles systèmes de microfinances, il serait envisageable de demander à la Banque européenne d'investissement, qui a été fortement recapitalisée pour pouvoir financer les PME à travers toute l'Union européenne, d'opérer une éventuelle extension de ses possibilités d'intervention au profit de PME productrices d'emplois localisées dans les États membres de l'Union de la Méditerranée.

M. Nickolas Neibauer, directeur du développement de l'initiative «Génération Entrepreneur» dans le cadre de l'initiative Med4Jobs, a relevé que cette initiative a déjà eu un impact positif sur deux millions de jeunes et qu'il s'agit de continuer à chercher de nouveaux créneaux.



## *Le Président de la Chambre D'Chambersgebai blo beliicht des Députés a reçu...*

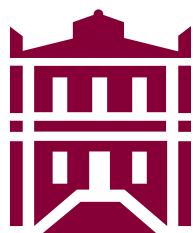
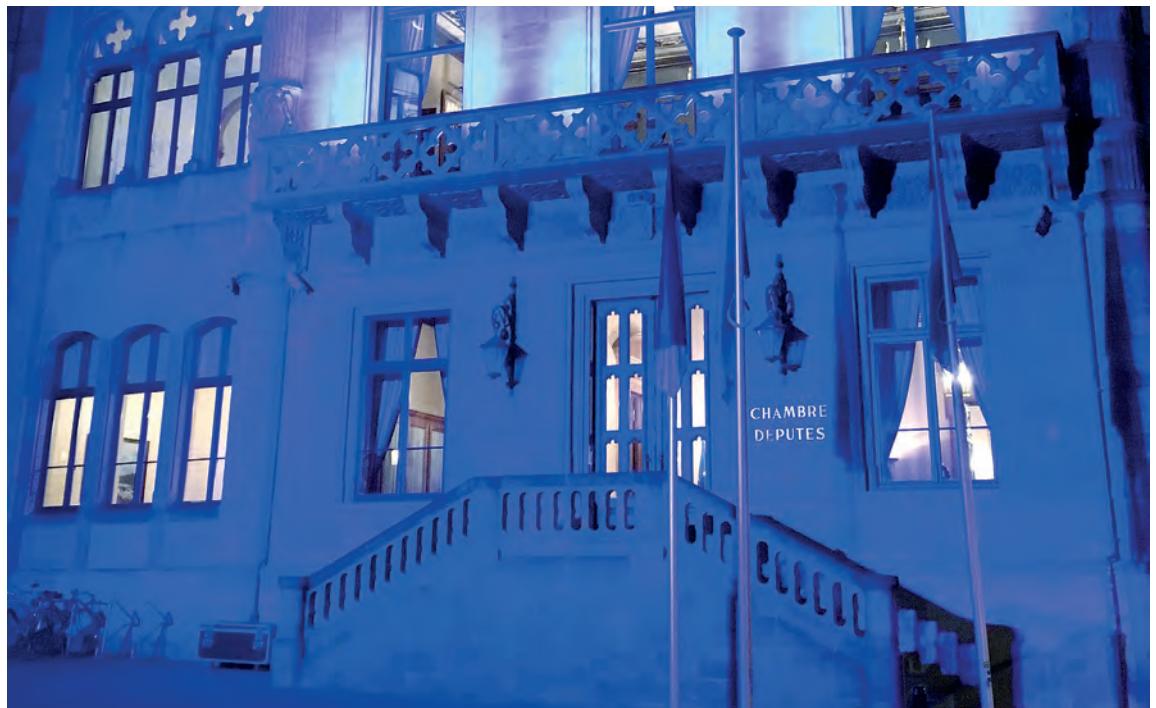
...S.E. M. Piotr Wojtczak, Ambassadeur de Pologne.



Am Kader vun der Aktioun „Light it up blue“ fir de Welt-Autismus-Dag den 2. Abrëll 2017 huet

d'Chamber dës Sensibiliséierungscampagne énnerstézt. D'Chambersgebai war, wéi 40 anerer,

wärend deem ganze Mount Abrëll owes blo beliicht.



## NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°09 • SESSION ORDINAIRE 2016 - 2017

### Procédures pénales

**6758 - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:**

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

- transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité;

- changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en «Code de procédure pénale»;

- modification:

- du Code de procédure pénale;

- du Code pénal;

- de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition;

- de la modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Dans son programme de 2013, le Gouvernement s'est engagé à mener une réforme du droit pénal en ces termes: «Les droits des victimes d'infractions pénales seront renforcés notamment en améliorant leur accès au dossier. ... Le Gouvernement examinera les possibilités d'accélérer, dans le respect des droits de la défense, certaines procédures pénales.»

En effet, depuis le Conseil européen de Tampere (15-16 octobre 1999) l'Europe a réaffirmé l'exigence d'une meilleure reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires entre les pays de l'Union européenne.

Dix ans plus tard, par une résolution du 30 novembre 2009, le Conseil de l'Union européenne avait annoncé vouloir accroître les droits procéduraux des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales.

L'annexe de la résolution contient une feuille de route prévoyant les mesures suivantes:

- Mesure A: Traduction et interprétation;
- Mesure B: Informations relatives aux droits et à l'accusation;
- Mesure C: Assistance d'un conseiller juridique et aide juridictionnelle;
- Mesure D: Communication avec les proches, les employeurs et les autorités consulaires;
- Mesure E: Garanties particulières pour les suspects ou personnes poursuivies qui sont vulnérables;
- Mesure F: Livre vert sur la détention provisoire.

Le Conseil européen a salué cette feuille de route, qu'il a intégrée dans le programme de Stockholm, adopté le 10 décembre 2009, et Plan d'action mettant en œuvre ledit programme COM (2010)174 final a fixé le cadre de travail de l'Union européenne dans le domaine de la justice, de la liberté et de la sécurité pour les années 2010 à 2014.

Les mesures A, B et C ci-dessus font l'objet de trois directives qu'il y a lieu de transposer en droit national:

- la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

(Mesure A: Traduction et interprétation),

- la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (Mesure B: Informations relatives aux droits et à l'accusation),

- la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires (Mesure C: Assistance d'un conseiller juridique et aide juridictionnelle).

Les mesures C et D ont été réunies, au terme de discussions nourries, dans la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires, (dite «directive C»).

Les auteurs du projet de loi précisent au sujet de la mesure E que: «Le volet de l'aide juridictionnelle par contre est traité à part dans une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'aide juridictionnelle provisoire pour les suspects et les personnes poursuivies privés de liberté, ainsi que l'aide juridictionnelle dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen. Cette proposition est actuellement négociée dans les groupes de travail. Elle est complétée par une recommandation.

La question des garanties particulières pour les personnes soupçonnées ou poursuivies qui sont vulnérables (Mesure E) a donné lieu à la publication par la Commission européenne, le 27 novembre 2013, d'une proposition de directive relative à la mise en place de garanties procédurales en faveur des enfants soupçonnés ou poursuivis, que la Commission européenne a également complétée par une simple recommandation concernant les autres personnes vulnérables.»

Un livre vert sur la détention provisoire (mesure F) a été publié le 14 juin 2011. La consultation

publique était ouverte jusqu'au 30 novembre 2011.

Cette mesure fait l'objet d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales.

Le projet de loi 6758 a pour objet de transposer les trois directives précitées. Il a été élaboré par un groupe de travail constitué de représentants du Ministère de la Justice, Parquet général, Parquet de Luxembourg et de Diekirch, Cabinet d'Instruction, police judiciaire et du Barreau de Luxembourg.

Les auteurs du présent projet de loi ont profité de l'occasion pour actualiser ou adapter certaines autres dispositions du Code d'instruction criminelle; adaptations qui sont devenues nécessaires avec l'introduction de l'arsenal des garanties procédurales prévues.

Ainsi, les auteurs saisissent la présente occasion pour changer la dénomination du «Code d'instruction criminelle» en adoptant celle de «Code de procédure pénale».

La transposition intégrale de la directive 2012/29/UE établissant des normes minimales en matière de droits, de soutien et de protection des victimes de la criminalité a été rajoutée au présent projet de loi en date du 17 mars 2016 par le biais d'amendements gouvernementaux.

Cette directive 2012/29/UE vise à garantir que les victimes sont reconnues et traitées avec respect, et qu'elles bénéficient d'une protection appropriée, ainsi que d'une assistance et d'un accès à la justice. Cette directive, qui remplace la décision-cadre du Conseil de 2001 relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales, renforce considérablement les droits des victimes et des membres de leur famille à recevoir des informations, un soutien et une protection, ainsi que leurs droits procéduraux dans les procédures pénales. La directive impose également aux États membres de former les fonctionnaires susceptibles de se trouver en contact avec des victimes. En outre, elle favorise la coopération entre les États membres et la coordination des services nationaux dans ce domaine.



Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 23.12.2014  
Rapporteur: M. Alex Bodry

## Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

16.06.2016	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
23.11.2016	Examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
29.11.2016	Continuation de l'examen du projet de loi Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
11.01.2017	Continuation de l'examen du projet de loi
25.01.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.02.2017

Loi du 8 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°346, page 1

## Réseaux à ultra-haut débit

**6867 - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis**

Le projet de loi sous rubrique, qui s'inscrit dans le contexte de la Stratégie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit - «L'ultra-haut débit pour tous» - et de l'initiative «Digital Lëtzebuerg», a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et de modifier la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis.

La directive 2014/61/UE précitée envisage une réduction des coûts liés à la mise en place des réseaux à haut débit en promouvant l'utilisation conjointe des infrastructures physiques existantes et en permettant un déploiement plus efficace de nouvelles infrastructures physiques dans le but de faciliter et d'encourager le déploiement de ces réseaux.

Le projet de loi crée le cadre légal pour la mise à disposition de l'accès aux infrastructures physiques existantes de tout opérateur de réseau à d'autres entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics.

Tout opérateur de réseau a le droit de négocier la coordination des travaux de génie civil avec les entreprises fournissant des réseaux de com-

munications électroniques en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

Le projet de loi impose aux opérateurs de réseau effectuant directement ou indirectement des travaux de génie civil, entièrement ou partiellement financés par des fonds publics, l'obligation de satisfaire à toute demande raisonnable concernant des accords de coordination des travaux de génie civil émanant d'entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics.

Tous les bâtiments neufs au niveau des locaux de l'utilisateur final ou les bâtiments faisant l'objet d'une rénovation de grande ampleur devront être équipés d'une infrastructure physique adaptée au haut débit située à l'intérieur du bâtiment et d'une infrastructure d'accueil.

Toutes les maisons plurifamiliales neuves ou les maisons plurifamiliales faisant l'objet d'une rénovation de grande ampleur devront être équipées d'un point d'accès permettant au fournisseur d'avoir accès à l'infrastructure à l'intérieur du bâtiment.

Des dérogations sont prévues pour les travaux de rénovation de grande ampleur dont les coûts sont disproportionnés pour les propriétaires individuels ou les copropriétaires.

Conformément aux exigences de la directive 2014/61/UE, le présent projet de loi prévoit la mise en place d'un organisme de règlement de litige qui sera compétent en cas de litige survenant sur la mise en œuvre des droits et obligations issus de la directive. L'Institut Luxembourgeois de Régulation a été identifié comme organe idéal pour assumer le rôle de cet organisme de règlement de litige.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 03.09.2015  
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

26.09.2016	Présentation du projet de loi Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
10.10.2016	Continuation des travaux
13.10.2016	Continuation des travaux
20.10.2016	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
27.10.2016	Examen de l'avis de la Commission juridique Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
30.01.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.02.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

## Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

26.10.2016 Élaboration d'un avis circonstancié concernant l'article 12

Vote en séance publique: 08.02.2017

Loi du 22 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°356, page 1

**Lutte contre l'apatriodie****6974 - Projet de loi portant approbation de****1. la Convention sur la réduction des cas d'apatriodie, conclue à New York le 30 août 1961;****2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;****3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatriodie en relation avec la succession d'États, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006**

Par une adhésion à ces trois conventions internationales, le Gouvernement confirme sa volonté de lutter contre l'apatriodie et de collaborer activement sur le plan international dans le domaine de l'acquisition d'une nationalité.

La Convention européenne sur la nationalité énonce les principes de droit national à respecter, les règles régissant l'acquisition de la nationalité et des dispositions relatives à la pluralité de nationalités. La Convention souligne que tous les individus ont droit à une nationalité et que l'Etat partie doit faciliter dans son droit interne l'acquisition de sa nationalité pour certaines catégories de personnes.

La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatriodie en relation avec la succession d'États énonce des principes généraux relatifs à la nationalité que les Etats signataires doivent respecter en cas de succession d'Etats. En effet, l'expérience a démontré que de par la succession d'Etats un grand nombre de personnes risquent de perdre leur nationalité sans obtenir une autre nationalité, devenant ainsi apatrides.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 23.03.2016

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

## Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

14.09.2016	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et examen d'une série de propositions d'amendements
03.10.2016	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
16.11.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.01.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.02.2017

Loi du 8 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°288, page 1

**Nationalité luxembourgeoise****6977 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:****1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;****2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recourent la nationalité luxembourgeoise**

Le projet de loi 6977 se veut un compromis politique large et équilibré qui intègre tant les revendications relatives à la maîtrise de la langue luxembourgeoise formulées par une partie de la population luxembourgeoise et des partis politiques, que celles de la société civile réclamant moins de barrières administratives pour un accès plus aisés à la nationalité.

Ceci est particulièrement visible dans la réforme des cours de langue et d'instruction civique avec le maintien des exigences relativement importantes au niveau de la maîtrise de la langue luxembourgeoise et un aménagement plus personnalisable des conditions de réussite des trois examens obligatoires.

Aussi, la réintroduction de la procédure d'option avec ses nombreux cas de figure, abolie par la loi du 23 octobre 2008, témoigne de la volonté de faciliter l'accès à la nationalité pour les personnes présentant un lien réel avec le pays ou qui, par des circonstances indépendantes de leur volonté, se retrouvent dans des situations qui les obligent à faire appel à l'aide de l'Etat luxembourgeois.

Les points saillants de la réforme pourront se résumer comme suit:

## 1. La naturalisation:

Le projet de loi prévoit une adaptation de toutes les conditions de naturalisation, à l'exception de la condition d'âge. La naturalisation restera réservée aux personnes ayant atteint l'âge de dix-huit ans. Quant à la durée de résidence obligatoire, elle est réduite à cinq années. Il s'agit du délai applicable avant l'entrée en vigueur de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

L'interruption de la période de résidence sur le territoire luxembourgeois par des franges de vie passées à l'étranger ne sera plus un obstacle à la naturalisation dans le sens où les compteurs ne seront plus remis à zéro en cas de départ à l'étranger au cours de la période légale de résidence. La dernière année de résidence sur le territoire luxembourgeois avant l'introduction de la procédure de naturalisation devra néanmoins être ininterrompue.

## 1.1. Les cours de langue luxembourgeoise et les cours «Vivre au Luxembourg»

Il est proposé de conserver pour l'expression orale le niveau A2 du Cadre européen commun de référence pour les langues et pour la compréhension de l'oral le niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues. Le candidat devra participer tant à l'épreuve d'expression orale qu'à l'épreuve de compréhension de l'oral.

Aura réussi l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise le candidat ayant obtenu dans l'épreuve d'expression orale une note égale ou supérieure à la moitié des points. Dans ce cas de figure, la note obtenue dans l'épreuve de la compréhension de l'oral ne sera pas prise en considération.

Il est introduit un mécanisme de compensation lorsque le candidat a obtenu une note insuffisante dans l'épreuve d'expression orale.

Les candidats auront le choix entre la participation au cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» et la réussite de l'examen sanctionnant ce cours. Le projet de loi prévoit l'organisation de trois modules portant sur une durée totale de vingt-quatre heures. Il n'y aura plus de cours facultatifs. Le texte prévoit une dispense de participation au cours et à l'examen «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» au profit des personnes atteintes d'un handicap grave, qui sera médicalement certifié.

## 1.2. L'honorabilité

Le projet de loi maintient comme motifs de refus de la naturalisation non seulement les fausses déclarations, la dissimulation de faits importants et la fraude, mais également l'existence d'une condamnation à une peine criminelle ou à l'emprisonnement ferme d'une durée d'une année ou plus.

Un motif supplémentaire de refus de naturalisation est introduit. Il s'agit de la condamnation à une peine d'emprisonnement d'au moins deux années, assortie du sursis.

## 2. L'option

Le projet de loi propose de réintroduire l'option, une procédure d'obtention simplifiée de la nationalité, réintroduite par la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité et abandonnée à nouveau dans la loi de 2008.

L'option sera ouverte, sous certaines conditions, dans les cas de figure suivants:

1) l'absence de transmission de la nationalité luxembourgeoise par un parent ou adoptant à son enfant;



- 2) l'absence de transmission de la nationalité luxembourgeoise par un grand-parent à un parent du demandeur;
- 3) la qualité de parent d'un mineur luxembourgeois;
- 4) le mariage avec un Luxembourgeois;
- 5) la naissance au Grand-Duché de Luxembourg, pour les candidats mineurs âgés d'au moins douze ans;
- 6) l'accomplissement de la scolarité pendant au moins sept années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois;
- 7) la possession d'une résidence habituelle et légale au Grand-Duché de Luxembourg depuis au moins vingt années;
- 8) l'exécution du contrat d'accueil et d'intégration;
- 9) l'immigration au Grand-Duché de Luxembourg au cours de la minorité;
- 10) la reconnaissance du statut d'apatride, du statut de réfugié ou de celui conféré par la protection subsidiaire;
- 11) la qualité de soldat volontaire de l'armée luxembourgeoise.

### 3. Le droit du sol

#### 3.1. Le droit du sol de la deuxième génération ou «double droit du sol»

Il est proposé de maintenir, au sein de la future loi, le principe du double droit du sol et de l'étendre aux enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière ou simple par une personne née au Grand-Duché.

L'attribution de la nationalité luxembourgeoise restera automatique dans le sens que celle-ci ne sera subordonnée ni à la manifestation d'un acte de volonté ni à l'accomplissement d'une formalité.

Pendant la majorité, les bénéficiaires du droit du sol de la deuxième génération pourront renoncer à la qualité de Luxembourgeois, à condition d'avoir une nationalité étrangère.

#### 3.2. Le droit du sol de la première génération

L'objectif est d'attribuer la nationalité luxembourgeoise aux personnes nées au Grand-Duché et présentant un lien réel avec notre pays. Afin d'éviter un «tourisme des naissances», il est prévu d'introduire une double exigence de résidence sur le territoire luxembourgeois. Le dispositif proposé a deux volets:

D'une part, l'attribution de la nationalité luxembourgeoise sera automatique dans le cas suivant:

La personne née au Grand-Duché de Luxembourg obtiendra, au moment de son dix-huitième anniversaire, la nationalité luxembourgeoise, à condition:

- qu'elle ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins cinq années consécutives et précédant immédiatement le jour du dix-huitième anniversaire; et

- qu'un de ses parents ou adoptants non luxembourgeois ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement le jour de la naissance.

D'autre part, l'attribution de la qualité de Luxembourgeois sera subordonnée à l'introduction d'une procédure dans l'hypothèse suivante: l'option sera ouverte au candidat né au Grand-Duché de Luxembourg à partir de l'âge de douze ans, à condition:

- qu'il ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins cinq années consécutives et précédant immédiatement le jour de la déclaration d'option; et

- qu'un de ses parents ou adoptants non luxembourgeois ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement le jour de la naissance.

Pendant la minorité, l'accord des parents ou adoptants sera requis en vue de l'introduction de la procédure d'option.

Les bénéficiaires du droit du sol de la première génération pourront renoncer à la nationalité luxembourgeoise pendant la majorité, à condition de posséder une nationalité étrangère.

#### 4. Le recouvrement de la nationalité

Selon les données fournies dans l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi, plus de 25% des demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise introduites de 2009 à 2015 sont des procédures de recouvrement.

Comme préconisé par la disposition transitoire particulière de l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008, la date limite pour introduire une demande de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise en la qualité de descendant en ligne directe d'un aïeul ayant possédé la nationalité luxembourgeoise à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1900, est maintenue au 31 décembre 2018.

En effet, la disposition en question a provoqué un engouement pour recouvrer la nationalité luxembourgeoise auprès de descendants d'ancêtres luxembourgeois vivant aujourd'hui - et souvent depuis leur naissance en dehors du territoire luxembourgeois, voire aux États-Unis ou encore en Amérique du Sud. Il ne s'avère guère opportun d'accorder en grand nombre la nationalité luxembourgeoise et les droits y relatifs à des personnes ne présentant qu'un lien lointain avec le pays.

## Immigration

### 6992 - Projet de loi portant modification

#### 1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

#### 2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

#### 3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal la transposition de deux directives européennes se situant dans le contexte de la politique d'immigration de l'UE, à savoir la directive 2014/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi en tant que travailleur saisonnier et la directive 2014/66/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert temporaire intragroupe, dans la législation luxembourgeoise. En outre, le projet de loi prévoit la mise en place d'un mécanisme original de continuité d'activités, l'introduction d'un titre de séjour pour «investisseur», l'adaptation des dispositions relatives au regroupement familial et une modification de la durée de rétention pour familles au Centre de rétention.

#### 1. La directive sur le droit de séjour pour travailleurs saisonniers

La directive 2014/36/UE prévoit l'établissement d'un socle commun de droits et de garanties procédurales pour les travailleurs saisonniers, une catégorie de travailleurs identifiée comme étant particulièrement vulnérable, afin de leur assurer une certaine protection lors de leur séjour sur le territoire des États membres tout en fournissant aux États membres des garanties permettant d'éviter des abus. Étant donné que le Luxembourg n'a pas encore prévu de titre de séjour spécifique pour travailleurs saisonniers, le projet de loi tend à transposer l'ensemble de la directive 2014/36/UE.

Les travailleurs saisonniers peuvent, tout en conservant leur lieu de résidence principal dans un pays tiers, séjourner légalement et temporairement dans l'Union pour une période maximale variant de cinq à neuf mois, qui sera fixée au Grand-Duché par le projet de loi sous rubrique à cinq mois, pour exercer une activité soumise au rythme des saisons. Les États membres restent responsables pour définir les secteurs d'emploi qui comprennent des activités soumises au rythme des saisons. Au Luxembourg, ces activités sont arrêtées dans le règlement grand-ducal du 11 juillet 1989 portant application de la disposition respective de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, intégrée dans le Code du travail à l'article L.122-1.

La directive précise également l'ensemble des droits dont peuvent se prévaloir ces travailleurs migrants.

Afin de protéger les travailleurs saisonniers contre toute exploitation et en même temps éviter des abus, la directive prévoit que les travailleurs saisonniers ont droit à l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'État membre d'accueil au moins en ce qui concerne les modalités d'emploi, y compris en matière de salaire, d'horaires de travail et de congés, le droit de faire grève et de mener une action syndicale, des arriérés que doivent verser les employeurs, certaines branches de la sécurité sociale, des services de conseil sur le travail saisonnier, le droit à la reconnaissance de leurs diplômes ainsi que le droit à l'éducation et à la formation professionnelle directement liée à l'activité professionnelle spécifique.

Chaque demande d'admission doit obligatoirement être accompagnée d'un contrat de travail ou d'une offre d'emploi précisant le salaire et les heures de travail, d'une assurance maladie et de preuve que le travailleur saisonnier disposera d'un logement adéquat. Au cas où le logement serait pris en charge directement par l'employeur, il est précisé que le loyer ne doit pas être excessif ou déduit automatiquement du salaire. À noter que le projet de loi prévoit spécifiquement que l'employeur est tenu de transmettre toutes les informations nécessaires au ministère.

La directive 2014/36/UE prévoit également des sanctions administratives et pécuniaires en cas de non-respect par les employeurs. Ainsi, si l'employeur a violé les conditions fixées par la directive ou du Code de travail national, l'autorisation de séjour et de travail est retirée et l'employeur peut être obligé de verser une indemnité correspondant aux salaires relatifs à la période prévue dans le contrat de travail, qui auraient été dus, au travailleur saisonnier.

#### 2. La directive sur le droit de séjour pour des transférés intragroupe

La directive 2014/66/UE facilite l'entrée dans l'Union européenne de cadres, d'experts et de stagiaires dans le cadre d'un transfert intragroupe et entend ainsi contribuer à la progression de l'économie fondée sur la connaissance dans l'Union européenne.

Ces dernières années, la mondialisation de l'activité économique, l'intensification des échanges commerciaux et la croissance et l'expansion des groupes d'entreprises multinationales ont eu pour effet d'accélérer les mouvements des cadres, experts et employés stagiaires des branches et filiales des entreprises multinationales, temporairement réaffectés pour des missions de courte durée à d'autres unités de leur entreprise. Ces transferts temporaires intragroupe peuvent également bénéficier aux pays d'origine des migrants, cette migration temporaire pouvant en effet, dans le respect de règles bien définies, favoriser la transmission de compétences, de technologies et de savoir-faire.

Un objectif de la directive 2014/66/UE est de permettre à une entreprise ou un groupe multinational situés dans un Etat en dehors de l'UE de faciliter le détachement temporaire de ses cadres, experts ou employés stagiaires (personnes ICT) dans une entité appartenant à l'entreprise ou au groupe situé dans l'Union.

Cependant, l'innovation majeure de la directive 2014/66/UE est le concept de la mobilité au sein de l'Union européenne des travailleurs ressortissants de pays tiers faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe. Ainsi, une personne ICT détachée dans un premier Etat membre peut faire plus facilement l'objet de transferts intragroupe successifs dans un ou plusieurs autres Etats membres. Cette mobilité peut être de courte durée (90 jours au maximum sur toute période de 180 jours) ou de longue durée (plus de 90 jours) et impliquerait, selon le cas, des formalités différentes.

À noter que les auteurs du projet de loi ont opté lors de la transposition de la directive 2014/66/UE pour l'exigence que toute nouvelle demande pour une même personne ICT ne puisse être introduite après un délai de six mois entre la fin de la durée maximale d'un transfert intragroupe temporaire et le dépôt d'une nouvelle demande. Cette disposition a pour but d'éviter que le transfert ne devienne définitif et sert à éviter un contournement des conditions d'admission plus sévères pour le droit de séjour pour travailleurs salariés, dont la durée du séjour n'est en principe pas limitée tant que les conditions requises restent remplies.

#### 3. Autres dispositions revêtant un caractère national

Le projet de loi vise en outre à mettre en place un mécanisme original de continuité d'activités, reposant sur une procédure de vérification et d'autorisation préalable afin de permettre à des entités enregistrées de continuer leur activité sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg en cas de survenance d'un incident majeur dans leur pays d'origine, situé en dehors de l'Union européenne.

Dans le but de la diversification économique, un site de continuité d'activités («backup-center») a déjà été créé au Luxembourg qui permet à des entreprises de pouvoir continuer leurs activités en cas d'une crise ou d'un autre incident. Le site de continuité d'activités contient les fichiers informatiques des entreprises et doit être opérable à court terme. Pour que des entreprises situées dans des pays tiers puissent en profiter, leur personnel doit être à même de se déplacer au Grand-Duché dans un délai raisonnable. Pour atteindre ce but, la procédure envisagée par le présent projet de loi vise une procédure de «pré-clearance» du personnel et un traitement d'urgence des demandes en cas de période de crise.

Le projet de loi prévoit en outre la création d'une nouvelle catégorie de titre de séjour à caractère national, donc non couverte par une harmonisation européenne. Les dispositions relatives à l'autorisation de séjour pour «investisseur» s'inscrivent dans le cadre de la politique de diversification de l'économie, de l'encouragement de l'entrepreneuriat et du repositionnement de la place financière. Elles visent à attirer de nouveaux investisseurs de qualité au Luxembourg, désirant investir par exemple dans la reprise ou la création d'entreprises, de structures d'investissement de type «family office» ou de gestion d'actifs importants. Y sont par contre exclus des investissements ayant principalement comme objet l'achat et la location d'immeubles.

Le projet de loi définit les conditions d'octroi, les formalités préalables à l'obtention et les droits attachés au titre de séjour pour «investisseur», à l'instar des autres types de titre de séjour existants. Les conditions d'octroi sont telles qu'elles permettent de limiter des abus éventuels de ce titre de séjour. Ainsi, le titre de

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 24.03.2016

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

#### Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

24.06.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'Etat
12.09.2016	Examen des articles
	Examen de l'avis du Conseil d'Etat
	Présentation et examen d'une série de propositions d'amendements
14.09.2016	Examen de l'avis du Conseil d'Etat
	Présentation et examen d'une série de propositions d'amendements
21.09.2016	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat
	Continuation de la présentation et de l'examen d'une série de propositions d'amendements
03.10.2016	Présentation et examen d'une série de propositions d'amendements
	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
16.11.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
07.12.2016	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat
18.01.2017	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
25.01.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport
08.02.2017	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat
	Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 09.02.2017

Loi du 8 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°289, page 1



séjour qui est valable pour une durée initiale de trois années est lié à un mécanisme de suivi, puisqu'au plus tard dans les douze mois suivant sa délivrance, le respect des engagements pris parallèlement à l'investissement, tel que le maintien ou la création d'emploi, de la substance appropriée ou de l'investissement sur une certaine durée, est contrôlé.

Un autre objectif du présent projet de loi est d'adapter certaines dispositions relatives aux travailleurs et au regroupement familial prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration aux besoins de souplesse afin d'améliorer le facteur d'attrait de l'immigration légale des travailleurs ressortissants de pays tiers et de leurs membres de famille. Les dispositions concernant le regroupement familial visent à adapter les dispositions pour travailleurs salariés originaires de pays tiers à celles pour détenteurs de la carte bleue européenne, donc à abolir le délai de douze mois pour les travailleurs salariés ayant de pouvoir faire venir leurs membres de famille au Luxembourg. Quant aux étudiants, le projet de loi prévoit de leur permettre, après l'achèvement de leurs études supérieures, de faire leurs demandes d'emploi en restant au Grand-Duché.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 18.05.2016  
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

12.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
07.11.2016	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.01.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2017  
Loi du 8 mars 2017  
Mémorial A: 2017, n°298, page 1

En outre, le projet de loi entend modifier la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention en augmentant la durée de rétention pour les personnes ou familles accompagnées de mineurs d'âge de 72 heures à sept jours. Cette prolongation se fait pour des raisons pratiques, permettant ainsi de mieux organiser les retours de demandeurs d'asile déboutés. Rappelons à cet égard que le placement en rétention de mineurs non accompagnés ou de familles comportant des mineurs est une mesure utilisée qu'en dernier ressort.

Finalement, le projet de loi modifie la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales afin de donner un accès direct au fichier des étrangers à certains agents du ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement. Cet accès constitue une simplification administrative de la procédure en obtention d'une autorisation d'établissement. Afin de respecter la protection des données, une consultation directe des données du fichier des étrangers n'est possible que sous condition de l'accord préalable de l'administré.

Tableau: Budget et compte 2015

	Budget définitif 2015	Compte général 2015	Variation	
			en valeur	en %
Recettes - courantes - en capital	12.304.543.548,00 73.043.900,00	12.614.842.807,93 203.932.098,62	310.299.259,93 130.888.198,62	2,52% 179,19%
Total recettes (1)	12.377.587.448,00	12.818.774.906,55	441.187.458,55	3,56%
Dépenses - courantes - en capital	11.824.099.971,00 1.121.831.035,00	11.753.069.004,81 1.526.431.494,55	-71.030.966,19 404.600.459,55	-0,60% 36,07%
Total dépenses (2)	12.945.931.006,00	13.279.500.499,36	333.569.493,36	2,58%
Excédent de dépenses (2) - (1)	-568.343.558,00	-460.725.592,81	107.617.965,19	

Source chiffres: budget de l'Etat 2015, compte général 2015; tableau: Cour des comptes

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 20.06.2016

Rapportrice: Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Présidente: Mme Diane Adehm):

26.09.2016	Présentation du projet de loi
03.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du rapport général de la Cour des comptes
21.11.2016	Examen du texte et des amendements gouvernementaux
	Examen des avis du Conseil d'État
	Examen du rapport général de la Cour des comptes
	Examen du projet de rapport
05.12.2016	Adoption d'un projet de rapport
19.12.2016	Adoption d'un projet de rapport complémentaire
	Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: Monsieur Eugène Berger):

26.09.2016	Présentation du projet de loi
------------	-------------------------------

Vote en séance publique: 21.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°273, page 4980

## Compte général de l'exercice 2015

### 7005 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015

Le compte général de l'Etat de l'exercice 2015 suivant la législation nationale

Le compte général de l'exercice 2015 s'est clôturé avec un déficit de 460,7 millions d'euros.

recettes courantes et de 130,9 millions d'euros de recettes en capital sur l'année 2015, alors que les dépenses courantes étaient de 71,0 millions d'euros inférieures au budget voté par la Chambre. Toutefois, les dépenses en capital étaient de 404,6 millions d'euros supérieures au budget voté.

La détérioration du solde du budget en capital refléterait, selon le Gouvernement, les efforts entrepris en matière d'investissements publics.

#### A. Recettes et dépenses courantes et en capital

	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital de l'année précédente	-672.550.427,75
I.	Recettes	12.818.774.906,55
II.	Dépenses	13.279.500.499,36
III.	Excédent de dépenses	<b>460.725.592,81</b>
IV.	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	-1.133.276.020,56

#### B. Recettes et dépenses pour ordre

	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre de l'année précédente	18.507.534,75
I.	Recettes pour ordre	6.274.179.401,83
II.	Dépenses pour ordre	6.299.352.590,25
III.	Excédent de dépenses pour ordre	<b>25.173.188,42</b>
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	-6.665.653,67

#### C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'Etat

	Report du solde des recettes et dépenses de l'année précédente	2.725.776.418,57
I.	Recettes	4.182.946.368,57
II.	Dépenses	4.392.647.297,19
III.	Excédent de dépenses	<b>209.700.928,62</b>
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	2.516.075.489,95

Le compte général de l'exercice 2015 s'est clôturé avec un déficit de 460,7 millions d'euros, alors que le budget voté renseignait un déficit de 568,3 millions d'euros. Cette différence de 107,6 millions d'euros s'explique notamment par une hausse de 310,3 millions d'euros des

Par rapport au budget modifié de l'Etat de l'exercice 2015, les variations des recettes et des dépenses enregistrées au compte général de l'Etat de l'exercice 2015 peuvent être résumées comme suit:

Le dernier point s'explique par la réponse donnée par la Commission européenne à l'affaire dite «Volkswagen», proposant de renforcer la réception par type des véhicules à moteur et de leurs remorques, en particulier en mettant en place des mécanismes adéquats de supervision et en introduisant des dispositions en matière de surveillance du marché.

C'est dans ce contexte que la proposition de règlement précitée, et anticipée par le présent projet de loi, prévoit la nécessité d'inclure des nouvelles obligations plus spécifiques pour les autorités nationales, notamment des essais et inspections de vérification ex post de la conformité d'un nombre suffisant de véhicules mis sur le marché.

Les règles existantes en matière de surveillance du marché resteront en place, mais les contrôles ex ante seront complétés par une surveillance du marché ex post.

La Commission de l'Économie a, par ailleurs, complété l'article unique du projet de loi par un premier paragraphe qui a pour objet d'insérer un article 7bis dans la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS. L'article inséré énumère les exigences prévues pour les autorités notifiantes et auxquelles doit également répondre l'OLAS.

À noter que ce projet de loi comporte des dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie

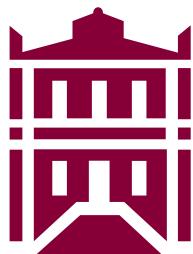
(Président: M. Franz Fayot):

13.10.2016	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.12.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.12.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2017

Loi du 17 février 2017

Mémorial A: 2017, n°223, page 1



# SÉANCE 23

MERCREDI,  
8 FÉVRIER 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. 6867 - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Eugène Berger (intervention de M. Alex Bodry)
- Discussion générale: Mme Diane Adehm (interventions de M. le Ministre Xavier Bettel et M. Claude Wiseler) (dépôt de deux amendements), M. Eugène Berger (intervention de M. Laurent Mosar), M. Yves Cruchten, M. Claude Adam, M. Roy Reding
- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias
- Amendements: Mme Diane Adehm, M. Eugène Berger, Mme Simone Beissel
- Votes sur les amendements 1 et 2 (rejetés)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 3. 6704 - Projet de loi dite «Omnibus»

portant modification:

- a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;
  - b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;
  - c) de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes;
  - d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;
  - e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;
  - f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
  - g) de l'article 44bis du Code civil;
  - h) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;
  - i) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;
  - j) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national;
  - k) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
- et abrogeant:
- a) l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;
  - b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radio-phoniques, des gramophones et des haut-parleurs
- Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten
  - Discussion générale: M. Félix Eischen (interventions de MM. les Ministres Dan Kersch et Etienne Schneider, Mme Octavie Modert et M. Claude Wiseler), M. Claude Haagen, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 4. 6992 - Projet de loi portant modification

- 1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;
- 2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;
- 3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales
  - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel (dépôt d'une motion)
- Discussion générale: M. Laurent Mosar (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn et M. Marc Angel), M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile (interventions de Mme Martine Mergen et M. Marc Angel)
- M. Fernand Kartheiser
- Vote séparé sur l'article III du projet de loi (demande rejetée)
- Vote séparé sur l'article 59 du projet de loi (demande rejetée)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur la motion 1 (adoptée)

### 5. 7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

- 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;
- 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;
- 3. l'institution d'un Conseil scientifique
  - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles
  - Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser
  - Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 6. 6992 - Projet de loi portant modification

- 1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;
- 2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;
- 3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- E schéine gudde Mëttig! Ech maachen heimat d'Sétzung op. An e Bléckkontakt geet duer fir ze gesinn: D'Regierung huet keng speziell Kommunikatiounen ze maachen?

### (Assentiment)

Merci, Här Premierminister.

Da géife mer direkt zum éischte Punkt vun ei-sem Ordre du jour vun de Mëtten iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6867 an dee Projet dréit ronderëm de Réseau fir elektronesch Breetbandkommunikatioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 6867 - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

**M. Eugène Berger** (DP), rapporteur.- Merci, Här President. Et kéint ee jo elo domader ufänken a soen: „Stellt lech emol vir, Dir hätt elo net allegueren um Pult den Internet connectéiert. Dir hätt och elo keen Handy, mat deem Der kéint schaffen, fir op den Internet ze goen, fir Mailen ze schécken, fir ze kommunizieren, fir vläicht och nach e Message op

Facebook ze maachen.“ Dat kënne mer eis eigentlech hautzudaags praktesch net méi virstellen, datt een deen Outil net hätt vum Internet. An dowéinst gétt eigentlech och den Accès un den Internet émmer méi als eng Zort Grondrecht considéréiert, well et eben ouni Internet an der Gesellschaft vum 21. Jorhonnert, an där mer haut liewen, émmer méi schwéier ass, eigentlech e vollvæertege Member vun däri Gesellschaft ze sinn, fir kënnen ze kommunizieren, fir kënnen Informatiouen eranzehuelen, eigentlech och, fir eng Rei deeglech Aufgaben ze maachen, sief dat, datt ee Bankoperatioun mecht, sief dat, datt ee vläicht eng Demande beim Stat mecht. All déi Saache sinn émmer méi, heiansdo souguer schonn némme méi exklusiv online verfügbare. Et ginn och Leit, déi praktesch online schaffen. An, voilà, alles dat, fir ze soen, datt een eigentlech hautzudaags den Accès un den Internet brauch, fir iwwerhaapt an der Gesellschaft kënnen ze fonctionnéieren.

En effikassen Internetréseau ass awer och wichteg, net némme fir den Eenzelen, mä en ass och wichteg fir d'Entwicklung vum Wirtschaftsstande Lëtzebuerg. Wa mer eis wëllen als ICT-Standart bewiesen, wa mer eis net némme wëllen domadder zefridde ginn, datt mer esou gutt si wéi déi aner Länner, mä vläicht och besser wéile si wéi déi aner Länner, da wéile mer Virreider sinn op europäeschem Plang. Och da brauche mer effikass Infrastrukturen an da brauche mer iwwerall, och fir eis Betriben natierlech, den Accès un de sougenannten „schnellen Internet“.

An dee Projet de loi, deen ech lech haut de Mëtten dann hei présentiereren, situéiert sech an däri Logik vum schnellen Accès un den Internet als Grondrecht an e situéiert sech natierlech och an déi Strategie, déi eigentlech schonn 2010 lancéiert ginn ass, vun dem „ul-

tra-haut“ débit pour tous“. E situéiert sech natierlech och an d'Strategie vun „Digital Lëtzebuerg“, déi dës Regierung weiderverfollegt.

Op däri anerer Säit, de Projet de loi, dee setzt och eng europäesch Direktiv ém, déi als Zil huet, fir déisen Accès un de schnellen Internet wäitméiglechst obligatoresch ze maachen an awer och, fir datt dat méiglech ass, fir déi Aarbechten, fir dat ze maachen, och esou käschte-géngschteg wéi méiglech ze gestalten. Well de Coût, also d'Fraisen, d'Käschte sinn oft eng Barrier, fir datt een en optimalen Déploement vun de schnelle Réseau kann entwéckelen.

Déi praktesch Fro drängt sech jo natierlech och op, wéi et konkret hei am Land ausgesäit mat de Leitungen an Uschlëss. Wéi gutt si mer da scho bis elo couvréiert, insbesonnesch mat de Glasfaseren, wat jo den Haaptkanal de transmission ass fir de schnellen Internet? Ass d'ganzt Land ofgedeckt?

Dat war och eng Fro, déi an der Kommissioun opgeworf gi war. Ech hat och de Membere vun der Kommissioun dee Link nach eng Kéier weiderschécke gelooss, wou ee kann op dem data. public.lu dat nokucken, d'Couverture. An do kënne mer awer trotzdem feststellen, datt mer relativ gutt hei zu Lëtzebuerg couvréiert sinn. Ech huelen elo emol dat, wann ech elo émmer geschwat hu vun „ultra-haut débit“, dat sinn eigentlech 30 Megabit an der Sekonn oder méi, wann een do déi Kaart hëlt, also wann een einfach déi Referenz vun 30 Megabit hëlt, da gesäßt een awer, datt all déi rout Gemengen also do eng Couverture zwéischen 91% an 100% hunn.

(M. Eugène Berger montre une autre documentation.)

Op deem Internetsite kann een dat och pro Gemeng nokucken. Et sinn nach zwou, dräi

Plazen, wou net „keen“ Internetaccès ass, mä wou dann d'Vitesse vläicht net esou héich, oder den Débit net esou héich ass.

Wann een dann...

### (Interruption)

Gelift?

**Une voix**.- Déi rout Gemenge si jo déi bescht?

**M. Eugène Berger** (DP).- Déi hunn allegeruen eng Couverture vun 91% bis 100% vun ultra-haut Débit.

### (Interruption et hilarité)

Da gëtt et natierlech och nach Standarden driwwer. Mä dat, wat eis haut de Mëtte beschäftegt, dat ass eigentlech déi do Couverture, déi also gutt ass.

(M. Eugène Berger montre une autre documentation.)

Wat natierlech ass, wann een nach besser ass, dat ass dann déi blo Couverture.

### (Exclamations, hilarité et interruption)

100, dat ass dann 100 Megabit bis 1 Gigabit, och do - dat ass also eng ganz héich Performance -, och do gesäßt een, datt et awer iwwerall am Land schonn déck donkelblo ass. Dat ass also ganz zefriddestellend. Et sinn nach e puer Flecken, wou et méi hellblo ass, soudatt een do also nach...

Mä einfach fir ze soen...



# SÉANCE 23

MERCREDI, 8 FÉVRIER 2017

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ass do och d'Gemens Diddeleng derbäi?

► **M. Eugène Berger** (DP).- Déri ass och déck donkelblo, gesinn ech.

## (Interruptions et hilarité)

Voilà. Némme fir mat diése Kaarten awer ze illustrieren, Här President, datt also dat, wat mer hei als Obligationen ustriewen, den ultra-haut Débit, 30 Megabit, datt deen also an all de Gemengen eng Couverture praktesch huet vun 91% bis zum Deel 100%, wou dat ofgedeckt ass.

Dat heescht awer och, datt mer nach müssen zum Deel weiderschaffen, fir also nach méi en héijen Débit ze kréien. Et heescht awer och, datt natierlich hei e puer Akteuren am Spill sinn. Dat ass natierlich LuxConnect, d'Post, wéi een och am klassesche Senn seet. Et muss een awer och wéissen, fir an déi lescht Strooss an all Duerf, soen ech emol, dat eranzeéen, brauch en natierlich och d'Gemengen, déi do matschaffen, well natierlich d'Aarbechten, fir déi Réseauen zu verleéen, well do natierlich och déi eng oder aner Aarbechten zum Deel an d'Kompetenze vun de Gemengen eraginn.

Déi Infrastrukturen, déi een dofir brauch, déi een do misst am ganze Land leeën, déi hunn natierlich och hire Präis. An ech mengen, dat ass jo och ee vun den Objeten oder den Objekten hei vun dár Direktiv, déi mer émsetzen. Dat ass eben, well de Käschtefacteur, fir all déi Leitungen ze leeën, besonnesch wann ee se all Kéiers misst nei leeën, immens héich ass, ass eben hei d'Iddi, datt ee soll hunn, datt een dat méi effizient a méi bëlleq mécht. Wéi kann een dat erreechen? Mä andeems een einfach op existéierend Infrastrukturen zréckgräift an déi versicht optimal auszenotzen. Ech mengen, dat sinn e puer vun den Haaptellementer dann och vun désem Projet de loi respектив vun der Direktiv.

Dat heescht, dat éischt grousst Zil, déi éischt Mesure am Projet de loi, déi regelt den Zugang zu deenen existéierende physeschen Infrastrukturen. An Zukunft ass et also méiglech respектив och obligatoresch, wann ee schonn Netzbedreiver ass vun esou Infrastrukturen, och aneren, ech soen emol „Firmaen“, „Operateuren“ den Zugang zu deenen Infrastrukturen ze erlassen.

Wat sinn dat fir Infrastrukturen? Dat si gewéinlich, dat kënnen déi Fiberréseaue sinn, mä dat kënnen awer och aner Leitunge sinn. Et ass och eventuell méiglech duerch besteeénd Leitungen, ech soen emol einfach formuléiert: duerch elektresch Leitungen. Anscheinend ass et och méiglech, dat zum Deel un d'Kanalisationeleitungen ze integréieren, soudatt een also un aner Réseausleitunge vu verschiddenen Zorten dat da kann do dropmaachen. Dat awer mécht, datt een dat méi schnell ka leeën, datt een och méi schnell oder méi bëlleq dat da ka maachen.

Ech mengen, dat ass also a ville Fäll hei zu Lëtzeburg de Fall, wou mer gutt Réseauen hunn, datt een also, wann een nei Réseauen oder de Glasfiber iwwerall wéllt hibréingen, datt een dat also op déi existéierend Réseauen do kann dropsetzen.

Bon, Operateuren an Zukunft, déi also de schnellen Internet ubidde wëllen, déi kënnen den Zugang zu deene besteeénde Réseauen uffroen. Eng Demande - dat sinn dann déi verschidden Ellementer vum Projet de loi -, esou eng Demande därf net refuséiert ginn, ausser et wieren objektiv Grénn derfir.

Wat wieren d'Grénn, fir esou eppes kënnen ze refuséieren, fir Informatiouen oder Zugang derzou ze kréien? Dat wier, wann et zum Bei-spill Installations sensibles wieren, déi am Intérêt vun der Sécurité nationale sinn. Et kéint awer och sinn, datt technesch Ursachen de Fall wieren: wann een nach géif eng Leitung, ech soen emol „derbäleéen“, datt dann do géifen déi besteeénd Leitung vum Glasfiber oder anerer gestéiert ginn an hirem Fonctionnement.

Wann eng Firma wéllt Zugang zu deenen existéierenden Infrastrukturen kréien, da kritt se och d'Recht, fir Informatiouen ze kréien iwwert déi besteeénd Leitungen, de Standuert, de Wee vun deenen Infrastrukturen. An déi Informatiouen, déi muss innerhalb vun zwee Méint geliwwert ginn.

Et wäert och esou sinn, datt an Zukunft all Akteure vum éffentleche Secteur wäerten déi genannten Informatiouen, déi se hunn, op e Guichet unique setzen. Dat heescht, all déi Informatioune vun de besteeénde Leitungen, Glasfiber awer och anerer, kommen op e gemeinsame Portail an da kënnen d'Firmaen also

och do direkt dann Zougréff hunn, wa se interessiert sinn, fir och Operateur ze ginn an de Leit esou eppes unzebidde vum ultra-haut Débit.

Bon, ech mengen, dat ass also och eppes, wat ee kéint énner d'Transparenzregel setzen, déi Iwwerschrëft driwwersetzen, éischtens d'Informatioune kréien an engem gewëssenen Déli an dann eben och, datt dann dee Guichet unique geschafe gëtt, fir do all déi Informatiounen da këinne schnell an transparent ofzerruffen.

En anert Element, dat wéissen d'Gemengemammen a -pappen natierlich och, dat ass, datt ee muss kucken, esou käschtspuerend ze si wéi méiglech bei deenen Infrastrukturen a wann een déi wéllt maachen, datt een dann d'Chantiere koordinéiert, d'Aarbechte koordinéiert. An dat ass also och hei an déiser Direktiv respектив am Projet de loi e wichteg Element, datt een do also Koordinatiounsaccorde muss kënnen erlaben, datt Aarbechten zesumme gemaach ginn. Mir kennen dat allegueren: Den Trëttoir gëtt opgerappt, et gëtt eng Leitung drageluecht, Trëttoir zu. Fénnef Méint drop kënnent deen Nächsten: Trëttoir erëm opgeraach, erëm zougemaach. Dat ass bei de Leit och net ganz beleift! An hei gesait also de Projet de loi vir, datt esou Koordinatiounsaccorde sollen erlaabt gi respектив och praktesch sollen obligatoresch ginn.

E lescht Element vun déiser Direktiv, dat ass d'Obligation, fir bei allen Neibaute respектив bei all Renovation, déi nom 31. Dezember 2016 ugefrot goufen, datt déi (veuillez lire: datt Infrastrukturen, fir un de Réseau ubebonne kennen ze ginn) müssen obligatoresch an deenen neie Gebaier oder bei enger Renovation agebonne ginn. Ech soen elo hei 31. Dezember 2016, mir sinn zwar haut schonn am Februar, mä bon, vu datt vun deem Moment un d'Direktiv applikabel ass, kann een dat eigentlech och dobaussen am Prinzip akloen. Et ass awer schonn esou, datt och Circulaire geschéckt gi sinn, datt bei de Bautereglementer vun de Gemengen dat och schonn elo an deenen agefléckt ginn ass.

Bon, an der Praxis, mengen ech, ass et och esou, datt ech mer haut bal net méi virstelle kann, datt een, deen en neit Haus baut, oder wann Appartementshaiser gebaut ginn, datt déi net virgesinn, datt am Haus oder am Gebai kann den Internet ugeschloss ginn, dat heescht, énnen am Keller d'Këschte respектив d'Leitunge bis an déi eenzel Wunnengen. Dat ass eigentlech haut Standard. Mir schreiwen dat zwar an, hei an de Projet de loi hu mer et ageschriwwen, mä dat ass haut Standard. Ech ka mer net méi virstellen, datt haut iergende Bauhär dat net géif virgesinn. Dat schéngt mer also och manner de Problem ze sinn.

Do, wou kënnen Diskussiouen entstoan an der Praxis, dat ass bei der Renovation vun eeleren Haiser, wou et dann och obligatoresch ass, mä virun allem bei der Renovation vun eeleren, ech soen emol op gutt Lëtzebuergesch „Appartementshaiser“, well et do awer viäicht dann net evident ass, datt all Copropriétairer doranner eens sinn. Duerfir ass och virgesinn an der Direktiv, datt also bis 2018 an all Copropriétéit, wou nach net den Internet à haut débit, den Accès dozou installéiert ass, datt déi dat müssen op den Ordre du jour bréngen - bis 2018 muss dat also do sinn -, fir datt do dann och eng Décisioun ka geholl ginn.

Dat ass eng Léisung, eng juristesche Léisung, déi mer zesumme fonnt hu mat der Commission juridique, vun do ass déi Propos eigentlech komm. Ech mengen, et war souguer eng Propos vun engem éirewáerten Députéierten aus der Oppositioun, deen déi ganz sénnvoll Propos gemaach huet. An op alle Fall, an der Commission juridique war dat Unanimitéit, wéllt ech betounen, fir op dee Wee ze goen, datt also dat eng Obligation ass, fir et op den Ordre du jour ze setzen, fir eben dann och kënnen bei de Renovationsaarbechten dat émzeseten.

Mä et ass och eng Exceptioun virgesinn: Wann déi Embauaarbechte e Coût excessif hätten, da kéint een dat op der Säit loessen. Et muss een awer soen, an der Praxis, och bei Renovationen, soen ech emol, datt - graff gesot - eng Leitung vun der Strooss bis bei d'Haus leeën, wann déi nach net läit, an eng Këschte am Keller instaléieren, déi net ganz grouss ass, an da Glasfiber duerch en dënne Rouer, besteeénd Réier eranzéien, also dat dierft och net ze deier sinn.

Bon, zum Schluss dann awer och nach d'Prezisioun, datt fir all Litige, dee kéint bei deem Gesetz entstoan, den ILR, den Institut luxembourgeois de régulation, zoustänneg ass. Ech mengen, deen erfëlt all d'Ufuererunge vun Onofhängegeet, Onparteilechkeet. Déi hunn och den Know-how. Si hu jo och scho Kompetenzen an dár Matière.

Bon, zum Schluss, ech mengen, ech ginn elo net speziell op déi verschidden Avisen an; be-

sonnesch déi vum Conseil d'Etat, do ware mer mat zwou Navetten oder dräi Navetten amgaangen. Dat kënt Der a mengem schrëfleche Rapport noliesen. Énner anerem ass et do èm juristesche Froe gaangen am Kontext vun der Consultation publique bei den Infrastrukturaarbechten. Mir sinn eis awer och do eens ginn, mir hunn do d'Propositione vum Statsrot iwwerholl.

Voilà, dat a groussen Zich d'Elementer; awer och nach eng Kéier wierklech den Appell, datt et wierklech wichteg ass, datt mer hei och an der Iddi vun dem Grondrecht vun dem Accès un den Internet dat esou schnell wéi méiglech émsetzen, fir datt dat wierklech hei zu Lëtzebuerg Réalitéit gëtt. Ech hoffen duerfir op grouss Zoustëmmung a bréngen natierlich och den Accord vu menger Fraktioun an.

Merci.

## ► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo déi éischt Riednerin: fir d'CSV d'Madamm Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

## Discussion générale

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Mëtteg stéet mam Gesetzesprojet 6867 en zimlech technesche Projet un. De Rapporteur Eugène Berger huet e gudde schrëflechen a mëndleche Report gemaach an ech wéilt him duerfir och Merci soen.

Dëse Gesetzesprojet schreift sech an an d'«Stratégie nationale pour les réseaux à ultrahaut débit» aus dem Joer 2010 souwéi an d'Initiativ „Digital Lëtzebuerg“ aus dem Joer 2014. Fir d'CSV war dës Strategie vum émangass-sproochlechen „séieren Internet“ émmer wichteg a si gouf och émmer vun eise Kommunikatiounsministeren énnerstëtzzt. Och haut stéet d'CSV nach émmer hannert déser Strategie. Schliisslech ass dës Strategie d'Basis vum ICT-Secteur hei zu Lëtzebuerg.

Némme wa mir e performanten ICT-Secteur hei zu Lëtzebuerg hunn, kënnen sech Kompetenzische wéi d'Biotechnologien, d'Ekotechnologien, d'Logistik oder d'FinTech entwickelen. Dái sukzessiv Regierungen hunn an der Vergaangeneheit an och haut nach émmer op den Ausbau vun déise Secteure gesat. Aus dése Grënn begréisste mir als CSV-Fraktioun och ausdrécklech de Gesetzesprojet 6867.

Bei désem Projet handelt et sech, wéi scho gesot, ém d'Emsetze vun enger europäischer Direktiv, dár hiert Zil et ass, d'Käschten ze drécke vum Ausbau vum elektronische Kommunikatiounsréseau à haut débit. Dës Direktiv hätt misse fir den 1. Januar 2016 a Lëtzebuerger Recht transposéiert sinn a si hätt misse den 1. Juli 2016 a Krafft trieden. De Gesetzesprojet ass och am September 2015 an der Chamber déponéiert ginn an den éischten Avis vum Statsrot koum den 8. Dezember 2015. De Statsrot ass also an den Délai gewiescht mat sengem Avis. Och dat sollt emol gesot sinn. Duerno ass de Gesetzesprojet awer leie bliwwé bis de 26. September 2016. An dunn huet et op eemol misse séier goen.

Op désem Projet vun zwielef Artikelen huet de Statsrot net manner wéi siwen Oppositions formelles gemaach. Dës Oppositions formelles si grësständes drop zréckzeféierend, dass d'europeesch Direktiv némmeel deelweis an de Lëtzebuerger Text iwwerholl gouf. Duerch eng ganz Rei Amendementer gouf de Bedenke vum Statsrot Rechnung gedroen. D'CSV huet dës Amendementer och matgedroen.

Trotzdem stellt d'CSV sech verschidde Froen:

Esou gesait d'Direktiv am Artikel 4 vir, dass all Betrib, deen éffentlech Kommunikatiounsréseauen ubitt, den Zugang huet zu enger ganzer Réitsch Informatiounen betreffend de Réseau vun all Netzbedreiver. Allerdéngs kann e Memberstat den Zugang zu déisen Informatiounen aschrancken, wann et èm d'Sécherheet an d'Intégritéit vun de Réseau geet souwéi èm d'national Sécherheet, èm d'éffentlech Géondheet oder èm d'Confidentialitéit oder de Secret commercial.

De Lëtzebuerger Législateur huet décidéiert, fir den Zugang zu Informatiounen iwwert de Réseau net anzeschränken, wann et èm d'Confidentialitéit oder de Secret commercial vun engem Netzbedreiver geet. Als Begrënnung gëtt énner anerem gesot, dass d'Informatiounen iwwer Réseausstrukturen hirem Beséiter keen Avantage concurrentiel ginn.

Well déise Punkt vun der Direktiv net obligatoresch émgesat muss ginn, huet de Statsrot keng Opposition formelle gemaach zum aktuelle Gesetzesprojet. Mä de Statsrot seet awer och, dass hie sech net mat der Erklärung vum Législateur auserneegesat huet. Mir fannen, dass de Législateur sech et e bëssen einfach gemaach huet, fir ze soen, dass déi Informatiounen iwwer Réseausstrukturen hirem Beséiter keen Avantage concurrentiel ginn.

tionounen iwwert d'Réseausstrukturen hirem Beséiter keen Avantage concurrentiel ginn.

Här President, an hirem Avis zu désem Gesetzesprojet weist d'Chambre de Commerce drop hin, dass en Deel vun der Direktiv net transposéiert gouf. Et handelt sech èm d'Obligation fir all éffentlechen Netzbedreiver, fir d'Informatiounen iwwer seng Réseausstrukturen zur Verfügung ze stellen iwwer e sougenannten „point d'information unique“. Och de Statsrot huet déise Punkt opgeworf an drop higewisen, dass a sengen Aen dës Dispositiounen vun der Direktiv missten transposeert ginn.

A Form vun engem Amendment ass dësen Deel vun der Direktiv dann och am Gesetzesprojet 6867 bâigesat ginn. Allerdéngs gesait den definitiv Text, esou wéi mir en haut stëmme sollen, vir, dass d'Informatiounen iwwert d'Réseausstrukturen misste speitsens den 1. Januar 2017 disponibel sinn um Guichet unique électronique. Well mir den Text eréischt haut stëmme an domadder dése Gesetzesprojet den éffentlechen Netzbedreiver nach net opposabel ass, wéisste mir gären, wou déise Guichet unique électronique drun ass.

Här President, dése Gesetzesprojet gesait och vir, dass d'Copropriétairë vun enger Residenz müssen ofstëmme, ob an hirem Appartementshaus eng sougenannten „infrastructure d'accueil“ fir de séieren Internet installéiert gëtt oder net. Am ursprënglechen Text, esou wéi en an der Chamber déponéiert gouf, war virgesinn, dass all Locataire, wuelverstanen „Locataire“, kéint déise Punkt op den Ordre du jour vun der Generalversammlung vun de Copropriétairë schreiwen. De Statsrot huet déise Punkt awer refuséiert a gemengt, dass de Locataire sech net an d'Generalversammlung de Copropriétaires anzemëschen hätt.

## (Brouhaha)

D'CSV begréisst désen neien Text ausdrécklech! Mir hunn eis an der Kommissioune fir désen neien Text agesat, well den ursprënglechen Text, esou wéi vun der Regierung virgeschloen, wier fir eis an déiwei Agréff an d'Rechter vun de Propriétairë gewiescht.

A sengem zweeten Avis vum 24. Januar 2017 huet de Statsrot nach Oppositions formelles gemaach, well d'Direktiv a sengen Aen nach émmer net richteg émgesat wier. D'Kommissioune huet dunn den 30. Januar 2017 e Bréif un de Statsrot geschriwwen mat hire Konklusiounen, mä si huet net méi de ganzen Text un de Statsrot geschéckt. Et huet jo misse séier goen, well mir scho Verspéléidung an der Emsetzung vun der Direktiv hunn.

Här President, fir d'CSV ass am Artikel 8, esou wéi in elo zréckbehale gouf, e Problem. De Gesetzesprojet gesait vir, dass all Bau, wou d'Demande fir d'Baugeneemegung nom 31. Dezember 2016 bei der Gemeng agereeht gouf, muss bannendran esou équipiert sinn, dass de schnellen Internet am Haus méiglech ass. Et gëtt keen Énnerscheid gemaach zwéischen Appartementshaiser a privaten Eefamiljenhaiser. Dës Verflchtung zielt net némme bei engem Neibau, mä och fir gréisser Renovéierungsaarbechten, ausser et géif sech erausstellen, dass déest zu onverhältnismäissege Käschte féiere géif, bei der Renovation wuelverstanen. All Résidence, wou d'Baugeneemegung nom 31. Dezember 2016 ugefrot gouf, muss och en obligatoreschen Zugang zum schnellen Internet hunn.

Dës Bestëmmunge werfe fir d'CSV eng Rëtsch Froen op: Kann e Gesetz iwwerhaapt esou eng réckwierkend Verflchtung virgesinn? Eiser Meenung no geet dat net. Dëst ass eng Retroaktivitéit, déi weder juristesche noch praktesch ze handhaben ass. Den Datum vum 31. Dezember 2016 steet wuel an der Direktiv, mä dëst legitiméiert awer nach keng Retroaktivitéit.

Hei huet d'Regierung sech ganz einfach net un den Délai vun der Transpositioun vun der Direktiv gehalen. Eng Verflchtung kann een eiser Meenung no net retroaktiv dem Bierger imposéieren.

Dëse Prinzip guttheeschen, géif zu enger grousser Rechtsnécherheet féieren. Et si jo am Land eng ganz Rei Baugeneemegungen no dem 31. Dezember 2016 erdeelt ginn, och dár, wou d'Demande eréischt dëst Joer gestallt ginn ass. Wu konnten dann de Bierger respektiv den zoustännege Buergermeeschter dat wëssem? Sinn dës Baugeneemegungen dann elo illegal? Wat geschitt am Fall vun engem evenuelle Recours?

Et ass fir d'CSV och net kloer, wien dann iwwerhaapt fir d'Kontroll vun deenen neie Ges



# SÉANCE 23

MERCREDI, 8 FÉVRIER 2017

Oder iwwerschreit hien, am Contraire, seng Kompetenzen, wann hien op dës Verfluchtunge pocht, déi am Gesetz an net am Bautereglement stinn?

A wéi wéll ee kontrolléieren, ob en Haus e schnellen Internetzugang huet oder net? Wat fir Mëttele stinn engem Buergermeeschter, enger staatlecher Autoritéit iwwerhaapt zou? Weder hien nach eng staatlech Autoritéit ka jo wuel an d'Haus goen, fir ze préiwen, ob dann elo e schnellen Internet do ass oder net. Mir verlaange vum Minister duerfir eng kloer Äntwert op d'Froe vun der Retroaktivitéit keng Dispens vum zweete Vott ze kréien.

## (*Interruption par M. Xavier Bettel*)

Duerfir proposéiere mir als CSV...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Madamm Adehm, erlaabt Der...

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Jo.

## (*Interruption par M. Xavier Bettel*)

Wat gelift? Neen! Ech stelle fest, dass mer dat riskéieren. Et ass keng Fro. De Statsrot sétzt jo net heibannen!

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- Ech wollt just froen, well hei ass gesot ginn, d'Regierung hätt geträntelt: Wou louch den Dossier esou laang, bei eis an de Regierungsbänken oder an der Chamber?

## (*Brouhaha et interruptions*)

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Also ech stelle fest, dass de Regierungsvertreider de 26. September 2016 an d'Chamberskommissooun komm ass an eis du matgedeelt huet, dass deen doten Dossier während der Présidence iergendwou am Tirang am Ministère leie bliwwen wier an dass mer elo misste séier maachen. Dat ass alles, wat ech zu deem doten Thema soe kann!

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- Neen. Vum...

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Deen „Tirang“, dat war déi Ausso vum Regierungsvertreider an der Kommissooun. Ob deen Tirang elo am Ministère oder an der Chamber ass, dat kann ech lech net soen. Do musst Der Äre Vertreider selwer froen.

## (*Interruption par M. Eugène Berger*)

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- Den Dossier, ech wéll just soen, deen Dossier hei ass déposéiert ginn. Et ass en Avis vum Statsrot komm. Dir hutt et selwer gesot, de Statsrot huet rapidement...

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Jo!

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- ...och geschafft.

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Jo!

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- Fir eis ass et ganz wichteg, dass deen Dossier hei mat der Date butoir, déi dran ass, realiséert gëtt!

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Jo!

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- An esou séier wéi méiglech!

► **Une voix**.- Dat ass eben net geschitt!

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Mä do si mir ganz mat lech d'accord!

## (*Interruption*)

Mä firwat ass den Dossier da vum Dezember 2015, wou de Statsrot sain Avis ginn huet...

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- Mä wann en den Dezember 2015 - Madamm Adehm, dat ass jo meng Fro - en Avis ginn huet, dann ass jo e Projet de loi déposéiert ginn, jo oder neen?

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Mä...

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- Ass e Projet..., hei ass gesot ginn, d'Regierung hätt de Projet de loi net déposéiert. Wann hei gesot gëtt, dass am Dezember 2015 den Avis vum Statsrot kennt, et ass rar, dass de Statsrot en Avis schreift, ier iwwerhaapt e Projet de loi déposéiert ginn ass! Dowéinst wollt ech just soen,...

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- De Projet de loi...

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- ...dass d'Regierung

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- ...ass déposéiert ginn...

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- Ah, voilà! Ma dat ass dat, wat...

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- ...am September 2015. Am Dezember 2015 koum en Avis vum Statsrot. An am „September 2016“ koum de Regierungsvertreider an d'Kommissiooun mat där doter Ausso a mat enger ganzer Rëtsch Amendementer op Basis vum Avis vum Statsrot vum Dezember 2015!

► **Une voix**.- Et ass e bësse Kuddelmuddel!

## (*Interruption par M. Xavier Bettel*)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Jo, mä Dir hutt awer eng Majoritéit an der Chamber, Här Bettel.

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Neen, bei eis ass kee Kuddelmuddel! Mir wësste mat den Datumer, wou mer dru sinn.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Deen huet awer eng Majoritéit.

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Soit! Ech géif da gäre virufueren an da soen, dass mir als CSV Amendementer haut déposéiere wäerten, fir d'Datumer vum 31. Dezember 2016 am Artikel 8 aus dem Gesetzesprojet erauszehuelen. Wann ech gelift.

## *Amendment 1*

*Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 8 du projet de loi sous rubrique est modifié comme suit:*

«Art. 8 (1) Tous les bâtiments neufs au niveau des locaux de l'utilisateur final, y compris les éléments de ceux-ci en copropriété, pour lesquels des demandes d'autorisation de construire ont été introduites après le 31 décembre 2016, doivent être équipés d'une infrastructure physique adaptée au haut débit située à l'intérieur du bâtiment et d'une infrastructure d'accueil. Cette obligation s'applique également aux travaux de rénovation de grande ampleur pour lesquels des demandes d'autorisation de construire ont été introduites après le 31 décembre 2016.»

## *Amendment 2*

*Le paragraphe 2 de l'article 8 du projet de loi sous rubrique est modifié comme suit:*

«(2) Toutes les maisons plurifamiliales neuves pour lesquelles des demandes d'autorisation de construire ont été introduites après le 31 décembre 2016 doivent être équipées d'un point d'accès. Cette obligation s'applique également aux travaux de rénovation de grande ampleur concernant des maisons plurifamiliales pour lesquels des demandes d'autorisation de construire ont été introduites après le 31 décembre 2016.»

## *Commentaire*

*Les amendements sous rubrique entendent supprimer la référence à la date butoir du 31 décembre 2016 prévue pour les demandes d'autorisation de construction de bâtiments neufs et de maisons plurifamiliales neuves, ainsi que les travaux de rénovation de grande ampleur y afférents.*

*Maintenir cette date butoir alors que (veuillez lire: dans) le texte sous rubrique reviendrait à donner aux dispositions de la loi une portée rétroactive, ce qui en l'espèce aurait pour conséquence que les demandes d'autorisation de construire ou toute autre demande visée, qui auraient été faites entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et la date d'entrée en vigueur de la présente loi, seraient contraires aux dispositions légales. Pour des raisons de sécurité juridique, il est proposé de supprimer toute référence à une date précise. Les dispositions concernées s'appliqueront à partir du jour de l'entrée en vigueur de la loi.*

*(s.) Diane Adehm, Martine Hansen, Martine Mergen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias.- Just, Här President, och nach, wann ech dat d'Madamm Adehm dierf froen: Kënne mir en Text maachen, dee konträrr zu enger Direktiv ass?

## *(Brouhaha)*

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Ech mengen, d'Regierung kritt jo all Méiglechkeet, fir herno ze äntwertern. Mir loassen elo d'Madamm Adehm hir Interventioun fäerdega maachen. A wann d'Regierung dat wënscht, kënne mir ganz genee nokucken, wou de Projet eventuell a wat fir engem Tirang hänke bliwwen ass. Wann dat gewollt ass, maachen ech dat ganz gärl! Merci!

## *(Interruptions diverses)*

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Merci, Här President.

## *(Interruptions diverses)*

De Syvicol proposéiert a sengem Avis, den Term «maisons plurifamiliales» am Gesetzesprojet duerch den Term «immeuble d'habitation de type collectif, bi-familial ou plurifamilial» ze ersetzen. Dëst ass den Term, deen och am Gesetz iwwert den Aménagement communal et le développement urbain benutzt gëtt. D'CSV-Fraktion stëmmt deem zou. Esou wier d'Terminologie méi kohärent gewiescht an den eenzelne Gesetzestexter.

Här President, ofschléissend wéilt ech nach eng Kéier widderhuelen, dass mir als CSV dése Gesetzesprojet ausdrécklech begréissen!

► **Une voix**.- Aah!

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Genesou ausdrécklech wéll ech awer och soen, dass de beschte Câblage an Neibaute net vill notzt, wann den Netzbedreiver de séieren Internet dann net och liwwere kann.

Här President, well mir als CSV Bedenken hu betreffend den Artikel 8 mat de Baugeneegeunge fir Neibaute respektiv de gréissere Renovation vu besteeënde Gebaier fir d'Iwwergangszäit téschent dem 1. Januar 2017 an dem Akraaftriede vun désem Gesetzesprojet wäerte mir eis bei désem Vott enthalen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och der Madamm Adehm. An nächsten... Jo, eng Prezisioun zu den Tiräng?

## *(Hilarité)*

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur.- Neen, Här President, ech wollt..., bon, ech hätt eigentlech och kënnten der Spriecherin vun der CSV Froe stellen, mä ech wollt einfach zwou Prezisiounen awer ginn, déi hei gesot gi waren (veuillez lire: zu deem, wat hei gesot ginn ass).

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, mä a wat fir eng Prozedur si mer hei?

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur.- Ma de Rapporteur, dee wéllt awer eppes preziséieren, wat vläicht virdrun nach net richteg...

## *(Brouhaha)*

...richteg verstane gi war.

## *(Interruption)*

► **Une voix**.- An en huet nach Zäit.

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur.- Dat hat ech och näämlech a mengem Rapport, an dat stéet och a mengem schriftelechen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Just zu der Prozedur: De Rapporteur ka jidderzäit intervenéieren.

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur.- Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Just de Rapporteur.

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur.- Jo.

► **Une voix**.- Ex-Chamberspresident an...

## *(Brouhaha général)*

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech soen lech och direkt den Artikel.

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur.- Ech mengen, et war e puermol rieds gaange vun der Spriecherin, datt mer net d'Direktiv eent zu eent - soen ech emol - émgésat hunn, wat ech awer net kann akzeptéieren, énnner anerem och mam limitiéierten Accès. Ech mengen, ech hunn dat och a mengem Rapport gesot gehat, datt énnner anerem, wann et ém d'Sécurité nationale geet, mä et sinn nach e puer aner Déngen och, datt een do kann den Accès zum Beispill limitiéieren. Dat stéet och a mengem schriftelechen Rapport.

Da wéilt ech awer och nach eng Kéier soen, datt och dee Fait, dat hunn ech och preziséiert gehat a mengem Rapport, datt effektiv deen Datum vum 31. Dezember drasteet, mä datt mer awer musse wëssen: Egal wéi, d'Direktiv ass applikabel! Dat sinn Datumer, déi an der Direktiv stinn.

A mir hunn dat och scho bei anere Gesetzer gemaach - an dann huulen ech eigentlech och scho Stellung zum Amendment -, mir hunn dat zum Beispill bei der Direktiv, déi mer émgésat hunn am Bezug vum Crédit immobilier. Do hu mer och Saachen drageschriwwen, well an d'Direktiv, do stoutg 31. Mäerz 2016, a wann ech et richteg an Erënnerung hunn, hu mer dat och an eise Projet de loi geschriwwen, well egal wéi de Bierger dobaussen dat och kann akloen, och wa mä elo d'Gesetz vläicht ee Mount méi spéit stëmmen. An duerfir war dat och d'Ursaach, datt mer et an d'Gesetz ageschriwwen hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Sou, an elo huet d'Wuert den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Merci, Här President. Als Alleréischt géif ech dann och gären dem Kolleg Eugène Berger Merci soe fir säi mëndlechen a säi schrifteleche Rapport. Ech wäert mech elo net hei bedelegen un där Diskussion, wou wie wat a wéi een Tirang geücht huet a wéi laang net opgemaach huet a wien dorunner schold ass. Ech mengen, dass et eis als Partei dru geleeën ass, dass mer virukommen an deem Dossier an dass mer déi Infrastrukturen, déi do gebraucht ginn, dass mer déi och gäre séier hätten. An dofir wäerte mir dee Projet de loi hei stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Merci, Här President. Fir d'Éischt wollt ech just nach dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. En ass och op déi technesch Detailer agaangen. Dat mécht mir d'Aarbecht méi licht, da brauch ech net drop anzegoen.

Ech wollt awer och, well en esou gentil war, eng Rei Kaarten ze weisen: Hei ass déi Kaart vun 30 Megabit/Sekonn.

► **M. Claude Adam montre une documentation.**

An en huet och déi hei gewisen, dat ass déi vun 100 Megabit/Sekonn.

► **M. Claude Adam montre une deuxième documentation.**

En huet awer leider net déi hei gewisen.

► **M. Claude Adam montre une troisième documentation.**

## *(Hilarité et exclamations)*

An do gesäit een - hanner mengem Hiem verschwënt se bal -, dat ass dann déi vun 1 Gigabyte/Sekonn. An do gesi mer och



# SÉANCE 23

MERCREDI, 8 FÉVRIER 2017

Wa mer dann op 100 Megabit pro Sekonn ginn - an do geet de Koffer net méi duer -, do brauche mer dann en Antennekabel oder de Koaxialkabel oder eben da Glasfiber - mä déi aner ginn och schonn duer -, da gétt et natierlech e puer méi Plazien hei am Land, virun allem am Osten an am Norden, wou nach däit-lech Lacunne sinn. A wa mer eropginn op 1 Gigabit/Sekonn - dat ass dann déi gréng Kaart, déi ech lech gewisen hunn -, do gesait een dann, datt eis awer nach vill Aarbecht opsteet.

Laut dem Rapport vum ILR, dem Institut luxembourgeois de régulation, erreache mer am Joer 2016 ronn 51% vun de Gebaier a Logementer mat Glasfiber. An och, wann dat nach 49% sinn, déi feelen, da muss een trotz-deem soen, datt dat eng staark Leeschitung ass. Mir leien am Spëtzepeloton, wat den Ausbau vu Glasfiber ass. A wann een international Ver-gläicher kuckt, da sti Länner wéi Südkorea oder Norwegen oder Schweden oder Japan un der Spëtz. Mä wann een awer kuckt, wat dann deenen hir duerschnëttlech oder déi maximal Vitesse ass, da géif ech souquer mengen, datt Lëtzebuerg absolutt topp ass!

Egentlech géif ech gäre behaapten, datt mir absolutt un der Spëtz sinn, wat d'Verbindung mat schnellem Internet ugeet. Dat ass eng Strategie vun dëser Regierung. Dat war natierlech och schonn eng Strategie vun de Regierunge virdrun. Dat ass ganz kloer d'Aarbecht vun der Firma LuxConnect - a LuxConnect gétt et émmerhin zénter 2006 -, déi dréit hir Fréichens an dat ass gutt esou!

Aus dem Rapport vum ILR geet envir, datt 2016 d'Raccordementer vun der Glasfiber ém 31.300 Raccordementer eropgaangen sinn. Dat si 27,9% an zwielef Méint, wou déi Verbindungen eropgaange sinn. Interessant ass och, datt den historeschen Ubidder vum Internetaccès nach émmer zwee Drëttel vun de Clienten zerréiert. Ech mengen, Dir wësst, wien den historeschen Ubidder ass. Mä awer och, émmerhin ass et keng Monopolstellung, well émmerhin 33% vun den Operateure sinn anerer wéi den Opérateur historique.

Firwat sinn déi gréng dann elo der Meenung, datt den Ausbau vum schnellen Internet esou wichteg ass? Majo, de schnellen Internet ass wichteg am Kader vun der drëtter industrieller Revolutioun. Dat läit op der Hand. D'Iddi vun der drëtter industrieller Revolutioun vum Rifkin ass jo, fir vun engem op Carbone basierte Wirtschaftsmodell, deen op déi zweet industriell Revolutioun zréckgeet, erofzkommen an eine Wirtschaftsmodell méi nohalteg ze gestalten. An dobäi solle folgend dräi wichteg Entwéklunge genotzt ginn, déi ee gescheit ka matenee verbannen: éischent d'Notzung vun erneerbaren Energien, zweetens nei Transport- a Logistikmodeller, zum Beispill Elektromobilitéit, multimodal Logistik, a schlussendlech déi nei Informatiounstechnologien an deem neien Zäitalter. A verbonne gi se duerch den „Internet of things“, „Internet des objets“.

Déi drëtt industriell Revolutioun ass also eng Revolutioun, a mengen Aen éischter e Prozess, deen duerch eng émmer méi héich vernetzt Welt zustane kënnnt. Dës Vernetzung erfollegt selbstverständlech d'Notzung vum Internet. Duerch Sharing Platform, d'Generatioun vu Big Data an esou weider an esou fort wäert den Internet eng émmer méi wichteg Roll spiller, fir eise Wirtschaftsmodell an eist Konsumverhalen émmer méi nohalteg a carbo-nefräi ze gestalten.

Natierlech ass déi digital Welt och kee Schlarafeland. Natierlech musse mer oppassen, fir den digitale Prozess sozial ze begleeden. Et gétt och den „digital divide“, d'Verléierer vun der digitaler Oprüstung: Engersäits déi eeler Leit, déi net matzéie kennen oder wëllen - och wann et natierlech och vill eeler Leit gétt, déi topp an der digitaler Welt eens ginn -, an et gétt déi Leit, déi aus finanziellen oder sozialen Ursachen net kënnne matzéien. An et gétt déi geografesch Ausgrenzung: Den Zugang ass a Ballungsgebälder méi einfach, dat heesch, méi käschtegängschteg ze realiséiere wéi am ländleche Raum. Hei ass d'Politik gefuerdert. An ech mengen, datt d'Politik hei hir Match mécht.

Géeschter war de Safer-Internet-Dag. Och dat ass e Sujet, dee vu ganz grousser Bedeutung ass. Wann émmer méi vum Internet ofhänkt, dann ass et wichteg, datt mer eis géint Pannen an Hacker schützen. Netzneutralitéit ass en anere wichtegen Aspekt vun der Internetkonexioun.

Wa mir weltwäit un der Spëtz leien, wat d'Verbesserung mam schnellen Internet ugeet, dann ass dat gutt. A wann d'EU-Gemeinschaft sech fir e käschtegängschteg Ausbau vun de

Verbindungen assetzt, dann ass dat och gutt. Néierens weist sech esou däitlech, datt en eenzelt Land kleng ass an datt mer müssen an Europa zesummeschaffen, fir eis ze behaapten, wéi am Internet.

Ech hunn och der Vertriederin vun der CSV natierlech ganz andächteg nogelauscht. An ech kann hir Bedenken engersäits verstoen, anersäits wéll ech awer och drop wiessen, datt schonn haut all Haus, wat en Antennen- uschloss huet, och d'Méiglechkeet huet, fir de schnellen Internet an d'Haus ze kréien, soudatt ech hir Bedenken, wat den Artikel 8 vun désem Gesetz ugeet, net muss matdroen. Natierlech bleift eng gewëssen Onsécherheet, wat d'Retroaktivitéit vum Gesetz ugeet, do kann dann Méint elo geschitt ass. Dat ass e Plus vu 27,9%! Mir gesinn och, dass d'Raccordementer en fibre optique bis bei den Trottoir 251.100 sinn. Dat ass eng Croissance vun 23.400 an zwielef Méint, dat heesch eng Hause vun 10,3%.

Ech wäert op alle Fall den Accord vun der grénger Fraktiou zu désem Projet de loi heimat ginn. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Ganz kuerz: Mir als ADR wäerten désem Projet net zoustémmen. Vill Onzoulänglechkeete goufe scho genannt, speziell vum Diane Adehm. Déi wichtegst an déi schlëmmst fir eis ass, datt haut Leit gezwonge ginn, Investitiounen ze tätegen an Immeublen, obwuel se nach guer net op esou en Internet à haut débit kënnen zréckgräifen.

Dat geet fir eis an déi Richtung, déi iergendwéi sou wéi e roude Fuedem duerch alles geet: datt de Bau systematesch méi deier gemaach gétt - an désem Fall alt nees eng Kéier onnéidegerweis méi deier gemaach gétt - fir eppes, vun deem d'Leit direkt quer net këinne profitéieren. Et ass also net „réduire le coût“, mä et ass „augmenter le coût“ vum Logement, zumindest a gewëssene Géigende vum Land. An dat ass fir eis net akzeptabel.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Reding. Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Premier- a Medieminister, den Här Xavier Bettel.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Här President, ech soen lech Merci fir d'Wuert. Ech wéll och dem Rapporteur direkt Merci soe fir d'Presentatioun, de mëndlechen an de schrifteche Rapport vun désem Projet de loi.

Et ass, wéi gesot ginn ass, d'Transpositioun vun engen Direktiv. Ech soen och menge Servicer Merci, well déi Direktiv ass, wéi gesot, an den Délaien déposéiert ginn. Selbstverständlech huet och mat der Présidence, sou wéi dat och eng Realitéit war, bei verschiddenen Dossiere manner séier kënnne geschafft ginn. Mä dofir wéll ech awer de Servicer Merci soen - mat deene Moyenen, déi mer hunn - fir déi Présidence, déi mer färdegbruecht hunn, a fir déi Dossiere awer alleguerete matzäit erabruuecht ze hunn.

Et geet hei iwwert d'Reduktioun vun de Käschte fir den Déploiement vum ganz schnellen Internet. De But ass, dass d'Teleoperatore mei einfach, méi schnell de rapiden Internet bei d'Leit heem kënnne bréngen. Mä et sinn och regulatoresch Obstakelen, déi ofgebaut ginn. A fir eis ass et och virun allem wichteg, d'Koordinatioun bei de Chantiere besser ze maachen. Ech weess - aus engem viregte Liewen -, dass d'Leit vill Schwierigkeiten hunn zu verstoen, wann een ee Mount den Trottoir opmécht an da véier Méint duerno nees eng Kéier den Trottoir opmécht fir dann d'Fibre optique, wou d'Leit soen: „Konnt Der dat net zesumme maachen?“. Dat heesch, dass eng Koordinatioun do ganz, ganz wichteg och ass.

Et geet awer net duer, dass d'Infrastrukturen an der Strooss leien. Si müssen och nach bis an de Keller kommen. A vum Keller musse se och nach bis an d'Appartement kommen. Dat ass eng Realitéit. A mir gesinn och, dass et - hei si Behaaptungen -, dass et wichteg ass, dass ee fir d'Éischt am Fong d'Fibre optique an der Strooss huet, ier een eppes Frësches baut.

Ech wéll just, Här President, hei de Lien maache mam Chicken a mam Egg. Selbstverständlech kann ee soen: Soulangu d'Leit net den Internet doheem an der Stoff hunn, firwat solle se dann eng Struktur prépareréieren? Mä wa frësch gebaut gétt, sinn eng Gaine fir Fibre optique an eng Steckdous vill méi bëlleg, wéi wann d'Fibre optique bis geluecht gétt, fir alles frëschzemaachen, futtizemaachen an dann eng nei Saach eranzebréngen. Dat heesch, déi Argumentatioun, déi vu verschiddene Leit geholl ginn ass, fir ze soen: „Jo, d'Leit, wa se frësch bauen, hei kréie se Frais supplémentaires!“. Ma

si si ganz frou - well et ass an hirem Intérêt, well duerno welle se d'Fibre mam rapiden Internet -, dass se dann och direkt scho kënnen do déi prépareréieren.

Et si just e puer Saachen, déi och fir mech wichteg sinn ze soen, justement iwwert d'Fibre optique: dass d'Raccordementer an der Fibre optique an de Logementer an och an deene verschiddene Lokaler op 143.400 eropkomm sinn. Dat heesch, et ass eng Croissance nette vun 31.300 Raccordementer, déi an zwielef Méint elo geschitt ass. Dat ass e Plus vu 27,9%! Mir gesinn och, dass d'Raccordementer en fibre optique bis bei den Trottoir 251.100 sinn. Dat ass eng Croissance vun 23.400 an zwielef Méint, dat heesch eng Hause vun 10,3%.

Da sinn nach zwee, dräi Punkte just, fir kloer drop anzegoen. Um guichet.lu fannt Der alles, déi Punkten, déi Der gesot hutt vum Guichet unique, déi gétt et um guichet.lu, wou de Register vun den Infrastrukturen och, ze fannen ass. Dat heesch, dat ass eng Réalitéit.

Dann deen anere Punkt vum Datum: D'Direktiv gesait en Datum vir. Wéi gesot, mir hätte selbstverständlech allegueré léiwer gehat, d'Direktiv wier schonn éischter émgesat ginn an den Text wier émgesat ginn. Mä hei ass selbstverständlech net eng Responsabilitéit vum Buergermeeschter, déi hei géif mat era-gezu ginn, mä am Fong eng téshent dem Promoteur an dem Propriétaire, deen am Fong en Appartement kaift hätt, wou d'Demande téshent dem 1. Januar an der Entrée en vigueur wier. Do këint e Contentieux entstoen, mä ech muss lech awer soen, dass dat - ech hoffen - net de Fall wäert sinn.

Mä wéi gesot, eis Servicer hunn eis gesot, dass dat awer net géif mat sech bréngen, dass d'Authorisationen, déi nom 31. Dezember 2016 eragereecht gi wieren, caduc gewiescht wieren, a wéi gesot, wann hautdesdaags ee baut, dat gleewen och eis Servicer net, dass iergendee baut, ouni scho souwisou eng Gaine virgesinn ze hunn. Dat heesch, dass de Risk, dass et e Contentieux këint ginn téshent engem Promoteur an engem Propriétaire, och an deem heite Fall ganz minim ass.

Ech soen op jidde Fall all de Leit Merci, déi dése Projet énnerstëtzen. Deen ass riicht an der Linn vun deem, wat mer als Land allegueré gesot hunn: Mir wëllen en digitale Champion sinn. Digitale Champion heesch, dass och en ultrahaut Débit pour tous sollt sinn. A mir wëllen dat wierklech an dee wéile mer och am Kader vun eiser Politik vun „Digital Lëtzebuerg“ virgesinn, dass bis d'Joer 2020 all Haushalt mat enger Vitesse vun 1 Gigabit pro Sekonn ausgestatt gétt. Da kënnne mer wierklech vun enger digitaler Natioun a vun engem „Digital Lëtzebuerg“ schwätzen. Mir schaffen drun.

An ech wéll och, well et och schonn hei gesot ginn ass vun deem engen oder vun deem aneren, ech wéll och soen, dass dat eng Politik ass, déi vun der viregter Regierung geholl, gemaach ginn ass a vun déser Regierung geholl ginn ass. Mir müssen an dat investéieren, wat och d'Leit froen, wat d'Leit brauchen. An deen Zuch kënnnet net zéngmol laanscht. Mir sinn um Quai. Mir hunn d'Chance, dass mer fréi dropgespronge sinn, dass mer d'Infrastrukturen hunn.

A wa ganz vill Betriber haut op Lëtzebuerg kommen, ass et, well mer déi geografesch zentral Platz hunn, déi Sécherheet vun den Infrastrukturen - wann ech zum Beispill vun Tier IV schwätzen -, a virun allem och e Land sinn, wat connectéiert ass. Dofir och e grousse Merci fir d'Zoustëmmung zu désem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A mir géifen dann zum Vott iwwert de Projet de loi...

**Amendements**

► **Plusieurs voix.** - An d'Amendement?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah jo. Richteg. Merci. Mir géifen dann iwwert...

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Dái sinn awer nach net ausgedeelt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wat gelift?

► **Une voix.** - Se sinn nach net ausgedeelt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Majo, dat ass eben de Problem gewiescht.

► **Une autre voix.** - Wien huet déi?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hei ass en.

**(Brouhaha)**

Jo. Nee, mir hunn en.

Mir kommen da bei den Amendement. Gétt den Amendement nach eng Kéier motivéiert, oder kënnne mer dervun ausgoen, dass e motivéiert ass?

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Här President, ech wollt...

**(Interruption)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir hunn en net. Jo.

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Här President, ech wéilt just ganz kuerz nach eng Kéier betounen, den Här Berger huet virdrun drop geäntwert, dass dat mam Datum net esou dramatesch wier, dass dat och gesot ginn ass bei däri Direktiv, déi émgesat ginn ass, wann e Remboursement anticipé vun engem Prét gemaach gétt. Et muss een awer en Énnerscheed maachen.

Bei deem Remboursement anticipé vun engem Prét, do sinn d'Rechter vum Bierger gestärkt ginn. A bei deem heite Gesetz geet et eigentlech drëm, fir Flichte fir Bierger ze kreéieren. An ech mengen, do muss een awer ganz kloer en Énnerscheed maachen. Och wann een den Avis vum Statsrot kuckt bei dem Remboursement anticipé vun de Préten, do seet de Statsrot näamlech ganz kloer: «Le Conseil d'Etat se prononce toujours contre une application rétroactive de dispositions légales dès lors qu'elles risquent d'affecter des situations juridiques acquises.» Ech wéilt dat just nach eng Kéier soen.

**(Interruption)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Jo, Merci, Här President. Vläch nach eng Kéier zwou, dräi Remarquen. Ech hätt och léiwer gehat, wann deen Amendment während den Aarbechte respektiv virum Vott vum Rapport an der Kommissioun presentéiert gi wier, dann hätt ee vlächt kennen driwwer diskutéieren, amplaz elo an der leschter Sekonn.

Déi zweet Remarque ass déi, ech hunn dat virdu schonn erklärert, dass dat en Datum ass, deen och an der Direktiv steet, deen egal wéi applikabel ass. Duerfir hu mer en och an d'Gesetz geschriwwen. An och de Statsrot hat domader kee Problem, soss hätt en do eng Opposition formelle gemaach.

A véiertens hu mer dat och schonn an aneren Texter gemaach. Duerfir géif ech der Chamber recommandéieren, fir net den Amendement unzehuelen, mä den Originaltext ze stëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Madamm Adehm.

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Also ech muss awer nach eng Kéier op déi Datumen zréckkommen. Dat doten ass alles extrem séier gaangen. Mir hunn den 30. Januar 2017 e Bréif dohinngeluecht kritt. Dunn hu mer an der Kommissioun gesot kritt: „Et ass alles mam Statsrot ofgekläert. Deen dote Bréif geet an de Statsrot an dee geet duerch a mir kennen d'Gesetz stëmmen.“

Mir sinn awer nach émmer der Meenung, dass de Statsrot net nach eng Kéier de ganzen Text dohinngeluecht kritt huet. De Statsrot huet hei just dee Bréif dohinngeluecht kritt, wou guer net vum Datum vum 1. Januar 2017 respektiv deem vum 31. Dezember geschwatt ginn ass.

**(Interruption)**

An hei geet et einfach ém eng retroaktiv Flucht fir Bierger. An et muss ee sech domader auserneeseten. An de Statsrot hat jo net d'Geleeënheet, fir dat ze maachen!

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Dat ass falsch!

► **Mme Diane Adehm (CSV).** -



# SÉANCE 23

MERCREDI, 8 FÉVRIER 2017

Koup Amendementer ugeholle, wou mer den Text verbessert hunn, mat Guichet unique, mat der Locatioun.

Ech hunn lech selwer proposéiert, de ganze Problem an d'Commission juridique ze ginn. Dir waart d'accord. Dir hutt an der Commission juridique à l'unanimité Propositioone matgestëmmt, déi mer gemaach hunn. Mir kréien et zréck! De Statsrot hat dee ganzen Text eng Kéier gekuckt. De Statsrot huet de ganzen Text eng zweete Kéier gekuckt. An do waren alle guerten déi Punkten do dran!

Do waren déi dräi Rectification-matériellen. Dunn hu mer e Bréif gemaach, an dunn hu mer gesot: "Mir froen elo: Geet dat do duer oder hätt Der gär Amendementen?" Dunn huet de Statsrot eis gesot: "Den Text ass fir eis an der Rei." An Dir hutt jo den Text gelies, well de ganze Rescht ass vum Statsrot total ofgeseent ginn. An indépendamment vun der Urgence: Et ass e ganz wichtegen Text! De Statsrot huet e ganz genau geprüft!

A wat Der net gesot hutt: Den ILR ass dat grouss Kontrollorgan. Dat geet aus all den Artikelen hei eraus. Dat hutt Der zum Beispill net ernimmt. Dir dierft dann awer net heibanne Zizanie maache vu Saachen, déi Der an der Komission matstëmmt!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel (DP).**- Den Text ass esou an der Rei! Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très, très bien!

(Brouaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Ech mengen, domat wäre mer um Enn vun der Diskussion a mir wären an der Lag, iwwert deen Amendement, deen och an der Zwéischenzäit un d'Fraktiounscheffe gaangen ass an och elo énnerwee ass un all d'Membere vun der Chamber, ofzestëmmen. Dat émsou méi, well den Inhalt liicht verständlech misst sinn. Hei geet et drëm, fir eng Date butoir ze sträichen oder se net ze sträichen. An ech mengen, mir si prett, fir ofzestëmmen.

(**Interruption**)

Jo, da misste mer een nom aneren ofstëmmen. Mir müssen awer zweemol ofstëmmen, well et zwee Amendemente sinn.

**Amendment 1**

Mir géifen also fir d'Éischt iwwert den Amendement 1 ofstëmmen. Deen, dee mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo, an deen, déi géint den Amendement ass, mat Neen.

**Vote sur l'amendement 1**

An d'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

A mer hunn 28-mol Jo. A wann dem Här Adam seng Maschinnet gaangen ass a mer huelen déi derbäi, ass et 32-mol Neen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Ech stëmmen nach eng Kéier mat Non.

► **Une voix.**- Ech och!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Et ass elo awer gaangen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, ech mengen, Dir hutt gestëmmt,...

► **Une voix.**- Hie wollt séchergoen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ... well ech hunn hei 60 Stëmmen.

D'Resultat ass och net iwweraschend: 28-mol Jo, 32-mol Nee. Domat ass och deen zweeten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

A mir géifen zum Vott - ech maachen dat elo e bësse méi lues - iwwert den Ensemel vum Projet de loi iwwergoen. Voilà! Déi, déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net derfir sinn, mat Neen oder Enthalung.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6867 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. A schonn ass de Vott färddeg.

33-mol Jo, a 26 Abstentiounen. Domat ass de Projet 6867 ugeholle.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6867 est adopté par 34 voix pour et 26 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

**(Assentiment)**

Merci.

**(Interruption)**

Dann ass dat esou décidément.

A mer géifen dann zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 6704. Dat ass dat sougenannt Omnibusgesetz. A wann ech et net géif soen, da géif den Här Bodry et soen: Dat huet näischt mam Tram ze dinn, mà et huet eppes mat der administrativer Vereinfachung ze dinn, mat der Vereinfachung vu Prozeduren. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

3. 6704 - Projet de loi dite «Omnibus»

portant modification:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de l'article 44bis du Code civil;

h) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

i) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

j) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national;

k) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

et abrogeant:

a) l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des grammophones et des haut-parleurs

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, d'Bierger am Lëtzbeuerger Land hunn e Recht op e gudden, e performanten, e fréndlechen an och e séiere Service public. Dëse kreïe si och garantéiert vun enger moderner an enger effikasser Verwaltung a gutt forméierten a kompetente Fonctionnaires a Beamten.

Fir dést och an Zukunft ze garantéieren, hu mer zejoert eis Fonction publique reforméiert. Allerdéngs geet dat net duer. Wann haut de Bierger sech beklot, datt en ze laang muss drop waarden, datt seng Demande oder sain Uleies traitiéert gétt, da läit dat meschents net um gudde Welle vun der Verwaltung oder un engem Beamten, mä ganz dacks u laange schwéierfällegen, jo heiåndo souguer onséngen administrative Prozeduren.

Am Laf vun de Jorzéngten ass eis Gesetzgebung émmer méi komplex ginn, émmer méi kompliziéiert och. Heibanne sinn eng ganz Rëtsch vu Buergermeeschteren a Schäffen. Si all können e Liddchen dovunner sangen. Eleng am Beräich vun der Landesplanung an der Gemengenentwicklung komme stänneg nei Oplage bai, nei Prozeduren, nei Délaien an esou weider.

Si, all eenzel gekuckt, maachen natierlech Senn. Mä an der Zomm féiere se zu laangwierigen a schwéierfällege Prozeduren. Ech sinn iwverzeeght, datt mer de Mëttet vun den eenzelne Riedner nach déi eng oder aner Beispiller wäerte geliwwert kreïe vun interminable Prozeduren. Et besteet dofir scho méi laang e breede Konsens iwwert déi politesch Parteien eraus, datt mer müssen eis Prozeduren vereinfachen an accélérerieren.

Am Joer 2012 hat déi deemoleg Regierung eng grouss Table ronde organiséiert mat de concerénierten Akteuren: der UEL, dem Syvicol oder nach dem OAI. Et gouf eng interministeriell Plattform geschaft, déi sollt identifizéieren, wou mer können administrativ Hürden obauen, Délaien verkierzen an Investissementer accélérerieren.

Am Joer 2013 goufen d'Konkluziounen dovunner gezunn an d'lddi vun engem Omnibusgesetz war gebuer, wat eng ganz Rëtsch vu verschidene Gesetzer sollt ofänderen. Déi nei Regierung war grad wéi hir Virgänger vun der Noutwendegkeet vun esou engem Gesetz iwwerzeeght, an de Minister, dee fir d'Simplifica-

tion administrative zoustänneg ass, den Här Kersch, huet knapps en halfecht Joer, nodeems en an däri Fonctionen ugetratt ass, schonn e Projet de loi ausgeschafft an an der Chamber déposéiert. Méi séier kann et bal net goen.

(**Interruption**)

Domat wollt d'Regierung och dokumentéieren, wéi eescht et hir mat dësem Sujet ass, a wollt keng Zäit verléieren.

Ech ginn normalerweis a menge Rapporten net vill op den Historique vun engem Projet de loi an. An dësem Fall awer muss dat maachen, well ironescherweis grad d'Gesetz, fir d'Prozeduren ze vereinfachen, dach laang an de Prozedure geschleeft huet. Wann den Omnibus och wollt esou séier wéi den TGV fueren, esou hat en net mam Trafic gerecht. An den Omnibus stoung wéi vill Lëtzbeuerger och am Stau.

De 16. Juli 2014 gouf de Projet de loi déposéiert. D'Regierung huet de 27. Mäerz 2015 Amendementer nogereecht, well et sech gewisen huet, datt dee Projet de loi net esou séier kéint émgesat ginn, wéi ugangs erhofft. Et huet de Risiko bestanen, datt eng Rei Gemengen et net géife fäerdegréngen, d'Reform vun hirem PAG am Délai ofzeschleissen, deen dat modifizéiert Gesetz vun 2004 virgesinn hat. Et huet also relativ séier müssen eng Verlängerung vun dësem Délai gemaach.

Den 3. Abrëll 2015 koum dunn den Avis vum Statsrot. Dësen huet sech awer och némnen op deen eenzege Punkt vum Délai beim PAG bezunn. De Statsrot huet d'Drénglechkeet vun deem Problem unerkannt a virgeschloen, de Projet de loi an zwee ze splécken, wat d'Chamberskommission och esou ivverholl huet.

Den 21. Mee 2015 gouf dëse klengen Deel also vum Omnibusgesetz hei an der Chamber gestëmmt. Pünktlech fir d'Summervakanz, de 17. Juli 2015, koum dunn den Avis complémentaire vum Statsrot, dee sech u sech mam ganze Rescht vum Omnibusgesetz befasst huet. Also genee ee Joer nom Dépôt.

Am November 2015 huet d'Chamberskommission hir Amendementer opgrond vum Avis vum Statsrot eragereecht. Et huet dunn nees aacht Méint gedauert, bis de 15. Juli 2016, bis d'Chamber vum Statsrot eng Antwort op dës Amendementer krut. Direkt no der Summervakanz am September an Oktober 2016 huet d'Kommission un de leschten Ännérungs gefeit, déi de Statsrot a sengem Avis gefrot hat.

Den 13. Dezember schlussendlech koum dunn en drëtten Avis complémentaire vum Statsrot, deen eis et haut erméiglecht, also no gutt 30 Méint, dëst Gesetz huet ze stëmmen.

Eng gutt zwielefmol huet sech d'Kommission vun der Fonction publique an der administrativer Reform och zesumme mat de Kommissionen fir Affaires intérieures an Environnement mat dësem Projet befasst. Tëscht dem Dépôt vum Projet de loi a sengem Vott sinn also net manner wéi 30 Méint vergaangen. A wé



# SÉANCE 23

MERCREDI, 8 FÉVRIER 2017

méglech ze halen. An ech hoffen, dat gëtt elo net ze kompliziert.

Mat désem Projet sollen net manner wéi elef existierend Gesetzer punktuell ofgeännert ginn an zwee Arrêtés grand-duaux ofgeschafft ginn. De Projet de loi ass a Kapitelen énnerdeelt entspreechend deene verschidene Gesetzer, déi ofgeännert respektiv ofgeschafft ginn. Ech probéieren elo, a kuerze Wieder d'Haaptpunkten ervirzestraichen, mam Vermier, datt ech fir den Detail op mäi schrifte Rapport verweise, e Rapport, deen awer net manner wéi 120 Säiten émfaast, a wou ech hei och gäre géif dervu profitéieren, fir souwuel de Mataarbechter hei am Haus wéi och bei mir an der Fraktiou Merci ze soe fir hir wäertvoll Hélfel.

En décke Batz vum Projet de loi betréfft d'Gesetz vum Aménagement communal vum 19. Juli 2004. Dést Gesetz kennt heibanne jiddweren, well et an de leschte Joren net manner wéi sechsmol ofgeännert gouf, a sech zanter dem Vott d'Gemengen hei am Land allegueren domadder ausenansersetzen.

Engersäits gëtt d'Zuel vun de Membere vun der Commission d'aménagement vun haut 5 op maximal 13 gehéicht, grad wéi d'Zuel vun de Memberen an der Cellule d'évaluation adaptéiert gëtt. Dést soll et méglech maachen, datt d'Avise vun där Kommissioune méi séier kenne formuléiert ginn an d'Gemengen net méi esou laang müssen op d'Antwort aus dem Ministère waarden.

Am selwechte Gesetz kréien d'Gemengen, wa se dann dat néidegt qualifiziert Personal am Service technique schaffenunn, d'Méiglechkeet, selwer verschidene Ännernungen an hirem PAG virzehuelen. Dat huet de Virdeel, datt se net méi müssen op extern Büroen zréckgräffen. Dat mécht Senn, well vill Gemenge beschäftegen haut schonn Architekten oder Architectes urbanistes. Eng vergläichbar Ännernung gouf och um Niveau vum PAP geamaach.

E ganz wichtige Punkt betréfft d'Obligationen, déi mam Opstelle vun den Études préparatoires verbonne sinn: Hei soll eng Vereinfachung kommen. Eenzel Avisen, déi mer an der Chamberskommissioune kritt hunn, hunn dës Veränderung kritiséiert, well se an der besteeänder Étude préparatoire e gutt Instrument gesinn, fir Entwicklungszeenarie fir eng Gemeng ze beschreiven an en öffentlechen Débat iwwert déi gewielte Strategie ze féieren. Tatsächlich sinn déi Etüden immens voluminéis an extrem detailleert, wat d'Gemenge vill Zäit, Suen an heiando och Nerve kascht.

Et kann een och dorun zweifelen, datt esou en Dokument déi beschte Grondlag fir en öffentlechen Débat ass. D'Étude préparatoire beschränkt sech an Zukunft drop, eng Analys vum Ist-Zustand ze maachen an, dorop opbauend, e Konzept fir d'Entwicklung vun der Gemeng ze beschreiven. Esou gëtt déi generell Orientierung vun deem neie PAG virgezeichnet.

Parallel gëtt iwwer aner Modifikatiounen vum Gesetz, op déi ech nach aginn, den Zugang zur Information fir de Bierger verbessert. De Rapport de présentation, dee bei all PAG muss dobäileien, gëtt ersat duerch eng Fiche de présentation, déi déi fundamental Orientierung vun engem PAG résüméiert.

Wann een iwwert d'Verkierzung oder d'Vereinfachung vun de Prozedure schwätz, da muss een uechtginn, datt dës Vereinfachungen net op Käschte vun der demokratescher Matbestëmmung, de Rechter vun de Bierger oder Organisationen geet. Et ass dofir wichtig, datt eng beschtméiglech Informatioun vum Public garantéiert bleibt.

Aus désem Grond ginn d'Prozedure fir d'Publikatioun, also d'Bekanntmaachung, méi däitlech gemaach. Mir kennen all de Reider, dee virun der Gemeng stéet an an deem d'Gemeng hir Décisiounen bekannt mécht. Dést Relikt aus dem leschten a virleschte Jorhonnert erféllt haut awer net méi eleng sain Zweck.

Dëse Projet de loi gesäit vir, datt wichtig Décisiounen an Zukunft net némmen an den Dageszeitungen ugekënnegt ginn, mä och müssen op der Internetsäit vun der Gemeng publiziert ginn. De Bierger soll sech esou einfach wéi méiglech gutt an am Detail kennen informéieren. Nieft der traditioneller Publikatioun par voie d'affiche an Annoncen an den Dageszeitunge muss e Projet d'aménagement général net just am Gemengesekretariat ausleien, fir consultéiert kennen ze ginn, mä muss och op informatesch Support publiziert ginn; an anere Wieder: och um Internet. Dat

ass eng gutt Saach, déi all de concernéierte Leit et erméiglecht, an aller Rou vun doheem aus déi Dossieren ze studéieren.

Am Kader vun désem Projet de loi gëtt och profitéiert, fir dem Uerteel vun der Cour constitutionnelle vum 4. Oktober 2013 Rechnung ze droen. D'Gericht hat jo festgehalen, datt een net pauschal kéint per Gesetz décidiéieren, datt d'Propriétaires net müssen indemniséiert ginn, wann duerch en neie PAG oder PAP d'Notzungsrecht vun hirem Terrain ageschränkt gëtt. De Propriétaire muss d'Recht behalen, eng Indemnitéit ze froen, an et muss vu Fall zu Fall gekläert ginn, ob sech eng Indemnitéit justifiéiert.

Mir hunn awer décidiéiert, den Délai, bannent deem ee ka sää Recht op esou eng Indemnitéit afuerderen, op fënnef Joer ze limitéieren. Dat mécht Senn, well jo all sechs Joer de Gemengerot doriwwer befanne muss, ob e sää PAG nees wëllt op de Leesch huelen oder net. Esou ass de Gemengerot da wéinstens sécher, datt all eventuell Indemnisationen, déi duerch den initialen neie PAG entstoé keínten, op d'mannst bekannt sinn.

Deeselwechten Délai gëllt dann och fir d'Projets d'aménagement particuliers. An därselwechter Logik gëtt d'Gesetz iwwert den Aménagement du territoire ofgeännert, wou et èm d'Auswirkunge vun engem Plan directeur sectoriel oder engem Plan d'occupation du sol geet.

E weidere wichtige Punkt betréfft de Bau vu Wunnengen, déi zu engem soziale Präis musste verkauft ginn. Bei de PAPen, déi méi grouss si wéi een Hektar respektiv wou méi wéi 25 Logementen gebaut ginn, huet d'Gesetz vum 2004 scho virgesinn, datt 10% vun de Wunnenge musste reservéiert si fir de Logement à coût modéré.

Dat huet awer mat sech bruecht - oh Wunder! -, datt dann natierlech déi klengste Wunnenge fir de Logement à coût modéré iwwreg bliwwen sinn. Dái nei Dispositioun kënnt dem Welle vum Gesetzgeber besser no a preziséiert, datt 10% vun der Surface construite brute musste fir de Logement à coût modéré virgesi sinn. Doduerch erhofft es sech, datt insgesamt méi erschwéngleche Wunnenraum entsteet.

De Stat reduziéiert och seng Délaien, bannent deenen hie seng Avise muss ofginn. Esou gëtt zum Beispill den Délai, deen d'Commission d'évaluation kritt, fir hiren Avis ze maachen, vun dräi Méint op ee Mount reduziéiert. Dat gëtt zimlech sportlich an et gëtt sech erwart, datt doduerch d'Prozeduren insgesamt däitlech méi séier ginn. Datselvucht gëllt och fir d'Approbation ministérielle vun enger Konvention an engem Projet d'exécution vun engem PAP.

Nei agefouert gëtt eng accéléréiert Prozedur bei klengen Ännernunge vun engem PAP. Ech ginn hei net op den Detail an, mä am Résumé brauche kleng Ännernungen net méi dee laangen administrative Wee ze maachen a kenne soumat däitlech méi séier émgesat ginn.

Wat Autorisatiounen ugeet fir, zum Beispill, Publicitéitspanneauen op de Gebaier, esou soll an Zukunft de Buergermeeschter kënnten esou Autorisatiounen ausstellen, amplaz vum Kulturmister. Dofir müssen d'Gemengen dat awer an hire Bautereglementer definéieren. An deem Kader kruten d'Gemenge via Circulaire vum Innenminister un d'Häerz geluecht, fir Reglementer deementspreechend unzepassen. Falls et sech awer èm Publicitéit an engem Secteur protégé handelt, esou bleift de Kulturministère d'Instanz, déi muss gefrot ginn. Och hei gëtt d'Prozedur méi kloer gemäach, a falls ee bannent dräi Méint keng Antwort krut, ass d'Demande accordéiert.

Et gëtt nach festgehalen, datt d'Gemenge via Reglement kënne festhalen, bei wéi engen Travaux de moindre envergure ee keng Baugeneemegung méi brauch. An deemselwechte Kapitel iwwert den Aménagement communal ginn nach aner Déléaie gekierzt oder preziséiert, verschidene Uerteeler gëtt Rechnung gedroen an d'Legislatioun deementspreechend preziséiert oder ugepasst. Mä et géif vill ze wäit féieren, fir all déi Saachen am Detail opzeielen.

D'Kapitel 3 vum Projet de loi beschäftegt sech mam Gesetz iwwert de Pacte Logement. Mir wëssen, wéi schwierig et ass fir d'öffentlech Hand, fir un Terrainen ze kommen, zum Beispill wann et èm de soziale Wunnengsbau geet. Mat désem Ännernunge gëtt d'Virkafrécht vum Fonds du logement ausgeweit a méi kloer definiert. Et ass ze hoffen, datt dëst an der Praxis wäert hellefen, datt de Fong besser ubebaubar Terrainen an de Gemenge kenne, fir de soziale Wunnengsbau konsequent auszubauen. Dozou muss ee soen, datt d'Regierung de 4. Januar 2016, also viru ronn engem Joer néng Amendementer agereeert hat, déi och d'Gesetz iwwert de Pacte Logement sollten ofänneren.

Aus Zäitgrénn a well et um juristesche Plang eng Rei Problemer gouf, huet de Statsrot déi

awer net aviséiert a proposéiert, dee Volet zu engem spéideren Zäitpunkt ze traitéieren. D'Regierung huet schlisslech décidiéiert, dës Amendementer erém zréckzezéien. Domat kann dése Projet de loi haut ofgeschloss ginn. Weider Ännernungen, déi du Pacte Logement an den Droit de superficie betreffen, kenne da gegebenenfalls iwwer en neien onofhängege Projet de loi abruecht ginn.

Och wat d'Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 ugeet, ginn d'Procédure vereinfacht. Esou müsse keng Autorisatiounen méi ugefrot gi beim Emweltministère, wann ee manner wéi 30 Meter vun engem Bësch oder engem Waasserlaf wëllt bauen; datselwecht wann een no un eng Natura 2000-Zon erukéint. Dái Bestëmmung ass iwwerflësseeg, well den Emweltminister am Kader vun den Habitat- a Vulleschutzgesetz souwisou en Droit de regard huet bei all Projet, deen en Impakt op dës Zon kann hunn.

Am Waassergesetz gëtt eng Forfaitstax agefouert fir déi kleng Prélèvementer vu Waasser, déi énner 200 m<sup>3</sup> pro Joer leien. Bei esou klengen Quantitéit brauch een dann och kee Waasserziler méi ze installéieren. Mir wëssen, wat dat fir en Opwand ass a mat wéi vill Käschten dat verbonnen ass.

Wat de Bau an Iwwerschwemmungsgebälder ugeet, esou bleiwen déi streng Oplagen a Konditiounen generell bestoen. Den Emweltminister kritt awer méi eng grouss Flexibilitéit, fir och an esou Gebälder kënnten eng Baugeneemegung ze ginn, wann eng Rei vu Konditiounen erfëlt sinn.

Eng Demande, déi haapsächlich vu méi klengen Gemenge koum, war déi, datt och d'Employéen op de Gemenge verschidene Akte kënnten ausstelle respektiv vum Buergermeeschter eng Délégation de signature kréien. Och déi vereelsten Alterslimit vu 25 Joer fir dës Délégation de signature gëtt ofgeschafft.

Et kënnt effektiv emol vir, datt et op enger Gemeng, déi wéineg administratiiv Personal beschäftegt, en temporären Engpass gëtt a vläicht grad kee Fonctionnaire bei Hand ass, fir en Dokument auszestellen. Do ass et fir de Bierger net ze verstoen, wann hie virstelle gëtt a gesot kritt, e kéint leider kee Certificat oder Akt kréien, well keen do ass, dee berechtegt ass, fir en ze énnerschreiwen. Heimat gëtt zwar keng komplett Gläichstellung gemaach vun den Employéen an de Fonctionnaires, mä haapsächlich op déi reell a praktesch Besoone vun de Gemengen an de Bierger reagéiert. Un de Virgaben, d'Posten op de Gemenge mat Fonctionnaires ze besetzen, ännert dat natierlech náisch.

Eng Vereinfachung gëtt et och am Kommodom-Inkommodos-Gesetz. Et gëtt an Zukunft fir Bierber eng Klass 1A an eng Klass 1B, woubäi déi éischt just muss vum Aarbeitsminister an déi zweit just muss vum Emweltminister autoriséiert ginn, an net méi vun deenen zwee wéi bis elo.

An dann zum Schluss nach eppes, fir ze schmunzelen.

Mat désem Projet de loi ginn zwee Arrêtés grand-duaux ofgeschafft, deen ee vun 1939, deen de Gebrauch vu Radioen a Grammofone regelt. Désen Arrêté huet net méi vill mat der Realitéit ze dinn, zemoos well d'Gemengen de Kaméidi iwwer hir Polizeireglementer kënne reglementéieren. Bis haut huet een awer zum Beispill fir all Braderie oder soss eng Feierlechkeet dobausse musse beim Innenminister eng Geneemegung kréien, fir Lautsprecher opzestellen. Mir sinn eis eens, datt dat net zäitgemäß ass a souwuel villen Associationen wéi och de Beamte vill Opwand bruecht huet, dee mer heimadder ofschafen.

Deen aneren Arrêté vun 1915 ass nach méi cassé. Dee mécht näämlech bis elo Virschritten, énner wéi enge Konditiounen d'Fraen dierften an Hoteller oder Cabaretschaffen, gemengt sinn hei d'Wertschaften. Esou wier et enger Serveuse theoretisch verbueden, sech bei de Client un den Désch ze sétzen, an u sech misst all Kéiers de Gemengerot eng Autorisatioun ginn, wann eng Fra sollt an engem Bistro agestallt ginn.

#### (Interruption)

Dir gesitt, datt désem Arrêté vun 1915 absolut náisch méi an der heiteger Zäit verluer huet! An dofir gëtt en och elo einfach ofgeschafft.

#### ► Une voix.- Très bien!

► M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.- Zeemools d'Digitalisierung vun der Verwaltung gëtt eis do nei Méiglechkeiten, fir besser a méi séier kënnten op d'Besoine vun de Bierger ze reagéieren. Nach musse mer uechtginn, datt et net zu deem faméisen „digital gap“ kënnt, also dass e Lach entsteet téschent deenen, déi connectéiert sinn, an deenen, déi et vläicht nach net sinn. Et ass also eng Eraisforderung an eng Chance zugläich. De Minister hat och schonns op d'Efforten higewisen, déi vu senger Verwaltung an deem Senn gemaach ginn. Vläicht kann hien eis herno nach méi doriwwer zielen.

Froe stellt, ob eng administrativ Vereinfachung net och kann op Käschte vun der Participatioun vun de Bierger goen, an e freeet och, datt de Bierger méi systematesch solle verschidene Informationen zoukomme gelooss ginn. Eng grouss Suerg ass och d'Reduzéiere vum Opwand beim Erstelle vun den Études préparatoires bei engem PAG. Dái genee Konditiounen heifir sollen elo vum Minister an engem Règlement grand-ducal opgestallt ginn.

Ech géif awer och wëllen e puer generell Remarqué maachen, déi och an deeneselwechte Kommissiounen zoukomme geschwatt goufen. Ech sot virdrun, dass et e breede Konsens gëtt fir eng administrativ Vereinfachung, eng Reduzéierung vun den Délaien, a mer eis alleguerete kuerz an einfache Procédure wënschen. Dat ass net émmer méiglech, awer dacks. Mat désem Pak huet d'Regierung schonn ee gudden Deel Aarbecht an deem Senn gelesen. Et ass allerdingen domadder net gedoen.

Dái administrativ Vereinfachung muss e kontinuéierleche Prozess sinn an e stånneg Uleies vun eis alleguereten. De Stat, seng Verwaltungen, d'Gemengen an och mir, d'Chamber, müsse regelméisseg eis Prozeduren a Frostellen an émmer erém probéieren, déi administrativ Belaaschtung vun de Bierger an de Betreiber esou kleng wéi méiglech ze halen.

#### ► Une voix.- Très bien!

► M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.- Zeemools d'Digitalisierung vun der Verwaltung gëtt eis do nei Méiglechkeiten, fir besser a méi séier kënnten op d'Besoine vun de Bierger ze reagéieren. Nach musse mer uechtginn, datt et net zu deem faméisen „digital gap“ kënnt, also dass e Lach entsteet téschent deenen, déi connectéiert sinn, an deenen, déi et vläicht nach net sinn. Et ass also eng Eraisforderung an eng Chance zugläich. De Minister hat och schonns op d'Efforten higewisen, déi vu senger Verwaltung an deem Senn gemaach ginn. Vläicht kann hien eis herno nach méi doriwwer zielen.

Mir schwätze jo gäre vun eise Standuertvirdeeler hei zu Lëtzeburg. Ee Virdeel war émmer dee vun de kuerze Weeë. Mir wäre gutt beroden, derfir se suergen, datt dat och an Zukunft esou bleift. Dofir ass dat heite Gesetz absolut ze begréissen.

Ech wëll natierlech net ophalen, ouni all de Membere vun der Kommissioune, dem Minister Kersch a senge Beamten e grouss Merci ze soe fir déi gutt Zesummenarbeit. Ech hu virdru vun deem breede Konsens geschwatt. Désen huet een all déi Méint, wou mer heirunner geschafft hunn, och gespürt. Ech fannen, dat soll ee roueg och eng Kéier ernimmen.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

#### ► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo den éischt Riedner, den Här Félix Eischen fir d'CSV.

#### Discussion générale

► M. Félix Eischen (CSV).- Merci, Här Président. Léif Kolleginnen a Kollegen, ee schlanke Stat, kuerz Weeë, séier Antwerten, kuerz Prozeduren, Planungsschécherheet, Transparenz an esou weider: Esou an nach anescht steet et iwwerall geschriwwen, esou gëtt et mat klorem Méinscheverstand verstanen, wann een haut iwwer Simplification administrative schwätz. „Stat hellef mir, maach mir mä Liewe méi einfach an net onnëtz kompliziert!“ Plus-valuen, déi esou batter néideg sinn an eiser Gesellschaft, déi sech engem wa méiglech gescheite Wuesstum verschriwwen huet, entstinn duerch Kreativitéit. An esou eng gëtt erméiglecht duerch eng gréisstméiglech vereinfach Administriatioun.

Dat ass náisch aneres an dat ass och d'Finalitéit, wann un engem Gesetz vun der Vereinfachung geschafft gëtt, esou wéi dat hei geschitt ass, a wou elo haut de Mëttetg dann enfin en Text fir d'Ofstëmmung virläit. Virewech soen ech dem Yves Cruchten am Numm vu menger Fraktionen e grouss Merci fir sái komplett schriftelechen a mëndleche Rapport. An et ass net einfach, esou vill Technik, esou vill Techniques a verständleche Wieder eriwwerzebréngen. Ech mengen, den Yves Cruchten huet dat ganz, ganz gutt gemaach.

De Projet vum sougenannten Omnibusgesetz huet also d'Zil, eng ganz Rëtsch vu Gesetzer punktuell émzéanneren, fir d'Prozeduren administrativer Natur



Déi aktuell Regierung ass och vläicht an dësem Dossier mat ze vill iwwerdrivwenem Optimismus drugaangen. Mä bon, dat kann een hir awer elo net reprochéieren. Dat ass u sech jo eng positiv Approche. Mä dach huet se am Ufank awer zimlich hefteg op déi viregt Koalioun geklappt, dass déi administrativ Vereinfachung net séier genuch gaange wier an dass se elo emol d'Brems géif eraushuelen a géif en Omnibus op eng TGV-Linn setzen. Okay, tipp-topp, mir waren du gespaant.

De Schnellzuch ass dunn awer éischter zu engem Bummelzuch mutéiert an ass souguer och liicht vu senger Schinn ofkomm. Aus dem Omnibus sinn nämliech eng Rëtsch Elementer erausgekommen. Ech kommen nach eng Kéier kuerz dorobber zréck. Et si souguer Leit, déi hu gesot: „Et ass en Ovni-Bus. Dee schwieft esou an der Loft a mir wëssen net richteg, wat mer sollen domadder ufänken.“ Mä bon!

D'CSV wäert d'Gesetz awer matstëmmen. D'CSV wäert d'Gesetz matstëmmen.

#### ► Plusieurs voix.- Aah!

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Et geet eis hei näamliech ém e ganz wichtegen Aspekt vum aldeegleche Liewen, ém déi administrativ Vereinfachung fir d'Bierger an d'Betriben. An all Schrëtt - all Schrëtt!, deen eis an dësem Bestriewe virubréngt, ass e gudde Schrëtt, och wann dës Schrëtt net mat Siwemeilestiwwwe geholl ginn.

Ee schlanken, transparenten, kommunikativ-fréndleche Stat ass e Must. De leschten Dezember hate mer am Kontext vun der Kompetitivitéitsdebatte heibannen des Laangen an des Breeden drivver geschwat. En einfach administratiivt Oflafen, dat si wichteg Puzzledeler an der Wettbewerbsfægkeet vun engem Land. Wann d'Barrièren ze héich sinn, dann iwwerleeën d'Betriben sech dräiom, ob se sollen heihinner kommen oder ob se iwwerhaapt sollen hei bliewen. All Betrib brauch Planungs-sécherheet. Ouni déi ass et schwéier. An d'Blannt eraschaffen ass Gëft fir de Wettbewerb. Et kascht Zäit an och ganz vill Suen.

Administrativ vereinfachen ass allerdéngs, wéi et de Minister Kersch iwwregens schonn zu Recht e puermol énnerstrach huet, eng „never-ending story“ oder, wéi de Rapporteur dat och scho richtegerweis eng Kéier op der Antenn vu Radio Lëtzebuerg gesot huet, e kontinuéierleche Prozess, deen ni ofgeschloss ass, och net mat dësem Gesetz, well et kommen émmer méi Reglementatiounen, Direktiven an Oplagen op d'Akteuren um Maart duer.

Do, wou émmer méi Leit op engem begrenzten Terrain beienee liewen, brauch een ebe méi Regelen. An do riskéiert de Reglementatiouns-dschungel, esou grouss an onduerchiichteg ze ginn, dass een eben net méi gutt derduerchségit.

Op där anerer Säit mussen déi technesch Moyenen, an déi gétt et jo, an där gétt et der émmer méi, et erméiglechen, dëst auszegläichen an dee ganze Prozess ze vereinfachen an iwwersiichtlech ze halen.

#### (M. Henri Kox prend la présidence.)

An dat ass jo eigentlech och den Zweck vun dësem Omnibusgesetz, wat eng ganz Rei vun Texter op hir Effizienz analyséiert huet, an op deene Plaze punktuell Ännérunge virschléit, déi et eben erméiglechen, dass et an der Realitéit net zu engem onnéidege Blocage kénnt oder et ze laang dauer, sief dat am Kader vum PAG-Gesetz, dem Gemengegesetz, dem Logementsgesetz, dem Waassergesetz oder och nach diverse Reglementen, déi och sécherlech alleguerter sengerzäit sénnvoll waren, mä awer déi eben der Zäit haut müssen ugepasst ginn.

De Prinzip vun der administrativer Vereinfachung ass awer net eréischt mat dësem Omnibusgesetz un d'Rulle komm, mä huet schonn eng relativ laang Virgeschicht. Vun 1995 un, dat wësst Der, hunn énner anerem déi successiv Regierungen e ministerielle Ressort vun der Réforme administrative kritt an déi krut deem-entsprechend och hire wichtige Stellewärt an der Politik.

Hautdesdaags, wou de Stress am Alldag eng nei Dimensionen awer krit, wou jiddwieren d'Impressioun huet, et hätt een u sech émmer manner Zäit, fir dëst oder dat ze maachen, ass et einfach wichtig ginn, dass een dem Bierger sain administrativ Liewen esou einfach an esou séier wéi méiglech sollt gestalten, sief et dass e sech net émmer fir alles muss déplacéieren oder dass en net émmer muss wochen-oder souguer méintlaang op eng Décisionen waarden. Datselwecht gëllt selbstverständlichech och am Intérêt vu klengen a métteilstännegen Entreprises, déi och dacks net d'Moyenen hunn oder déi Marge och zur Verfügung hunn, sech domadder ze beschäftegen, respéktiv och net d'Personal hunn oder keng Suen hunn, fir Personal ze bezuelen, fir sech hannert d'Papasse müssen ze setzen.

Mir wäerten, Dir Dammen an Dir Hären, ganz sécher an eiser ugefroter Interpellatioun iwwert d'PMEen an den nächste Wochen dorobber zréckkommen.

Viru gutt sechs Joer kruten d'Entreprises an d'Bierger de Guichet virtuel offréiert, fir sämtlech Informatiounen einfach a bequem kënnen ze lesen an nosichen ze goen, Formulaires an Demanden auszeféllen, Certificaten ze kreien; dat Ganzt am Partenariat mat LuxTrust. Et gouf méiglech, eng ganz Rëtsch offiziell Dokumenter ze digitaliséieren an domadder och ze dématerialiséieren.

Och sinn deemoos d'Fiches d'évaluation d'impact agefouert ginn, déi systematesch bei de Gesetzesprojeten derbäi sinn, fir énner anerem ze kontrolléieren, ob esou effikas, einfach an intelligent wéi méiglech nom Prinzip vum sougenannten „think small first“ e Gesetzesprojet redigéiert ginn ass oder och net.

A Saache Simplification administrative, Dir Dammen an Dir Hären, ass also scho villes gemaaach ginn. An och dës Regierung féiert dës Efforten och mat dësem Gesetz wieder, wat mir selbstverständlichech begréissen a mat énnerstëtzen, an awer och émmer erém hannerfroen: Wou si mer drun? Wéi zum Beispill, dat ass haut de Mueren och um Radio schonn eng Kéier ugeklungen: Wéi ass et mat „Einfach Lëtzebuerg“?

Ech hat den Här Kersch scho virun e puer Wochen dorobber ugeschwat. Hien hat, wann ech mech do richtig erénnernen, an engem Summerinterview 2016 während der grousser Vakanz vun deem Aktiounsplang „Einfach Lëtzebuerg“ geschwat, deen am Hierscht 2016 sollt virgestallt ginn a wou a sämtleche Ministère Moossnamen ergraff sollte gi fir ee méi performanten, einfachen an och duerchsiichtige Statsapparat zugonschte vun de Bierger an de Betriben.

Bon, mir sinn elo gläich am Fréijoer 2017, mir hoffen et wéinstens, an da wär et net onintéressant ze wëssen, wou mer do dru wieren. Den Här Cruchten hat de Mueren iwwregens op „Radio Lëtzebuerg“ gesot: „Mir hoffen, dass dat an den nächste Wochen a Méint kénnt.“ Mir hoffen, dass et nach e bësselche méi séier geet, Här Kersch. Mä bon, herno kénnt Der jo vläicht dorobber agoen.

Bon, ech kommen dann awer elo, wann Der erlaabt, kuerz zréck op eise Sujet, deen eis haut e bësselche méi beschäftegt. Am Joer 2012 hatten de fréieren Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler an dee fréieren, esou wéi haut nach émmer aktuelle Wirtschaftsminister Etienne Schneider eng Etüd an Optrag ginn, fir ze kucken, a wéi enge Beräicher een administrativ Prozedure kéint virhuelen, fir dass d'Bierger an d'Betriben hire Aktivitéiten an Aufgabe mat méiglechst wéineg Hürden an och méi séier an effikass nogoe kéinten.

Aus däri Etüd sinn dann och eng ganz Partie vu Virschléi erauskomm, déi dunn am Mäerz 2013 mat der Énnerschrëft vum Minister Schneider un de Statsminister Juncker verschéckt gi sinn. De Wirtschaftsminister hat an deem Bréif gesot, et wier un der Zäit, dass d'Regierung endlech de Courage géift weisen, fir d'Prozeduren ze vereinfachen an doduerch d'Wirtschaft ze redynamiséieren.

An deem Bréif vun am Ganzen 21 Säite ware vill Mesuren opgeluecht, haupsächlech aus de Beräicher Émwelt an Intérieur. Dunn awer koumen d'Neiwahlen an den Dossier Omnibus hat e bësse Paus, mä et konnt een awer hoffen, dass déi Paus net ze laang géif dauer, well während der Wahlcampagne hate sech och d'Parteien am Fong favorabel an hire jeeweilege Programmen dozou ausgedréckt. A praktesch allegueren hate se sech zum Virsaz geholl, d'Omnibusgesetz weiderzeféieren.

Dobäi hat d'LSAP sech zum Beispill beklot, dass de fréiere Statsminister net séier genuch op déi konkret Verbesserungsvirschléi, déi sech also aus dem Bréif vum Minister Schneider erausgestallt haten, agaange wier. Och den...

#### (Interruption par M. Etienne Schneider)

Ech hunn lech net verstanen, Här Schneider.

#### (Interruption par M. Etienne Schneider)

Okay. Da kénnt Der dat jo herno preziséieren.

Och de gréngé Kolleegen ass d'Reforme administrative net séier genuch virugaangen. Si hatten allerdéngs eng aner Vue, wat d'Betriebsge-neemegungen ugeet. Si sotan an hirem Wahlprogramm, dass déi ökologesch Standarden net énnert dem Virwand vun der administrativer Vereinfachung geaffert därferte ginn. Domader hate si eng Partie vun de Mesuré vi-séiert, déi d'LSAP an hire Propositounen awer stoen hat.

D'DP hat an hirem Programm d'Landesplanungspolitik als verfeelt erkläert, well fir d'Entreprises émmer nach een ze héijen an ze deileen administrativen Opwand do wier. Si hate

sech fir d'regional Guichet-uniquen agesat. A mäi Kolleg André Bauer hat dozou eng Fro un den Här Kersch gestallt; an der Séance vum November 2015 war dat. Den Här Kersch sot, et wär analyséiert ginn, esou wéi et och am Regierungsprogramm versprach gi war, mä d'Resultater wären éischter negativ an den Erfolleg bescheiden. Si hätte just dräi bis véier Demandé pro Dag gehat. Du war dat also ad acta geluecht ginn.

Am Regierungsprogramm vum Dezember 2013 stoung schliisslech schwarz op wäiss, dass de Bréif vum Här Schneider d'Basis fir d'Aarbechte vun der interministerieller Mis-sioun, déi sech ém d'Vereinfachungsprozedure soll këmmeren, sollt sinn. D'CSV huet sech deem och guer net entgéintgesat. Et konnt also eng Kontinuitéit sinn.

Du koum de 16. Juli 2014. D'Gesetz gouf déposéiert. Viru méi wéi zwee an engem hallwe Joer ass et also an d'Chamber komm. Bon, fir dass d'Regierung opgetruede war an de Leit dobausse gesot huet, si géif elo aus deem Omnibus- en „TGVs-Gesetz“ maachen, an et géif elo ganz schnell goen, ass et trotzdem, ech mengen, do müsst Der mer recht ginn, eng relativ laang Zäit, bis dass et dann elo den 8. Februar 2017 gestëmmt gëtt.

Här Kersch, ech soen elo net, dass et Är Schold war.

#### ► Plusieurs voix.- Aah!

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Ech maache just... Awer Dir müsst mech ausschwätzte loosen!

#### (Interruption)

Ech hu jo elo net gesot: Et ass Är Schold. Ech hu just gesot: Et huet laang gedauert. A wann ee vun „TGV“ schwätz, da soen d'Leit dobausen: „Jo, dat geet awer elo schnell.“ A wann een da seet vum Juli 2014 bis Februar 2017 ass „TGV“... Ech weess net, bon.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Här Eischen, däarf ech eng Fro stellen?

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Jo, frot mech.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Ech sinn erfreut ze héieren, dass Der gesot hutt, et wär net d'Schold vun der Regierung gewiescht. Kénnt Der der Chamber da vläicht soen, wien an Ären Ae schold dru war, dass et esou laang gedauert huet?

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Ech hu constatéiert, Här Kersch, dass et einfach laang gedauert huet. Virdrun ass den Här Cruchten am Detail drop agaangen, wourun et louch a wéi laang dass dru geschafft ginn ass an dass verschidden Avise vum Statsrot ebe méi laang gebraucht hunn aus x techneschen Uersaachen, gellt! Ech hu just elo constatéiert: Et huet laang gedauert. An dat kénnt Der mer elo net falsch maachen. Do kénnt Der lech dréien a kéieren, wéi Der wëllt. Sou!

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Sout, Här Eischen, Dir wennt lech erém zréck un d'Chamber. An dann ass et just den Här Eischen, deen da weiderfiert, wann ech gelift! An dat gëllt natierlech och fir d'Regierungsmembren.

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Entschéllegt, Här President. Et war awer elo esou flott.

#### (Hilarité)

Gutt.

Den Här Kersch hat d'Omnibusgesetz, wéi gesot, séier versprach. Bon, et ass dann elo méi oder wéineger awer gelongen, dass et elo hei läit. Eis Regierung - an dat ass awer nach méi interessant - hat gesot, dass se awer elo nach vill méi wäit géif goe wéi déi viregt. Et ass gesot ginn: Dat soll alles vill méi wäit gräifen. Dat war fir eins dann awer éischter eng iwwera-schend Ausso, nodeems mir den Text du bis virun Aen haten. Wat hu mir gesinn? Den déposéierte Gesetzesprojet vum zoustännege Minister war jo awer eng zimlich ofgespeckte Versioun vun den ursprünglechen Iddien aus dem Bréif Schneider.

Fir d'CSV handelt et sech bei dësem Projet dann awer ém eng méi liicht Versioun wéi déi, déi am Ufank ugeduecht war. Dat fanne mir perséinlech schued. Et hätt een hei effektiv méi wäit kenne goen. De Statsrot huet a sengen éischten Avise d'Virgabe vum Projet begréisst, mä en hat dann awer trotzdem eng relativ kritisches Meenung zum Ganzen. Ouni elo wëllen an déi 15 formell Oppositounen anzegoen, just kuerz generell d'Appréciatioun hei: Déi héich Kierperschaft hat sech schwéiergedoen, den Exposé des motifs ze verdauen, well en immens komplex war an et net einfach war, d'Zesummenhang vun deene verschidde Kapitelen ze verstoen. Dofir hätt de Statsrot et virge-zunn, wann hei separat Gesetzesprojete ge-schriwwen gi wieren, an déi dann duerno als Pa-

quet de réformes, wéi zum Beispill bei der Fonction publique, ze deponéieren.

De Rapporteur hat an engem Interview och geomengt, dass dat nach eventuell méi Zäit an Usproch geholl hätt, wéi et iwwerhaapt elo schonn de Fall war. Schwéier ze soen am Endeffekt, mä j'en passe.

Ech ginn och elo net an d'Detailer vun all den eenzelne Gesetzesänderungen an, well dëst, dat ginn ech zou, vläicht net extrem spannend war, awer extrem technesch ass. An ech fannen och, dass de Rapporteur dat ganz gutt gemaach huet. Ech wëll awer kuerz op e puer Punkte séier agoen, déi mir wierklech däitlech am Projet begréissen.

An ech wollt do deen een oder deen anere Punkt ervirhiewen, zum Beispill am Gesetz vum Aménagement communal et développement urbain ginn déi meeschten Ännérunge virgeholl. Mir begréissen an deem Kontext, dass d'Gemengen, déi e Service technique communal hunn, an Zukunft selwer e Projet de PAG, de PAP „quartier existant“ oder PAP „nouveau quartier“ kënnen erstellen, ouni mussen op en externe Service zréckzegräifen. Dat ass sécher eng Vereinfachungsmaossnam fir d'Gemengen. Sécher kënne och do hi ege Ressourcen méi effizient genutzt ginn. Et muss een allerdéngs och uechtginn an oppassen, dass d'Gemenge genuch qualifiéiert Personal hu fir déi Aufgaben. Dat ass net émmer evident.

De Rapport vun engem PAG gëtt an der Praxis als ganz..., als dacks ermiddend an iwwerdrivwe prezis empfonnt. Dofir gesät de Gesetzesprojet och vir, dass et énnert déser Form soll geännt ginn, woubäi haapsächlech d'Fiche mat de strukturellen Donnéeën vun engem PAG sollt consultéiert ginn; och dat eng grouss Erliichterung. Dat fanne mer gutt.

An Zukunft soll de Projet de PAG da während 30 Deeg op der Internetsäit vun de Gemenge pu-bliziéiert ginn. Och do hat de Rapporteur sech derzou ausgelooss. Dat ass sécher ze begréissen.

Am Kontext vun engem PAP „nouveau quartier“ gëtt de Kritér vun engem Hektar bebaubarem Terrain fir sougenannte Logements à coût modéré duerch en neie Kritér ersat. An dat ass och ze begréissen. An zwar mussen an Zukunft 10% vun der Bebauungsfläche fir déi Logement virgesi ginn. Dat mécht dat Ganzt besser a kloer moosbar, an dréit och sécher der Logementspolitik Rechnung. Dat heescht, mir kreie méi Unitéiten à coût modéré an de Projet.

Iwwregens ass dat doten och eng Mesure, déi vun de Leit aus der CSV an der Kommission proposéiert ginn ass. Bei där Geleeënheit wëll ech awer och hei énnersträichen, dass d'Zesummeschaffen an der Kommission un dësem Text ganz gutt war a parteiwwergräifend exemplaresch.

#### ► Une voix.- Très bien!

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Dat soll een och emol eng Kéier esou soen.

Den Délai vun den Avisen an der Cellule d'évaluation, dat berodend Organ an der Commission d'aménagement fir d'PAPen, gëtt vun dräi op ee Mount verkierzt. Ech ginn lech do recht, Här Cruchten, dat gëtt wahrscheinlich zimlich sportlech - à voir! Losse mer hoffen, dass et klappt!

Am Émweltschutzgesetz gëtt den Artikel 5 geännt, fir d'Geneemegung vum Émweltministère ofzeschafen, wann een op manner wéi 30 Meter vun engem Bësch vu méi wéi engem Hektar oder enger Baach wëllt bauen. Och dës Dispositioun ass also iwwerflësseg ginn. Fir eins, wéi gesot, eng gutt Saach.

Da ginn, och wéi de Rapporteur dat flott erwäant huet, ganz al groussherzoglech Arrêtéen aus de Jore 1915 respektiv 1939 ofgeschaافت, déi sécherlech, an ech meng



# SÉANCE 23

MERCREDI, 8 FÉVRIER 2017

D'Bierger an d'Betriber géifen net genuch informéiert ginn, se missten ze laang op Décisjounen waarden a géifen heiansdo guer keng Antwort vun der Verwaltung kreien.

Den Här Schneider hat den Artikel 17 zitéiert, wou dat aktuellt Gesetz keen Ênnerscheid téscht engem Biotop an engem Perimeter, wann do sollen Êmäunnerunge kommen, a baussent engem Perimeter mécht. Well dorënner d'Zones d'activités économiques falen, féiert dat zu onméigleche Situationen. Allerdéngs war den Här Schneider der Meenung, dass den Emweltminister just nach an der Zone verte sollt kennen interveniéieren.

Dat fanne mer net méi erëm. Eiser Meenung no ass do bei deene grénge Kolleegen déi rout Luucht ugaangen. Op jidde Fall fanne mer et am aktuellen Text net méi erëm.

Eng aner Fuerderung war déi...

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Här Eischen, erlaabt Der eng Fro vum Här Schneider?

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Ech erlaben et.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- Här Eischen, ech wëll lech just soen, zu deem Bréif, deen Der do dauernd vum Här Schneider zitéiert, stinn ech. A wär ech an därviregter Regierung eleng gewiescht, fir dat ze décideieren, dann hätt ech dat doten alles décideert. An och an der aktueller Regierung sinn ech leider net eleng maassgeblech, fir déi Saachen do all ze décideieren. Dofir ass eben net alles an deem Gesetz, wat ech mer gewënscht hätt als Wirtschaftsminister. Dofir kennt Der lech déi Méi spueren, dat èmmer erëm ze ernimmen.

Mä Dir wësst, wéi dat ass, wann ee muss mat anere Kolleegen eens ginn. Jiddwereen huet seng Ressorten ze verteidegen. Ech sinn nach èmmer der Meenung vun deem, wat an deem Bréif do steet, mä hu mech dann net an all deene Punkten duerchgesat vis-à-vis vun de Kolleegen, dat sougutt an der Regierung virdrun wéi an därviregter Regierung. Domat, mengen ech, hätt ech lech op År Argumenter geantwert.

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- An domadder gi mer dem Här Eischen erëm d'Wuert.

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Merci, Här President. Mir hate virun enger Zäit vun engem Knéifall geschwat virun de grénge Kolleegen. Da kann ech also elo constatéieren, dass dat dann net esou ganz falsch war. Mä bon, bref, dont acte. Ech hunn awer elo zur Kenntnis geholl, wat Der elo hei gesot hutt.

Mä trotzdem, mir bemängelen awer, dass et net drasteet! An ech mengen, dat ass eist gutt Recht dorobber hinzuweisen. A mir hoffen, dass d'Regierung nach eng Kéier dorobber zréckkéint.

Enner anerem war eng Suerg vun lech, an Dir hutt dee Bréif geschriwwen, an dee liest ee jo och mat engem gewëssenen Interessi, an da muss een nach eng Kéier drop zréckkommen a soen, dass do Saache keen Nidderschlag kritt hunn an engem Gesetz, dat sech ursprénglech op dee Bréif baséiert huet. A wa mer do Saachen net dran erëmfannen, deet eis dat leed.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- Mat Årer Partei war et och net méiglech.

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Jo, bon. Kommt, mir schwätzen, wat elo haut ass!

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Äre Bréif war dach némmen en ofgespeckte Résumé vun enger Etüd, déi den Här Wiseler maache gelöoss hat.

## (Interruptions)

Firwat war Äre Bréif dann en ofgespeckte Résumé?

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also, Här Schneider, vu wéini datéiert dee Bréif, deen Dir anscheinend geschriwwen hutt? An Dir wësst jo och d'Origin vun därganzer Geschicht!

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Här Wiseler, wann Der eppes wëllt soen, da frot d'Wuert!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mä ech hätt och gären, datt Der der Regierung datselwecht géift soen, wann Der mech hei interpelléiert.

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Ech hunn dat scho virdru gesot: Et ass elo just nach een, deen d'Wuert huet, dat ass den Här Eischen. Wann ech gelift, fuert weider mat Årer Interventioun! Wann ech gelift, elo just nach den Här Eischen, an duerno kennt Der gären nach eng Kéier eng Fro stellen. Et ass um Här Eischen. Wann ech gelift! Merci.

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Eng aner Suerg vum Wirtschaftsminister waren déi sougenannten Zones protégées d'intérêt national, déi per Reglement deklaréiert goufen. Hei kéim et des Ëftere vir, dass elektresch Leitungen, Transportinfrastrukturen oder aner Konstruktioonen, déi der Allgemengheet dénge sollen, onnéideg blockéiert ginn. D'Gesetz sollt hei dës Zort vu Konstruktioonen accordéiere können. Dat gëtt och net am Kontext vum Projet Omniibusgesetz geregelt. An ech wëll och énnersträichen, dass mir dat bedaueren!

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- Dir waart och do net derfir.

## (Brouhaha)

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Nach e lescht Beispill, wat ech gäre wollt ervirsträichen, ass awer dat mat der Validitésdauer vun de Geneemungen. Dat aktuellt Émweltschutzgesetz gesait effektiv vir, datt eng Geneemegung ongëlteg gëtt, wa se bannent zwee Joer net opgebraucht ginn ass. Dat ass esou deemoos gemaach ginn. Et hat sécherlech och seng Grënn, mä an der Praxis gesait et nun awer emol esou aus, dass een dacks muss och op aner Autorisationen waarden. A wann et da souwält ass, ass déi eng schonn net méi gëlteg, well d'Frist an der Tëschenzäit ofgelaß ass. Hei hutt Der deemoos... oder hei huet den Här Schneider deemoos gemengt, dass d'Gesetz misst eng Verlängerung virgesinn oder souguer eng méi laang Gëltegkeetsdauer.

D'Omniibusgesetz gesait hei awer vir, dass iwwer eng schriftech motivéiert Demande eng Verlängerung kann ugefrot ginn. Doropshi kann de Minister zwou Verlängerunge fir all Kéiers maximal ee Joer accordéieren. Ob dat elo dem fréieren oder dem aktuelle Wirtschaftsminister Schneider senger Fuerderung gerecht gëtt, bezweifele mer. Ausserdem riskeiert dëst zousätzlechen administrativen Opwand. Also, ob een hei elo vun administrativer Vereinfachung ka schwätzen, sief emol dohinnergestatt.

Bref, vun all dëse Beispiller, vun all dëse gutt gemengte Virschléi, déi jo net einfach esou an engem schwaache Moment néiergeschriwwen goufen, ass also, wéi gesot, am neie Gesetz náisché méi oder net méi vill ze fannen. Déi Elementer, déi ech elo opgezielt hunn, sollen awer elo am Kader vum Gesetzesprojet 7082 iwwert d'Émweltschutzgesetz, wat an der zoustänner Kommissioun jo behandelt gëtt oder do läit an da behandelt gëtt, drakommen.

Bon, elo gëtt och gesot, dat kéim. Bis elo läit et net hei. An dat, wat mer feststellen, dat, wat mer och e bësse schued fannen an deem Ganzen, dat ass, dass d'Regierung u sech elo mat zwou Vitessé schafft. Et gëtt mat zwou Vitessé geschafft. Do gesi mer eng Kontradiktioun, well d'Omniibusgesetz mat enger gewëssener Urgence traitéiert sollt ginn, fir esou séier wéi méiglech duerch d'Prozedur können ze goen an dann och a Krafft ze trieden. An dofir och meng Remarque vu virdrun, dass mer der Meenung sinn, dass awer den ausgebremsten TGV e bësse vun der Schinn ofkomm ass.

Als CSV hoffe mer dann zumindest, dass dat dann net nach wäert Wochen oder Méint laang dauer, bis och dës Mesuren endlech können a Krafft trieden. Menges Wëssens ass dat Naturschutzgesetz am August 2016 déposéiert ginn. Weider vill Avise sinn do nach net do. Also gi mer dervun aus, dass dat dann awer och nach e bësse kann dauer.

Mir bleiwen also derbäi, dass dëse Projet eis, esou wéi en hei virläit, net wäit genuch geet. Et ass also an eisen Aen och net richteg, wann de Minister nach virun engem Joer gesot huet, dass elo dës Regierung méi wäit géift goe wéi déi viregt Regierung. Dat ass net wouer! Dat war e bëssen de Leit Sand an d'Ae gestreet.

Dat, wat awer elo hei am Projet stéet, dat, wat elo hei netto dran ass, dat kann d'CSV énnerstézzen. Meng Partei hat während der Analyse vum éische relativ katastrophalen Avis vum Statsrot ganz vill Suggestiounen gemaach, déi beim Minister an och an der Majoritéit oppen Ouere gestouss sinn. An hien ass eis och do vill entgéintkomm. Dat soll ee soen.

Och, net némmen, mä och aus dëse Grënn an och well mer konstruktiv wëllen a Saachen administrativ Vereinfachung matschaffen, stëmme mir dëse Projet mat, an der Hoffnung, dass dëst net dee leschte vun de wichtige Schrëtt ass a Richtung vun enger nach méi konsequenter Simplification.

Ech soen och all deene Leit Merci, déi un dësem technesch Dossier matgewirkt hunn. An ech soen lech heibannen datselwecht fir d'Nolauschteren.

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Här Eischen, erlaabt Der nach eng Fro vum Här Wirtschaftsminister...

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Selbstverständliche.

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- ...oder huet sech dat eriwregt?

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- Här Eischen, ech wëll lech just nach eng Kéier drop hiweiseen. Wann Der hei Saache gesot hutt, déi a mengem Bréif stoungen an elo leider, wéi Dir da soen, net am Gesetz sinn, a wou Der bedauert, dass d'Gesetz net méi wäit geet, wëll ech lech nach eng Kéier soen: Dir hutt ee konkret Beispill gesot, wa mer zum Beispill Stromleitunge leeën, dass mer net méi müssen all déi Autorisationen hunn, déi mer haut müssen hunn. Da wëll ech lech soen: Dat ass net dran, well dat och an der Virgängerregierung net gaangen ass. Och do war Åren Emweltminister an Åren MDDIs-Minister net en faveur, fir dat doten ze maachen. Ech wëll dat... An och den Intérieur...

## (Interruption)

Neen, och den Intérieur war net en faveur.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Esou geet et awer elo net!

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- An do gëtt et... Da lauschtet, loosst mech ausschwätzen!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Jo, neen, mä...

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Mir maachen hei eng Fro, eng konkret Fro un den Här Eischen.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- Ech wëll just hei soen, Här Eischen,...

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Eng konkret Fro.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- ...fir d'Saach konkret ze soen: Mir hunn an der viregter Regierung leider náisché hikrit, wat dat doten ugeet. An an därviregter Regierung no sechs Méint - no sechs Méint! -, wou déi Regierung am Amt war, huet den Dan Kersch als Innenminister dee ganze Projet op den Instanzewee bruecht. Dass en hänke bliwwen ass am Statsrot eng Éwigkeet...

## (Interruption par Mme Octavie Modert)

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- ...dofir kann d'Regierung net. Mä Dir kennt awer elo net behaapten oder esou maachen, wéi wann énner enger CSV-geférierter Regierung dee Projet méi wäit gaange wär, well dat ass net de Fall. Mir sinn iwwerhaapt néierens ukomm an der viregter Regierung. An déi hei Regierung huet de Maximum gemaach, dee se ka maachen. An och wann de Wirtschaftsminister sech vun e puer Saache gewënscht hätt, dass déi méi wäit ginn,...

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Just konkret Froen, wann ech gelift.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- ...ass dat leider an enger Koalitioun net èmmer méiglech. An dat wësst Dir esou gutt wéi ech.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Bref, Dir hat an der viregter Regierung náisché ze soen.

► **Une voix**.- D'Madamm Modert wollt sech nach aschreiwen, fir d'Wuert ze kréien.

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Eng konkret Fro vun Årer Partei.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also, dat do war awer keng konkret Fro, Här President!

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Dir däerft eng Fro stellen.

► **Une voix**.- Dat do ass e Fait personnel.

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Dann dréit se esou, dass et als Fro gestallt gëtt, wann ech gelift!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also, et ass gutt, Här President. Ech froe mech, ob dat, wat...

## (Hilarité et brouhaha)

...de Minister elo hei gesot huet, an deem Senn esou stëmmt, well et ass awer kloer, datt déi viregt Regierung en Accord mat der UEL ausgeschafft hat an därviregter Zäit, wou eng ganz Rei Saachen drastoungen, déi net an dësem Text iwwerholl gi sinn. Leider war an der viregter Regierung keng Zäit méi, fir deen Accord émzeseten. D'ailleurs waart Dir an de Reuniounen vun der viregter Regierung, wéi deen Accord ausgehandelt gouf, mengen ech, net präsent. Dofir wësst Der vläicht net alles, wat mer do ausgehandelt hunn.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- Ech war net invitieré.

## (Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech mengen, Dir waart invitieré, Här Minister.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Dir waart an de Vakanz.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- An ech hu mer och elo selwer d'Antwort op meng Fro ginn, Här President.

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Merci elo fir déi Explikatiounen. An domadder soen ech dem Här Eischen och Merci. An den nächstes ageschriwwene Riedner ass de Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, ech denken an ech sinn der Meenung, datt et de Bierger dobaussen interesséiert, wéi mer am Dossier Simplification wiederkommen a wat fir eng Simplification administrative datt mer maachen, dat am Interessi vun de Leit, vun de Verwaltungen an de Ministère, an datt ee sech soll eens ginn, wéi een dat Ganzt mécht. An dann ass et kloer, wann ee verschidde Parteien huet, kann een natierlech och heihinnerkommen a soen: "Dat steet an deem sengem Wahlprogramm, datt steet an deem sengem Wahlprogramm, deen do steet dofir an deem do steet dofir"; et muss ee kucken, datt een ee Konsens kritt. An de Konsens soll dee sinn, an dat mierken ech awer, datt mer hei an deem Dossier, wou mer mierken, datt mer net weiderkommen, ee Konsens, een administrative Konsens solle kréien. An do, wou mer gesinn, datt d'Gesetz oder Reglementer obsolet sinn, solle mer déi dann einfach der Wierklechkeet uppassen. Dat ass dat, wat mir énner Simplification administrative verstinn.

## (M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech kann aus perséinlecher Erfahrung soen, datt, wann een... D'Stad Dikrech ass amgaangen, eng Zone industrielle ze maachen. A wann een dann herno kuckt, no fénnef Joer, sechs Joer, mat wat fir enge Reglementatiounen ee sech huet misse ronderëmklappen - natierlech sinn déi Reglementer och am Intérêt vun de Bierger! -, do muss ee sech awer heiansdo d'Fro stellen, wann ee wëllt kompetitiv bleiwen a wann ee wëllt eppes installéieren an organiséieren, datt een dat vläicht mat eng Simplification administrative bei verschidde Ministère, Administratiounen, déi all hir Berechtegung hunn, sollt koordinéieren, fir datt een am Dossier besser weiderkéint. Ech denken, do hu mer allegueren ee Konsens, wann ech lech hei esou nogelauscht hutt.

Ech géif awer gär vun der Geleeënheit profitéieren natierlech, fir dem Députéieren Yves Cruchten Merci ce soe fir sain ausférleche schriftech a mëndleche Rapport. Hien ass op all déi technesch Detailler an deem neien Omniibusgesetz agaangen, soudatt ech dat net méi wäert maachen.

Ech wäert dat awer belichten aus der Siicht haapsächlech vun de Gemengen.

Ech denken, mir schwätze schonn zénter Joren dovun, wéi wichtig et ass, dësen Exercice ze maachen, fir d'Gesetzer besser ofzestëmmen. An als LSAP si mer frou, datt den Innenminister Dan Kersch esou schnell de Projet de loi virgleucht huet. Do kann een èmmer driwwer diskutéieren, et hätt en nach méi Saache missen dramaachen oder verschidde Reglementer aneschters maachen. Fakt ass, datt mer op dee Wee ginn, datt d'Regierung op dee Wee gaangen ass, an dat begrëisse mer.



Ech muss lech awer soen, datt mer eis allegueren émmer derbäi ertappen, wa mer an de Kommissione sétzen, fir Reglementiounen anzeféieren an ze verschärfen. Dat heesch, och do musse mer dann am Konsens mat anere Gesetzer, anere Reglementer kucken, fir schonn an der Entstehungsphas vun engem Projet de loi vlächt dorunner ze denken, wéi een dat kéint besser koordinéieren. Dat kann ee maachen iwwer Commission-jointen. Nach muss et esou sinn, datt déi Commission-jointen dann esou organiséiert ginn, datt se dann all Kéiers an deem Projet de loi déi Verwaltungen oder déi Dossieren déi Ministère betreffen, déi en cours de route sinn.

Also och do, denken ech, ass eng gutt Koordinatioun erwünscht, fir dès le départ eng besser Koordinatioun vun der Entstehung vun engem Gesetz, notamment am Kader vun engem Projet de loi schonn esou ze koordinéieren, datt mer herno keng administrativ Hürden abauen, well deen ee mengt, dat wier gutt, an deen anere seet dann: „Ma dat do war e bëssen onnéideg, dat huele mer dann erém eraus.“ An dann hu mer keng Simplification administrative geschaft, dann hu mer näämlech de Contraire geschaft.

Kolleeginnen a Kolleegen, de staarke Wuess-tum hei zu Lëtzebuerg zwéngt eis natierlech och, méi rationell mat eise Ressourcen émzegoen a besser ze plangen. Dat war notamment d’Ausgangsbasis fir den IVL-Rapport vun 2004 an och fir d’Gesetz iwwert den Aménagement communal, dat am selwechte Joer a Krafft getrueden ass. Parallel dozou koumen eng Rei - an da gesitt Der, vu wat datt ech schwätzten - EU-Direktiven an de Beräicher Naturschutz, Waasserschutz, an déi sinn an déiswelche Richtung gaangen an déi hu mer eng no däraner émgesat.

D’Erausforderung besteet also doranner, all dès Bestëmmungen esou mateneen ofzegläichen, datt een ouni ze vill Bürokratie déi énnerschiddlech Interessen, déi an deenen Dossiere sinn, respektéiert. Zum Deel huet dat awer och dozou gefouert, datt mer eis selwer blockéiert hunn a mer Schwierigkeiten hunn, eis Infrastruktur am selwechten Tempo unzepassen, wéi eist Land wissst. Dat heiten ass deen éischten Ulaf, fir ebe mat engem Gesetz dat ze verbessern. Dat geschitt heimadder op jidde Fall.

D’Commission d’aménagement an d’Cellule d’évaluation gi ganz einfach opgestockt, wat hinen erlabe wäert, d’Dossiere méi schnell ze traitéieren. Vun der Zäitperiod ass scho geschwatt ginn. Ogrond vun den Erfahrungen, déi gemaach goufen, ginn eenzel Dispositiounen preziséiert. Et soll keng onnëtz Zäit verluer goen, well wéinst enger ondäitlecher Formulatioun zum Beispill am Gesetz Prozedurfeeler kéinten optauchen.

D’Gemenge sollen awer och entlaascht ginn. Ech mengen, dat ass och e wichtige Message heimat, wann et ém d’Ausschaffe vun Etüde geet. Se brauchen an Zukunft, wa se dat wëllen, net méi alles auszelageren an een externe Büro ze engagéieren. Wa se en eegene Service hu mat qualifizierte Leit, kenne se eng Rei Saachen och selwer maachen, wat sécher Zäit a Geld spuert. Dat hänkt natierlech och vun der Gréisst vun de Gemengen of an och dovunner, wéi d’Gemenge sech selwer wëllen organiséieren.

Eng Erliichterung ass sécher och déi manner émfangräich Étude préparatoire, déi muss gemach ginn, wann een en neie PAG wëllt ausschaffen. Et huet sech gewisen, datt de Volume vun deenen Etüden immens grouss ass, an datt d’Gemengen do vill Zäit opwennen, e grousse Käschtepunkt hunn. An d’Plus-value stet net onbedéngt a Relatioun dozou, soudatt et misst méiglech sinn, datselwecht Zil mat manner Opwand ze erreechen. Mir als LSAP begréissen op jidde Fall dès Émännerung.

Vu verschiddene Säite gëtt natierlech an deem dote Kontext, wann ee vu Simplification administrative schwätzzt, gefaart, datt domat d’Biergerbedeelegung kéint ageschränkt ginn, well an Zukunft d’Bierger manner Informatiounen kriten. Mir mengen awer, datt den Notzen, deen de Bierger vun esou Etüden huet, sech op jidde Fall net un der Säitenzuel moosse léisst. Au contraire! Heiansdo ass et fir de Bierger mat engem ganz émfangräichen an detailiéierten Dossier méi schwéier, mä fir de Bierger ass et méi einfach, wann en eng kuerz Analys huet, déi déi wesentliche Elementer, deen en intereséiert, enthält.

Fir eis ass et als LSAP ganz wichtig, datt de Bierger gutt informéiert gëtt iwwer all Projeten a Pläng, déi direkt oder indirekt dem Bierger seng Liewensqualitéit beaflossen, an datt se d’Geleeënheet kréien, hir Iddien a Remarqué mat anzebréngent. Ech erënneren drun, datt mer eis 2005 mat der Ratifizéierung vun der Aarbechtskonvention bewosst an dësem Senn verlicht hunn.

Dés Biergerbedeelegung mécht noutwendigerweis d’Prozeduren e bësse méi laang. Dat

heesch net, datt d’Prozedure sollen endlos an d’Längt gezu ginn. Dat heesch dat menger Meenung no op jidde Fall net. Mir müssen do een effiziente Wee fannen. An dat si mer amgaangen ze maachen, fir all wichteg Aspekte am Kader vun engem Projet ze berücksichtigen. Dozou gehéiert och, datt d’Bierger mat hire Bedenken eesch geholl ginn.

E positive Schrëtt an déi Richtung ass sécher, datt d’Omnibusgesetz vorschreift, datt eng ganz Rei wichteg Dokumenter müssen op der Websäit oder op der Internetsäit vun hirer Gemeng publiziert ginn. Déi traditionell Veröffentlichungsmechanismen a -methoden, wéi d’Publikatioun an - mengen ech - véier Dageszeitungen ass et, an och d’Dokumenter, déi bei der Gemeng ausleien, bleiwe weiderhi bestoent. Mä et muss ee sech, oder de Bierger muss sech net méi extra zu Bürosstonnen op d’Gemeng déplacéieren, fir en Dossier kënnen anzegeissen.

Mir maache mat dësem Gesetz also endlech e Schrëtt no vir. Mir sollten eis awer náischte virmaachen: Och dat ass schonn ugeklongen, datt et domadder net gedoen ass! De Rapporteur huet dat gesot: Dat hei muss ee kontinuéierlechen Exercice sinn, wou mer émmer müssen iwwerpréiwen, a wat fir eng Richtung datt mer déi Simplification administrative dreien. Op jidde Fall musse mer se émmer virundreiwen.

Lëtzebuerg, an dat ass de kruizale Punkt, wäert och weiderhi wuessen. Mir kréie méi Awunner, schafe méi Aarbeitsplätze. Mir wäerten also an deenen nächste Joren, Jorzméngte missen nei Lotissementer, Stroossen, Schinnennetzer ausbauen, d’Kläranlage wäerte vergéissert ginn, Platz fir Industrie a Commerce musse mer schafen. Also wäerte mer vill Aarbecht virun eis hunn, déi natierlech och d’administrativ Prozedure vlächt net verklengert, mä mir musse se op jidde Fall vereinfachen.

D’Interessenskonflikt téschent all deenen Aktivitéiten an deen néidege Schutz vun eise Gewässer, Naturlandschaften, der Biodiversitéit wäerten net ofhuelen, mä sech éischter verschärfen. Mir brauchen deemno, wéi gesot, effikass Mechanismen, fir déi Interessenskonflikt opzeléisen op eng Manéier, déi eis Entvécklung mécht.

Fir d’Chamber bedeit dat, datt et, an dat ass gesot ginn, net fir d’Lescht ass, datt mer eis mat deene Gesetzer, déi elo mam Omnibusgesetz schonn ugefaangen hunn, och wäerte misse beschäftegen. E puer Projet-de-loien an deem Senn sinn och schonn um Instanzewee; si betreffen den Aménagement du territoire, d’Naturschutzgesetz an d’Waasserschutzgesetz.

E wichtige Punkt, denken ech, ass, datt mer eng Koordinatioun musse kréien um Niveau vun de Projeten téschent de staatleche Verwaltungen an de Ministères an haapsächlech de Gemengen. Dat muss weidergedriwwen ginn an dëst am Senn vun der Informatioun an der Planung vun alle Concernéierten.

Den Timing an d’Ausféierung vun Infrastruktuararbechten, an dee Projet de loi vu virdrun huet et gewisen iwwert den haut Débit, wou de Rapporteur selwer gesot huet, datt déi Aarbechte musse koordinéiert ginn. Wann zum Beispill e Kommunikatiounsréseau geluecht gëtt, muss do natierlech téschent de Verwaltungen an de Gemengen déi Informatioun ausgetosch ginn.

Dëse Projet de loi erlaabt et, d’Délai vun de Prozeduren erofzeseten an de Käschtepunkt vun den Dossieren an deem Senn och ze minimiséieren. Mir sinn haut am Zäitalter vun der Informatik an der Digitalisatioun a mir sollten d’Säärkte vun dësen Technologien ausnotzen, dëst am Senn vun de Bierger, de Gemengenadministrationen an de Ministères. Mir können haut eng Etapp op deem laange Wee ofschléisen.

An domadder ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktiou zu dësem Projet de loi. Ech soen lech Merci fir d’Nolauschteren.

#### ► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Haagen. An als Nächsten huet den Här Gusty Graas fir d’DP d’Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d’Monster vu Loch Ness, dat jo zénter 1930 Nessie genannt gëtt, ass scho ganz vill geschwatt ginn. Et sin der, déi behaupten, se hättent et scho gesinn, mä keen huet nach bis elo awer e Bewäis bruecht. - Firwat soen ech dat? Mä ganz einfach, well de fréieren CGFP-Généralsekretär Jos Daleiden, wann e vun der Simplification administrative geschwatt huet, dann huet en déi émmer mam Monster vu Loch Ness verglach. An do war eng Wourecht drun!

Et ass immens vill émmer iwwert déi geschwatt ginn, mä keen huet se iergendwéi richteg ze

pake kritt. An dat mannst, wat ee ka jiddefalls soen, datt an deene leschte Jorzméngten d’Simplification administrative en Dauerbegréff vun der Lëtzebuerger Politik ass. Et ass émmer erém versicht ginn, émmer erém, wann eng nei Regierung an d’Land komm ass, fir eng Entstébung virzehuele vun eise Reglementen an eisem Gesetzesdschungel. Et ass awer meeschents némme bei Usätz bliwwen an et huet een oft gewaart op e Gesamtkonzept.

Ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill am Oktober 2007 hei an der Chamber och eng animéiert Debatt war iwwer e sougenannten „Entfesselungsprogramm“ fir eis Betriber. Et muss e haut feststellen, datt awer nach émmer vill Fesselen dorémmer bestinn, an datt mer endlech awer och müssen Neel mat Käpp maachen, fir, wéi gesot, déi Fesselen dann och do ze léisen.

„Fréier war d’Simplification administrative Chefsaach, elo gëtt se Tatsaach.“ Dat ass eng Ausso vum Statsminister Xavier Bettel geleeënt-lech senger Ried iwwert d’Lag vun der Nation am Joer 2016. Dat stëmmt. Effektiv huet sech vun do u villes geännert. A wann och hei versicht ginn ass, elo drop hinzuweisen, datt émert deene leschte Regierungen, virun allem der leschte Regierung och villes an d’Wee geleet ginn ass, dann ass dat net ganz falsch. Mä Tatsaach ass awer, datt dès Kéier emol wierklech e Gesetzesprojet hei virgeluecht gëtt, wou wéi gesot dann net manner wéi eelef Gesetzer modifiziéiert ginn an zwee Arrêté-grand-ducalen ofgeschaft ginn.

Dann ass och schonn hei den Aktiounsplang „Einfach Lëtzebuerg“ genannt ginn. Deen ass u sech och op de Schinnen. A mir sinn natierlech och do gespaant, wéi deen an Zukunft sech elo wäert entwéckelen.

Wa mer wëllen natierlech e modernt Land bleiwen - an ech gleewe jo net, datt een dat net wëllt -, dann ass et evident, datt mer nach wéi vor müssen immens Efforte maachen, fir eng adaptéiert Gesetzgebung ze schafen. Mir müssen oppene Geescht beweisen. Mir musse weiderhin déi Dieren, déi mer no baussen opstoussen, och grouss opahlen. Et si ganz vill Leit, déi op Lëtzebuerg kommen. Et si ganz vill Leit, déi heihinner investéiere kommen.

A firwat komme se? Virun allem awer och, well se dach gréissendeels eng Gesetzgebung virfannen, déi an der Regel net ze vill komplizéiert ass. An eis Ekonomie kann och némme floréieren, kann och némme sech besser entwéckelen, wa wéi gesot d’administrativ Weeë kuerz sinn. Duerfir ass et och wichteg, datt regelméisseg eng Radiografie vun der besteeender Gesetzgebung hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass virdrun hei schonn ugeklongen, den 21. Mee 2015 hu mer schonn en éische Volet vun deem Gesetz hei émgesat. Et war jo propo-séiert ginn, fir dat ze scindéieren. Dat war och richteg esou. Et geet jo schlussendlech hei ém d’PAG vun de Gemengen. Mir wëssen horge-nne, datt déi Délaien, déi ursprünglich fixéiert gi waren, natierlech fir déi mescht Gemengen net konnte respektéiert ginn. Mir hunn déi deemools du verlängert op den 8. August 2018.

Selbstverständlichkeit däerf een net vergiessen, datt dëst Joer e wichtegen Datum fir d’Gemeindepolitiker ass. Et si Wahlen den 8. Oktober. Wie weess, wat do an där enger oder anerer Gemeng ka passéieren. Dann ass natierlech d’Gefor net kleng, datt mer leider vlächt, wat d’Diskussioun vun de PAGen ubelaingt, an eenzelne Gemengen erém wäerten op d’Ligne de départ zréckgoen.

Haut jiddefalls stëmme mer dee wichtegsten Deel, dee voluminéisen Deel vun dësem Gesetz. An ech hunn et jo scho gesot, datt hei net manner wéi eelef Gesetzer émgeännert ginn. De Conseil d’Etat hat jo ee Moment gemengt, propo-séiert, mir sollte quasi pro Sujet ee Gesetz maachen. Ech mengen awer, datt mer do net onbedéngt eng gutt liddi novollzunn hätten. Et ass scho richteg, datt mer hei e Gesamtgesetz gemaach hunn.

Ech wëll och direkt virausschécken, an dat wäert och wéineg Leit heibannen iwwerlassen, datt d’Demokratesch Partei jo virun allem déi Partei ass, déi sech émmer derfir assetzt, datt mer eng Gesetzgebung hunn, déi et erlaabt, fléissenden Orlaf vun den administrativen Weeë ze hunn.

Ech wëll och hei un eng Proposition de loi vum Henri Grethen nach eng Kéier erënneren, déi hien de 24. November 1992 déposéiert hat. An do ass et dréims gaangen, datt u sech de Prinzip vun dräi Méint Stéllstand vun enger Verwaltung, dee Moment ass émmer gesot ginn: „vaut refus“, datt den Henri Grethen gesot huet, ma mer dréien dat ém: „vaut accord“. Deemoos ass dat e bësselchen als, jo, utopesch duergestallt ginn. Ech muss allerdéngs haut

feststellen, datt dat, wat den Henri Grethen 1992 scho virausgesinn huet, awer haut zu engem gudden Deel schonn agetrueden ass.

Ech erënneren zum Beispill un den Artikel 26 vun dësem Gesetz, wou drasteet, wann de Minister no engem Mount keng Antwort op e modifizierte PAP gëtt, dann ass dee wéi gesot ugeholl. Oder den Artikel 38, do gëtt deeselwechte Prinzip ugewannt, wann de Kulturminister no dräi Méint keng Reaktioun gëtt op eng Demande vun enger Enseigne publicitaire. Do gesitt Der also, datt awer lues a lues dee Geescht sech émmer méi och bemierkbar mécht.

An et ass och novezollzéien, et ass och wichteg, well ech mengen, och de Bierger huet awer e Recht op eng Antwort an engem räsonabelen Délai! A losse mer ganz éierlech sinn: Jiddweree vun eis huet schonn déi schlecht Erfahrung gemaach. Mir schécken e Bréif un iergendeng Verwaltung, a wann et gutt geet, kritt een en Accusé de réception an dat war et. Dat kann et net sinn! Och d’Verwaltungen hunn eng Obligation vis-à-vis vum Bierger. An ech mengen, an deene meeschents Dossiere kann een och an dräi Méint eng anstänneg Antwort preparéieren.

Natierlech wëllt dat elo net heeschen, datt een hei der Willkür ka fräie Laf loessen. Neen, et muss och schonn deementspriedend awer émmer sech ganz konzentréiert op Antwerte baséiert ginn.

Wa mer hei déi eenzel Avise vun dësem Gesetzesprojet analyséieren - dat wëll och natierlech elo net am Detail hei maachen -, da fanne mer awer ganz séier eraus, datt u sech e ganz positiven Toun do ass, sief dat vun dem OAI, sief dat d’Chambre de Commerce, d’Chambre des Métiers, d’Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

Natierlech kann een do net alles deelen, wat do proposiéiert gëtt. Et ass mer zum Beispill eppes opgefall: Do ass gefrot ginn, datt een an Zukunft soll fir éffentlech Bauprojeten net méi onbedéngt missen eng Autorisation ausstellen. Ech mengen, dat géif allerdéngs e bësselche wäit goen, émsou méi dann och vlächt de Bierger net méi d’Méiglechkeet hätt, Recours anzeréechen. Dowéinst, wéi gesot, losse mer awer och elo nach émmer hei um Buedem bleiwen!

Am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires ass mer eppes opgefall, wat ech och als ganz interessant empfannte, well et och grad vun hinne kënnt, wou se drop pochen, datt d’Formation continue nach soll méi pousséiert ginn. Besonnesch wann, wéi gesot, andauernd d’Gesetzer ännern, ass et och wichteg, datt d’Beamte beschrifteg informéiert an och forméiert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et si jo virun allem natierlech d’Gemengen, déi an dësem Gesetz hei prioritar viséiert sinn, well et jo och ganz vill ém Baupolitik geet, PAGen, PAPen a Bauterreglementer. Natierlech sinn dat oft d’Ursachen, firwat datt eng Rei Retarden entstinn. Da gëtt dobaussen zum Deel och geknoutert. Allerdéngs däerf een hei elo net pauschal behaapten, dat wier dann d’Schold vun den einzelne Verwaltungen. Neen, mir hinn natierlech Prozeduren, déi et net émmer erlaben, schnellstméiglech ze reagéieren.

An dësem Gesetz gëtt jo elo och den Effort gemach, fir d’Opstelle vun engem PAG nach méi schnell, nach méi transparent ze gestalten. Et däerf een natierlech och net vergiessen, datt mer eis émmer e bëssen hei téschent zwou Fronte bewegen. D’Tatsaach, datt de Schäffer elo am Fong geholl dem Gemengerot némmen nach brauch eng Fiche de présentation amplaz e Rapport de présentation ze présenter, ass u sech schonn eng gutt Saach. Mir müssen allerdéngs, wéi gesot, oppassen, datt awer och nach émmer de Gemengerot beschrifteg informéiert ass, fir datt e sech kann iwwer e PAG och gutt ausdrécken.

De Geescht vun enger moderner Verwaltung hält hei och iwwert de Wee vun deem Gesetz Anzuch a virun allem wéi gesot, datt de Support informatique elo émmer méi u Bedeutung gewennt. Dat ass och ganz richtig. Et kann een effektiv net jiddwerengem zoumudden, deck Wälzere vun 100, 150 Säiten duerchzubliederen, wann en iwwert de Klick dat awer kann doheem gemittlech maachen. Dowéinst muss d’Kommunikatioun mam Bierger - dat ass náisch Neits - émmer erém verbessert ginn!

Ech wëll awer och hei eng Remarque maachen: Et gëtt jo nawell gären émmer esou liicht do-bausse vu verschiddene Säite behaapt, wéi wann de Bierger net géif genuch informéiert



ginn. Jo, wat solle mer dann nach alles machen?! Et huet een awer haut eng Flut, eng hell Flut vun Informatiounsméiglechkeeten! Mä losse mer awer och ganz éierlech sinn: Och deen Eenzelne muss awer heiansdo e bësselchen Effort maachen! Ech behaapte jiddefalls, datt mer an enger Gesellschaft liewen, wou mer nach ni esou informéiert goufen, nach ni esou vill Méiglechkeeten haten, informéiert ze ginn! Mä, wéi gesot, och deen Eenzelne muss dann heiansdo e bësselche sech druginn.

Wat elo d'Reklamatiounen ubelaangt, déi kénne géint de PAG erabreucht ginn, ass hei jo festgehale ginn, datt dat an Zukunft émmer muss schrëftlech sinn. Och dat, fannen ech, ass eng Noutwendegkeet. Och do muss deen Eenzelne wéissen, datt en eng gewësse Verflichtung huet.

Datt déi eenzel Gemengen elo kënnen, wa se iwwer en appropriéierte Service technique verfügen, selwer PAPE respektiv Modifikatiounen vu PAGE virhuelen, ass a priori eng gutt Saach. Ech wéll allerdéngs hei énnersträichen, datt dat awer elo natierlech net allgemeng méiglech ass, well déi meesch Gemengen dach, wat de Service technique ubelaangt, personalméisseg net onbedéngt esou équipiéert sinn, an de Service technique vun enger Gemeng enorm vill Aarbecht ze leeschten huet.

An ech gesinn dat emol guer net esou negativ, datt fir esou Projeten émmer e Bureau d'études mat erbäigezu gétt, well de Bureau d'études vlächt heiansdo méi Pressiou kann ausüben (veuillez lire: well op de Bureau d'études vlächt heiansdo méi Pressiou kann ausgeübt ginn). An, wéi gesot, de Rôle vum Service technique bestet jo da virun allem och als Kontroller. An dat ass och enorm wichtig. Duerfir, wéi gesot, wann natierlech d'Gemeng d'Méiglechkeeten huet, soll se dat iwwer hir ege Leit maachen. Mä et huet schonn ee vun de Virriedner et hei och gesot, da muss natierlech awer och déi néideg Ressource humaine do sinn.

Mir begréissen och, datt d'Commission d'aménagement elo reforméiert gétt. Doduerch kann natierlech och en zousätzleche bessere Rhythmus entstoen. Datselwecht gélt och fir d'Cellule d'évaluation. Déi huet jo an Zukunft elo némme nach zwee Memberen. Datt d'Gemengen, wéi gesot, net émmer frou sinn iwwert déi laang Délaien, wou se musse waarden, bis datt déi Dossieren dann approuvéiert aus dem Intérieur erëmkommen, ass och nozovollzéien. Hei kann also elo, wéi gesot, hoffentlech eng Verbesserung antrieden.

Dann ass eng interessant Diskussioun och entstane mat der Revision vum modifizierte Gesetz vum 19. Juli 2004 vum Aménagement communal an och iwwert den Aménagement du territoire vum 30. Juli 2013 iwwert d'Entschiedegungen, déi ausbezelt ginn oder accordéiert ginn am Fall vu Servituden.

Sécher, ech mengen, besonnesch als liberal Partei ass een do émmer ganz hellhöreg, wann et drëms geet, datt soll privat Propriétéit aneschters affektéiert ginn, wéi ee sech dat virgestallt hat. Duerfir si mir vum Prinzip op alle Fall der Meenung, datt hei d'Recht op eng Entschiedegung muss bestoen, wann, wéi gesot, eng privat Propriétéit aneschters affektéiert gétt, vlächt u Valeur géif verléieren. Duerfir ass et awer och gutt, datt hei e gewëssene Kompromëss fonnt ginn ass an datt jo u sech déi Demande no fennet Jor dann och verfällt. Mä wat wéi gesot wichtig ass fir eis, ass, datt et awer dee Prinzip hei gétt.

Och wat d'Opstelle vum PAP ubelaangt, gétt et jo elo eng Rei Neierungen. Virun allem wéll ech op den Artikel 26 hiwiesen, dee vun där Procédure allégée do schwätzt. Bon, do kënne sech zwar och an Zukunft emol Interpretationsproblemer erausstellen. Wat ass eng Modification ponctuelle? Wéi ass dat ze interpréteréieren? Do ass natierlech de Schäfferot, deen déi Décision vun huelen. Mä ech hoffe jo net, datt mer do nei Sträitfall elo déclenchéieren. Mä et muss een awer ganz virsücheg och an där ganzer Saach do sinn.

Jiddefalls bewege mer eis och do an engem gewëssene Spannungsfeld téschent privat Propriétéit an och PAPEn, wat den nouveau Quartier ubelaangt. Well wa jo d'Halschent vun den Terraine besézzen, d'Recht kréien, e PAP ze maachen, da kann dat awer och au détriment goe vun anere Propriétairen, déi net domat d'accord sinn, datt sollen esou PAPE gemaach ginn. Och do, wéi gesot, muss een drop hoffen, datt awer hei sënnvoll mateneen dann émgaange gétt.

E weidere wichtige Volet, mengen ech, ass awer och, wat d'Publicitéitsenseignen übe-

laangt, datt do de Buergermeeschter elo emol zousätzlech Kompetenze kritt. Och dat ass némmeen ze begréissen. Et ka jo och net sinn, datt elo all klengt Schéld, wat egal wou opgehaange gétt, muss eng ganz Prozedur duerchlafen. Woubái een allerdéngs och muss oppassen, datt mer elo net e Wirrarr vu Publicitéitsenseigné queesch duerch d'Uertschafte kréien. Duerfir ass et och gutt, datt natierlech de Kulturministère nach émmer kompetent ass, wann et ém Enseigné geet, déi bei Sitten opgehaange ginn, déi klasséiert sinn, awer datt an Zukunft och muss dann de Buergermeeschter respektiv d'Gemeng awer informéiert ginn, wann esou eng Demande en cours ass oder wa se autoriséert ass. Well oft fierst een duerch seng Gemeng an dann op eemol gesäit een iergendwou e Schéld do hänken, an et weess een emol net, wou et hierkomm ass. Ech fannen, datt och do de Buergermeeschter respektiv de Schäfferot awer d'Recht muss hinn, émmer frézáiteg informéiert ze ginn, wat an der Gemeng do lass ass.

Et gesäit ee jo dann oft, datt Baugeneemegungen ausgestallt ginn, déi dann no enger gewëssener Zäit verfalen, well se net genotzt ginn. Elo stelle mer zwar an Aussicht, datt ee se kann theoretesch zweemol ém e Joer verlängeren. Ech géif allerdéngs soen, datt dat och némme soll an Ausnamsfall gemaach ginn, well mir wéissen, datt et och Leit ginn, déi d'Baugeneemegung ufroen an dann aus iergendengem Grond net ufänke mat bauen. Besonnesch schlëmm ass dat, wann et sech ém Haiser handelt, déi vlächt misste restauréiert ginn an déi dann och nach an enger Agglomeration an enger Haaptstrooss leien a wou dann absolut guer náischt geschitt. Dat kann et jiddefalls net sinn. An an esou Fäll soll op kee Fall eng Baugeneemegung dann och nach verlängert ginn.

Datt elo fir méi kleng Aarbechten um Gemengeplang net méi eng Geneemegung zoustänneg ass: Effektiv, wann een elo eng Veluxfénster a sain Daach setzt, datt dowéinst och muss eng ganz Prozedur déclenchéiert ginn, do kann ee sech d'Fro stellen, ob dat opportun ass. Allerdéngs muss et émmer esou sinn, datt zumindest awer d'Gemeng informéiert gétt iwwer Aarbechten, och wa se némme klenger Natur sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer hei an dësem Land zousätzleche Wunnensraum brauchen, dat ass kee Geheimnis. Besonnesch dës Regierung setzt jo den Akzent virun allem op déi Politik. Eis Populatioun wiisst. Och dat ass náischt Neits. An datt och jonk Leit mussen d'Recht hinn, sech en eegent Heem unzeschafen, ass eppes ganz Evidentes. An dowéinst ass et och wichtig a richteg, datt gekuckt gétt: Wou kënne mer nach zousätzleche Bauterrain da kréien?

Bon, duerfir gétt jo dann och de Pacte Lögement hei zum Deel émgeännert. Hei geet et virun allem ém d'Virverkafrecht. Och do kann een natierlech e bësselchen dann a Contradicton, jo, mam Egentumsrecht kommen. An et däerf ee jo och erëm net vergiessen, datt de Propriétaire kann hei gewëss Rechter allerdéngs verléieren. Ech schwätze besonnesch vum Droit de préemption, wat jo elo ausgedeené gétt iwwert d'Zone urbanisée eraus; et däerf ee jo elo net méi „Perimeter“ soen. Do kann et natierlech de Fall sinn, datt emol een oder deen anere Propriétaire dann och net déi Affektioun iwwer seng Terraine kritt, déi e sech vlächt virgestallt hat. Mä de Statsrot huet jo an deem Senn och eng kleng Brems agehuecht, datt jo do déi Bande op 100 Meter limitiert ginn ass.

Mat dësem Omnibusgesetz gétt dann och d'Waasserschutzgesetz émgeännert. Do muss ech éierlech soen, an ech schwätzen elo e bësselche vlächt da méi a mengem perséinlechen Numm, do hunn ech éierlech gesot awer liicht Problemer. Datt mer elo d'Méiglechkeet kréien, och an Iwwerschwemmungszonen ze bauen, dat ass jo awer relativ delikat. Op där enger Säit bekloe mer eis émmer iwwert d'Versetzung vun eiser Landschaft, vun eisen Terrainen, op där anerer Säit maache mer hei jo elo e bëssem d'Dier op. Bon, ech weess, datt et énner strenge Konditiounen ka stattfannen. Dowéinst maachen ech och wierklech den Opruff hei, awer némmeen an extremen, ech géif scho bal soen Noutsituatiounen dat do zouzeloosser. Well mir wéesse jo awer allegueren, an do brauch ee sech némme mat Spezialisten ze concertéieren, da kritt een dat ganz kloer confirméiert, wann - wann - mer Problemer émmer méi mat Iwwerschwemmungen an dësem Land hinn, dann ass et énner anerem och, well eben dach relativ vill zoubétonéiert gétt. Dowéinst, wéi gesot, hei géif ech awer bidden, vun deem Gebrauch do relativ wéineg ze profitéieren.

Um Niveau vun der Gemengeverwaltung selwer sinn dann och elo eng Rei positiv Verbesserunge virgesinn. Ech denken do un d'Emännerung vum Gemengegesetz vun 1988.

Hei geet et virun allem och ém d'Delegatioun. Bis elo war dat jo och émmer limitéiert. A virdrun ass dat och scho richtegerweis hei gesot ginn. Et kann net sinn, datt e Bierger op eng Gemeng kénnt a seet: „Ech hätt gär en Extrait vu mengem Acte de naissance oder Acte de mariage“, an da seet een: „Kommt an zwee, dräi Deeg erëm! Dee Beamten ass net hei, de Buergermeeschter ass an d'Vakanz.“ Dat kann et einfach net sinn! Datt mer dat awer elo emol ausdeenen, datt déi Barrière vun de 25 Joer ewechfält, ass richteg, an datt et an Zukunft och net muss onbedéngt e Fonctionnaire sinn. Allerdéngs, och do hate mer ee Moment wéilles, ze wäit ze goen, wa mer einfach némme den Term „Agent“ stoe gelooss hätten. Dat soll elo net pejorativ gemengt sinn, mä wann op eemol och de Portier d'Méiglechkeet gehat hätt, seng Énnerschrëft énner eng Kopie ze setzen, ech mengen, do si mer eis eens, datt dat net onbedéngt ustriewenswäert gewiescht wär.

Ech wéll och net weider elo an aner Detailer agoen. Ech mengen, den Yves Cruchten, deem ech och Merci soe fir sang exzellent Rapporten, huet dat scho ganz gutt gemaach.

Vlächt awer nach - an ech muss éierlech zouginn, ech wousst dat och net esou an deem Detail: Anscheinend gétt et jo hei zu Lëtzebuerg, Här Minister, 40 Gemengen, déi kee Polizeireglement hinn. Do muss ech allerdéngs soen, datt fannen ech awer méi wéi erstaunlech! An do gétt et awer héich Zäit - héich Zäit! -, datt een awer vlächt deene Gemenge gentiment ze verstoe gétt, datt dat awer net méi ka sinn, datt déi awer och sech sollen e Polizeireglement ueleeën. Da kéinte mer och gewësse Saache vlächt direkt iwwert de Wee dovnunner reglementéieren.

En Haaptakzent vun dësem Gesetz läit natierlech och um sougenannte Kommodo-Inkommodos-Gesetz. Do muss ech soen, dat ass wierklech e ganz positive Volet. Hei gi jo elo zwou nei Klasse geschaافت. Hei gétt jo am Fong elo emol eng Scissiouen och vu fréier duebelen Autorisationen virgeholl. Dat ass ganz wichtig, ganz interessant. Mir gesi jiddefalls net an, wa wierklech e Projet do ass, deen exklusiv den Naturschutz concernéiert, datt dann och nach huet missen d'Inspection du travail et des mines eng Autorisation ginn. Hei, wéi gesot, gi mer ouni Zweifel an déi richteg Richtung an dat ass och eng gutt Saach esou.

Et huet een natierlech och e bësse stutzeg gemaach, wann een de Rapport gelies huet, datt do erauskomm ass, datt eng Rei Betribier hei zu Lëtzebuerg - bon, ech setzen et zwar elo emol téshent Guillmeten - „an der Illegalitéit“ sech beweegt hinn, well se eben net déi néideg Autorisationen haten. De Feeler louch dann natierlech net direkt bei de Betribier, de Feeler louch dann éischter wéi gesot un deene laangen Délaien an och, well d'Dossiere munchnol dann net komplett waren. Dowéinst ass et och héich Zäit ginn, datt an deem Senn elo hei eng Emännerung kénnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech, wa mer déi eelef Gesetzer hei émänneren, da ginn och eng Rei Gesetzer émgeännert, déi entre-temps och op engem anere Wee schafft um Instanzewee sinn. Dowéinst ass et wichtig - ech denken hei virun allem un d'Waasserschutzgesetz, ech denken un d'Naturschutzgesetz -, soubal natierlech déi Aarbechten ofgeschloss sinn, datt direkt och müssen Textes coordonnés kommen, net datt awer op eemol do Oublie géife entstoen.

Wa mer deen Exercice vun haut ofgeschloss hinn, dann hu mer ganz gutt Aarbecht gemaach. Mä mir sollen natierlech ganz realistesches sinn, mir müssen och no vir kucken. Dat hei ass - wéi soll ech soen? - en never-ending Prozess. Mir musse permanent eng Radiografie vun eiser Gesetzgebung maachen. Mir musse permanent de Courage hinn, och emol munches a Fro ze stellen! A wa mer esou déi ganz Secteure vun der Gemengepolitik oder vun der nationaler Politik d'Uertschafte kréien, da fanne mer och ganz séier eraus, datt et awer nach eng Rei Punkte ginn, wou ee sech awer Froe muss stellen.

Ech wéll zum Beispill op d'Betreibungsstrukturen och ze schwätzen kommen. Ech muss awer éierlech soen, heiansdo stellt ee sech awer d'Fro, firwat datt an engem Sall, an engem Raum, wou allerlee Aktivitéité stattfannen, awer Kanner iwwer Métteg net kénnen iessen oder esou. Och do mengen ech, solle mer awer an Zukunft e bësselche méi Mënscheverstand spille loosser an net awer bis an dee leschten Detail alles musse reglementéieren. Wéi gesot, en iwwerdríwwent Sécherheetsgefill kann och kontraproduktiv sinn. Dowéinst, och do solle mer eis eng kleng Hausaufgab ginn, vlächt fir e bësselche manner streng mat eis selwer ze sinn an emol heiansdo méi de gesonde Mënscheverstand spiller ze loosser.

Jiddefalls, mat dësem Gesetz gétt dem Term „Simplification administrative“ ouni Zweifel eng nei Dimensioun ginn. Et ass e richtegen, e wichtige Schrétt an d'Zukunft. Natierlech wäert d'Praxis elo weisen, ob mer de Wee och an deem Senn richteg ageschlossen hinn. Nach eng Kéier: Haut ass e wichtigen Départ ginn, mä mir sinn nach net op der Ligne d'arrivée ukomm. An duerfir solle mer dee Prozess hei weider och fleegeen.

Wéi gesot, an deem Senn ass d'Demokratesch Partei frou, datt et zu deem Text hei komm ass, a mir wäerte selbstverständliche e Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Graas. An den Här Adam fir déi gréng ass scho prett. Dir hutt d'Wuert.

► M. Claude Adam (déi gréng).- Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, vun engem Omnibusgesetz gétt émmer da geschwat, wann een eng ganz Rei Punkten an engem Gesetz zesummestreckt, déi némme bedéngt eppes mateneen ze dinn hinn. An ech sinn dann och elo, mengen ech, deen éischten net aktive Gemengepolitiker, deen hei Stellung dozou hält. Et ass ganz vill hei vu Gemenge geschwat ginn, an ech hinn dann elo och d'Geleeéenheit, fir mer dann nach e puer Méint ze iwwerleéen, ob dat hei mer elo Loscht gemaach huet, fir erëm eng Kéier an der Gemengepolitik aktiv ze ginn, oder ob ech éischter ofgeschreckt ginn, fir nach esou e Wee ze maachen.

Mir ännere mat deem Text hei 13 Gesetzer oder legal Texter. An de Point commun vun dësen Ännernungen ass, esou steet et am Exposé des motifs an esou huet de Rapporteur et och gesot, de Wonsch, fir eisen öffentlichen Déngschte moderniséieren, an déi Beméungen, fir administrativ Prozesser ze vereinfachen, also déi sougenannte Simplification administrative weiderzudriewen.

Et ass och schonn drun erënnert ginn, datt mer schonn den 21. Mee 2015 e klengen Deel vum Projet de loi 6704, an zwar de Projet de loi 6704A hei debattéiert a gestëmmt haten, wou mer den Artikel 108 vum Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal geändert hat. Dat hate mer gemaach, fir ze vermeiden, datt a ronn 90 vun 105 Gemengen d'PAGE géife caduc ginn.

Omnibusgesetzer weise meeschters drop hin, datt et e generelle Problem ze léise gétt, deen iwwergräifend an der Gesetzgebung besteet. De generelle Problem hei, deen huet och en Numm. Et ass déi sougenannte Lourdeur administrative, déi duerch eng Simplification administrative soll behuewe ginn. Den Ausdruck vun der Simplification administrative, dee kann natierlech och mëssverstane ginn an huet och scho fir esou munnech Polemik gesuert.

Prinzipiell kann ee jo némme d'accord sinn, wa mer op de Wee ginn, déi Schwéierfällegekeit vu verschiddene Prozeduren opzehiewen. An dësem Fall weist dat och op e Reformstau hin, well zénter 20, 30 Joer Problemer a ganz ville Bräicher net richteg ugepaakt gi sinn. Mir schaffen also hei och un Áltaste vu viregte Regierungen, déi dann elo endlech ugepaakt ginn. Fir et mat de Wieder vum Kolleg Gusty Graas ze résüméieren: Et ass vill vum Nessie geschwat ginn, mä et hat keen et ze pake kritt.

Schonn d'Virgängerregierungen hate sech 2004 virgeholl, duerch eng generell Simplification administrative Prozeduren ze beschleunigen, an 2011 ass déi deemoleg Regierung mat der UEL, der Union des entreprises luxembourgeoises, a bilaterale Verhandlungen iwwerneekomm, datt dësem Dossier kruzial wichtig wier fir d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Ekonomie. D'Dauer vun der Prozedure sollt op d'Halschent erofgesat ginn; dat war d'Zil vun engem Projet de loi, deen nach ènnert der viregte Regierung ausgeschafft gi war.

Wann d'CSV dëser Regierung virwerft, et hätt lang gedauert, dann ass dat an deem Senn berechtigt. Ech sinn awer och ganz frou, datt den Här Eischen keng Scholdzouweisung gemaach huet, mä eigentlech just festgestallt huet, et huet laang gedauert, well soss hätt ee jo och kënne... En huet och gesot, et hätt ee kënne méi wäit goen. Alles ass richteg, mä et kann een natierlech och soen, et hätt een och kënne éischter ufanken, da géife mer hauft net iwwert den Omnibus 1 schwätzen, mä even tuell schonn iwwert den Omnibus 2.

Ech si frou, datt mer allgemeng hei festgehalen hinn, datt d'Zesummenarbecht an der Kommissioun eng ganz gutt war. An ech sinn och frou, vum Kolleg vun der CSV ze héieren, datt eng ganz Rei Apporte vun der CSV Gehéier fonnt hinn a mat hei an dee Projet agefloss sinn. Dat fannen ech einfach positiv.

D'Regierung hat effektiv d'Debatt méi breit gemaach. Am Rapport steet, et wier eng aktiv



Zesummenaarbecht vu verschiddene Verwaltunge ginn, fir administrativ Praktiken an awer och Gesetzestexter énnert d'Lupp ze huelen, mam Zil, de Bierger an den Entreprisen d'Liewe méi einfach ze maachen. Dái grouss Ziler vun der Reform sinn, d'Dauer an domat och d'Onkäschte vun de Prozeduren ze reduzéieren, am Interessi vun de Bierger, am Interessi vun de Betriber, awer och am Interessi vun den Administratiounen.

Fir verschidde Prozeduren opzeginn, déi sech als iwwerflësseg respektiv als juristesch net haltbar erwisen hunn - den Här Cruchten hat vum Grammofon a vun de Cabarete geschwat -, a fir d'Statsverwaltunge zu moderniséieren, dat heesch villes online ze erméiglen, wat bis elo nach en Déplacement von enger Persoun verlaagt huet, dat si selbstverständliche luevenswäert Ziler, déi eis Énnerstétzung verdengen an och kréien.

An erlaabt mer - och wann ech am Projet de loi, dee mer virdrun diskutéiert hunn, gesot hunn, datt déi gréng voll déi Digitalisierung énnert, well mer mengen, datt d'Zukunft dora läit -, awer eng kleng Klamer ze maachen an hei eng Lanz ze brieche fir déi Leit, déi net am Internet doheem sinn. Dat si virun allem vill eeler Leit. Déi riskeéieren Affer vun de ville Moderniséierungen ze ginn. An dár Klamer, kuerz: Eis Banken, zum Beispill, maache mir d'Liewe méi einfach, well ech praktesch net méi muss bei se eragoen. Der Generatioun vu mengen Elteren zéie se awer d'Suen aus der Tasch, well se sech fir all kleng Operatioun mëttlerweil bezeule loessen.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ah jo!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- D'Spuerkeess, wou de Stat jo vill ze soen huet, bitt hire Clienten ab 75 Joer un, weiderhin esou kleng Servicer gratis ze maachen. Elo kann een iwvert déi 75-Joer-Grenz diskutéieren. Am Club Senior, do däerf ee scho mat 50 Member ginn.

#### (Interruption)

Mä èmmerhin, ech weess awer, datt eng aner, et kann ee se „Bank“ nennen, „d'Postbank“, déi bitt déi do Méiglechkeet net un. An duit de Stat awer och relativ vill dran ze soen. An ech géif trotzdem dervu profitéieren, fir ze soen, et misst ee sech awer iwwerleeén, ob dat net eng Regelung wier, fir eben deenen eelere Leit do entgéintekommen. Well wa mer näämlech Administratiounen zentraliséieren, da mécht dat an engem verstännege Mooss natierlich Senn. Fir vill eeler Leit heesch dat awer ganz einfach, datt si sech elo musse méi wäit déplacéieren. Ech denken un d'Beispill vun der Administration de l'enregistrement et des domaines.

Et ass kloer, datt déi Schinn vun „alles iwvert den Internet“ net méi zréckzedreien ass. Dat welle mer och net. Mer sollen allerdéngs un dí Leit denken, déi net esou op dár Schinn kenne matfueren.

Mir begríissen, datt de Projet de loi am Dialog mat den Akteuren um Terrain ausgeschafft ginn ass énnert der Tutelle vum Minister Dan Kersch, deen zoustännig fir dës Réforme administrative ass.

Här President, ech wëll och hei dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrifteche Rapport. De Projet de loi 6704 ass e wichtegt Gesetz, mä awer och e schwéier liesbart Gesetz. A well de Rapporteur seng Aarbecht esou gutt gemaach huet, brauch ech net op all Ännérung anzegoen. Ech gräife just eng Rei vun den Ännérungen op, déi och an eiser Partei intensiv diskutéiert gi sinn.

Esou ee Punkt ass zum Beispill den Accord tacite vun enger Verwaltung. Bis elo ass d'Rechtsituatioun jo esou, datt keng Antwort eng negativ Antwort ass. A mir sinn der Meenung, datt, eischtens, all Demande eng Antwort verdéngt, an och an engem Délai, dee räsonabel ass. Aus enger Netäntwert vun enger Verwaltung en Accord tacite ze maachen, fanne mer kee gudde Wee, an domat géife mer jo och d'Rechter vun Drétpersounen aschränken. Esou eng Prozedur géif onweigerlech zu méi Streiderien énnert de Bierger vun enger Gemeng féieren, zu Gerichtsprozesser, déi vill Zait kaschten a kontraproduktiv sinn.

A mir deelen hei och absolutt d'Bedenke vun der Statsbeamtekummer, datt d'Administration genuch Zait a Personal brauchen, fir datt wierklech op all Requête kann an der erfuererdecher Zait geantwert ginn. An esou si mer och frou, datt besonnesch den Artikel 26 vum Gesetz däitlech geannert gouf, fir den Accord tacite op een absolute Minimum ze reduzéieren.

A mir erënneren un déi Entvécklung, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, wéi mer se bis elo kennen. Wann all Joer ronn 12.000 Leit méi op Lëtzebuerg wunnen kommen an 10.000 Aarbechtsplaze geschaافت ginn, da bréngt dat

zousätzlech administrativ Aarbecht mat sech. An et geet net duer, fir eleng d'Prozeduren ze vereinfachen, da müssen och d'Ministären an d'Verwaltunge mat deem Personal verstärkt ginn, dat mer brauchen, fir datt déi Délaien kënnen ageahale ginn.

Mir müssen also net niemmen d'Infrastrukturen un d'Entvécklung vun der Ekonomie an der Populatioun uppassen, mä och eis éffentlech Verwaltungen an d'Zuel vum Personal an dése Verwaltungen. Et ass relativ einfach, eise Wieler an eisem Finanzminister ze erklären, datt mer vill Léierpersonal a vill Poliziste müssen astellen. Et ass zimlech in, fir sech iwver vill Beamte beim Stat ze bekloen - et ass och schonn d'Wuert vum „schlanke Stat“ de Mëttet gefall -, mä dobäi si genuch a gutt forméiert Beamten eng Noutwendegkeet.

Esou konnt den Émweltministère zum Beispill d'Dauer vu verschiddene Procedure par rapport zu der leschter Legislaturperiod wesentlich verkierzen, scho virum Omnibusgesetz. Esou konnten d'Subventiounen am Beraich Baue vun 18 op 2 Méint eroft gedréckt ginn. An d'Naturschutzauthorisatiounen ginn an Zait vun 3 Méint bearbecht.

Dat si Verbesserunge fir déi concernéiert Leit. Hannendrun awer sti genuch a flässeg Beamten, soss wier dat net méiglech. An et ass effektiv esou, datt och d'Personal am Émweltministère opgestockt gouf. An dat bréngt zum Beispill och mat sech, datt d'Reklamatiounen am järleche Rapport vum Ombudsman, wat den Émweltministère betréfft, zsummegeschmolt sinn.

Wat déi communal Raumplanung nom Gesetz vun 2004 betréfft: Déi Prozeduren, déi hei vereinfacht ginn, hu sech an der Praxis als onniétt a schwéierfallig erwiesen a ginn eleng aus deem Grond reforméiert. D'Landesplanung gëtt an nächster Zait opgewäert duerch dat neit Gesetz an déi nei Plans sectoriels. Da kritt se och endlech Zänn.

Et muss ee jo awer och nach erënneren, wou mer hierkommen. Wou war da bis elo d'Landesplanung bei den Dossiere Wickrung, Léiweng an Agrocenter? Wéini ass jeemoos e PAG wéinst landesplanereschen Iwwerleunge verworf ginn, egal wéi dernieft verschidde communal Entdécklunge waren, wéi zum Beispill eng Zone d'activités fir d'Godronsfabrik direkt un der Bebauung zu Esch-Schéffleng, oder eng Aktivitészon zu Leideleng mat Zegdausend Aarbeitsplazen ouni Ubannung un den éffentlechen Transport? Fir just dës Beispiller ze nennen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Zu den Études préliminaires. Dat war 2004 gutt geduecht, mä immens schwéierfallig an opweneg. An ech deelen do dem Här Haagen seng Aschätzung: Et war vill Pabeier mat wéineg Resultat. Mir fannen et richteg, datt d'Gemenen, déi déi noutwendeg personell Ressourcen hunn, selwer kënnen d'PAP- an d'PAG-Projeten ausschaffen. Domat énnertzt mer d'Gemenen, fir hire Service technique ze verstärken a fir mat anre Gemenen nach méi intensiv zsummeneschaffen, a befreien d'Gemenen aus enger ze grousser Ofhängigkeit vu just e puer Bureaux d'études.

Iwwert d'Plans sectoriels kréie mer dann och déi inhaltech Dimensioun an d'PAGen, déi mer brauchen, fir d'Feeler vun der Vergaangenheet, vun deenen ech der elo grad e puer genannt hat, net se widderhuelen. Jo, et soll een et positiv gesinn, mir wäerte Wunnen, Schaffen a Fräizéit méi no bejenee kréien, wat zu enger Verbesserung vun der Liewensqualitéit vu jiddwereng báidréit.

D'Naturschutzgesetz vun 2004 gëtt am Moment iwwerschafft. Bis elo war eng extra Autorisatioun vum Émweltminister noutwendeg, wann ee méi no wéi 30 Meter bei de Bësch, Waasserleef oder un de Rand vun Natura 2000-Gebidder wollt bauen. Déi mat dësem Gesetz ofgeschaafte Prozedure maachen émmerhi 5% bis 10% vun den Demanden aus a sinn also eng spierbar Vereinfachung vun de Prozeduren, ouni un den Inhalt ze goen.

D'Waassergesetz vun 2008 gëtt och iwwerschafft. Do kritt den Émweltminister elo an den Iwwerschwemmungsgebiddern eng gewësse Flexibilitéit, fir Constructiounen ze geneemeegen, awer ouni de Wäert vum Iwwerschwemmungsgebitt ze reduzéieren. Dat heesch, de Verloscht vu Rückhaltevolumen duerch Constructiounen muss op anerer Platz kompensiéieren.

Den Här Minister Schneider hat menges Wëssens kee Knéiffall viru senge gréng Kollegee gemaach. Ech interpretéieren dem Här Eischen seng Ausso esou, wéi wann och déi gréng Kollegee mat dësem Gesetz hir Prinzipien net allequier iwver Bord gehäit hunn. An enger Koaliutioun, déi funktionéiert, muss jiddweree Kompromésser maachen. A wien net bereet ass,

Kompromésser ze maachen, deen huet et schwéier am Liewen an och schwéier an enger Regierung. Den Här Graas ass op alle Fall och op menger Schinn, wann hie warnt a seet, mer misste ganz vorsiichteg mat der Méiglechkeet émgoen, fir Bebauungen an Iwwerschwemmungszonnen ze erläben.

Wat d'Kommodo-Gesetz vun 1999 betréfft: Et wäert an Zukunft méiglech sinn, verschidde Geneemegungsprocedure parallel zur Kommodo-Prozedur lafen ze loessen, fir esou d'Gesamtduer vun de Prozeduren zu verkierzen. Domat gëtt um Wäert vun deenen einzelne Prozeduren an och un de Kommodo-Geneemegungen náischt geannert. Och déi Neierung mat der Classification huet just eppes mat dem Ofbau vun Onkloerheeten ze doen a stellt den Inhalt vun de Geneemegungen net a Fro.

déi gréng sinn och weiderhin der Meenung, datt d'Geneemegungsprocedures net däerfen op Käschte vun der Émwelt vereinfacht ginn. An déi gréng sinn awer genausou gutt der Meenung, datt kompliziéiert a laangwierig Prozedure mat Sécherheit náischt oder kee Garant vun enger besserer Émwelt sinn.

Dann ass de leschte Punkt oder den zweiteschste Punkt, op deen ech nach kuerz wëll agoen, d'Denkmalenschutzgesetz vun 1983.

Mat dem Omnibusgesetz kréien d'Gemenge méi eng grouss Verantwortung beim Opstelle vu Werbetafelen. Eng Autorisation vum Minister ass just nach op klasséierten oder inventarsch a feste Gebaier am Secteur protégé noutwendeg. Verschidderen fäerten elo e Wildwuchs vu Werbepanneauen a gesi scho belsch Zoustann op eis zoukommen. Esou eng Situations wéi an der Belsch wëlle mir och net. Et ass awer och widderpréchlech, èmmer dann d'Autonomie communale héichzehalen, wann ee fäert, de Stat géif vun uewen erof eppes dikteieren, an all Kéiers, wann d'Gemengen eng Responsabilitéit kréien, op d'Gefor vum Wildwuchs hinzuweisen.

Mir hoffen, datt déi zoustänneg Verwaltung genuch Mataarbechter kritt, fir kënnen alleguerten déi Dossieren ze beschaffen. Duerch d'Omnibusgesetz entsteet e gewëssene Vide juridique am Beraich Enseignes et publicité. D'Gemenge musse reglementéieren a si jo och vum Innenministère dozou opgefuerert ginn.

Gutt Informatioun vum Bierger ass een éische Schratt zu méi Biergerbedelegung, an dee Schratt gëtt hei gemaach. Déi traditionell Veréffentlechungsweeë, déi mer hunn, bleiwe bestoen: de Reider a véier Dageszeitungen. Mir ergänze se duerch neier, an dat ass gutt esou.

Si mer dann elo fäerdeg mat der Réforme administrative? Neen, natierlich net. Ob et an déi Richtung geet, déi d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers vun engem Omnibus-2-Gesetz undeiten, bon, mir wäerten et gesinn! Wichteg ass et, ofzewearden, ob déi Resultater, déi mer eis erwaarden, och tatsächlich antreffen, an dann zesumme mat alle Partner weiderzeschaffen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet a ginn den Accord vun der gréng Fraktiou zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Adam. Als Nächsten huet den Här Roy Reding d'Wuert fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Ech mengen, beim Prinzip vun engem Omnibusgesetz si mer eis alleguer relativ eens, datt et net onbedéngt dee richteg Wee ass. Dat bewiese véier Navetten mam Conseil d'Etat an déi vill Schwierigkeiten, déi opgebratt sinn. Mä et ass net „Omnibus“ oder „net Omnibus“, wat mécht, ob ee mat deem Gesetz hei soll d'accord sinn oder net, mä den Inhalt. A beim Inhalt gëtt et bestëmmt ganz vill Punkten, mat deenen ee kann d'accord sinn, mä et gëtt véier Punkten, déi eis als ADR opstoussen.

D'Éisch, dat ass den Artikel 6. Do geet et ém de Virrang vun enger Partie écrite oder enger Partie graphique an engem PAG. Wouréms geet et? All PAG huet e schrifteche Deel an huet e grapheschen Deel, an et kënn nun eemol èmmer erém vir, datt déi zwee sech widderspreechen. An do hu mer eng kloer Jurisprudenz vun eiser Jurisdiction administrative. Déi seet, datt an esou engem Fall d'Partie graphique iwwerweit.

Elo steet am Text, déi zwee géife sech: «se complétent (...) réciprocement (...) afin de remédier aux nombreuses difficultés d'interprétation». Dat ass evident Quatsch! Well entweder d'Partie écrite an d'Partie graphique widderspreeche sech net, an da brauche mer net an engem Text ze soen, datt se complémentaire sinn - da si se evident complémentaire -, oder se widderspreeche sech. An da muss iergend Instanz spéitstens eng Juridictiouen, eng

Décisioun huelen, wat fir eng vun deenen zwee dann elo iwwerweit.

Deen Text hei bréngt also null Plus-value. An och de Rapport seet et selwer, well e seet: «les jurisdictions devront trancher au cas par cas». Mir hunn also an enger Matière, wou mer eng kloer etabléiert Jurisprudenz haten, en neien Text gemaach, dee keng Plus-value bréngt.

Den nächste Punkt sinn d'Servituden, déi erwuessen aus PAPen, POSen, oder wat och èmmer; dat heesch Déngschbarkeeten, déi op der privater Propriétéit lieien. Do war bis elo virgesinn, datt déi Leit, déi esou eppes müssen erleiden, keng Indemnitéit kréien. Dat gëtt elo ofgeschaft. Se kënnen elo eng Indemnitéit kréien. Dat ass eng gutt, dat ass eng positiv Saach.

Leider Gottes gëtt awer an dësem Text eng Verjährung vu fénnef Joer agefouert, an deenen dat ka gefrot ginn, amplaz vun deenen 30 Joer, déi normalerweis am Droit commun, am Code civil Artikel 2262 virgesinn. An och dës Ännérung geschitt net aus Gottesbaarmhäerzegeket, well op eemol eis Regierung de Rechtsstat entdeckt hätt, mä wéinst dem Arrêt 101 vun 2013, wou d'Court constitutionnelle dat doten agefuerdet huert.

De Propriétaire spolié, esou nennt de Statsrot de Bierger, deen eng Servitude muss erleiden - zu Recht -, deem seng Intérêts hunn zréckzestoe virun der Sécurité juridique vun de Gemengen. Esou steet et am Rapport. An dat ass fir eis als ADR inacceptabel.

En drëtte Punkt, deen eis Freed mécht, ass datt Modifications ponctuelles, also ganz kleng Ännérungen, u PAPe kënnen endlech gemaach ginn no engem System, wéi mir e scho laang fuerderen. Dat heesch, datt e Silence administratif, wann d'Behérden also net äntworten, net automatesch e Refus ass, mä am Contraire, datt et dann acceptéiert ass.

De Minister huet eng gewëssen Zait, fir ze soe Jo oder Neen. A wann en Nee seet, geet et an eng Cellule d'évaluation, déi dann alt nees eng Kéier némmen 30 Deeg Zait huet. A wa se dann net geantwert huet, ass et geneemegt. Dat ass fundamental eng ganz gutt Saach. Et muss een allerdéngs drop hiweisen, datt déi Cellule d'évaluation selwer gemengt huet am Virfeld vun der Ausschaffung vun dësem Text, datt se beim allerbeschte Wëllen net déi néideig personell Moyenen huet, fir dat ze packen. Mä mam Prinzip si mer ganz d'accord.

Da kënnnt dee véierte Punkt, an dat ass deen, dee mer am meeschte kritiséieren. An dat ass d'Erweiderung vum Virkafrecht. Dat klappt esou harmlos, e Virkafstrech. De Conseil d'Etat seet - an en huet ganz recht doranner -: Ee Virkafrecht «constitue (...) une atteinte, à la fois au droit de propriété et à la liberté contractuelle». Et ass also e Moyen, mat deem een net soll liichtfankeg émgoen.

Hei an der Motivatioun vun dësem Projet gëtt jongléiert, fir ze rechtfertegen, firwat datt dat Virkafrecht ausgedeitet gëtt. Et gëtt gesot, den Term, dee bis elo benotzt gi wier vun „terrains adjacents“, dat heesch Terrainen, déi direkt un der Limitt vum bebaubaren Terrain lieien, dat wier eng Notioun, déi net prezis wier.

Et deet mer leed, mä dat ass eng Notioun, déi extrem prezis ass! Dat geet och eraus aus enger Antwort op eng vu menge parlamentaresche Froen un de Minister - dat war d'Nummer 1824 -, wou e seet: «les terrains visés doivent être adjacents au périmètre, d'une part, et être situés à l'extérieur de celui-ci, d'autre part (...) et non bâti». Dat war also ganz kloer a ganz prezis!

Dat gëtt elo geannert an elo soe mer dann: «une bande de cent mètres longeant la limite de la zone urbanisée ou destinée à être urbanisée et située à l'extérieur de ces zones». Ech gesi viraus, datt hei Affekotekollegee vill Aarbecht wäerte kréien an datt mer mat dár doter onpreziser Notioun náischt Positives bewierkt hunn.

Da kënnnt derbäi, datt d'Gemengen an Zukunft en plus e Virkafrecht kréien op Terrainen, déi net bebaut sinn an déi am Perimeter lieien oder an der Zone urbanisée oder Zone à urbaniser. Dat ass och eppes, wou mer net kënnen dëmat d'accord sinn.

Ech verweise hei op meng parlamentaresch Fro Nummer 0202. Ech hat deemoos



# SÉANCE 23

MERCREDI, 8 FÉVRIER 2017

emtioune ginn. A fir de Rescht kéint den Innenminister keng Angabe maachen iwwert d'Zuel vun Aquititionen, déi iwwert de Wee vum Droit de préemption gemaach gi sinn.

Ech fannen, datt eppes, wat den Droit de propriété aschränkt, wéi de Conseil d'Etat et richteg seet, an och d'Liberté contractuelle aschränkt, wéi de Conseil d'Etat et richteg seet, datt mir als Chamber esou eppes net kenne gutheeschen, wa mer net emol d'Donnéeën hunn iwwert dat, wat da bis elo déi lescht Joren, wou et deen Droit de préemption, dat Virkafrecht, do gétt, geschitt ass. Ouni datt mer do konkret Zuelematerial hunn, kann een domadder net d'accord sinn.

Vlächst kann de Minister eis soen: Wéi vill gouf da bis elo säit senger Antwort op déi dote Fro préemptiert? Goufen do Arealer, déi bebauungsfäig gewiescht wieren - sofort bebauungsfäig gewiescht wieren -, dem Maart entzunn? Oder gouf drop gebaut?

An dee grésste Problem, dee mer hunn, ass d'Prozedur. Dat däerf een net vergiessen: Emmer wa mer hei eppes aféieren, a mir hu jo hei riwwer geschwat, iwwert d'Simplification administrative, alles dat do kascht awer émmer erém Zait an domadder och Geld.

E Fonds du logement, dee schreift bei all Transaktiouen: „Ma maacht emol déi offiziell Prozedur! Maacht eis e Recommandé, an da kucke mer emol! Dann huele mer 30 Deeg.“ Alles dat kascht Zénsen, kascht Suen a mécht de Bau méi deier.

An aus all deene Grénn wäerte mir als ADR géint déise Projet stëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Do mat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussion ukomm. An d'Wuert huet elo den zoustännege Minister, den Här Dan Kersch.

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. Et ass vill geschwat ginn iwwert d'Origine vun désem Gesetzesprojet, dee mer haut hei zur Ofstëmmung bréngen. Et ass och vill geschwat ginn iwwert d'Verdéngscher vun deem engen oder vun deem aneren, fir dass et zu désem Gesetzesprojet komm ass. Dat léisst mech direkt am Ufank zum Schluss kommen, dass et e gudde Gesetzesprojet ass, well vill Leit welle Papp vun désem Gesetz gewiescht sinn. An ech hu jo och héiere vu bal alle Vertrieeder, déi hei op d'Tribün komm sinn, dass se gewëllt sinn, am Numm vun hirer Fraktioun déise Projet ze stëmmen.

Et ass och diskutéiert ginn iwwer e Strategiepabeier vun der UEL, och iwwer e Bréif, deen de Wirtschaftsminister aus der fréierer Regierung gemaach hätt, deen dann awer net ganz émgesat gi wär, wou ech awer haut ka behaapten, dass deen zumindest ee grousse Verdéngscht hat, näämlech deen, dass en d'Rad erém richtege un d'Rulle bréucht huet. En huet näämlech dozou gefouert, dass am Mee 2013 e groussen Deel vun der Regierung - net männen wéi sechs CSV-Ministere waren dorunner bedelegt - eng Reunioun hat mat der UEL, fir kennen auszeloten, wéi mer dann am Beräich vun der Simplification administrative kíente virgoen.

Et ass och virdru gesot ginn: Et war „Chef-sache“ ginn, de Statsminister selwer hat sech der Saach ugeholl. An aus dár Reunioun ass, mengen ech, och e konkret Resultat erauskomm. An dat ass och dat, wat ech konnt virfannen, wéi ech de Ministère iwwerholl hunn, näämlech dat, dass sollten dräi Gesetzer ofgeännert ginn a konkret fénnef net onwichteg Dispositiounen am Senn vun engen Simplification administrative sollten ofgeännert ginn. Dräi Gesetzer, hat ech gesot, näämlech: d'Kommodosgesetz, d'Naturschutzgesetz an den Aménagement communal, also alles Gesetzer, déi mer elo och an deem Projet, deen haut hei zur Diskussion steet, erém nei diskutéieren.

No deene Sitzunge vum Mee 2013 téschent wichtige Regierungsvertreider an der UEL ass den Dossier e bëssen an d'Stacke komm. Och dat ass, mengen ech, kee Geheimnis. Et waren déizäit turbulent Zäiten an am Mëttelpunkt vun der Politik stoungen dunn aner Themen. Och dat wéll ech hei net weider kommentéieren, dat weess jiddwereen heibanne selwer.

An et war dunn am Januar 2014, wou mer als nei Regierung och en neien Ulaf geholl hunn. Mir hunn éischteis eng regelméisseg interministeriell Plattform geschafen, déi och bis de

Juli 2014 dräimol zesummekomm ass um aller-héchsten Niveau. Mir haten iwwer 25 bilateral Arbechtssitzungen a mir haten Entrevuë mat der UEL an och mam Syvicol. An déi intensiv Konsultatioun huet, mengen ech, och konkret Resultater bruecht mat dem Dépot vum Projet de loi de 16. Juli 2014, mat deem mer insgesamt eelef Gesetzer an dräi Arrêté-grand-ducalen ofännere respektiv ofschafen.

Insgesamt 35 Mesurë vu Vereinfachung vu Legislatioun a Reduktioun vun administrative Chargen, 14 Mesurë vu Vereinfachung vu Prozeduren, 17 Mesuren, déi administrativ Chargen tout simplem ofschafen, 3 Mesuren, wou elektronesch Publikatiounen kommen, 6 Mesuren, wou mer d'Délaien aféieren, fir wann d'Leit müssen eng Antwort kréien, wa se eng Demande gemaach hunn, 1 Mesure, wou den Délai vun dréi op ee Mount eroftes gëtt - et pas des moindres: am Kader vun engem PAP -, a 4 Mesurë betreffend den Accord tacite: wa keng Antwort kënn, dass dann d'Demande u sech automatesch ugeholl ass. Dat war dee fáméisen TGV, vun deem mer geschwat hunn an dee mer innerhalb - an do si mer, an dat kenne mer och roueg, haut nach e bësse stolz drop -, dee mer émmerhin innerhalb vu sechs Méint konnten op d'Schinne setzen.

A wann den TGV net déi Geschwindekeet kritt huet, déi mer eis allegueren erhofft hunn, dann dierf hei an désem Kontext d'Fro erlaabt sinn, ob iwwerall mat dár nämlechter Energie gefuer konnt ginn, wéi d'Regierung dat gemaach huet.

Mä fir mech ass dat net dat Wichtegst. Dat Aller-wichtegst, an ech gehéieren net zu deene Leit, déi gären zréckkucken, dat Wichtegst ass fir mech, dass den Zuch elo fier, an zwar, dass en an déi richteg Richtung fier an dass d'Veichen esou gesat sinn, dass de Réseau, op deen e soll fueren, kuerz- a mëttelfristeg kann erweidert ginn. A wichteg ass fir mech och, dass mer déi Zait, wou eisen TGV um Quai an der Gare stoung, net einfach gewaart hunn, bis d'Scheif op gréng gesat ginn ass an den Zuch ufure konnt, mä dass mer mat Nodrock weider un der Modernisatioun vum Réseau geschafft hunn.

An ech wéll haut hei soen, och well et an der Diskussion ugeklungen ass: Ech wäert nach virun Ouschteren de Programm „Einfach Létzebuerg“ presentéieren. Et ass dat e Programm,

wou sämtlech, an ech betouen dat, „sämtlech“ - ouni Ausnam - Ministère bedelegt

sinn, mat ronn honnert konkrete Mesuren.

Eenzelner si schonns émgesat dovnunner, mi hunn net drop gewaart, fir elo eng Pressekonferenz ze maachen, mä dat, wat schonn ze réalisiere war, dat hu mer scho réalisiert.

Bei deenen honnert konkrete Mesurë sinn der dobäi, wat Zentralisationsmesurë sinn, Dematerialisatioun vu Prozeduren, administrativ Vereinfachungen an och Tracking-Mesuren, déi virun allem fir de Bierger vu grousser Wichtegkeet sinn. Et si grousser dobäi, klenger, méi grousser, méi klenger dobäi, déi mer können direkt émsetzen. An et sinn der och vlächst dobäi, déi vlächst e bësse méi laang daueran. Mä mir fueren nom Prinzip: Kleinvieh macht auch Mist.

All eenzel Mesure alleng gekuckt ass do ganz bestëmmt net de grousse Worf. Mä all zessummen, an dorëms geet et, dénge se engem eenzegen Zil: de Verwaltungen a virun allem de Bierger a Biergerinnen am Land d'Liewe méi einfach maachen. An och wann an désem Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, vill Bestëmmunge sinn, déi d'Liewen am Beräich vum Aménagement communal nei regelen, fir deen ech jo mat enger anerer Kap als Innenminister och Verantwortung droen an dee jo dee ganz sensible Beräich vum Wunnengsbau mat beinhalt, da si mer awer och do net stoe bliwwie bei eisen Iwwerleeuungen.

Ech wäert kuerzfristeg e Projet de loi virstellen iwwert de städtebauleche Vertrag oder de Bau-landvertrag, wou ugeduecht ass, dass d'Gemeng mat Propriétairen, déi neit Land an de sougenannten „bebaubare Secteur“ erakréien, eng Konvention mécht, wou se sech engagéieren, innerhalb vun enger bestëmpter Frist e PAG-konforme Bauprojet émzeseten. Ge schitt dat net an dár gemeinsam ofgemaachter Frist, da fält entweder de Bauterrain an d'Zone verte zréck oder e gétt un d'Gemeng no engem am Viraus ofgemaachte Präis ofgetrue den.

Am nämlechte Projet de loi wäerte mer awer och de Remembrement urbain vun Terrainen am Kader vun engem PAP nei regelen, deen d'Realisation vun engem Projet och da méiglech mécht, wann een eenzegen oder e puer Propriétairen aus wéi engem Grond och émmer net wëllen oder net kenne matmaachen an een doduerjer riskéiert, dass de ganze Projet blockéiert gétt. Dat si weider Mesuren, déi d'Prozeduren a virun allem d'Émsetzung vu Projete virundreiwen. An dofir sinn et gutt Mesuren am Intérêt vum Land!

De Gesetzesprojet iwwert d'Sanction-administrativen, deen, wéi de Statsminister et gesot huet, de Freiden eng éischte Kéier um Ordre du jour vun dem Regierungsrot ass, ass u sech een eenzege Projet vu Simplification administrative. E wäert eng entscheidend Entlaaschtung vun de Juridictionen a vun der Police mat sech bréngen.

D'Simplification administrative, an et ass virdrun e puermol hei gesot ginn, ass e kontinuéierleche Prozess, deen ni ophéiert. An dofir sinn ech och esou frou, dass mer an deene leschte Méint mat Héichdrock u weideren Upassunge geschafft hunn. Ech hat eng Kéier der Verglach gemaach, an ech mengen, en imposéiert sech scho praktesch hei: Bei der Simplification administrative ass et wéi beim Usträiche vum Eiffeltuerm, déi fänken och erém ennen un, wa se uewe bis fäerdeg sinn.

An ech wéll mat Nodrock op déi exzellent Aarbecht verweise, déi an eiser Cellule de facilitation an der Fonction publique geleescht ginn ass an och vun eisem CTIE am Déngscht vu ganz ville Verwaltunge vun eisem Stat. Mir sinn duerch hir Aarbecht konkret an entscheidend virkomm. Wat hei ausserhalb vum Scheinwerflicht vun der grousser Politik geleescht gëtt, ass exceptionell a gehéiert och emol eng Kéier hei op déser Tribün gesot ze ginn!

An et ass dofir och schonn e bëssem enttäuschend, wann ech mat enger gewëssener Süffisanz hei op der Tribün héieren, mir hätten elo e Bummelzuch konstruéiert. An déi Leit, déi dat soen, wësste ganz genau, dass déi Délaien, déi zu deenen onerfreleche Verlängerunge gefouert hunn, net vun der Regierung ze verantworte sinn. An ech mengen och kenneen ze behaapten, dass ech och frou sinn, dass dat och hei vum Här Eischen expressément ervirge strach ginn ass.

Ech wéll hinnen awer och soen, dass dee Ver glach mam Bummelzuch einfach kee gudden ass an och drops hiwest, dass se zumindes vun der Eisebunn net allze vill verstinn.

Dat kann ee jo och excuséieren, Här President, net jiddwereen ass en Expert vun der Eisebunn. Mä e Bummelzuch ass per Definitioun en Zuch, deen an all Gare stoe bleift. Eise Simplificatioun-TGV awer, wa mer haut gréng Luucht vun der Chamber ginn, an dovu ginn ech ganz staark aus no deem, wat ech haut héieren hunn, wäert vun haut u ganz zilstrebeg, séier an ouni onnéideg Pause sái Wee maachen. An dat ass och gutt esou!

Ech kann een, Här President, als Oppositiounspartei, fir am Eisebunnsgargon ze bleiwen, émmer zveegleiseg fueren. Et kann een e Regierungsprojekt positiv a konstruktiv begleide, seng Kritike maachen, seng Verbesserungsvorschläi an dann, wann et dann zum Vott kënn, wann et émgesat gëtt, och en Deel vum Verdéngscht fir sech beusprochen. Et kann een awer och, an och dat ass d'gutt Recht vun der Oppositioun, sech aus der Gestaltung vu Gesetzer eraushalen an der Majoritéit déi Verantwortung iwwerloosser.

Ech mengen, an désem Fall hate mer eng Mëschung vun deenen zwee. Ech stellen zumindes fest, dass mer an deene 16 Aarbechts-sitzunge vun der Chamber eng ganz gutt Entente haben, dass mer gutt virkomm sinn, dass mer jo och erweitert Sitzungen hate mat anere Kommissiounen zesummen. Et ass kee schrifte-chen Amendement vun der Oppositioun präsentéiert ginn, soudass ech dovun ausginn, dass mer u sech e ganz gudden Text präsentéiert haben.

Mir hu virdru gesot, et wier e Gesetz, wat émmerhin eelef vun deene wichtigste Verwaltungsgesetzer, déi mer hei am Land hunn, ofännert. An ech menge kennen ze soen am Numm vun eis allegueren, dass duerch d'Aarbecht, déi konstruktiv Aarbecht vun der Kommissioun den Text och nach besser ginn ass.

Ech wéll an deem Kontext ganz expressément och den Här Meyers ernimmen, deen ee ganz konkrete Vorschlag gemaach huet, mëndlech gemaach huet, déi mer och tel quel an eise Projet affléisse gelooss hunn an deen, mengen ech, och an Zukunft nach vu ganz grousser Wichtegkeet wäert sinn.

Et war ee sech eens, dass dat heite keng einfach Operatioun géif ginn. Et war en héich techneschen Dossier mat villen Astucen, mat ville sensibile Beräicher a mat villen Erausforderungen. Et ass eis gelongen, all Hürden ze iwwersprangen, an ech soe jiddwerengem Merci, dee sech dorunner bedelegt huet.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. An da maache mer elo ganz schnell, dass deen Zuch an d'Gare erákéint, ouni ze vergiessen, nach eng Kéier ze énnersträichen, wat de Rapporteur och gesot huet, dass mer déi kleng Modifikatioun, wat

d'Terminologie vum Journal officiel ugeet, selbstverständliche dann zréckbehalen, esou wéi de Conseil d'Etat eis dat geroden huet.

## Vote sur l'ensemble du projet de loi 6704 et dispense du second vote constitutionnel

An ech géif domat d'Ofstëmmung lancéieren. Fir d'Éischte déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An ech stelle fest, dass mer hei bei der Ofstëmmung wierklech esou eppes ware wéi e Schnellzuch.

55-mol Jo, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen, domat ass de Projet 6704 mat grousser Majoritéit ugeholle.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaez (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spatz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech froen d'Chamber nach, ob se d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

## (Assentiment)

Merci villmools. Dann ass dat esou décidiéert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, dem Projet 6992, wou et ém d'Émsetzung vun enger Rei vun Direktive geet, méi speziell iwwert de fräie Verkéier an d'Immigratioun. D'Wuert huet direkt den honarabe Rapporteur, den Här Marc Angel.

## 4. 6992 - Projet de loi portant modification

### 1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

### 2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

### 3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

### Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleginnen a Kölleegen, déi legal Immigratioun ass spéitsents sait dem Enn vum Zweete Weltkrich en zentrale Motor vun der Létzebuerger Ekonomie. Als klengt Land si mer op auslännesch Aarbechtskräfte an och op auslännesch Investisseur ugewisen, fir eis Wirtschaft unzedriewen. Létzebuerg wär haut net dat, wat et ass, ouni Immigratioun. Ouni Migratioun hätte mer weder eis oppen a villsproocheg Gesellschaft nach eis staark Wirtschaft.



ganzer Rei vun ënnerschiddleche Facettë vun der legaler Immigratioun an ass domat e Spiegelbild vun deene komplexe Fäll, déi sech och an deem Domän stellen.

Ech wëll nach drun erënneren, dass d'Immigrationspolitik jo zu engem gudden Deel iwwer europäesch Direktive geregelt ass. Den Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäischer Unioun gesäßt vir, dass mer eng gemeinsam Immigrationspolitik maachen, déi Migration effikass manage kann an d'Rechter vun de Migranten ofschéiert, fir eise gemeinsame Raum vu Fräiheit a Sécherheet ze stäärken. Säit 2009 goufen an dësem Beräich fënnef zentral Direktive verabschit. Dovunner hu mer de zwou 2011 an 2013 an nationaalt Recht émgesat. A mat dësem Projet de loi setze mer nach zwou weiderer ém.

Déi éischt vun dësen zwou Direktiven, déi mer mam Projet de loi vun haut émsetzen, ass eng Direktiv, déi d'Saisonsaarbecht regléiert. Dës Direktiv ass sozial gesinn e grousse Schrëtt no vir, well et déi éischte Kéier ass, dass de Secteur vun der Saisonsaarbechter fir Aarbechter vun ausserhalb der EU geregelt gouf. Mir wëssen, dass Saisonsaarbechter eng ganz vulnerabel Grupp vun Aarbechter sinn, an dëst gëllt émsou méi fir déijéineg, déi net aus engem EU-Land kommen.

Dës Direktiv erméiglecht et hinnen, op dënger Säit méi einfach eng Aarbechts- an eng Opendhaltsgeneemegung fir Saisonsaarbecht ze kréien, mä si setzt och minimal Standarde fest fir hir Bezelung, hir sozial Ofsécherung an hir Rechter. An heimadher sinn dës Leit besser virun Ausbeutung geschützt, a mir ginn eis och eng gemeinsam Grondlag, fir de Sozialdumping, deen an dësem Secteur an der EU oft leider nach vill ze heefeg stattfénn, ze bekämpfen. Ech mengen, mir hate jo géschter eng Diskussioun iwwer Sozialdumping, an hei ass och eng vun deene Mesuren, fir dergéint virzegoen.

Och wa mer hei zu Lëtzebuerg, wat de soziale Volet an d'sozial Rechter ugeet vu Saisonsaarbechter, scho staark Regelen hunn, hate mer bis haut awer keng spezifesch Opendhaltsgeneemegung fir Saisonsaarbechter aus Drëttstaaten. An dofir féiere mer déi also mat dësem Projet de loi an.

D'Opendhaltsgeneemegung däerf fir eng Period vu maximal fënnef Méint ausgestallt ginn. D'Demande muss hei zu Lëtzebuerg vum Patron gestallt ginn a muss scho vun engem Contrat de travail begleet ginn, fir sécherzestellen, dass déi Leit och wierklech ugéstallt ginn, wa se heihikommen.

Wärend et bei der Émsetzung vun dëser Direktiv also virun allem drëms geet, sozial Rechter ze stäärken, befasst sech déi zweet Direktiv mat engem ganz anere Sujet. An dësem Fall geet et natierlech drëms, den Transfer vu Salarién an och vu Stagiairen innerhalb vu groussen Entreprisen ze vereinfachen. An onser globalisierter Wirtschaft ass et ganz üblech, dass Mataarbechterinnen a Mataarbechter vu multinationale Firmen och op Missiounen an hir Filialen an anere Länner geschéckt ginn. Änleches ass och bei Stagiairen de Fall, fir déi dat eng immens flott Erfahrung ka sinn, fir e puer Méint op engem anere Kontinent ze schaffen.

Dës Direktiv soll et dofir erméiglechen, esou Salarié vu groussen Entreprisen ausserhalb vun der Europäischer Unioun, déi fir eng zäitlich begrenzt Missiou an eng Filial innerhalb vun der EU detachéiert solle ginn, méi einfach eng Autorisation auszestellen. Déi gréisst Innovatioun vun dëser Direktiv besteht doranner, dass en detachéierte Salarié an Zukunft vill méi einfach wéi haut och nach an en zweeten oder an en drëtte Memberstat detachéiert ka ginn, nodeems hien eng Autorisation vum éischte Memberstat kritt huet. Dëst vereinfacht hinnen déi zäitlech begrenzt Detachementen enorm.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass esou eng Regelung theoretesch och mëssbraucht kéint ginn, fir déi méi streng Regele vun enger laangfristeger Opendhaltsgeneemegung fir Aarbechtskräften ze émgoen. Fir dést ze verhennieren, hu mer dofir eng Barrière agebaut. An dat ass Folgendes: Nodeems déi maximal Frist erreicht gouf, däerf eng nei Demande fir déiselwecht Persoun eréischt no sechs Méint nees gestallt ginn. Domadder verhennere mer, dass den Detachement op Lëtzebuerg oder an d'Europäesch Unioun definitiv géif ginn.

Här President, niewent deem europäesche Volet ännere mer awer och am Kader vun der legaler Immigratioun mat dësem Projet de loi eng Rei spezifesch national Bestëmmungen, fir déi legal Immigratioun zu Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen an och d'Rechter vun dëse Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, ze stäärken. Sou vereinfache mer mat dësem Projet de Regroupement familial fir déi normal Aarbechter a passe se de Bestëmmunge fir héich qualifiéiert Leit un, déi eng europäesch Blue Card hinn. An Zukunft mussen dës Leit net méi

zweielef Méint waarden, ier hir Famill bei si op Lëtzebuerg ka kommen. Si kennen hir Famill elo direkt matbréngen, genausou wéi déi héich qualifiéiert Salariéen.

Ausserdem erlabe mer et an Zukunft Studente vun der Uni Lëtzebuerg, déi aus Drëttstate stammen, dass si nom Ofschloss vun hirem Studium oder vun enger Dokterarbeit net méi müssen obligatoresch zréck an hert Heemetsland fléien, fir eng Demande op eng Aarbecht dierfen ze schreiwen an eng Offer an deem Beräich, dee se studéiert hinn, hei unzehuelen. Dëst sinn zwou Mesuren, déi deene betraffene Leit immens entgéintkommen an hir jeeeweileg Situationen definitiv verbessere wäerten.

Doriwwer eraus, Dir Dammen an Dir Hären, gesäßt dëse Projet de loi och d'Aféierung vun enger neier Kategorie vun Opendhaltsgeneemegung vir fir Leit, déi net aus engem EU-Land sinn. Et handelt sech ém den Droit de séjour pour investisseurs.

Et gi véier Méiglechkeete fir esou en Droit de séjour geschafen.

Éischtens, et investiéert ee 500.000 Euro fir wéinstens fënnef Joer an eng lëtzebuergesch Entreprise, an ergo erhält een domadder jo och dann déi Aarbechtsplazen an däer Entreprise.

Zweetens, et investiéert ee 500.000 Euro, fir eng nei Entreprise ze grënnten. An dobäi muss ee sech engagéieren, wéinstens fënnef Aarbechtsplazen ze kreéieren, an dat selbstverständliche an Zesummenaarbecht mat der ADEM.

Dës zwou Méiglechkeete viséiere virun allem Entrepreneure a ginn dem Wirtschaftsministère d'Méiglechkeet, geziilt Investisseur a bestëmmte Beräicher unzezéien. Beräicher, déi fir esou Investitiounen op sinn, ginn iwwer e Règlement grand-ducal definéiert a kennen esou mat der Zäit un eis Besoinen ugepasst ginn. Ausgeschloss sinn natierlech, an dat steet och ganz genau am Gesetz selwer, Entrepreneure oder Investissementer, déi just am Immobiliegeschäft täteg sinn.

De Règlement grand-ducal, deen am Wirtschaftsministère ausgeschafft ginn ass, hu mer och an der Kommission gewisé kritt. An en ass och ugehaangen un de PV vun enger vun onse Kommissiounsitzungen.

Drëttens, et investiéert een dräi Milliounen Euro an eng Investitiounsstruktur, déi vu Lëtzebuerg aus schafft a wéinstens/minimum zwee Mataarbechter beschäftegt.

Oder déi véiert Méiglechkeet ass: Et investiéert een 20 Milliounen Euro bei engem Finanzinstitut zu Lëtzebuerg fir wéinstens fënnef Joer.

Dës zwou Mesurë si méi spezifesch fir eis Banke- a Finanzplaz geduecht.

Dëst ass en Droit de séjour fir Leit, déi bereet sinn, Suen hei zu Lëtzebuerg an eis Ekonomie ze investéieren an domat och Lëtzebuerg virunzebréngen. Et ass awer net, wéi dat am Virfeld vu verschidde Leit duergestallt gouf, esou, dass mer heimadher deene Räichen e Recht géife schafen, sech en Opendhaltsrecht ze kafen. Et gëllen natierlech fir dësen Titre de séjour fir Drëttstaater déiselwecht Konditiounen, wéi se fir all déi aner gëllen. Ech ginn lech e Beispill: Wa se d'Land fir méi wéi sechs Méint verloossen, musse se hiren Titre de séjour ofginn. Also all déi Bestëmmungen, déi fir déi aner gëllen, gëllen och fir déi heite Kategorie vu Leit.

Kucke mer eis emol déi aktuell Gesetzgebung un, dann ass et haut schonn am Immigratiounsgesetz vun 2008 virgesinn, dass jiddweren, dee fir sech selwer opkomme kann, och eng Demande fir en Droit de séjour pour raisons privées konnt stellen. Ènnert déi Dispositioun - ech mengen, et ass den Artikel 78 - ass dann effektiv jiddwære gefall, vun der Bomi, vum Bopi, vun der Tatta, vum Monni, déi vun hiren Pensioun këne lieuen a bei hirer Famill hei zu Lëtzebuerg wollte sinn, bis zur räicher Geschäftsfra oder dem räiche Geschäftsmann.

Mir wëllen déi Kategorië vu Leit méi kloer vuneneen trennen a grad fir d'Investisseur an déi ganz räich Leit méi kloer a méi streng Dispositiounen aféieren, énner wéi enge Konditiounen si dierfen hei bei eis kommen. Dee Beräich soll also méi transparent a méi streng geregelt gi wéi bis elo.

Iwwregens hu mer als Kommission bei dësem Punkt e parlementareschen Amendement abruecht, mir hinn eng Kann-Bestëmmung agesat, déi beseet - ech zítierent :- «Le ministre peut octroyer un titre de séjour pour „investisseur“.» Mir hinn den Text also esou émformuléiert, dass de Minister den Titre de séjour net muss aushännege, och wann déi Bestëmmungen erfëllt waren, falls et fondéiert Zweifel zum Beispill un der Honorabilitéit géife ginn.

Ech wëll och soen, et handelt sech hei ém en Titre de séjour, et handelt sech net ém e Visa.

Dat ass eppes ganz aneschters. Dat ass och oft dobasusse verwisselt ginn.

Am Kader vun der Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft gesäßt dëse Projet de loi schlisslech nach d'Aféierung vun engem ganz neie Mechanismus vir, deen den ICT-Standart Lëtzebuerg ferdere soll. Wéi Der wësst, hu mer zu Lëtzebuerg Datenzentren opgebaut, déi als Backup vun Entreprises déngan an am Kader vun deene hire Business-continuity-Pläng kénnen agesat ginn.

Wann eng Entreprise dann zum Beispill, well op hirem eigentleche Site am Kader vun zum Beispill enger Naturkatastroph d'Infrastrukture komplett zerstéiert goufen, muss op hire Backup hei zu Lëtzebuerg zréckgräifen, da müssen och eng Rei vun hire Leit kennen op Lëtzebuerg kommen, fir vun hei aus weider ze schaffen an esou gréisser Ausfäll a Verloschter ze vermeiden.

Fir dass, am Fall, wou dëst eng Firma vun ausserhalb der EU ass, dëst Personal schnell kann op Lëtzebuerg kommen, brauche si och entspriedend schnell eng Geneemegung. Dofir féiere mer am Kader vun eisem Immigratiounsgesetz eng Prozedur an, wou Entreprises am Virfeld kënnen iwverpréift ginn an Autorisationen fir bestëmmte Personounen aus hirem Personal ufroen. Dës Leit kennen am Fall, wou et néideg gëtt, dank dëser Iwverpréiwung am Virfeld, also dëser Preclearance, a ganz kuerzer Zäit eng Autorisation kréien, fir op Lëtzebuerg ze kommen an op de Backup-Zenter vun hirer Firma zouzegräffen.

Fir dass d'Prozeduren, fir eng Autorisation d'établissement hei zu Lëtzebuerg ze kréien, dann och méi effikass kënnen behandelt ginn, gesäßt dëse Projet de loi och nach eng Simplification administrative vir, andeems een den zoustännege Beamten en direkten Accès op bestëmmte Fichiere vun Ausländer vum Immigratiounsgesetz erlaabt. Dësen Accès ass awer just méiglech, wann déi betrachte Persoun dozou am Virfeld hiren Accord ginn huet; dëst, fir dass mer d'Protection des données respektieren.

Niewent deem groussen Haaptvolet, deen déi legal Immigratioun op Lëtzebuerg betréfft, huele mer mat dësem Projet de loi awer och eng Ännierung um Gesetz iwwert de Centre de rétention vir. Do bewege mer eis also elo an ee ganz anere Kader eran. Mir schwätzen also elo net méi vun der Immigratioun, mä vum Asyl.

Ech wëll dat nach eemol ganz kloermaachen. Grad am Kader vun den Diskussiounen a verschidde Aussoen iwwerall instaure que «Les mineurs non accompagnés et les familles comportant des mineurs ne sont placés en rétention qu'en dernier ressort et pour la période appropriée la plus brève possible»;

5) rappelant que cette disposition est actuellement traduite en droit national par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire par son article 22 qui prévoit que «Les mineurs ne peuvent être placés en rétention qu'à titre de mesure de dernier ressort et après qu'il a été établi que d'autres mesures moins coercitives ne peuvent être appliquées efficacement», ainsi que par la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du centre de rétention qui définit la période appropriée la plus brève possible comme étant de 72 heures;

6) notant que la pratique des dernières années a montré que ce délai de 72 heures entraîne des contraintes au niveau de l'organisation des retours et est trop serré pour les juridictions administratives saisies d'une requête de référé et que, par conséquence, des éloignements n'ont pas pu être menés à bien;

7) concluant qu'il est justifiable d'augmenter le délai maximal de placement au centre de rétention des familles de 72 heures à sept jours en tant que mesure de dernier ressort, comme prévu par le projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le centre de rétention;

8) convaincue qu'il sera par la suite d'autant plus important de veiller à un logement adéquat et un encadrement optimal des familles et des mineurs en particulier,

invite le Gouvernement

- à établir le bilan de fonctionnement annoncé dans le programme gouvernemental;

- à tenir compte dans ce bilan en particulier des recommandations faites par l'Ombudsman en 2014 et des actions prises en conséquence;

- à inclure également les chiffres des dernières années de familles placées au centre de rétention et de la durée moyenne de leur placement, ainsi que les règles mises en pratique pour accueillir et encadrer les familles et les mineurs en particulier;

- à veiller en pratique, comme dans le passé, que les mineurs non accompagnés et les familles comportant des mineurs ne soient placés en rétention qu'en dernier ressort et pour la période la plus brève possible, de sorte que la durée maximale ne soit atteinte que pour des cas exceptionnels;

- à présenter les conclusions de ce bilan à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.



# SÉANCE 23

(s.) Marc Angel, Claude Adam, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Laurent Mosar.

De schrifftleche Rapport zu mengem Projet de loi gouf den 9. Januar an der zoustänneger Kommissiouen vun de Vertrieder vun den dräi Majoritéitsparteien a vun den CSV-Vertrieder guttgeheesch. Enthalen huet sech den ADR-Vertrieder. Domat waren dann d'Arbechten an der Kommissiouen ofgeschloss.

Als Rapporteur an als President wëll ech alle Membere Merci soe fir déi interessant Diskussionen, déi mer haten, a fir d'Ennerstëtzung vu villen Deputéierte beim Ausschaffe vun den Amendementen.

Här President, heimadder wär mäi mëndleche Rapport ofgeschloss an ech ginn och den Accord vun... Ech soen lech fir d'Éischt emol Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn lech den Accord vun der LSAP-Fraktiouen.

Wann Der erlaabt, géif ech och kuerz déi Motioun virstellen, déi ech hei agereech hunn a wou ech frô sinn, dass all déi Parteien, déi Vertrieder an der aussepolitescher Kommissiouen hunn, déi Motioun och matdroen. Mir rappeléieren an dár Motioun, dass am Regierungsprogramm drasteet, dass d'Regierung géif e Bilan virleeë vum Centre de rétention, also iwwert de Fonctionnement. An den Objektiv vun esou engem Bilan wär «de réduire son utilisation autant que possible et de garantir un délai de passage aussi court que possible». Ech zitéieren de Regierungsprogramm.

An dár Motioun weise mer och op de Bericht vun 2014 vum Ombudsmann hin. An ech zitéieren och hei, wat do drasteet, dass si «conclu» huet «que la Médiateure est très satisfaite des conditions générales dans lesquelles les retenus séjournent au centre de rétention». Um Rapport vum Ombudsmann ass och e ganz Dokument vu Commentairen a Reaktionen vu verschidde Ministeren an Administratiounen ugehaangen, wou schonn eng ganz Rei Recommandatiounen dra sinn, déi och schonn émgesat goufen.

Dann huele mer och Akt vun deem Communiqué, deen de Commissaire vun den Droits de l'homme op sengem Internetsite gemaach huet zu Stroossbuerg, dee vum Conseil de l'Europe, an natierlech awer och déi Antwort vum Minister vun der Immigratioun a vum Asyl vum 7. Februar; also vu géschter.

Da referéiere mer eis op d'Direktiv vun 2008, déi natierlech seet, dass d'Mineuren an d'Famillje mussen (veuillez lire: musse placéiert ginn) «pour la période appropriée la plus brève possible», wann et zur Retentioun kënnt. Dat nämlech hu mer jo och am Gesetz vun eis nach eng Kéier wierklech marteléiert, am Gesetz vun 2015.

An dann notéiere mer natierlech, an ech hunn dat virdrun erkläert, dat hu mer och laang an der Kommissiouen diskutéiert, firwat et a ganz Ausnamefall net méiglech ass, an deenen 72 Stonnen eng Réckféierung duerchzeféieren.

An da si mer awer iwwerzeegt, dass et dofir ganz wichtig ass, dass mer an deem Centre de rétention derfir sierge vullen, dass Familljen do adequat logiéert sinn. Mir wëssen, wéi mer de Projet gestëmmt hunn, dass et eng extra Abteilung do gétt fir Familljen. Ech mengen, dat muss garantéiert sinn. An dofir invitéiere mer d'Regierung, eis dee Bilan de fonctionnement, dee se annoncéiert huet, virum Summer virzelleen.

Mir soen och, alles, wat d'Ombudsmann 2014 gesot huet, soll do mat erafléissen, dass mer awer och an deem Bilan emol Zuele kréien. Da gesait een och, wéi kuerz d'Dauer am Fong ass. Et ass einfach am Senn vun der Transparenz, dass mer d'Zuele kréien an och d'Regelen, wéi do Familljen accueilléiert ginn an och encadréiert ginn, wat do mat de Famillje geschitt a wéi do d'Kanner betreit ginn.

An dann invitéiere mer d'Regierung nach eng Kéier, derfir ze suergen, wéi an der Vergaangenheet, dass Mineuren, déi net accompagnéiert sinn, a Familljen esou kuerz wéi méiglech an esou wéineg wéi méiglech do an de Centre de rétention kommen an dass dat wierklech expectionell bleift. A mir froen d'Regierung dann, dass se der aussepolitescher Kommissiouen, déi sech jo och mat Immigratiounsfröe beschäftegt, dee Bilan virleet an dass mer deen dann zesumme kënnen diskutéieren.

Dat gesot, soen ech och hei nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

## Discussion générale

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, de Projet de loi, dee mer de Mëtten hei diskutéieren, transposéiert u sech zwou Direktiven, dést am Kontext vun der Immigratiounspolitik vun der Europäischer Unioun.

D'Immigratioun, an den Här Rapporteur huet dat och scho virdrun énnestrach, ass och ee vun de Pfeileren vun eiser lëtzebuergescher Wirtschaft nach émmer gewiescht a wäert et och sécherlech an deenen nächste Jore weider bleiben. An enger globaliséierter Welt, wou den Handel zwischen europäischen, awer och aussereuropäische Länner permanent an d'Lucht geet, ass och eng lëtzebuergesch Wirtschaft weider op qualifizéiert, kompetent an engagiert Menschen uwiesen, déi och émmer méi vun ausserhalb vun der Europäischer Unioun kommen.

Ganz besonnesch a Secteure wéi der Recherche, der Innovatioun, awer och am ICT-Beräich si mer ganz besonnesch op esou Leit ugewisent. An nach virun e puer Wochen huet hei den zoustännege Minister op d'Wichtigkeit vu Start-uppen an eisem Land higewisen. Och besonnesch an esou engem Secteur vu Start-uppen brauch een héich qualifizéiert Aarbeitskräfte, déi ee sécherlech net eleng hei zu Lëtzebuerg an och emol net némmen an der Europäischer Unioun finnen.

Ech schécken dofir och direkt viraus, datt mir déise Projet begréissen an en och wäerte matdroen. De Kolleg Rapporteur Marc Angel huet, wéi mir dat vun him gewinnt sinn, an engem exzellente schrifftlechen an och mëndleche Rapport am Detail déi wesentlech Neierunge vun dësem Projet erkläert, soudatt ech mech hei wierklech kann op eng Rei vu Remarqué limitéieren, andeem ech awer natierlech dem Rapporteur e grosse Merci fir sain Engagement och an dësem mënschlech kompliziérerten Dossier soen an em och nach eng Kéier Merci soe fir déi Motioun, wou en d'Initiativ geholl huet, déi eranzebréngent, déi mir och natierlech mat énnerschriwwen hunn an och wäerte matstëmmen.

Här President, dëse Projet huet, an de Rapporteur huet et virdrun erklärt, natierlech virun allem e wirtschaftleche Volet, op deen ech och nach wäert agoen. Dëse Projet regelt awer och d'Zesummeferierung vun de Familljen an d'Konditioun vun der Retentioun vun ofgewisenen Asyldemandeuren.

Erlaabt mer dofir och vläicht hei eng Virremarque. Am Moment ass d'Thema Immigratioun jo vläicht dat, dat am meschte Menschen hei am Land, awer och dobausse beréiert. An och ganz besonnesch um europäischen Niveau ass et vläicht dat, dat déi gréissten Eraisfuerderunge fir den europäische Kontinent och an deenen nächste Jore wäert duerstellen.

Haut an hei ass net d'Geleeënheit, fir op déi europäisch Asyl- an Immigratiounspolitik anzeigoen. Dofir wäerte mer, Här Aussen- an Immigratiounspolitik, sécherlech d'Geleeënheit kréie bei der aussepolitescher Debatt.

Ech wëll awer trotzdem haut vun dësem Projet de loi profitéieren, fir op déi absolut Noutwendigkeit hinzuweisen an der Europäischer Unioun, awer och an eisem Land, fir datt mer Weeër fanne fir eng legal Immigratioun, ouni déi mer sécherlech déi enorm Eraisfuerderunge vun der Asylpolitik net wäerte schéllerent. Dës legal Immigratioun ass awer och wichtig fir eng kleng Ekonomie wéi déi lëtzebuergesch, well et fir ganz vill Entrepriseen och bei eis am Land émmer méi schwéier gétt, kompetent Aarbeitskräfte nach iwwerhaapt an der Europäischer Unioun ze fannen.

Och dofir mäin Appell, mengen ech, un eis an lech alleguer, datt mir eis wierklech an deenen nächste Woche seriö iwwerleeën, wéi een an Zukunft eng legal Immigratioun kann an der Europäischer Unioun, awer och an eisem Land organiséieren. D'CSV-Fraktiouen ass op jidde Fall bereet, sech dësen Diskussiounen ze stellen an och a Richtung vun esou enger legaler Immigratioun matzegoen.

Dat gesot, Här President, erlaabt mer dann awer nach eng Kéier op déi wichtegste Neierunge vun dësem Projet, och wat de wirtschaftlichen Aspekt ugeet, zréckzukommen.

Fir d'Éischt, an de Rapporteur huet dat am Detail erklärt, gétt nach eng Kéier d'Notioun vum sougenannten „Investisseur“ méi prezis definéiert an och beschriwwen, ganz besonnesch wat d'Konditiounen sinn, déi esou en Investor muss an Zukunft erfëllen, fir dann iwwerhaapt kënnen an de Genoss vun enger Openhaltsgeneemegung fir sech, awer iwwregens och fir seng Famill ze kommen.

Ech begréissen dofir och, datt mer an dësem Projet dës Konditiounen preziséieren, well dat war bis elo net émmer esou kloer an deem Ge-

setzestext. An hei, mengen ech, weess elo jiddwereen, dee sech dofir interesséiert, wat e muss an Zukunft fir Kritären a Konditiounen erfëllen.

Eng zweet ganz wichtig Neierung ass déi vun der sougenannten „Continuité d'activité“, déi et Investisseuren awer och Entrepriseen erlaabt, eng Openhaltsgeneemegung hei bei eis am Land zu kréie fir eng Iwwergangszäit, déi et hinnen erlaabt, fir Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg virunzeféieren, soulang dat an hirem Ursprungsland net méiglech ass.

Déi drëtt grouss Neierung ass déi vum sougenannten „Transfert intra-groupe“, déi och an dësem Projet de loi nach eng Kéier preziséiert gétt, wat och fir mech eng absolut Noutwendigkeit ass. En Transfer vun Aarbeitskräften innerhalb vun engem Grupp huet näämlech an deene leschte Joren oft fir vill Froen, awer och fir vill Problemer an der Praxis gesuert. An et ass zum Deel och heiansdo souquer als eng Brems fir weider Investissementer bei eis am Land duergestallt ginn.

Ech begréissen dofir, datt d'Konditiounen fir esou Transferen elo nach eng Kéier méi kloer an dësem Text preziséiert ginn. An dësem Mesuren zesummegeholle, déi dräi, déi ech elo hei ausgefierert hunn, wäerte sécherlech derzou bïädroen, d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstandort Lëtzebuerg ze verbesseren. Besonnesch a Post-Brexit-Zäiten, an Zäiten also, wou eng Rei vu potenziellen Investisseuren mat Argusaugen kucken, wou se sech da kënnen implantéieren, hunn esou Mesuren sécherlech de Meritt, datt se eis Attraktivitéit nach eng Kéier wäerte vergreissen.

Här President, eng Suerg, déi mir als CSV-Fraktiouen allerdéngs hunn, an déi deelen ech mat der Chambre de Commerce, ass, wa mer elo dat Gesetz haut de Mëtten hei ugeholle hunn - Här Immigratiounspolitik, ech riichte mech och do ganz besonnesch un lech -, datt et zu enger ganz enker Zesummenaarbecht zwischen Arem Ministère a ganz besonnesch deem vun der Ekonomie op dësem Punkt wäert kommen. Well losse mir eis näisch...

► **Une voix.**- An de Finanzen.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- De Finanze bien entendu och.

Well losse mer eis näisch virmaachen: De Succès vun dësem Gesetz steet a fält mat senger Émsettung, awer och mat der alldéeglicher Handhabung. An do géif ech mer wénnschen, datt hei géif zesumme gekuckt gi mam Wirtschaftsministère a Finanzministère, Här Immigratiounspolitik expliziert hutt, a mer dunn owes de Radio gelauscht hunn an du gewuer gi sinn, datt elo op eemol sollt d'Luxexpo als Centre de rétention émfonctionnéiert ginn.

Mir hätten eis wierklech gewünscht, datt wann en Immigratiounspolitik schonn an d'Chamber kënnt, an e wousst dat jo och dee Moment, en eis dat do vläicht och scho matgedeelt hätt. Dat hätt eis nämlech och d'Méiglechkeet ginn, Här President, och do déi ganz vill Froen ze stellen, déi sech trotzdem an deem Kontext vun dár Reorganisatioun do stellen.

A mir mengen och, datt eng transparent Regierungs politik an och eng konstruktiv Zesummenaarbecht mat der Chamber, déi mer eigentlech émmer vum Ausseminister a vum Immigratiounspolitik gewinnt sinn, eigentlech e bësselchen aneschters ausgesait wéi an dësem Fall eben.

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Här President!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ja.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Entschélegt, Här Mosar. Sidd Der d'accord, dass den Här Angel eng Fro stellt?

► **Assentiment**

Gutt.

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Wann den Här Mosar erlaabt, ech wëll him just kuerz soen: Jo, de Minister huet an dár Sitzung net dorriwwer geschwatt, mä mir haten de Minister... Ech wollt lech froen, ob Der lech drënnerkert, dass mer de Minister am Dezember do haten, de 16., wou mer extra e Punkt op den Ordre du jour gesat haten, deen Dir gefrot hat iwwert d'Immigratioun. An do huet en net d'Luxexpo genannt, mä en huet awer schonn erklärert, dass se un enger Aart Structure d'hébergement d'urgence géife schaffen; wéi en eis d'Problematik vun de Retoure vun all den Dublin-Fäll erklärert huet. Mir haten dat ugeschwatt, natierlech net d'Luxexpo genannt, mä d'iddi ass awer schonn deemoos undiskutéiert ginn.

An ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister nach ganz oft an d'Kommissiouen wäert kommen, fir eis iwwert dee Projet ze berichten. Dofir wäert ech als President och suergen. Merci.

MERCREDI, 8 FÉVRIER 2017

tention ze reggruppéieren an duerno hir Réckféierung duerchzeféieren.

Déi verschidden ONGen, awer och de Mënscherechtsrot, déi dës Moosnam kritiséieren, weise mat Recht op d'Situatioun vun de Kanner a Mannerjäregen hin, déi net sollen esou laang an engem Centre de rétention festgehale ginn.

Mir deelen d'Suerg vun all deenen Associationen, datt hei alles muss énnerrholle ginn, fir keng Mannerjäreg a Kanner iwwer en Zäitraum vun 72 Stonnen, dee scho fir Kanner extrémement laang ass, an esou engem Centre festzehalen. Mir hunn awer och Verständnis fir d'Imperative vun enger koordinéierter Réckféierung. An dofir si mir och princiell averstane mat der proposéierter Verlängerung.

Mir wëllen awer haut hei, an d'Motiuun vum Här Angel geet e bëssen an déiselwecht Richtung, en Appell un den Immigratiounspolitiker rüchten, fir alles ze énnerrhuelen, fir ze evitéieren, Här Minister, datt Kanner a Mannerjäreg, wa se da schonn onbedéngt müssen, iwwert deen Délai vun dräi Deeg festgehale ginn. Sollt dat awer aus exceptionnelle Mesuren net ze evitéiere sinn, Här President, muss eiser Meenung no wierklech séchergestallt ginn, datt déi Kanner a Mannerjäreg eng psychologesch an och en aneren Encadrement kreien, fir hiren Openhaltsgeneemegung esou gutt an esou kannergerecht wéi méiglech ze organiséieren.

Mir géifen dofir och nach eng Kéier en Appell un lech, Här Immigratiounspolitik, rüchten, wa Kanner scho müssen iwwert den Délai vun 72 Stonnen an esou engem Centre de rétention bleiwen, datt dat wierklech déi absolut Exceptioni muss bleiwen! Dat dierf op kee Fall iergendwéi zu engem Prinzip ginn. An ech mengen, datt dat d'ailleurs eng Meenung ass, déi quasiment hei vum ganzen Haus gedeelt géift. A mir wäre frô... Mir wëssen och, Här Immigratiounspolitik, datt Dir émmer en humman Émgang mat Flüchtinge préconiséiert. Duerfir si mer och der Iwwerzeugung, datt mer eis, wat den Émgang besonnesch hei mat Kanner a mat Mannerjäregen ugeet, och do kënnen op lech verlossen.

Här President, dat gesot, wëll ech awer dann nach ganz kuerz op déi geplante Reaffektatioun vun der Hal 6 vun der Luxexpo als Centre de rétention agoen. Do ware mir dach e bësselchen erstaunt, Här Immigratiounspolitik, wéi Der d'leschte Kéier bei eis an der Kommissiouen waart an eis do en long et an e large d'europäesch Asylpolitik expliziert hutt, a mer dunn owes de Radio gelauscht hunn an du gewuer gi sinn, datt elo op eemol sollt d'Luxexpo als Centre de rétention émfonctionnéiert ginn.

Mir hätten eis wierklech gewünscht, datt wann en Immigratiounspolitik schonn an d'Chamber kënnt, an e wousst dat jo och dee Moment, en eis dat do vläicht och scho matgedeelt hätt. Dat hätt eis nämlech och d'Méiglechkeet ginn, Här President, och do déi ganz vill Froen ze stellen, déi sech trotzdem an deem Kontext vun dár Reorganisatioun do stellen.

A mir mengen och, datt eng transparent Regierungs politik an och eng konstruktiv Zesummenaarbecht mat der Chamber, déi mer eigentlech émmer vum Ausseminister a vum Immigratiounspolitik gewinnt sinn, eigentlech e bësselchen aneschters ausgesait wéi an dësem Fall eben.

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Här President!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ja.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Entschélegt, Här Mosar. Sidd Der d'accord, dass den Här Angel eng Fro stellt?

► **Assentiment**

Gutt.



► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Dat wësse mer, Här President, datt Dir en engagéierte Président sidd. Ech menge just awer, erlaabt mer dat ze soen, well ech net deen eenzege Kolleeg hei am Haus sinn, deen trotzdem e bësselchen erstaunt war, nodeems mer laang iwwert déi Thematik geschwät hunn, dat trotzdem owes an den Noriichten ze héieren.

Ech wëll dann awer och direkt am Numm vu menger Fraktioune soen, datt mir eis prinzipiell kënnen domadder averstanen erklären, datt een elo hei eng Trennung mécht zwéshent deenen Demandeurs d'asile, deenen hir Demande nach unhangeg ass, an deenen, déi definitiv deboutéiert gi si respectif déi sech soss aus anre Grénn illegal hei ophalen.

Mir kënnen och déi Argumentatioun vun der Regierung fir esou eng Trennung novollzéien. Allerdéngs, an dat verstoppen ech awer och net, stelle mir eis awer eng Rei vu Froen, wat de Site a ganz besonnesch och d'praktesch Organisatioun vun désem Centre de rétention semi-ouvert, esou wéi e vun der Regierung qualifiziert gett, betréfft.

Fir d'Éischt, Här President, wat de Site vun der Luxexpo ugeet. Et war net méi spéit wéi geschter an der geschriwwener Press ze liesen, datt d'Direktioune vun der Luxexpo sech trotzdem eng Rei vu berechtegte Froe géif stellen, op déi et gutt wär, wann och hei et géif vläicht de Mëtten Antwerte ginn. Well ech mengen, déi Froen, déi sech do vun de Responsable vun der Luxexpo gestallt ginn, gi sech och vu ganz ville Leit dobasusse gestallt.

Mir sinn eis, an ech sinn dovun iwwerzeugt, och an désem Haus eens, datt déi Mënschen, déi an Zukunft an deem Centre de rétention do wäerte placéiert ginn, a vun deene mer allequaerte wëssen, datt et jo déi sinn, déi guer keng Bleiwerspektiv méi an eisem Land hunn, sécherlech net déi Einfachst sinn, wat hielen Encadrement ugeet. Dat läit eben nun an der Natur vun der Saach. A mir verstinn dofir och d'Suergen, déi hei trotzdem vun de Bedreiver vun der Luxexpo artikuléiert ginn, ganz besonnesch op deem Punkt, wat d'Sécherheet ugeet.

Mir wären dofir vrou, Här Minister, wann Dir eis vläicht kéint och eng Rei zousätzlech Erklärunge ginn, wat justement d'Sécherheet an awer och ronderém déi Hal 6 ugeet, a wéi dat notamment och praktesch organiséiert gett, wa grouss Foiren oder Ausstellungen an der Luxexpo wäerte stattfannen.

Doriwwer eraus stelle mir eis awer och Froen, wéi déise Centre de rétention semi-ouvert an der Praxis soll fonctionnéieren, wann de Minister hei, wéi gesot, vun esou engem Régime de semi-ouverture schwätzt, deen, esou hu mir dat verstanen, soll esou fonctionnéieren, datt d'Mënschen, déi do sinn, am Dag kënne fräi zirkuléieren, awer eng Obligationen hunn, fir owes an der Nuecht erém an dee Centre zréckzkommen, wéssend, datt et sech jo hei ém Mënschen handelt, fir déi et ganz kloer ass, datt dat hir lescht Etapp hei am Land ass, ier se zréckgefouert ginn, wou een also weess, datt eng Rei vun deene Leit alles wäerte probéieren, fir net mussen zréckgefouert ze ginn. An dofir stelle mir eis Froen, wéi dat an der Praxis soll fonctionnéieren, wann awer dee Centre de rétention am Dag op ass a just owes zou ass.

Wéi gett do garantéiert, datt déi Leit, déi dann iergendwéi am Délai vun enger Woch sollen heimgefouert ginn, wéi gett do geséchert, datt déi net awer an der Zwéshenzäit erém iergendwéi an der Natur verschwannen?

En anere Punkt, deen eis och an désem Kontext Suerge mécht, ass deen, datt sech hei och eng ganz diversifiéiert Population wäert erëmfannten: op där enger Sait, an dat ass och scho vir-dru gesot ginn, Demandeur-d'asilen, déi iergendwou an der Europäescher Union eng Demande gemaach hunn op Basis vum Dublin-Traité, déi also an en aner europäesch Land zréckgeschéckt ginn; op där anerer Sait hu mer der awer och, déi zréckgefouert ginn, well se an hirer Prozedur definitiv ofgewise ginn. A mir hunn do e bësse Problemer, fir eis virzestellen, wéi och dat Zesummeliewen do an der Praxis wäert fonctionnéieren.

Ech hu virdrun d'Thematik vun de Kanner an de Männerjäregen ugeschwät. Och hei an désem Centre de rétention stelle mir eis natierlech genau déiselwecht Froen: Wéi ginn d'Kanner an d'Männerjäreger och hei an déser Struktur encadréiert? An do wäre mer ganz frau, wann de Minister eis vläicht och dozou herno eng Rei Explikatiounen kéint ginn.

Ech wëll hei mat de Froen ophalen. Et gett der sécherlech nach ganz vill, déi ze stelle wären. Mä ech sinn och iwwerzeugt, datt et haut sécherlech net déi leschte Kéier wäert sinn, wou iwwert déi ganz Thematik hei schwätzen.

Dat gesot, Här President, nach eng Kéier, begréisse mir diese Projekt, deen eng ganz Rei vu Verbesserungen an enger mënschlech a poli-

tesch schwiereger Thematik beinhalt, ganz besonnesch wat d'Prozedur vun den Openthaltsgeneemegungen, awer och der Familljenzouféléierung betréfft, och, an ech hunn dat, mengen ech, elo in extenso hei ausgefouert, wann eng ganz Rei vu Froen opstoe bleiwen.

Ech bréngen dofir och am Numm vu menger Fraktioune d'Zoustëmmung zu désem Projekt a soen lech Merci fir År Opmerksamkeet.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci och dem Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

► **M. Gusty Graas (DP)**.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech mengen, eist Land huet jo eng ganz grouss Tradition, wat d'Awanderung ubelaangt. 1871 hu bei eis 5.872 Ausländer gewunnt.

(**M. Henri Kox prend la présidence**)

An zénter dem 19. Jorhonnert stelle mer jiddefalls eng steigend Migratioun fest.

An den 20er Jore vum leschte Jorhonnert ass den Undeel du bedeitend an d'Luucht gaangen. An zwar hate mer der 1922 33.000 an 1930 waren dat der scho 56.000. Iwwregens war dat och gréisstendeels aus wirtschaftliche Grénn, datt déi Leit bei eis komm sinn, soudatt dat u sech keen neit Phenomeen ass. Dat kenne mer also praktesch vun Ufank u vun der Geschicht iwwert d'Immigratioun hei zu Lëtzebuerg.

No den Däitsche waren et iwwregens d'Italiener an dunn an de 60er Joren d'Portugisen, déi op Lëtzebuerg komm sinn. Dat awer och duerch eng Rei vu Konventionen, bilaterale Konventionen, déi mat deenen eenzelne Länner ofgeschloss goufen.

Haut zielt Lëtzebuerg 269.200 Ausländer. Dat ass en extrem héijen Taux, Tendenz steigend. Do muss een allerdéngs direkt hannendroen: Wat wier dést Land, ouni déi vill Matbierger, déi net eis Nationalitéit hunn? Hätte mer deen héijen Niveau? Hätte mer dat modernt Land kennen opbauen, ouni, wéi gesot, hire Secours?

An désen Zäiten huet d'Migratioun natierlech elo eng aner Ausrichtung. Et sinn och aner Leit, déi bei eis kommen. Haapsächlech Leit vum Balkan, awer virun allem och aus Krisegibber, Stéchwuert Syrien. Et sinn natierlech deementsprechend och aner Kulturen, déi hei zu Lëtzebuerg méi präsent sinn, wéi gesot och bedéngt duerch de Balkan, wouhier iwwregens 40% vun de Migrante kommen.

Et kann ee jiddefalls och behaapten, datt eist Land an deene leschte Joréngte grouss Ustrenge gemaach huet, fir, wéi gesot, déi Well vun Immigrante gutt ze organiséieren, gutt ze encadréieren. Op där anerer Sait hu mer awer och versicht, d'Integratioun an all deene Jore staark weiderzeféieren. An dat war och richteg an dat war och gutt esou. A mir wäerten och nach an der Zukunft mat enger Rei vu Projete befaasst ginn, déi d'Integratioun hei zu Lëtzebuerg nach wäerte verstärken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi scho gesot, téschent der Migratioun an der Ekonomie besteet natierlech eng enk Relatioun. Mir wëssen, datt ganz vill Leit op Lëtzebuerg aus reng wirtschaftlechen Ursache kommen, well se eben an hire Länner keng Perspektiv méi hunn. Mir maachen op där anerer Sait natierlech och d'Diere grouss op fir eng Rei vu Leit, fir datt se sollen op Lëtzebuerg kommen, well se ebe gewësse Fäegkeiten hunn, well se gewësse Capacitéiten hunn.

Dat ass iwwregens eng Politik, déi net némme reng nationale Charakter huet. Mir hunn och eng gutt Koordinatioun um europäesche Plang. Ech wëll och hei un de Programm vu La Haye aus dem Jor 2004 erënneren.

Allerdéngs därf een elo net de Feeler maachen a mengen, d'Migratioun wär just némme an Volet vun der Ekonomie an d'Leit kíemen némme aus deene Grénn heihinner. Mir wëssen, wéi gesot a verstäerkert an deene leschte Joren, datt et awer virun allem och Leit sinn, déi keng Perspektiv méi an hire Länner hunn, bedéngt duerch déi politesch Onstabilitéit, bedéngt duerch, datt se verfollegt gi wéinst hirer Rass, wéinst hirer Relioun, jo, souguer wéinst hirer sexueller Orientatioun. Mir wëssen och, datt domadder ganz vill mënschlech Tragédié verbonne sinn.

Am Projekt vun haut geet et natierlech elo méi spezifesch ém Leit, déi heihinner schaffe kommen, déi hei studéieren. An et ass och gutt, datt dee Kader elo nach zousätzlech verbessert gett. Jiddefalls, mir als Demokratesch Partei gesinn dat ganz positiv, datt mer hei zousätzlech eben elo versichen, e Rechtsraum ze schafen, wou dann, wéi gesot, den Accueil vun deene Leit nach méi gefestegt gett.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen et jo, datt mer besonnesch an eiser Ekonomie eng Rei vu Secteuren hunn, wou et schwiereg ass, gutt héich qualifizéiert Leit ze rekrutéieren. Den indigène Maart gett do oft net genuch Aarbechter hier, soudatt mer natierlech drop ugewise sinn, fir, wéi gesot, op Demanden, déi vu baussen erakommen, positiv ze reagéieren. Ech denken zum Beispill un technesch Beräicher, ech denken un d'Logistik, ech denken awer och un den Tourismus. An da muss e och énnesträichen, datt jo d'Fonction publique haut och zu engem Deel op ass fir Netlëtzebuerg, a schlussendlech: Wat wär eis Arméi, wa mer déi net viru Jore fir Netlëtzebuerg opgemaach hätten?

Mir sollen also manner Angscht hunn an dat positiv gesinn, wa mer Leit an eist Land eranhuelen, déi net eis Sprooch schwätzen, déi net eis Kultur a priori vertrieben. Mä mir sollen eis och bewosst sinn, wat dat och fir eng Villfalt ka bedeuten, déi positiv Konsequenzen, ouni Zweifel, fir d'Entwicklung vun désem Land huet an, wéi gesot, besonnesch Leit, déi aus Dréttstate kommen.

An désem Text geet et jo an éischter Linn emol ém d'Saisonnieren. Dat ass e Begréff, deen engem elo vläicht éischter bekannt ass aus dem Wäibau, dem Tourismus oder der Landwirtschaft. Et ass kloer, datt et verschidde Secteuren ebe gett, wou een zousätzlech Aarbeitskräfte wärend enger gewéssener Period am Jor brauch. Et därf een och net vergiesseen, datt et souguer Leit sinn, déi sech extra Congé huelen, fir dann op Lëtzebuerg ze kommen, fir dann hei däi Aarbecht kënnen nozegoen.

An et ass mer en Evenement am Kapp elo hänke bliwwen: Wéi elo déi Héichwaasserkatastrophen am lernzdall war, ass mer gesot ginn, datt zum Beispill deen Opbau net hätt kënnen esou séier iwwert d'Bün goen, wann net, et waren zwar Polen, also elo net Leit aus Dréttstaten, mä et ass egal, Leit, déi extra heihinnerkomm sinn, déi wierklech eng enorm Aarbecht do gelescht hunn. Och do geséit een, datt an esou Situationsen et awer och wichteg ass, wa mer kenne op auslännesch Aarbeitskräften zréckgräifen.

Duerfir ass et fir eis och ganz evident, datt elo an Zukunft deen Encadrement, dee legislativen Encadrement, dee réglementaires Kader besser organiséiert gett an datt och déi Leit déiselwecht Rechter kréie wéi Aarbeitsneemer hei zu Lëtzebuerg. Fir eis ass dat, wéi gesot, ganz richteg, datt mer elo op dee Wee ginn, well och déi Leit solle mat därselwechter Dignitéit behandelt ginn a si sollen och op e geschützte Rechtskader zréckgräife kënnen.

Och d'Patronen hu jo all Interesse, datt jo awer déi Relatioun mat deenen Aarbeitskräften - an, wéi gesot, hei geet et jo ém Leit aus Dréttstaten - och konform geregelt gett. Ech mengen, et ass och fir si awer wichteg, wa se wëssen, datt kee Feelverhalen deementsprechend kann optrieden.

Désen Text berout natierlech, wéi scho virdrun och hei gesot ginn ass, op EU-Direktiven. Europa gett jo esou gäre schlechtgeriet an désen Zäiten an, wat jo émmer méi traureg ass, och op allerhéchstem politeschen Niveau, ouni dat elo hei ze verdéiwen. An ech mengen, duerfir grad soll een déi - an echhoffen, datt et der awer nach émmer vill sinn, déi un Europa gleewen - drop hiwiseen, wat Europa awer ka bedeuten. An hei ass erém e ganz gutt Beispill, wéi mer kenne awer och dee Bannemaart aneschters gestalten, aneschters organiséieren, och vis-à-vis vun Entreprises, déi hire Sétz ausserhalb der Europäescher Union hunn, déi och dann awer záitweis Personal innerhalb der EU transitiéiere müssen. Dat sinn awer och Elementer, déi wichtig si fir eng Ekonomie, déi sech gutt soll entwickelen innerhalb vun Europa.

Natierlech muss ee bei esou Systemer och vigilante sinn. Natierlech muss een oppassen, datt net Leit vun engem System do abuséieren. Duerfir ass et evident, datt eng Rei Bremse musse virgesi ginn.

Ech begriissen och am Numm vu menger Partei natierlech de System vun der Continuité d'activités. Hei geet et jo virun allem ém Betribber, déi am ICT-Beräich aktiv sinn, wann, wéi gesot, Problemer an hirem Heemechtsland entstinn, datt se dann hei zu Lëtzebuerg awer zu-mindest kenne weider fonctionnéieren. Eise Logistikcenter gett doduerch némme nach gefestegt. An dat ass och eng ganz gutt Saach.

Selbstverständlichkeit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer eis bësse méi am Detail mat deem Projekt de loi hei auserneessen, kenneen e och net deraalanscht, op deen een oder anere méi kritesche Punkt anzegoen. Eische Punkt ass natierlech dee vun där neier Kategorie vun Investisseuren, wat jo och do-baussen zum Deel méi kritesch gesi gett. Hei geet et natierlech drëm, fir - jo! - Leit, déi eng gewësse Fortune hunn, op Lëtzebuerg ze zéien.

D'Fro därf awer sécher erlaabt sinn: Wat ass dorunner schlecht? An dat ass awer och keen neit Phenomeen. Dat ass awer och näisch Neits. Mir hunn awer hei keng Virreiderroll als Lëtzebuerg. Ech wëll drun erënneren, datt et dat awer a Portugal gett, datt et dat a Griechenland gett, datt et dat a Frankräich gett, datt et dat an Däitschland gett, et j'en passe. Also net, fir elo erém hei ze mengen, wéi wa Lëtzebuerg sech géif hei an eng Nisch erabewegen an némme géif versichen, Leit, déi héicht Kapital hunn, op Lëtzebuerg unzezéien!

Duerfir lieie mer och hei an enger Logik vun enger richteger Strategie, fir eis Finanzplatz ofzefestegen, fir eis Ekonomie weider auszubauen. Natierlech sinn dat gréisstendeels Leit, déi eng gewësse Fortune hunn, déi elo hei op Lëtzebuerg kommen, fir an ee Fong ze investéieren, dat muss jo mindestens fénnef Jor sinn, déi och e Minimum vun 20 Milliounen mussen hunn. Bon, okay, mir wëssen, datt dat natierlech net elo eng Risenzuel vu Leit ass. Mä émmerhin ass et awer richteg, datt mer hei e Kader schafen, datt esou Investitionen och hei zu Lëtzebuerg awer méiglech ginn.

Well ech mengen, et soll een och emol heiansdo erém an Erënnerung ruffen: Mir hu jo awer en héich entwéckelte Sozialstat hei zu Lëtzebuerg. Dat ass och gutt esou. Mir sollen och op deem Niveau weiderfueren. Mä dee kann och net einfach esou finanzieréiert ginn! Duerfir muss awer och op däi anerer Sait eng Ekonomie dréien, eppes, wat vläicht heiansdo nawell gäre vu verschidde Leit vergiess gitt.

Datt do d'Honorabilitéit natierlech e wesentleche Punkt ass, ass evident. An net, Här Mosar, datt ech mer den Term vun lech ofgelauschtet hunn, mä et gett vill mat Argusaen op eis gekuckt, effektiv. An dowéinst mussen mer och no baussen dee beschtméigleche Kader hunn. Well et si Spektive queesch duerch d'ganzt Welt, déi émmer némme op Lëtzebuerg kucken. D'Vergaangenheit huet eis dat bewisen. Et ass also wichteg, datt mer besonnesch och an deem Volet hei ganz propper, ganz anständig dostinn an datt dat Kapital, wat hei op Lëtzebuerg kënnt, och virun allem proppert Kapital ass.

Öch en aneren ekonomeschen Aspekt, deen een net därf hei énnerschätzen, do geet et ém de Regroupement familial, well et si Leit, déi vläicht zécken, wat och verständlech ass, déi net wëllen hir Heemecht verloissen, wa se net gläichzäiteg och kenne mat hirer Famill heihinernkommen. An duerfir, déi Verbesserungen, déi mer hei maachen, sinn an deem Senn och némme ze énnertézzen. Well, wéi gesot, wann ee gär qualifizéiert Leit a sengem Land hätt, da muss een awer och dee familiären Aspekt matconsidérerieren.

E weidere flotte Punkt ass deen, wat d'Studenten ubelaangt, datt déi elo d'Méiglechkeet kréien, wéi gesot d'Studenten aus Dréttstaten, fir nom Ofschloss vun hire Studien, sief dat Masterstudien, sief dat Dokterarbeit, eben och kenneen hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen. Well et ass virun allem ee Beräich, wou mer awer méi wéi jee op auslännesch Capacitéit ugewise sinn, dat ass de Volet vun der Recherche. Wann ee mat deene Leit schwätzt, da weess een, datt et enorm wichtig ass, datt mer och kenne Studenten hei behalen, déi virun allem och deelweis an der Fuerschung täteg waren. An da wär et jo awer traureg - et kann ee scho bal schwätze vun engem Gasplillage intellectuel -, wann een net deene Leit géif d'Méiglechkeet ginn, fir hei am Land ze bleiwen a fir dann och enger Aarbecht kënnen nozegoen. Well mer virun allem um Niveau vun der Recherche als Lëtzebuerg an deene leschte Joren dach eng gewësse Renommee entwéckelt hunn, ass dat wichteg.

Et ass nach net iwwert d'Sportler hei geschwät ginn. Mä och d'Sportler sinn an deem Gesetz hei opgezielt ginn. A virun allem, wéi gesot, wat d'Mannschaftssportarten ubelaangt, ass dat mat Sécherheet och net vu Muttwéll, datt déi Méiglechkeete gi sinn, fir en Titre de séjour ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, datt ein natierlech och net d



An et geet natierlech ém déi Ännierung, wat de Centre de rétention ubelaangt, datt eben, wéi gesot, fir Familljen och mat mannerjäregé Kanner, déi bis elo maximal konnten 72 Stonnen an deem Centre bleiwen, datt dat eben elo op siwen Deeg eropgesat gëtt.

Ech wëll net méi weider op déi Argumenter agoen, déi mer awer alilichten, firwat datt déi Ännierung elo virgeholl gëtt, déi och wierklich némme am Extremfall ugewannt gëtt. An do koume jo elo eng Rei Reaktiouen, énner anrem vum Mënscherechtskommissär vum Conseil de l'Europe.

Wann et mer awer erlaabt ass, eng kuerz Tëscheremarque ze maachen: Firwat gëtt dann elo op eemol 24 Stonne virdrun, ier dat Gesetz hei gestëmmt gëtt, déi Diskussioun hei lassgetrëppelt? Dat ass elo net pejorativ gemengt. Mä d'Gesetz ass awer schonn, mengen ech, am Mee d'lescht Joor 2016 déposéiert ginn. Mä bon, losse mer dat elo op der Säit. An natierlech ass déi Diskussioun deementspriechend elo aneschters lancéiert ginn, wat jo awer och gutt ass.

Wat sécher ass, ech mengen, et ass scho virdrun hei gesot ginn: Et ass keen heibannen, et ass mat Sécherheet keen heibannen, dee frou ass, wann elo Kanner an esou eng Situationsollte kommen, datt se domat en Trauma erliewen, dat ass ganz evident. A wann esou eng Situationsollt antrienden, dierft se wierklich némme kommen, wann all aner Méiglechkeiten ausgeschépft sinn.

Duerfir kann een och déi Argumenter vum Kommissär natierlech novollzéien. Déi Argumenter vum Flüchtlingsrot, vun der ASTI selbsterklärt sinn net falsch. An ech sinn och iwverzeegt, datt d'Politik hei wäert versichen, wann déi siwen Deeg eng Kéier missten appliziert ginn, datt dat soll awer den absolute Minimum sinn.

Ech wëll dann och hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer jo...

► **Une voix.**- Maximum!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Maximum! Maximum siwen Deeg! Richteg!

Ech wëll dann awer och nach drop hiweisen, wéi mer d'Diskussioun haten iwwert d'Gesetz iwwert d'Protection internationale et temporaire vum 10. Dezember 2015 hei an der Chamber, si mer och do jo schonn op déi Problematik agaangen, besonnesch wat d'Mannerjäger ubelaangt, déi net a Begleedung sinn. An och do ass scho plädéiert ginn - an ech kann och némmen nach eng Kéier widderhuelen, wat meng Partei deemoos och hei gesot huet - , datt mer natierlech fir eng kannergerecht Retentioun sinn, wa méiglech an engem Kannerheem, och wann dat net déi allerbeschte Léisung ass, mä zumindest nach besser wéi an engem Centre de rétention.

Ech wëll och hei den Artikel 6 vum Kapitel 2 vun der EU-Direktiv 604/2013 nach eng Kéier zitéieren, wou awer och ganz kloer drasteet: «L'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale pour les États membres dans toutes les procédures prévues par le présent règlement.» Duerfir ass et, wéi gesot, fir eis och ganz wichteg, datt all déi Persounen, déi a Kontakt si mat Mannerjärgen, natierlech och mussen déi beschtméiglech Formationen hunn, besonnesch wat d'pädagogesch an d'psychologesch Fäegkeeten ubelaangt.

Dat ass natierlech e Volet vun der Migratiounspolitik, deen elo e bësse méi kontradiktoreisch hei diskutéiert gëtt. Ech mengen, och den Europäische Gerichtshaff fir Mënscherechter, dee seet natierlech zu Recht, datt d'Detentioun eng grav Mesure ass an datt déi just justifiéiert ass, wann eben, wéi gesot, manner schlëmm Moossnamen net geograff hunn. E schléisst a priori och eng Detentioun natierlech deementspriechend also net aus. An och schonn 2010 hat de Conseil de l'Europe jo eng änlech Resolutioun geholl.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt eis Migratiounspolitik jo awer och e bedeitende Volet vum fräiwëlleger Retour huet. Zum Beispill 2016 ware vu 569 zréckgeschréckte Leit der 456, also 80%, déi fräiwëlleger zréckgaange sinn. Et ass also nach émmer de Gros vun de Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, déi ebe keen Asyl gewäert kréien, déi dann awer och fräiwëlleger dee Moment zréckginn.

Natierlech solle mer deen Débat awer do weiderférieren. Natierlech solle mer eis Gedanke maachen: Wéi kenne mer dat Émfeld nach méi mënschewürdeg gestalten? Obwuel, wéi gesot, mir brauchen eis och net émmer méi schlecht ze maachen awer, wéi een heiansdo mengt,

datt mer wieren. Lëtzebuerg huet schonn enorm Efforte gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Mëtte ganz vill iwwer Simplification administrative geschwat. Bon, hei ass och dann e klenge Volet dran, deen awer och an déi Richtung geet. An zwar geet et jo hei ém den direkten Zougang zu den Fichieren iwwer Leit aus Drëttstaten. Dat kléngt den éischté Moment vläicht e bëssen, wéi wann een eppes géif iwwerwaachen, géif Nofuerschunge maachen. Mä ech mengen, et muss och nach eng Kéier hei énnerstrach ginn, datt jo awer fir d'Éischt muss en Accord préalable vun deem Beträffen do sinn, ier ee kann esou en Zougang zu engem Fichier kréien. Mä jiddefalls ass och dat hei e klenge Schratt, mä e wichtige Schratt a Richtung vu méi séirer Ofwecklung vun administrative Weeér.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat hei ass fir eis trotzdem e ganz wichteg Gesetz, wou mer och derhannertstinn, trotz deem engen oder anere méi delikate Punkt.

Ech wëll awer net ofschléissen, ouni dem Kolleeg Marc Angel Merci ze soen, deen eemol méi mat senger Feinfühlgeeket sech och gutt hei derduercheschafft huet. A wéi gesot bréngen ech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Merci, Här Graas. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, Här Minister, ech probeieren, mech, genau wéi meng Virriedner, esou kuerz wéi méiglech ze halen.

D'libre Circulation vu Persounen ass ee ganz wichteg Pilier, op dee sech d'Europäesch Unioun stäipt. Et ass leider och hautdesdaags een émstridene Pilier.

Esou ass souguer der Brexit, zumindest zum Deel, och drop zréckzeféieren, datt eng Majoritéit vun de Wieler am Vereenigte Kinnekraich net d'accord war mat der libre Circulation. An et huet sech hei net ém Flüchtlingen aus Krichsgebiddere an och net ém Wirtschaftsflüchtlingen aus der sougenannter Drëtter Welt gehandelt, mä ém Europäer aus virun allem osteuropäische Länner, déi fir déi Onzefrittenheit gesuergt hunn.

déi gréng waren a bleiwen der Meenung, datt eng Europäesch Unioun net just eng libre Circulation fir Geld a Konsumgülder soll erméiglechen, mä datt d'libre Circulation vun den EU-Bierger eng ganz positiv a wichteg Errungenschaft ass. A selbstverständliche brauch een e Regelwierk, fir datt déi libre Circulation och gutt funktionéiert.

D'Europäesch Kommissioun huet schonn 2005 am Haager Programm eng Rei Prioritéit festgehalten, fir déisen europäische Raum vu Fräheit, Sécherheit a Recht auszubauen. D'Schweierpunkte vum Haager Programm waren: d'Stärkung vun de Grondrechte vun den EU-Bierger, d'EU-Bierger solle sech kenne fräi bewegen an der EU an och do wunnen a schaffen, wou si dat wëllen. En anere Schweierpunkt war d'Ausschaffe vun engem Konzept, fir d'Migratiounsstréim ze steieren, engersäits mat der Bekämpfung vun der illegaler Migratioun an dem Mënschenhandel an anerärsäits der Erréiglechung vun enger legaler Migratioun.

D'Kommissioun wollt ee gemeinsamt, eenheetlecht, effizient a solidarescht Asylverfahren aféieren. Am Haager Programm waren eigentlech schonn all d'Problemer erkannt an opgezielt, déi eis haut nach vill méi beschäftige wéi deemoos, Problemer, déi sech net geléist hunn, mä duerch eng ganz Rei méi oder manner rezent Krisen nach gewuuss sinn.

Datt déi hei ugefouert Problemer net méi kleng gi sinn, mä méi grouss, huet, wéi scho gesot, eppes mat rezente Krisen ze dinn a mat enger net zefriddestellender, net gemeinsamer, net eenheetlecher, net effizienter a virun allem och net solidarescher Politik am europäische Raum.

Sou hunn zum Beispill all Berichter vun der Kommissioun iwwert d'Émsetzung vum Haager Programm déiselwecht Konklusiou gehat: D'Fortschrëtter an de Beräicher Justiz, Fräheit a Sécherheit ginn net eenheetlech virun. Villes gëtt lues oder onkompllett émgesat, soudatt déi gewünschte Resultater op sech waarde loossen.

Den Haager Programm ass an de Stockholmer Programm iwwergaangen, deen d'Prioritéit vun 2005 weiderverschaffen a verdéive sollt. Et ass net, wéi wann näischt geschitt wier op der politescher Bün. Mir hunn d'Kreatioun vu Frontex gehat, fir eis Grenzen ze schützen. Zénter 2008 gëtt et ee gemeinsamt europäisch Asylsystem, zumindest um Pabeier. A wann en an der EU en Asylantrag stellt, da

ginn d'Fangerofdréck geholl an an eng zentral europäesch Datebank gesat.

Dat geschitt schonn zénter 2003. Dat huet sech och bewäert, mä huet awer net émmer gutt funktionéiert, well verschidde Memberländer net konnten oder net wollte mat der néideger Energie matmaachen. Et gëtt de Schengener Informatiounssystem, métterweil an der zweeter Generation. Et gëtt de Visa-Informatiounssystem an et gëtt, wéi am Rapport ugefouert, eng ganz Rei vun Direktiven, déi sech mat der Migratioun an der Immigratioun befaassen.

Här President, no menger, jo, effektiv zimlech laanger Introduktioun kommen ech dann elo op den eigentleche Projet de loi 6992 zréck. An hei probéieren ech dann och, e bëssen ze kieren, well ech engersäits ee Rapport viru mer leien hat, dee ganz iwwersichtlech war an deem seng Struktur och ganz an der Rei war. An duerfir wëll ech och dem Rapporteur Marc Angel nach eng Kéier Merci soen. Effektiv huet hien eng Rei Saache gesot, déi ech dann net widderhuelen.

A Kuerform: Éischtens, mir maachen eng Émsetzung vun der Direktiv 2014/36, déi d'Konditioun festsetzt, no deenen e Mënsch fir eng begrenzten Zait op Lëtzebuerg lieuen a schaffe komme kann. Mir fannen dat richteg a wichteg, well déi Leit, déi ginn dann och geschützt. An déi Leit brauchen dee Schutz. A mir brauchen déi Leit, déi bei eis schaffe kënne.

déi gréng waren émmer der Meenung - an ech sinn och frou, den Här Mosar huet dat genau d'selwecht hei gesot -, datt d'Méiglechkeet, fir legal an d'EU schaffen ze kommen, ee vun deen effikasste Moyenen ass, déi mer hunn, fir déi illegal Migratioun ze bekämpfen.

Den zweete Punkt, deen ech wollt uschwätzen: Mir setzen och d'Direktiv 2014/66 ém. Hei geet et och ém eng Zort saisonal Aarbecht, mä d'Konditiounen an d'Zilgrupp sinn natierlech ganz anerer. Hei sinn et Net-EU-Bierger, déi zäitweis fir hire Patron an eent oder a méi EU-Länner schaffe ginn. De Rapporteur ass drop agaangen, ech ginn dann net méi drop an. Dat ass eng Mesure, déi schéngt noutwendeg ze sinn, well an enger globaliséierter Wirtschaft mat internationale Konzerner esou eng Flexibilitéit verlaangt gëtt. Mir énnerstézzen dat.

Mat désen zwou EU-Direktive schafe mer gläich Konditiounen fir eng Rei Salariéen, déi sech zäitweis an der EU deplacéieren. Dat ass alles gutt. Dat schéngt noutwendeg ze sinn. An domadder respektéiere mer och d'Rechter vun de Salariéen.

Mir notez mat désem Gesetz awer och d'Méiglechkeet, eng nei Kategorie vun Openthaltsrecht ze schafen. An déi Kategorie soll och derzou déngen, eis Ekonomie ze ferderen. An hei geet et awer net ém eng Harmoniséierung op europäeschem Plang, mä ém eng Nisch, déi all Land an der EU kann, méi oder manner extensiv, fir sech notzen. Ech schwätzte vun der Autorisation de séjour pour investisseurs.

Well jo bekanntlech d'Mënschen net allegierte gläich sinn, schafe mer mat désem Gesetz d'Méiglechkeet, e puer extra Leit fir eist Land an eis Ekonomie ze interesséieren. De Statsrot seet zu Recht, datt et sech beim Droit de séjour pour investisseurs ém ee Choix politique handelt. Et kann ee sech d'Méi ginn an dat schérieden. Jo, mir kenne do eiser Wirtschaft nach ee klengen Impuls ginn.

Neen, et ass och kee Fräibréif fir luguber Oligarchen, sech op Lëtzebuerg installéieren ze kommen. Mir hu Konditiounen un deen Droit de séjour pour investisseurs gehaangen. Jo, déi Konditiounen, déi mir un den Droit de séjour stellen, sinn eigentlech méi streng wéi an deene meeschten aneren EU-Länner, déi och esou eng Regelung hunn. An et ass och net méi wéi richteg, datt mer déi Investisseuren, déi sech just mam Immobilienhandel beschäftegen, vun déser Regelung ausschleissen.

Här President, ech hoffen, Dir hutt et gemierkt, ech hat mer elo Méi ginn, zwar vläicht net gradesou vill wéi den Här Mosar, mä émmerhin! Mir maachen et mat désem Gesetz och méi einfach, fir datt d'Leit, déi aus Drëttnänner bei eis schaffe kommen, hir Famillje matbréngen oder nokomme loosse kenneen.

Här President, ech kommen zu engem leschte Punkt vun désem Gesetz: enger Regelung, déi de Centre de rétention betréfft. Eigentlech passt déi Regelung net an dést Gesetz, well mer et jo hei awer bis elo mat enger Migratioun am direkte Kader vun der Aarbechtswelt ze dinn haten, an eigentlech net mat der Situation vun Demandeurs de protection internationale. Mais soit!

Mir ännernen d'Gesetz vum 28. Mee 2009 iwwert de Centre de rétention, andeems mer d'Dauer vum Festsetze fir eenzel Persounen oder Familljen a Begleedung vun engem oder

méi Kanner vun 72 Stonnen op siwen Deeg eropsetzen.

Här President, ech wëll net allze vill wäit aushuelen, mä ech mengen, mir sinn eis am Prinzip allegueren eens, datt d'Recht op Asyl némme ka funktionéieren, wann déi Leit, déi dat Recht net zougestane kréien, och erëm zréck an hiert Hierkunftsland musse goen. Mir énnerstézzen all Beméiungen, datt déi Unerkennungsprozedure solle korrekt a méiglechst schnell verlaufen. An trotz heiansdo kontroversen a kontroversierten Aussoen hu mir den Androck, wéi wann eng gutt Aarbecht hei vun eiser Regierung a vun eise Beamten an deem do Beräich géif gemaach ginn.

Ech fannen et sympathesch, wann an eisem räiche Land Leit sech manifestéieren fir eng ganz vulnerabel Grupp vu Mënschen, fir sech fir déi anzeseten, déi deboutéiert Demandeurs de protection internationale. Ech deelen hir Aschätzung awer net. Ech fannen, datt mer net kenneen de Centre de rétention mat engem Prisong gläichsetzen. E Centre de rétention kenne och just zur Sprooch, wann et kee fräiwëllege Retour gëtt.

Lëtzebuerg mécht vill fir d'Flüchtlingen. Et ass natierlech nach vill Loft no uewen. Ech war, wéi de Centre d'accueil zu Miersch opgaangen ass, och d'Infrastrukture kucken. Mir kenne wierklich net behaapten, datt mer déi Leit hei géife Mat Luxus empfänken.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

An ech mengen, datt och déi Situationsollt, wéi do d'Leit énnerbruecht sinn, bestëmmt besser ass wéi a verschidene südleche Länner, well mer méi Moyenen hunn, mä vu Luxus ass awer wäit a breet keng Spur. An ech weess och net, ob d'Konditiounen am Centre de rétention fir d'Famillje solle méi schlecht si wéi an deenen anere Strukturen.

Natierlech ass et e groussen Énnerscheed, wa mer d'Dieren zouspären! Dat ass kloer, dat ass keng Excuse fir näisch. An ech sinn duerfir och ganz frou, datt mer déi Motioun hei hu vum Här Angel. Mir akzeptéieren, datt mer déi Mesure hei ergräifen. A mer betounen awer och, datt se ebe muss d'Ausnam sinn. Mir hunn erkläret kritt, datt et duerhaus virkënt, datt et an deenen dräi Deeg net ze realiséieren ass. Dat huet eppes och mat Charterlich ze dinn, op déi mer heiansdo müssen zréckgräffen, well d'regular Volle mat anere Problemer verbonne sinn. Duerfir kenne mer déi Mesure matdroen.

Mir sinn natierlech op a mir huelen déi Kritik zur Kenntnis, och déi vum Kommissär fir Mënscherechter vum Europarot. A mir mengen, datt, och wann eis Situationsollt besser ass - a mer frouen eis heiansdo, wat de Kommissär zu ganz villen aneren europäische Länner seet -, dat keng Excuse soll si fir eis, fir eis net awer eeschthaft mat deen dote Remarquen ze befaassen.

Duerfir, wéi scho gesot, mir gesinn déi Verlängerung éischter als eng Hëllef, fir de Retour kenne korrekt ze organiséieren. An dann deele mer och mam Auteur vun der Motioun d'Meeting, datt dat soll eng absolutt Ausnam bleiben.

Ech ginn domadder den Accord vun der grénger Fraktiou zu désem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen och u mat engem häerzleche Merci un den Här Angel, deen hei sech vill Méi ginn huet mat désem Gesetz, fir eis dat ze erklären an e ganz flotte Rapport hei ze presentéieren.

Ech wëll soen: Vum reng legislative Standpunkt ass dat heite kee gutt Gesetz. Verschidde Virriedner hu scho gesot, datt hei vill Saache matenee vermësch gi sinn. Et geet zu engem groussen Deel rieds vu Veränderungen am Beräich vun der legaler Immigratioun. Mir hunn awer och duerch déi Veränderungen, déi mer am Beräich Centre de rétention maachen, ze di mat zum Deel onberechtegter Immigratioun, onberechtegten Demanden hei am Land oder souguer illegaler Immigratioun a verschidene Fäll, soudatt hei eng Vermëschung vu verschidene Saache virläit.



# SÉANCE 23

MERCREDI, 8 FÉVRIER 2017

Mir hu kee Problem mat der Ëmsetzung vun deenen Direktiven, déi beschriwwen gi sinn, iwwert den Détachement intragroupe oder d'Travailleurs saisonniers, och kee Problem mat der Continuité d'activités an aneren Iddien, déi hei erakomm sinn. Och net, datt mer fir déi Investisseuren Titres de séjour do schafen, fir verschidde Kategorien vu Leit. An enger Situations, wou eist Land, eise Finanzzentrum awer a staarker Konkurrenz ass zu anere Länner, déi esou Facilitéiten offréieren, mengen ech, hu mer do net vill Wiel, wéi eis och esou engem Mouvement unzeschleissen. Quite datt mer musse ganz, ganz gutt drop oppassen, datt mer eben d'Konditiounen vun Honorabilitéit an esou weider musse kontrolléieren an datt mer net kënnen zu weidere Blanchimentaktivitéiten hei bäidroen. Dofir ass eng streng Kontroll op jidde Fall ganz, ganz wichteg.

An et gëtt awer eng Rei Kritikpunkten an dësem Gesetz. De Regroupement familial, dat ass eppes, wat gutt kléngt. Mä wa mer higinn a mir huellen déi Avantages, déi verschidde Kategorien kréien, déi mer wëlle speziell favoriséieren, fir se eben unzezéien, a mir deenen déi op aner Kategorien aus, ass dat natierlech e relative Verloscht vu Virdeeler fir déi Kategorien, déi mer awer wollte bewosst bevirdeelegen, fir se unzezéien. Dat kann ee matdroen, et ass elo kee Punkt, firwat mer eis dësem Gesetz géifen opposéieren, awer et muss een dat eng Kéier signaléieren.

Wou mer awer e Problem dermat hinn, och aus Grënn vun der Kohärenz vun der Entwécklungspolitik, ass mat där Iddi, datt mer elo higinn a mir huellen an dësem Gesetz d'Méiglechkeet, datt Leit aus Dréttstaten, déi hei studéieren, zum Beispill aus och Entwécklungslänner, a mir soen deenen: „Dir kënnnt direkt heiblewen, hei eng Demandé d'emploi maachen, hei schaffen.“ An d'Iddi ass jo awer u sech, datt mer déi Leit heihinnerhuellen, se hei qualifizéieren, fir se an hir Länner zréckeschécken, wou se méi gebraucht gi wéi hei!

An dat ass eng Saach vun der Kohärenz och an eiser Entwécklungspolitik. Wéi dacks schwätze mer hei an der Chamber vun der Kohärenz an deem Beräich? An dat hei ass u sech e Bewäis, datt dës Regierung op jidde Fall déi Kohärenz net bréngt. Well d'Iddi ass net, datt mir qualifizéiert Leit aus Dréttweltstaten duerch en „brain drain“, duerch e Gehir ofhuellen, ewechhuellen aus deene Länner an heihinnerbréngen, mä am Géigendeel, datt mer Leit qualifizéieren, fir zum Gudde vun hire Länner báziedroen.

Dat ass e Punkt, dee mir als ADR net matdroen. Dofir, Här President, froe mer och iwwert de Punkt 27 Artikel 59 e separate Vott, well d'ADR dee Punkt net wäert matdroen.

Et ass och e bëssen iwwerdrïnnen, datt mer higinn a mir kucken, datt en Accès direct aux fichiers des étrangers némme méiglech ass fir eis Verwaltungen, wann déi Administréiert virdrun hir Erlaabnis ginn hinn. Och dat ass e Punkt, wou ee sech ka froen, ob dat néideg ass. An eisen Aen ass et dat net!

De Centre de rétention par contre ass eng ganz interessant Diskussioun. Mir droen dat mat als ADR. Ech mengen, et ass sécher wichteg, wéi och verschidde Virriedner et gesot hinn, datt mer net an eng Logik erakomme vun engem falsch verstanenen Humanismus, datt mer net méi Réckféierung kenne virhuellen. Dat wär e falscht Signal. Et geet jo hei ém Leit, déi sech bewosst enger fräiwëlleger Réckféierung entzéien. A wann Elteren do sinn, müssen déi och d'Verantwortung huelle fir hiert Verhale géint-iwwer hire Kanner! Elteren, déi sech verantwortungsvoll géife verhalen, déi géifen évitéieren, datt se mat hire Kanner missten an e Centre de rétention, ebe just, fir Situations kennen ze verhënneren, wou dat vläicht traumatesch fir Kanner ass.

A mir énnerstëtze ganz kloer och als ADR déi Motioun, déi mer hei zesummen etabliert hinn, datt mer eben déi humanitar Aspekt an däri Retentioon wëlle betounen an och erawarden, datt d'Regierung eis dorïwwer e Rapport mécht. Dat ass net de Punkt.

Politesch ass et awer interessant, fir ze énnersträichen, datt hei e Léierprozess vu verschidene Parteie stattfonnt huet! Mir erënneren eis nach ganz gutt un déi Debatte vum Mee 2009, wou den Här Angel deemoos fir d'LSAP gesot huet, dat wär eng reng theoretesch Méiglechkeet, datt eventuell Mineure kéinten an de Centre de rétention kommen. Et wäre bestëmmt keng Mineuren non accompagnés. Den Här Nicolas Schmit, haut nach Minister an der Regierung, huet gesot: „Déi Mineure kommen am Prinzip iwwerhaapt net an de Centre de rétention.“ An den aktuelle Justizminister vun de Grëngen, den Här Félix Braz, aktuelle Justizminister, huet gesot, et géife keng Mineuren do erakommen, d'Detentioun wär esou kuerz wéi méiglech. An et sinn déi dräi Parteien, déi dat awer och elo vun 72 Stonnen op siwen Deeg opzestzen. Hei ass e Léierprozess gewiescht, e Stéck Realismus, deen een némme

ka begréissen, deen awer an déi Debatt erakennet.

An ech muss soen, datt mir als ADR, géif ech soen, an der ganzer Immigratiounsdebatt zénter Joren déi Partei sinn, déi vun Ufank u gesot huet, wou d'Schwaachpunkten am Räsonnement sinn, déi vun Ufank un eng aner Politik verlaagt huet. A mir gesinn, datt souwuel national wéi um europäischen Niveau Schrëtt fir Schrëtt dat, wat mir gesot hu vun Ufank un, de Respekt vun den internationale Konventiounen, d'Noutwendegkeet vum Schutz vun de Grenzen, d'Noutwendegkeet vum Respekt vu verschidene Prozeduren, alles dat, wat mir zénter Jore soen, lues a lues an déi méi realistesch Politik erakennet.

An et ass e Léierprozess, deen eis onendlech vill kascht huet, dee mat schreckleche Schwieregkeete verbonnen ass, mat vill mënschlechem Leed, mat illegalem Iwwerschreide vum Leit, déi am Mëttelmier erdrénken. Wäre mer direkt op deen anere Wee gaangen, wéi mir et préconiséiert hunn, wär eis vill erspuert bliwwen!

Déi Reform hei vum Centre de rétention ass just - an eisen Aen - een Element méi énner anere vun engem Léierprozess, deem schwierige Léierprozess vu verschidene lénke Parteien hei, dee mer eis hätte vun Ufank u kënnen erspuert bliwwen.

An ech begréissen déi Ried, déi den Här Mosar hei gehalen huet. Mä mat alle Froen, déi den Här Mosar hei am Numm vun der CSV gestallt huet, déi mir deelen, wëll ech awer énnersträichen - ech wëll awer énnersträichen! -, datt d'Politik vun der CSV och an dësem Fall ass, datt se d'accord ass dermat, datt et vun 72 Stonnen op siwen Deeg eropgeet. An datt d'CSV och an hirer Immigratiounspolitik nach ganz vill Froen ze beäntwerten huet, well et geet net duer, Froen ze stellen! Well d'CSV, wéi aner Parteien, huet bis elo ni gesot, datt mer eng Uewergrenz brauchen an der Immigratioun, huet déi europäisch Immigratiounspolitik ni substanzial a Fro gestallt. An och d'CSV huet an dësem Dossier nach e wäite Wee ze goen, bis se op deem Realismus ukomm ass, deen ee vun däri Partei kéint erwaarden.

Dat gesot, wäerte mir als ADR dëst Gesetz matstëmmen. Allerdéngs, Här President, hättet mer gär e separate Vott op deem Punkt, deem ech lech virdru genannt hunn, deen d'Studenten ubeet, well mir der Meenung sinn, datt et Moralesch net vertriebar ass, de Länner, déi hir qualifizéiert Leit brauchen, ze probéieren déi ewechzehuelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet dee leschte Riedner zu dësem Projet, den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Haut stëmme mer net némme iwwer e Projet de loi of, mir stëmmen och iwwer e Symbol of. Well besser konnt een dat wahrscheinlich net duerstellen. Ech géif souguer behaapten, datt Historiker an honnert Joer esou e Projet de loi als Sënnbild vun der Verwirrung vum 21. Jorhonnert wäerte benotzen, als e Sënnbild vun Onglächheet, als e Sënnbild vun der Degradéierung vum Mensch zur Wuer.

„E Kaméil huet et méi einfach, duerch en Nollach ze komme wéi e Räichen an d'Paradäis“, steet richtegerweis am Neien Testament. Europa a Lëtzebuerg, déi ticken aneschters: rout Teppecher fir déi Milliouuneschwéier, Chartere fir Mënschen an Nout.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - De Centre de rétention, deen am „Newspeak“ net dat seet, wat e richteg bedeit, well et misst éischter en „centre de détention“ heeschen, dee stelle mir zénter senger Grënnung a Fro. Et kann net sinn, datt Leit - an dat muss een émmer erém énnersträichen - , déi weder Krimineller nach Delinquente sinn, agespaart ginn!

Iwwert d'Terminologie kéint een awer och nach vill diskutéieren. Et gi vill alternativ Fakten an der Bürokratie och benotzt, wann ech vun „Retour-volontaires“ héieren, a mäi Virriedner huet et och nach gesot: Et gi vill Leit, déi sech engem fräiwëllege Retour entzéien! Wat awer ganz komesch ass, well wann de Retour volontär ass, firwat géife se sech deem entzéien?! Mir wéisse ganz genau, datt déi Retouren net volontär sinn an datt et u sech nach just déi lescht Méiglechkeet ass fir déi Leit, fir dann net duerch de Centre de rétention ze goen. Den George Orwell, deen hätt seng Freed un esou enger bürokratescher Sprooch!

Ech wëll och énnersträichen, datt et dobäi ém Mënsche geet, déi op der Welt zu deene manerbemëttste gehéieren. Et geet ém aarm Leit, déi versichen, a räiche Länner énnerze-

kommen, fir ze liewen a fir ze schaffen, net fir ze profitéieren, net fir manner Steieren ze bezuelen, mä fir hei en neit Liewen unzefanken! Esou wéi et virun iwwer 100 Joer Dausende vu Lëtzebuerg gemaach hunn op däri anderer Säit vum Atlantik. Et geet ém Leit mat Kanner! Kanner, déi an eis Schoule ginn oder goe wäerten, déi vläicht studéiere ginn, déi hei schaffe wäerten an déi, wéi all respektable Bierger, déi Steiere bezuelen, ouni de Stat wëllen unzeschmieren.

Ech stellen och fest, datt hei de Wäert vum Mënsch an dëser Diskussioun jo och a Kategorien énnerdeelt gëtt. An déi Kategorien, déi hinn eppes mam Kapital ze dinn an net onbedéngt eppes mam Kénnen ze dinn. Et gëtt gesot: „Mir mussen onbedéngt Leit unzéie fir eis Ekonomie hei zu Lëtzebuerg an hei an Europa“, wéi wa mer hei an Europa souwisou net keinte Leit ausbilden - mä dat ass vläicht en anere Problem - a wéi wann och Flüchtlingskanner, wéi wann och Leit, déi ganz énnen an der Gesellschaft sinn, och bei sech doheem, wéi wann déi náischt kéinten!

Ech ka mech erënneren, virun zéng Joer: Et goung ém eng Famill aus Waissrussland, déi hätt solle fortgeschéckt ginn. Et ass vill Droch gemaach ginn, vill Leit hinn Droch gemaach. Schlussendlech konnt déi Famill heiblewen. Déi haten e klengt Kand, dat ass grouss ginn an der Tëschenzäit. An et ass e phenomene Museker ginn. Dat hätt natierlech aneschters a Waissrussland kënnen ausgoen. Mä hei gëtt némme vu Kapital geschwat, vu Suen!

Bis elo ass et esou, Här President, datt Kanner net méi wéi dräi Deeg an dem Centre de rétention bleiwen därfen. An ech wëll drun erënneren, datt deemoos schonn - et gouf och scho gesot - am Joer 2009, wéi dëst Gesetz gestëmmt gouf, wat haut soll modifizéiert ginn, du gouf scho gesot: «Les personnes ou familles accompagnées ne pourront en aucun cas être retenues plus de 72 heures au Centre.»

Dat war deemoos eng CSV/LSAP-Regierung. Elo hu mer eng Regierung, déi sech als méi fortschrëttlech duerstellt. A wat mécht si? Majo, si geet iwwert deen Délai. Si proposéiert, fir op siwen Deeg dat auszeweiden!

Et ass wouer, d'ADR huet recht, sech driwwer ze freeën: Et gi Parteien, déi sinn an engem Léierprozess. Ob et dee richtegen ass, weess ech net. Mä op jidde Fall ass et deen, dee sech d'ADR wënscht!

Et kéint een elo natierlech och mengen, datt dat alles net esou schlëmm ass. Dat ass awer net wouer. Kanner anzespären, souguer fir eng kuerz Dauer, ass keng Lappalie! Ganz kloer doran ass de Comité pour les droits de l'enfant, dee jo d'Uwendung vun der Kannerrechtskonvention iwwerwaacht, an e seet: «L'intérêt supérieur de l'enfant doit primer sur tout objectif de l'État, par exemple celui de limiter la migration illégale.»

Dat seet zum Beispill och den UNHCR an engem Dokument, datéiert op Januar 2017, also de leschte Mount. An deem Dokument schwätzt en an deem Zesummenhang vu psychologeschen a physischen Schied beim Kand, vun Depressioun an Angschtzoustänn a Symptomer vu posttraumateschem Stress. Ech zitéieren, op Lëtzeburgesch iwwersat: „Et gétt staark Hiweiser drop, datt d'Detentioun en déiwen an negativen Impakt op dem Kand seng Gesondheet a seng Entwicklung huet, an dat onofhängeg vun de Konditiounen vun der Detentioun“ - onofhängeg vun de Konditiounen vun der Detentioun! -, „an och wann et just fir kuerz Zäitperioden an zesumme mat sengen Elteren ass.“

2014 huet och den UNHCR gesot, datt Kanner an Abschiebehaft ze stiechen a villen Aspekt eng Violatioun vun der Konvention fir d'Rechter vum Kand wier a misst gestoppt ginn.

Här President, hei geet et ém Rechter vu Flüchtlingsrot a vu Kanner. Weder de Flüchtlingsrot nach den Ombuds-Comité fir d'Kannerrechte ass konsultéiert ginn. Wann et ém Interesse vu räiche Steivermeider geet - well do geet et jo och nach hei ém dëst Gesetz - , da leeft den Hues ganz anescht! Do ass et souguer éischter esou, datt déi sech némme brauchen ze melden an d'Regierung stéet am Garde-à-vous, wéi dat och elo wäert de Fall sinn.

Här President, d'Regierung monéiert, datt déi dräi Deeg net duerginn, fir déi Mënsche lasszéig. Mir kruten an der Kommission tatsäch och erkläret, wéi dat esou leeft: Dann ass deen een Deel vun der Famill, dee gouf gefaangen, mä deen aneren Deel vun der Famill, dee krute se nach net gefaangen, an da kommuniziere se jo och nach matenee mam Handy, dee Jonke mat den Elteren, wéi dat och émmer ass. An dat stellt natierlech och eis Bürokratie viru gréisser Problemer, fir Papp, Mamm a Kanner ze fänken, anzespären a fortzeschécken.

Mir kruten och gesot, datt mir nach émmer vun deenen anere Schengen-Membere virgeworf kréien, net genuch Leit erauszepuchen. An och wann dat esou wier: So what? Ass dat en Argument, anere Schengen-Länner, wou och komesch politesch Zoustänn herrschen, nozeginn? Ass dat esou schlëmm, vum belsche Statssekretär fir Immigratioun, dee riextrem ass, dem Theo Francken vun de flammeschen Nationalisten, Frénn vu Collaborateuren, ass dat schlëmm, vu solche Leit un de Pranger gestallt ze ginn? Ech fannen net! Well dee Francken, dee krut och e Bréif vum Commissaire aux droits de l'homme vum Europarot, an deem hien oprifft, dës Praxis opzeginn, well de Schued fir d'Kand net duerch d'Kontroll vun der Migratioun ka gerechtfertigt ginn.

A wéi Der wësst, huet och dee Kommissär sech gëschter zu Wuert gemellt, wat dése Projet de loi ubeet, an huet seng Suergen iwwer eise Vott haut an der Chamber matgedeelt. En hätt et kenne méi fréi maachen! Mä ech gleewen och kaum, datt den Europarot - franchement - dee ganze legislative Prozess vu Lëtzebuerg vun Ufank u ka suivéieren. En huet sech gemellt und das war's!

Här President, dëse Projet de loi concernéiert natierlech net némme de Centre de rétention. Mir rejettéieren dëse Projet de loi an all sengen Aspekt natierlech. Mir wëssen och, datt mir hei keng Majoritéit fannen, fir dëse Projet de loi en bloc ofziewieren.

Mir mengen awer, datt den Artikel 3 vun dësem Projet de loi, also deen iwwert de Centre de rétention, eis viru gréisser Problemer stellt. An och all Institution, déi ech opgeziet hinn, an et ginn der nach anerer, déi ech vläicht och nach net all opgeziet hinn, déi mat Flüchtlings- a Kannerrechte ze dinn hinn, déi soen: „Dat dote geet net!“ Dofir froe mir och e Vote séparé, fir iwwert deen Artikel ofzestëmmen.

An da kéint ee spéider a Rou, zesummen zum Beispill mam ORK, zesummen zum Beispill och vläicht mam Flüchtlingsrot, iwwer human Alternativen diskutéieren. Et kéint ee jo och eng Kéier Pionéier spiller! Et kann ee vläicht souguer den Här Rifkin urffen, deen huet vläicht och nach eng Iddi! Et kéint ee sech wierklech Gedanke maachen; well et gouf gesot virdrun, datt dat, wat de Conseil de l'Europe seet, dëser Regierung d'Geleenheit géif ginn, fir sech mat deene Remarquen auserneenzezen. Maja: Kommt, mir loossen dat elo ewech zuräit, a kommt, mir ginn eis d'Geleenheit, fir eis mat solche Froen auserneenzezen an dann Alternativen ze fannen, och mat deenen, déi eppes domadder ze dinn hinn an dovunner eppes verstinn!

Dann zur anerer Problematik: Nodeems dëse Projet de loi et méi einfach maache soll, fir in-désirabel Famille lasszéig, gesäßt hien och vir anersäits, Leit hei aus dem Ausland unzezéien, déi kapitallasteg sinn. An do ginn et verschidde Kategorien, déi si schonn opgeziet ginn. Ech hinn net méi vill Zäit, dat heesch, ech wäert net méi weider dorobber agoen. Et gouf awer ganz kloer gesot an der Kommission: „Mir wëllen «la crème de la crème»“, ech zitéieren. Et gouf monéiert, déi Prozedur géift déi aktuell Praxis verbesseren, mä dat ass net wouer, well déi al Praxissen, déi bleiwen och nach bestoen.

Dat doten ass erém eng Mesure, déi op Finanzjungleuren zugeschnitten ass. Et ass näämlech déi wonnerbar innovativ Nisch vun eiser Wirtschaftspolitik, Ultraräicher hei unzezéien; do ginn et vill aner Texter. A mir maachen et e bëssen esou wéi Monaco. Ech weess net, ob dat eng ganz interessant Wirtschaftspolitik ass! A souwisou, en plus, et misst een nach wierklech dorïwwer diskutéieren, wat dat eis alles géift bréngen. Dat ka kee Mënsch chiffréieren - d'Fro ass gestallt ginn -, kee Mënsch kann dat chiffréieren!

Mä et kann een awer schonn dovunner ausgoen, datt Ultraräicher natierlech hei och d'Immobiliapräisser an d'Lucht wäerten drécken, net némme fir Luxusobjeten, déi fir si gebaut ginn, wéi zum Beispill um Royal-Hamilius, wou keen normale Mënsch, Awunner sech hei eppes wäert leeschten. M



Mir kenne ganz gutt hei funktionéieren ouni si! An ech mengen, si schuede méi dem Land, och sengem Image, wéi soss iergendeppe!

Well grad si sinn u sech, „la crème de la crème“ sinn u sech schold un dár Situations vun der Welt, an dár mer sinn. Ech mengen, wa permanent Politiker sech lamentéieren ivver Twitter, ivver Facebook: „Oh, wéi kann et sinn, datt en Trump gewielt gëtt? Wéi kann et sinn, Le Pen? Wéi kann et sinn: AfD, Petry?“ an esou weider, ma déi Politiker misste sech d’Fro stellen, wouhier dat kënnt!

An ech mengen, grad esou Gesetzgebungen, déi justement haart si mat Schwaachen a ganz duuss si mat Räichen, déi droen dozou bái, datt et en Trump, e Le Pen an e Petry gëtt! A souwissou, dovunner ofgesinn, eng Mauer an Europa brauche mir souwissou net ze bauen, et gëtt schonn eng, dat ass d’Méttemier. Ech weess net, ob gewësse Regéierender hei an Europa engem anere kënnten eng Lektioun ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum** (déri Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Doamat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussion ukomm. D’Wuert huet den zoustännege Minister fir d’Immigration, den Här Jean Asselborn.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn**, Ministre de l’Immigration et de l’Asile.- Här President, léif Députéiert an Députéierteer, ech wollt vläicht och, wéi meng Virriedner, et kuerz maachen an direkt zur Saach kommen.

Also ech mengen, den Owend bränge mer et net färderg, de Kapitalismus hei ze reforméieren. Ech géif awer mengen, mat deem Projekt hei musse mer awer och wéissen, dass et net ka falsch sinn, dass Leit Geld zu Lëtzebuerg investéieren, énnert der Konditioun, dass Aarbechtsplaze geschaافت ginn; ech mengen net, dass dat sollt esou falsch sinn. Ech wéll just drun erënneren, dass mer hei an dësem Land keng Siderurgie hätten, wann net friemt Kapital erakomm wier an d’Siderurgie hei zu Lëtzebuerg opgebaut hätt. An esou ass et och a villem aneren Domänen.

Duerfir, ech hale mech do e wéineg zréck, mat deem Leschten, mam Här Wagner, wat en do gesot huet. Mä ech wéll him awer op d’Häerz vun deem, wat en hei gesot huet, versichen ze äntworten. Ouni awer ze vergiessen, dass den Här Angel eng wonnerbar Aarbecht gemaach huet an dass all déi Rieden, déi hei gehale gi sinn, konstruktiv Riede waren, déi ech och héich appréciéieren.

Nun, vläicht, Här President, mir liewe jo an engem Rechtsstat. Mir liewen net an engem Stat, wou eng gewielten Autoritéit higeet an d’Justiz dohinnerstellt, wéi wa se näischt géif daachen. Wa mer also elo eis an d’Immigrationspolitik versetzen, da wésser mer, dass jiddwereen hei muss, wann e seet: „Asyl!“, an eng Prozedur erakommen. Sou, déi Prozedur ass eng administrativ Prozedur um Ufank. Wann déi Prozedur „jo“ ass, ass et e Bierger, e Citoyen vu Lëtzebuerg. Wa se „Nean“ ass, huet en eng Méiglechkeet, e Recours ze maachen. Da geet e virun den Tribunal, e geet virun d’Cour, an da gëtt um Niveau vun der Justiz tranchéiert, ob déi Demande konform ass zu de Konditiounen vun der Genfer Konvention oder net. Dat ass d’Lag, wéi se ass.

An do duerno kënnt nach eppes fir deen, dee Minister ass: An expectionelle Fäll, aus humanitaire Grënn kann de Minister sech iwvert déi Décisioun da vun der Cour ewechsetzen. Nun, jiddwereen, deen eng Kéier Minister war an deem Fall, dee muss mat sech selwer eens ginn, wou en dat mécht a wou en et net mécht. Mä ech mengen awer hei soen ze kënnten, dass et keen expectionelle Fall ass, wann een deboutéiert ass an et huet ee Kanner. An duerfir mengen ech och, wat den Här Wagner hei gesot huet, dass mer eis net géife verstoen.

Leit, déi deboutéiert sinn, do gëtt et zwou Kategorien dann: Déi eng, déi gi fräiwëlleeg zréck. An déi gi fräiwëlleeg zréck! Déi kréie gesot, wat d’Konsequenz ass vum Rechtsstat, wou se dra liewen: dass hir Demande ofgeleent ass an dass se da mussen d’Land verloosser. Dat sinn, glécklecherweis, 80%. Do wéllt een net drun erëmfummelen, dat sinn 80%, déi akzeptéieren, fräiwëlleeg zréckzegoen.

An déi 20%, déi dat net maachen, selbstverständliche, do huet net némme Lëtzebuerg, do hu mer allegueren an engem Rechtsstat dorriwwer eis Suergen ze maachen a mir hunn ze versichen - dat schéngt mer och déi gréissen Aufgab ze ginn, oder eng vun deene gréissen

ten Aufgaben ze sinn -, déi Leit ze iwverzeegen, dass se déi Décisioun vum Rechtsstat akzeptéieren.

Sou, wa jiddweree géif fräiwëlleeg zréckgoen, bräichte mer kee Centre de rétention, fir Leit, déi deboutéiert sinn, heemzeschécken. Ass awer net! Ass net némme hei zu Lëtzebuerg net, et ass net an der Belsch, ass net an Holland, ass net an Däitschland, ass net a Frankräich. Do gëtt et ivverall Centres de rétention, wou een da muss, ier d’Leit zréckgeschéckt ginn, och déi Leit da fannen, fir se kënnten zréckzschécken.

Nun, an der Direktiv vun 2009 ass deen allgemengen Délai 18 Méint. 18 Méint! Fir Eenzelpersonen hu mer hei zu Lëtzebuerg 2009 zréckbehalen: 6 Méint. An Dir wésst: 72 Stonne fir Famillje mat Kanner. An ech wéll vläicht, Här President, kuerz drop agoen, wat de Problem ass.

De Problem ass deen, dass mer konfrontéiert sinn..., ech schwätzen net vum Conseil de l’Europe an ech schwätzen och net vun der Evaluation Schengen! Et ass eng Evaluation Schengen, et ass net de Secrétaire d’État aus der Belsch, den Theo Francken, deen eis dat seet, mä et ass effektiv eng Evaluation Schengen gemaach ginn an do si Mëssstänn hei zu Lëtzebuerg opgezeechent ginn, déi ech net deelen. Déi ech net deelen! Ëe vun deene Mëssstänn assdeen, dass mer keng Kanner dierften zréckschécken a waarde missten, bis d’grouss Vakanzz ass. Dat deelen ech net! Well mir maachen och do dat, wat mer kënnten hei zu Lëtzebuerg maachen.

Bei deenen 72 Stonne sinn e puer Saachen heiansdo virkomm. An entschéllegt, dass ech se muss explizéieren, ech maachen dat net gären. Mä fir dass mer eis verstinn, wéll ech se explizéieren.

Et gëtt Fäll - an, Här Wagner, Dir hutt et ugeschnidden -, wou deen een Elterendeel sech presentéiert, oder bei der Police ass, e kënnt an de Centre de rétention, vläicht mat engem Kand, an deen aneren Elterendeel mat anere Kanner ass net do. An dann ass et un der Police, an déi huet keng einfach Aufgab do, fir ze kucken, dass déi Famill awer reggruppéiert ass, ier se kann dann och zréckgeschéckt ginn. Déi ginn net erausgehäit, déi Leit ginn zréckgeschéckt. An do ass och en Accord mat deene Länner, wuer se zréckgeschéckt ginn; virun allem schwätze mer jo vu Leit aus dem Balkan.

Mir hunn en anere Problem, dee virkomme kann, dass mer d’Traffic oder d’Landing Rights, dass mer déi net kriéien an iergendengem Land, vläicht eréischt zéng Stonnen duerno oder zwiefel Stonnen duerno. An da wier déi ganz Aarbecht, déi gemaach ginn ass, émoss gewiescht. Dat ass virkomm. An duerfir, wa mer e wéineg méi Sputt hunn an et kënnt esou e Fall vir, da muss mer och dann eis Aarbecht kënne maachen, wat keng schéin Aarbecht ass, mä dann awer eben och kënnten zur Konklusioun kommen.

An den drëtte Punkt nach, deen ech wéll soen, ech passe ganz gutt op, mä et ass agerass gewiescht, dass, wann déi 72 Stonnen zum Oflaf komm sinn, zéng Minutte virdrun erëm eng Kéier a Référez abruecht ginn ass, deen keng Chance huet, mä trotzdem, wou dann d’Geriichter gesot hunn: „Mir brauchen elo Zäit, fir de Référez ze konsultéieren, nach eng Kéier ze kucken, eis zesummenzeseten.“ An da war och erëm do en immense Problem selbstverständliche.

Wa mer och do e wéineg méi Zäit eis ginn, dann huet de Stat méi Méiglechkeiten, fir et dann ze kucken. A wann de Stat recht kritt, dann ass de Retour. Mir musse wéssen émmer, dass et hei - ech soen dat nach eng Kéier - erëm Fäll geet, déi all Rechtsprozeduren duerchgemaach hunn an ofgewise gi sinn. Net vum Minister, et ass net de Minister, deen ofweise! Et ass d’Justice, et ass d’Cour a leschter Instanz, déi dat mécht. Voilà! Dat ass de Problem, dee mer hunn.

An déi 72 Stonnen: Ech sinn och frou, dass et Leit gëtt hei am Land, déi wierklich wéi de Flüchtlingsrot sech asetzen, fir an déi Richtung ze wieren. Et gëtt der genuch, déi an déi aner Richtung wieren. Do sinn ech mat lech total averstanen. An ech wéll se och appuyéieren. Mä si mussen awer verstoen a mir mussen allegueren, dass et Evenementer gëtt, wou de Stat net responsabel ass, an dass mer dann e wéineg méi Sputt brauchen.

Ech soen lech elo emol d’Durée de résidence am Centre de rétention vun deene leschten dräi Joer fir déi Familljen, déi zréckgeschéckt gi sinn:

2014 hate mer 27 Familljen am Centre de rétention, 111 Persounen, déi waren an der Moyenne 36 Stonnen am Centre de rétention. 36 Stonnen.

2015 hate mer 33 Familljen, déi zréckgeschéckt gi sinn, bei 117 Persounen, do war d’Moyenne 50 Stonnen.

An 2016 hate mer 18 Familljen, 75 Persounen, do war d’Moyenne 48 Stonnen.

Dat heesch, vun deenen, wou mer kënnten de Retour organiséieren, ass kee méi laang do an der Moyenne wéi elo 50 Stonnen. An ech mengen, dat wéll mer och absolutt bääbehallen! Mir wéll jo net do eppes maachen - mir si jo keng Masochisten! -, dass d’Kanner méi laang do sinn. Wa Kanner do sinn, an do kënnt Der och e wéineg Åre Kapp a Rou leeën, dee Centre de rétention, deen huet sech entwéckelt: Do gëtt et ganz, ganz vill Leit, déi do eng ganz gutt Aarbecht maachen. Do, wou Famillje sinn, dat ass nuets op. Also déi Abteilung, déi ass nuets op. D’Kanner kënnten natierlech bei Eltere goen.

An och dee Service psychosocial vum Centre, deen ass esou organiséiert, dass émmer déi nämlech Persoune sech da virun allem ém d’Kanner bekümmeren. Et ass eng Spillplatz do derbäi. Ech weess, dass dat alles Saache sinn, déi ee sech méi schéi virstellt, wéi se sinn, mä ech mengen, mir hunn och Kontakt am Centre de rétention mat der Agence du bénévolat, wou Leit erakommen, fir ze molen, Schach ze spiller an esou weider. Et ass also, et gëtt sech vill Méi gemaach, wann dat dote geschitt, dass och do en anstänngt Encadrement besteet.

An duerfir, ech sinn absolutt d'accord mat all deenen, déi soen: „Sou séier wéi méiglech, sou kuerz wéi méiglech!“ Dat maache mer och. Ech wéll awer och hei soen - wann ech dat däerf soen, an domadder, mengen ech, sinn ech kee Reaktionär -, dass déi Élteren, déi et drop ukomme loassen, fir mat hire Kanner an esou eng Situation eranzekommen, dass déi awer och eng Responsabilitéit hunn an net némme de Stat eng Responsabilitéit huet!

#### (Interruption)

Ech wollt vläicht, Här President - all dat anert, mengen ech, ass gesot ginn an och ganz gutt explizéiert gi vum Här Rapporteur -, zu deem kommen, wat ech lech och eigentlech wollt soen, an ech wéll mech fir d’Eisch bei lech allegueren entschéllegen, net némme beim Här Mosar: Mä ech war, wéi dat heiansdo geet an der Politik, effektiv freides do. Mir hate Regierungsrot, du kënnt eng „uite en avant“ - oder wéi nennt een dat? - an ech sinn owes konfrontéiert gi mat däer Fuite. Mir waren nämlech nach guer net..., mir sinn alt nach émmer am Schaffen, wéi mer do op dee beschte Wee kommen. Dat ass dat Eisch.

Dat Zweet, dat ass: Ech hu missen déi lescht Woch dat maachen, wat vill Lëtzebuerger müssen heiansdo sech maache loassen, nämlech dem Spidol eppes ze verdéngé ginn. Ech hunn eng kleng Operation gemaach kritt an duerfir war ech physesch net amstand, fir heihinnerzekommen. An duerfir géif ech mech och entschéllegen derfir, soss wier ech déi Woch bestëmmt an d’Kommissiou komm a mir hätten dat gekuckt.

Ech hunn awer du gesot, well ech geduecht hunn: „Bis dohinner bass de erëm eeneremoossen op de Been“, dass ech géif heihinnerkommen a vläicht da fénnef Minuten, wann de President mer déi gëtt, lech och soen, wat mer wéless hunn op deem Gebitt vun de ville Leit, déi Dublin-Fäll sinn, an och de Leit, déi vum Balkan kommen.

Dir wéss, wat ech elo soen, dat ass keen neit Gesetz, wat mer stëmme loassen hei an der Chamber. An ech sinn och bereit selbstverständliche, an d’Kommissiou ze kommen, fir am Detail dat ze kucken. Mä mir mussen eis Mesuré ginn, wéi aner Länner och, fir kënnten ze wéssen, déi zwou Fronten, mat deene mer konfrontéiert sinn, nämlech déi vill, ganz vill Dublin-Fäll, déi mer kritt hunn - an ech soen lech, wivill dass mer der hunn - an och déi aner Säit, d’Leit vum Balkan, déi kommen a weider kommen, wéi mer dat deem émginn.

A mir musse Plaz schafen an dësem Land - ech soen dat och ganz kloer, mir wéssen allegueren, wéi schwéier dass et ass, an alle Gemengen, an ech wéll do keng ervirsträchen -, fir dass mer déi Engagemerter (veuillez lire: fir dass mer déi Engagemerter kënnten anhalen), déi mer op europäeschem Plang hunn, fir wierklich d’Leit ze relokaliséieren a Resettlement me ze maachen. Wat Leit sinn, déi aus Krichsgebiddher kommen - déi kommen aus Krichsgebiddher kommen - an et ass eis verdammt Flicht, fir do och déi Leit hei opzehuelen opgrond vun deene Quoten, déi mer gesot kritt hunn!

Vläicht do och ee Wuert: Mir hu bis elo 324 Leit opgeholle aus der Türkei, aus Jordanien, aus Italien an aus Griechenland. A mir hunn der dëst Joer nach 473 opzehuelen! Dat muss mer wéssen. Dat maache mer och. An duerfir mussen mer eng Prozedur an d’Wee leeden, dass mer méi séier si bei deene Leit, wou mer manifestement wéssen, praktesch zu 99%, dass se net kënnten den DPI kriéien, also d’Protection internationale kriéien, dass mer do eng akzeptéiert Prozedur maachen.

Mir kréien och an der Moyenne 200 nei Demanden. Ech soen elo net, dass dat allegueren Demandé sinn, déi herno och konkretiséiert ginn, mä 200 Leit an der Moyenne am Mount. An do sinn erëm vill Syrer derbäi, déi un eis Dier uklappe kommen.

Wat ass elo, fir d’Eisch, zur Prozedur? Also Dir wésst, all Demandeur, dee kënnt an d’Immigrationsdirektioun, géit vun der Police judiciaire gehéiert an et gëtt fir d’Alleréisch gepréift: Ass et e Fall, dee mer am Eurodac schonn erëmfanden? Dat heesch: Huet en an engem aneren EU-Memberstat schonn eng Demande d’asile gemaach? Ass souguer d’Prozedur scho vläicht ofgeschloss? Oder ass en am System Visa dran? Huelt e Mensch aus Nigeria oder Niger, deen a Spuenien eng Autorisation kritt huet fir dräi Méint. Op eemol kënnt en op Lëtzebuerg. Wat maache mer domadder? Bon, dat sinn also déi zwee Fäll: engersäits d’Dublin-Fäll, anerersäits och d’Visa-Fäll.

Wann elo festgestallt gëtt, dass et sech effektiv ém en Dublin-Fäll handelt, also dass dat en Dublin-Fäll ass, da geet direkt d’Procédure Dublin un. Déi ass ganz séier ofgeschloss. Do ass e Recours méiglech vun deem, dee concernéiert ass, allerdenks ass dee Recours net suspensif.

Elo muss awer - elo ass nach näischt geschitt! -, elo muss awer dann dat Land, wa mer vum Dublin-Fäll schwätzen, an Europa och säi formellen Accord ginn, dass se déi Persoun wëllen zréckhuelen, dass se transferéiert gëtt.

Mir hunn, ech soen lech dat hei, mat ganz ville Länner aus der Europäischer Unioun - ech wéll elo keent opzielen - Problemer, déi net akzeptéieren, d’Dublin-Fäll erëmzehuelen, grouss Länner, kleng Länner. A wa mer dat net färdegbrengen - do gëtt et keng Sanktioun -, dann ass et e Mensch, deen dann an d’Asylprozedur erakënnt.

Wat elo d’Leit vum Balkan ugeet, do ass et esou, dass mer vu muer un, also vum 9. Februar un, eng akzeleréiert Prozedur hunn. Déi Leit hunn dann zwee Deeg Zäit, fir en Entretien ze préparer. Mir hu mat der Croix Rouge ofgemaach, dass eng Permanence vun Affekot do ass. Also de Barreau huet och eng Permanencelëschut an déi Responsabel vum Foyer ginn. An da kënnten déi Leit also hiren Affekot do konsultéieren. An da fénnt de véierten Dag vun der Arrivée am Land den Entretien statt. Dat fénnt elo statt net méi um Kierchbierg, mä am Centre de logopédie; dat ass d’Idi. Et ass och schonn alles do, d’Installatione sinn do, fir kënnten dat dann do ze maachen. An et gëtt vun den Agente gemaach, déi och elo an der Immigrationsdirektioun schaffen.

Sou, nom Entretien gëtt dann décidéiert, ob den Demandeur e Fall ass vun der Procédure accélérée oder net - Artikel 27 vum Gesetz. A wann et dann eng ass, an der Moyenne sinn et 80% vun den Demandeur vun de Balkanländer, déi an déi Procédure accélérée falen, da fánkt déi dann u mat lafen. An da versiche mer, maximal an néng Deeg dann och zu eng Konklusioun ze kommen.

Wann déi Décisioun dann negativ ass, dann hunn d’Leit 14 Deeg Zäit, fir Recours anzurechen, an de Rüchter huet ee Mount Zäit, fir dann d’Uerteel ze huelen. Bon, géint dat Uerteel ass och keen Appell méiglech.

Bien. Dat ass, an dat wésser mer, an déi Leit wéssen et och, et si Leit aus Länner - ech ziele se elo net all op, mä aus Montenegro oder anere Länner - am Balkan, déi ganz kloer wéssen, si selwer an och fir Affekot, dass se et praktesch net kënne färdegbrengen, en DPI ze kriéien. Allerdéngs hunn déi Leit d’Recht op eng Prozedur. An et kënnten émmer, souguer an der Procédure accélérée, Fäll ginn, wou sech kann erausschielen, dass eng positiv Antwort këint kommen. Mä, wéi gesot, d’Zuel ass extrem limitéiert. An duerfir wölle mer elo déi Prozedur do och méi séier maachen.

Dann, wat de Kierchbierg ugeet. Mir schwätzen net vun eppes anerem, mir schwätzen vum Kierchbierg. Mir musse wéssen, dass a ville Länner ronderëm eis, wat déi deboutéiert Leit ubeget, der ganz vill zréckgeschéckti si ginn. A mir hu vill Leit, aus Holland, aus der Belsch, aus Däitschland, aus Frankräich, déi do



# SÉANCE 23

MERCREDI, 8 FÉVRIER 2017

An déi Struktur, déi gëtt elo opgebaut. An déi ass geduecht, Här President, an dat ass immens wichteg, wa keen Empêchement méi virläit, fir e Retour ze organiséieren. Dat heesch, wa mer wëssen, dass de Retour och ka konkretiséiert ginn, dass also mer wëssen, dass e Land do ass, Dublin- oder och Balkan, dat déi Leit ophölt. Et kënne keng Leit dohinnerkommen, vun deene mer nach iergendwéi net wëssen, wéini dass mer se fortgeschéckt kréien.

Dat heesch, hei gëtt dann elo déi Struktur geschaافت um Kierchbierg. Mir programméieren, dass dat soll ulafen den 1. Abrëll dëst Joer. Et gëtt eng hallef oppe Struktur. Jo, dat ass eis liddi. Et gëtt eng Zort Maison de retour.

Mir mussen och, ech soen dat och hei, Här President, eis Gedanke maachen, ganz séier, fir eng Maison de retour ze kréien, déi vläicht net némmer de Centre de rétention ass, déi semi-ouverte ass wéi dat hei, wou d'Leit eng Assiguation kréien, dass se mussen op dår Platz do sinn, wou se an der Nuecht mussen dobanne sinn a se kënnen am Dag erausgoen.

Bon, Dir hutt gefrot: Wéi gëtt dat organiséiert? Ech mengen, d'Leit vum Centre de rétention zesumme mat der Police, dat ass de Kär der-vunner. An et gi Leit agestallt - ech soen lech dat nach kuerz -, fir dat kënnen ze maachen.

Loosse mer elo emol d'Zuelen huelen! Mir hunn am Moment 390 Persounen, déi zu Létzebuerg deboutéiert sinn, 390. Dovunner sinn 180 Leit vum Balkan. An et sinn awer och 210 Leit aus anere Länner, haapsächlech aus Nordafrika, aus Westafrika, wou et immens, immens schwéier ass, an net némme fir Létzebuerg, mä och fir anerer, fir dee Retour ze organiséieren.

An ech soen lech nach eng Kéier: Wann ee Land, och bei Dublin, net akzeptéiert, dass de Retour soll organiséiert ginn, da sti mer do! Do gëtt et keng Instanz driwwer, déi eis dann doranner helleft.

Bon, also eleng am Joer 2016, ech mengen, dat ass och wichteg, hate mer 1.326 Leit, déi énnner Dublin gefall sinn. Dat ass eng Steigerung vun 300% par rapport zu deem Joer vir-drün. A vun deenen 1.326 Leit hu mer fir 70% een Accord kritt aus den Nopeschlännern. Dat ass émmerhi vill. Bon, et muss ean da kucken, mir hunn och dann 30% vun deenen 1.326 Leit, déi refuséiert gi sinn. A vun deenen 935 Leit goufen der dunn 261 transferéiert. An et sinn der och, 30%, 409 Leit, verschwonnen. Ech mengen, mir kënnen déi Leit jo net, déi énnner Dublin falen, hei ustrécken, dat wëlle mer jo och net. Do si mer jo och d'accord. A wa se dann an een anert Land ginn, da sti mer virun där Situations, déi ech elo geschildert hunn.

Fir ofzeschleissen, Här President, géif ech soen, dass mer een Direkter kréie fir déi Structure d'hébergement um Kierchbierg, mat véier Leit an der Administratioun. Mir wëllen ee Service psychosocial ariichte vu fennet Leit. Bon, ech hunn lech et gesot: Vun aacht Auer moies bis aacht Auer owes kënnen d'Leit zirkuléieren. An der Nuecht musse se do sinn.

Et ass esou, dass de Catering, d'Wäscherei, d'Botz extern Prestatairé sinn. An d'Sécurité, déi gëtt och vun engem externe Prestataire mat de Leit och vum Centre de rétention organiséiert. Mä ech géif lech wierklech propo-séieren, virum 1. Abrëll kréie mer d'Geleéen-heet, an ech sinn och do bereet, an d'Kom-missioun ze kommen, vläicht och mat Leit, déi dat dann ze organiséieren hunn, wou mer all Detail, Här Angel, géifen an der Kommissioun da kucken.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Bon, dat ass d'liddi, déi der-hannertstécht. An ech hoffen, dass mer doranner och virukommen.

Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, just eng Minutt. Dir erlaabt eng Fro respectiv eng Remarque vun der Madamm Mergen?

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Jo, jo.

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Merci, Här Minister. Ech wollt just kuerz froen, wat mat deene Leit ass, déi soen, si wieren an engen Prozedur an engem aneren europäesche Land, respectiv déi soen, si hätten Asyl an engem aneren europäesche Land, déi awer a Wier-keeket och an deene Länner entweder deboutéiert sinn oder keng Prozedur entaméiert hunn. Ginn déi och iwwer Dublin rapatriéiert? Oder ginn déi vun ons aus rapatriéiert?

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Also, stellt lech et esou vir: Jiddwerengem, dee freeet, deem ginn d'Finger-prints geholl. A wann iwwer Eurodac eraus-fonnit gëtt, dass en an engem anere Land seng

Prozedur ugefaangen respektiv ofgeschloss huet, dann ass et en Dublin-Fall. D'accord?

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Wann en deboutéiert ass? Wann en an deem Land deboutéiert ass?

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Jo. Dat Land, wou en hier-könnt,... Lauscht, wann een deboutéiert ass, muss dat Land, wou en deboutéiert ginn ass, derfir suergen, dass en dann heemkönnt!

Sou, wann Der...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Angel huet d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci, Här Minister, fir déi Erklärungen, an ech si frou, dass Der lech ugebueden hutt, an d'Kommissioun ze kom-men. An ech freeë mech och schonn, dass mer mat lech a mat Are Mataarbechter dat dote kënnen zusummen diskutéieren.

Dir hutt zu Recht gesot, dass dat, wat um Kierchbierg elo opgebaut gëtt, eng Structure d'hébergement d'urgence ass, dass dat och e Provisoire ass. An D'r hutt, wat mech gefreet huet, annonciéiert, dass sech och scho Gedanke gemaach ginn iwwer eng Maison de retour. Mir hate jo driwwer geschwat, an ech géif mech och freeën, wa mer do als Kommissioun, wa mer elo dat eent gemaach hunn, och mat agebonne géife ginn, well dat schéngt eis ganz wichteg ze sinn.

Merci.

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Här President, ech wëll dem Här Angel direkt äntwerfen. Ech hat dat ver-giess, dass mer schonn... Leit vun der Direktioun ware kucken an Holland, mä dat ass och, wann Députéierten interesséiert sinn un esou enger Maison de retour, wéi déi fonctionnéiert an Holland, dass mer dat och këinne kucke goen.

Ech wëll och nach soen, Här President, well ech muss goen, ech wollt nach soen, dass mer selbstverständlech...

(**Hilarité**)

...als Regierung d'accord si mat der Motioun. Merci villmools.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo. Ech gi jo awer dovun aus, Här Minister, dass Der nach bleift, bis dass mer ofgestëmmt hunn?

Voilà. Mir sinn domat um Enn vun eisen Diskusiounen ukomm.

Mir si saiséiert mat enger Demande vun der ADR an deene Lénken, fir op engem Artikel e Vote séparé ze maachen. A mir hunn eng zweet Demande - déi awer bis elo net appuyéiert ass vu fennet Députéierten - vun der ADR.

Ass den Appui do?

(**Assentiment**)

Ongewinnt!

(**Interruption**)

Entschélllegt d'Bemerkung! Ech soll jo iwwert deem Ganze stoen. Mä ech hu mech jo och entschélllegt.

(**Hilarité**)

Voilà. Dat gesot, géife mer da fir d'Éischt e Vote séparé maachen iwwert den Artikel III,deen d'Modifikatioun vum Artikel 6 vun dem Gesetz vum 28. Mee 2009 betréfft.

Wie mat dår Demande d'accord ass, wéi se vun deenen zwou Sensibilité gestallt ginn ass,...

(**Interruption**)

Jo?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wollt just preziséieren, Här President, datt d'ADR och déi Initiativ vun deene Lénken, iwwert deen doten Artikel ofstëmmen ze loessen, just aus prozedurale Grénn énnertstëtz, net inhaltech.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Also et ass u sech eng Demande vun de Kollege vun deene Lénken, déi mir aus prozedurale Grénn énnertstëzzen. Genausou wéi si,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Okay.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ...hueuen ech un, aus prozedurale Grénn eis Demande énnertstëzzen. Mir géifen eis awer natierlech och freeën, wa se sech och inhaltech kéinte ralliéieren.

Ech soen lech Merci.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ma da géife mer fir d'Éischt deen Antrag vun der

Lénker, dee vun der ADR pour appui énnertstëtz gëtt, zum Vott stellen.

**Vote séparé sur l'article III du projet de loi**

Wie mat der Proposition vun deene Lénken d'accord ass, fir deen doten Artikel ze sträichen, dee stëmmt mat Jo. An deen net dermat d'accord ass, dee beim Text wëllt bleiben, stëmmt mat Neen. Also, de Vott fänkt un. Mir stëmmen iwwert den Antrag of! An de Vott ass ofgeschloss. An den Antrag ass mat 57 Neen Stëmme bei 2 Jo-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la demande est rejetée par 2 voix pour et 58 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae (par M. Laurent Mosar), Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

For d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procurationen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 6992 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae (par M. Laurent Mosar), Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri; MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou décidéiert.

**Motion 1**

Dann hätte mer d'Motioun nach, déi vum Pre-sident vun der Kommissioun a Rapporteur abruecht ginn ass, am Numm vun deene Frak-tioune respectiv Sensibilitéen, déi an der Kommissioun vertrueden sinn.

Kann ech à main levée doriwwer ofstëmme loossen?

(**Assentiment**)

► **Une voix.**- Neen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, also, ech muss jo soen, dass och à main levée ee säin Nee kann ausdrécken. Mä wann Dir awer insistéiert, ech kann och de Vote électro-nique maachen.

(**Brouhaha**)

Insistéiert Der op de Vote électronique?

Wat gelift?

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah, majo, da sot dat! Sou, da géife mer iwwert d'Motioun ofstëmmen.

**Vote sur la motion 1**

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procurationen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae (par M. Laurent Mosar), Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.



A mer kënnen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. D'Dispens vum zweete Vott hunn ech jo gefrot. Da géife mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7077, eng Restrukturatioun vum SCRIPT. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Lex Delles.

### 5. 7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

#### 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;

#### 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

#### 3. l'institution d'un Conseil scientifique

##### Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Lex Delles** (DP), rapporteur.- Merci vill-mools, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, beim Projet de loi 7077 geet et ém de SCRIPT, esou wéi de President grad gesot huet. Dat ass de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques. Ech mengen, et ass awer méi einfach, wa mer wäerten den „SCRIPT“ soen.

Ier ech awer op d'Emstrukturierung selwer ze schwätze kommen, ém déi et haut am Projet de loi geet, erlaabt mer, nach e puer Wuert zum Historique vum SCRIPT ze soen. De SCRIPT gouf duerch e Gesetz vum 7. Oktober 1993 an d'Liewe geruff. Zénter dem Gesetz vum 6. Februar 2009 hat de SCRIPT d'Missioun, déi technologesch a pädagogesch Innovatioun an de Lëtzebuerger Schoulen ze férden, dést souwuel an der Grondschoul wéi awer och am Lycée.

Nieft dësen zwee Kärpunkten hat de SCRIPT deemoos d'Aufgab, och nach d'Formation continue vun den Enseignantes ze encadréieren. Duerch d'Schafen awer vum IFEN, dem Institut de formation de l'éducation nationale, zielt d'Formation continue zénter 2015 net méi zu sengem Aufgabegebitt, an awer ass d'Aarbecht fir dëse Service net manner ginn.

De SCRIPT, deen zénter Januar 2016 um Site vum eduPôle zu Walfer doheem ass, ass mëttlerweil net méi ewechzedenden. Et ass e wichtegt Puzzlestück, fir de Prozess vu méi innovative Schoule weiderzedreiwen. Et ass souzesoen de Motor vum Développement vun der nationaler Éducatioun.

D'Uspréch, déi un de SCRIPT gestallt ginn, sinn duurch déi nei technesch Méiglechkeet an déi nei pädagogesch an didaktesch Offere gewuuss a vill méi villfälleg ginn. Och d'Unzel vun de Mataarbechter ass an deene leschte Jore staark gewuuss.

De gesetzleche Kader vun 2009 erlaabt et dofir net méi, allegueren d'Aufgabegebiddher vum SCRIPT ofzedecke respektiv dréit der Villsäitgeet vun dësen Aufgaben einfach net méi Rechnung.

Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo.

► **M. Lex Delles** (DP), rapporteur.- Ah, en ass do. Ech hat en net gesinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech sinn hei.

##### (Hilarité)

► **M. Lex Delles** (DP), rapporteur.- Ech hat mer elo hei scho Suerge gemaach.

► **Une voix**.- En ass net verluer gaangen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Neen, neen!

► **M. Lex Delles** (DP), rapporteur.- Majo, majo, ech hunn hei am Écran gesinn.

Dofir gi mat dësem Projet de loi d'Missiounen an den Organigramm vum SCRIPT och redéfiniert. De SCRIPT soll soumat méi effizient schaffen an déi verschidde Programmer a Projete besser suiviéiere kënnen.

An Zukunft soll de Service dofir a sechs verschidden Divisiounen énnerdeelt ginn, an zwar: an d'Division de l'innovation pédagogique et technologique, eng Division de la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques, d'Division du développement du curriculum, d'Division du développement de matériels didactiques, eng Division de traitement de don-

nées sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire éducative, a sechstens schlussendlech eng Division du développement des établissements scolaires et des structures éducatives.

Zum leschte Punkt wéilt ech vlächt soen, datt et dése Service ass, deen de Schoule beim Ausschaffe vun de Plans d'établissement scolaire (veuillez lire: Plans de développement scolaire), de sougenannte PDSen, zur Säit steeet. De Wonsch besteht jo opsaite vum Éducatiounsmistère, den énnerschiddleche Schoulen an Zukunft méi Fräheeten ze ginn: énnerschiddlech Schoule fir énnerschiddlech Schüler. Si sollen dofir selwer en eegent pädagogesch Konzept ausschaffen, dat hirer ganz eegener Schoulpolupatioun ugepasst ass. Si kréien an deem Senn méi Autonomie, sech dohinner ze entwéckelen, wou et an hiren Aen och wierklich Senn mécht.

Här President, bei deem Prozess gi si an Zukunft och vu Pädagogen, déi an deem Beräich spezialiséiert sinn, énnerstétzzt. Dëst ass den zweete Volet vun dësem Projet de loi. Dës Instituteurs spécialisés, esou wéi se am Gesetz genannt ginn, sinn dem SCRIPT affektéiert an interneieren an de Schoulen, fir dém Personal bei der Ausschaffung vun hirem PDS mat Rot an Dot zur Säit ze stoen an hinnen ze hellefen. Dëst ass och ganz am Detail a verschidde Kommissioune vum Minister selwer erkläret ginn an déi verschidde Bedenke konnten och erkläret ginn.

Ech wéll an deem Kontext och nach eng Kéier betouenen, datt dësen neie Grad schonn am Mäerz 2016 an engem Accord téschent dem Ministère an dem SNE an éischten Zich festgehale gouf. Ee weideren Accord, deen den 22. Februar 2016 téschent deenen zwou Parteien énnerschriwwen gouf, huet de Profil vun deenen Enseignanté weider preziséiert a fénnt, wéi gesot, saín Nidderschlag an dësem Projet de loi.

Fir esou e Posten ze besetzen, muss een, wéi gesot, e Masterofschloss am Développement vu Schoulen hunn an op d'mannst schonn zwee joer Schoulmeeschter gewiescht sinn. Soumat gëtt séchergestallt, datt déi betraffe Persounen op d'mannst schonn e kuerzen Abléck an de berufflechen Alldag vum Enseignant haten an den Terrain och esou kennen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet an deem Kontext och ausdrécklech begréisst, datt am Gesetz den Accès zu dëser Foncioun souwuel iwwert d'Carrière ouverte ewéi och iwwert d'Voie express virgesinn ass.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dést gesot, wéll ech gäre fir all weider Detailer op mäi schrifftleche Rapport verweisen a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen.

##### Discussion générale

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President. Och ee grosse Merci un de Rapporteur, de Lex Delles, deen alles ganz am Detail beschriwwen huet. Ech ka mech also relativ kuerz halen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech maache mäi Bescht. Datt de SCRIPT reforméiert gëtt, ech mengen, dat schéngt logesch an evident ze sinn. Dat ass och erkläret ginn. Et gi virun allem dräi Saachen hunn ech dann awer e puer Bemerkungen ze maachen, wéi gesot kuerz.

Dat Éischt ass d'Organisation vum SCRIPT. Do ginn elo sechs Divisiounen opgedeelt. Dat Éischt oder eng Divisioun ass eng Divisioun iwwert d'Entwicklung vun de Léierpläng. Si sollen d'Programmkommissione begleeden, d'Aarbechte koordinéieren, fir Kohärenz bei de Programmer suergen. Dat ass eng ganz wichteg Aufgab.

Am Projet de loi vum Conseil national des programmes stéet am Exposé des motifs awer och: «Il veillera à la cohérence des enseignements.» Et stellt sech also d'Fro: Riskéiere mer net hei, zwou Strukturen ze kréien, déi zum Deel déi selwecht Aufgaben hunn?

Eng änlech Fro stellt sech bei der Division de traitement des données sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire éducative, wou also sollen Daten aus verschiedenen Etuden analyséiert an traitéiert ginn. Den Observatoire pour la qualité scolaire, wou zéng Leit wäerte schaffen, huet laut Projet de loi awer och d'Aufgab, fir Etuden iwwer eise Schoulsystem ze analyseéieren. Och hei stellt sech d'Fro: Riskéiere mer net, zwou Strukturen ze kréien, déi

fir vergleichbar Saachen zoustänneg sinn, respektiv hätt een dat net kenne méi effikass organiséieren?

Ech hat an der Kommissiou gefrot, fir eng Iwwersicht ze kréie vum Zesummespill téschent dem SCRIPT, dem LUCET, der Uni, dem Observatoire pour la qualité scolaire an dem Conseil national des programmes. Ech hunn déi Iwwersicht vun deem Zesummespill esou net kritt. Dat heescht, déi Froe bleiben nach opstoën.

Déi zweet Saach, déi géannert gëtt: De Bilddungsbericht gëtt elo all dräi Joer gemach amplaz all fénnef Joer. Firwat datt dat esou ass, dat weess ech net genau. Et ass awer, egal wéi, ee wichteg Instrument. Ech hunn do just zwou Froen. Dëst eng ass, et ass jo elo reduziert ginn op dräi Joer. Huet dat vlächt eppes domadder ze dinn, datt den Här Minister d'Participatioun an der PISA-Etud a Fro gestallt huet? Hie kann uns vlächt do Prezisioun ginn.

Allgemeng wéll ech just soen, datt Date samme wichteg ass, mä vill méi wichteg ass: Wat geschitt opgrond vun dësen Erkenntnisser? Vlächt misst een do déi nach méi geziilt an e regelrechte Qualitéitskreeslaf abannen.

Da kommen ech nach kuerz op den Instituteur spécialisé am Schoulmanagement oder der Schoulentwicklung ze schwätzen. Eng éischt Bemerkung zu senger Tâche: Hien ass respektiv soll Spezialist fir Schoulentwicklung sinn, Usprichpartner fir d'Presidenten, de Schoulcomité an esou weider am Kader vum Plan de développement scolaire. Hien oder si soll awer och nach Mann/Fra für alles sinn, soll eng Assistance personnalisée fir dagdeeglech Problemer ubidde fir Enseignanté, déi Héllef brauchen. An dat alles mat zwee Joer Beruffsfahrtung. Dat ass schonn eng relativ speziell Tâche!

Eng zweet Bemerkung. Dës Enseignanté sinn attachéiert beim SCRIPT. Si setzen awer weder am SCRIPT nach an der regionaler Direktioun. Den Här Minister huet eis gesot gehat, si géifen op siwe Plazen am Land u sech verdeelt ginn. Vlächt kann en eis nach soen, wou genau. Et ass, egal wéi, awer eng speziell Situations, och fir den Direktor vum SCRIPT, dee jo awer de Supérieur hiérarchique vun dësen Enseignant haten an den Terrain och esou kennen.

An drëttens, a wat u sech dee wichtegste Punkt ass: Schoulentwicklung ass definitiv, an do si mer eis eens, ee wichtegen dynamicsche Prozess an dee gehéiert an d'Schoul selver. Méi Autonomie, och am Kader vum Plan de développement scolaire, erfuerert an eisen Aen eng amer Organisation, an zwar eiser Meebung no ee Schouldirektor an der Schoul, an net an der Region. Do hu mer nach Zäit, fir drop anzegeben, beim Gesetz iwwert d'Grondschoul. Mä wa mer dat hätten, da kéint d'Opstellung an d'Duerchféierung vum Plan de développement scolaire nach méi participativ mat de Leit um Terrain geschéien, déi dann och selwer kéinten décidiéiere respectiv déi och eppes ze décidiéieren hätten an déi net némme misste Verantwortung iwwerhuelen. Da bräichte mer u sech dës Enseignants spécialisés an der Schoulentwicklung esou net, wéi mer se och an de Lycéeen net bräichten.

Wéinst deene Froen a Bemerkunge wäerte mir eis als CSV bei dësem Projet de loi enthalten.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci der Madamm Hansen. Nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Tess Burton** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll dann och ufänken an dem Rapporteur, dem Lex Delles, Merci soe fir sain ausférleche Rapport.

De SCRIPT, deen d'nächst Joer seng 25 Joer Existenz feiere wäert, seet wahrscheinlich deene meeschte Leit net allze vill, ausser, wéi den Numm et seet, dass et mat pädagogescher an technologescher Recherche an Innovatioun ze dinn huet.

Et ass dofir net vu Muttwéll, dass d'Missiounne vum SCRIPT nei respektiv méi kloer definéiert ginn. Mir begréissen et als LSAP dofir och, dass d'Kommunikatioun no bausse vum SCRIPT verbessert a vereinfacht soll ginn. Fir een, dee kee Spezialist an där Matière ass, mä ech mengen, souguer och fir d'Enseignanté, ass et net émmer ganz einfach, sech an all deenen Initiativen an Aarbechten, déi de SCRIPT mécht, erëmzefannen. Dat ass schued, well et si ganz wichteg Projeten, un deenen dëse Service vum Éducatiounsmistère schafft.

Mir sinn dofir der Meenung, dass zum Beispill och e groussen Effort muss gemaach ginn, fir d'Internetsäit vum SCRIPT ze moderniséieren a méi iwwersichtlech ze maachen. Zum Beispill d'IInitiativ MathemaTIC, déi scho vum... - neen,

déi war nach net ugeschwat ginn, vum Rapporteur, oder? -, déi mat Héllef vum SCRIPT senger Agence pour le développement de la qualité scolaire an aneren Akteuren an d'Liewe geruff gouf an ee vu villen interessante Projeten ass, fir déi ee roueg Reklamm soll maachen. Et handelt sech ém eng digital Plattform fir d'Schüler am Cycle 4, mat deem si, wéi den Numm et seet, méi einfach a méi flott Mathé bääbruecht kréien. Dëst pädagogesch Instrument ass op de lëtzebuergesche Schoulsystem ugepasst, énnner anerem och, well et de Schüler d'Méiglechkeet gëtt, Rechenaufgaben a véier verschidde Sproochen ze léisen. D'Sprooch ass also hei keng Brems méi fir verschidde Kanner, fir Mathé ze léieren.

Iwwert dee Wee garantéiere mer eng besser Chance ze réusseéiere fir all eis Schüler. Derbäi kënnt, dass de Projet den Zäiten ugepasst ass an déi Jonk natierlech och Spaass hunn, fir um Computer ze schaffen. A mir kréien dann, duerch dee Programm, och eng ganz Rétsch Donnéeën, mat deene mer spéider d'Qualitéit vum Enseignement besser evaluéiere können.

Här President, Dir gesitt, dem SCRIPT seng Haaptmissioun ass et, d'Schoul vu muer viärszeugesinn an ze hellefen émzeseten. Dat ass bai Wäitem keng einfach Aufgab. Mir begréissen dofir och, dass mat dësem Gesetz eng Rei spezialiséiert Schoulmeeschterposte geschafe ginn, déi de Schoulen hellefe wäerten, fir Entwicklungspläng auszeschaffen. Och dat bréngt méi Qualitéit an eis Schoulen.

Eng Fro huet ech zum Schluss nach un den zoustännege Minister, näämlech wéi an Zukunft den IFEN, dee jo d'Formation continue vum SCRIPT iwwerhëlt, an de SCRIPT zemeschaffe wäerten.

Fir eis als LSAP ass et kloer, dass dat Wësse ronderem pädagogesch Innovatiounen an nei Technologien, dat de SCRIPT sech uneegent, och an d'Formation vun eisen Enseignanté muss afleissen.

An dat gesot, ginn ech natierlech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolaschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci der Madamm Burton. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam** (d'éi gréng).- Merci, Här President. Mir fannen, datt d'Andeeling vum SCRIPT, esou wéi den Organigramm am Exposé des motifs et ausweist, eng gutt Andeeling ass, a besonnesch d'Schafung vun engen Sektionen Développement de matériels didactiques schéngt iwwerfälleg gewiescht ze sinn. Mir erwaarden eis eng besser Koordinatioun fir déi eenzel Fächer énnereeneen, awer och téschent Grondschoulen a Secondeaire.

Et versteet sech vum selwen, datt déi sechs Divisiounen vum SCRIPT müssen zemeschaffen an net kenne en vase clos funktionéieren. Dat krute mer souwuel vum Minister wéi vum Direktor vum SCRIPT confirméiert.

Da schafe mer och mat dësem Gesetz d'Funktioun vun engem Instituteur spécialisé. Ech sinn elo mëttlerweil 13 Joer hei an der Chamber an ech mengen, ech hätt nach ni an engem Gesetz iwwert d'Schoul esou eng ausférlech Referenz op en Accord mat eng Gewerkschaft gelies.

Mir sinn amgaangen, eis Schoullandshaft am Primär nohalteg ze veränderen. Vlächt si mer op engem Wee zréck an d'1960er Joren, wou mer Schoulmeeschtere mam véierten, drëtten, zweeten, éischte Rang haten. Et ass net ganz kloer, wéi vill Instituteurs spécialisés datt mer kréien. Am Gesetz stéet keng Zuel. Am Accord mat der Gewerkschaft stéet, et wieren der mindestens esou vill, wéi et deemnächst Regionne gëtt, also héchstwahrscheinlich dann emol 15.

D'Konditiounen, fir Instituteur spécialisé ze ginn, stinn och am Gesetz. Zwee Joer Schoul muss ee mindestens gehalen hunn, fir e Spezialist an der Schoulentwicklung ze ginn. E Master an der Schoulentwicklung ass en Avantage, awer keng Conditio sine qua non.

Ech froe mech: Wat maache mer alleguerte mat deene ville Schoulmeeschteren a Léierinnen, déi amgaange sinn, e Master am Schoulmanagement ze maachen? Ech mengen, dat sinn der immens vill. Ech hoffen och, datt déi Leit - an ech fannen dat positiv, datt se um SCRIPT attachéiert sinn, also vum SCRIPT aus eng Gestioun



hunn a vum SCRIPT. Dat ass geschitt duerch den IFEN. Also ass dee Grond ewechgefalle. Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktion zu désem Gesetz.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Adam. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Delles fir dee Rapport, deen en eis gemaach huet.

Et ass fir eis ganz interessant, fir ze gesinn, wéi de bürokratesche Waasserkapp beim Stat wiist, wärend mer deeselwechten Dag e Gezet hei haten iwwert d'Simplification administrative. Et wär eng fantastesch Simplification administrative gewiescht, wa mer dee SCRIPT zesummegeschrumpft hätten. Dat wär jo logesch gewiescht! En hat dräi Missioune kritt, wéi mer e geschafenn hunn, dovunner eng d'Weiderbildung vum Léierpersonal. Déi ass fortgaangen un den IFEN. Also hätte mer eis kënenne erwaarden, datt de SCRIPT elo méi kleng gëtt. Neen, elo gëtt et op sechs Divisiounen ausgebaut! De Contraire vun engen rationaler Approache vun enger staatlecher Organisatioun, de Contraire vun enger Simplification administrative!

All déi Saache kéint een am Detail diskutéieren. A fénnef Minutte kann ech dat net maachen. Må wann am Regierungsprogramm steet, de SCRIPT sollt do mat den Institutions oder d'Schoule sollte mat den Institutions culturelles zesummeschaffen, ass dat jo schéin, må et steet net do, a wéi engem Senn: Multikulti oder Integratioun? Et gëtt net gesot.

Wann do steet an Ären Ausféierungen, et soll elo iwwer Digitaliséierung geschwatt ginn, an eis Kollegin vun der LSAP seet hei: „Et ass jo fein, et gëtt op véier verschidde Sprooche gemaach“, da muss ee sech jo awer froen: Ass dann do nach Létzebuergesch Integratiouns-sprooch an der Schoul? Ass et gutt, datt mer verschidde Saachen iwwer Digitaliséierung maachen oder gi mer op de Wee, wéi verschidde Leit, wéi den däitsche Pädagog Manfred Spitzer seet, vun engen „digitaler Demenz“, wou d'Kand keng Konzentratziounphase méi léiert an èmmer manner Lektür ka maachen? Wat ass dat fir eng Digitaliséierung? Wéi eng Konsequenzen huet dat? Mir diskutéieren et net. Et ass awer vun zentraler Wichtegkeet!

Wa gutt Projete gemaach ginn, an et gëtt gutt Projeten, déi gemaach ginn, sief et an der Drogereventioun, sief et am Antimobbing, „Stop Mobbing“ an esou weider, da feelt et dacks un der Ênnerstëtzung fir Enseignanten an deene Schoulen, wou dat gemaach gëtt. Och dat ass net gutt!

Et ass jo och net normal, datt mer elo an däi Struktur, an däi neier Divisiounsopeelung vum SCRIPT gläich zwou Divisiounen hunn, déi sech sollte mat Qualitéitschécherung befaassen, wann all Mensch am Land weess - Dir wësst et a mir wëssen et, Dir gitt et vläicht net zou, awer Dir wësst et och! -, datt d'Qualitéit vun de Schoulen iwwert d'Joren èmmer némmen ofgeholl huet, datt d'Leit èmmer manner wës-

sen! An et ass dofir, wou d'ADR èmmer erém konsequent seet: „Mir müssen zréck zu engem Leeschtungsprinzip, mir müssen zréck zu engem Bildungsprinzip, mir müssen zréck zu engem Wéssensprinzip an de Schoulen am Interessi vun de Kanner, an dem Interessi vun hirer Zukunft an am Interessi vun der Zukunft vun eisem Land.“

Dést Gesetz setzt e Gewerkschaftsaccord èm. Mir maachen 20 A1-Funktioonen, méi oder manner, fir 20 A2-Funktioonen ze ersetzen. Mir schafen déi IDSen, déi Instituteurs spécialisés en développement scolaire, déi eigentlech eng Aufgab hunn, déi „accompagnéieren“ «équipes pédagogiques dans la mise en œuvre du plan de développement de l'établissement scolaire». Dofir brauch ee keng 20 Universitären, fir esou Aufgaben ze maachen, fir eppes, wou d'Schoulpersonal schonn dru schafft! Da soll deen Inspekteur dodru schaffen oder deen Instituteur spécialisé, dann en Inspekteur, even-tuell nach de Gemengerot. Dat ass e bürokratesche Waasserkapp fir eppes, wat wierklech an däi Form guer net néideg ass!

D'Chambre des Fonctionnaires selwer huet an hirem Avis gewarnt virun enger «prolifération indue des postes risquant à mener à une structure bureaucratique démesurée». De Contraire vun deem, wat, wéi gesot, de Stat soll maachen: e schlanke Stat, en einfache Stat. A mir kreéieren hei Waasserkapp, déi eng Aarbecht maachen, déi an deem Senn, op jidde Fall an däi doter Form, net gebraucht gëtt!

Mir hunn einfach riseg Problemer an der Schoul. Mir hu riseg Problemer an der Primärschoul. Et ass net duoduerch, datt mer kënscht-lech Metasprooch entwéckelen, kënscht-lech Strukturen entwéckelen, Beruffer schafen, déi némme Saache solle begleeden, déi elo d'Problemer net behiewen... (veuillez lire: dass mer d'Problemer léisen.) Dat ass dee falsche Wee.

Mir müssen zréckkommen op eng Schoulpolitik, déi wierklech eppes wëllt: Dat ass, eis Kanner forméiere fir hir Zukunft. A leider, leider si mer an deene leschte Joren èmmer méi wäit dovun ewechkomm. D'ADR wäert Hiert maachen, fir déi Entwécklung èmzedréien!

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskusioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Erzéitungminister, den Här Claude Meisch.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech uschléissen un all déi Riedner, och mech beim Rapporteur, dem Lex Delles, bedanken, datt en eis an déi Matière hei agefouert huet, schréftlech wéi och mëndlech.

Et sinn eng Rei vu Froe gestallt ginn. Ech wëll vläicht ganz kuerz nach dorobber reagéieren.

De SCRIPT huet jo och d'Aufgab, d'Innovatioun an d'Schoul ze bréngen, mat der Schoul zesummen ze entwéckelen. Hei leeë mer ganz besonnesch och vill Wäert, an dat ass eng vun den Neierungen, op d'Schoulentwécklung, datt se begleet soll ginn, och vum SCRIPT, fir datt mer déi Struktur, déi wierklech fir d'Innovatioun an eise Schoulen zoustänneg ass, och ganz no rattachéiere mat de Schoulen, wann et drëms geet, d'Schoulentwécklingspläng op-

zestellen, fir datt ee sech eben op déi innovatiivst Methoden an Erkenntnisser och ka bezíen an eigentlech direkten Accès och huet zu dem ganzen Erfahrungsschatz, Erkenntnisschatz vum SCRIPT a vun all deene Leit, déi do tätge sinn.

Fir dat ze assuréieren, hu mer eben optéiert, fir deen Institueur spécialisé en développement scolaire un de SCRIPT ze rattachéieren. Dee wäert virun allem seng Aarbecht an de Schoulen hunn, bei de Schoulen hunn, mat de Schoulen hunn. A wou säi Büro ass, ass eigentlech domadder zweetrangeeg. E muss mat den Enseignanten an de Schoule kucken, datt d'Schoulentwécklung definéiert gëtt, datt se èmgesat gëtt. Et ass gesot ginn: E schafft och nach mat deenen eenzelnen Enseignanten, fir do eng Begleedung kennen ze maachen, an déi fénnt nun eben emol do statt, wou Schoul stattfénnt.

Wichteg ass och, datt mer eng Vernetzung kréie mam SCRIPT, awer och mat anere Strukturen, zum Beispill mat engem LUCET, zum Beispill och mat eisem Ministère, wou mer och nach emol eng ganz Rei vu Statistiken opbereeden, Donnéeë beineeféieren, an datt jiddweren Zougang dorobber huet, dee se brauch, deen aus deenen Donnéeë soll eng zusätzlech Erkenntnis kënnne schépfen, fir eben och seng Reflexiounen ze maachen, sief et iwwer seng ege Schoul, sief et awer och op engem aneren Niveau, iwwert de ganze Bildungssystem.

Et ass gefrot ginn, firwat mer de Bildungsbericht wéilten an Zukunft all dräi Joer maachen. Beim leschten hunn ech festgestallt, datt eng Rei vun Erkenntnisser, eng Rei vun Texter, vun Artikelen, déi mer do gelies hunn, awer schonn e gewëssenen Alter hätten, schonn e puer Joer zrécklouchen. An ech weess jo awer och an ech mengen, mir wëssen et allegueren heibannen, wéi schnell sech eis Gesellschaft momentan entwéckelt, wéi schnell och eis Schoul muss probéieren, do hannendrunzkommen, a wéi schnell och do eng Rei vun Donnéeë vläicht net méi ganz up to date sinn.

Duerfir, wann de Bildungsbericht soll wierklech en Input ginn an eng gesellschaftlech Debatt iwwer eise Bildungssystem, dann, denken ech, musse mer en och a méi getaktenem Ofstand kennen erausbréngen.

Zum Här Kartheiser: Do ass et, wéi et mer hei schonn heiansdo virkomm ass, datt ech awer net alles dat doten nach eemol wëll kommen-téieren. Ech hu just gezielt gehat, datt sechs-mol an deene fénnef Minuten dat Wuert „zréck“ hei genannt ginn ass. Dat seet genuch! Villmoos Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat si mer prett, fir iwwert den Ensemel vum Projet de loi 7077 ofzestëmmen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7077 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procurationen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

34-mol Jo, 3-mol Neen, 18 Abstentiounen; domat ass de Projet méiheetlech ugeholle.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7077 est adopté par 34 voix pour, 3 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Eddy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Cox) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaeß (par M. Félix Eischen), Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet (par Mme Françoise Hetto-Gaasch).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

#### (Assentiment)

### 6. 6992 - Projet de loi portant modification

#### 1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

#### 2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

#### 3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (suite)

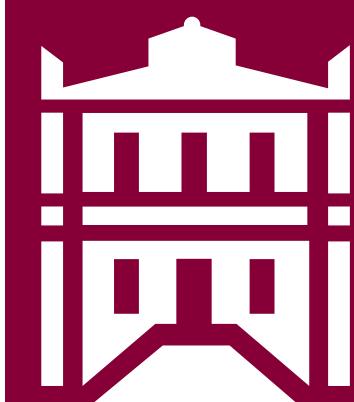
Jo, just nach eng Prezisioun, ier mer d'Sëtzung ofschléissen: Am Projet iwwert d'Immigratioun, bei den Antrag vun der ADR a vun de Lénke ware mer kloer an der Prozedur vum Vote séparé. Dat ass jo esou? An déi mat Jo gestëmmt hunn, ware fir d'Sträiche vun deene jeeweilen Artikelen. An déi mat Nee gestëmmt hunn, ware fir de Maintien vum Projet - just fir alles ganz kloer ze maachen. Ass dat esou?

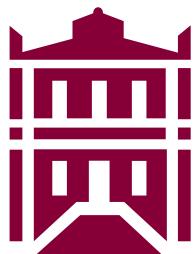
#### (Assentiment)

Merci. Dann ass d'Sëtzung eriwwer a mir ge-sinn eis muer um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 19.29 heures)

Suivez la Chambre des Députés  
sur Facebook, Twitter et  
Instagram





# SÉANCE 24

JEUDI,  
9 FÉVRIER 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Motion de M. Léon Gloden relative à l'ajout de l'instrument dit du «Platzverweis» dans le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale
  - Exposé: M. Léon Gloden
  - Discussion générale: Mme Claudia Dall'Agno (interventions de M. Léon Gloden), M. Max Hahn, Mme Viviane Loschetter (interventions de M. Fernand Kartheiser et Mme Lydie Polfer), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
  - Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure (interventions de M. Claude Wiseler et M. Jean-Marie Halsdorf)
  - Vote sur la motion (rejetée)
3. 6977 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:
  1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;
  2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise6974 - Projet de loi portant approbation de:
  1. la Convention sur la réduction des cas d'apatriodie, conclue à New York le 30 août 1961;
  2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;
  3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatriodie en relation avec la succession d'États, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006
  - Rapports de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter
  - Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler), Mme Josée Lorsché, M. Eugène Berger, M. Roy Reding (intervention de M. Claude Wiseler) (dépôt de huit amendements), M. Marc Baum
  - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
  - Votes sur les amendements 1 à 8 (rejetés)
  - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

4. 6758 - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:
  - transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;
  - transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;
  - transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;
  - transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité;
  - changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en «Code de procédure pénale»;
  - modification:
    - du Code de procédure pénale;
    - du Code pénal;
  - de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés;
  - de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
  - de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition;
  - de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne
  - Rapport de la Commission juridique: M. Alex Bodry (intervention de M. Gilles Roth)
  - Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding
  - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- E schéine gudde Mëttig! Heimat maachen ech d'Sitzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Etienne Schneider**, Vice-Premier Ministre.- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Da gi mer direkt zum éischt Punkt vun eisem Ordre du jour iwver.

Déi Motioun, déi an däi leschter Sætzungswoch abruedt gi war vum Här Léon Gloden iwwert de Platzverweis, ass effektiv an der Kommissioune diskutéiert ginn. An et ass och an der Kommissioune proposéiert ginn, fir se dann haut op den Ordre du jour ze setzen. D'Presidente konferenz huet deem Rechnung gedroen.

Dir wësst, wéi d'Diskussiounen iwwer Motiounen oflafen: Den Auteur huet fënnet Minutten an déi verschidde Fraktiounen respektiv Sensibilitéiten hunn der ebenfalls fënnet respektiv zwou. An d'Regierung huet fënnet Minutten, fir ze äntworten. D'Wuert huet dann elo direkt den Auteur, den Här Léon Gloden.

## 2. Motion de M. Léon Gloden relative à l'ajout de l'instrument dit du «Platzverweis» dans le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale

(Motion déposée en séance publique n°21 du 19 janvier 2017 - à consulter au compte rendu n°8/2016-2017 en page 275)

Exposé

► **M. Léon Gloden** (CSV), auteur.- Merci, Här President. Merci och, datt déi Motioun Dunn esou schnell elo konnt hei am Plenum erën diskutéiert ginn. Dir hutt et richteg gesot: Den 19. Januar hu mer se hei am Plenum déi éischt Kéier diskutéiert, an duerno op Proposition vun der DP, nodeem de Kolleg Max Hahn sech och fir de Platzverweis ausgeschwät huet, hu mer déi Motioun Dunn an der Kommissioune diskutéiert.

Ech rappeléiere kuerz hei: Et geet drëm, mam Platzverweis mat enger onbürokatescher Measure schnell um Terrain am öffentleche Raum ze handelen, wann d'Biergerinnen an d'Bierger an hirem subjektive Sécherheitsgefüll affektéiert ginn. Et ass vill hei driwwer diskutéiert ginn an der Chamber, an de Medien. Fir d'CSV geet et drëm, mat déser Mesure de respektvolle Mateneen am öffentleche Raum ze garantéieren.

Ech ginn dem Justizminister recht, wann e seet, hei géif keng Infraktioun a bestëmmte Fäll virleien. Dat ass richteg. Mä et gëtt Situationsen am öffentleche Raum, wéi zum Beispill aggressiiv Heesch, wéi zum Beispill Bande vu Leit, duerch déi Fraen, eeler Leit sech subjektiv onwuel llen. Et geet drëm, datt jiddweree kann am öffentleche Raum sech ophalen, ouni mussen Angschte zu hunn.

Et ass och richteg, datt dës Mesure eleng net de soziale Problemer gerecht gëtt, mat deenen déi Leit konfrontéiert sinn. Dofir begréisse mir och all sozial Mesuren. Mä déi sozial Mesure ginn haut net duer a wäerten och an Zukunft net duergoen. An d'Argument, fir ze soen: "Nëmme sozial Mesuren", dat ass net richteg, well zum Beispill och an der Bekämpfung vun den Droege ganz vill sozial Mesuré geholl ginn, an et awer e Fakt ass, datt mer nach émmer mat Drogekriminalitéit konfrontéiert sinn.

Ech erënneren och nach eng Kéier drun, datt de Schäfferot vun der Stad Lëtzeburg fir d'Éischt an engem Courrier 2013, énnerschriwwen vum deemonlege Stater Buergermeeschter, dem Här Xavier Bettel, haut Statsminister, gefrot huet, fir de Platzverweis ze kréien.

Ech erënneren och nach eng Kéier un en Interview vun der Stater Député-maire, der Madamm Lydie Polfer, wou se gesot huet: "Et geet ém d'Strummerten an der Stad." An ech zitiéieren: "Dofir maachen ech wierklech e waarmen Appell un all d'Autoritéiten, déi hei Kompetenzen hunn, fir hei zesummen ze wieren, fir datt mer déi do Situationsen an de Gréff kréien, well dat do gëtt vun de Leit als eng Ofdankung vun der öffentlecher Muecht oder Uerdnung ugesinn, an dat si geféierlech Momenter an enger demokratescher Gesellschaft."

Deen Interview, Här President, ass net vun anno Tobak, deen Interview ass vum 20. Juli 2016.

Et ass hei scho gesot ginn, an och an der Kommissioune, datt den Artikel 37 vum Polizeigesetz do wier, fir kennen d'Leit ewechzespären. Èm

wat geet et hei, Här President? Hei geet et èm eng Détention administrative, wou ee kann d'Leit ewechspäre bis zu Maximum zwielef Stonnen. Am Kader vun der Polizeireform gëtt déisen Artikel preziséiert.

De Polizeiminister huet mer virgehäit, datt ech géint déi Äermst vun den Äermste wier mat déser Mesure. Ech stelle fest, no den Aussoe vu Regierungsvertreider, datt d'Regierung hei déi Äermst vun den Äermste wëllt einfach ewechspären. Mir si fir eng soft Mesure, fir...

(Brouhaha)

...duerch eng punktuell Mesure e punktuelle Problem...

(Interruption)

Jo, jo, "Oh Gott, oh Gott"! Wann een lech, Här Minister, mat Åren eegene Wieder wëllt schlösen, dann ass et op eemol "oh Gott, oh Gott". Ech sinn alt vrou, datt Der eiser Härgott da rufft!

(Hilarité)

► **Une voix**.- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Léon Gloden** (CSV), auteur.- Den Artikel 37, sou ass eis gesot ginn an der Kommissioune, dee wier bis elo net applizéiert ginn an der Praxis. An do wier eng Nott erausgaangen an Zesummenarbecht mam Parquet, fir de Polizisten um Terrain ze soen, datt deen Artikel 37 misst applizéiert ginn.

Här President, ech iwwerreechen lech hei e Bréif vun der CSV-Fraktioun, wou mer éischtens froen, fir déi Nott ze kréien. Mir hunn dat an der Kommissioune och gefrot. Mir hu se bis haut nach net kritt. Zweetens stelle mer eis d'Fro, ob eng Interpretatioun vun esou engem Artikel mat enger Note de service ka geschéien. Well ech erënneren un den Artikel vun der Verfassung, dee seet: «L'interprétation des lois par voie d'autorité ne peut avoir lieu que par la loi.» Ech iwwerreechen lech heimadder dee Bréif.

(M. Léon Gloden dépose une lettre sur le bureau de la présidence.)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dir misst elo esou lues zur Konklusioun kommen.

► **M. Léon Gloden** (CSV), auteur.- Jo. Ech stellen och fest, datt all d'Autoritéité vun der Police, déi fréier Autoritéiten, de Syndikat, d'Croix-Rouge dës Mesure begréissen.

## (Interruption)

Ech stelle fest, datt d'DP émmer dofir war. An elo, mam Argument, well et net am Koalitiounsaccord steet, gi se hei vun deenen aneren zwee Koalitiounspartner zréckgepaff.

Mir als CSV wäerten dës Motioun stëmmen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

## (Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dái éischt Interventioun kënnt vun der Madamm Claudia Dall'Agno.

## (Discussion générale)

► **Mme Claudia Dall'Agno** (LSAP).- Merci, Här President. Ech hu leider haut keng Foto, kee Bréif fir lech. Leif Kolleginnen a Kollegen, Dir Häre Ministeren, d'CSV huet eis eng Motioun zum Thema Platzverweis presentéiert, wou se an der Motioun awer eng ganz aner Argumentatiounslinn verfolgt wéi déi, déi mer deemoos beim Débat iwwert d'Sécherheet hei am Land op der Tribün eraushéieren hunn. Well deemoos, viru ronn zwou Wochen, huet de Léon Gloden de Platzverweis nach an de ganz direkten Zesummenhang mat den Heescherten hei op der Tribün bruecht.

## (Interruption)

Mir als Sozialisten...

Also ech hunn de Verbatim erausgeschriwwen! Ech kann lech en och gären iwwerreechen - wann Dir och e Bréif wëllt - oder ech kann e virliessen. Ech hu leider némme fënnet Minuten, fir drop anzegoen. Wann Der mer der zéng gitt, da liesen ech lech e ganz gäre vir.

Mir als Sozialisten, an dat hu mer scho méi dacks gesot, gesinn d'Heescherten awer virun allem als e sozial Problem, deem een och duerch sozial Mesuré begéine muss, an net primär als e Sécherheitsrisiko. An dat sot den Här Gloden jo och virdru selwer: Et ass eigentlech e subjektiiv Sécherheits- oder Onsécherheitsgefüll bei de Leit.

Et soll een also ee fir allemol domadder ophalen, de Platzverweis am direkten Zesummenhang mat der Mendicitéit ze nennen. Well dee Problem, dee léise mer net doduerch, just well mer elo e Platzverweis géifen aféieren. Well och, wann een aarm ass, an ech mengen, dat misst eis allegueren aliechten, huet een och d'Recht, sech op der Place publique opzehalen!

An iwwregens huet d'Policegewerkschaft, den SNPG, an hirem Avis zur Policereform ganz



# SÉANCE 24

JEUDI, 9 FÉVRIER 2017

kloer gesot, dass se de Platzverweis net wéilt, fir géint d'Heescherte kenne virzegoen, mä si schreift an hirem Avis: «L'objectif d'une telle mesure ne devrait pas être celui de faire éloigner tout mendiant de la rue. La mesure devrait viser des cas particuliers de personnes se comportant de manière aggressive, provocante ou asociale, donc des personnes qui compromettent l'ordre, la sécurité ou la tranquillité publique.»

## (*Interruption*)

An der Motioun gëtt dann awer op eemol, sou wéi och elo just den Här Gloden hei op der Tribün sot, och vun der CSV dann anescht argumentéiert, näamlech, dass mer de Platzverweis bräichten, fir d'Sécherheet an d'effentlech Uerdnung ze erhalen, andeems Leit, déi den Ordre public stéieren, kenne vun enger gewëssener Plaz verwise ginn.

D'Police huet awer haut, elo schonns, déi néideg Moyen, fir géint genau esou Persounen kenne virzegoen. D'Police ka laut dem Artikel 37 vum aktuelle Policegesetz eng Persoun mathuelen, déi d'effentlech Uerdnung stéiert, a se fir bis zu zwielef Stonnen op enger sécherer Plaz festsetzen. An dës Mesure ass och am neie Policegesetz nees virgesinn, wou den Artikel 20 souguer nach méi genau definéiert, wien domat viséiert ass, näamlech all Persoun, déi entweder den Ordre public stéiert oder fir anerer oder sech selwer souguer eng Gefor duerstellert.

Wann eng Persoun also wierklech den Ordre public op eng Aart a Weis stéiert, dass d'Police muss agräifen, da mécht dës Mesure och vill méi Senn wéi just de Platzverweis. Well, wie kontrolléiert, dass déi Persoun net einfach erém op déi Plaz zréckként, nodeem d'Police fort ass? D'Police ka jo net do campéieren a bleiwen, fir ze kucken: Kéint deen erém...

► **M. Léon Gloden** (CSV), *auteur*.- Dat hutt Der och bei der Détection administrative no 12 Stonnen.

► **Mme Claudia Dall'Agno** (LSAP).- ...oder stéiert en einfach op den nächster Plaz erém den Ordre public? An d'Police muss em dann duerch d'ganz Stad nolafen. Schleefe mer se vum Alima dann elo bei de Match a vum Match dann herno erém eng Kéier bei den Aldi?

An dann, ass de Platzverweis herno eriwwer, dann ass et Rebelote! Da sëtzt en erém op der éischter Plaz - kommt, mir soen dann elo ebe beim Alima, well ech domat ugefaangen hunn! -, an dat e puer Stonnen oder den Dag drop!

An ech mengen, d'Madam Beissel, an ech hoffen, ech zitéiere se elo korrekt, déi huet um Radio ganz richteg gesot: „D'Police hätt gär de Platzverweis, mä wat maache mer mat de Leit?“

Et ass also némmen eng Scheinléistung, de Platzverweis, mat där mer de Leit, déi sech vun der Mendicitéit gestéiert fillen, Sand an d'Ae streeën.

► **M. Léon Gloden** (CSV), *auteur*.- Dat ass bei der Détection administrative och de Fall!

► **Mme Claudia Dall'Agno** (LSAP).- Mir kruten och an der Chamberskommissioune d'lescht Woch gesot, dass d'Policedirektioune zénter Kuerzem Ausféierungsbestëmmunge fir deen Artikel 37 ausgeschafft huet.

D'Fro also, an ech mengen, dat ass dat, wat den Här Gloden da sécher mat sengem Bréif wéllt bezwecken, ass: Sinn déi um Terrain ukomm? Huet all Polizist Kenntnis vun deen Ausféierungsbestëmmungen? Well och mir als Sozialiste verstinn natierlech d'Suerg vun der Policegewerkschaft, dass si net wéllen, dass d'Roserei sech herno un hinnen, un all eenzellem Polizist um Terrain ausléisst, wa si sech un d'Gesetz halen. D'Regele müssen also kloer si fir all Polizist, wéi deen Artikel 37 vun elo un ze handhaben ass.

Mir wäerten dës Motioun, dat hutt Der elo eraushéieren, net stémmen, well et an den Ae vun de Sozialiste keng Schan ass, aarm ze sinn a keen Doheem ze hunn. A wann ee soss náischt mécht, wéi ém Almosen...

## (*Brouhaha général*)

...ze biedelen, dann ass dat kee Verbriechen, Dir Dammen an Dir Hären! Et ass kee Verbriechen an désem Land, aarm ze sinn!

## (*Brouhaha général*)

Mä et ass u sech scho schlëmm genuch, dass et an engem sougenannte räiche Land wéi Lëtzebuerg eigentlech néideg ass, dass se do-bausse musse biedelen!

► **Une voix**.- Trotz der gudder Regierung!

► **Mme Claudia Dall'Agno** (LSAP).- An dofir solle se dann och nach verhaft ginn a verdrivwe ginn! Just well se aarm sinn!

## (*Protestations*)

► **M. Léon Gloden** (CSV), *auteur*.- Eben net! Dir verhaft d'Leit! Dir verhaft déi Aarm!

► **Mme Claudia Dall'Agno** (LSAP).- Här President, ech hat gemengt, ech hätt ganz eleng d'Wuert nach émmer.

Zweetens, well mer, wéi gesot, mat enger Pseudomesure de Leit kee Sand an d'Ae wélle streeën, well mer dovunner ausginn, dass, wann d'Direktioune, de Parquet an déi zwee Ministeren - mä ech mengen, déi wäerten herno selwer nach drop agoen - eis an der Chamberskommissioune soen, dass d'Ausféierungsbestëmmunge fir den Artikel 37 elo kloer sinn, mer der Meenung sinn, dass mer deem och sollen eng Chance ginn. An d'Reform mam neien Artikel 20, déi léissé jo och net méi laang op sech waarden.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- D'Wuert huet elo direkt den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn** (DP).- Merci, Här President. Den Här Gloden, den Auteur vun där heiter Motioun, huet sech elo virdrun a senger Interventioun vill Méi ginn, fir op dee ganzen Historique zréckzkommen, wéini dann iergendee Vertrieder vu menger Partei, och dann am rezenteste Fall meng Perséinlechkeet, sech daß fir de Platzverweis ausgeschwat huet. Félicitation! Dir waart nach net ganz komplett. Et hätt ee sécher nach ganz vill aner Beispiller kenne fannen an nosichen.

D'DP sot émmer, an dozou stéet se haut och nach, dass de Platzverweis eng vu ville Mesure ka sinn, fir d'Sécherheetssituatioun hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Nach ass et esou, dass dat eng Mesure ass, déi net am Koalitiounspogramm zréckbehale ginn ass,...

## (*Brouhaha*)

...an nach ass et esou, dass eis Regierung eng ganz Rei aner Piste proposéiert huet, déi se deelweis schonn entaméiert huet, fir d'Situatioun vun der Sécherheet zu verbesseren, respektiv déi elo och am Policegesetz virgesi sinn, fir dat och nach auszubauen. Et muss ee selbstverständlicheem Ganzen eng Chance ginn. Dat wäerte mer maachen.

Mir hunn absolut Vertrauen an eisen zoustänge Minister an eis Regierung, dass déi Mesuren och wäerten um Terrain gräifen. An an deem Senn wäert d'Demokratesch Partei déi heite Motioun och net matstémmen. Dat wäerte mer maachen.

► **Plusieurs voix**.- Oh!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- D'Madam Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter** (d'éi gréng).- Merci, Här President. Et ass meng Missioun haut, fir lech ze soen, firwat déi gréng des Motioun net wäerte stémmen a firwat déi gréng och géint e Platzverweis sinn.

Et gëtt dräi prioritär Grénn dofir. Deen éischten ass, well et ons evident schéngt, dass de Platzverweis keng Plus-value ass, fir dem Trouble à l'ordre public entgéintziewerken. Déi Moosnamen, déi et gëtt, an ech widderhuele se net, si sinn och scho virdrun zitéiert ginn, ginn onser Meenung no duer, fir wann een, egal wien et och ass - egal wien et och ass! - en Trouble à l'ordre public begeet, fir deen erém zur Räson ze bréngen.

Zweet Argument ass, dass de Platzverweis eigentlech just eng Symptombekämpfung ass an eng Problemverlagerung ass. E bréngt keng Léisungen! E verschiibt d'Problemer vun A op B.

Drëtt Argument, wat eigentlech méi spezifesch op d'Erklärung geet vun der Motioun duerch hiren Auteur oder hire Vertrieder, den Här Gloden, an och déi Diskussioune, déi d'lescht Kéier an och haut zum Deel hei stattfonnt hunn, dat ass déi Referenz op d'Strummerten, op d'Sans-abrien, datt dat awer géif stéieren, datt dat Trouble à l'ordre public wär an datt deem misst entgéintgewierkt ginn.

Fir ons, déi gréng, ass dat eng Stigmatiséierung vu soi-disant enger Kategorie vu Menschen, déi awer onser Gesellschaft ugehéieren. A mir sinn, par définition, géint esou Stigmatiséierunge vu Menschen aus onser Gesellschaft. Dat ass fir déi gréng en No-Go.

Wat mir awer och éinnerstétzten, dat si sozial Léisungen an deem Kontext. A wann ech elo hei stinn, fir lech dat ze soen, dann ass et, well ech net wéll iwwer theoretesch sozial Léisunge schwätzen, mä iwwer praktescher, an zwar als ee Member vum Stater Gemengerot, wou mer däri Saach hu missen entgéintkucken, well et jo gewosst ass, datt net némmen, mä notamment an der Stad sech ganz vill sozial Problemer op ee Koup befannen, soudatt notamment, mä net némmen och de Stater Schäfferot sech sät

Joren a Jorzéngte mat där Problematik, mat där sozialer Problematik, déi an der Stad stattfénnt, „vun...bis...“, ausenanersetzt.

Wat hu mer gemaach? Mir hunn ons zesummesgesat mat der Police, mat der Justiz. Mir hunn ons zesummesgesat téschent Gemengen a Stat, notamment mat deene Ministère, déi zoustännig si fir sozial Mesuren. Et ass am Laf vun de Jören, awer an deene leschte Joren e bësse méi aktiv gekuckt ginn, mat de Leit vum Terrain, fir de Grupp vun de Streetworker substanziell ze erhéijen, fir Dages- an Nuetsheltern anzeferieren op verschiddenen Ecke vun der Stad Lëtzebuerg.

An et ass och versicht ginn, weiderzedenden, wéi ee kann ons Gesellschaft an der Stad esou organiséieren, datt mer eigentlech mat där Grupp vu Leit, déi, wéi aner Gruppe vu Leit, net wäerten aus enger Gesellschaft ewechzende sinn, wéi mer kéinten esou gutt wéi méiglech mat deenen zesummeliewen, voire och versichen, fir se e Stéckelche méi erém an ons Gesellschaft ze integréieren.

A fir ofzeschléisse géif ech ganz gären déi, déi Der zitéiert hutt, d'Madamm Député-maire vun der Stad Lëtzebuerg zitéieren, déi d'lescht Woch, mengen ech, oder dës Woch nach, de Méindeg gesot huet,...

► **Une voix**.- Si kann och selwer schwätzten...

► **Mme Viviane Loschetter** (d'éi gréng).- ...datt de Stater...

## (*Interruptions diverses*)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- D'Madamm Polfer soll eis soen, wat se dovunner hält!

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Mä lauschtert der Madamm Loschetter no!

► **Mme Viviane Loschetter** (d'éi gréng).- Här Kartheiser, ech si Member vum Stater Schäfferot.

► **Plusieurs voix**.- Ah!

► **Mme Viviane Loschetter** (d'éi gréng).- An ech sinn hei amgaangen, d'Buergermeeschtesch ze zitéieren, fir ze soen,...

## (*Brouhaha*)

(*Interruption par Mme Lydie Polfer*)

► **Plusieurs voix**.- Ah!

► **Mme Viviane Loschetter** (d'éi gréng).- ...wat ons Positioun ass. Well et ass ganz genau virun allem éinnerstézt och vun allen anere Memberen, mengen ech, vum Gemengerot, datt d'Madamm Buergermeeschtesch an ech déi ganz vill Schrëtt gemaach hunn déi lescht Joren!

An d'Léisung, déi ass ganz einfach, de Stater Schäfferot ass fir..., ech probéieren ze zitéieren: „Mir si fir d'Léisunge vun engem gesonde Menscheverstand.“ An de gesonde Menscheverstand hu mir an deene leschte Wochen a Méint ausgeübt, andeem mer genau dat do gemaach hunn, wat ech lech elo opgezielt hunn: andeem mer zesummesgeschafft hu mat alle concernéierten Instanzen!

Well ech kann lech och soen: Zesummeschaffen a vernetzt schaffen bréngt ons och all Kéiers e Stéck virun, an déi Saach vum gesonde Menscheverstand um Terrain. An et ass eigentlech traureg, datt mer hei müssen iwwer eng Motioun diskutéieren, wou gemengt gëtt, et misst ee sozial Problemer mat engem Platzverweis, mat repressive Methode léisen.

Ech schumme mech dofir! An dofir sinn ech fròu, datt ech konnt haut dat do...

## (*Brouhaha général*)

...esou soen an lech entgéintwierken, wat Dir fir komesch Proposen hutt, fir sozial Problemer an onser Gesellschaft ze léisen!

► **Plusieurs voix**.- Oh!

► **D'autres voix**.- Très bien!

## (*Interruptions*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- D'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een dës Debatt nolauscht, da stellen ech mer op jidde Fall eng Fro: Steet dës Regierung op der Säit vun de Bierger, déi subjektiv oder objektiv...

## (*Brouhaha*)

Sécherheetsproblemer hunn? Steet dës Regierung op der Säit vun der Police, déi sech all Dag assetzt, fir d'Sécherheet vun der Gesellschaft ze garantéieren? Oder steet se op der Säit vun de Bierger, déi eng Gefor fir eis Gesellschaft duerstellen?

## (*Interruptions*)

Well et geet net hei ém e soziale Problem bei den Heescheleit, well et deem Punkt wäre mer

eis eens. Do gëtt et keen hei an dëser Chamber, deen e sozial haart Häerz hätt.

## (*Interruptions*)

Et geet ém Attrouement, et geet ém Hooligan, et geet ém Leit, déi vlächt e Sécherheitsrisiko fir aner Leit duerstellen. Et geet och fir verschidde Leit ém déi dauernd Nuisancen, déi organiséiert Heescheleit verursachen, kenne mat sech bréngen.

Et geet drëm, emol fir d'Éischt éierlech ze soen, ém wat et geet bei dëser Problematik, an net esou ze probéieren, als wär et e renge soziale Problem, wou elo Leit mat engem haarden Häerz sech géifen opposéieren. Et geet ém e legitimme Sécherheitsinteresse vun dëser Gesellschaft.

Ech kann och net novollzéien, datt d'Vertriederin vun de Sozialisten heihinnerként an da seet, den Artikel 37, dee wär op eng Manéier ausgedäitscht ginn - déi ee kann diskutéieren an d'CSV huet dat och elo gemaach -, an dann awer net higheet a seet, datt een och de Platzverweis kéint legal esou organiséieren, datt en déi Effikassitéit mat sech bréngt, déi e brauch. Och de Platzverweis kann a Stufe gebraucht ginn. Och de Platzverweis ka mat Sanktiounen beluecht ginn, déi manner schwéier si wéi déi zwielef Stonnen ewechspären, déi Dir eis iwwert den Artikel 37 oder den Artikel 20 proposéieren, en Artikel, vun deem d'Policegewerkschaft ganz kloer an iwwerzeegend duerlet, datt en de Problem eben net léist.

D'Situatioun ass déi heiten: Dës Regierung wéllt aus Grénn, déi obskur sinn, déi kee Mensch ka logesch novollzéien, engem Sécherheitsbedürfnis vun der Gesellschaft net mat enger effikasser Moosnamen begéinen, géint de Rot vun der Policegewerkschaft, géint déi kloer Iwwerzeegung vun engem groussen Deel vun eiser Population, géint alles, géint alles, wat och e Sozialgewësse mat sech bréngt!

Wann Dir soet, datt e Sozialgewëssen dat ass, fir nozekucken, wann organiséiert Heeschebande moies iwwert d'Grenz kommen, wou Leit exploitéiert ginn, an dat wär e soziale Problem, dann hutt Der vlächt 5% vun der Wierklechkeet beschriwwen, vun engem Problem, deen och vill mat Exploitatioun ze dinn huet a vill mat Problemer, déi ganz anerer Natur sinn, an eng Exploitatioun vun enger sozial schwächer Kategorie mat sech bréngt. Mir sollten als Stat iww



# SÉANCE 24

JEUDI, 9 FÉVRIER 2017

ass vis-à-vis vun engem Problem. De Problem ass jo d'Aarmut an net déi Arem.

Mä anerersäits ass et och nach en Instrument, wat relativ geféierlech kéint ginn, well et kéint jo nach ausgeweit ginn, fir sous aucune forme de procès, ouni Protokoll kéennen, deemno wéi, Leit oder Gruppe vu Leit von engem Platz op déi aner ze bewegen. An ech mengen, och déi leschte Kéier, wou mer dorriwwer geschwatt haben, hat den Här Kartheiser jo och schonn drop opmierksam gemaach, datt een dat vläicht kéint nach ausdeenen. An ech weess net wou: vläicht fir Manifestatiounen, oder deemno wéi, wou Indésirabeler wieren?

Ech mengen, dat wier eng ganz geféierlech Saach. D'autant plus, datt et net protokolléiert gëtt an datt et schweier gëtt fir déi Leit, déi beträff gi vun esou engem Platzverweis, fir iwwerhaapt dergéitzegoen oder dat ze kontestéieren.

Aus all deene Grénn wäerte mir selbstverständliche och géint dës Motiouen stëmmen. Ech soen lech Merci.

**D. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussion iwwert d'Motiouen ukomm. D'Wuert huet de Minister fir déi bannenzeg Sécherheet, den Här Etienne Schneider.

## Prise de position du Gouvernement

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir et ganz kloer ze soen, fir op d'Argument vum Här Kartheiser emol ze antworten, wat déi organiséiert Heeschebanden ubeet: Do ass dat Mendicité en réunion an dat ass e Fait pénal, dat ass eng penal Infraktion. A géint déi hu mer e Gesetz, fir dergéint virzegoen.

Mir schwätzen hei oder d'CSV schwätzt hei zénter Woche vun deenen normalen, einfachen Heescherten, déi hei duerch d'Stad oder an anere Stied sätzen a géint déi mer musse virgoen.

An ech soen lech et: Mir hunn dräi Artikelen, déi ech lech hei nach eng Kéier wéll rappelieren, fir wann déi Heescherten aus der Roll falen. Et gëtt nun emol den Artikel 37: Wa se géint den Ordre public sinn oder géint d'Sécurité publique sech behuelen, da kann d'Police agräifen an da kann d'Police se bis zu zwielef Stonnen aspären.

Et ass och esou, dass mer den Artikel 29 vum Kabaretsgesetz hunn. Dat erlaabt bei Leit, déi op der Strooss pöbeln, déi doduerch, dass se Alkohol consomméiert hunn, fir Onuerdnung oder fir Gefor suergen, sief et fir sech oder fir anerer, dass d'Police do och kann agräifen.

Da gëtt et den Artikel 5 vum Transportgesetz vun 2009, deen der Police erlaabt, d'Leit, déi sech am éffentlechen Transport, am Zuch doeftbehuelen, fir déi erauszesete respektiv se souguer aus de Garen ze verweisen.

Dee Platzverweis hei, deen elo gefuerdert gëtt, dee gëtt et jo an Däitschland. Elo nenn ee mir hei eng Stad an Däitschland, déi doduerjer elo kee Problem méi mat Clocharden huet! Dat gëtt et net! Dat ass ee falsche Moyen. Deen helleft net.

An ech soen et nach eng Kéier, a meng Virriednerinnen hunn et gesot: Et ass e soziale Problem, an deem soll ee sozial begéinen an net anescht.

An ech warne virdrun, dee Platzverweis einfach esou aus populistesche Grénn aféieren ze wéllen, well Dir dierft eppes net vergissen: Dee gëllt net némme géint Clocharden! Dee gëllt herno fir jiddwereen. An deen erlaabt herno all Polizist, jiddwerengem e Platzverweis ze ginn, vun deem hie mengt, dee géif net dohighehéieren, wou e grad steet.

**D. Claude Wiseler (CSV).** - Ech fannen déi Qualifikatioun vun „populistes“ hei inakzeptabel, wann Der se hei bréngt.

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Lauschtert mer no, Här Wiseler, Dir kennet gären herno soen, wat Der wéll!

**D. Claude Wiseler (CSV).** - Ech hunn dat elo gesot, fir datt et kloer ass.

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Ech soen lech: De Platzverweis, wann e gëllt, da gëllt e fir jiddwereen an net just fir d'Clocharden.

**D. Claude Wiseler (CSV).** - Majo selbstverständliche!

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Net just fir d'Clocharden, däers

soll jiddweree sech bewosst sinn. An dofir soen ech nach eng Kéier: Kommt, mir ginn net hin, fir aus populistesche Grénn Stéck fir Stéck eis Biergerrechter hei opzeginn! Mir gesinn an Europa...

**D. Claude Wiseler (CSV).** - Also Är Antwort ass populistesch, net dat, wat mir proposéieren. Ar Antwort ass et!

## (Brouaha général)

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Ech soen lech, Här Wiseler, d'CSV, déi Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei soll sech schummen dofir...

## (Protestations)

**D. Claude Wiseler (CSV).** - Dir sollt lech schumme fir déi Aart a Weis, wéi Der hei Äntwerte gitt!

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - ... soll sech schummen...

**D. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Populistesch wéi eng Sau!

**D. Claude Wiseler (CSV).** - Dir sollt lech mam Sujet a mat de Problemer dobausse beschäftegen, an net mat deem doten...

**D. Une voix.** - Dir hutt de Monopol vun der Sozialpolitik!

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Här Wiseler, mat mir a mat däheimer Regierung gëtt net un de Biergerrechter geschnëppelt, an och net un deene vun deenen Aermsten hei am Land.

**D. Une voix.** - Très bien!

**D. Claude Wiseler (CSV).** - Léist Dir, wann ech gelift, d'Problemer dobaussen, anstatt hei esou ze schwätzen!

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Stellt lech emol d'Fro, Här Wiseler - well mir hate jo eng interessant Diskussion an der Chamberskommission, den Här Mosar huet gesot: „Elo schwätze mir schonn 20 Joer dorriwwer“, - da stellt lech emol d'Fro, firwat Äre Virgänger dat doten ni wollt! Da stellt lech emol d'Fro, firwat deen dat ni agefouert huet! Dat huet jo awer Grénn!

An ech weess och d'Äntwert, firwat Dir et elo wéllt...

**D. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Ech weess genau, firwat...

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - ... aus reng populistesche Grénn!

**D. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Neen, neen!

## (Exclamations et brouaha général)

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Ech soen lech, ech soen lech, mir hunn an déser Regierung vill Diskussionen iwwert d'Sécherheet vum Land gefouert am Kader vum internationalen Terrorismus. Mir hu vill Gesetzer geännert, fir der Police all déi Moyenen ze ginn, déi se brauch, fir géint den Terrorismus virzegoen. An ech mengen, wa mer elo hijinn, oder wann d'CSV elo higeet a mécht, wéi wann déi puer Clocharden, déi duerch d'Stied bei eis sätzen,...

**D. Claude Wiseler (CSV).** - ... mat de Leit schwätzen.

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - ... déi gréissste Gefor vu Lëtzebuerg...

## (Interruption)

...wären, da muss ech soen, da muss ech soen, dann ass dat eppes, wat mech och beschäamt, wéi d'Madam Loschetter gesot huet.

Mir hunn den Artikel 37.

**D. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass populistesch a lächerlech, wat Der do sot.

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - D'Juridictionen hunn deen Artikel ausgeluecht, d'Police huet nei Richtlinne kritt, wat se domadder ka maachen. Loosst dat emol wierken! A pour le reste nach eng Kéier: Eng Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei...

**D. Claude Wiseler (CSV).** - Kuckt emol, wat d'Police seet!

**D. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - ... sollt sech vläicht e bëssen anescht verhalen an esou enger Diskussion.

Merci.

**D. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass populistesch a lächerlech, dat do.

**D. Plusieurs voix.** - Très bien!

**D. Gast Gibéryen (ADR).** - Elo weess ech emol, wat Populismus ass!

## (Hilarité et interruptions diverses)

**D. Une voix.** - Dat seet zwar elo dee Falschen!

**D. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, ech mengen, mir kommen elo zur Ofstëm-

mung, fir dass d'Gemidder sech erëm berougen!

## (Vote sur la motion)

Ech géif d'Ofstëmmung elo lancéieren.

Déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo a 34-mol Neen. Domat ass d'Motiuon net ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Golden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass eng gemeinsam Diskussion vum Projet de loi 6977 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit an dem Projet de loi 6974 iwwert d'Apatriden. Mir féieren déi Diskussionen zesummen nom Modell 2. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice, d'Madamm Viviane Loschetter. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

## 3. 6977 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:

### 1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;

### 2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

### 6974 - Projet de loi portant approbation de

### 1. la Convention sur la réduction des cas d'apatriodie, conclue à New York le 30 août 1961;

### 2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;

### 3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatriodie en relation avec la succession d'Etats, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006

## Rapports de la Commission juridique

**D. Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, steet d'Acquisitionen vun der Lëtzebuerger Nationalitéit am Ufank vum Integrationsprozess vun enger Persoun, déi Lëtzebuerger gëtt, oder ass d'Recht op e Lëtzebuerger Pass eng lescht Etapp vun déser Integratioun an d'Gemeinschaft vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger? Oder muss ech net eischter soen: eng lescht Etapp vun déser Integratioun an d'Gemeinschaft vun Lëtzebuerger Land?

Well wat stellt haut d'Gemeinschaft vun Lëtzebuerger Land duer? D'Gemeinschaft vun Lëtzebuerger Land stellt haut 53,3% Lëtzebuerger Bierger a Biergerinnen duer. Énnert deene 46,7% net Lëtzebuerger Matbierger fanne mer 170 verschidden Nationalitéiten erëm. 86% vun hinnen all kommen aus aneren europäische Länner. An der Haaptstad liewen haut 69,85% net Lëtzebuerger Résidenten. An dése Prozentsaz fanne mer och an de Spillschoulen a Primärschoulen erëm, Tendenz kontinuéierlech steigend.

Just fir e Verglach hierzestelle mat onsen Nopeschlänner: A Frankräich liewe plus ou moins

8% auslännesch Matbierger. An der Belsch sinn et der ongefíer 10%. Mir liewen an engem klenge Land vu knapp 2.600 km<sup>2</sup> zu e bësse méi ewéi 576.000 Awunner. A virun allem si mer e Land, wou säit 2010 all Joers eng knapp 10.000 Leit nei an d'Land wunne kommen: wunne kommen meeschters, fir hei ze lieuen, fir eng Famill ze grënne oder déi mat der Famill heihinnerkommen.

Insgesamt ass onst Land e gutt Beispill vun engem grousse Mateneeliewen. Esou gi mer op jiddwer Fall vun anere Länner wouergeholl. Op Franséisch nennt sech dat „vivre ensemble“ oder „cohésion sociale“. An dës zwee Terme sinn de Corollaire vun onser Multikulturalitéit oder vun onser Pluralitéit vun onser Gesellschaft zu Lëtzebuerg. Dat friddlech Zesummeliewen an enger Gesellschaft, déi dobäi esou villfälteg ass, ass dat wäertvollst Gutt, wat mer hei am Land hunn.

An Zäiten, wou et näämléch drëms geet, onst Land zesumme weiderzéentwéckelen, nei Richtungen ze definéieren, ass et wichteg, jo, souguer onëmgänglech, datt all Bierger a Biergerin an dësem Land sech concerneert fillt, wéi mir ons fir d'Zukunft, fir déi nächst Generationen opstellen. A sech concerneert fillen, heescht matschwätzen, et heescht awer och matdécidéieren.

D'Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt engem dat Recht, fir matzédécidéieren. D'Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt engem souguer d'Flicht matzédécidéieren. Dat Recht, um nationalen Niveau wielen ze goen oder sech enger Wahl ze stellen, ass säit dem Referendum aus dem Joer 2014 en Thema, wat onst Land beschäftegt. Fir also um nationalen Niveau aktiv oder passiv bei politeschen Entscheidungen derbäi ze sinn, muss ee weiderhin déi Lëtzebuerger Nationalitéit vum Land unzepassen.

Déi gréissst Erausfuerderung war, fir dës Upasung ze garantéieren am Respekt vun der Suerg èm d'Lëtzebuerger Identitéit engersäits, mä och an der Unerkennung vun den Integrationsbeméiunge vun den net Lëtzebuerger Bierger anerersäits.

Ech menge kennet ze soen haut an hei, datt eis désen Exercice gelongen ass. De Wee vun dësem Projet de loi ass a mengen Aen dës Kéier bal gradesou wichteg ewéi sain Inhalt.

Dés Regierung, vertrueden duerch de Justizminister Braz, huet de Wee uginn, andeems net direkt et Projet de loi



# SÉANCE 24

JEUDI, 9 FÉVRIER 2017

esch Aarbecht de 24. Juni ugefaangen. An ech sinn och op deem Datum als Rapportrice genannt ginn.

Duerno hu mir weider un dësem Projet geschafft an notamment eng Rei Amendementer éischer technescher Natur redigéiert, déi den 3. Oktober dunn ugeholl gi sinn an de 27. Oktober vum Statsrot aviséiert gi sinn. De 16. November 2016 si weider technesch Amendementer an der Kommissiouen guttgeheesch ginn, déi den 29. November 2016 vum Statsrot nach eemol aviséiert gi sinn.

Dunn, den 18. Januar 2017, huet d'Kommisjoun nach eng Rei Amendementer guttgeheesch, déi op d'Suggestioune vum UNHCR redigéiert gi sinn. D'Commission juridique huet de Projet de rapport an hirer Majoritéit ugeholl, énnert dem Virbehalt, datt de Statsrot déi lescht parlamentaresch Amendementer positiv aviséiert. De Statsrot huet dës Amendementer de 7. Februar positiv aviséiert. Den 8. Februar 2017, dat heesch gëschter Moien, ass e Projet de rapport complémentaire vun der Commission juridique majoritairement ugeholl ginn.

Mir hunn och den 19. Abrëll 2016 en Avis vun der Commission consultative des droits de l'homme kritt. Mir hunn den 9. Juni 2016 en Avis vun der Chambre des Salariés kritt, den 22. Juni en Avis vun der Chambre des Métiers, den 11. Juli en Avis vun der Chambre de Commerce an den 11. Juli en Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

De 14. Oktober 2016 hu mer en Avis vun der Datenschutzkommission kritt an den 20. Dezember 2016 den Avis vum UNHCR. Et ass och précisément wéinst deem Avis vum Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés betreffend d'Apatridie a méi prezis d'Rechter vun de Mineurs apatrides, datt d'Kommisjoun d'Décision geholl huet, de Vott an der Chamber èm eng dräi Wochen no hanne ze verleeën an nach eemol Amendementer dem Statsrot zoukommen ze loessen. Dir fannt all Detail betreffend d'Avisen a mengem schrët-leche Rapport.

Den honorablen Députéiere Claude Wiseler hat de 24. Februar 2015 eng Proposition de loi iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit déposéiert, déi hien den 22. Dezember 2016 zréckgezunn huet, en accord mat onsem Konsens. Den honorablen Députéierte Fernand Kartheiser huet den 20. Mee 2015 och eng Proposition de loi déposéiert, déi hien den 18. Januar 2017 zréckgezunn huet, well de Contenu vu senger Proposition de loi an dése Projet de loi matagefloss ass, näämlech an der Procédure d'option fir fräiwelleg Zaldoten no engem Joer Dénegscht.

Dëse Projet de loi, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, rektifizéiert eng Rei Dispositiounen, déi agefouert gi waren am Nationalitéitgesetz vun 2008, a reforméiert d'Nationalitéitgesetz mat neie Moosnamen, déi et schonns virun 2008 goufen: Den Délai de résidence geet erém vu siwe Joer op fénnef Joer zréck. D'Procédures d'option, déi am Gesetz vun 2008 ofgeschaافت gi waren, ginn erém agefouert - eelef am Ganzen. D'Konditiounen, fir de Sproochentest ze packen, ginn duerch e Kompensatiounsmechanismus méi locker reglementéiert. De Cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» geet vu 6 op 24 Stonnen erop an et gëtt d'Méiglechkeet agefouert, fir entweder an d'Coursesn ze goen oder sech engem Examen ze stellen. Et huet een also de Choix.

Mir énnerscheden an dësem Projet de loi zwou Grondlinnen: den éischte Cas de figure, wou een automatesch d'Lëtzebuerger Nationalitéit kritt, an den zweete Cas de figure, wou ee muss en Acte volontaire maachen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréieren.

Déi Fäll, wou een automatesch déi Lëtzebuerger Nationalitéit kritt, fanne mer am éischte Chapitre «De l'attribution de la nationalité luxembourgeoise par le seul effet de la loi» an de Sektionen 1 bis 4 erém.

Ass oder gëtt Lëtzebuerger: éischters e Mineur, vun deem ee vun den Eltere Lëtzebuerger ass; zweetens e Mineur, vun deem ee vun den Eltere Lëtzebuerger gëtt - dat zielt och fir d'Adoptioun oder am Fall vun engem Apatridie; dréttens e Mineur, deen zu Lëtzebuerger op d'Welt komm ass a vun deem ee vun den Eltern och zu Lëtzebuerger op d'Welt komm ass, awer net Lëtzebuerger Bierger ass. Dat ass de sougenannten «double droit du sol» oder «droit du sol de la deuxième génération».

An dése grad genannte Fäll zielt dat Recht op d'Lëtzebuerger Nationalitéit och am Fall vun engem Adoptioun oder engem Apatridie. An an dése genannte Fäll ass d'Gesetz réckwierkend gültig fir jiddwieren, deen nach Mineur ass beim Akrafftriide vum Gesetz, geplant den 1. Abrëll 2017.

Den Artikel 6 vun dësem éischte Chapitre befasst sech mat deem neien Droit du sol de la première génération. Gëtt automatesch Lëtzebuerger bei der Majoritéit all Persoun, déi zu Lëtzebuerger gebuer ass, wa si, éischters, fénnef Joer direkt an onénnerbrach virun hirer Volljäregkeet zu Lëtzebuerger gewunnt an och zu Lëtzebuerger gelieft huet, an, zweetens, vun där op d'mannst ee vun hiren Elteren oder Adoptivelteren zu Lëtzebuerger gewunnt an op d'mannst zwielef Méint onénnerbrach virun der Gebuert zu Lëtzebuerger gelieft huet.

Dés duebel Konditioun ass schlussendlech zréckbeiale ginn, fir dat, wat gären „tourisme de naissance“ genannt gëtt, ze énnernbanne. Allerdéngs zielt dës zweet Bedéngung eréischt fir all déi Mineurs, déi nom 1. Juli 2013 gebuer sinn. Dat, well onst Land iwwer keng Date vu virdru verfügt a wëssend, datt de Régistre national des personnes physiques eréischt mam Gesetz vum Juni 2013 den 1. Juli 2013 en vigueur getratt ass.

Schlussendlech fanne mer am Chapitre 1 och nach déi méi rar Fäll vun engere Possession d'état erém. Mir können, denken ech, dovun ausgoen, datt déi Mineurs, déi am Chapitre 1 beschriwwen ginn, de Gros vun deene jonke Leit wäerten ausmaachen, déi hei op d'Welt kommen an hei grouss ginn a wahrscheinlech hei hiert Liewe wäerte maachen. Dés jonk Leit ginn an Zukunft automatesch Lëtzebuerger respektiv och Lëtzebuerger. Si kréien domadder déi Rechter a Flichten, déi hinnen et erlaben, sech an d'demokratesch Liewen aktiv a passiv anzurennen, mä e muss se da refuséieren.

Mir féiere mat dësem Projet de loi erém eelef verschidde Mesuren an, fir iwwert d'Optioun d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze froen. D'Optioun ass eng Procédure simplifiée et accélérée, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréieren. D'Prozedur vun der Optioun leeft iwwert den Officier de l'état civil a wéckelt sech a maximal véier Méint of. D'Notifikatioun vun der Déclaration d'option gëtt vum Officier de l'état civil iwwerginn. De Minister muss d'Déclaration d'option annulléieren, wann déi gesetzlech Konditiounen vun der Optioun net erfëllt sinn oder wann eng Fraude virläit. D'Annulation gëtt och vum Officier de l'état civil weiderginn. Wann eng Annulation d'option virläit, gëtt de Minister direkt dobäi och e Verbuet weider, fir eng Demande en naturalisation, de recouvrement oder eng nei Optioun unzefroen, an dëst wärend 15 Joer. De Minister ka gegebenenfalls och zousätzlech Informatiounen froen.

Eng Persoun, déi eng Demande d'option gemaach huet, kann net aus dem Land verwise ginn, bis d'Annulation definitiv ass. D'Optioun ass méiglech an eelef verschidde Fäll:

- éischters, fir eng erwuesse Persoun, wann en Elterendeel Lëtzebuerger ass oder war an d'Nationalitéit net weidergeleet ginn ass;

- zweetens, wann e Grousselterendeel Lëtzebuerger war a se net un d'Eltere weidergeleet gi war;

- dréttens, fir en Elterendeel vun engem Lëtzebuerger Mineur, wann e fénnef Joer am Land gewunnt a gelieft huet, dovunner dat lescht Joer virun der Demande onénnerbrach, an de Sproochentest gepackt huet an de Cours «Vivre ensemble» matgemaach huet oder gepackt huet (veuillez lire: oder den Exame gepackt huet);

- véiertens, fir eng Persoun, déi e Lëtzebuerger bestit oder eng Lëtzebuergerin bestit, wa se de Sproochentest gepackt huet an de Cours «Vivre ensemble» matgemaach huet oder den Exame gepackt huet. A wann d'Koppel net zu Lëtzebuerger wunnt a lieft, zielt eng Klausel vun dräi Joer Mariage. Dés Klausel zielt allerdéngs net, wann de Conjoint oder d'Conjointe am Ausland eng Fonctionen ausübt fir d'Land oder fir eng international Organisatioun;

- fénneftens, vun zwielef Joer un, wann een am Land gebuer ass a wann ee fénnef Joer am Land gewunnt a gelieft huet, dovunner dat lescht Joer virun der Demande onénnerbrach, a wann ee vun den Elteren oder Adoptivelteren op d'mannst zwielef Méint virun der Gebuert onénnerbrach am Land gelieft a gewunnt huet.

Hei wëll ech preziséieren, datt mir och hei eng Disposition transitoire aféieren, déiselwecht wéi beim Droit du sol de la première génération bei der Naturalisation. Och hei zielt déi zweet Bedéngung net fir all déi, déi virum 1. Juli 2013 gebuer sinn.

- Sechs Fall, fir eng erwuesse Persoun, déi op d'mannst siwe Schouljoer duerchgaangen ass an engere éffentlecher Schoul oder an engere privater Schoul, déi d'Programmer vun der éffentlecher Schoul enseignéiert, a wa se op d'mannst zwielef Méint onénnerbrach am Land wunnt a lieft direkt virun der Demande;

- siwente Fall, wann eng erwuesse Persoun, déi op d'mannst 20 Joer am Land wunnt a lieft, an dovunner dat lescht Joer virun der Demande onénnerbrach, 24 Stonne Sproochecours matgemaach huet;

- aachte Fall, fir eng Persoun, déi all hir Engagemerter vun engem Contrat d'accueil et d'intégration vollzunn huet, a wa se fénnef Joer am Land gewunnt a gelieft huet, dovunner dat lescht Joer virun der Demande onénnerbrach, an de Sproochentest gepackt huet an de Cours «Vivre ensemble» entweder matgemaach huet oder den Test gepackt huet. An dësem prezise Fall vum Contrat d'accueil et d'intégration braucht de Module iwwert d'Geschicht vum

Land, deen dës Persoun schonns an hirer Prozedur vum Contrat d'accueil gemaach huet, net nach eng Kéier widderholl ze ginn.

- Den néngte Fall ass fir eng Persoun, eng erwuesse Persoun, déi virun hirer Majoritéit op Lëtzebuerger wunnen a liewe komm ass, wa se fénnef Joer am Land wunnt a gelieft huet, dovunner dat lescht Joer virun der Demande onénnerbrach, an de Sproochentest gepackt huet an de Cours entweder matgemaach huet oder den Exame gepackt huet.

- Den zéngte Fall ass fir eng erwuesse Persoun, déi Apatrie ass oder déi de Statut vum Demandeur de protection internationale kritt huet, wa se fénnef Joer am Land gewunnt a gelieft huet, dovunner dat lescht Joer virun der Demande onénnerbrach, an de Sproochentest gepackt huet an de Cours entweder matgemaach huet oder den Exame gepackt huet.

- An den eelefenten ass fir eng erwuesse Persoun, déi op d'mannst ee Joer am gudden Dénegscht wor.

Schlussendlech beschreift d'Sektion 4 aus dem Chapitre 2 d'Bedéngungen, fir d'Nationalitéit par recouvrement ze kréieren. Am Artikel 39 gëtt de Recouvrement esou définéiert: «Le recouvrement de la nationalité luxembourgeoise est ouvert au majeur ayant perdu la qualité de Luxembourgeois.» D'Procedure sinn änlech wéi bei der Optioun.

De Projet de loi erwidert awer d'Rechter op de Recouvrement. Et wäert och méiglech ginn, e Recouvrement wierken ze losse fir all Persoun, déi d'Nationalitéit verluer huet, dat heesch, och wa si hir Nationalitéit iwwer Naturalisation, Optioun oder selwer Recouvrement kritt hat.

De Chapitre 3 befasst sech mat den Nimm, Virnimm, der Transpositioun an de Prozeduren dovun. De Chapitre 4 beschreift d'Dispositiounen, d'Konditiounen an d'Procedure vun der Perte a vun der Déchéance vun der Lëtzebuerger Nationalitéit. De Chapitre 5 beschreift d'Kompetenzen vum Officier de l'état civil. De Chapitre 6 befasst sech mat der Preuve vun der Lëtzebuerger Nationalitéit. De Chapitre 7 befasst sech mam Contentieux. De Chapitre 8 befasst sech mat méigleche Konflikter mam Gesetz.

De Chapitre 9 beschreift d'Dispositions particulières. An dësem Chapitre fanne mer och an den Article 85 a 86 déi Dispositiounen, déi d'Mesure-transitoires definéieren, applikabel bei Gebuert virum 1. Juli 2013.

De Chapitre 10 befasst sech mam Traitement des données, e Chapitre, dee méi spézifisch vun der Datenschutzkommission analyséiert ginn ass. De Chapitre 11 beschreift d'Dispositions abrogatoires an transitoires. An de Chapitre 12 beschreift d'Dispositions finales an notamment d'Entrée en vigueur fir den 1. Abrëll 2017.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen awer och haut - an da kommen ech zum zweete Projet de loi, Här President - iwwer...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Mammann Loschetter, Dir sidd elo bei 30 Minuten, 31 Minuten.

► **Mme Viviane Loschetter** (d'éi gréng), rapportrice.- Här President, mir hinn hei zwee Projet-de-loien an ech maachen de Rapport vun deen zwee zesummen.

Mir stëmmen haut of iwwert de Projet...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo, bon...

► **Mme Viviane Loschetter** (d'éi gréng), rapportrice.- Jo, ech hinn nach zéng Minuten.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Et ass awer net esou festgeluecht gewiescht an der Conférence des Présidents. Wann d'Chamber domat d'accord ass,...

(Brouaha général)

► **Mme Viviane Loschetter** (d'éi gréng), rapportrice.- Här President, ech maachen hei...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- ... well da misste mer näämlech och alle Riedner,...

(Brouaha)

...da misste mer sämtlechen anere Riedner och d'duebel Riedezäit ginn. Also, ech wollt just...

► **Une voix**.- Et ass jo décidéiert!

► **Mme Viviane Loschetter** (d'éi gréng), rapportrice.- Här President, ech maachen hei de Rapport vun zwee Projet-de-loien. An ech sinn elo beim zweete Projet de loi...



# SÉANCE 24

JEUDI, 9 FÉVRIER 2017

## (Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo, mir hunn eng Rallonge,...

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng), rapportrice.- ...an ech brauch dofir...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- ...et si schonn zéng Minutte Rallonge, Här Kox.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng), rapportrice.- Jo, ech brauch och nach zwou Minuten, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Okay.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng), rapportrice.- ...ausser ech géif de Rapport vun deem zweete Projet de loi net maachen!

## (Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Also,...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Dat kann net sinn!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng), rapportrice.- Dat kann net sinn!

Soul! Mir stëmmen haut och of, war ech am gaangen ze zielen, iwwert de Projet de loi 6974,...

## (Brouhaha)

...e Projet de loi, deen ons erlaabt, d'Convention sur la réduction des cas d'apatriodie, och "Convention de New York" genannt, vun 1961 ze ratifizéieren, mä och d'Convention européenne sur la nationalité vun 1997 an d'Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatriodie en relation avec la succession d'Etats vun 2006 ze ratifizéieren.

Dëse Projet de loi ass den 23. Mäerz 2016 an der Chamber déposéiert ginn. Den 12. Abrëll 2016 ass en Avis vun der Commission consultative des droits de l'homme komm. De Statsrot huet dëse Projet de loi de 24. Mee 2016 aviséiert. Ech sinn de 14. September Rapportrice vun désem Projet de loi genannt ginn. Den 3. Oktober 2016 huet d'Commission juridique eng Rei Amendementer adoptéiert, déi den 11. Oktober 2016 vum Statsrot aviséiert gi sinn.

Den 20. Dezember 2016 ass dunn den Avis vum Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés komm, an de Rapport ass de 25. Januar 2017 ugeholl ginn. Dëse Projet de loi feent seng Retombée am Projet de loi iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit a méi prezis, andeems mer d'Rechter vun den apatriodie Persounen a virun allem d'Rechter vun den apatriodie Mineurë besser gesetzlech ancréieren.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir Aert Nolauschteren. Et war e bësse méi e lange Rapport. Mä ech mengen, Här President, datt mer net all Dag an der Chamber en neit Nationalitéitegesetz stëmmen, an dofir soen ech lech Merci fir A Gedold, A Toleranz an Aert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Ech soe selbstverständliche och der ganzer Chamber Merci fir déi Toleranz. Mä ech hätt awer gär, dass déi nächste Kéier an deem dote Fall ganz kloer d'Riedezäit fixéiert gëtt. Ech mengen, hei war d'Chamber duerch d'Wichtegkeet d'accord, mä hei war net ofgegmaach, wëll ech awer nach eng Kéier soen, dass et eng Riedezäit fir dat Duebelt vun engem Modell 2 wier. De Modell 2 ass festgehalte ginn, well mer hei zwee Projete matenee behandelten. D'Chamber war bereet, eng Rallonge ze ginn. Mä déi Rallonge soll sech awer an de Limiten halen. An dofir insistéieren ech, dass bei där nächste Kéier ganz kloer eng Riedezäit festgeluecht gëtt a wéi laang déi Rallonge soll sinn.

Merci.

An da géife mer zum éischte Riedner kommen, deen de Claude Wiseler ass vun der CSV. An ech wäert och déiselwecht Indulgence mat alle Riedner hei an déser Diskussioun hunn.

► **Plusieurs voix**.- Ah!

► **Une voix**.- Très bien!

## (Brouhaha)

## Discussion générale

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass léif, Här President. Mä ech soen lech elo schonn, datt ech sécherlech meng Zäit net wäert alleguer gebrauchen zu désem Sujet, well och elo all technesch Detailer gesot gi sinn an ech net nach eng Kéier wollt dorop zréckkommen.

Fir eis ass dat hei e ganz wichtige Sujet, well, wat mécht enger Persoun fir Identitéit en fin de compte aus? Et ass eng schwierig Fro. Eng

schwierig Fro, op déi d'Äntwert genausou schwierig ass an haupsächlech och net émmer d'selwecht ass, well se an der Zäit heiansdo evoluéiert. Wann een et reng erfobrécht op eng administrativ Gepflogenheet, wat ass engem seng Identitéit? Wann Der dat ausfélle musst op deene ville Formulairen, déi mer all esou dagdeeglech kréien: den Numm, de Virnumm, de Gebuertsdatum, de Gebuertsuert a schlüssendlech d'Nationalitéit. Ob Der da Lëtzebuerger, Portugis, Fransous, Brasilianer, wat och émmer dohinerschreift, et ass en Deel vun der Definitioun, wéi Der lech gesitt respektiv wéi Der lech no baussen duerstellt.

An haut - haupsächlech zwësche Leit, déi eng europäesch Nationalitéit hunn - mécht et am Fong juristesches net méi vill Énnerscheid, ob een elo Lëtzebuerger oder Fransous oder Italiener oder Portugis ass, an et lieft een hei zu Lëtzebuerger. Deen eenzegen Énnerscheid ass d'nationaal Wahlrecht a vläicht d'Méiglechkeet, an enger nationaler Équipe ze spillen, fir déi, déi da sportlech begaabet sinn. Ansonsten ass juristesches keen Énnerscheid méi do.

An trotzdeem, och wann net vill Énnerscheid do ass, da gesäit een awer, zum Beispill wann een op Facebook kuckt, vill Leit, déi dee léiwe Bréif, deen de Justizminister, den Här Braz, hinnen da schreift, wa se d'Nationalitéit kréien, déi deen dann huelen, eng Foto dovunner maachen a soen: „Juppi, elo sinn ech endlech Lëtzebuerger!“, an dann Honnerte vu Congratulationen, Félicitationen, „Super!“ a wat och émmer do hennendru kréien.

Juristesches bréingt et net vill méi oder wëllt et net méi vill méi heeschen. An trotzdeem, schonn eleng un deene klenge Saache gesäit een awer, wéi d'Leit dru gebonne sinn, wéi wichtig et fir si ass, datt se dee Pabeier hunn an datt se op déi Fro: „Wat ass Ar Identitéit?“ kennen elo „Lëtzebuerger“ äntworten. A si stolz drop, déi Äntwert kennen ze ginn.

Wat a mengen Aen och signifikativ war, dat waren déi Zuelen, déi mer gesinn hunn, wéi 2008 déi Gesetzesänderung komm ass, wéi d'duebel Nationalitéit agefouert ginn ass, wou mer 2008 1.129 Fäll haten, wou d'Lëtzebuerger Nationalitéit gi ginn ass. An dat ass vun engem Joer op dat anert vun 1.100 op 4.000 an op 5.308 am Joer 2015 etergaangen. Dat heescht, et vervéier- a verfénnefftacht sech, well d'Leit d'Méiglechkeet haten, andeem se d'Lëtzebuerger Nationalitéit geholl hunn, hir Nationalitéit, un därs se gehaangen hunn, déi se net wollten oppign, bâizebehalen an am Fong déi zwou Nationalitéiten ze hunn, wat hir Identitéit war. Well si waren net némmer eng, si waren der zwou, an et war wichtig, dat och esou bâizebehalen, hir Geschicht, hir Familljen, hir Traditionen.

A vill Leit hinn d'Lëtzebuerger Nationalitéit net ugeholl, well se domat hätte missen hir Nationalitéit d'origine ofginn an den 70er, 80er, 90er Joren. Wann s de Lëtzebuerger wollts ginn - a mir hu Fäll heibannen -, wann s de Lëtzebuerger wollts ginn, da konnts de dat natierlech maachen, mä du hues awer missen, well mer d'duebel Nationalitéit net haten, déi Nationalitéit d'origine ofginn. A fir Verschidderen, notamment a Portugal, war et esou, datt wann s de eng Kéier Portugis waars, datt s de déi portugisesch Nationalitéit net konnts verléieren.

Dat heescht, déizäit - ganz komesch Situations - hues de missen énnerschreiwen zu Lëtzebuerg, datt s de elo Lëtzebuerger gëss, mä vu datt s de Portugis awer hues misse bleiwen an dat mam Lëtzebuerger Gesetz net méiglech war, datt s de deng portugisesch Nationalitéit ni méi géifs gebrauchen. A wann s de se géifs gebrauchen, da bass de drop opmiersksam gemaach ginn, datt s de vun deem Moment un automatesch deng Lëtzebuerger Nationalitéit erém géifs verléieren.

Woubäi ech mech émmer gefrot hunn, well déizäit ass d'Nationalitéit jo nach accordéiert ginn iwwert d'Chamber heibannen, iwwer eng Décisioun, déi dës Chamber geholl huet, wéi duerno eng Administratioun kéint dann eng Décisioun vun der Chamber einfach esou annulléieren. Mä gutt, dat ass vergaangen Zäit. Déi Décisioun ass eriwver - oder déi Situations ass eriwver. Mä et weist awer och, notamment déi Zuelen, dat Eropgoe vun den Zuelen, wéi wäit et wichtig war, datt d'Leit hir Realitéit och konnten iwwert d'Nationalitéit an iwwert d'duebel Nationalitéit benotzen.

An dann, vläicht eng aner Geschicht, déi och signifikativ an därs doter Saach ass, well et eng Saach vu Gefiller jo awer ganz oft ass: Ech weess net, ob Der lech erénnere kënn, wéi an den 70er Joren, nodeem d'Diktatur a Portugal gefall war, 1974, vill Leit vun därs Nationalitéit, déi zu Lëtzebuerg waren, geduecht hunn, et wär de Moment, d'Wallissen erém all ze paken an an e Land zréckzegoen, wat fräi wär, wou d'Situatioun anescht wär, wou et sech besser géif liewen.

Vill hinn dat gemaach. An eng ganz Rei och sinn duerno erém zréck op Lëtzebuerg komm, no enger Rei Méint, no een, zwee Joer, well se gemierkt hunn, datt mat all deene Joren, déi se schonn zu Lëtzebuerg virdu waren, Lëtzebuerg hir Heemecht gi war an datt se gär géif hei liewen an datt am Fong hir Identitéit sécherlech dat war, wat se an der Jugend erleift hunn, gesinn hunn, gespiert hunn, mä awer schlüssendlech och ganz kloer an däitlech dat, wat déi Jore waren, wou se hei zu Lëtzebuerg waren, an datt se sech hei doheem géife spieren, hei géife gutt spieren, intégréiert waren an och wolte Lëtzebuerger ginn. An dat sinn all déi, déi zu engem groussen Deel vum 2008er Gesetz profitéiert hunn, respektiv vun der Klausel, Lëtzebuerger kënnen ze ginn ouni Sproochentester a -konditiounen, wann ee virun 1984 schonn hei war.

A fir déi Leit war dat extrem wichtig, am Fong hir Realitéit, hir duebel Realitéit, dat, wat se sinn, dat, wat se gespiert hunn, dat, wat hir Geschicht war, och kënnne ganz an der Realitéit émzeseten: Frou, dat ze sinn, wat s de vum Origine waars, wat s de bass, wat s de net reniéiere kann, a frou, dat ze ginn, wat deng nei Realitéit ass, an déi zwou Saache mateneen zsumme kënnen ze liewen an deng Zukunft dann domadder, duerch de Fait, datt s de Lëtzebuerger och konnts ginn, definitiv op Lëtzebuerg anzeschreiwen.

2015 hu mer d'Fro am Referendum gestallt iwwert d'Nationalitéit an d'nationaal Wahlrecht fir Netlëtzebuerger. Déizäit hu mir gesot, datt mer et keng gutt Diskussioun géife fannen, well se géif riskeieren, dëst Land ze splécken. Ech kommen och net dorobber zréck. Mir sinn nach émmer bei därselwechter Meenung a mir fannen, datt dat och deelweis agetreuen ass. An d'Lëtzebuerger hu ganz kloer an däitlech Neen zu därs Propositionen géantwert.

A mir hinn zur selwechter Zäit als CSV-Fraktion eng Proposition de loi déposéiert, basiert op engem Projet de loi, deen de viregt Justizminister, de François Biltgen, abruedt huet, déi eng Rei vun deene fundamentale Punkten, déi fir eis wichtig waren, och schonn déizäit virum Referendum kloer gesot huet.

Mir hätten déizäit an haut och nach émmer gär de Prinzip vum Droit du sol agefouert, mat e puer Konditiounen, well mer einfach gesot hunn, datt d'Realitéit déi wär, datt jonk Kanner, déi hei op d'Welt komm sinn, wat fir eng Nationalitéit se och émmer hunn, déi hir Schoulen hei gemaach hunn, déi an de Veräiner hei waren, déi eis Sprooch schwätzen als zweet Mammesprooch, déi am Liewen total intégréiert sinn, datt déi net bräichten déi Fro mat 18 Joer ze beäntwerften, ob se dann elo wéilte Lëtzebuerger ginn oder net, mä datt mer einfach solle soen: „Dir sidd Lëtzebuerger.“ Well en fin de compte se et och sinn, no deenen 18 Joer, déi se hei verbruecht hunn, an no deem Liewen, wat einfach e Liewen zu Lëtzebuerg war, wou d'Integratiounen en Automatismus war. Si sinn einfach Lëtzebuerger. An eise Gedanke war ganz einfach: „Ma da kommt, mir soen et ganz einfach!“ An een, deen et net wëllt, kann et ja noch émmer refuséieren.

Mir waren och der Meenung sengerzäit, datt ee kéint vu siwen op fénnet Joer eroft. Nodeem datt mer déi Experiencie mat siwe Joer zwëschen 2008 an 2013 gemaach hunn an dat net vill Énnerscheid war, ware mer därs Meenung. Mir hatten dat och schonn duerch de Gilles Roth am Numm vun der CSV 2012 an dem Débat d'orientation kloer an däitlech gesot.

Mir waren och sengerzäit fir eng Vereinfachung vun de Prozedure beim Mariage, an haupsächlech fir d'Entbanne vun der Residenzklausel fir déi Netlëtzebuerger, déi sech mat enger Lëtzebuergerin oder engem Lëtzebuerger géife bestueden, aus engem Grond, deen an eisen Aen och kloer war: Well mer et normal fonnt hunn, datt ee géif Spezialklauselen aféiere fir Familljen, déi zsumme wären an déi et och normal empfanden, datt se alleguer deeselwechte Pass hunn, datt d'Mamm oder de Papp déiselwechte Nationalitéit, deeselwechte Pass wéi d'Kanner kann hunn, an datt een dat vläicht anescht kéint considéreren, wéi dat am Gesetz vun 2008 de Fall war.

Mir waren och fir d'Bäibehale vum Prinzip vun de Lëtzebuergergeschenntisser, obwuel mer an därs Proposition de loi, déi mer gemaach hunn, eng Facilitatioun virgeschloen hunn, well mer einfach gesot hunn, mir wéilten dat der Realitéit, der reeller Situations upassen.

A mir hinn an därs Proposition och gesot, datt mer gär eng Klausel dran hätte fir déi Leit, déi 20 Joer a méi am Land wären, well mer deenen net nach wollten Tester an Examen zoudenden. Och einfach, ganz einfach aus Realitésgrénn, well mer wéissen, wéi d'Realitéit do-baussen ass, well mer wéissen, datt et heiansdo schwierig ass, wann s de 50, 60 Joer hues, dech nach engem Test ze stellen, dech nach esou

énnier Beweis missen ze stellen. Well et schwierig ass fir verschidde Leit, déi schonn heiansdo - net émmer, mä heiansdo - net vill an d'Schoul gaange sinn, well déi net gär Tester maachen. Wa mer déi an déi Obligationen erandrécken, wou dann hir Familljen, hir Kanner, déi heiansdo grouss sinn, hinnen nokucken, a se sech och genéieren, wa se dat net géife packen, dat si Situationen, déi mer net wollten.

An dofir hu mer gesot: „Well déi Leit awer hier Liewen hei wéllen zu Lëtzebuerg aschreiwen, kommt, mir ginn deenen eng Chance! A kommt, mir loosse déi dach an déi Gemeinschaft erakommen, wa se décideerien, datt se dat wéllen! A wa se décideerien, hir Zukunft an eisem Land anzeschreiwen an déi Joren, déi kommen, mat eis zesummen ze verbréngen, kommt, mer ginn hinnen déi Chance!“

Ech stelle fest, an dofir sinn ech ganz frou, datt eis Haaptpropositiounen sech och an dësem Text erémfannen. An dofir kenne mer och deen Text matdroen.

Mir haben eng Rei Diskussiounen an der Zwëschenzäit och mam Justizminister, an ech kommen duerno nach op déi Diskussiounen zréck, iwwer eng Rei Ausrichtunge vum Text, wat mer als eng Rei Detailproblemer oder -froen haut kënnen ugesinn, mä déi awer wichtig sinn. An ech kommen dorop zréck, well mer bei enger Rei Punkten, déi proposéiert gi sinn, och Nee gesot hunn.

Heiansdo liesen ech dann an den Zeitungen: „Et ass wéinst der CSV, datt mer net konnte méi wäit goen.“ Ech well zwar och e puer Explikatiounen ginn, firwat mer mat e puer Punkten net konnten d'accord sinn. An ech wéll déi net am Parteipoliteschen, net an der Polemik maachen, mä ech wéll einfach d'Explikatiounen ginn, firwat eng Rei Saache fir eis schwierig waren.

Et war proposéiert ginn, e Principe du droit du sol ze maachen, wou ee kéint mat zwielef Méint Séjour während deenen 18 Joer schonn d'Lëtzebuerger Nationalitéit, wann dann 18 Joer hätt, kréien. Ech kann dat verstoen. An ech mengen, datt och an der Realitéit an deene ville Fäll, déi sech presentéieren, déi dote Klausel net vill Énnerscheid géif maachen, datt net vill Leit géifen drénnernalen.

Ech soen awer: Fir eis war et wichtig, datt den Droit du sol deem géif entsprechen, datt mer u sech kéinte soen, datt mat 18 Joer déi Kanner, déi jonk Leit dann, déi dovunner profitéieren, och déi Integratioun gemaach hätten iwwert d'Lëtzebuerger Schoulen, iwwert d'Veräiner, iwwer wat och émmer, an datt déi Präsenz zumindes während fénnet Joer, déi se zu Lëtzebuerg gewiescht sinn, eng Noutwendegkeit wär, fir eis ze garantéieren, datt och déi Integratioun wärend därs doter Zäit Realitéit gi wär. Dofir hu mer ganz einfach op déi fénnet Joer gehalen, well dat de Prinzip vun deem, wat mer am Droit du sol wollten, och zur Realitéit gi gelooss hätt.

Mir hinn och eng Diskussioun iwwert d'Condition-linguistique gehat. Ech wéll och do kloer soen: Mir haben zweemol an der Proposition de loi, déi mer gemaach hunn, den Niveau A2 an enger éischter Etapp virgeschloen. Den Här Biltgen sengerzäit hat eng Kompenzatioun zwëschen dem Niveau A2 an dem Niveau B1 virgeschloen. Déi aner Propositioun, déi sengerzäit vun der Regierung komm ass, dat war, déi zwou Saachen zsummen ze maachen. Déi Solution, déi aktuell zréckbehalten ass, fannen ech am Nachhinein, wann ech dat alles kucken, eng richtig gutt Léisung, well se am Fong den Niveau, dee mer hadden - Niveau A2 fir d'Schwätzen, Niveau B1 fir d'Nolauschteren - hält als Niveau,



enger ganzer Rei Coursen; ech hunn de Prinzip vun der Iddi och verstanen, mä mir waren do mat net d'accord, ganz einfach, well mer dann net méi gesinn hunn, wien dann nach no fénnef Joer en Test géif maachen, wann s de no aacht Joer kee brächs ze maachen.

A mir waren och net der Meenung, datt ee kéint fir Fonctionnaires, sollt fir Fonctionnaire spézifesch Konditiounen schafen, well mer net gesinn, firwat e Fonctionnaire an désem Fall hei sollt privilegiert gi par rapport zu Leit, déi an der Privatwirtschaft schaffen. A mir waren och net d'accord, datt ee mat 75 Joer scho kéint éischer Lëtzebuerger ginn, wéi wann ee méi jonk wär, well mer do den Énnerscheed net richteg agesinn hunn. A wat fir eis wichteg war, war déi Klausel vun 20 Joer Präsenz, an net den Alter.

Ech wollt dat explizéieren, net aus polemeschen, politesche Grénn, mä fir eis Positione kloerzemaachen. Ech wéll awer hennendrusoen, datt déi Diskussiouen, déi mer mat der Regierung, an désem Fall mam Justizminister gefouert hunn, extrem positiv Diskussioune waren. Net némnen, well se zu engem Resultat gefouert hunn, mä och, well se emol iwwerhaapt statffonttunn, an och well, mengen ech, jiddweree sech bewosst war, wéi wichteg et wär, datt mer dës Diskussiouen op eng fair Aart a Weis géife féieren, mat der Zilsetzung, gemeinsam eng Léisung ze fannen.

Ech soe gär hennendrun: Géif d'Regierung - an ech komme jo net laanscht eng kleng Kritik - och an aneren Dossieren eis heiando mat u Bord huelen, da kéimen esou Diskussioune vläicht méi heefeg zum Virschäin an da kéinte mer och ganz anesch mateneen diskutéieren.

Op jidde Fall an désem Dossier sinn ech dankbar, si mir dankbar fir déi doten Diskussiouen, dankbar dofir nom Referendum, wou och jiddweree gespiert huet, datt mer eis et net nach eng Kéier kéinten erlaben, an désem Land eng Diskussiouen iwwert d'Auslännner, d'Präsenz vun Auslännner an d'Nationalitéit ze féieren, an datt et wichteg wär, datt esou vill wéi méiglech Parteien an engen korrekter Diskussiouen e gemeinsame Projet géife fannen, well dat hei ve vun de sensibelsten Dossieren ass, well die Konsens an esou engem Dossier och dofir wesentlech ass.

An ech wéll just soen, datt déi konstruktiv Mataarbecht, déi eis Partei gewisen huet... Wann ech kucken, datt an aneren Dossieren, mir hunn dat och nogekuckt, d'Opposition (veuillez lire: déi fréier Opposition) géint d'Nationalitéitsgesetz gestëmmt huet, da wéll ech just soen, datt mer hei wierklech probéiert hunn, deem Souci hei gerecht ze ginn.

Et ass also wichteg gewiescht, hei e Konsens ze fannen. Mä eppes aneres ass an dár heiter Thematik a mengen Aen och émmer wichteg. Dat ass, datt ee sech garantéiert (veuillez lire: datt ee sécherstellt) an esou Froe wéi dár heiter, datt d'Akzeptanz vun deem, wat ee mécht, bei de Leit dobaussen och do ass.

D'Nationalitéitsgesetz ass vill geännert ginn an deene leschten 30, 40 Joer: 1968, 1975, 1986, 2001, 2008 an elo nach eng Kéier 2017. Et ass vill geännert ginn, well och dat Konzept vum Zesummelielen hei zu Lëtzebuerg eppes ass, wat an der Zäit anesch gespiert gétt, wat evoluéiert, a well et dofir net anormal ass, datt een heiando kuckt, ob een nach an der Mëtt vun der Gesellschaft läit.

An ech wéll net higoen, fir elo Riede vun deenen engen an deenen anere vun 2001 oder 2008 oder wéini och émmer hei virzeliesen, well souwuel bei der CSV wéi an anere Partieie fénnt een Aussoen - 1985, 2001, 2008 -, déi op anere Prinzipie berouen.

An ech soen och an désem Sujet, datt et heiando och esou ass, datt ee ganz gutt soll oppassen, datt een eben op d'Akzeptanz kann zielen, an datt heiando Saachen, déi zu engen Zäit net méiglech waren, zéng Joer méi speit als normal empfonnt ginn.

Ech ka mech erënneren, 2001, wéi mer iwwert d'duebel Nationalitéit scho geschwatt hunn a wéi dat fir d'Eischt an der Diskussiouen war, wat fir eng Diskussiouen an Däitschland sengerzäit waren a wat fir eng Diskussiouen mer héchst-wahrscheinlech, wa mer deen Text 2001 gemaach hätten, zu Lëtzebuerg kritt hätten, wann een dat mat der Briechstaang duerchgesat hätt. 2008 war d'Diskussiouen eng ganz aner.

An ech soen datselwecht: Wa mir 2008 eng Diskussiouen gehat hätten iwwer - déizäit hate mer se iwwert d'duebel Nationalitéit -, mä iwwert den Droit du sol dann, da wär d'Diskussiouen iwwert den Droit du sol eng ganz aner gewiescht wéi déi, déi mer haut féieren, well haut och eng Akzeptanz vun dem Droit du sol do ass. An ech soen lech: A mengen Ae sinn déi heite sensibel Froen, déi ém eis Identitéit ginn, Froen, wou een als Politiker émmer muss kucken, datt een d'Gesellschaft hanner sech huet an déi Akzeptanz fénnt.

Eng Gesellschaft evoluéiert. D'Politik muss d'Gesellschaft begleeden. D'Politik muss heiando och d'Richtung uginn. D'Politik muss heiando och iwwerzeegen. D'Politik soll awer esou Reforme wéi dat heiten net mat der Briechstaang an net géint d'Gesellschaft duerchférien. D'Politik soll dës Reforme maachen, wa se räif sinn a wa mer d'Leit können op deem hei Wee mathuelen.

Ech soen et kloer, haut: Mir hätten dësen Text, sou wéi en hei läit, gäre gehat. Déi fréier Regierung huet e Projet de loi gemaach. Eis Fraktion huet eng Proposition de loi gemaach. D'Regierung huet a ganz groussen Deeler déi wichteg Punkten, déi fir eis wichteg waren, iwwerholl, a mir fannen eis an désem Text total erëm.

Den Denis Scuto beschreift a sengem Buch „La nationalité luxembourgeoise“ e wéineg dat Hin an Hier, dat all Kéiers opként, wann d'Nationalitéitsfro um Ordre du jour steet, dat Hin an Hier zwéischen op dár engen Sait engem protectionisteschen, identitairen Débat an op dár anerer Sait méi engen pragmatischer Approphe, déi op d'Integratioun zou tendéiert.

Ech soen, datt dësen Text, esou wéi en haut ass, an der haiteger Zäit en Équilibre ass zwéischen deem engen an deem aneren, datt en d'Gesellschaft hanner sech huet an datt en Akzeptanz fénnt. An dofir stëmme mer dësen Text evidentierweis.

Nach e puer Aussoen, déi iwwert deen Text hei erausginn. Dës Diskussiouen iwwert d'Integratioun wäert eis och nach an deenen nächste Jore begleeden, Froen iwwert d'Integratioun, Froen iwwert d'Zesummelielen hei zu Lëtzebuerg. D'ailleurs huet déi Diskussiouen eis an eiser ganzer Geschicht iwwert déi lescht 100, 150 Joer begleet: fir d'Eischt Lëtzebuerg als Land vun der Emigratioun a Brasilien, Argentinien an an d'Vereenegt Staten am 19. Jorhonnert, à partir vun 1890 awer vun der Immigration vun Däitschen, Italiener, Portugiesen duerno.

An déi Fro vu Präsenz vun Auslännner war nach émmer eng Diskussiouen hei zu Lëtzebuerg. 1910 hate mer scho 15,3% Netlëtzebuerguer hei zu Lëtzebuerg liewen, wat fir déi Zäit en extrem héije Pourcentage war. A mir hunn et émmer iwwert déi Jore fäerdegréecht, duerch eis Aart a Weis, wéi mer sinn, duerch och déi Politik, déi gemeinsam gemaach ginn ass, dat op eng Aart a Weis hinzekréien, wou jiddweree sech wuel an désem Land ka spieren.

Wann ech elo d'Wuesstumszuele kucken - an ech fänken elo keng Diskussiouen iwwer 1,2 Milliouen oder iwwer 800.000 Awunner hei un, mä trotzdem, mir kréien e Wuesstum, ob et der elo 700.000 oder 800.000 sinn oder och méi -, da wäert déi Fro sech och nach an Zukunft a vläicht nach méi accentuéert stellen, well dee Wuesstum maache mer jo net iwwert d'Natalitéit, dee Wuesstum wäert jo an deenen næchste Joren zu engem ganz groussen Deel iwwert d'Immigration kommen. An da musse mer eis och nach iwwert dësen Text eraus, dee mer hoffentlech haut gutt maachen an deen dann och gutt do ass, awer eng Rei Fro stellen: Wéi kréie mer se zesummen an deem Wuesstum, wat an deenen næchste Jore wäert kommen?

An dann, soen ech, sinn esou Saache wéi déi Campagne, déi d'Regierung elo mécht, fir sech anzeschreive fir d'Gemengewahlen, oder déi Plans communaux d'integration, déi gemaach gi sinn - an ech hätt am leíftsten, si géifen an alle Gemenge gemaach ginn -, oder d'Iwwerleeungen iwwert d'Plaz vun de Commission-consultative vun den Auslännner, hir Missiounen, hir Zesummesetzung, oder d'Iwwerleeung iwwert de Conseil national des étrangers, iwwer seng Zesummesetzung, iwwer seng Missiounen, da sinn dat och nach Punkten a Sujeten, déi eis an den næchste Jore wäerte begleeden, wa mer musse kucken, datt mer garantéieren, datt dat Zesummewussen, dat Zesummenhale vun der Gesellschaft och bei deem Wuesstum, dee mer an deenen næchste Jore kennen, och nach stabill bleift.

Dofir ass dëst Gesetz fir eis eng Noutwendegéek. Mir wéllen, datt esou vill wéi méiglech Leit och sollen a wéllen dovunner profitéieren. Mir wéllen, datt esou vill wéi méiglech haiteg Netlëtzebuerguer Lëtzebuerg ginn, déi Décisioun huelen, eis Sprooch schwätzen, eis Geschicht kennen. An eis Identitéit soll d'Leit invitieréieren, dozouestoussen, matzemaachen. Eis Nationalitéit soll op si déi Leit, déi wélle mat eis zesummen d'Zukunft vun désem Land an deenen næchste Joren opbauen.

Dofir stëmme mer dësen Text, a mir stëmme dësen Text mat Iwwerzeegung. Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wiseler. An næchste Riedner ass den Här Alex Bodry.

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 15 vun der Déclaration universelle des droits de l'homme vun 1948 seet: «Tout individu a droit à une nationalité.» Weider seet en: «Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.»

D'Nationalitéit ass eng wichteg Dimensioun souwuel vun der individueller wéi och vun der kollektiver Identitéit, eng Identitéit, déi ni figéiert ass, déi sech émmer weider konstruéiert. An d'Nationalitéit, dat sinn och net némme Rechter, dat ass och net némme d'Protektion, mä d'Nationalitéit, déi ass och u Flichte gebonnen.

Traditionell hu mer international zwou Aart a Weisen, fir déi Nationalitéit weiderzeginn, den Droit du sol - ius soli - oder den Droit du sang - ius sanguinis, also engersäits iwwert de Gebuertsuert oder anerersäits iwwert d'Famil.

Mir fannen och an eiser Geschicht bides erëm, a virun allem awer och, ech kommen herno drop zréck, och eng Entwécklung, vu wat fir engem vun deenen zwee Elementer do eist Nationalitéiterecht geprägt gëtt.

E wichteg Element däerf een och net aus den Ae verléieren, dat ass, dass nieft den Nationalitéiten och viru 25 Joer eng nei Notioun geschafe ginn ass, déi derbäiként. Dat ass déi, déi gëllt fir d'Länner vun der Europäescher Unioun: Et ass déi vun der Citoyenneté européenne. D'Traitéé vu Maastricht a vun Amsterdam hinn d'Grondlag fir eng europäesch Citoyennetéit geliwwert. Si hinn awer och gläichzäiteg de Memberstaten d'Responsabilitéit gelooss, fir selwer an eleng iwwert den Droit de la nationalité bei sech ze bestëmmen. Et sinn also zwou Notiounen, déi verschidde sinn, déi een awer muss émmer erëm niewentenee gesinn. An haut gëtt och schonn d'Citoyenneté européenne, déi mer alleguerte kennten an déi mer, mengen ech, och net wëlle mëssen, eng Rei vu Rechter, déi fréier eleng gekoppelt waren un d'Nationalitéit. Do ass also och international eng ganz staark Entwécklung.

E weidere Constat, deen ee ka machen, ass, dass traditionell - an den Denis Scuto huet dat effektiv och a sengem Wierk ronderëm d'Lëtzebuerg Nationalitéit an déi Debatten, déi statffonnt hunn, kloer opgewisen - d'Nationalitéitsfro ni eng konsensuell Fro war. Ni! Et war émmer eng Fro, wou sech déi politesch Geeschter gescheet hunn, och e Sujet, deen also och gespléckt huet, deen hei an der Chamber beim Vott gespléckt huet. Ech ka mech, mengen ech, net erënneren, dass jee eng eestëmmeg Décisioun an deem Domän hei geholl gi wär. Och haut gesäit et esou aus, och wa mer eng breit Majoritéit kréien, mir kréie wahrscheinlech keng Eestëmmegkeet zu deem doten Text.

Et ass duerfir, mengen ech, desto méi ze begéissen, dass dës Koalitioun gemeinsam décidéiert huet, hei de Konsens ze siche mat der Opposition, sofern dat némme méiglech war. An de Justizminister huet deen Optrag mat groussen Engagement an, ech mengen, och mat engem gewëssene Succès ausgefouert.

Dat war fréier net esou. Ech ka mech erënneren, et war némme eng ganz kuerz Zäit, fénnef Joer, wou ech an der Opposition hei war, do huet déi deemoleg Regierung, et war eng vun CSV an DP mat engem CSV-Premier- a Justizminister, dee Konsens net gesicht mat der Opposition. An et huet eng Ofstëmmung do statffonnt, déi genau no de Linne vu Regierungsmajoritéit a Regierungsopposition verlaßt. Also dat, wat haut hei den CSV-Spriecher als eng absolutt Noutwendegéek duerstellt fir déi Nationalitéitsfro, dat huet zumindest 2001 net gegollt, well do hunn déi Gespréicher a klenger Ronn, fir op Detailpunkte sech op Kommissar ze eingen, muss ech soen, leider net statffonnt.

**M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Bodry, et war awer och kee Referendum virdrun, deen e wéineg d'Atmosphär geännert huet. An ech hu gesot: Dofir war et wichteg, datt mer hei zu engem Konsens fonnt hunn.

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech mengen, dass et émmer wichteg ass, ...

**M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech sinn domat d'accord, mä hei war et besonnesch wichteg...

**M. Alex Bodry (LSAP).** - ...an der Nationalitéit, ob Referendum oder net, dat ass meng fest Iwwerzeegung, dass...

**M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wéll net mat lech polemiséieren. Ech wéll haut net mat lech polemiséieren.

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech wéll just hei, wann Den erlaabt, meng fest Iwwerzeegung, wann ech d'Riednerpult schonn zur Verfügung hunn, hei dann och ausdrécken. Meng fest Iwwerzeegung ass déi, dass d'Nationalitéitsfro sécherlech keng Matiere ass, wou een Eestëmmegkeet kann erzilen, wou een awer e breede

Konsensus soll erreechen a kucken, zumindest eng Verfassungsmajoritéit bei engem zu Lëtzebuerg net Verfassungsthema ze kréien. Dat ass hei vun déser Koalitioun gewollt gewiescht. D'Opposition huet matgemaach, well et muss ee jo den Accord vu béide Säiten hunn, fir op deen dote Wee ze goen.

Dat ass natierlech och einfach gemaach ginn doduerjer, dass net laang virdrun an der Heklik vun där Referendumscampagne d'CSV mat eng Proposition de loi komm ass, eng Proposition de loi, déi méi wäit gaangen ass am Sénn vun der Fortschréttlechkeet, am Sénn vun der Ouverture, wat d'Konditiounen ugeet, fir Lëtzebuerger ze ginn, wéi se dat nach némme zwee Joer virdrun, mat eis zesummen an der Koalitioun deemools, bereit war ze maachen an engem Projekt de loi.

Dat huet selbstverständliche gehollef. Do waren Ouverturen ewell dran, déi d'CSV, wéi se an der Regierung war, de Courage net hat ze maachen. An ech soen: Ee Gléck, dass mer deen Text hate vun der Proposition de loi, fir mat der CSV ze verhandelen. Soss, mengen ech, wäre mer vläicht op eenzelne Punkten net esou wäit komm, wéi mer hei schlussendlech komm sinn. Et huet...

**M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech mengen, do iert Der lech vläicht.

**M. Alex Bodry (LSAP).** - ...eis och gehollef, an der CSV, mengen ech, gehollef, fir hei e Konsensus op deem dote Punkt ze kréien.

Et ass elo déi véiert Kéier, wou ech selwer d'Geleehnéheit hunn, bei esou Debatten derbäi se sinn: d'Gesetz vun 1986, d'Gesetz vun 2001, d'Gesetz vun 2008 an elo d'Gesetz vun 2017. An all déi Etappe virdru ware wichteg. All déi Etappen hunn énnert dem Stréch eng positiv Entwécklung vun eisem Nationalitéiterecht mat sech bréecht, och wann et vläicht net esou schnell an esou wäit gaangen ass, wéi mir eis et émmer an der Vergaangenheit virgestallt hunn. Et bleift awer, dass déi Entwécklungen u sech awer allegueren, an ech kommen drop zréck, an déi richteg Richtung gaange sinn.

2017 si mer haut virun eng virleefeg leschter Etapp, - et wäert net déi allerlescht sinn - vun dem Emformen, vun dem Upasse vun eiser Gezetzung, wat d'Nationalitéit ugeet, un déi gesellschaftlech, un déi sozial Realitéit. Dat ass et näamlech. Deen Text hei wäert esou wäit e weidert Liewen hunn, wéi en nach passt an déi Gesellschaft, déi sech wäert entwéckelen an deenen næchste Joren. A wann do gréisser Changementer kommen, da musse mer selbstverständliche och, egal wien d'Responsabilitéit huet, dann dozou iwwergoen an d'Nationalitéiterecht erëm eng Kéier emformen.

#### (Interruption)

Wichteg ass, an eis Geschicht selwer weist et, et brauch een némme an d'30er Joren zréckzégoen, do gesäit een et och, dass, deemno wéi d'Konjunktur ass, net némme déi wirtschaftlech - déi spilt sécherlech och hei mat -, mä och déi politesch, dass dat och en direkten Impakt op deen heite Sujet huet, dee vun den Definitiounen, vun de Konditiounen, fir Lëtzebuerger ze ginn. Déi ginn da méi restriktiv, wéi et an Zäiten ass, wou et wirtschaftlech gutt geet, wou een u sech och mat Oppenheit eigentlech un esou Froen erugeet, wéi dat haut glécklecherweis nach émmer hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Wann een also déi Evolution vun deene leschte gutt 30 Joer analyséiert vum Gesetz vun 1986 bis haut, da gesäit een, dass tendenziell d'Méiglechkeeten eropgesat si ginn, méi opgemaach si ginn, fir Lëtzebuerger ze ginn. Wat net ausschléisst, dass och émmer an dár doter Grondtendenz och eenzel Méiglechkeete méi restriktiv definéiert sinn. Loosse mer einfach d'Beispill vun der Spro



buerger Sprooch bei der Nationalitéit gestallt hätten. Dat ass e Phenomeen, dee méi spéit komm ass, deen awer och net méi, fir de Moment, ewechzedenken ass an deen ee muss, mengen ech, als Realitéit akzeptéieren.

Nach muss ee kucken, wéi een dann u sech derfir suergt, dass een dee Kritär respektéiert, op wat fir engem Niveau dass een d'Ufuerungen usidelt. An do ass jo och an désem Text eng Neierung dran an deem Senn vun deem méi prezisen Niveau, deen an der leschter Reform fir d'Éischt virgesi ginn ass.

2001, do ass et jo eigentlech duergaangen, wann ee konnt Grondkenntnisser noweisen, wat sech an der Praxis beschränkt huet op e Gespréich, wat den Untragsteller am Büro vun der Populatioun oder vum État civil an der Gemeng hat, an de Beamten huet da cochéiert, ob déi Persoun déi Grondkenntnisser hat oder net. Dat war d'Applikatioun vum Gesetz vun 2001. An 2008 ass dat méi staark fixéiert ginn, och mat Tester, mat gewëssenen Niveaux de connaissances, déi mussen erreacht ginn. An et ass jo an deem dote Punkt, wou mer och eng liicht Modifikatioun an deem heiten Text virhuelen opgrond vun dár praktischer Erfahrung, déi gemaach ginn ass, wat d'Uwendung vun dem aktuelle Gesetz ueget.

Den neie Reformtext, dat ass fir eis immens wichteg, bleift an eisen Aen d'Spigelbild vun engem Land, dat eigentlech houfreg ass, wa vill Leit seng Nationalitéit wëllen, engem Land, dat houfreg ass, dass et vill Létzebuerger gëtt, dat net wëllt hund, dass dat en exklusiv Club gëtt, wou ee muss en deiere Präis bezuelen, fir iwwerhaapt eranzekommen. Also insgesamt och e Land, wat weider op ass no alle Säiten, wat sech net ofschott, net anigelt, mä wat och op ass fir zousätzlech Immigratioun a wat op ass fir Integratioun. Dat ass an eisen Aen e ganz wichtige Punkt. An dat spigelt sech an deem heiten Text vun der Reform erëm.

Grouss Etappen hu mer beschratt iwwert déi lescht 30 Joer, wéi zum Beispill déi, wat eis haut selbstverständliche schéngt, wat awer virun nach net allze laanger Zäit iwwer e Gesetz eréischt agefouert ginn ass, dass Mann a Fra gläch sinn oder Mamm a Papp gläch sinn, wat d'Transmissioun vun der Nationalitéit ueget. Virdru war et esou, dass eleng de Mann, obwuel eigentlech d'Paternitéit jo am fragwürdigsten ass, do déi Nationalitéit weiderginn huet an d'Mamm dat net gemaach huet. Dat war e wichtige Meilesteen, mengen ech, fir e modernt Nationalitéitegesetz.

Dann hu mer natierlech d'Afierung - déi hefteg hei diskutéiert an och bekämpft ginn ass - vun enger duebelner oder sougur vun enger Plurinationalitéit, sofern selbstverständliche dat och an deenen anere Männer esou akzeptéiert gëtt, well soss komme mer do a relativ schwierig juristesche Situationsen eran. Et huet laang gebraucht. Mä mir haten eigentlech schonn 2001 eng politesch Majoritéit hei am Parlement. Mä et war der CSV sengerzäit ze fréi. Et ass emol décidiert ginn: „Da maache mer eng Etüd.“ An et ass eréischt bei der Reform drop, 2008, wou dunn och d'CSV bereet war, déi dote wichteg Neierung matzedroen, déi jo wierklech e Push ginn huet eigentlech an eist ganzt Nationalitéiterecht. Besser spéit wéi ni!

An d'Verkierzen an d'Verbellege vun de Prozeduren, gratis Prozeduren, dat hate mer laang net! Doniewent awer och virun allem awer déi Verkierzung vun den Naturalisatiounsprozeduren. Sou hund nach eng Partie Leit hei an der Chamber déi fantastesch Erfahrung gemaach vun der Naturaliséierung duerch d'Chamber. Deemoools war et jo net de Minister, deen d'Décision geholl huet, mä et war d'Chamber, de Législature, deen déi Décisioun geholl huet. A mir waren hei regelmisséeg konfrontéiert mat Dossieren déi zwee, dräi, véier, bis zu néng Joer al waren, ier hei d'Chamber doruwver ofgestëmmt huet. Dat ass eriwer. An engem vun de viregte Reformen ass den Délai vun aacht Méint virgesi ginn. Dat ass och richteg esou.

Et ass also wichteg, dass mer iwwert déi lescht Joren och ewechkomm si vu jorelaange Prozeduren hin op schnell Prozeduren oder relativ schnell Prozeduren, awer och méi bëllig Prozedure wéi dat fréier de Fall war, wou relativ héich Taxen, besonnesch bei den Naturalisatiounen, hu misse bezuelt ginn.

En anere Kritär, eng aner Etapp war wéi gesot d'Mosse vun de Létzebuergereschenkenntnisser, de Sproochkenntnisser als Gesetzeskritär, wéi och... (veuillez lire: wéi och d'Buedemrecht). An do hu mer den éischte grousse Schrott bei der leschter Reform gemaach. Dat war emol deemoools net am Regierungsprojet virgesinn, mä iwwer en Amendment vun der juristescher

Kommissioun ass deemoools e wichteg Element vu Buedemrecht, bal erstmaleg - mir hate bis elo ganz wéineg Elementer an eisem Nationalitéiterecht dran -, an d'Gesetz iwwerholl ginn, wou gesot ginn ass, dass déi Kanner, déi hei gebuer sinn, wou schonn en Elterendeel hei gebuer war, automatesch géife Létzebuerger ginn, dass déi aus der drëtter Generatioun dann automatesch Létzebuerger géife ginn.

Dat ass eigentlech en Amendment gewiescht, deen an den Aarbechte vun der juristescher Kommissioun entstanen ass a bei deem, wann ech mech richteg entsénen, d'Madamm Err an den Här Huss sengerzäit do federführend waren, fir deen dote Punkt eranzekréien. Den Här Braz huet vlächt och eppes dermat ze dinn. Ech weess op jidde Fall, ech hund e misse verteidegen an der Kommissioun, well d'Madamm Err dee Moment net an der Kommissioun war; sou wäit gi meng Erinnerungen un deen dote Punkt zreck. Mä et ass awer esou, dass et wichteg war, dass mer dat Element vu Buedemrecht erakritt hund.

Et gesäßt een also, dass déi Reformen do eppes bruecht hund. An dat gesäßt een och ganz kloer un den Zuelen, besonnesch, wann ee kuckt, wat fir en Impakt déi lescht Reform, déi vun 2008, deemoools énnert der CSV/LSAP-Reierung, hat. Déi huet derzou gefouert, an et ass scho virdru vum Här Wiseler ugedeit ginn, dass d'Zuel vun deene Leit - besonnesch duerch den Effet och vun der Méiglechkeet vun enger duebelner oder mehrfacher Nationalitéit -, déi bereet waren, d'Létzebuerger Nationalitéit unzehuelen, eropgaangen ass, well se do duerch net hu missen hir éischt Nationalitéit, déi se haten, oppinn. Dat huet dozou gefouert, dass vill méi Leit deen dote Schrott gemaach hund.

Och wann elo déi Zuelen erëm tendenziell licht erofigt selbstverständliche - oder éischter deen éischte Stock vun Demanden, déi era-komm sinn -, bleift et awer, dass net iwwert déi lescht puer Joer ronn, kann ee soen, eng 5.000 volontaire Acquisitiounen vun der Nationalitéit am Schnëtt ze verzeehne waren. Mir louchen do an der Vergaangenheit téschent 1.000 a 1.500. Dat ass also praktesch eng Vervierfachung vun den Zuelen. Och wann ee mierkt, dass rezenterweise d'Zuel vun deene Leit, déi iwwert de Recouvrement Létzebuerger ginn, sech staark no uewe beweegt huet, während déi, déi dat iwwert déi..., also Résidente prátesch, déi déi Demande maachen, während déi Tendenz sech éischter licht no enne beweegt huet, mä wann een iwwert den Daum dat wëllt peilen, gesäßt een, dass zénter dem Gesetz vun 2008, also vun 2009 bis 2016 eng iwwer 35.000 Leit - iwwer 35.000 Leit! - eng volontaire Acquisitiounen vun der Létzebuerger Nationalitéit gemaach hund. Dat ass e Phenomeen, wéi mer en esou an eiser Geschicht hei zu Létzebuerg nach net kannt hund. Et ass e positive Phenomeen, géif ech mengen.

Dés Reform stäärkt déi doten Tendenzen. Si schwächt se net of. Dés Reform wäert awer och net dozou féieren, dass eis Nationalitéit, wat eennel Leit fäerten, géif an iergendengen Form ausverkaft ginn, dass ee kéint vun haut op muer einfach iergendwellech Liene mat Létzebuerg opweisen a Létzebuerger ginn. Dat war net de Fall, dat wäert och mat dár Reform hei net de Fall sinn.

Mir begréissen deen dote Schrott, well e grousszügegt Nationalitéitegesetz besonnesch wichteg ass an engem Land, mengen ech, wou mer an engem gewëssene Mooss en demografeschen Defizit hund an och an iergendengen Form en demokrateschen Defizit hund, wou mer haut eng 47% vun eiser Bevölkerung hund, déi Netlétzebuerger sinn. Bei der leschter Reform, mengen ech, waren et der nach 41.

Et gesäßt een also, wéi dat trotz der Reform, trotz dem Succès, déi se hat, duerch dee Phenomeen vu ganz staarkem Zouwuess an Immigratioun, besonnesch vun Aarbechtskräften, hei op Létzebuerg sech entwéckelt huet an déi Leit natierlech och, déi Netlétzebuerger, och aus Deeler vun dem demokratesche Prozess ausgeschloss bleiwen. Et ass also eng Noutwendigkeit demografesch an och aus demokrateschen Iwwerzeegungen, fir op dár doter Linn ze bleiwen.

An dem LSAP-Wahlprogramm vun 2013 hate mer eng Reform vum Nationalitéitegesetz gefrot. Deemoools louch vir e Gesetzesprojet vun der viregter CSV/LSAP-Reierung, dee mer och interfraktionell diskutéiert hund, dee, mengen ech, eng gutt Grondlag war, well en och opgebaut huet op déi Evaluéierung, déi gemaach ginn ass am Hierscht 2012 iwwert déi praktesch Émsetzung vum Gesetz vun 2008 a wou eng ganz Rëtsch vun deene Punkten, déi elo an désem Regierungsprojet dra sinn, och schonn deemoools erwäant gi sinn, wou och schonn deemoools Pisten opgewise gi sinn, a wat fir eng Richtung déi Reform kéint goen. Och deemoools war schonn de Wëllen do, sech nach e bësse

méi opzemaachen op eennelne Punkten an net d'Diere méi zouzemaachen.

Zum Beispill ware mer eis eens, fir d'Residenz-dauer vu siwen op fénnef Joer erofzeseten, no-deem mer eis e puer Joer virdrun zerstridden hund: Déi eng wollten zéng Joer, mir wollte fénnef Joer. Do ass dann dee Compromis à la luxembourgeoise mat siwe Joer fonnit ginn, woubäi och déi fénnef an zéng Joer net wé-senschaftliche Fundamenter hund. Mä mir si frou, dass mer also erëm op de fénnef Joer sinn. An dat ass déi geréngsten Zuel eigentlech, mir hate se schonn eng Kéier, dat ass déi geréngste Residenzklausel, déi mer an eiser Ge-schicht hñten. Et ass emol vu 15 Joer an der Vergaangenheit bis op fénnef Joer gaangen. Sou war am Fong déi Forschett vun de Residenzklauselen, déi gegollt hund, fir kennen d'Létzebuerger Nationalitéit iwwert d'Naturalisatioun unzefroen.

Mir hätten allerdéngs an eisem Wahlprogramm gäre gehat, dass sollt eigentlech déi dote Regelung an zwee Punkten nach verbessert ginn. Do konnte mer eis näämelch virdrun net mat der CSV eens setzen. Dat war op dem Niveau vun der Kenntnis vum Létzebuergereschen, wou mer aus sozialen Iwwerleeuungen der Meenung waren, dass et wichteg wär, do eng gewëssen Oplackerung vun de Kritären ze maachen, fir och dár spezifischer Situationsen vun eennelne Leit Rechnung ze droen, déi vlächt selver ni richteg Schoule matgemaach hund, wou elo verlaat gëtt, déi sollten da Létzebuergereschcoursé maachen. Si hund dat an der Vergaangenheit ni kannt an hirem viregte Liewen. An déi Leit riskéieren natierlech mat deem dote Selektionskritär ewechzefalen. Do ware mer der Meenung, dass eppes misst geschéien. Dat ass zum Deel geschitt iwwert dee Kompensatiounsmechanismus, deen duebeln, deen elo an deem heite gemeinsamen Text, deen d'Regierung erabruet huet, da virgesinn ass.

A mir waren och der Meenung, dass sollt nach en zousätzlech Element vu Buedemrecht era-kommen. A genau dat ass hei jo och mat deem heiten Text geschitt, wou elo och déi Leit aus der zweeter Generatioun, dat heescht, déi hei gebuer sinn a vun deenen een Elterendeel da mindestens ee Joer och hei war, dass déi och kéinten an de Genoss komme vun enger automatescher Attributioun vun der Létzebuerger Nationalitéit. Dat ass e wichtige Punkt. Hei spilt also weder d'Fro vun der Naturalisatioun nach vun der Optioun. Dat ass eng automatesch Attributioun vun der Létzebuerger Nationalitéit.

An déi dote Bestëmmung vun deem verstärkte Buedemrecht, wat mer hei aféieren, wäert och derzou féieren, dass mat der Mise en vigueur vun deem heite Gesetz op ee Schlag all déi Leit, déi 18 Joer hund an déi d'Konditiounen vun der Naissance hei erfëllen, Létzebuerger wäerte ginn.

Dat waren allerdéngs och Fäll, déi och haut schonn eng Demande gemaach hund, fir Létzebuerger ze ginn. Dat brauche se an Zukunft net méi. Si wäerten automatesch Létzebuerger ginn. Si kéinten et jo dann nach éischter ginn, ab zwielef Joer, wa se nach gewëssen aner Konditionen dann erfëllen.

Ech mengen, d'Madamm Rapporteur, d'Viviane Loschetter, huet dat ganz gutt duerge-stallt. Ech wéll hir och ausdrécklech Merci soen, net némme fir hire Rapport hei, mä virun allem och fir déi gutt Aarbecht, déi énnner hirer Lee-dung an der Kommissioun och op deem heite Punkt gemaach ginn ass.

D'Regierung huet profitéiert, fir nach eng Rei-neierungen hei anzeféieren, déi iwwert dat erausginn, wat sengerzäit an deem ale Projet Biltgen vun Ufank 2013 war. An dat ass och gutt esou. A villes, mengen ech, vun deem ass schlussendlech och an der Endfaassung hei stoe bliwwen.

Wichteg ass, ech hund et scho gesot, dass, mat Ausnam vun der ADR, mat engem klänge Bé-mol, mengen ech, bei eise Kollege vun déi Lénk, all Fraktiouen hei hanpert deem heiten Text stinn. Dat ass - jo, dat kann ee soen! - e klänge Succès fir dës Regierung, a besonnesch och fir de Justizminister.

Ech mengen, et ass awer och e Succès fir d'Létzebuerger Demokratie, déi eigentlech bewisen huet... An enger Zäit, a mir komme jo scho méi no op d'Wahlterminer zou, wou ee gesäßt an eennelnen aneren Dossieren, dass awer d'Tendenz do ass, fir vlächt net onbedéngt als Eisch de Konsens ze sichen, mä als Eisch vlächt seng Eegestännegkeet ze betounen, fannen ech, dass dat heiten eng remarkabel Ausnam ass an dár Aart a Weis, wéi mer un esou kriddeleg Dossieren a sensibel Dossieren eruginn. Ech mengen, dass dat och wichteg ass. An déi Rou, mengen ech och, wéi och do-baussen iwwert déi dote Fro momentan diskutéiert gëtt - an ech denken net, dass dat wäert elo schлагаarteg ännener -, ass d'Resultat och vun dár konsensualer Démarche, déi op polite-

schem Plang hei gesicht a fonnt ginn ass, an dat muss een nach eng Kéier hei ausdrécklech ervirsträichen.

Dés Reform hält all positiven Acquis aus der Vergaangenheit: gratis Prozedur, schnell Prozedur, kee Réckgréff méi op e legislatiivt Verfahren, mehrfach Nationalitéit, Rechtssécherheit beim Honorabilitéitskritär.

Dat war eng Diskussioun, déi mer an der Vergaangenheit émmer erëm hñten: Léisst ee sech do an Appréciatiounspillraum, wou kloer Kritären do wären, oder setzt een iwwert d'Condamnatiounen objektiv Kritären? Ech sinn immens frou, nach émmer frou, wou ech émmer hefteg matdiskutéiert hund an net émmer notammt mam Här Biltgen op enger Linn louch, dee sech do wollt e bësse méi Flexibilitéit zouernden. Ech war der Meenung, dass een do sollt wierklech sachlich, objektiv Kritären hund, an dëse Regierungsprojet huet zwar en zweete Kritär mat erabruet, et bleibt awer e sachliche Kritär, deen, wat d'Condamnatiounen ueget, hei zréckbehale ginn ass. An dat ass, mengen ech, och gutt esou.

Ech sinn och frou, dass mer net erakomm sinn an eng onsäglech Diskussioun, déi haut a Frankräich nach émmer hñtir Wonne schléit, iwwert d'Déchéance de la nationalité. Et ass net de Fall, zumindest bei deene verstänne Kräften, déi deen heite Projet droen. Hei ass et esou, dass een némme seng Nationalitéit ka verléieren, wann ee mat falschen Argumenter vergaangen ass, wann ee falsch Dokumenter vergeluecht huet, wann een also praktesch eng Fraude gemaach huet. An deem Senn natierlech kann een erëm eng Kéier seng Nationalitéit verléieren. Beim aneren Deel bleibt et, dass déi Leit, déi par naissance Létzebuerger ginn, an déi Leit, déi duerch e volontaires Akt Létzebuerger ginn, glächgestallt bleiwen. Mir hu keng zwee verschidde Regimmer. Et gëtt net Létzebuerger éischter Klass, et gëtt net Létzebuerger zweeter Klass. Et gëtt némme Létzebuerger. An do müssen also déiselwech Regele fir all déi Leit gëllen, déi d'Létzebuerger Nationalitéit hund, egal iwwer wat fir e Wée dass se déi Létzebuerger Nationalitéit kritt hund.

Richteg ass, mengen ech, och, dass no enger gewëssener Diskussioun gemeinsam décideéiert ginn ass, fir déi aktuell Regele vum Recouvrement vun der Létzebuerger Nationalitéit, deen also besonnesch, mä net némme, fir all déi gëllt, déi e Virfahren hñten, deen op den 1. Januar 1900 d'Létzebuerger Nationalitéit hat, wou déi also konnten dann dat geltend maachen, fir da selwer erëm Létzebuerger ze ginn, fir déi Recouvrementsmëiglechkeet (veuillez lire: bâizebehalen), wou mer vlächt iwwer-rascht waren an iwwer-rascht sinn iwwert dee Succès, deen dat plëtzlech hat, besonnesch bei eise bëlschen Noperen, wou Dausende vu Belschen an deene leschte Jore Réckgréff gemaach hund, fir och können déi Létzebuerger Nationalitéit ze kréien, ouni dass do iergend-wellech Sproochekritären an en iergend-wellech Kritär vun engem Lien zu Létzebuerg géife bestoen.

Komescherweis ass dat bei den Debatte vun 2008 guer net kritiséiert ginn, och (veuillez lire: och net) bei de farouché Géigner vu soss iergendwellechen Oplackerungen. Op eemol, wann eppes iwwert den Droit du sang - a wann iwwer dräi oder véier Generatiounen - eriwwer-geet, dann ass et eng gutt Saach. Par contre si mer ganz, ganz kriddeleg, wann et eiseen Noper betréfft, deen niewent eis wunnt an deen net vu Gebuert aus Létzebuerger ass an dee wëllt Létzebuerger ginn. Do si mer amgaang dann oft, iwwerdriwwwe Barrière wëllen opzebauen. Dat ass fir mech e ganz interesante Phenomeen.

Also richteg ass et, ech kommen drop zréck, dass eigentlech déi Bestëmmung, déi eng Dauer hat vun zéng Joer, dass mer et bei deenen zéng Joer Dauer loessen, dass Enn 2018 déi Méiglechkeet vum Recouvrement och dann ausgeschloss gëtt.

Ech hund et gesot: Bei der allgemenger Residenzklausel si mer eis eens, déi op fénnef Joer erofzeseten. D'Optioun gëtt erëm agefouert, wou och dann net méi de Minister als Eischte responsabel ass. En huet natierlech nach eng Kontrollfonction, mä u sech ass et dann d'Gemeng iwwert de Büro vum État civil, vum Officier de l'état civil, deen do eng Responsabilitéit huet ze kucken, ob d'Konditiounen, wéi d'Ge-setz se virschreift, och respektéiert ginn. Dat doten ass also eng ganz licht an einfach Prozedur. Do stinn natierlech och Recours-mëiglechkeiten op, wann do eppes eraus-kennet, eng Décisioun erauskennet, déi dem Antragsteller net geneem ass.

De lus soli, hund ech gesot, gëtt verstärkt hei mat erageholl. An no an no hu mer praktesch eng Gläichberechting an eisem Nationalitéit-terecht vun dem Blutrecht, traditionell, an och dem Buedemrecht, wat doniewent derbäi-kennet. An ech fannen dat eigentlech och ném-



men eng ganz normal Entwécklung, well eis Gesellschaft sech och an engem änleche Senn entwéckelt huet. An hei ass et wichteg, mengen ech, dass d'Gesetz do nozitt an dass d'Gesetz déi Réalitéit vun deem Zesummeliewen hei vu villen Nationalitéiten, vu ville Leit vu verschiddenen Originnen och berücksichtegt an dass do also och d'Wichtegkeet vun deem Zesummeliewen - zesummen opwussen, zesumme schaffen - méi staark betount gëtt als Kritär, fir eng Lëtzebuerger Nationalitéit ze kreïen, wéi eigentlech just eng Bluttsverwandschaft dat ka maachen.

De Kompensatiounssystem bei der Bewäertung vun der Lëtzebuerger Sprooch ass an der Rei. Mir hätten eis och kënnne virstellen, dass een do souwuel beim Verstoe wéi beim Schwätzen op den Niveau A2 gaange wär. Mä ech mengen, déi Léisung, déi hei fonnt ginn ass, déi ka souquer an eenzelne Fäll méi favorabel si wéi déi A2-Léisung, déi iwwregens och den Här Wiseler a senger Proposition de loi virgesin hat.

Wat mer och positiv fannen, dat ass de Bürgerkundecours, dat heesch «Vivre ensemble au Luxembourg», wou d'Stonnenuel eworkesat gëtt, wou mer elo bei 24 Stonne sinn, mat Modullen, déi awer obligatoresch sinn. Och dat, mengen ech, ass eng gutt Saach, dass een do och derfir suergt, dass e gewëssenen Know-how do ass dorriwer, wéi Lëtzebuerger fonctionnéiert. An ech mengen, dat ass och esou eppes, dat kéint ville Leit guttdoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioune ass zefriden, dass et mögglech war, de grousszügegen an de fortschrëttele Charakter vun déser Reform, sou wéi e vun der Regierung a vun der Koalioun ugeduecht ginn ass, och no Concertatioun mat der Oppositioun bis zum Schluss, bis op haut bâizebehalen.

Mir begréissen och ausdrécklech - et geet e bëssen énner -, dass mer déi dräi Konventiounen, déi zum Zil hunn, fir d'Fäll vu Statelo-seekte anzedammen, och endlech, géif ech soen, ratifizéieren, well wann Der kuckt, aus wat fir Joren dass déi Konventiounen kommen, da gesitt Der, dass mer do eigentlech hei zu Lëtzebuerger net onbedéngt en Excès de zèle gemaach hunn, fir déi dote Konventiounen hei formal och an dat nationaalt Recht ze iwwer-huelen. Et ass eng gutt Saach.

Ech soen awer och ganz kloer, dass mer eis gewënscht hätten als LSAP, op deem engen oder anere Punkt nach e Stéckche méi wäit ze goen, wéi schlussendlech zréckbehale ginn ass. Mir si jo awer och hei an enger Kompromissfin-dung eigentlech dran a mir hätten eis virstelle kënnen, dass een d'Residenzklausel vu fénnef op dräi Joer erofgesat hätt, zumindest an de Fäll vun den Apatridé respektiv vun den uner-kannten Flüchtlingen. Dat war awer net mat alle Parteien esou ze maachen.

Mir hätten eis och kënnne virstellen, dass ee bei deene Leit, déi méi laang wéi 20 Joer hei wunnen, iwwerhaapt ganz op Sproochecoursé verzicht hätt. Elo musse se keen Test maachen, müssen awer nach an d'Sproochecoursé goen. Also, mir hätten eis och virstelle kënnen, dass een den Niveau eenheetlech bei A2 festge-luecht hätt. Mä fir de Rescht, mengen ech, deckt sech dat, wat am Regierungstext steeet, wat e breede Konsensus fénnt, mat eise Virstellungen, wat e modernt Nationalitéiterrecht fir Lëtzebuerger ugeet.

Wichteg ass et an eisen Aen also, dat Ganzt am A ze behalen. A mir si frou, dass also beson-nesch och all déi Virschléi, déi op enger praktischer Erfahrung opbauen, konnten an deen heiten Text matagebonne ginn, wat eigentlech herno och eng reibungslos Applikatioun vun deem heiten Text wäert mögglech maachen.

Fir eis ass et och wichteg, an dat wéll ech betounen, dass elo och vun der Regierungssäit alles énnerholl gëtt, fir derfir ze suergen, deen heiten Text, deen e komplexen Text ass - mat deem mer vläicht bei der éischter Lektür net némnen am Franséischen, mä och, wa mer e géifen op Lëtzebuergeresch esou iwwersetzen, wéi e formuléiert ass, Schwierigkeiten hätten, fir all Detailer ze verstoen -, an enger einfacher Form ze kommunizéieren, an enger einfacher Form derfir ze suergen, dass déi Bedéngungen, déi Prozeduren, fir Lëtzebuerger ze ginn, dass jiddwereen, deen Interesse un därt Matière huet, dat do kann novollzéien an och verstoen, wat déi wesentlech Elementer ugeet.

Dat ass, mengen ech, eng Erousforderung un d'Regierung, un d'Politik, un d'Verwaltung, derfir ze suergen, dass also déi heiten nei Regele, well et sinn zum Deel nei Regele par rapport zu deem, wat mer haut zénter 2008 ken-nen, dass déi och bekannt gemaach ginn, fir dass eigentlech déi Opportunitéiten, déi deen heiten Text gëtt, och zousätzlech Opportunitéiten, déi deen heiten Text gëtt, fir Lëtzebuerger ze ginn, dass eng méiglechst grouss Zuel do-vunner och ka Gebrauch maachen. Doréms geet et eis.

Duerfir wäerte mer deen heiten Text, Här Pre-sident, selbstverständlech als LSAP-Fraktioune och stëmmen, wéi mer eben dat Ratifi-katiounsgesetz vun deene Konventiounen och wäerte stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bodry. An d'Wuert huet elo d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (dél gréng).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst et bestëmmt: Dat éischt Laby-rinth vun der Weltgeschicht ass op Kreta vum Baumeschter Dädalus gebaut ginn a war ge-duecht, fir de wëlle Menschesteier Minotaurus ewechzespären. Zu de leschte Labyrinthen vun der Weltgeschicht gehéieren d'Nationalitéitsge-setzer, déi vun de Gesetzgeber gebaut gi sinn an iwwerall anescht ausgesinn. Dës Labyrinthen si fir déi Ausländer gebaut ginn, déi d'Na-tionalitéit vun deem Land wëllen unhuelen, an deem se gäre liewen. Si bestinn net aus Maueren oder Hecken, mä aus Paragrafen, an deene vill Leit sech gäre verieren.

Léif Kolleginnen a Kollegen, och zu Lëtzebuerg war den Zougang zu der Nationalitéit nach émmer eng Zort Labyrinth, eng komplex Prozedur, déi regelméissig geänner huet, mat émmer neie Virschreften an émmer neie Rege-llen. Dat huet d'Verschiednis vun deene Gesetzer natierlech net vereinfacht. Eleng am 20. Jor-honnert - et ass scho gesot ginn - ass eist Na-tionalitéitsgesetz fénnef mol an der Chamber modifiziéert ginn. Am 21. Jorhonnert, wat jo nach net al ass, sti mer haut scho bei der dréttter Reform vum Gesetz. Mir hoffen a mir sinn och zouversichtlech, dass mam Projet de loi vun haut e Gesetz geschafe gëtt, wat méi laang Bestand wäert hunn an eng zolidd Basis schaft fir d'Zukunft.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Déi vill Modifikatiounen vum Gesetz liwweren awer och de Beweis, datt d'Notioune vun der Nationalitéit net stabell ass, an déi vun hirer Uneegnung och net. An der Debatt vun 2008 huet déi fréier Députéiert Renée Wagener vun deene Gréng sech souquer gefrot, ob mir net gläich nach just en europäische Pass wäerten hunn, mat op der Récksäit dem Hiweis, datt mer och Lëtzebuerger sinn.

► **Une voix.** - Dat ass ni geschitt.

► **Mme Josée Lorsché (dél gréng).** - An et ass bis elo nach ni geschitt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat geschitt och net esou séier.

► **Mme Josée Lorsché (dél gréng).** - Am his-toreschen Deel vun hirem Rapport huet d'Kolleegin Viviane Loschetter déi ganz Evolutioun vun eisem Nationalitéitsgesetz an de leschte Joren, mä och an de leschte Jorhonnerten a Jor-zéngte ganz gutt beschriwwen. An ech géif jiddwerengem recommandéieren, dee Rapport ze lesen. Unhand vum Denis Scuto sengen interessaante Recherché liwwert dee Rapport näamlech de Beweis, datt d'Reform vum Na-tionalitéitsgesetz émmer e wichtige Moment an der Geschicht vun eisem Land a vun eiser Gesellschaft war.

Et ass dee Moment, wou de Gesetzgeber op d'wirtschaftlech a sozial, mä och op d'diploma-tesch an demografesch Entwécklunge reagéiert a sech un der politescher Ideologie orientéiert, déi zu deem Moment virherrscht, och wann d'Gesellschaft net émmer voll derhannert steeet.

Et ass awer och dee Moment, wou gären Interessekonflikter an ideologesch Kämpf ausgedroe ginn a wou Thermefelder an d'Spill kom-men, déi eigentlech iwwert de renge Begréfft vun der Nationalitéit erausginn an awer am selwechten Otemzuch diskutéiert ginn. Ech denken u Begréffer wéi Integratioun, Assimila-tioun, national Identitéit, kulturell Identitéit, sozial Kohäsion an natierlech och un d'Roll vun der Lëtzebuerger Sprooch als eent vun den zentralen Elementer vun den Diskussiounen. Dëst émmer um Hannergondr vun der staarker Immigratioun, déi eist Land jo schonn zanter der Métt vum 19. Jorhonnert staark charakteriséiert, mat staarke Fluktuationen awer och jee no wirtschaftlecher Situatioun an eisem Land, mä och an der Heemecht vun den Immigranten.

Och wann déi limitéiert Aarbeitsverträg den éischten Immigranten, virun allem deenen aus Italien, keng Garantie geliiwwert hunn, datt se kéint heibleiben, esou ass d'Zuel vun den Ausländer an eisem Land awer permanent geweess: vun 3% am Joer 1871 op 15% am Joer 1900, op 37% am Joer 2001, bis op deen haitegen Taux vun iwwer 46%. Woubäi ech net derlaantschkommen, dem Max Frisch säi schéine Saz aus dem Joer 1965 ze zitéieren, wou hie gesot huet: „Wir riefen Arbeitskräfte, und es kamen Menschen“, e Saz, dee fir

Däitschland geduecht war a sech op déi türkesch Awanderung bezunn huet, mä deen net manner fir Lëtzebuerger zielt.

D'Mënschen, Dir Dammen an Dir Hären, déi op Lëtzebuerger koumen, fir ze schaffen, hu sech wuel bei eis gefillt, hunn hir Platz an eisem Land fonnt an haten et verdéngt, wierdeg vum Stat behandelt ze ginn. Énner anerem dodurch, datt se d'Recht kritt hunn, Lëtzebuerger ze ginn.

Déi verschidden Nationalitéitsgesetzer, déi am Laf vun der Zäit geschafe gi sinn, hunn dést Zil och zum Deel erreicht an hunn effektiv derzou gefouert, datt eng Rei Ausländer Lëtzebuerger gi sinn. Eppes hunn eis Gesetzer awer net fäerde-gbruecht: Vill ze vill laang hu se et net fäerde-gbruecht, den Zougang zu der Nationalitéit esou ze gestalten, datt eng grouss Majoritéit an net just eng kleng Minoritéit dovu konnt oder wollt profitéieren. Eréischt mam Gesetz vun 2008, wat jo den 1. Januar 2009 a Krafft getrueden ass, ass déi duebel Nationalitéit age-fouert ginn, woumat Lëtzebuerger bewisen huet, datt et seng Integratiounsefforte wëllt verstärken, fir d'Zuel vun den Abiergerunge massiv ze erhéijen.

Op den éischt Bléck war d'Resultat vun deem Gesetz och bermierkenswäert. D'Abiergerunge si massiv geklommen, an zwar vun 1.200 am Joer 2008, dat war mam Gesetz vu virdrun, op eng järlech Moyenne vun iwwer 4.300 Abiergerungen an de Joren duerno. Den Alex Bodry huet vu 5.000 geschwat. Ech denken, d'Moyenne läit iergendwou an der Métt.

An awer och huet dést Gesetz vun 2008 nach émmer keng zefridestellend Antwort ge-liiwert op déi fundamental Fro, wéi mir d'Zesummeleien an eisem Land méi demokra-tesch kënnen organisiéieren. Dëi iwwer 4.300 Abiergerungen am Joer, déi nom Akraaftrie vum Gesetz vun 2008 ze verzeechne waren, si wierklech héich, mä si stinn net a Relatioun zu der reeller Zuel vun den Ausländer, déi zwar an eisem Land liewen, mä vun der politescher Par-ticipatioun ausgeschloss sinn. Et ass scho gesot ginn, mä et kann een et net oft genuch widderhuelen: D'Realitéit vun eisem Land ass déi, datt 53,5% vun den Awunner d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn; 46,7% hu se net, trotz dem Gesetz vun der duebeler Nationalitéit.

Am Joer 2004 waren 62,5% vun den Awunner wahlberechtegt. Eelef Joer duerno, am Joer 2015, waren et der nach just 54,9. Dat heesch, datt iwwer 45% vun de Leit, déi zu Lëtzebuerger wunnen, hir politesch Vertrieder net wielen, mat steigender Tendenz.

Derbäi kënnt, datt vun deenen, déi net Lëtzebuerger sinn, der eng ganz Rei derbäi sinn, déi zu Lëtzebuerger gebuer sinn, vu Gebuert oder vu Klengem un an eisem Land liewen eben, eis kulturell Identitéit deelen, um gesellschaftleche Liewen deelhuelen, zu Lëtzebuerger an d'Schoul gaange sinn oder zu Lëtzebuerger schaffen, déi Lëtzebuerger souzesoen am Häertz droen. Mä si hunn de Pass vun hiren Elteren.

Net ze vergiessen, datt sech all Joer 11.000 bis 12.000 zousätzlech Leit an eisem Land nidder-loessen, och mat steigender Tendenz, ganz einfach well eis Wirtschaft méi Perspektive bitt wéi déi vun hirem Heemechtsland. Derbäi kommen awer och nei Eausfuerderungen. Déi eng si scho bekannt: Si hu mat der Asylpolitik ze dinn, déi iwwer 2.000 Asylbewerber am Joer an eisem Land bréngt.

Eng aner Eausfuerderung, déi nach net ge-nannt ginn ass, déi awer doudsécher op eis zoukéint, ass de Phenomeen vun den Émwelt-a Klimaflüchtlingen. Dat si Mënschen, déi hir Heemecht musse verlosse wéinst den nefasten Auswirkunge vum Klimawandel an hire Re-gionen. Et léiss sech an deene Regionen ganz einfach net méi liewen. Dëi international Organi-satioun vun der Immigratioun geet dervun aus, datt d'Zuel vun deene Flüchtlinge bis zum Joer 2050 weltwàit bei 200 Milliounen Mënsche wäert leien.

All dës Facteure féieren derzou, datt d'Migratioun an Zukunft nach zouhèlt an datt mir eis müssen dermat auserneeseten, wat dat fir eis Demokratie wäert bedeuten. Wann een den Zuele vum Statec gleewe kann, dann erreicht Lëtzebuerger spéitstens an de Joren 2020-2030 de Punkt, wou méi Ausländer an eisem Land liewe wéi Lëtzebuerger, a spéitstens da wäert eng Minoritéit iwwer eng Majoritéit an eisem Land décidéieren, wann náisch geschitt. Dat ass schonn exceptionnel par rapport zu anere Länner, wou déi auslännesch Bevölkerung net iwwer 10% bis 20% erauskönnent.

E Wuert och zu der Aarbeitswelt, déi och net onrelevant ass, eng aner Zuel, fir déi ganz aus-sergewénlech Realitéit vun eisem Land ze ännersträichen: Dräi Véierels vun de Leit, déi zu Lëtzebuerger a Positiounen mat Verantwortung sinn, hu kee Lëtzebuerger Pass. A ville Beräicher gi Spezialisten aus dem Ausland rekrutéiert, eng Zort Kosmopolitten, déi iwwer laang Joren

hei wunnen a sech hei aliewen. Dat huet an der Haaptsaach mat hirer Qualifikatioun ze dinn, déi mir zu Lëtzebuerger net an ausräichen-dem Mooss fannen. De Problem ass bekannt.

Derbäi kënnt awer och, datt déi meesch Aarbeitsplazen, déi zu Lëtzebuerger geschafe ginn, vu Leit geschafe ginn, déi kee Lëtzebuerger Pass hunn. Ronn 75%, also zwee Drëttel, vun de Créateurs d'entreprise, dat heesch vun deene Leit, déi sech selbstst  nneg maachen an Aarbeitsplätze schafen, hu kee Lëtzebuerger Pass, droen awer derzou b  i, an dat net ze knapps, datt eise Sozialsystem iwwerlieft. Dat ass déi ganz Lëtzebuerger Realitéit an Zuelen ausgedreickt.

Léif Kolleginnen a Kollegen, déser Realitéit kucke mir mat désem Projet de loi an d'Aen a schafen e Gesetz, wat den Zougang zu der Nationalitéit vereinfacht respektiv a gewëssene Fäll souquer automatiséiert, St  chwuer: „droit du sol de la première g  ration“, wat erlaabt, datt een op Wunsch mat zwielef Joer oder automatesch mat 18 Joer Lëtzebuerger g  tt, wann ee f  nnet Joer zu Lëtzebuerger gelieft huet.

Dob  i ass eppes eis ganz wichteg, an dat w  ll ech och elo betounen: D  s Vereinfachung vun de Bestëmmungen ass net geduecht, fir den Ausländer eng Faveur oder e Kadro ze maachen, well se vill fir eist Land gelescht hunn. Si ass geduecht, fir méi demokratesch Zoust  nn an eisem Land ze schafen. Schonn zanter 2004 g  tt an eisem Land vun Demokratiedefizit geschwat a vun der Suerg, dat eist Land an zwee gedeelt w  ert ginn. Op d  r enger S  t stinn déi, déi wiele ginn a gewielt k  nnne ginn, an op d  r anerer S  t stinn déi, déi zwar hei liewen a schaffen, mä déi keng politesch Rechter hunn.

Mam Projet de loi soll d  se Clivage verh  nert ginn. Aus dem „Examensgesetz“ vun 2008, w  i et deemools genannt ginn ass, maache mir hau en Ouverturesgesetz, e Gesetz vun Op-penheit, vu Solidaritéit a vu Vertrauen. E Ge-setz, wat d'Bunn fr  i mécht fir nei Lëtzebuerger, w  i de Max Lemmer sech de Mueren am „Lëtzebuerger Wort“ ausgedreickt huet. Domat maache mir d'Dier op, fir méi Awunner um poli-tische Liewen deelhuelen ze loessen, natier-lech   nnert der Konditioun, datt déi Awunner, déi Ausländer sinn, déi Dier och w  lle pass  ieren a Lëtzebuerger w  le ginn. D  se Prinzip ass beim Referendum tranchiert ginn an e g  tt och net méi a Fro gestallt, och net vun eis.

H  r President, ech ginn elo net am Detail op all Best  mmung an. D'Virriedner hunn dat scho gemaach, virun allem d'Madamm Loschetter als Rapportrice, m   och de Kolleg Alex Bodry, dee ganz vill Bl  cker op déi juristesches Volete geh  t huet. An duerfir och him e grouss Merci.

Ech w  ilt awer och nach verschidden Ambi-tiounen a Verd  ngschter vun désem Gesetz er-virhiewen, déi eis als Gréng besonnesch wichteg sch  ngten.

D  s éischt grouss Ambitioun vun désem Projet de loi ass déi, méi Gerechtegkeit an de ganze System eranzebr  gen, méi Gerechtegkeit, m   och méi M  nschlechkeet dodurch, datt d'Bio-grafie vun eisem M  nschen, seng Liewens-situatioun a seng individuell Kompetenzen an Zukunft méi respektéiert ginn.

Dir w  s  t, vu wat ech schwätzen. Et geet ém d'Ufuerderungen, déi um Niveau vun der Lëtzebuerger Sprooch un d'Bewerber gestall



der franséischer an der däitscher Sprooch, déi zu den offizielle Sprooche vum Land gehéieren a ganz fréi an eise Schoulen enseigniert ginn. Derbäi kommen nieft deem émmer méi verbreeter Englesch vill aner Sproochen, déi an eisem Land geschwatt ginn an eis Gesellschaft zu enger multikultureller, oppener an toleranter Gesellschaft maachen, op déi mer kënnen houfreg sinn. Och dee Volet huet eng laang Tradition zu Lëtzeburg a soll an der Diskussion iwwert d'Sprooch an iwwert d'Ufuerderungen un d'Sprooch net vergiess ginn.

Natierlech, et kann een émmer verlaangen, datt eng Persoun, déi Lëtzebuerger wëllt ginn, och Lëtzebuergesch schwätzt muss. Dat ass guer net schwéier. Männer einfach ass et awer, sech ém déi aner ze bekérmeren, ém all déi Leit, déi net Lëtzebuerger kenne ginn, well se déi festgeluechte Sproochhürd aus deem engen oder aus deem anere Grond net können iwwerwannen. Net all Auslännner, deen zu Lëtzeburg wunnt oder heihi wunne wëllt kommen, entsprécht der stereotyper Virstellung, d'Léiere vun eiser Sprooch wier just eng Saach vu Fläiss oder vu guddem Wëllen.

Doudsécher ginn et vill Leit, op déi dee Klischee zoutréfft, mä dee Klischee blént och villes aus. Erfahrungsgeméiss ginn et och Leit, déi eis Sprooch gäre geífe léieren, mä et aus deem engen oder anere Grond net färdegréngent, émsou méi wann dës Sprooch a puncto Grammaire, Opbau a Betounung wäit vun hirer Mammesprooch ewech läit, an émsou méi wann déi Leit sech an engem Aarbeitsémfeld bewegen, wou se de ganzen Dag kee Wuert Lëtzebuergesch héieren an am Alldag kaum d'Geleeënheet kréien, e puer Wieder Lëtzebuergesch mat anere Leit ze schwätzen, ausser et siest mat sech selwer, wat keng aner Leit sinn.

Esou Leit hunn ech kennegeléiert, wéi ech selwer Lëtzebuergeschcourse ginn hunn. Dat ware Leit, déi am Santéwiese geschafft hunn. An ech konnt erliewen, wéi schwéier et fir déi eng war a wéi einfach fir déi aner, déi Sprooch ze léieren. Um gudde Wëllen huet et ni gefeelt.

Dowéinst si mer frou, datt d'Exigenzen am Sproochberäich zréckgeschrafft ginn an datt Kompensatiounsmoossnann agefouert ginn. Dobäi stellt sech eng weider Fro, déi eis als Gréng ganz wichtig ass: Wéi gesäit et aus mat deene Persounen, déi e kierperlechen oder e geeschtlechen Defizit hunn, oder ganz einfach mat deene Leit, déi ni liesen a schreiwe geléiert hunn? Den Taux vun den Analphabeten ass an eisem Land méi grouss, wéi déi meeschte vun eis mengen.

Solle mir déi Leit wéinst hirem Defizit vun der Nationalitéit ausschléissen, just well se net capabel sinn, eis Sprooch ze léieren? Ganz sécher net. Aus all deene Grénn ass et fir eis net némme elitär, mä och diskriminatoresch, d'Thema vun der Integratioun eenzeg an eleng un héich Sproochkenntnisser ze bannen an all aner Méiglechkeeten an der Fro vun der Integratioun auszublenden.

Dëse Projet de loi, an doriwwer si mer frou, dréit deem Rechnung a geet mat de sproochlechen Exigenzen méi mënschlech ém wéi d'Gesetz vun 2008. Mam Aménagement raisonnable a mat deenen eenzelne Kompensatiounsmechanismen, déi ech scho genannt hunn, gëtt endlech eng legal Basis geschaffen, fir Leit mat ganz verschidde Besoinen a ganz verschidde Biografien och verschidde Aarteig kënnen ze behandelen a se net all iwwer ee Leeschte ze zéien.

Mir sinn iwwerzeugt, datt an dësem System jiddweree seng Plaz wäert fannen, dee seng Plaz dora sicht. Um Institut national des langues ass et natierlech dann och, Erfahrungen ze sammelen an d'Notioun vum Aménagement raisonnable effikass an d'Praxis émzeseten an ze begleeden.

Ech kommen zu engem zweete Volet an zu enger zweeter grousser Ambitioun vun dësem Gesetz, déi an der Stäerkung, mä och am Schutz vun der sozialer Kohäsion an eisem Land läit. Dee Problem ass an der Debatt vun 2008 vun enger ganzer Rei vun Députéierten opgeworf ginn, a mat Recht. Wann d'Halschent vun enger Gesellschaft vu fundamentale politesche Rechter a Flichten ausgeschloss ass, ass d'Gefor ganz grouss, datt déi Gesellschaft fréier oder spéider an zwee Stécker zerbrécht.

Éischtens begréisse mir dowéinst, datt dése Projet de loi d'Ambitioun huet, d'Leit, déi an eisem Land lieven, méi no beieneen ze bréngen, an zweetens, datt de Cours «Vivre ensemble» erweidert gëtt. Dat stellt déi Leit virun hir Verantwortung. Et ass awer och eng wichteg Offer. D'Integratioun an d'Kohäsion sinn näämlech keen eesäitegen, mä en zweesäitege Prozess, dee vu béide Säite muss ausgoen.

Et ass eng duebel Exigenz, net némme d'Auslännner virun hir Verantwortung ze stellen, mä och eis selwer. Wéi gi mir mat hinnen ém a wéi eng Offer schafe mer? Well némme zesumme mat eisen auslännesesche Matbierger bréngent et färdeg, déi gesellschaftlech an demokratesch Wärter an eisem Land ze stärken an ze verhënneren, datt geféierlech Tendenze sech an eisem Land breetmaachen.

Ech verweise op verschidden Artikelen, déi elo an der Press ze liese waren, wou ee scho mierkt, datt et trotzdem net esou evident ass. Déi Haasstraden op Facebook ginn ze denken; Tendenzen, déi den italieneschen Historiker an Auteur Enzo Traverso als postfaschistesch bezeichnet, well se drop aus sinn, Begréffer wéi Nationalismus, Friemenhaass, Rassismus a Protektionismus an e ganz demokratesche Kader ze setzen an och mat demokratesche Wiederer ze beleéen an op déi Manéier nei opliewen ze loessen. Wat dat heescht, gesi mer momenan an den USA, mä och a Frankräich.

Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Geschicht huet eis geléiert, datt Lëtzeburg esou Tendenzen net néideg huet. A mir si frou, datt se sech zu Lëtzeburg trotz verschidde schlechten, haassgefélten Aussoen nach a Grenzen halen. Émsou méi frou si mir, datt dëse Projet de loi net némme vun de Majoritétparteien heibanne gedroe gëtt, mä och vun der CSV a vun déi Lénk, dat Ganzt als Resultat vun engem fruchtbaren Zesummeschaffen.

Dat Ganzt ass e Konsens, mat deem mir gutt kënnen liewen, och wa mer vläicht nach gär verschidde Wéisch realiséiert gesinn hätten. Dat ass e wichteg Symbol vun Zesummenarbeit an der Fro vun der Integratioun an et ass e wichteg Zeeche vu Solidaritéit mat all Netlëtzebuerger, deen an eisem Land lieft a Lëtzebuerger wëllt ginn.

Natierlech, elo kënnst déi zweet Phas, déi nächst Phas, déi vun der Emsetzung, därt ech ganz vill Erfolleg wënschen, an der Hoffnung, datt eist Land méi demokratesch gëtt.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktiouen net némme zum Nationalitéitegesetz, mä och zum Gesetz vun der Apatriedie. E Gesetz, wat manner Leit betréfft, mä vu grousser Wichtegkeet ass, well et derzou féiere kann, datt kee Mënsch méi statelos wäert sinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Lorsché. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Mir alleguerte freeén eis oder feieren, wann e Lëtzebuerger Artist oder e Wissenschaftler en internationale renomméierte Präis gewënnt, wann e Lëtzebuerger Sportler dobaussen an der Welt eng Victoire feiert oder wann eng vun eisen Nationaléquippen en internationale Match gewënnt. Mir sinn houfreg, wann an der grousser Welt iwwer eist klenkt Lëtzeburg geschwatt gëtt, iwwer eis Leit, iwwer eis Kultur, eis Produiten, déi eis vun deenen aneren differenzierent.

Dat ass kee spezifesch lëtzebuergesche Reflex, well iwwerall op der Welt si Mënschen houfreg op hir Nationalitéit, op hiert Land, well d'Nationalitéit, dat ass eppes, wat matenee verbënnt, a seet och eppes Wichteges iwwer een aus. Et ass e Stéck vun engem sengen eegene Wuerzelen. Et ass och e Stéck an enger Biografie vun engem Mënsch.

Bon, mir sinn houfreg op eis Nationalitéit, wéi alleguerten déi aner an deenen anere Länner och. Mir sinn houfreg op Lëtzeburg, well et eis Heemecht ass, well mer eis hei iergendwéi wuelfillen. Mir hunn hei eis Famill, eis Frénn, well mer hei schaffen a liewan.

Madamm Presidentin, wann een iwwer Nationalitéit schwätz, schwätz een d'Gefiller mat un. A mat deene kann een och spiller, am Gudde wéi am Schlechten. Duerfir ass dat Thema och e sensibelt Thema fir d'Politik an duerfir begréissen ech et, datt mer et färdegréucht hu bei eisen Diskussionen an Aarbechte fir en neit Nationalitéitegesetz, e ganz grousse Konsens ze fannen, wou d'Koalitionspariente zesumme mat der CSV an och mat deene Lénken en Text geschriwwen hunn, fir eis Dispositiounen, eist Nationalitéitegesetz ze moderniséieren an och un d'Realitéit vun haut unzepassen.

Esou eng Ännierung vun engem Nationalitéitegesetz situéiert sech natierlech émmer och an engem historesche Kontext respektiv an engem aktuelle Kontext.

Wat ass deen? Bon, de Moment hu mer eng Situation, wou déi meeschte vun eisen Awunner am Land nach zu Lëtzeburg gebuer sinn an och lëtzebuergesch Elteren hunn. Mir hunn

also eng Situation, wou am Moment och nach eng Majoritéit vun den Awunner déi d'lëtzebuergesch Nationalitéit huet. Wa mer awer d'Entwicklung vun der Demografie hei am Land an deene leschter zéng Joer, jo, an deene leschte fénnef Joer kucken, gesi mer, datt awer métterweil do eng ganz staark Tendenz amgaang ass. Métterweil hu mer scho wäit iwwer 40% vun de Leit, déi zu Lëtzeburg wunnen, déi net d'Lëtzebuerger Nationalitéit besézten.

Firwat wunnen déi Leit hei? Ben, och si schaffen a liewan hei. Si hunn och Famill a Frénn hei zu Lëtzeburg. Si fille sech wahrscheinlech och wuel hei zu Lëtzeburg. A fir déi meesch vun deenen ass Lëtzeburg och zur Heemecht ginn. An och si feiere mat, wann eis Equippen iergendwou am Ausland gewonnen.

Bon, eng ganz Partie énnner hinnen hunn och ni eng aner Heemecht kannt. Si sinn hei gebuer, si sinn hei an d'Schoul gaangen a si sinn ebe just net Lëtzebuerger, well hir Elteren eng aner Nationalitéit hunn. An ech mengen, dat ass énnner anerem e wichtige Punkt an deem neie Gesetz, dat mer elo kreien, datt et erlaabt, Lëtzebuerger ze ginn, och ouni Lëtzebuerger Elteren ze hunn. An ech mengen, do hu mer jo dann hei an dësem Gesetz eng ganz Rei Dispositiounen énnner anerem och, fir den Droit du sol an eisem neie Gesetz, iwwert dat mer haut diskutéieren, ze stärken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Madamm Presidentin, an engem Land, wou bal d'Halschent vun der Population aus sougenannten Auslännner besteet, huet ee keng aner Wiel, wéi op d'Integratioun ze setzen, nach vill méi wéi dat an anere Länner de Fall ass. Duerfir musse mer och all Efforte machen, fir e cohärenz a geachte System ze schafen, deen déi Leit encadréiert, déi Lëtzeburg als nei Heemecht gewielt hunn, fir hinnen ze hëllefen, sech dann och hei ze intégréieren.

Mir kennen och alleguerten déi Felder, wou een den Hiewel muss usetzen, fir datt eng beschtméiglech Integratioun méiglech gemaach gëtt: Dat ass an der Schoul, dat ass op der Aarbecht, dat ass an de Veräinner, dat sinn all déi Initiativen, fir eis Sprooch ze léieren, an nach villes méi. An den Zugang zur Lëtzebuerger Nationalitéit ass och némme een -een! - Element, awer net en exklusiiv Element vun dëser Integratioun.

Duerfir si mer eis och eens, datt een eréisch Lëtzebuerger ka ginn, wann een eng Rei Efforte gemaach huet an och Preuvé liwwert, datt ee sech hei zu Lëtzeburg agelieft huet an datt ee sech och hei zu Lëtzeburg intégréiert huet. An duerfir gesäit ee jo och: Mat dësem Nationalitéitegesetz gëtt de Pass net bradéiert. D'Identifikatioun an d'Integratioun bleiwen och an Zukunft wichteg Viraussetzungen hei an dësem Gesetz, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit kennen unzuhuelen.

Bon, ech wäert elo net all déi eenzel Mesuren illustréieren. Ech wëll och soen, d'Rapportrice huet dat jo in extenso gemaach. Ech wëll hir och hei Merci soen a se félicitière fir hiren ausfierleche souwuel schrëftleche wéi mënschleche Schwätz..., wéi mëndleche Bericht.

► **Hilarité**

Derhannert stécht natierlech och émmer e Mënsch.

Ech ginn also net op all déi eenzel Dispositiounen an. Ech wäert der awer e puer, an eisen Ae wichteger kommentéieren. Déi éischte wichteg Mesure ass manner eng Ännierung, mä ech géif soen, éischter eng Réckbesénnung op d'Legislation, wéi mer se scho virun 2008 hei am Land kannt haten. An Zukunft also mat deem neie Gesetz soll d'Naturalisation erëm no fénnef Joer an net wéi de Moment no siwe Joer méiglech sinn. Mir begréissen dat ausdrécklech. Mir kommen also op d'Regulation zréck, wéi se an dësem Haus och schonn 2001 votéiert gouf, deemoos énnert dem deemolege Justizminister Luc Frieden. An deemoos war de Rapporteur, ech hat dat nogekuckt, och de Laurent Mosar, dee jo och nach haut Member vun eiser Chamber ass.

Deemoos war jiddweree der Meenung, datt d'Erfolsetze vun zéng op fénnef Joer eng vernünfte Léisung wier. A wann een dann d'Riede vun deemoos noliese geet, da fénnt een och lauter gutt Ursachen, Argumenter, firwat d'Residenzdauer deemoos op fénnef Joer eroft gesat ass. Ech widderhuelen déi Argumenter net nach eng Kéier alleguerten, mä duerfir war et eigentlech och - dat kann een och noliesen, déi Argumenter -, duerfir war et net esou verständlech oder net esou einfach novollzéibar, firwat mer et 2008 op siwe Joer eropgesat hatten.

Mä bon, egal wéi, ech oder mir si frou, datt mer haut e breede politesche Konsens an dësem Haus fonnt hunn, datt mer erëm op d'Si-

tuation vun 2001, also fénnef Joer Residenzdauer, zréckkommen. A mat fénnef Joer Residenzdauer als Kritär wäerte mir net zu deene strengsten, och net zu deene largesten oder am mannte strenge Länner gehéieren an Europa, mä mir gehéieren do am internationale Verglach zu engem gudden Mëttelfeld.

Wat fir vill Leit, virun allem bei deene Jonken, awer och wichteg ass - dat ass en zweete Punkt, dee mer begréissen -, dat ass de Fait, datt an Zukunft d'Durée de résidence kann énnnerbrach ginn, generell. Mam 2008er Gesetz huet dat heiansdo zu komesche Situatione gefouert.

Fir lech dat némme un engem Beispill ze weisen, een Zenario ze nennen: D'Kand vun engen auslännesch Koppel, deenen hient Kand zu Lëtzeburg gebuer war, wat säi ganze Parcours scolaire hei zu Lëtzeburg gemaach hat, dat perfekt Lëtzebuergesch geschwatt huet, ni eng aner Heemecht wéi Lëtzeburg kannt huet, war fir e puer Méint, een, zwee Joer vläicht, net zu Lëtzeburg, am Ausland ugemellt, zum Beispill wann d'Elteren aus beruffleche Grénn een, zwee Joer am Ausland waren.

A stellt lech elo vir, wat da geschitt énnert deem ale Gesetz, wann dann d'Kand zum Beispill 15 Joer huet an da geet d'Famill een, zwee Joer an d'Ausland an et kënn mat 17 Joer zréck. No dår aktueller Legislatioun, déi nach de Moment a Krafft ass, krüt dat Kand mat 18 Joer net direkt d'Méiglechkeet fir den Accès zur Lëtzebuerger Nationalitéit, obwuel et ebe 16, 17 Joer hannereneen hei gewunnt hat, hei an d'Schoul gaangen ass a perfekt intégréiert war. Dat Kand huet da musse bis zum 25. Geburtsdag oder Liewensjoer waarden, fir dann iwwerhaupt kënnne seng Demande ze maachen.

Dat ware wierklech Situationen, därt et der vläicht net Honnerten an Honnerte gi sinn, mä därt Situatione sinn et der eng Rei ginn. An dat war wierklech onglécklech. An ech mengen, dat deem neie Projet de loi können esou Jonker eigentlech elo dann eventuell direkt respektiv, wa se awer och emol eng Zäit am Ausland waren - ausser deem leschte Joer virun 18 Joer -, direkt mat 18 Joer hei hir Nationalitéit ufoeren.

Ech mengen, eng zweet wichteg Ännierung, déi mer och kënnen droe bei der Naturalisation, ass déi vum Sproochkritär, wat jo och vill am Virfeld diskutéiert ginn ass. An ech mengen, dat ass eppes, wat een hei feststellt - et sinn der jo och, déi dat vläicht au départ nach wollten e bësse méi oplabberen a vläicht an eng aner Richtung goen -, mä et stellt een einfache fest, datt bei dësem Projet de loi d'Lëtzebuerger Sprooch an d'Ufuerderung un eis Sprooch net bradéiert ginn.

Et bleibt eigentlech praktesch alles beim ALEN, wat de gefuererten Niveau bei der Lëtzebuerger Sprooch ubelaingt, also en A2 beim Schwätz, e B1 beim Verstoen. Ech mengen, et ergétt och Senn, datt een dat esou léist. Et ass jo eng Erkenntnis, datt d'Schwätz vun engen Sprooch méi schwéier ass wéi einfach némme d'Nolauschteren, et verstoen. D'Verstoé kennt virum Schwätz. An duerfir ass et jo och kloer, datt den Akzent um Schwätz ass, datt een do also muss eng Genügend hinn an der Expression orale.

Nei ass, datt een eng Kompensatiounsméiglechkeet huet zwëschen dem Schwätz an dem Verstoen. Et ass awer och esou geregt, datt dat och wierklech vun der Saach hier e Senn ergétt, well den Niveau vum Verstoen bei B1 läit. Dat ass also méi en héijen Niveau. Et muss een also, ech soen emol, an engen Spart méi en héijen Niveau hinn, fir da mat deem méi héijen Niveau kënnen déi aner vläicht kleng Schwätz ze kompenséieren. Et ka jo awer och eventuell emol sinn, wann een an esou engem Examen ass, datt een emol e bëssem opgereeget ass an esou weider, an datt dat also dann hei och méiglech ass.

Also, déi Sproochregelung, déi bradéiert net d'Ufuerderung un eis Sprooch. A mir können domadder, esou wéi se elo am Gesetz geschriwwen ass, ganz gutt lieuen. Mir können déi och esou droen.

Mir sinn eis och bewosst, datt natierlech net jiddweree déi nämlech Capacités, déi nämlech Liichtegkeiten huet, fir eng Sprooch ze léieren. Dat huet verschidden Ursachen. Ech mengen, déi eng sinn



# SÉANCE 24

JEUDI, 9 FÉVRIER 2017

d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren. Dat ass einfach, wann een zum Beispill voll am Beruffsliewe steet, den Zäitopwand. Et huet ee Famill doheem an et ass also dann net esou evident, fir sech nach owes dohinnerzesetzen an a Sproochecourseen ze goen.

An do muss een einfach och hei oppassen, datt een do net Ongerechtegkete schaft, datt een net eleng exklusiv némmen d'Lëtzebuerger Sprooch iwwer Owescourse soll ubidden. Ech mengen, de Bauarbechter, dat ass émmer dat klassesch Beispill, deen de ganzen Dag um Chantier schafft, owes midd heemkéint, fir deen ass et natierlech net evident, datt en dann nach duerno do mat vill Motivatioun an Owescoursé geet.

An ech mengen, duerfir ass et och wichteg, duerfir si mir fundamental dervun iwwerzeeg, datt d'Férdere vun der lëtzeburgescher Sprooch sech net némmen op Owescourses oder och eventuell nach Coursesn op der Aarbecht beschränkt. Ech mengen, d'Férdere vun der lëtzeburgescher Sprooch dierf een och net némmen eleng am Kontext vum Ufroe vun der Nationalitéit gesinn. D'Lëtzebuerger Sprooch, dat ass eis Integratiounssprooch Nummer 1. Wann een also hei am Land lieft a schafft, ass et wichteg, datt een d'Lëtzebuerger Sprooch férder, fir datt och jiddweree motivéiert ass, se ze léieren, ob ee Lëtzebuerger wéllt ginn oder net.

An ech mengen, d'Regierung huet jo och eng ganz Partie Mesuren ugekénnegt respektiv schoonn an d'Wee geleet, déi de Stellewäert vum Lëtzeburgesche stärke wäerten. Ech mengen, ee vun deene groussen Impakter wäert natierlech sécherlech déi multilingual Kannerbetreuung sinn. Hei gëtt vill vum Franséische geschwat, obwuel hei eigentlech de Senn awer och nach en aneren ass.

Dat ass, datt eigentlech hei déi Lëtzebuerger Sprooch am Fokus, am Mëttelpunkt soll stoën, well bis elo gëtt et awer eng ganz Rei privat Crèchen, wou just Franséisch geschwat gëtt. Mir fannen dat net gutt, well grad eben am jonken Alter d'Kanner op sinn, fir Sproochen ze léieren, andeems se dat am Alldag héieren, schwätzen, sangen an esou weider. An ab der nächster Rentrée ass dat also e wichteg Element, datt némmen nach Crèchë staatlech énnerstétz ginn, wou och eng lëtzeburgesch Kannerbetreuung ugebuede gëtt.

Ech mengen, och an anere Sparte vun der Schoul wäert deemnächst Neies ugebuede ginn. D'Lycéeë wäerten Optiounscoursesn ubidens. Dat gëllt och fir privat Schoulen. Ech denken do zum Beispill un d'Europaschoul, un d'École Française. Ech mengen, dann och wat d'Schreiwe vun eiser Sprooch ubelaangt, huet den Éducationsministère virun e puer Wochen d'Campagne „schreien.lu“ lancéiert, déi och e grousse Succès ass.

Mir stinn och als Demokratesch Partei zu der Verankerung vum Lëtzeburgeschen als Sprooch vun eisem Land an eiser neier Verfassung. An d'DP begréisst och d'Initiativ vun der Regierung, d'Lëtzebuerger Sprooch op EU-Niveau unzéerkennen. Ech mengen, et sinn der, déi soen, dat hätt just eng symbolesch Valeur. Ech mengen awer trotzdem, och domadder setzt een awer en Zeechen, fir d'Wichtegkeet vun eiser Sprooch fir eist Land ze énnersträichen.

Et ass jo och elo esou, ech hunn hei elo Saachen opgezielt, déi schoonn annoncéiert oder an d'Wee geleet si ginn, mä och, ech soen elo net, an den nächsten Deeg, mä dat ass awer annoncéiert - an den nächste Wochen ass och vläicht ze laang -, mä op alle Fall ganz geschwé wäerten den Educationsministère an de Kulturministère en Aktiounsplang mat weidere Mesurë fir d'Férdere vun der lëtzeburgescher Sprooch presentéieren.

Bon, Här President, zréck bei déi nei Dispositiounen am Nationalitéigesetz. Eng drétt Innovatioun bei der Naturalisation bestëet doranner, datt eng Prisongsstrof ouni Sursis vun op d'mannst zwee Joer e Motif de refus fir d'Naturalisation ka sinn. Och domadder hu mir kee Problem, domadder kenne mer d'accord sinn, well ech mengen, et ass och am Interessi vun der Intégritéit vun eisem Gesetz, datt een, dee sech hei, fir et emol esou ze soen, „de Batti stellt“, zumindest fir eng gewëssen Zäit keen Accès zu eiser Nationalitéit respektiv hire Virdeeler soll kréien.

Ech kommen dann op eng „nei al“ Prozedur, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, näamlich eng Méiglechkeet, déi 1968 agefouert ginn ass an 2008 erém ofgeschaft gi war. Ech mengen, datt déi wichteg Innovation d'Afëier ass vun engem Droit du sol de première génération. Ech hat virdru schohn dovunner geschwat a gesot, datt dat e wichteg Punkt wier. An ech mengen, hei ass awer, gëif ech soen, e Paradigmewissel, dee mer hei uviséieren, well jo awer dann an Zukunft jiddweren, deen hei zu Lëtzeburg gebuer ass, och Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit huet,

onofhängeg vun der Nationalitéit vun den Eltern.

Bon, den éischte Moment kéint een do un d'Gefor vun, wat een esou nennt, dem „Gebuertentourismus“ denken, also datt Koppele just géifen op Lëtzeburg kommen, fir datt dann hiert Kand hei op d'Welt kéim an dann Utrecht hätt op d'Lëtzebuerger Nationalitéit an eventuell Avantagé kéint kréien. Ech mengen, datt jo awer déi Gefor, wann et se gëtt, hei duerch en duebeln Openthaltskrätz aus der Welt geschaft ass. Ech mengen, éischtens spilt den Droit du sol de première génération just fir Kanner, deenen hir Eltere schonn ee Joer, zwielef Méint hei am Land ware virun der Gebuert. An dann ass jo och nach de Kritär vun der Residenzdauer vu mindestens fénnef Joer do, déi ee muss hei gewiescht sinn. An et kann een et och eréischt fréistens ab dem 12. Liewensoer froen, respektiv d'Eltere kenneen et da froen.

Et kann een also och hei feststellen, datt beim Droit du sol keng Kaddeo gemaach ginn. Mä et ass awer trotzdem eng Ouverture, fir méi Gerechtegkeit hei ze schafen. An dëse Prinzip vun der Gerechtegkeit, mengen ech, deen zitt sech och duerch de ganze Projet de loi.

Just eng Remarque zur Nationalitéit iwwert de Mariage, wou och de Sproochekrätz am Lëtzeburgesche virgesinn ass: och hei also kloer de Welle vum Législateur, fir datt dat Lëtzeburgesche net bradéiert gëtt. Et geet net duer, datt ee Franséisch oder Däitsch ka schwätzen oder verstoen. Och hei muss een also beweisen, déi verschwët Kritären, Sproochekritären erfällen an de och suivéiert hunn.

Da spilt jo och nach ausserdeem den Délai vun dräi Joer, wa bestuete Koppelen net zu Lëtzeburg wunnen. Ech mengen, déi zwee Kritäre sinn och ganz sénnvoll, fir och hei ze verhënnernen, datt do eventuell Abuse bei Mariagé kéint opkommen, sou wéi dat jo an der Vergaangenheit emol déi eng oder aner Kéier de Fall war.

Bon, soss op déi aner Optiounsméiglechkeete wollt ech elo net weider agoen, Här President. Och d'accord kenne mer sinn, datt de Recouvrement vun der Nationalitéit, deen am Gesetz vun 2008 virgesi war, den 31. Dezember 2018 wäert oflafen. Ech mengen, bei allem Respekt fir d'Nofahre vu fréiere Lëtzebuerger kann et jo awer verwonnerlech sinn oder kann een et verwonnerlech fannen, datt Leit d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, obwuel se iwwerhaapt guer kee Lien méi eigentlech mat Lëtzeburg hunn, déi och vläicht an Amerika wunnen, a Südamerika, op Plaze wäit ewech. Virdrun hat ee vun de Virriedner hei vun der Belsch geschwat. Neen, do ginn et och eng Rei Leit, déi ganz wäit ewech wunnen, déi dat ugefrot hunn, déi awer keng Famill méi hei hunn, och net Lëtzeburgesch schwätzen, also eigentlech keen direkte Lien hunn. Et ass also gutt an eisen Aen, datt dat awer elo dann 2018 wäert auslafen.

Här President, d'Nationalitéit ass e groussen a wichtegen Deel vun eiser Souveränitéit. Et kann een et mat grousser Zouversicht feststellen: Eis Souveränitéit gëtt mat dësem Gesetz net geschwächt, mä éischtet gestäert. Den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt an Zukunft an eisen Ae méi gerecht, mä en ass och weider hin un eng Rei wichteg Konditiounen gebonnen. Den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit steet duerfir net am Ufank vun engem Prozess, mä ass éischtet den Ofschloss vun engem longener Integratioun.

Schlussendlech soll dëst Gesetz och een Element ginn, fir dem Risiko vun engem demokrateschen Defizit an eiser Gesellschaft hei zu Lëtzeburg virzebeugen, datt mer net an déi Situatioun kommen, datt eng Kéier eng Minoritéit vun der Gesellschaft iwwer eng Majoritéit am Land géif décideieren. Bon, ob dëst Gesetz dësem Défi wäert gerecht ginn an duerfir déi richteg Antwort ass, dat wäert eis dann d'Zukunft beweisen oder weisen.

Mir müssen eis awer bewosst sinn, datt d'Diskussion fir méi politesch Participatioun haut net ofgeschloss si mat dësem Gesetz. Mir dieren duerfir net ophalen, fir weider Efforten ze maachen am Beräich vun der Integratioun, och iwwert d'Sprooch.

Zum Schluss, Här President, bleift mir dann nach just, fir den Accord vu menger Fraktioune hei zu dësem Projet anzebréngen, an och zu dem Projet 6974, op deen ech net weider aginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Berger. Als Nächsten huet d'Wuert den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci, Här President. Den Alex Bodry huet mat Recht drop higewisen, datt d'Nationalitésdebatte seelen

eestëmmeg iwwert d'Bün geet. Dat wäert och haut net de Fall sinn. En huet och mat Recht drop higewisen, datt et positiv war, an dozou sti mer absolutt als ADR, datt de Justizminister e Konsens gesicht huet. Leider sinn déi Beméiungen net aboutéiert. Et ass schifgaangen. Mir konnte kee Konsens fannen.

Ech hunn haut hei en net einfache Stand, well ech, huelen ech emol un, ouni welle virzegräffen, wat déi Lénk elo gläich soen, als eenzige Riedner géint dëst Gesetz wäert schwätzen.

Dést Gesetz ass wahrscheinlech ee vun deene wichtegsten Texter, déi an dëser Legislaturperiode zur Debatt stinn. Net well mer hei am Land, wéi esou oft behaapt gëtt, en Demokratie-defizit hätten! A scho guer net, well Menschen ouni Lëtzebuerger Pass, ouni Lëtzebuerger Nationalitéit hei am Land keng Rechter hätten!

Viviane Loschetter, Alex Bodry, si hunn all drop higewisen, wéi vill Ausländer hei am Land liewen. Jo! An déi Leit liewe gären hei a mir liewe gäre mat hinnen zusummen a si bréngt sech an, si gi bei Ministeren, si bréngen hir Avisen duerch hir Chambre-de-commercen, duerch hir Interessevertriebungen, anerer duerch hir Gewerkschaften. Si hunn hei eppes matzeschwätzen. Si hunn déiselwecht Rechter a Flichten huet. Ausser e puer wéinegen! An, wann ech mech net iren, déi eenzeg Rechter a Flichten, déi ee méi huet als Lëtzebuerger, sinn déi, dës Chamber därfen ze wielen, an dës Chamber gewielt ze ginn an a verschidde Positionen als Beamten an de Statsdéngtsch ze trieden. A fir eis Nationaléquipen ze spiller am Sport - dozu kommen ech méi speít.

Genau dës Fro, déi vum Droit de vote fir Net-lëtzebuerger, ass duerch e populäre Vott décidéiert ginn. Datt Ausländer dat Wahlrecht net solle kréien, hunn de 7. Juni 2015 78,02% vun de Wieler zum Ausdruck bruecht. Dat ass e Fakt! An dee Fakt gëtt hei einfach konsequent niériert.

Den Avis vum Conseil d'État seet, dëse Projet wier wichtig, afin «de renforcer la cohésion au sein de la communauté nationale».

Ma Dir macht ganz genau den Contraire! Well vill Leit sech hei ganz genau iwwerdubbelt fillen an hire Wëllen a Fro gestallt gesinn. Hei gi Grief opgerappt, déi net néideg waren! E Mensch, deen e Lëtzebuerger Pass huet, ass nach laang kee Lëtzebuerger!

D'Akzeptanz, Här Wiseler, am Vollek ass net déi, déi Dir mengt, zu dësem Projet!

Dës Regierung ass mat engem risegrousse Versprechen ugetrueden. Si sot, an et steet op der alleréischter Säit vun der Regierungserklärung: «(...) le Gouvernement s'engage à renforcer la démocratie (...). Il facilitera la concrétisation d'initiatives populaires (veuillez lire: citoyennes).» Bravo! Dat heiten ass ganz genau den Contraire!

De Welle vum Lëtzebuerger Vollek, deen de 7. Juni 2015 zum Ausdruck komm ass, gëtt hei net respektéiert, e gëtt violéiert!

Der Regierung hir Logik ass: „Wann Ausländer net därfie wiele goen, da mache mer se eben zu Lëtzebuerger.“ A fir dës Violatioun vum Welle vum Lëtzebuerger Vollek ze rechtfertigen, schreift d'Rapportrice op der Säit 11 vun hirem 102 Säite lange Rapport, «la volonté du peuple exprimée lors du référendum» wier dëse Projet an «un large consensus au niveau de tous les partis et sensibilités».

Ze behaapten, dëse Projet géif d'„volonté du peuple“, de Vollekswelle refletéieren, dee sech de 7. Juni ausgedréckt huet, dat muss ee schonn als - am „Newspeak“ - „alternative fact“ oder „fake fact“ bezeichnen. Et ass wouer, d'CSV ass aus Grénn, op déi ech méi speít wäert zréckkommen, déi awer schwéier novezollzéie sinn, ageknéckt an huet sech dem Reigerungsabeier ugeschloss. Mir als ADR net!

A mir sinn net als Eenzeg géint dëse Projet. An ech schwätzen och net méi vum Vollek. Ech schwätze vum Avis vun der Commission consultative communale vun der Stad Esch, déi gesot huet an hirem Avis «met en garde devant un abaissement trop poussé des conditions linguistiques». Ech schwätze vum Avis vun der Chamber vun de Fonctionnaires, déi seet: «Elle estime en effet que la maîtrise de la langue luxembourgeoise devrait être maintenue comme principale condition d'accès à la nationalité luxembourgeoise.»

Mir begréissen ausdrécklech, datt ADR-Propositionen, notamment déi vun den Zaldoten, déi kenne méi liicht Lëtzebuerger ginn, zréckbehale gi sinn. Villes an dësem Text hätte mer kenne schlécken, wéi dat bei engem Konsens üblech ass, mä net d'Erofsetze vun de Sproochkenntnisser! Mir kéinte liewe mam Droit du sol, dee mer fir e falschen Usaz halen. Mir kéinte liewe mat dem Erofsetze vun der Re-

sidenzklausel vu siwen op fénnef Joer, dat ass guer kee Problem. Mä mir kenneen net liewe mam Erofsetze vun de Sproochkenntnisser!

Schonn elo waren déi Ufuerderungen extrem niddreg a méi niddreg wéi an egal wat fir engem anere Land vun der Welt. Hei zu Lëtzeburg muss ein A2 hunn, fir ze schwätzen, B1 fir d'Verstoet vun der Sprooch. Ech wéll hei einfach emol - net lech, well Dir kennt dat, mä de Leit dobaussen - och soen, wat dat heesch:

A2, dat ass en Utilisateur élémentaire, a B1 ass en Utilisateur indépendant. A2, dat heesch, wéi een déi Sprooch muss schwätzen, ass „die Fähigkeit, mit unkomplizierten Informationen umzugehen, und der Beginn der Fähigkeit, sich in vertrauten Kontexten auszudrücken“. An de B1, dat, wat ee muss hu beim Verstoet haut, ass „die Fähigkeit, sich auf begrenzte Weise in vertrauten Situationen auszudrücken“.

Dat ass ganz wäit ewech vun enger perfekter Beherrschung vun der Sprooch. Déi fuerdere mir och net! Mir sinn net der Meenung, datt ee muss kennen „De Renert“ auswenneg zitéieren oder datt Dir musst kennen en Text op Lëtzebuergesch schreiwen. Guer net! Mä et soll ee sech kennen normal a Lëtzebuerger Sprooch mat engem aneren énnerhalen an enger normaler Alldagssituatioun. Dat ass fir eis de minimalen Niveau, deen ee muss hunn.

An dësem Text gëtt dëse minimalen Niveau, dësen extrem niddregen Niveau nach eng Kéier erofgesat, well an Zukunft geet et duer, wann ein A2, dat heesch ganz, ganz wéineg schwätzt, da brauch ee guer net méi ze verstoen. Da gëtt dat kompensiéert.

Et ass dann de Combel, d'„Umkehrung aller Werte“, datt mer soen: Leit, déi dann extrem laang hei wunnen a guer kee Lëtzeburgesch kennen, déi kréien dann eis Nationalitéit quasiment geschenkt. Dat ass fir eis och eng Frechheit fir all déi, déi den Effort maachen, fir eis Sprooch ze léieren.

Et gëtt dat a kengem anere Land! Wann Der kuckt, wat an Däitschland, wat an Eisträich, wat an England, wat a Südafrika üblech ass: Et muss een d'Sprooch schwätzen können. De B1 ass deen allerallerniddregsten Niveau, deen Der an deenen Texter fannt. An Eisträich zum Beispiel brauch ee B2, fir d'Nationalitéit ze kréien.

Wärend de Konsensgesprécher an obwuel mer, wéi mer elo grad gesot hunn, aneren Dispositiounen, besonnesch dem Droit du sol, och ganz kritesch entgéintstinn, sote mer, mir wiere mat allem d'accord a mir hätten haut dat Gesetz gestëmmt, wann d'Ufuerderung un d'Sprooch op B1 op béiden Niveauen - schwätzen a verstoen - gesat gi wier, an zwar an engem fairen Test! Et ass wouer, datt den Test net émmer fair ass! Et ass wouer, datt ee muss dat Verstoet schriftech ausdrécken, wat schwéier verständlech ass. Et geet net drëm, Leit ze pisaken; et geet net drëm, Leit vun der Nationalitéit ewechzehalen! Mä et geet drëm, datt se ganz normal Lëtzeburgesch schwätzen a verstoe können!

Wéi soll e Mensch sech hei integréieren, wéi soll en en Droit de vote kréien duerch seng Nationalitéit, wéi soll e kenne Fonctionnaire ginn, wann en eis Sprooch net schwätzt? Nach eemol: Dat ass a kengem anere Land méiglech!

An et ass net, well mir besonnesch vill Ausländer hinn, datt mir solle manner Gewicht op eis Sprooch leeën. Am Contraire. Natierlech ginn hei vili Sproochen am Land geschwat, an dat ass gutt esou. Notamment sollt Englesch zum Beispill eng offiziell Sprooch ginn, well ganz vill Leit hei am Land sinn engleschsprooch. Mä de Lëtzebuerger hir Sprooch, an ech mengen, dat ass e Konsens heibannen, ass Lëtzeburgesch! A grad duerfir musse mir derfir surgen, datt eis Sprooch als eenzeg Integratiounssprooch geléiert gëtt.

Mir als ADR hinn émmer gesot, datt fir eis d'Nationalitéit um Enn vun enger gelongener Integratioun stéet. Et ass net e Mëttel zur Integratioun, mä den Ofschloss vun deem Prozess.

An ech wéll lech un engem konkrete



# SÉANCE 24

JEUDI, 9 FÉVRIER 2017

gutt, well ech si jo méi Lëtzebuerger." An et ass dat Gefill, et ass dat Gefill, Lëtzebuerger wëllen ze sinn, wat zielt!

Natierlech kenne mer Gefiller net moossen. Dat ass jo ganz kloer. Mä mir kenne Sproochkenntnisser moossen an testen, an zwar seriö testen, an net, datt intervenierët gëtt, wéi dat haut oft de Fall ass, bei Schoulen, déi musse Certificaten ausstellen, obwuel eigentlech déi Leit den Test net bestanen hunn. Dat ass dat, wat u sech - a wann Der géift verstoen, wat d'Leit dobasusse wëllen, da wéisst Der dat -, et ass dat, wat zum Ausrock komm ass am Referendum. Mir wëllen net énnier eis bleiwen. Et ass net retrograd an et ass net postfaschistesch. Et ass alles net dat.

Mir wëllen einfach, datt de Lëtzebuerger hir Sprooch Lëtzebuergesch bleibt. A wann haut, ech huelen emol un, 57 vu 60 Députéierten déise Wielerwëllen - jo! - violéieren an d'Statsbiergerschaft opmaache fir Leit, déi eis Sprooch emol net kenne schwätzen, dann ass dat, et deet mer leed, eng Frechheet par rapport zu de Wieler.

## (Interruptions)

Jo, „mon Dieu!“ Mir verstinn d'Gambia-Partie mat hirem Lénksableger, well si hunn et ugekennegt an hirem Regierungsprogramm, déi Kéier op der Säit 6. Gesitt Der, mir liesen esou Saachen! Schonn deemoos hu se geschriwwen, si wiere fir en «abaissement du niveau des connaissances linguistiques». Mir wëssen, datt de Regierungsparteien hir Vue op eis Nationalitéit, eis Souveränitéit an eis Sprooch net grad héich ugesidelt ass, datt se deem net ganz waarmhäerzeg géintiwwerstinn.

A wa mer ganz éierlech sinn, musse mer soen: Och schon am Referendum waren eis Frénn vun der CSV, fir emol net méi ze soen,...

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Noper! Noper!

► **M. Roy Reding** (ADR).- ..., „wootlech“: Amplatz vun engem kloren an däitlechen „Dräimol Neen“, war hire Slogan: „Gitt gutt informiert an d'Wahlkabinn!“

Firwat mécht dës Partei, déi dat éisch Affer war vun der Gambia hirem „Renouveau démocratique“ - téicht 26 Gänsefíescher - dat dote mat?! Dëst Gesetz kéint och mat 34 géint 26 gestëmmt ginn.

Firwat geet d'CSV hei op Konsenskurs mat Gambia? D'Regierung, do sinn ech iwwerzeegt, hätt sech net getraut, dësen Text esou duerchzezéien, wann d'CSV net d'accord gewiescht wier. An op menger Sich no der Ur-saach, firwat datt dat kéint esou sinn...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech wëll lech just drun erënneren, datt virun de Wahle schonn e Gesetzestext dolouch an no de Wahlen eng Proposition de loi vun der CSV gemaach ginn ass mat ganz kloren an däitleche Propositionen!

► **M. Roy Reding** (ADR).- Op menger Sich, firwat datt dat kéint esou sinn, sinn ech op e Pabeier gestouss, dee vereffentlech ginn ass dëse 4. Februar am „Lëtzebuerger Wort“, an dee liwwert en Ufank vun Erklärung.

Hei erklärt déi zukünfteg Führung vun der CSV, déi berüüm „Dräikinneksgroup“, de Ließer, „die diffuse Angst vor kulturellem Identitätsverlust“ wier e Resultat - Här Wilmes! - vum „unzureichend vorbereitet und verfrühten Referendum“. Do kann ech just soen: „Aha, also bedauert dës zukünfteg Führungsriege vun der CSV den Ausgang vum Referendum.“ An och iwwert d'Sprooch gëtt sech lëschteg gemaach an deemselwechten Artikel, mat deem Wuertspill „Sprachenvielfalt oder -einfalt?“. Jo, eefälteg sinn déi Leit an Ären Aen, déi un eiser Identitéit, un eiser Souveränitéit festhalen.

Gott sei Dank kennen dës eefälteg Leit liesen, wat den CSV-Thinktank vu sech gëtt, an zwar: „Wirklich relevant ist somit weniger, in welcher Sprache wir uns verständigen, sondern worüber und worauf wir uns verständigen können.“ Eis Sprooch ass also an hiren Aen total irrelevant. Merci fir dee Message, deen och mir domm Leit verstinn!

An datt mir domm sinn, kréie mer dann och nach gläich bestätigt: „Dass sich hinter der aktuellen Identitäts- und Sprachendebatte vor allem das soziale und regionale Bildungsgefälle in Luxemburg verbirgt, müsste uns allen zu denken geben.“

Merci, Här Wilmes, deen dote Message ass ganz kloer ukomm!

## (Interruption par M. Serge Wilmes)

Erlaabt mer elo nach e puer Wuert zu deenen Amendementer, déi mer abréngent. Dat sinn

der ganz genau aacht. Si sinn allen aacht schonn an der Kommissioun ofgewise ginn. Si ginn och hei ofgewisen, mä mir presentéiere se. Déi ginn natierlech elo iwwert déi reng Sproochefro eraus.

Deen éischten ass iwwert den Ius soli, wou mir verlaangen, datt dat vu fënnef op zwielef Joer eropgeet, déi awer net onbedéngt musse konsekutiv sinn. Mä virun allem soe mer, datt d'Konditioun eng Kenschaft vun eiser Sprooch ass oder ebe siwe Joer an enger Lëtzebuerger Schoul - net an enger Schoul zu Lëtzebuerg, well et gëtt jo och vill net lëtzebuergesch Schoulen hei am Land.

Zweetens, de Cours «Vivre ensemble», do geet et net duer, datt een do ass an do sëtzt, mä do soll och en Test gemaach ginn an et soll och duerno eng Charta ènnerschriwwen. An et soll eng éffentlech Zeremonie ginn, wou een d'Nationalitéit unhëlt, fir datt d'Leit wëssen, datt e Pass net eppes ass wéi d'Memberschaft an engem Club. Et ass vill méi wéi dat!

Am drëtten Amendement insistéiere mer op de Maintien vum A2, B1, deen ech virdrun erklärt hunn. Nach léiwer hätt mer allerdéngs B1 a bëidem. Mä mir hunn hei eng Kompromëssformel scho gewielt.

Dee véierten Amendement ass wéi den Amendement 2, mä op aner Article bezunn.

Dee fënneften ass d'Optioun vum Mineur, wou mer och drop insistéieren, datt en d'Schoul hei zu Lëtzebuerg soll gemaach hunn an op Lëtzebuergesch soll gemaach hunn.

## (Interruption)

Dann ass eise siwenten Amendement deen iwwert déi Leit, déi méi wéi 20 Joer hei wunneren an awer nach èmmer kee Lëtzebuergesch kennen. Do si mer absolut net dermat d'accord. Et soll een net dat och nach belounen, dee mangelnden Integratiounswëllen.

An den aachten Amendement ass iwwert d'Déchéance de la nationalité, deen am Text virgesinn ass an dee mer gutt fannen, dee mer hei op verschidde Punkten erweideren.

Dir verstëtt also, datt mer als ADR dësen Text selbstverständlech net matstëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Kann ech d'Amendementen nach mat den Ènnerschrifte kréien? Oder hutt Der déi schonn era-ginn?

► **M. Roy Reding** (ADR).- Hei sinn d'Originaler; wann ech gelift!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Voilà, well op menger Kopie si keng Ènnerschriften drop. Merci.

## Amendement 1

Amendement concernant l'article 6

Le °1 prend la teneur suivante:

1 qu'elle ait eu sa résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et s'y trouve en séjour régulier pendant au moins 12 ans, dont au moins douze mois consécutifs précédant immédiatement le jour de sa majorité;

Il est ajouté le point °3:

3 d'avoir une connaissance de la langue luxembourgeoise, documentée par le certificat de réussite de l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise (les dispositions de l'article 15 sont applicables) ou ayant accompli au moins sept années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois, dont la langue véhiculaire est le luxembourgeois.

Commentaire de l'amendement

Il y a lieu d'appliquer le principe du ius soli en première génération avec prudence. Par rapport au projet du Gouvernement, l'amendement propose de porter la clause de résidence de 5 ans à 12 ans, ce qui aura pour effet que cette personne a accompli en principe une grande partie de sa scolarité au Luxembourg. Pour des raisons de cohérence juridique, l'amendement reprend les conditions formulées pour l'article 27.

L'amendement supprime les conditions de «années consécutives» qui pourraient créer des «cas de rigueur» (par exemple, en cas de garde alternée si un des parents ne réside pas au Grand-Duché de Luxembourg).

Étant donné l'importance de la langue luxembourgeoise pour une intégration réussie, l'amendement prévoit une clause de connaissance de la langue.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

## Amendement 2

Amendement concernant l'article 14

Le °3 prend la teneur suivante:

3 d'avoir réussi l'examen sanctionnant le cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg»; les dispositions de l'article 16 sont applicables. Suite à la réussite de l'examen, le candidat signe une «Charte des droits et devoirs», dont le modèle et les modalités de la signature sont fixés par règlement grand-ducal.

Commentaire de l'amendement

Par rapport au projet du Gouvernement, l'amendement exige la réussite de l'examen sanctionnant le cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg», alors que le projet du Gouvernement se contente de la participation.

Les modalités du cours, définies à l'article 16, sont parfaitement respectables. La présence aux cours peut néanmoins être facultative, chaque candidat étant libre d'acquérir les connaissances nécessaires pour réussir l'épreuve par les moyens qui lui semblent appropriés.

Prenant modèle sur d'autres pays, les candidats à la naturalisation signent une «Charte des droits et devoirs». Cette signature pourrait prendre une forme solennelle, par exemple lors d'une cérémonie à l'hôtel de ville.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

## Amendement 3

Amendement concernant l'article 15

Les deuxièmes et troisièmes paragraphes de (2) prennent la teneur suivante:

A réussi l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise, le candidat qui a obtenu dans l'épreuve d'expression orale et dans l'épreuve de compréhension de l'oral une note égale ou supérieure à la moitié des points dans chacune des épreuves.

Commentaire de l'amendement

Par rapport au projet du Gouvernement, l'amendement rétablit l'obligation de satisfaire à la fois à l'épreuve d'expression orale (niveau A2) ET à l'épreuve de compréhension de l'oral (niveau B1), tels que les tests sont prévus dans la législation en cours.

Étant donné l'importance de la langue luxembourgeoise pour une intégration réussie, la seule réussite d'une épreuve au niveau A2 (qualifié de niveau débutant, de niveau de survie,...) est notamment insuffisante.

Extrait de l'exposé de motifs: «La finalité de la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise, proposée par le Gouvernement, est de favoriser l'intégration sociétale et politique des citoyens non luxembourgeois au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que de renforcer la cohésion au sein de la communauté nationale.» Cette finalité ne peut en aucun cas être réalisée avec des connaissances de la langue au niveau A2.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

## Amendement 4

Amendement concernant les articles 24, 25, 29, 30 et 31

Le °3 prend la teneur suivante:

3 d'avoir réussi l'examen sanctionnant le cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg»; les dispositions de l'article 16 sont applicables. Suite à la réussite de l'examen, le candidat signe une «Charte des droits et devoirs», dont le modèle et les modalités de la signature sont fixés par règlement grand-ducal.

Par rapport au projet du Gouvernement, l'amendement exige la réussite de l'examen sanctionnant le cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg», alors que le projet du Gouvernement se contente de la participation.

Les modalités du cours, définies à l'article 16, sont parfaitement respectables. La présence aux cours peut néanmoins être facultative, chaque candidat étant libre d'acquérir les connaissances nécessaires pour réussir l'épreuve par les moyens qui lui semblent appropriés.

Prenant modèle sur d'autres pays, les candidats à la naturalisation signent une «Charte des droits et devoirs». Cette signature pourrait prendre une forme solennelle, par exemple lors d'une cérémonie à l'hôtel de ville.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

## Amendement 5

Amendement concernant l'article 26

Il est ajouté le °3 qui prend la teneur suivante:

3 qu'il a accompli au moins cinq années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois, dont la langue véhiculaire est le luxembourgeois.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Le °2 devient le °3.

Commentaire de l'amendement

Pour répondre à la finalité de l'intégration, le mineur à partir de 12 ans ne peut bénéficier de l'option que s'il a accompli au moins une grande partie de sa scolarité dans l'enseignement public luxembourgeois.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

## Amendement 6

Amendement 6 - concerne Art. 27

L'article 27 est complété comme suit (entre «les programmes de d'enseignement public luxembourgeois» et «à condition»):

dont la langue véhiculaire est le luxembourgeois;

Commentaire de l'amendement

Pour la cohérence avec les conditions de scolarité et de connaissance de la langue luxembourgeoise indiquées dans les autres articles et ceci afin de tenir compte d'écoles avec un régime de langue spécifique (exemple: École internationale de Differdange).

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

## Amendement 7

Amendement concernant l'article 28

L'article 28 est à supprimer.

Commentaire de l'amendement

Étant donné la finalité du projet de loi, il ne peut être renoncé à la connaissance de la langue luxembourgeoise définie dans l'article 14 °2 (amendé) et dans l'article 15, même après 20 années de résidence ou après une durée de résidence quelconque.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

## Amendement 8

Amendement 8 - concerne Art. 62

L'article 62 est complété comme suit:

3 s'il a été condamné à une peine de prison de 10 années ou plus pour des infractions figurant au Code pénal sous le Titre Ier - Des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat - et sous le Titre Ibis - Des violations graves du droit international humainitaire.

Commentaire de l'amendement

Il convient de déchoir de la nationalité ceux qui ont obtenu la qualité de Luxembourgeois par naturalisation, option ou recouvrement et qui ont été condamnés pour des actes graves tels que le terrorisme, des crimes contre la sûreté de l'Etat



eis Regiounen hei ugeet, e relativ neit Konzept an der Geschicht an d'Nationalitéit och domadder e relativ neit Konzept. Zu Lëtzebuerg ass eng Natioun entstanen, an dat ass relativ kuriéis, ouni datt e virdrun e staarken ausgedréckten nationale Wëlle ginn ass. Mir sinn zum Deel en Zoufall vun der Geschicht, wou sech d'Natioun an alles dat, wat vun Emotiuinen domadder verbonnen ass, eréisch duerno entwéckelt hunn.

Mir sinn eng Géigend téschent dem germaneschen an dem romanesche Kulturkrees, eng Géigend, an där schonn émmer, viru Jorhonnerte schonn, eng grouss Mobilitéit bestanen huet téschent de Leit. Ob ee vun Diddenuen komm ass, vu Baaschtnech, vu Bitburg, vun Däitsch-Oth oder vu Lëtzebuerg, émmer sinn d'Leit hei zu Lëtzebuerg an an der Géigend Weeér gaangen. An iergendwa si Grenze gezu ginn an den historeschen Zoufall huet et gemaach, datt ee soit déi eng, soit déi aner Nationalitéit hat. Lëtzebuerg war en historesch Emigratiounsland am 19. Jorhonnert an ass en Immigratiounsland am 20. Jorhonnert ginn, an esou ass et och nach haut.

Alles dat mécht Lëtzebuerg aus: seng Kulturen, seng Villsproochegkeet, säi Bi- a Multilinguisme, an alles dat ass eppes, wann een iwwer Nationalitéit schwätzt, wat de Kontext setze muss, an deem mer dat analyséieren.

Et ass ee Saz gi vu mengem Virriedner, dee mech besonnesch schockéiert huet. Dee Saz, ech hu mer en opgeschriwwen, heescht: "E Mensch, deen e Lëtzebuerger Pass huet, ass nach laang kee Lëtzebuerger."

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo.

► **M. Marc Baum (déri Lénk).** - Wat heescht dat? Wéi eng Virstellung vum Lëtzebuergersinn stécht do hannendrun, wann et net eng ass, déi op quasi der Verierwung vun engem Potenzial berout?

D'Démarche, déi de Minister an dësem Fall gesicht huet, näämlech déi, mat alle Parteie sech un en Dësch ze setzen, Proposéen ze maachen, Proposéen ze entwéckelen, huet och eis Zoustimmung fonnt, a mir hunn och un deenen Diskussiounen deelgeholl.

Ech wäert lech awer och net verheemlechen, datt mir mat deem éischten Entworf, dem Avant-projet de loi vum Nationalitéitgesetz, wensemtech méi averstane ware wéi mat deem Projet, deen elo virläit, well mer mengen, datt leider duerch d'Aktioun vun der CSV eenzel punktuell Verwässerunge komm sinn an eng strukturell. Mir hunn eng strukturell Chance verpasst, op déi ech nach agoe wäert.

Dat, wat awer wesentlech ass un dësem Text, dat ass den Droit du sol vun der zweeter Generatioun, deen agefouert gëtt, also datt Kanner, déi hei gebuer sinn an deenen hir Elteren och schonn e Joer hei gelieft hunn, a wa se virun hirem 18. Gebuertsdag fénnef Joer hei och gewunnut hunn, datt déi dann automatesch duerch d'Gesetz Lëtzebuerger sinn.

D'Philosophie vum Droit du sol ass erstaunerweis vill méi no bei engem Konzept vun der Nationalitéit, well et ass d'Natio, d'Gebuert, déi definéiert, zu wéi enger Gemeinschaft ee gehéiert, an d'Plaz wou ee gebuer ass, am Géigesaz zum Droit du sang, deen ausschlisslech verierft gëtt.

An hannert deene Virstellunge vum Droit du sang stiechen émmer d'Virstellunge vu Rengheet, vun enger Verierwung, vun engem Volleksticker, vun enger Unitéit - déi et an der Geschicht ni ginn ass! -, an déi am 20. Jorhonnert zu deene grujelechste Verwerfungen agefouert hunn, zu deenen déi westlech Zivilisatioun bis elo fäeg war.

Déi zweet grouss Verbesserung ass d'Vereinfachung vun de Bedingunge fir déi Leit, déi welle Lëtzebuerger ginn, déi hei liewen, déi décidéiert hunn, hei hire Liewensmëttelpunkt ze setzen. An dat ass, datt engersäits d'Residenzklause vu siwen op fénnef Joer konsekutiv eroft gesat ginn ass, an d'Lëtzebuerger Sprooch, datt den Niveau net eroft gesat ginn ass - wou riwwer een duerchaus diskutéiere kéint, woubäi mir och aner Virstellungen haten an hunn -, mä datt den Émgank mat der Sprooch ajustéiert gëtt, datt Saache kompenséierbar sinn an datt een dovunner ausgeet, datt, wann ee Lëtzebuergeresch um Niveau A2 schwätze kann, da kann een et och verstoen.

Et sinn Elementer, wou ee vill méi flexibel mam Lëtzebuergeresch a vill méi produktiv mam Lëtzebuergeresch émgeet, och aus deenen Erfahrung vun den Échecken aus deene leschte Jore vu Leit, déi déi Sproochentester gemaach hunn an deelweis dat eent Element gepackt hunn, dat anert Element eventuell net gepackt hunn, mä wou d'Volontéit do ass - d'Volontéit do ass! -, fir Member vun eiser Gesellschaft ze ginn an dat mat engem Pass ze justifizéieren.

A grad do menge mer, datt et - wéi vu Verschidde gefuerdert - falsch ass, d'Sproochesi-

tuation zu Lëtzebuerg, déi eng multilingual ass, eng bilingual de facto ass, fir déi iwwert d'Nationalitéit an den Zougank zur Nationalitéit exklusiv wellen ze léisen.

Mir mengen, datt d'Sprooch, déi lëtzebuergeresch, a besonnesch déi lëtzebuergeresch Sprooch net douzou benotzt soll ginn, fir auszeschleissen. Well dee grosse Virdeel an där ganzer Sproochendebatt, déi mer hunn, vum Lëtzebuergeresch ass, datt et eng Sprooch ass, déi d'Potenzial huet, Brécken ze bauen. Doduerch datt d'Sprooch selwer eigentlech an hirem Vocabulaire scho bilingual ass, kénéne mer ebe justement als Lëtzebuerger déi Oppenheit demontréieren téschent deenen zwee Kulturreesser. An duerfir därf dat net en Ausschlusskritär sinn!

Duerfir si mer ganz traureg dorriwwer, datt déi ursprüngliche Fassung vum Avant-projet de loi, wou et geheesch huet, datt d'Leit, déi aacht Joer hei am Land sinn an déi 100 Stonnen - 100 Stonnen! - a Course ginn, awer keen Exame maache müssen - dat ass dat Entscheidend -, duerch den Afloss vun der CSV ofgeschwächt ginn ass respektiv iwwerhaapt ganz erausgeholl ginn ass.

Well wat hätt dat bedeit? Ech mengen, datt dat näämlech eng Dier opgemaach hätt. Leit, déi 100 Stonne Coursen hunn an huelen am Lëtzebuergeresch, deene kann ee villes virgeheien, mä net, datt se net welle Lëtzebuergeresch léieren!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Baum (déri Lénk).** - Et géif eng Dier opmaache fir Leit, déi Léierschwierigkeiten hunn, Leit, déi Examensproblemer hunn, also fir éischter sozial schwaaach Leit, fir och en Accès zu dëser dach anscheinend esou hellegere Gemeinschaft kennen ze kréien.

An et hätt Weeér gewisen, wéi ee kann d'Lëtzebuergeresch als Sprooch valoriséieren a gläichzäiteg et net benotzen als Examensinstrument, fir Leit auszeschleissen. Leider ass déi historesch Chance verpasst ginn! An ech mengen, Här Wieseler, datt och vläicht Dir an Zukunft deem noutrauere wäert, datt Der mengt, dat wier e Succès gewiescht, fir dat do ewechzehuelen. Ech mengen, datt eigentlech d'Lëtzebuerger Communautéit an d'Lëtzebuerger Sprooch duerch geschwächt gi sinn.

Mir si ganz duerfir, an dat hu mer och dem Minister an eisen Entrevue gesot, datt verstäerk Civiques-Courses agefouert gi mat engem historeschen Deel, mat engem biergerrechtlichen Deel a mat engem institutionellen Deel. Mä elo scho muss een awer soen, datt et Leit gëtt, Lëtzebuerger, déi an déi Course virwëtze gaange sinn - wou et am Ament just dräi Course sinn à zwou Stonnen -, déi virwëtze gaange sinn an déi gesot hunn: "Mä do sinn ech immens vill gewuer ginn iwwer mäi Land."

An dat Erstaunlecht dobäi ass, datt een déi Bürgerkunde jo eigentlech misst als normal virausgesat gesinn. Mir énnertetzen dat och, datt se agefouert gëtt. Mir denke just, datt et méi systematesch misst gemaach ginn och op aneren Niveauen, och um Niveau vun der Lëtzebuerger Schoul.

En drëtte Volet vu wesentleche Verbesserungen sinn déi administrativ Vereinfachung, d'Erëmefièr vun der Optioun. Ech ginn op déi eenzel Elementer net an: d'Bestietnis, d'Beruffszaldoten, Leit, déi hir Scolaritéit zu Lëtzebuerg gemaach hunn an net zulescht och d'Apatriden, deenen d'Méiglechkeet zur Optioun opgehale gëtt.

Mir halen och endlech op, dat anachronistesch Blutrecht weider als Kritär ze huelen, fir Lëtzebuerger ze ginn, dat heescht, wann een 1900 iergendeen an der Famill hat, dee Lëtzebuerger war, datt een dann, och wann ee schonn 100 Joer laang näischt méi mam Land ze dinn hat, och nach kann d'Lëtzebuerger Nationalitéit froen. Well dat ass d'Logik vum Blutrecht, vun der Verierwung vun der Nationalitéit. Glécklecherweis leeft dat Enn 2018 aus!

Här President, mir mengen, datt dat hei e Fortschrëtt ass. Mir menge leider, datt och eng Chance verpasst ginn ass, wat d'Sprooch ueget a wat den Émgank an d'Verständnis vum Émgank mat der Sprooch betréfft. Mir mengen awer och, datt, wéi an anere Beräicher, natierlech Sputt no uewe bleift an datt dat heiten en Ufank ass och vun engem neien, vläicht méi développéierte Verständnis vun deem, wéi eis Gesellschaft zesummesat ass.

Ech si frou, datt mer, bis op de Vertrieber vun der ADR, bis elo net d'Gefill hei an der Chamber haten, datt e Kulturkampf ausgedroe gëif ginn. E Kulturkampf, dee kengem eppes bréngt, dee just Grieff opmécht amplaz eng Gesellschaft zesummenzeféieren. Wann eng Gesellschaft wéi déi lëtzebuergeresch esou ass, datt 50% oder 53% nach e Lëtzebuerger Pass hunn a 47% net, da muss dës Gesellschaft sech Froe stellen, wéi se den inneren Zesummenhalt

nach ka gewärleeschten. An d'Reaktioune vun der Droite, vun der extrême Droite, déi eigentlech just seet: „Mä et ass egal, da si mer eben iergendwann eng Kéier nach just 20% oder 15%“, déi fannen hir ideologesch Partner a Länner wéi Katar oder Saudi-Arabien, wou et och just eng absolut Minoritéit ass, déi d'Soen huet an net eng demokratesch Gesellschaft!

An ech kommen och net derlaantscht - et ass ugeschwat ginn -, op deen Avis vun der Escher Integratiounskommissioun anzegoen. Wéi ech e gelies hunn, hunn ech geduecht, mir misst elo den Appelchen aus der Pännche sprangen! Well ech selwer gewielte Gemengerot vun der Stad Esch war, weess ech, datt en net d'Meening vum Gemengerot representéiert an och net d'Meening vum Schäfferot.

En ass a sengem Inhalt falsch, esou falsch, wéi en nämme ka sinn, well e seet näämlech: „mettre en garde“ virun all weider Ouverture vum Droit du sol, ier net weider Integratiouninitiative geholl sinn.

Mä den Droit du sol ass grad deen, deen d'Integratioun definéiert. Wann e Mensch hei gebuer ass, hei opgeweess ass, mä dann ass en integréiert! An dat ass eng vun deene Saachen, déi mir bei all deenen Avisen bis elo am schweiersten oder am schlëmsten opgestouss sinn, well ech selwer als Escher - an ech weess, datt eng aner Députéiert och hei vun Esch ass -, well mer just mat enormem Kappréselen deen Avis gesinn hunn an och wëssen, datt en net d'Meening vum Escher Gemengerot representéiert.

► **Une voix.** - En ass vun der Kommissioun...

► **M. Marc Baum (déri Lénk).** - Här President... Oh, vun der Kommissioun! Wësst Der, deen Avis, deen ass redigéiert gi vun engem, deen ze vill „House of cards“ gekuckt huet a gemengt huet, den Opportunismus vun engem Francis Underwood misst d'allgemeng Regel sinn, just datt en, mengen ech, d'Intelligenz vun deem spilleresche Personnage Francis Underwood net huet.

(*Brouhaha*)

Här President, ech mengen, datt den eigentleche Fortschritt hei deen ass, datt zu dësem historeschen Zäitpunkt, wou an Europa déi Identitairei iwwerall un Terrain gewonnen, mir hei e Gesetz adoptéiere mat enger ganz, ganz grousser Majoritéit, dat eis Gesellschaft oppen hält, dat se schützt, schützt virun deenen Aflëss, déi mengen, datt just d'Minoritéiten nach dierften hei d'Soen hunn.

A mir énnertetzen och duerfir dat Gesetz a mer deelen d'Virstellung vun enger inklusiver Gesellschaft, vun enger Gesellschaft vum sozialen Zesummenhalt. Merci.

► **M. David Wagner (déri Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Baum, deen ech awer ganz leíf géif un d'Häerz leeën, fir net op däri Tribün hei op Leit ze schéissen, déi net hei sinn.

Dat gesot, géif ech d'Wuert un de Justizminister ginn.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Merci als Alleréisch un d'Rapportrice - an och un déi aner Membere vun der Commission juridique - fir hiren, wéi ech och fannen, ganz gudden mëndlechen a schriftechte Rapport.

An och Merci un all déi, déi sech haut un der Debatt bedeelegt hunn, awer och an deene leschte bal 18 Méint, wou mer eis méi wéi eemol gesinn hu mat der Vertriebung vun deene Parteien, déi an der Chamber vertrueden sinn, a wou mer ganz sachlech a konstruktiv Gespréicher haten, och wa mer eis net op all de Punkten émmer konnten eens maachen a wa jiddweree sech e bëssen och huet misse bewegen an och wann haut eng Partei an hir dräi Députéiert den Text net wäerte matstëmmen, obwuel se, wéi dat virdru gesot ginn ass, mat ganz villen Dispositiounen vum Text eigentlech awer averstane sinn. An ech mengen, dat ass och e Resultat vun deene Gespréicher.

Dee Konsens ass och net nei: 2008 war et net anescht. Et ass virdru gesot ginn, d'Eestëmmegekiet wier rar, awer ganz breit Majoritéiten hate mer schonn, fir d'lescht 2008, wou dat aktuell Gesetz gestëmmt ginn ass. Deemoools hunn och ausser den ADR-Vertrieber all déi aner, och déi aus der Opposition, zu deenen ech deemoools gehéiert hunn, den Text matgedroen, och wann ech a meng Partei deemoools net mat allem averstane waren, well eis eng Rei Saachen deemoools am Text gefeelt hunn. Trotzdem ware mer deemoools bal all der Meening, dass et wichtig wier an engem Land, wou d'Migratioun esou e starke Phenomen ass, op däri doter Fro no Méiglechkeet Weeér ze sichen, fir sech op en Text kennen ze verstännege.

Dat war deemoools och op der Fro vun der sougenannter duebler Nationalitéit, déi den ADR deemoools contestéiert huet. Dat war hiren Haaptpunkt deemoools. Mat deem hu se mëttlerweil hire Fridde gemaach. Ech ginn dann d'Hoffnung net op, dass Der lech an Arer weiderer Entwicklung och un dësen Text wäert méi no können erubewegen.

(*Interruption par M. Roy Reding*)

Ech hunn, Här President, elo hei keng Grondszried préparéiert. Mir hunn ze vill oft an der Vergaangenheit schonn dorriwwer kenne schwätzen. An alles, wat pertinent ass, ass och vu menge Virriedner dozou gesot ginn.

Ech wéi dofir just op e puer eenzel Punkten agoen, fir ze énnertetzen, dass ech der Meening sinn, dass deen Text, dee mer haut stëmmen, ee wäert sinn, deen d'sozial Kohäsion zu Lëtzebuerg wäert héllefe verstäerken. An dat ass wichtig! Et ass wichtig an engem Land, wou d'Immigratioun am Verglach mat praktesch all de Länner op der Welt eenzegaarteg ass. An dat war nach émmer zum Notzé vu Lëtzebuerg a vun all deene Leit, déi hei liewen.

D'Gesetz, mengen ech, wäert och par rapport zum besteeende Gesetz méi Gerechtegkeit erabréngen, an deem Senn, dass mer duerch Flexibilitéit op enger ganzer Rei vu Punkten et wäerten hikréien, dass d'Gesetz passend gëtt, méi wéi dat aktuell, fir verschidde Biografien: souwuel fir den hollänneschen EU-Beamten, dee sech émmer beméit, dee keng Schwierigkeiten huet, dat aktuell Gesetz iwwert d'Nationalitéit a seng Exigenzen ze erfëllen, während op däri anerer Sait Leit, déi net laang an d'Schoul gaange sinn, déi net vill Examen an hirem Liewen hu misse bestoen, déi aus engem anere Sproochraum kommen, vill méi Schwierigkeiten huet, dat aktuell Gesetz gëllt fir jiddweree, ass awer net fir jiddweree d'selwecht exigent an der Realität. An dat neit Gesetz, mengen ech, wäert op deem dote Punkt wesentlech méi gerecht gi wéi dat, wat mer haut hunn.

D'Integratioun, dorriwwer ass och de Mëttel scho geschwat ginn, fir déi eng ass et d'Kréitung vun engem Integratiounsprozess, fir anerer den Ufank. Ech mengen, dass weder dat eent nach dat anert richteg ass. D'Integratioun ass fir jiddweree en eegene Prozess.

D'Integratioun ass och keng Einbahn, et ass net en eesäitegen Effort vun deem, deen oder dat op Lëtzebuerg kënnt an eng ganz Rei Passage-Exame quasi misst realiséieren, éier hien/hatt et zougestane kritt, dass et accordéiert wier. Integratioun ass och en Effort, deen déi maachen, déi schonn do sinn, deen déi maachen, déi virdu schonn do waren. Et ass am Zesummeschaffen, am Sech-openaner-Duerbewegen, wou d'Integratioun läit. Well keng Gesellschaft, déi Lëtzebuerger scho guer net, ass figiéiert!

Lëtzebuerger ze sinn, dat fénnit een net an engem Buch aus dem 18. Jorhonnert erém mat enger Definitioun. Lëtzebuerger ze sinn ännert lafend, wéi all Gesellschaft sech weiderentwéckelt, an dofir ass och all Integratiunsprozess émmer en Zesummespill an en Openaner-sech-Duerbewegen vun all deenen, déi bei eis kommen, a vun deenen, déi schonn do sinn.

A jiddweree mécht dat a sengem Tempo, op seng Aart a Weis. A fir déi eng ass d'Abiergerung eppes, wat se esou fréi wéi méiglech ustriewen, no fénnef Joer, fir anerer ass et eppes, wat se ni wäerde maachen, an dat aus den énnerschiddelechste Grénn. Et gëtt Leit, déi soen: „Ech wéll dat net maachen, well ech hunn e ganz grousse Respekt virun deem Land, an deem ech esou laang hunn dierfe liewen, an ech mengen, ech wéll dee les



a vum Létzebuerger Pass ze goen. Dat ass eng Méglichekeet, déi mer eis schafen.

An déi grouss Reform vun 2008, vun deem Gesetz, wat mer haut hunn, nieft der Afféierung vun der multipler Nationalitéit, vläicht esouguer déi gréisste Reform deemools, war de Fait, dass mer eriwvergaange si vun enger politischer Prozedur, déi duerch d'Chamber gaangen ass, ouni Recoursen an ouni Transparenz an ouni objektiv Kritären - an ech soen dat als ee vun deenen, déi an der Commission juridique souzen -, dass mer eriwvergaange sinn op eng strikt administrativ Prozedur.

Mir sinn also am Fong eriwvergaange vun engem Recht iwwert d'Nationalitéit deemools zu engem Recht op d'Nationalitéit. Een, dee wëllt Létzebuerger ginn an déi Kritären erfëllt, huet d'Recht drop. A kee kann em et refuséieren, soss kann en dat iwwert d'Géiicht akloen, kann da Létzebuerger ginn. Et gétt also haut e Recht. An dat ass an deem neien Text och net geännert. D'Kritäre bleiwen allegueren strikt objektiv Kritären: Keng Interpretatioun ass méi noutwendeg!

An den Alex Bodry huet virdrun zu Recht drop verwisen, dass dee Projet de loi vun der viregter Regierung - deen de François Biltgen nach déposiert huet - do hat den Här Biltgen am Ufank effektiv wëlles, beim Kritär vun der Honorabilitéit e gewëssene Spillraum erëm mat eranzébréngen. Ech war deemools och ganz staark opposéiert an hunn dem Här Biltgen dat och gesot, mat aneren zesummen. An de François Biltgen huet dann och an deem Projet de loi, deen en déposiert huet, drop verzicht, well e gemierkt huet, dass dat eng Mesure wier, déi net konsensfähig wier.

Och do war de Wëllen also bei der deemoleger Regierung a beim viregte Justizminister, fir sech op wesentleche Punkten am Konsens ze bewegen an net e Cavalier seul ze maachen.

E Wuert awer och, well ech mengen, dass dat wichteg ass, zu den Zuelen, fir dass mer allegueren wëssen, wou mer haut eigentlech mat der Naturalisatioun dru sinn a mat der Wierung vum besteeende Gesetz.

Mir hu bis Enn 2008, bis also dat neit Gesetz a Krafft getrueden ass, eischter ém déi 1.000 Fäll ongefëier pro Joer gehat, déi duerch d'Chamber gaange sinn, emol licht méi, emol licht manner, mä et ware graff ém déi 1.000 Fäll pro Joer.

Durch dat neit Gesetz si mer am Joer 2010 scho bei ronn 4.300 Fäll gewiescht. Do waren der natierlech ganz vill, déi laang op déi duebel Nationalitéit gewaart hunn an du wierklech praktesch all beieneen, oder wéinstens en Deel dovun, déi nei Optioun do genotzt hunn. Déi Zuele sinn du réckleefeg gewiescht bis d'Joer 2014. An zénterhier hu se sech ongefëier stabiliséiert bei 3.100 Fäll vun Naturalisatioun pro Joer.

Deem géintiwwer ass awer de Recouvrement eppes, wat an enger ganz staarker Progressioun ass. Am Ufank, 2010, némme 136 Fäll, 2015 2.211 Fäll a vun 2015 op 2016 ass et eng absolut spektakulär Hausse: Do si mer vun 2.211 Fäll eropgaangen op 4.007 Fäll, also praktesch eng Verduebelung vun de Fäll vu Recouvrement!

A wann een déi zwee zesummenzielt, da si mer 2015 vun ongefëier 5.300 Abiergerungen, also Recouvrement an Naturalisatioun zesummen, gesprongen op 7.200 Fäll, wat praktesch eng Steigerung ass vun no bai 40% bannent engem Joer eleng! De Gros dovun a fir d'éische Kéier majoritairement opgrond vum Recouvrement an net méi vun der Naturalisatioun. Deen Trend muss een awer a Fro stellen an eenzel Virriedner hunn dat och virdru gemaach.

Vun deene 4.000 Leit, déi d'lescht Joer - 4.007 Leit, fir exakt ze sinn - de Recouvrement gewielt hunn, wunner der am Ganzen 192 zu Létzebuerger. 3.800 si keng Létzebuerger Résidenten! Dat si Leit, déi oft an der noer Grenzrejoun wunner, schwéierpunktmissig an der Belsch, awer och vill a Frankräich, e besse manner an Däitschland, an awer och iwwert d'Welt verdeelt sinn. Männer wéi 5% sinn also Résidenten zu Létzebuerger. Dat ass eppes, wat een awer muss trotzdem stutzeg maachen, wat de Senn oder eventuell och Onsenn vun dár doter Mesure ugeut.

D'lescht Joer si méi Leit iwwert de Recouvrement agebiergert ginn, déi an Amerika wunner, wéi mer der haten, déi zu Létzebuerger wunner. Mir hate bei 192 Fäll, déi Létzebuerger Résident waren iwwert de Recouvrement, 215 Fäll beim Recouvrement, déi an de Vereenigte State wunner. Dat, mengen ech, misst engem wierklech ze denke ginn!

Dofir war et och fir mech keng Optioun, déi doten Dispositioun vum Gesetz weider ze verlängeren. Et hätt ee se och kennen ofschafen an désem Gesetz. Ech war net dofir, och aus Grénn vun der Rechtssécherheet. Mir hu mat deem aktuelle Gesetz zénter Jore gesot, dass dat Enn 2018 géif auslafen. Et elo iwwert den Émwee vun engem neie Gesetz ze stoppen, mengen ech, wier dee falsche Wee gewiescht. Do muss een och eng gewësse Rechts-sécherheet bidden. Mä et war fir mech keng Optioun, dat do ze verlängeren. Ech mengen, dass gutt ass, wann dat ophéiert.

Dat heescht awer dann, anescht ausgedréckt, wa mer also kucken, vun deene 7.300, wéi vill dass der do derbäi sinn, déi tatsächlich zu Létzebuerger wunner, da komme mer op eng Zuel vun ém déi 3.400 Leit.

An därselwechter Zäit sinn d'lescht Joer téschent 11.000 an 12.000 Leit zousätzlech, an engem „solde migratoire net“, zu Létzebuerger Résident ginn. Dat heescht, bei 12.000 zousätzlechen Awunner hu mer an därselwechter Zäit ongefëier 3.400 Abiergerunge gemaach. Dat ass ganz vill.

Létzebuerger ass europawäit am Verhältnis dat Land, wat déi meescht Abiergerunge mécht. Dat ass iwwerall e marginale Phénomene. Zu Létzebuerger ass et kee Massephénomene, mä mir sinn europawäit an der Relation schonn haut eigentlech ganz gutt. Mä par rapport zu eiser Realitéit... Well mir däerfen eis net just mat deenen anere vergläichen, mir müssen eis mat eis selwer beschäftegen a kucken: Wat ass bei eis d'Realitéit? An déi ass ebe bei eis, dass mer 12.000 zousätzlech Awunner d'lescht Joer kritt hunn, ronn 2% vun der Population! Dat ass aussergewéinlich vill, ass awer déi lescht puer Joer schonn esou gewiescht. An an därselwechter Zäit koumen ongefëier 3.400 Abiergerungen.

Dat heescht, anescht ausgedréckt, dass dee Pourcentage vu Leit, déi hei wunner, déi kee Létzebuerger Pass hunn, weiderhi klémmt. Elo si mer bei 47%. An dee wäert och duerch dat neit Nationalitéitgesetz, wann d'Dynamik vun der Ekonomie esou bleift wéi se ass, beschtefalls emol an engem Joer stabel bleiwen. Dass den Trend kéint réckleefeg ginn, dovunner ass a priori, mengen ech, mat de Fakte vun haut net auszegoen. Dat soen ech haut net fir d'Eisch. Dat hunn ech schonn op e puer Plaze gesot, mä dat soll een, mengen ech, fairerweis och hei dofir widderhuelen.

Dat neit Gesetz wäert awer eng ganz Rei grouss Neierunge bréngen an déi sinn och schonn zum Deel genannt ginn. Déi Eisch ass

natierlech den Droit du sol an der éischter Generation - wat eigentlech net ganz richteg ass, mä kommt, mir bleiwe bei dár Terminologie. Mir hunn haut schonn am Gesetz bei der zweeter Generation, elo kënnt en och nach derbäi an der éischter Generation. Et ass mat Sécherheet déi eenzel Mesure, déi déi meesch Auswirkunge wäert hunn. Et ass déi Dispositioun, déi déi meesch Fäll von Abiergerung wäert an Zukunft hei zu Létzebuerger generéieren, a si géllt ab dem 1. Abrëll, wann d'Gesetz a Krafft trëtt.

D'technesch Preparatiounen um Niveau vun de Gemenge lafen, hunn ech mer de Moien nach eng Keier bestätege gelooss, ganz gutt, zessumme mam CTIE vum Stat, zessumme mam Syvicol, mam SIGI an och mat der Stad Létzebuerger. An nom Stand vun haut schéngt alles drop hinzedeten, dass dat nom 1. Abrëll och um techneschen Niveau misst klappen. Ech pakken Holz un an hoffen, dass et dobäi bleift. Dat ass mat Sécherheet déi Mesure, déi am meeschte bréngt.

Mä aner Mesuré sinn och wichteg, wéi déi, dass mer der Cours de mieux vivre ensemble stären, dass mer dat andeele ronderëm engersäits d'Grondrechter, e Modull vu sechs Stonnen, anersäits eis communal a staatlech Institutiounen, dass een d'Land also versteet an déi Wäarter, déi et hei gétt, versteet, déi Wäarter, déi mer deelen. Well dat ass jo och dat, wat e Land ausmécht, wat eng Gesellschaft ausmécht: Dat ass net eng Additioun vun administrativen Dokumenter, mä dat sinn déi Wäarter, déi een deelt, ronderëm déi ee sech fanne kann: Gesellschaftswäarter, Wäarter ronderëm d'Rechtsstaatlichkeit, dat, wat mer müssen héichhalen.

An den drëtte Modull ronderëm d'Létzebuerger Geschicht an awer och d'Geschicht vun der Integratioun vu Létzebuerger an der Europäischer Unioun, dat wölle mer verstärken. An ech mengen, dass dat och e ganz wichtige Punkt ass.

Zu der Sprooch, déi haut jo och vill am Méttelpunkt stoung vun den eenzelnen Interventiounen, do wëll ech lech och, léi Kolleginnen a Kolleegen, op een Émstand opmiersam maachen: Wann een d'Debatten haut an awer och an der Vergaangenheit e bësse suivéiert huet - déi awer och op deem dote Punkt ganz sachlech gefouert gi sinn, an ech mengen och, dass dat déi richtig Aart a Weis ass, fir dat ze diskutéieren -, da stelle mer fest, dass mer beim aktuellen Gesetz, wou mer zwou Exigenzen hunn, A2 am aktive Schwätzten a B1 am Verstoen, dass mer op deem eische Kritär - wat soll ee schwätzte kennen? - vun déi Lénk bis ADR

eigentlech e Konsens hunn. Keng Partei huet gemengt, dass dat, wat ee schwätzte soll, anescht sollt goen.

Den ADR hat an enger méi spéider Phas vun deene Gespréicher gesot: „Mir kéinten eis eigentlech och virstellen, dass et zweemol B1 wier, mä wann et bei A2 bleift, domat kenne mer och liewen.“

An dat ass jo dat Erstaunlecht bei der Debatt hei am Land: Mir si vun déi Lénk bis ADR all der Meenung, dass dat, wat ee schwätzte soll, A2-Niveau ass. An da kréie mer eng Diskussioune iwwert de Stellewäert vun der Sprooch op deem zweete Kritär - et ass just do, wou mer eis net eens sinn - ronderëm de B1.

Dobäi si mir dat eenzegt Land an der Europäischer Unioun, wat bei der Abiergerung zwee Sproochekritäre virgesait. All déi aner Länner hunn ee Sproochekritär, näämlech deen, wat ee soll schwätzte kennen. Mir sinn dat eenzegt wat en zweet huet, well all déi aner Länner erausfonnt hunn, dass, wann e e bestëmmten Niveau schwätz, da versteet een och en aneren Niveau, deen an der Regel méi héich ass. Dofir si mir déi Eenzeg, déi dat hunn.

#### (Interruption par M. Roy Reding)

Dach, Här Reding, dat ass esou. Dat ass e Fakt, dat hu mer recherchéiert. Mir sinn dat eenzegt Land an der Europäischer Unioun, dat zwee Sproochenniveaue verlaagt.

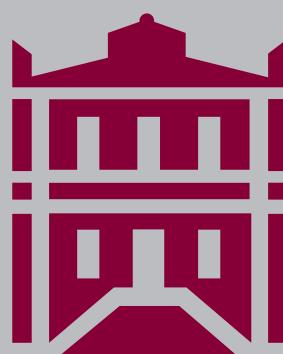
Mir hunn eis awer - obwuel et énnerschiddlech Positiounen gouf, d'CSV hat och zweemol A2 proposéiert - schlussendlech kenne fannen op engem Sproochenniveau, deen engersäits secherstellt, dass deen haitegen Niveau, wéi mer en am Gesetz kennen, am Fong bestoe bleift. Mir ginn do net erof, et bleift bei A2 a bei B1.

Doduerch dass mer kenne kompenséieren, doduerch dass mer kennen an den Examens den Aménagement raisonnable aféieren, komme mer zu dár Flexibilitéit an der Applikatioun vun d'r Sproochennexenz, déi et erlaabt, dass mer fir vill méi Leit e fairen an e gerechten Zougang zu der Abiergerung kenne kréien. An ech mengen, dass mer dat och esou richteg gemaach hunn.

Den Här Baum ass op déi Dispositioun agaangen, déi intermédiaire war, vun den aacht Joer an den 100 Stonnen. Dir wësst, dass ech perséinlech dár Meenung och sinn. Ech muss awer soen, ech hat an all deene Gespréicher do e schwéiere Stand an dat huet e Grond: Well dee Vorschlag do stoung a kengem Wahlprogramm, net vun de Gréngén, net vun de Lénken, net vun der CSV.



*Suivez la  
Chambre des Députés  
sur Facebook,  
Twitter et  
Instagram*





# SÉANCE 24

JEUDI, 9 FÉVRIER 2017

Et war eng perséinlech Iddi vu mir, déi ech do an d'Gespréich bruecht hunn, vun där ech nach émmer iwwerzeegt sinn, dass se hätt kénne ganz vill Positives bréngen. Mä wann natierlech keng Partei dat an hirem Wahlprogramm hat, dann huet een e schwéiere Stand an deenen Diskussionen. Iwwregens huet och keng Asbl an hunn och anerer dat net gefuerert, déi doten Dispositiouen.

Dat war eng genuin nei Iddi, en neie Virschlag. An deen ass net op ganz vill Géigeléit gestouss, soudass ech à regret hu missen agesinn, dass ech déi Iddi do net kéint duerchsetzen, och wann ech nach émmer mengen, dass et eng gutt Iddi ass. Mä ofgesi vun deem dote Punkt, mengen ech, brauche mer keng Regreten ze hunn.

An der Sproocheregelung, déi mer elo hunn, ass dat, wat mer haut am Projet de loi stoen hunn, léif Kolleginnen a Kollegen, eigentlech souger méi favorabel wéi dat, wat am initiale Projet de loi vun der Regierung stoung. Do hunn also d'Konsensgespréicher dozou gefouert, dass mer eng méi favorabel Regelung haut hu wéi dat, wat virdrun drastoung. Wann een dat genee kuckt, da fénnnt een dat och eraus, dass dat esou ass.

Här President, ech wëll zum Schluss kommen - a mech dann och u meng Riedezäit halen -, just fir nach eng Kéier all deene Merci ze soen, déi haut dësem Text wäerten zoustëmmen. D'Kollegee vun der ADR hu gesot, wéi eng Punkte si net kënne matdroen, obwuel si och mat därf Sproocheregelung konnte lieuen, A2 - B1, déi och nach émmer am Text steeet. Ech mengen, do sinn dann aner Divergenzen, déi ech esou zur Kenntnis huelen.

Mä dësen Text ass op jiddwe Fall e ganz wichtegen Text. Eng vu sengen Ambitionen war dës le départ, dass mer et dann elo géife fäerdebréngen, fir eis als Land eng länger Zäit net méi musse mat der Nationalitéitefro ze beschäftegen. 2001 hu mer e Gesetz gestëmmt, 2008, fir d'Drëtt 2017. An dertësch gouf et nach e Regierungs-Projet-de-loi, also eng véierte Kéier.

Ech hoffen, dass mer mat dësem breede Konsens a mat engem Text, deen en däitleche Fortschritt wäert brénge par rapport zum haitegen Text, eis dann an Zukunft elo eng länger Zäit net méi musse mat déiser Fro beschäftegen, wéssend, dass dat net fir d'Éiwegkeet ass, well d'Gesellschaft ännert sech. Den Alex Bodry huet dat développéiert, an ech deelen dat. D'Gesellschaft entwéckelt sech weider an da wäerten och dës Froen an Zukunft nach eng Kéier anesch belicht ginn. Mä fir haut hunn ech eng grouss Satisfaktiouen.

An, Här President, erlaabt mer ganz zum Schluss just ee perséinlecht Wuert, fir ze soen, an Dir wësst dat: Ech gehéieren zu deenen hei am Land, an et sinn der vill, déi net mam Lëtzebuerg Pass op d'Welt komm sinn, déi d'Sprooch, wéi de Pétitionnaire Lucien Welter gesot huet, net „mat der Mammeméellech“ kritt hunn, mä éischer mat den Oueren dobaussen, an dee se huet musse léieren.

Dir hutt mer virun e puer Joer d'Vetraue ginn, de Justizminister kënnen hei zu Lëtzebuerg ze sinn. An et ass net ouni Emotioun, dass ech soe wëll, dass ech houfreg sinn, d'Chance kritt ze hunn, an dësem Land dierfen opzeweussen, wou et engem Immigranteakand erlaabt ass, d'Nationalitéit mat lech dierfen ze diskutéieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président. - Merci och dem Här Justizminister. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussion iwwert déi zwee Gesetzer.

Mir si saiséiert mat enger Serie vun aacht Amendementer, déi vun der ADR abruect gi sinn, wou ech dervun ausginn, dass se motivéiert sinn. Ech wollt d'Fro stellen, ob dozou Wuertmeldung sinn.

(Négation)

Ech mengen, si wäre schonn an der Kommission diskutéiert an och schonn eng éische Kéier ofgestëmmt ginn. Mä dat ännert awer náisch dorun, dass jiddwereen d'Recht huet, déi Amendementen nach eng Kéier an efféntlecher Sëtzung ze presentéieren an zur Ofstëmmung ze bréngen.

Ech géif da proposéieren, dass mer noeneen iwwert déi verschidden Amendementen ofstëmmen. Déi, déi mat den Amendementen d'accord sinn, stëmme mat jo.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dat gëtt eenzel geamaach. Et si jo verschidden Amendementen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président. - Nee, ech explizéieren elo just, wéi een zu deenen eenzelnen ofzestëmmen huet. Also, déi, déi mat deene jeeweilegen Amendementen d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net mat den Amendementen d'accord sinn, stëmme mat Nee.

cord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net mat den Amendementen d'accord sinn, stëmme mat Nee.

## Amendment 1

Ech géif fir d'Éischt iwwert den Amendment 1 ofstëmme loessen, deen als Objet huet, de Punkt 1 vum Artikel 6 ofzéännernan an e Punkt 3 derbäizeseten.

## Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass deen éischen Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

## Amendment 2

Mir kommen zum zweeten Amendement iwwergoen, wou de Punkt 3 vum Artikel 14 ofgeännert soll ginn.

## Vote sur l'amendement 2

An och hei ass elo d'Ofstëmmung lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Datselwecht Resultat: 3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass den Amendement 2 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

## Amendment 3

Mir kommen dann zum nächsten Amendement, deen am Artikel 15 (2) den zweeten an den drëtte Paragraf wëllt ofänneren.

## Vote sur l'amendement 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass den drëtten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

## Amendment 6

Mir géifen dann zum Amendement 6 iwwer-

Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

## Amendment 4

Mir kommen zum véierten Amendement, deen d'Artikle 24, 25, 29, 30 an 31 betréfft an do de Punkt 3 ofännerre wëllt.

## Vote sur l'amendement 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An ech kann de Vott elo ofschléissen.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass den Amendement 4 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

## Amendment 7

Mir géifen dann zum Amendement 7 iwwer-goen, deen als Objet huet, den Artikel 28 ze sträichen.

## Vote sur l'amendement 7

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. A mir hunn alleguer ofgestëmmt.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass och den Amendement 7 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

## Amendment 8

A mir géifen dann zum aachten Amendement kommen, deen den Artikel 62 mat engem Punkt 3 wëllt ergänzen.

## Vote sur l'amendement 8

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass och den Amendement 8 verworf. Dat heescht, mir bleiwe bei deem Text, wéi e vun der Kommission presentéiert ginn ass.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank



# SÉANCE 24

JEUDI, 9 FÉVRIER 2017

Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly KAES, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir können dann elo iwwert de gesamte Projekt 6977 ofstëmmen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6977 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Et ass also den Ensemel vum Projet iwwert d'Nationalitéit. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procurationounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Do ass d'Resultat émgedréit: 57-mol Jo an 3-mol Nee. Domat ass de Projet 6977 iwwert d'Nationalitéit mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Octavie Modert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly KAES, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidiert.

A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6974 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6974 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procurationounen. An och hei hu mer elo alleguer ofgestëmmt.

An d'Resultat ass datselwecht wéi beim viregte Projet: 57-mol Jo... Ah nee, net 3-mol Nee, mä 3-mol Abstentious. Domat ass och de Projet 6974 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly KAES, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M.

Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Gëtt och hei d'Chamber de Go, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, deen zousätzlech Garantié wéll bei der Procédure pénale schafen. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Alex Bodry.

## 4. 6758 - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

- transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité;

- changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en «Code de procédure pénale»;

- modification:

- du Code de procédure pénale;

- du Code pénal;

- de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes asservés;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition;

- de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

**Rapport de la Commission juridique**

► M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dése Projet de loi huet als Zil, d'Prozedursgarantien am Strofrecht ze verstäeren. Alles dréit sech ém d'Rechter vun der Défense - vun der Verteidigung -, d'Rechter vun deenen, déi am Verdacht sti respektiv ugeklot sinn, eng Strodot vollbruecht ze henn, d'Rechter vun den Affer och. Et ass also e wichtige Projet, well en eigentlech den Nerv behandelt vun eise Strofprozesser a vun eiser Instruction pénale.

Formal gesi geet et hei haapsächlech ém d'Transpositioun vun insgesamt véier Direktiven, déi op d'Joren 2010, 2012 an 2013 zréckginn. Si ginn also an national, an d'Lëtzebuerger Recht mat deem heite Gesetz émgesat. D'Texter vun eiser Strofprozessuerdrung ginn ofgeännert a vervollstänegt, an dat an engem net onwesentleche Mooss.

Déi éischt siichtbar Konsequenz vun deem heite Gesetzesprojet wäert sinn, dass mer eis vun eisem ale Code d'instruction criminelle verabschieden, deen émgedeefet gëtt an den „Code de procédure pénale“, well dat och éischt déi richteg Terme si par rapport zu deem kodifi-

zéierten Text, well dee geet jo méi wäit wéi déi eigentlech Instruction criminelle.

Mä hannert däi Titeländerung verstoppt sech nach vill Inhaltleches. Si ass also némmen d'Spëtz vum Äisbierg, wann ech dat kann esou soen. Fundamental Annerunge vun enger Rei vu Regele vun eise Strofrechtsprozeduren, all ouni Äusnam am Senn vun enger moderner Justiz, bei däi de Justiciablel zousätzlech Rechter zougestane kritt, fir och d'Rechter vun der Défense, d'Rechter vum Affer eropzeseten, alles dat gëtt gestärkt am Senn vun engem faire Prozess. Et geet hei ém eng fair Strofinstruktionioun an e faire Strofprozess.

Duerfir hu bis elo eng Rei vu Regele gesuergt, déi mir hei zu Lëtzebuerg an eisem nationale Recht an eisem ale Code d'instruction criminelle stoen hunn, mä awer och Jurisprudenz. Notamment Jurisprudenz vun dem Europäische Geriichtshaff vun de Menscherechter henn derzou gefouert, dass déi besteeënd tex-tuell Garantien, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, eigentlech och schonn elo ausgedeent si ginn an der Praxis, fir ebe sécherzestellen, dass déi Aart a Weis, wéi hei zu Lëtzebuerg penal Instruktiounen verlaufen, am Senn si vun deene Rechter, déi garantéiert sinn, och duerch d'Europäesch Konventioun vun de Menscherechter. An et ass déi Europäesch Konventioun vun de Menscherechter an déi Jurisprudenz, déi sech drop grefféiert huet, déi och Grondlag war, de Point de départ war vun deenen europäesch Direktiven, déi mer haut probéieren an eist Nationalrecht émzeseten.

D'Recht op e faire Prozess, op eng fair Instruktioun beinhalt d'Recht op de Bäistand vun engem Affekot, an dat praktesch vun UFank un, souguer scho bei enger Enquête préliminaire. De fräien Zougang zum Dossier, d'Recht op d'Tradukioun vun de wichtigste Piècë vun enger Instruktioun, d'Recht op d'Interpretatioun bei mëndlechen Unhéierunge vu Verdächtigen a vu Beschëlleghen, e Statut vum Affer, dat zousätzlech Rechter zugesprach kritt, an en Astig iwwert deen heiten Text an déi sogenannt Justice réparatrice oder restaurative, alles dat ass innerhalb vun désem Gesetzesprojet, deen also net wäert ouni gréisser praktesch Auswirkungen op den Offaf vun eise Strofinstruktionioun bleiben.

E stärkt d'Situatioun vun der Verteidegung, erméiglecht fair Enquêteur a Strofprozesser, bréngt awer och de Risiko vu Prozedurkricher, vu Verlängerungen, vun Instruktiounsprozeduren an och de Risiko vun Annulationen vun Deeler vun Instruktiounen mat sech. Däers muss ee sech bewosst sinn. An den Ae vun der Kommissiou ass et awer esou, dass mer der Meening sinn, dass een, fir déi grouss Prinzipien ze realiséieren, och déi dote méiglech Risiko muss bereet sinn a Kaf ze huelen, well de Prinzip einfach dee richtegen ass: De Prinzip vun enger fairer Instruktioun a vun engem faire Strofprozess.

Käschtenneutral wäert deen heiten Text och net sinn. De Minister huet eis an der zoustännerger juristescher Kommissiou och magedeelt, wéi mer eng éischte Kéier doriwver diskutéiert hunn, dass d'Regierung dovunner ausgeet, dass de Budgetsimpakt eleng vun den Iwwersetzungskäschten, also Tradukioun wéi och Interpretatioun, mat aacht bis zéng Milliouen Euro kéint zu Buch schloen. Dat ass net näisch!

De Projet de loi ass den 23. Dezember 2014 vum Justizminister Braz deponéiert ginn. Den éischten Avis koum vum Statsrot den 2. Juni 2015. D'Regierung huet eng Rei vun Amendementen agereecht, fir deem Avis vum Statsrot Rechnung ze droen, fir awer och déi véiert Direktiv iwwert d'Rechter vun den Affer och nach mat iwwert deen heite Gesetzesprojet an d'Nationalrecht ze iwwerdroen. An d'juristesch Kommissiou huet sech eng éischte Kéier am Juni 2016 mat deem Projet befasst, huet selwer zwee Amendementen eragereecht. Et goufen zwee Avis complémentaires vum Statsrot. A mäi Rapport ass de 25. Januar dést Joer vun der Commission juridique ugeholle ginn.

Mir henn, wéi mer eis Aarbechtsmethod an der Kommissiou définéiert henn, dervun ofgesinn, fir hei en detailliéerten Examen Artikel fir Artikel ze maachen, wat eng méiglech Optioung gewiescht wär. Mir henn dovunner ofgesinn, well mer festgestallt henn, dass de Regierungsprojekt a senger ursprünglecher wéi och a senger amendéierter Form déi europäesch Direktive respektéiert, deelweis iwwert déi Direktive souguer an eisem Punkten erausgeet, wat d'Protektioun vun de Rechter vum Justiciablel ugeet, well déi Direktiv jo némme minimal Protektiounen a Strofprozesser an Instruktiounen garantéiert. Désen Text ass och zu 100% konform zum Text an zu der Jurisprudenz vun der Europäischer Menscherechtskonvention an hire Geriichter.

Mir henn, wéi mer eis Aarbechtsmethod an der Kommissiou définéiert henn, dervun ofgesinn, fir hei en detailliéerten Examen Artikel fir Artikel ze maachen, wat eng méiglech Optioung gewiescht wär. Mir henn dovunner ofgesinn, well mer festgestallt henn, dass de Regierungsprojekt a senger ursprünglecher wéi och a senger amendéierter Form déi europäesch Direktive respektéiert, deelweis iwwert déi Direktive souguer an eisem Punkten erausgeet, wat d'Protektioun vun de Rechter vum Justiciablel ugeet, well déi Direktiv jo némme minimal Protektiounen a Strofprozesser an Instruktiounen garantéiert. Désen Text ass och zu 100% konform zum Text an zu der Jurisprudenz vun der Europäischer Menscherechtskonvention an hire Geriichter.

Virun allem ass awer och deen heiten Text d'Resultat vun enger breeder Konzertiatioun,

déi am Virfeld gefouert ginn ass an déi och zum Deel vläicht erkläret, firwat déi Transposition vun deenen Texter hei mat engem gewéssene Retard geschitt: well déi Texter vun dem Projek hei d'Resultat si vun den Aarbechte vun engem Aarbechtsgrupp, deen agesat ginn ass énnert der Féierung vum Justizministère, wou awer och de Parquet général, de Parquet vun Dikrech a vu Lëtzebuerg, wou de Cabinet d'instruction, d'Police judiciaire wéi och de Barreau vertratt waren.

Also all wichteg Akteuren, déi mat däi doter Matière ze dinn hunn, hu mat un deem heiten Text geschafft, wou et drëm gaangen ass, mäi en allgemengen Text vun der Direktiv och wierklech relativ detailléiert a prezis an eise Code d'instruction criminelle, an Zukunft genannt „Code de procédure pénale“, ze intégréieren.

Dat war keng einfache Aufgabe, well d'Texter vun enger Direktiv sinn dat eent, a se dann anfügen an der Kohärenz vun engem besteeënde Code hei zu Lëtzebuerg, dat ass eppes aneschers. A selbstverständliche bleiben och nach émmer déi eng oder aner Punkten, wou Interpretatiounspillraum besteet. Et war net méiglech - an déi aner Länner, déi et émgesat henn, wéi d'Fransousen, henn dat och net fäerdegruecht -, fir all Interpretatiounspillraum hei erauszekréien. Mä et ass wierklech probéiert ginn, esou prezis wéi méiglech déi enzel principiell Regelen hei an d'nationaalt Recht ze veranker.

Ech henn et schonn ugedeit: Dës Émsetzung an Nationalrecht war iwwerfällig, well déi véier Direktiven hätte misse respектив de 27. Oktober 2013, den 2. Juni 2014, de 16. November 2015 an de 27. November 2016 an eist Lëtzebuerger Recht émgesat ginn.

Well dat net geschitt ass, ass et awer bis elo esou gewiescht, dass déi Texter vun der Direktiv schonn deelweis Applikatioun fonnt henn hei zu Lëtzebuerg, well et no der allgemeng gültiger Jurisprudenz op europäeschem Plang jo esou ass, dass, wann en Direktivtext prezis genuch ass, fir eng Application directe ze kréien - wann den Délai de transposition émgesat (veuillez lire: ofgelaf) ass -, da müssen eis Geriichter och deen Text vun der Direktiv applizieren do, wou en ebe cloer genuch ass.

An dat ass net an alle Punkten de Fall gewiescht, mä awer op ville Punkten de Fall gewiescht, wat déi Direktiven hei ugeet, soudass also och schonn eis Geriichter an deene leschten zwee, dräi Joer d'Geleéenheit haten, fir déi Texter deelweis schonn émzeseten an et och schonn zu Jurisprudenz eigentlech opgrond vun deenen Direktiven net némmen hei zu Lëtzebuerg, mä och an anere Länner komm ass, déi och Schwierigkeiten haten, déi Texter an den Délaien an hiet nationaalt Recht ze iwwerhuelen.

Soudass een also net ka soen, dass doduerjer d'Rechter vun der Verteidegung, d'Rechter vun den Affer wierklech fundamental geschmälert gi wären, duerch dee Retard an der Transposition. Nach si mer eis eens, dass et ideal wär, wa mer all déi europäesch Texter, zemoools wann et ém Rechter vun eisem Leit geet, géifen an de virtuellen Délaien émsetzen.

A wann ee mierkt, dass een dat net fäerdegruegt, da wären d'Länner vun der EU gutt beroden, fir aner Transpositionsdélaien an d'Direktiven dann eranzeseten, déi vläicht e bësse méi realistesch wäre wéi déi, déi schlussendlech festgehale gi sinn.

De Parquet général hat och Suerg, fir eben déi uniform Applikatioun vun deenen Direktivtexter elo schonn



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,  
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

eng appropriéiert Protektioun verfügen. Si müssen unerkannt ginn, mat Respekt behandelt ginn an hunn e Recht op Bäistand - notamt juristesche Bäistand, mä net némme juristesche Bäistand - an och Zougang zur Justiz, Zougang och zu den Akte vun hirer Affär.

Wichteg ass, et ass d'Recht op Informatioun, wat se kréien: Also direkt, soubal se als Victime erkannt ginn, musse se iwwer hir Rechter informéiert ginn. Dat geschitt also direkt am Ufank vun der Prozedur an net eréischt an engem méi spéide Stadium. Dat kann also geschéien bei der Plainte, dat ka geschéien, wann d'Prozedur amgaang ass, dat kann och méi spéit geschéien.

Dat Recht op Informatioun vun den Affer geet während der Instruktioen bis zum Prozess wieder, a souquer dorriwwer eraus. D'Affer huet also och e Recht gewuer ze ginn, wéi zum Beispill eng Strof exekutéiert gëtt. Och dat sinn Informatiounen, déi kënnen zoudedroe ginn.

Virun allem awer och, an dat ass eng Parallel zu deem zweete Volet vum Projet, deen also déi Beschlëggt an déi Ugekloten ugeet an engem Strofinstruktioen: Si hunn e Recht op Iwwersetzung, wat mëndlech Aussoen ugeet, also Interpretatioun, respektiv op Traduktioen vu schriftelechen Dokumenter.

Nei ass deen Artikel, deen elo an de Code de procédure pénale stoe kënnt iwwert d'Konzept vun der sougenannter Justice réparatrice oder restaurative, eng Aart Täter-Opfer-Ausgläch, deen net eent zu eent ze verwisselen ass op jidde Fall mat der Médiation pénale. Hei geet et drëm, dass all Akteuren, dat heescht souwuel d'Affer wéi den Täter aktiv matschaffen un der Behiewung vu Problemer, déi an direktem Zusammenhang sti mat d'r Strofot, déi gemaach ginn ass, besonnesch, mä net némme, wat d'Reparatioun vun dem Préjudice ugeet. D'Zil ass et, dass dem Affer sái Schued behuewe gëtt, dass d'Reinsertioun vum Täter favoriséiert gëtt an dass de sougenannte gesellschaftliche Fridden, d'Paix sociale, erém hiergestallt gëtt.

Et ass selbstverständlich, dass dat Instrument vun d'r Justice restaurative némme kann agesat ginn, wann all d'Parteien domadder averstane sinn. An esou eng Mesure de justice réparatrice kann an alle Stadie vun der Affär virgeschloe ginn, scho während der Enquête oder och eréischt souquer nom Uerteel.

Et ass momentan en Aarbeitsgrupp am Ministère de la Justice amgaang, fir en zusammenhängend Konzept fir Lëtzebuerg ze entwéckelen, wat déi doten nei Iwwerleeungen ugeet, déi mer am Usaz vläicht schonn hei hunn, mä wou awer och nach Professioneller sollen awieren, wou vun engem Agrément rieds ass. Also, et muss nach eng Mise en place vun deem ganze System an deenen nächste Méint geschéien, fir dass mer dat dote modernt Konzept, fir u sech en Täter-Opfer-Ausgläch ze fannen, dann och kënnen hei zu Lëtzebuerg propper émsetzen.

Wichteg ass och, dass mat deem heiten Text d'Notioun vun der Victime méi large definéiert gëtt, wéi dat haut an eiser Gesetzgebung de Fall ass. D'Victime ass eng Personne physique - et kann och eng Personne morale sinn -, déi e Schued erlidden huet, e materielle Schued oder e moralesche Schued, onofhängig dovunner, ob se eng offiziell Deklaratioun oder souquer eng Plainte gemaach huet. Soubal e Schued festgestallt gëtt, dann ass ee Victime, och wann ee kee formalen Akt gesat huet. An da spiller eigentlech all déi Rechter, déi hei am Code de procédure pénale nei definéiert ginn, fir déi dote Victime.

Dat zum Volet vun den Affer. Ech kommen dann elo op deen zweete Volet hin. Dat sinn

déi prozedural Garantië fir déi Leit, déi verdächtigt oder ugeklot sinn an engem Strofinstruktioen.

Dräi fundamental Rechter: d'Recht op Traduktioen, d'Recht op Interpretatioun, d'Recht op d'Assistenz vun engem Affekot, an och Zougang zum Dossier.

Wat de leschte Punkt ugeet, do ass bis elo déi Fro, wéi den Affekot assistéiert, bei eis an am Code d'instruction criminelle némme am Beräich vun der Flagrance oder an der Hypothees vun der Flagrance geregelt. Duerch dést Gesetz - iwwert d'Direktiv - gëtt dat elo ausge-deent och op d'Enquête préliminaire, op de Mandat de comparution an de Mandat d'amener. An all deene Fall gëtt kloergestallt, wéi d'Assistenz vum Affekot auszegesinn huet. Dat Recht gëllt an alle Momenter, also och an dem absolutte Virstadium, deem vun engem Enquête préliminaire, wat jo nach keng richteg Instruktioen ass am eigentleche Senn vum Wuert, déi kann zu engem Uklò féieren.

Dozou gehéiert natierlech och direkt, niewent dem Bäistand vum Affekot, den Zougang zum Dossier iwwert den Affekot. Dat ass e leidegt Thema, wat oft diskutéiert gëtt, téschten den Affekoten an dem Parquet haapsächlech, heiandsdo och mam Juge d'instruction. An och hei gi mer eigentlech wäit, méi wäit wéi dat nach viru Joren hei zu Lëtzebuerg üblech war. Och do gëllt, dass eigentlech dee Kontakt mam Affekot, wéi gesot, kann direkt virum éischten Interrogatoire stattfannen, dass en och do kann zwar keng Kopie vum Dossier kréien, mä e Bléck an den Dossier geheien. An e ka sech souquer och virum éischsten Interrogatoire am Regelfall - et ginn och e puer Ausnamen - mat sengem Client konzertéieren.

#### (Interruption)

Dat war et awer laang net.

Et kann een also duerchaus soen, an dat huet de fréiere Procureur général a senger éischter Sitzung am Juni bei eis och esou duergestallt, dass duerch déi heiten nei Regelen dem Affekot seng Roll an der Prozedur méi staark gëtt, wéi dat traditionell hei zu Lëtzebuerg de Fall war, an doduerch natierlech och d'Vertéidegung gestäärkt gëtt. An doduerch komme mer no an no vun engem inquisitoiresche System, wéi hei zu Lëtzebuerg eist Strofrecht opgebaut ass, an d'Apparenz zumindest vun engem akkusatoresche System eran.

Wichteg Neierung ass och, dass d'Direktiv an doduerch und eisen Text hei virgesait, dass een och kann énner gewéssene Konditiounen eng Plainte maachen an engem anere Land, wéi wou d'Infraktioun geschitt ass, dass also do och eng Besserstellung eigentlech kënnt. Et kann een och d'Hoffnung ausdrécken, dass mat der fortschreidender Informatiésierung an Digitalisierung och vun eisem Justizwiesen zumindest mételfristig d'Fro vun der Kopie vun den Dossieren och besser ka geléist ginn, wéi dat haut nach de Fall ass. Dat muss e gemeinsamt Zil sinn.

Dat ass haut nach net émmer an deem géege-gente Mooss garantéiert. Och d'Avocats péna-listes, mat deenen ech als President vun der Kommissioun Kontakt hunn, hu mer gesot, dass et och schwéier ass fir en Affekot ze kontrolléieren, ob dann den Dossier wierklech komplett ass! E kritt gewéssen Dokumenter zougestallt. Mä sinn do all d'Dokumenter dran? Oder entdeckt en dat herno beim Prozess dann, dass nach dat eent oder anert Dokument him vläicht net zougestallt ginn ass? Wann alles bis informatiésiert an digitaliséiert ass, dann ass dat natierlech och kloer archivéiert. Da misst et méiglech sinn, fir och deenen dote Konflikt-situatiounen kënnen aus dem Wee ze goen.

Ech kommen dann ze schwätzen op d'Fro vun

dem Recht op Interpretatioun respektiv och op Traduktioen. Och dat ass eng ganz spannend Fro, och opgrond vun där méi komplexer Situatioun, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg hunn! Do si mer erém an der Sproochendiskussioun dran, also émmer e bëssen e minéierten Terrain. Mä interessant ass jo hei, dass mer no eissem Gesetz vu '84 effektiv notammt och am Justizberäich dräi Sproochen hunn, déi unerkannt sinn: Dat ass Lëtzebuergesch, et ass Franséisch an et ass Däitsch. An en fait, besonnesch och am Strofberäich ginn och déi dräi Sproooch regelmäisse gebraucht.

A wann ech mat Ausläänner diskutéieren - an ech versichen émmer, déi Besonneschheet vun eiser Sproochesituatioun, eisem Sproochesystem duerzestellen -, huelen ech émmer dat Beispill aus der Justiz, aus der Penaljustiz, wou ganz oft d'Procès-verballe vun der Police nach émmer op Däitsch verfaasst sinn, wou u sech d'Affekoten d'Tendenz hunn, majoritär zumindest, op Franséisch ze plädéieren, a wou dann awer oft, wann Zeien derbäi sinn oder d'Leit selwer gehéiert ginn, déi Lëtzebuergesch schwätzen, och de Riichter mat hinne Lëtzebuergesch um Geriicht schwätzt. Also e rich-tege Sproochesystem eigentlech, wou mer hei an deem doten Deelberäich vun eisem Liewen dra sinn. An dat ass natierlech och hei ganz spannend, wann et drëm geet, fir déi Direktiv hei émzeseten, well déi natierlech émmer vun „der“ Langue de procédure schwätzt an net vun „les langues de procédure“, vun „der“ Langue de procédure. Mir hunn der eigentlech awer dräi hei.

Ech mengen, dass mer do awer och, wat d'Interpretatioun ugeet, däerfte keng gréisser Schwierigkeiten hunn. De Prinzip ass, dass deejéinegen, dee verdächtigt gëtt, deejéinegen, deen herno eventuell och ugeklot gëtt, respektiv och d'Victime - déi huet jo hei déiselwecht Rechter an deem dote prezise Fall -, dass déi musse gehéiert ginn an engem Sprooch, déi se verstinn. A wann déi Persoun net déi dräi Sproooche beherrscht, muss se gehéiert ginn an d'r Sprooch vun deenen dräi, déi se versteet. An datselwecht gëllt natierlech och fir d'Dokumenter.

Wann d'Dokumenter an engem Sprooch, zum Beispill op Franséisch, verfaasst sinn, an d'Person, och wa se Lëtzebuerg ass, versteet net genuch Franséisch eigentlech, fir déi Dokumenter am vollen Êmfang ze verstoen, ka se menger Meening no verlaangen, dass déi wichteg Dokumenter - dat si jo déi „documents essentiels“ - , dass déi och iwwersat ginn. Si kann natierlech awer och op dat Recht verzichten. Dat gesäßt d'Gesetz och vir, dass een op e Recht ka verzichten. An der Praxis muss ech soen, wann et e bësse méi schwéier Affäre sinn, ass jo och relativ schnell en Affekot mat derbäi an da stellt sech déi Fro praktesch e bëssen anescht, well den Affekot da jo ganz oft dee juristesche Bäistand mécht an och selwer eng Rei vun Iwwersetzunge vläicht mécht. Mä jiddefalls, den Text ass awer kloer: De Prinzip ass, dass ee muss déi Sprooch verstoen, an dàr ee gehéiert gëtt respektiv an d'r déi wichteg Dokumenter verfaasst sinn, soss kann ee verlaangen, dass déi och iwwersat ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Här Rapporteur, Är Zäit ass lech fortgelaft.

► **M. Alex Bodry** (LSAP), rapporteur.- Dat ass ganz schrecklech!

#### (Interruption)

Dat heescht, da ginn ech mech elo erém sätzen an ech kommen als LSAP-Spriecher erém erop?

#### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ah, wann Der dat glächzäiteg maacht, dann ass et selbstverständliche...

► **M. Alex Bodry** (LSAP), rapporteur.- Ech géif ganz kuerz vläicht, wann Der erlaabt, nach op eppes hiwisein.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Kee Problem.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo?

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dat do ass e wichtige Projet an ech sinn der Meening, dass mer dem Rapporteur sollte méi Zäit ginn. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Den Här Rapporteur huet der souwisou elo méi, well en als mandatierte Spröcher kann déi Zäit beusprochen. Kee Problem.

► **M. Alex Bodry** (LSAP), rapporteur.- Merci. Ech géif probéieren, nach op déi dote Punkten e bëssen anzegoen, well et effektiv wichteg Punkte sinn.

► **Une voix**.- Dat ass, wann ee fein ass!

► **M. Alex Bodry** (LSAP), rapporteur.- D'Tex-

tur ginn och ausdrécklech vir, dass an Ausname-fäll och d'Traduktioun vun eenzelnen Dokumenter kann direkt mëndlech gemaach ginn. Dat gëllt dann am Procès-verbal festgehalten. Da gëllt dat als Traduktioun. Wichteg ass och, dass fir Leit, déi e Sproochenhandicap hunn zum Beispill, dat heescht, déi schlecht héieren oder schlecht schwätze können, dass och do muss derfir gesuergt ginn, dass da Leit mat bâigezu ginn zum Beispill, déi dann d'Gebäerdeprooch beherrschen oder déi kenne fir eng Kommunikatioun eigentlech suergen an deem dote Fall.

Elo ginn et natierlech émmer erém Grenzfäll. Et ass u sech awer un der Autoritéit, déi héiert oder déi d'Instruktioun mécht, ze jugéieren no engem Gespréich, ob déi Persoun tatsächlich Problemer mat der Sprooch, mam Versteesde-mech huet. Et geet eigentlech net duer, dass een dann einfach seet: „Ech verstinn dat net, ech hätt elo gären en Interpret!“ U sech ass et un d'r Persoun, d'r déi Autoritéit, déi also an dat Ganzt, an déi Instruktioun mat implizéiert ass, déi muss dat jugéieren. An et ass natierlech esou, dass, wa se falsch jugéiert, da riskéiert dat zur Annulation vun engem Akt vun der Prozedur ze féieren, dat opgrond vun allgemenge Bestëmmungen. Dat ass den Artikel 48-2 an 126 vum Code de procédure pénale, wou ee kann d'Nullitéit vun engem Enquête, vun engem Prozedur als Ganzt respektiv vun engem Akt vun der Prozedur froen. Zum Beispill wa Refuse gewiescht wären, fir en Dokument ze iwwersetzen, an et géif sech erausstellen, dass tatsächlich dee Mann oder déi Fra déi Sprooch net beherrscht, da kann dat natierlech zu engem Annulation vun deem doten Akt vun der Prozedur féieren. Dat ass e Risiko, dee besteet.

Allerdéngs sinn Délai virgesinn am Text. Mir hu schlüssendlech festgehalten, dass et en Délai vu fénnef Schaffdeeg ass, „cinq jours ouvrables“ - am Ufank soltten et „cinq jours ouvrables“ sinn, mir hunn en Amendement zu deem dote Punkt agereecht gehéiert - , dass et „cinq jours ouvrables“ sinn, wou ee kann also esou eng Décisioun contestéieren iwwer e Recours en annulation. An de Point de départ vun deem Délai, dat ass dee Moment, wou déi Partei d'Kenntnis kritt huet vum Akt, dee contestéiert ass. Och do können natierlech émmer erém Interpretatiounsdivergenze kommen. Mä dat ass och haut mam aktuellen Text net anescht.

Wichteg ass nach, dass d'„frais d'interprétation et de traduction“ bei de Strofprozesser vum Stat gedroe ginn. Si sinn net Bestanddeel vun den „frais de justice“ a Strofprozesser. Dat ass ausdrécklech hei am Text virgesinn. Dat erkläret natierlech och deen héije Käschtepunkt, deen dat Ganzt mat sech bréngt, soss kéint een do en Deel vun deene Fraisen zumindest récupéreren.

Här President, ech sinn elo um Enn vu mengen Ausféierungen ukomm. Ech sinn der Meening, dass déisen Text wichteg ass, fir eng fair penal Instruktioen ze garantéieren, fir e faire penale Prozess och ze gewährleeschten. Wann ee vläicht mengt an der éischter Reaktioun, et géif iwwerdriwwen ginn - dat kéint jo emol engem virkommen ze soen: „Ass dat doten dann néideg!“ - , ech mengen, dann helleft et ganz liicht, wann ee sech emol eng Kéier an eng Situation versetzt, wou ee selwer an engem Land ass, huele mer emol Vakanzelänner wéi Spuenien oder Portugal, wou een - dat ass elo mäi Fall - déi dote Sproochen net weider beherrscht, wou een da gehéiert gëtt, wou ee konfrontéiert gëtt mat Instruktiounsakten even-tuell a wou een net à même ass novezolléen, wat eigentlech richtig gesot gëtt, och wann en Affekot niewendrusézt, wat eigentlech gesot gëtt respektiv wat geschriwwen gëtt.

Ech mengen, dat mécht engem méi kloer, wann ee sech selwer eng Kéier an d'Haut era-versetzt, dass ee mat esou engen Situationen géif konfrontéiert ginn, wéi wichteg eigentlech déi heiten Texter sinn, fir wierklech e faire Prozess, eng fair Instruktioen am Strofrecht ze garantéieren. An duerfir ware mer, mengen ech, och an der Kommissioun eis op engen breeder Basis eens, dass déi Émsetzung vun deenen Direktiven hei soll esou schnell wéi méiglech geschéien. Duerfir recommandéiere mer der Chamber, fir deen Text hei guttzeheeschen, wéi ech selbstverständliche och den Accord vun der LSAP-Fraktioun abrénggen.

Merci!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden.

#### Discussion générale

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Merci, Här Pre-sident. Fir d'Eischt e grousse Merci dem



Rapporteur fir säi schriftechen a mëndleche Rapport zu dësem techneschen, awer wichtegem Projet.

Duerch dëse Projet de loi ännere mer net némmen den Numm vum Code d'instruction criminelle an „Code de procédure pénale“ ém. Et ass méi wéi eng Ébenennung vum sougenannten „roude Code“, well, wéi et am Titel steet vun dësem Projet de loi, et ass e wichteg Schrëtt zu dem Renforcement vun de Garanties procédurales am Lëtzebuerger Strofrecht.

D'Originne vun eisem Code d'instruction criminelle ginn op de franséische Code d'instruction criminelle vum 17. November 1808 zréck, deen zu Lëtzebuerger bis den 19. November 1929 a Kraaft war. 1929 huet Lëtzebuerger sech, wéi et a verschidde Publikatiounen heesch, eng Legislatioun ginn, déi fir déi Zäit exemplaresch war. D'Gesetz vum 19. November 1929 huet probéiert, zwee Ziler ze vereenegen: op där enger Säit d'Strodoten ze poursuivéieren an hir Auteuren ze bestrofen, op där anerer Säit fir de Prévenu eng korrekt an impartialiell Instruktioun - mir nennen dat haut eng „instruction en faveur et en défaveur“ - ze garantéieren.

Mä et sollt sech an der Praxis erausstellen, datt d'Gesetz vun '29 net émmer esou émgesat ginn ass an der Praxis, wéi et hätt misse sinn, well d'Rechter vun dem Prévenu net émmer respektéiert gi sinn. Déi nächst gréisser Reform ass duerch d'Gesetz vum 16. Juli '89 émgesat ginn. Hei ass haapsächlech de Livre 1<sup>er</sup> iwwert d'Action publique an d'Instruction geännert ginn, fir de Justiciabel besser ze protegéieren.

Déi meesch Ännunge vum Code d'instruction criminelle waren inspiréiert vu franséischen oder belschen Texter. Säit 2000 stéet och dës Matière ännert der Influenz vun europäeschen Texter. An och haut, Här President, ännere mer de façon substantielle de Code de procédure pénale wéinst enger Rei europäeschen Direktiven, déi de Rapporteur opgezielt huet.

D'Direktiven, déi mer hei émsetzen, sinn am Jargon bekannt ännert de Mesuren A, B, C an D. Dat kléngt no Vitaminnsprätz fir d'Procédure pénale. D'Mesuren A sti fir d'Recht op eng Iwwersetzung an en Interpret. D'Mesuré B sti fir datt de Prévenu oder den Accusé, deemno wéi, wou mer an der Procédure sinn, méi Rechter kréien am Kader vun der Procédure pénale. D'Mesuren C beinhalten d'Recht op e Conseiller juridique an eng Aide juridictionnelle. An d'Mesuren D sti fir d'Recht op Kommunikatioun mat de Familljemberen, dem Employeur an den Autorités consulaires.

De Rapporteur huet et ervirgestrach: D'Direktiven hätte scho missen émgesat ginn, mä de facto sinn dës Direktiven awer opgrond vu Circulaire vum Parquet a vun der europäescher Jurisprudenz ganz oft scho vun den Autoritéiten appliziéiert ginn. An awer! An esou enger delikater Matière wéi dem Strofrecht ass et wichteg, datt ee kloer Texter huet, besonnesch am Kader vun der Procédure pénale, wou ganz vill um Spill stéet fir de Prévenu, Accusé an awer och d'Victime.

De Rapporteur ass op all déi Verbesserungen agaangen. Ech wéilt dat hei net alles widderhuelen. Erlaabt mer just e puer Punkten, Här President, nach eng Kéier ervirzesträichen, déi fir mech ganz wichteg sinn.

Éischte Punkt: De Prévenu ka sain Affekot consultéiere virum éischten Interrogatoire. Dat ass eng wesentlech Neierung an eiser Procédure pénale.

Den zweite Punkt ass, datt een den Dossier elo kann „sans déplacement“ consultéiere beim Juge d'instruction. Domadder hält dann endlech d'Pilgerfaart an de Cabinet d'instruction op, wou Stagiairen an Affekoten hu misse Stonnen, jo Deeg sétzen a Kassette voll diktéieren, fir dann d'Elementer am Cabinet, also an der Etüd, kennen ze analyséieren, fir hire Client ze verteidegen.

Dritte ganz wichteg Punkt ass, datt keng Inculpation systématique méi während dem éischten Interrogatoire gemaach gëtt, mä just wa wierklech seriö Indizie virleien.

De véierte Punkt ass de Renforcement vun de Rechter vun de Victimmen. Well souwuel de Prévenu wéi och d'Victimmen hunn e Recht op eng effikass Traduktioun an en Interprète de

qualité, fir kennen ze verstoen, ém wat et geet. Hei stellt sech dann och d'Fro - an de Rapporteur ass hei och am Detail op déi Problématik agaangen -, ob eng Persoun, déi just Lëtzebuerger zum Beispill versteet, ka fuerden, d'Dokumenter op Lëtzebuerger iwwersat ze kréien oder op eng aner Sprooch, wann et en Auslännner ass.

Ech sinn do ganz d'accord mam Rapporteur. Et muss ee kennen d'Texter an d'Procédure verstoen. An duerfir ass et wichteg, datt een dat Recht op eng effikass Traduktioun an en effikass Interpret kritt.

Duerch d'Transpositioun vun den Direktive ginn och eng Rei Changementer am Gesetz vum 17. Mäerz 2004 iwwert den Mandat d'arrêt européen agefouert, wéi och am Gesetz vun 1971 iwwert d'Traducteuren, d'Expertens an d'Interpreten en matière répressive et administrative, wéi och eng Rei Changementer am Gesetz iwwert d'Affekoten.

Am deponiéierten Text stoung nach d'Fouille judiciaire dran. Déi ass awer op Avis vum Statsrot erausgeholl ginn.

Här President, och wann et sech hei a priori ém en technesch komplexen Text handelt, ass dëse Projet de loi e wichteg Schrëtt zum Renforcement vun de prozedurale Rechter souwuel vun de Prévenuen, Accuséen, wéi och vun de Victimmen. Méi Rechter am Kader vun enger Procédure pénale fir de Prévenu heesch net, d'Strofrecht méi large ze interpretéieren. Et kann awer och net sinn, datt d'Rechter dozou féieren, d'Procédures onnéideg ze verlängeren, fir wélln Zäit ze gewannen. Den Challenge ass also an Zukunft, fir d'Garantien anzehalen, awer och den Délai raisonnable, besonnesch en matière pénale, an dëst am Intérêt vum Prévenu, dem Accusé an der Victime.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn lech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gloden. Nächst Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter. Am nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Viviane Loschetter (déli gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mech dann och bei dësem Projet ganz kuerzfaassen, well e ganz technesch ass a well en och ausfierlech presentéiert ginn ass a senger Technicitéit vum Rapporteur.

Dat sougenannt ABC-Gesetz, eigentlech schwätze mer hei iwwer ABCD, véier Direktiven, eng aus dem Joer 2010, zwou aus dem Joer 2012 an eng aus dem Joer 2013, sinn effektiv Direktiven, wann ech et elo an enger einfacher Sprooch ausdrécken, déi d'Rechter souwuel vun alle Partien, géif ech soen, vun deem, deen d'Victime ass, a vun de Suspekten, am Fong geholl verbesserten doduerch, datt effektiv d'Prozedursrechter méi grouss gi fir d'Victime. Virun allem, an dat ass och hei erkläert ginn, d'Assistance linguistique, déi och eben an der Konvention vun de Menscherechter beinhalt ass, déi ass wierklech ganz bis an den Detail och an de Rechter beschriwwen.

An dat sinn effektiv Rechter, déi souwuel am Mëndleche wéi am Schrifteche jiddwerengem d'Méiglechkeet an Zukunft wäerte ginn - net d'Méiglechkeet, mä eng Obligation, e Recht -, fir kennen iwwer alles a vun Ufank un an éier d'Prozedur eigentlech lassgeet a senger Sprooch oder an enger Sprooch, déi e versteet, och kennen informéiert ze ginn, iwwer alles! Iwwer firwat en - fir dee Suspekten -, firwat e festgeholl ginn ass, wéi d'Prozeduren an deem Land sinn, wou e festgeholl ginn ass, wat fir eng seng Rechter sinn, dat heesch d'Recht och vun den Droits fondamentaux, datt en e Recht op de Silence och huet, datt en e Recht huet och op d'Assistance vun engem Affekot an datt déi och gratis ass an datt en och mat sengem Affekot selbstverständliche in Droit d'accès aux dossiers huet.

Dat sinn alles, wann ech mer dat esou iwwerleeën, am Fong geholl Rechter - et ass wierklech eng Iwwerleeung, déi ech hei ginn -, wou ee sech hätt kenne virstellen: Ma dat ass dach eng Selbstverständlichkeit, datt een déi Rechter huet ze wéissen, firwat ee festgeholl ginn ass, datt een dat och versteet, datt een dat net an enger Sprooch (veuillez lire: matgedeelt kritt), wéi virdrun d'Beispill vum Rapporteur genannt ginn ass, wou een an engem Land ass,

wou een dat weder versteet am Schwätzen nach et liess kann. Eigentlech misst dat e fundamental Recht sinn, souwuel vun engem Suspekten, vun engem Accusére wéi och vun enger Victime, déi kennt an déi och e Recht huet op Indemnisation, op Réparation an engem Délai raisonnable an och do op déi noutwendeg - eben an där leschter Direktiv -, op déi noutwendeg Accèsen: datt se versteet, wat geschitt ass, datt se d'Informatione kritt, datt d'Famill och informéiert ass. Dat ass e ganz wesentleche Punkt och, datt d'Famill weess, wat an deem Incident geschitt ass.

Bon, déi ginn elo iwwer Direktiven (veuillez lire: déi Rechter ginn elo iwwer Direktive garantéiert). Dat ass natierlech och flott, well dat heesch, datt dat eigentlech applikabel an all deenen europäesche Länner ass, datt dat do émgesat gëtt an datt mer dat och hei zu Lëtzebuerger - obwuel mer scho ganz vill dovunner haten a ganz vill schonn applikabel war, duerch eben déi Délaien, wou mer Verspéléitung haben -, datt mer och hei elo kennen d'Droits procéduraux en matière pénale nach eng Kéier renforcéieren.

Ech wéll och do ophalen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Selbstverständlich droe mir déi Émsetzung vun deene véier Direktive mat a mir sinn eigentlech frou, datt an enger penibeler Situations - souwuel fir de Suspekten, deen nach émmer némmen e Suspekten ass, wéi och fir d'Victime, déi ganz kloer eng Victime ass -, se kennen op méi Rechter zréckgräifen, wéi dat bis elo de Fall war.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Loschetter. Am nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, virop och mäin häerzleche Merci a mengem Numm an och an deem vun der DP-Fraktioun un den Här Alex Bodry fir sain exzellente schriftechen a mëndleche Rapport an déser dach komplizierter an technesch Matière. Den Här Bodry ass op all d'Detailer agaangen. Dowéinst wäert ech mech bornéieren, eng Serie vu Remarquen ze maachen.

Här President, duerch d'Transpositioun vun dëse véier Direktiven an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung kréie mer direkt eng signifikativ Verbesserung op zwee Pläng: éischtens besser Information, bessere Schutz, besser Ennerstëtzung vun den Affer an net némmen den Affer selwer, mä och vun de Membere vun hire Familljen an och d'Affer par ricochet.

Dann derniewent, wat ganz interessant ass, datt ass déi Justice réparatrice oder restaurative, dat ass praktisch e Paradigmewiessel, well eng nei Relationen téschent de Prévenuen an den Affer soll hiergestallt ginn. Dann derniewent natierlech nei Garantien an nach verstärkte Rechter fir eben d'Prévenué selwer.

Här President, et gesait ee ganz kloer, dass mit dësen Direktiven - an et kann ee praktisch soen, vum Ufank vun de Joren 2000 - an den europäeschen Direktiven an deemno och hei zu Lëtzebuerger duerch de Fait, dass mer se émsetzen, mer wierklech eng Evolution feststelle vun enger strenger, inquisitiver Justiz nach nom franséischen napoleonesche Modell zu enger vill méi humaner a mënscherechtsfréndlecher Justiz, well ganz laang Joren - an ech mengen, de Léon Gloden huet et gesot, eis Coden, déi si wierklech vun dem Ufank vum 19. Jorhonnert - war den Haaptbut eben, fir déi Schëlle ge bestrofen, an d'Opfer, déi sinn außen vor bliwwen.

Hei gëtt elo duebel intervenéiert. Dat heesch, foussend op dem Artikel 6 haapsächlech vun der Europäescher Menschenrechtskonvention vun 1950 gëtt d'Notioune vun engem Procès équitable, vun engem faire Prozess ervirgestrach an et gëtt wierklech gekuckt, dass dat spilt sougutt fir d'Opfer wéi fir d'Täter.

Ech kommen net méi op all déi Mesuren zréck, mä wann ech kucken, d'ganz Informationen, den Accès zu den Dossieren, d'Consultatiounen, an dann, wat extrem wichteg ass, d'Interpretatioun, dass all Mensch genau versteet, firwat en ugeklot gëtt a wat en erwaart, op däraner Säit d'Iwwersetzung vun all de wichteg Piècen, déi ee muss kenne fir d'Défense, déi dann awer och d'Opfer muss kenné, fir ze wéissen, ém wat et geet, alles dat si grouss Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech mengen, meng Virriedner hunn et alle guerte gesot: Dat hei ass e ganz wichteg Projekt, wou mer virukommen, wou mer moderniséieren, wou met demokratiseieren, ouni dass awer d'Qualitéit vun eiser Justice pénale ännert. Mir kréien en neien Numm, en „Code de procédure pénale“. Et ass net méi dee strenge vum „Code d'instruction criminelle“, mä de Contenu, d'Qualitéit vun deem, wat hei virgess ass an dësem Projet, et ass dat, wat zielt.

An duerfir bréngen ech och mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Beissel. Dann huet d'Wuert den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Aus all deenen exzellente Grénn, déi d'Virriedner genannt hunn, wäerte mir als ADR dësen Text och matdroen.

Mir wäerten allerdéngs och an der Praxis kucken, datt dat och émgesat gëtt. Well effektiv hate mer Defiziter, déi net tragbar waren! Et koum vir, datt am Dossier um Untersuchungsgericht Fardé waren, op deene stoung: «à retrier en cas de consultation par un avocat». Ganz oft koum et dozou, datt Verdächtiger verhéiert gi sinn, ouni datt den Affekot konnt vir-dru mat hinne schwätzen. D'Madamm Loschetter huet ganz richtig gesot: „Dat ass eng Selbstverständlichkeit!“ Soss brauch een net en Affekot derbäi, soss ass dat einfach némme Simulacre vun Droits de la défense. Dat ka jo net sinn, datt den Affekot net därf mat sengem Client schwätzen, éier e verhéiert gëtt!

An drëttens wäerte mer drop oppassen, datt all Mensch effektiv déi wesentlech Dokumenter a senger Sprooch kritt, oder an däi Sprooch, déi e versteet, inklusiv de Lëtzebuerger Dokumenter, déi a franséischer Sprooch zum Beispill verfaast sinn.

Ceci étant dit, stëmme mer deen Text hei mat grousser Freed mat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. An d'Wuert huet direkt den Här Justizminister, den Här Félix Braz.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wéll als Alleréischt dem Alex Bodry, dem Rapporteur, Merci soe fir sain wierklech ganz kompletten a pertinente mëndlechen an och schrifteche Rapport, an och der ganzer Commission juridique.

Et ass wierklech schonn alles gesot ginn, och vum Här Gloden en plus vum Här Bodry, wat den Detail vum Projet betréfft. Ech wäert dann also och drop verzichten, dat nach eng Kéier ze soen, ännert dem Motto «tout a déjà été dit et mieux que par moi»; dann, mengen ech, geet dat och duer.

Ech wéll just e puer kleng Ergänzungen awer nach maachen. Déi éischt ass, fir den europäeschen Kontext heivunner ze rappeléieren. Dir wësst, dass mer an Europa scho méi laang amgaange sinn ze schaffen un engem gemeinsame Raum fir Fräiheit, Sécherheit a Justiz. Dat huet och Anzuch fonnt an den Traité vu Lissabon. An oft gëtt dorobber verwisen, dass et an der Europäescher Unioun énnerschiddelech Justiz gëtt, dass déi eng Länner méi entwéckelt wieren, dass déi aner mannent entwéckelt wieren, dass déi eng méi vertrauenswierdeg wieren, dass aner mannent vertrauenswierdeg wieren. An dat mag och op eenzelne Punkten duerhaus keng onpertinent Aschätzung sinn.

Et ass awer wichteg, well mer jo an Europa émmer méi an d'Richtung ginn, déi Décisionen, déi d'Justiz an den eenzelne Länner hält, géigesäiteg och unzéerken. Dat mécht d'Liewe vun de Bierger an Europa méi einfach. Dat suert derfir, dass jiddwereen, deen an engem Prozess eppes zugesprach kritt huet, e Recht zugesprach kritt huet oder eng Indemnisation zugesprach kritt huet, dass deen och kann, egal wou e wunnt an egal wou em sain Schued entstanen ass an Europa, dass en do ka méi séier eigentlech zu Sengem kommen. Dat ass wichteg an dat musse mer an Europa och weider ausbauen.

Et ass awer dann och wichteg, dass een d'Garantie huet, dass dat, wat an den eenzelne Län-

Suivez la Chambre des Députés  
sur Facebook, Twitter et Instagram





# SÉANCE 24

JEUDI, 9 FÉVRIER 2017

ner vun Décisioun geholl gëtt, och bestëmme Qualitéitsexigenzen, notamment deenen - et ass schonn e puermol gesot ginn - vun der Europäischer Menschenrechtskonvention, entsprécht a gerecht ka sinn.

Et ass also net egal, wat an den einzelne Länner vu Regelen, prozeduralen, awer net némmen, an Europa besteet. Mir hunn also all en Intérêt drun, dass mer iwwer gemeinsam europäesch Texter derfir suergen, dass mer d'Grondrechter a prozedurale Froen, déi vun eminenter Bedeutung sinn, besonnesch natierlech vum Point de vue vun den Droits de la défense - den Här Reding ass och drop agaangen -, dass mer déi an Europa stéckelchersweis méi no beineee kréien a se am Kader vun deem Prozess och gehuewe kréien. An dat sollte mer och hei zu Lëtzebuerg dann esou gesinn. Ech mengen awer och mat enger klenger Portiou Bescheidenheet! Well et ass net esou, dass et déi eng Länner gëtt, déi émmer némme mam Fanger op déi aner kenne weisen, an dass dat déi wieren, déi sech permanent misste Leçone gefale loosse.

Wa mer kucken, wat dës Direktiven, déi dräi ABC-Direktive plus déi véiert - victimes -, déi elo nach derbäikomm ass en cours de route, och bei eis vu Modifikatiounen provozéieren, dann ass dat hei net némmen eppes, wat mer gemaach hunn - fir déi zwee Länner mam Numm ze nennen, déi och soss émmer genannt ginn - wéinst Rumänien oder Bulgarien oder nach anere Länner. Sécher läit do vläicht - a mat Sécherheet! - méi am Uerge wéi an anere Länner vun Europa. Mä och fir eis bréngen dës Direktive substanziel Modifikatiounen!

Den Numm ass déi mannstens. Wann et och net méi geet an Zukunft „wéi mat CIC“ - do musse mer eis eng aner Ofkierzung afale loosen -, mä et ännert wäit méi wéi némmen den Numm! Et ass vläicht déi gréisssten Eenzelreform, déi an der Procédure pénale an de leschte Jorzingen zu Lëtzebuerg aus engem Worf eraus gemaach ginn ass. An dat sollt eis freeén, well mir hunn elo besser penal Prozeduren. Et sollt eis awer och zu enger klenger Dosis Bescheidenheet animéieren, wa mer op aner Länner an Europa wëlle weisen, déi mat Sécherheet nach Nohuelbedarf hunn. An dat däer een net aus den Ae verléieren.

Et ass och kuerz ugeschnidde gi vum Rapporteur, wéi mer wëllen an Zukunft wiederfuere mat der Digitalisierung vun der Lëtzebuerger Justiz. Do sinn eng Rei Beispiller och genannt ginn, wou et Schwieregkeete gëtt: bei den Dossieren, Transmissioune vun den Dossieren, Consultatiounen vun den Dossieren; lauter Sa-

chen, déi haut an där klassescher materieller Form, wéi mer se kennen, natierlech eng Rei vu praktesche Constrainten henn. Den Här Gloden huet drop verwisen, dass haapsächlech d'Stagiairen an déi jonk Affekoten dorënner hu misse leiden. Dat wäert geschwënn eng vun deene Geschichte sinn, Här Gloden, déi Der deene jonken Affekoten an Zukunft wäert zielen, wann Der sot, wéi et fréier war, wann Der da vun der Héicht vun Ärem Alter erof zielt, wéi et fréier war an der Justiz.

Well duerch dat, wat amgaangen ass an der Justiz gemaach ze ginn, näämliech déi integral Digitalisierung vun all den Akteure vun der Justiz, zumindest an hire Relatiounen - an da ka jiddwereen nach fir sech émmer esou vill Pabeier printe wéi e mengt, dass dat fir seng Aarbecht dénglech wier -, mä an de Relatiounen vun all den Akteure vun der Justiz, de Riichten, de Parquetieren, den Affekoten, den Notairen, de Huissiers de justice, de Greffieren allegueren, an deenen hire Relatiounen - an dorunner schaffe mer jo am Kader vun eisem Projekt „paperless justice“, des säi Wee mécht, dat ass e Méjoresprojet, deen och budgétiséiert ass mat 30 Milliouen Euro iwwert déi ganz Zäit -, wäerte mer um Enn eng integral digitaliséiert Justiz hunn, déi dann natierlech och eng Rei legislative. Erausfuerderunge bréngt an och d'Méglechkeete bréngt, wéi mer d'Procedure kenneng Kéier upassen, well mer dann deen Outil électronique wäerten hunn. An ech mengen, dass dat fir eng Rei vun deene Remarquen, déi gemaach gi sinn, dann och wäert déi richteg Antwort sinn.

Ech wëll ofschléissen, Här President, andeems ech wëll nach e puer Remarquen och maachen iwwert d'Justice restaurative. Duerch de Vott vun haut schafe mer d'Base légale dofir. Déi hu mer haut nach net. Méi maache mer haut och net. Mir schafen de Prinzip an eng Base légale fir d'Justice restaurative. An de Rapporteur huet ganz richteg drop verwisen, dass am Ministère en Aarbeitsgrupp funktionéiert. Mir wäerten eis och an den nächste Woche bei eis belsch an och bei eis franséisch Nopere mat deem Aarbeitsgrupp déplacéieren, well déi dat scho kennen. Déi hunn och énnerschiddlech Modelle zréckbehalen. A mir sinn nach net um Niveau vun den definitive Konklusiounen.

Wat ech awer scho ka soen ass, dass mer eis wäerten éischter um Modell orientéieren, wéi mer en zu Lëtzebuerg och kenne bei der Mediatioun. Dat hei ass net ze verwiessèle mat der Mediatioun. Et ass eppes anescht. Mä mir hunn och am Moment virgesinn, dass mer iwwer e Règlement grand-ducal hei wäerte wëllen déi

noutwendeg Rechtssécherheet schafen, och wat den Zougang betréfft, fir kenne mat Leit, Täter a Victimmen, am Kader vun der Justice restaurative ze schaffen.

A mir wëllen eigentlech net op de Wee goe vun engem neie staatleche Service. Et muss ee wésen, dass déi Justice restaurative kee Massephénoméen wäert ginn. Au contraire. Dat si Fäll, déi kenne sech pro Joer wahrscheinlich un enger oder héchstens zwou Hänn ofziélen. Do e Service ze schafe mat permanente Leit, dee wär noutgedrōnge ganz kleng a wär och noutgedrōnge ganz fragill.

Dofir wëll ech mech éischter orientéieren un deem, wat mer gemaach hu bei der Mediatioun, dass also méi Leit do kenne mat méi oder manner Zäit méi oder manner oft intervéniéieren, mat engem Zougang zu däri Qualifikatioun, déi mer aller Viraussicht no och éischter am Ausland wäerte maachen, wéi dass mer hei am Land eng egee Formatioun fir déi puer Leit géifen opbauen. Ech tendéieren do éischter Richtung Frankräich, fir déi Formatioun ze maachen. Mä wéi gesot, dat ass de Stand vun den Iwwerleungen. D'Zil ass awer, esou séier wéi méiglech e Règlement grand-ducal kenneng an däri doter Matière unzehuelen, fir dass mer dann och mat deenen néidegen Detailer Rechtssécherheet op däri doter Fro kenne bidden.

A ganz zum Schluss, Här President, wëll ech nieft dem Rapporteur an de Membere vun der Commission juridique awer och all deene Merci soen, déi un der Preparatioun vun dése Projete matgeschafft henn: de Leit am Justizministère, awer och deene vum Parquet général, och däer, déi schonn an der Pensioun si vum Parquet Lëtzebuerg, vum Parquet Dikrech, dem Cabinet d'instruction, der Police judiciaire an awer och dem Stater Barreau. Ouni deenen hient Wéssen am Detail als Practiciens hätte mer déi Qualitéit vun Text net hikritt.

Ech sinn dofir och frou, dass mer haut dann no enger Quasiunanimitéit nach eng richteg zustane kréien, kuerz viru Feierowend, a soen lech dofir Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

Domat wäre mer prett, fir iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6758 ofzestëmmen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6758 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procurationen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6758 ass unanime ugeholle mat 60 Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Serge Wilmes), Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;*

**MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;**

**MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);**

**MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Cox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;**

**MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;**

**MM. Marc Baum et David Wagner.**

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

**(Assentiment)**

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.- Neen!**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Dann ass...**

Här Rapporteur!

**(Hilarité)**

Dann ass dat esou décidéiert. An ech soen lech Merci fir déi gutt an intensiv Diskussiouen. Kommt gutt heem!

Ech maachen d'Setzung zou, net ouen drun erénnert ze henn, dass mer eis eréngesinn an éffentlecher Sëtzung de 14., 15. an de 16. Mäerz. Merci!

**(Fin de la séance publique à 19.01 heures)**

## Sommaire des séances publiques n°s 23 et 24

### 23<sup>e</sup> séance

#### Ouverture de la séance publique

p. 299

6867 - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis

p. 299-303

6704 - Projet de loi dite «Omnibus»

portant modification:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de l'article 44bis du Code civil;

h) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

i) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

j) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national;

k) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

et abrogeant:

a) l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophones, des gramophones et des haut-parleurs

p. 303-310

6992 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerce,

d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

p. 310-318

p. 319

4) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

5) de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition;

6) de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

p. 334-337

2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

3. l'institution d'un Conseil scientifique

p. 318-319

### 24<sup>e</sup> séance

#### Ouverture de la séance publique

p. 320

Motion de M. Léon Gloden relative à l'ajout de l'instrument dit du «Platzverweis» dans le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale

p. 320-322

6977 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:

1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;

2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

et

6974 - Projet de loi portant approbation de

1. la Convention sur la réduction des cas d'apatriodie, conclue à New York le 30 août 1961;

2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;

3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatriodie en relation avec la succession d'États, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006

p. 322-334

6758 - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

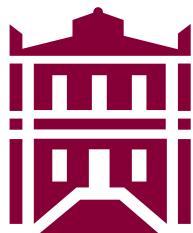
- transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité;

- changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en «Code de procédure pénale»;

- modification:

- du Code de procédure pénale;

- du Code pénal;



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°09 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
2668	Fernand Kartheiser	Liberté d'expression	2740	Yves Cruchten	Prix des services de communications électroniques
2684	Claudia Dall'Agnol	Protection visuelle et acoustique contre les nuisances de l'autoroute A3	2742	Gusty Graas, Alexander Krieps	Grippe
2688	Martine Hansen, Marco Schank	Propriétaires forestiers privés	2743	Diane Adehm, Gilles Roth	Droits d'accise sur les produits de tabac
2693	Marc Lies	Fonds pour le développement du logement et de l'habitat	2744	Gilles Baum	Promotion du vin luxembourgeois
2696	André Bauler, Gusty Graas	Échelles à poissons	2746	Martine Hansen, Marco Schank	Déchets de jardin
2699	Martine Hansen, Marco Schank	Pêche au Lac de la Haute-Sûre	2747	Lex Delles	Suppression de la ligne de bus 303 du SMITU
2713	Marc Lies	Prescriptions législatives concernant les annonces immobilières	2748	Marco Schank	Système de traitement des NO <sub>x</sub> sur les camions
2718	Diane Adehm, Gilles Roth	Régime des «stock options»	2749	Marc Lies, Serge Wilmes	Nouveau plan d'aménagement de la Ville de Luxembourg
2719	Diane Adehm, Gilles Roth	Situation des demandeurs d'asile déboutés	2750	Françoise Hetto-Gaasch, Jean-Marie Halsdorf	Remboursement du lymphœdème
2720	Gilles Roth, Diane Adehm	Maîtres d'enseignement engagés auprès de l'administration pénitentiaire	2751	Franz Fayot	Destruction d'immeubles à protéger
2721	Josée Lorsché	Recettes générées par les radars	2752	Nancy Arendt	Mutilations sexuelles féminines
2723	Roy Reding	Site «Schëtter Marjal»	2753	Claudia Dall'Agnol	Illettrisme
2724	Laurent Mosar	Centralisation des participations de l'État au sein de la SNCI	2754	Emile Eicher	Consultation des données inscrites au Registre national des personnes physiques
2725	Gusty Graas	Particules fines	2756	Max Hahn, Claude Lamberty	Éclairage des routes
2726	Félix Eischen	Conduite autonome	2757	Gilles Baum	Installation de radars dans les tunnels
2727	David Wagner	Hausse des frais bancaires	2758	David Wagner	Situation et les transformations à l'Aire de Berchem
2728	Nancy Arendt	Délai de prescription pour des abus sexuels	2760	Gérard Anzia, Henri Kox	Cyclotourisme
2729	Marcel Oberweis, Nancy Arendt	«Minettstram op Pneuen»	2762	Françoise Hetto-Gaasch	Contraceptifs
2730	Martine Hansen	Mesure 224 du «Zukunftspak»	2765	Nancy Arendt	Profession de l'orthoptiste
2731	Lex Delles, Gusty Graas	Élevage extensif	2767	Fernand Kartheiser	Situation au Soudan du Sud
2732	Diane Adehm, Gilles Roth	Modifications apportées au site Internet «Legilux»	2768	Laurent Mosar	«Bad bank» européenne
2733	Françoise Hetto-Gaasch	Desserte des gares de Munsbach et de Wecker	2769	Fernand Kartheiser	Mesures de compensation dans le cadre de la construction du tram
2734	Gilles Baum	Stratégie «Digital(4)Education»	2770	Fernand Kartheiser	Liberté d'expression
2735	Gusty Graas	Transports en taxi pris en charge par la CNS	2772	Lex Delles, Claude Lamberty	Participation aux activités offertes par la LASEP
2736	Martine Hansen	Épandage de lisier	2773	Marc Lies	Registre des personnes physiques
2737	Sylvie Andrich-Duval	Fermeture des CR 174, CR 176 et CR 176A en cas d'enneigement et de verglas	2774	Laurent Mosar	Taxe sur les transactions financières
2738	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Rééducation cardiaque	2775	Marc Lies	Transports publics
2739	Martine Hansen, Marco Schank	Problématique du radon	2776	Roy Reding	Soldes dit Target
			2779	Claude Adam	Brevet d'initiation à l'aéronautique
			2946 urgente	Diane Adehm, Gilles Roth	Cession d'actions dans la Banque internationale à Luxembourg

**Question 2668** (12.01.2017) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la **liberté d'expression**:

Queesch duerch d'Welt, an Europa an och zu Lëtzebuerg gëtt iwwert d'Meenungsfräiheit an de sozialen Netzer diskutéiert, dëst dacks mat der Intentioune, dës Fräiheit ze encadréieren, wann net souguer anzeschränken.

Dowéinst wéilt ech den Häre Justizminister a Minister fir déi bannescht Sécherheet dës Froestellen:

1) Wéi definéiert, wann iwwerhaapt, d'Regierung dës Begrëffer:

- Meenungsfräiheit,
- Incitation,
- Incitation zum Haass (juristesches: „incitation à la haine“),
- Volleksverhetzung (mat senge Komponenten „Vollek“ an „Hetz“),
- Haass,
- Haassried (am Engleschen: „hate speech“)?

2) Op wéi enger rechtlecher Basis berouen dës Definitiouen? Wéi eng Artikelen aus dem Code pénal an anere Gesetzer gi vun der Justiz benutzt, fir Infraktiouen an dësem Beräich

festzstellen an eventuell ze verfollegen?

- 3) Wou zéien déi Häre Ministeren d'Grenz téschent der Meenungsfräiheit an engem Opruff zum Haass?
- 4) Gesinn déi Häre Ministeren eventuell d'Gefor vun enger Verletzung vum Mënscherecht op Meenungsfräiheit duerch déi aktuell Bestriewungen, géint sougenannten „Haassverbriechen“ virzegoen?
- 5) Wat ass an den Ae vun der Regierung eng Kritik un enger anerer Persoun oder engem Grupp vu Persounen, déi vun der Meenungsfräiheit gedeckt ass, an eng Kritik, déi net vun der Meenungsfräiheit gedeckt ass? Wou ass also fir d'Regierung d'Grenz téschent enger - hirer Meenung no - nach erlaabter Meenung an enger supposéiert net méi erlaabter Meenung? Wat sinn déi genee Kritären?
- 6) Gouf et eng Formatioun fir Riichter an dem Beräich? Wa jo, wat war de Contenu vun där Formatioun? Kénnen déi Häre Ministeren der Chamber déi Materialien zur Verfügung stellen, déi bei esou Formatiounen benotzt goufen, inklusiv alle benotzten Definitiouen a beschriwwene Situations (Fallbeispiller)?
- 7) Wéi vill Plainte goufe bis elo bei der Justiz wéinst Incitation zum Haass abruecht a wéi eng Suite kruten déi? Wéi vill Leit goufe bis elo

wéinst engem sougenannten „Haassverbriechen“ veruerteelt a fir wat fir eng Aussoegene?

8) Wéi vill Leit an der Police an an der Justiz si mat der Verfolgung vu sougenannten „Haassverbriechen“ beschäftegt? Iwwerwaacht d'Police vu sech aus déi sozial Medien an, wa jo, mat wéi enge Méttelen an opgrond vu wéi enge Gesetzer?

9) Wéllt d'Regierung der Chamber e Gesetzesprojet zum Thema „Haassverbriechen“ präsentieren? Wa jo, wéini an zu wéi engem Zweck? Oder ass d'Regierung der Meenung, datt déi aktuell Gesetzer, inklusiv d'Pressgesetz an den Deontologiekodex vun de Journalisten, duerginn, fir eventuell grav Dériven ze énnerbannen?

10) Gesäit d'Regierung d'Gefor vun enger Meenungsdiktatur zu Lëtzebuerg? Ass et eventuell méiglech, datt duerch d'Verfolgung vu sougenannten „Haassverbriechen“, sou wéi sech dat am Abléck entwéckelt, Lëtzebuerg um Wee kéint sinn, fir sech a Richtung vun enger ageschränkter Demokratie ze entwéckelen, amplaz datt eis Institutionen d'Fräiheit an d'Grondrechte vun de Bierger, inklusiv dat op Meenungsfräiheit, resolut verdeedegen?

**Réponse commune** (08.02.2017) de **M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure**:

1) Déi verschidde Begréff ginn an den Texter esou definéiert:

- Meenungsfräiheit

Den Artikel 24 vun eiser Constitutionen definiert d'Meenungsfräiheit esou:

„La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie.“

Am Artikel 10 vun der Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme stéet:

«1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les États de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.»

- Incitatioun, Incitatioun zum Haass

Am Artikel 454 vum Code pénal stet:

«Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur changement de sexe, de leur situation de famille, de leur âge, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Constitue également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes morales, les groupes ou communautés de personnes, à raison de l'origine, de la couleur de peau, du sexe, de l'orientation sexuelle, du changement de sexe, de la situation de famille, de leur âge, de l'état de santé, du handicap, des mœurs, des opinions politiques ou philosophiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée, des membres ou de certains membres de ces personnes morales, groupes ou communautés.»

Am Artikel 457-1 vum Code pénal geet et ém d'Incitatioun zum Haass. An deem Artikel stet Folgendes:

«Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement:

1) quiconque, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incite aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454;

2) quiconque appartient à une organisation dont les objectifs ou les activités consistent à commettre l'un des actes prévus au paragraphe 1) du présent article;

3) quiconque imprime ou fait imprimer, fabrique, détient, transporte, importe, exporte, fait fabriquer, importer, exporter ou transporter, met en circulation sur le territoire luxembourgeois, envoie à partir du territoire luxembourgeois, remet à la poste ou à un autre professionnel chargé de la distribution du courrier sur le territoire luxembourgeois, fait transiter par le territoire luxembourgeois, des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, affiches, photographies, films cinématographiques, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image, de nature à inciter aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454.

La confiscation des objets énumérés ci-dessous sera prononcée dans tous les cas.»

- Volksverhetzung

Dëse Begréff designéiert d'Incitatioun zum Haass an Däitschland (Volksverhetzung: §130 vum Strafgesetzbuch), mam Ênnerscheed, dass hei déi verbuede Kritäre méi limitéiert sinn.

- Haass

Dëse Begréff gétt vun der Jurisprudenz définiert als e Gefill vun Ofweisung a Feindlichkeit.

- Haassried

Am wuertwierleche Senn schléisst den Term „Haassried“ geschriwwen Wieder, Biller a Videoen aus. Esou eng Definitiouen wier alledéngs ze restriktiv, vu dass den engleschen Term „hate speech“ all Forme vun Incitatioun zum Haass émfaast, an a Relatioun stet mam Wuert „hate crime“, dat séngersäits all d'Strodoten aus dem Droit commun bezeechent, déi duerch eng rassistesch Intentioun motivéiert sinn.

2) Dès Fro ass schonn an der éischter Fro beantwort ginn.

3) D'Geriichter zéien d'Grenz téschent der Meenungsfräiheit an engem Opruff zum Haass. Et ass net un de Ministeren, dès Grenz festzeleeën.

D'Cour européenne des droits de l'homme huet eng Grenz gezunn téscht der Meenungsfräiheit, engersäits, an dem Opruff zum Haass, anersäits, andeems se a verschiddenen Affären op Folgendes higewisen huet: «il y a une nécessité, dans les sociétés démocratiques et pluralistes, de sanctionner, voire de prévenir, toutes les formes d'expression qui propagent, incitent à, promeuvent ou justifient la haine fondée sur l'intolérance, si l'on veille à ce que les „formalités“, „conditions“, „restrictions“ ou „sanctions“ imposées soient proportionnées au but légitime poursuivi (...)» (arrêt Handyside c. Royaume-Uni du 7 décembre 1976, § 49).

4) Mir lieuen an enger demokratescher Gesellschaft, an där jiddereen d'Recht huet op Meenungsfräiheit, mà wou een awer och all Mënsch respektéiere muss, soudass Haassrieden hei keng Plaz därfen hunn. Et muss een de richtegen Équilibrer fannen téscht der Meenungsfräiheit an dem Kampf géint Haassrieden.

5) D'Regierung ass net kompetent, fir dès Grenz ze zéien. D'Geriichter sinn zoustänneg, fir vu Fall zu Fall d'Grenz festzeleeën téschent enger „erlaabter Meenung“ an enger Meenung, déi net méi kann als solch bezeechent ginn.

D'Meenungsfräiheit ass deemno e Prinzip, deen awer och Restriktiounen huet, déi am zweeten Abschnitt vum Artikel 10 vun der Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme virgesi sinn.

Deemno ass et verbueden, op iergendeng Manéier Messageen ze verbreeden, déi bei engem cibléierte Publikum e Gefill vu Feindlichkeit an Ofweisung géigeniwwer vun engem Mënsch, engem Grupp oder enger Gemeinschaft provoquéieren, an dat opgrond vun engem vun de Kritären, déi am Artikel 454 vum Code pénal opgezielt sinn.

Natierlech ass et erlaabt, eng aner Meenung ze hu wéi een anere Mënsch oder e Grupp vu Mënschen. Et ass och erlaabt, dee Mënsch oder dee Grupp vu Mënschen ze kritiséieren, énnert der Konditioun, dass dès Kriticke keng beleidigend Äusserungen enthalten.

6) D'Magistraten huelen Deel un nationalen an internationale Formatiounen. Si hunn d'Géleeënheet, sech och iwwert d'Evolutiounen an dëser Matière um Lafenden ze halen.

Formatiounen, déi sech an dëser Matière ubidden, ginn net um Ministère organiséiert, mà haapsächlech vun internationalen Organisationsen a vu Magistratschoule proposéiert, an dat zum Beispill am Kader vu bilateralen Accorden (ENM, ERA, asw.).

Sou war beispillsweis 2016 eng Lëtzebuerger Partizipation un enger Formatioun, déi zum Thema «Le racisme et l'antisémitisme: enjeux contemporains» organiséiert gi war.

International Seminairen erméiglechen och de Magistraten, hir Meenung mat Professionellen aus anere Länner auszetauschen an iwwer Etüden oder Fallbeispiller ze diskutéieren.

Dat alles dréit derzou bai, dass Richter hir Recherchë komplett a präzis maache können an d'Gesetz vu Fall zu Fall richteg appliziéiert gétt, nodeems d'Konformitéit mat den internationaen Instrumenter iwwerpréift gouf.

7) An der Annex (annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question) befénnt sech e Relevé mat deene Plainten, déi de Ministère public kritt huet, a mat der Zuel vun den Décisiounen, déi an dëser Matière déi lescht Jore geholl goufen.

8) De Service de police judiciaire ass fir dee Beräich zoustänneg, haapsächlech op Basis vun enger Enquête, déi vum Parquet ordoniéiert gouf oder vun enger Dénonciatioun iwwer BEE SECURE Stopline. Et gi keng speziell Mëttelen agesat, well d'Police Accès huet op dat, wat der Allgemengheet och zougänglech ass. De Service de police judiciaire kuckt haapsächlech déi Internetsäiten, déi émmer erëm gemellt ginn.

Um Parquet Lëtzebuerg sinn zwee Magistraten zoustänneg fir d'Gestioun an de Suivi vun den Dossieren, déi opgemaach ginn opgrond vu Strofdoten aus dem Kapitel VI vum Code pénal. Um Parquet Dikrech ass ee Magistrat dofir zoustänneg. Dés Missioune ginn énnert der Kontroll vum Procureur d'Etat gemaach.

9) D'Regierung huet am Moment net wélles, der Chamber e Gesetzesprojet zum Thema „Haassverbriechen“ ze présenteieren, vu dass déi aktuell Gesetzestexter duerginn.

10) D'Regierung gesäit keng Gefor vun enger Meenungsdiktatur zu Lëtzeburg.

Et sief drun erénnert, dass et keng demokratisches Gesellschaft gétt,ouni d'Reputatioun vun all de Matbierger ze schützen, sou wéi et am zweeten Abschnitt vum Artikel 10 vun der Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme virgesi ass.

déposé ensuite à la Chambre des Députés. Sous réserve de l'approbation de cette loi, les travaux pourront débuter au plus tôt courant de l'année 2018 pour une durée d'au moins cinq années.

Le projet actuel de dédoublement de l'A3 concerne le tronçon allant de l'échangeur de Gasperich jusqu'à la frontière française. La zone urbanisée à protéger s'étend depuis la localité de Bivange jusqu'à l'échangeur autoroutier entre l'A3 et l'A13. Ce tronçon représente une longueur de douze kilomètres et à l'heure actuelle plusieurs dispositifs antibruit, essentiellement des écrans antibruit acoustiquement absorbants d'une longueur totale de 2,3 km et d'une surface globale de 6.800 m<sup>2</sup>, sont déjà en place sur ce tronçon.

La proposition émanant de l'étude d'incidence du bruit, qui représente une solution de protection optimisée, se présente comme suit:

Le site de Bivange est protégé par des écrans de 3,6 et 4,2 m de haut et de respectivement 198 et 540 m de long.

Pour la localité de Berchem, cette proposition inclut un écran de 3 m de haut et 165 m de long à la station de service, et un écran de 3 m de haut et 490 m de long vers le Sud.

L'ensemble du village de Livange est protégé par des écrans de 3 m de haut, prolongé sur 351 m pour protéger également le site de Pepange.

Plus spécialement, la localité de Bettembourg sera protégée par un ensemble d'écrans de hauteur variable allant de 3,6 m jusqu'à 4,8 m d'une longueur totale de 2,194 km.

Au total, il est prévu de réaliser des protections acoustiques le long de l'autoroute élargie d'une surface totale d'environ 20.000 m<sup>2</sup> sur une longueur totale de 5,3 km.

En principe les différences acoustiques (avec ou sans un voile herbacé) sont limitées et ne permettent pas de conclure à un réel impact acoustique lié aux arbres et aux arbustes le long d'une voirie. Les résultats de l'analyse effectuée par un bureau agréé le long de l'autoroute A3 à Bettembourg ont déterminé des différences acoustiques insignifiantes, voire nulles, suite à l'enlèvement des arbres et arbustes.

L'évaluation de la qualité de l'air ambiant à l'aide de mesures fixes est réalisée dans plusieurs stations de mesure représentatives selon les critères indiqués dans la directive 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

Le niveau moyen annuel des particules fines (PM10) dans les différentes stations de mesure de l'Administration de l'environnement se situe en 2016 à des niveaux entre 12 et 23 µg/m<sup>3</sup> selon le site de mesure. La valeur limite annuelle applicable dans l'Union européenne est de 40 µg/m<sup>3</sup>. Les valeurs limites pour les particules fines PM10 dans l'air ambiant sont respectées au Luxembourg de façon ininterrompue depuis le début des mesures en 2007. On peut observer une tendance décroissante de cette forme de pollution.

Les mesures fixes de particules fines sont complétées par une technique de modélisation qui permet de fournir une information sur la répartition géographique des teneurs en particules fines dans l'air ambiant sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Ces résultats peuvent être visualisés en temps réel via le site [www.emwelt.lu](http://www.emwelt.lu), lien rapide «Qualité de l'air».

L'Administration de l'environnement n'a pas réalisé d'analyses spécifiques de poussières fines le long de l'autoroute A3. Toutefois, des mesures indicatives du polluant-clé dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) en relation avec le trafic routier ont été réalisées en 2012 et 2013 dans la cité Leischemer à Bettembourg à proximité directe de l'autoroute A3. Les valeurs moyennes annuelles mesurées se situaient entre 36 et 31 µg/m<sup>3</sup>. La valeur limite annuelle applicable dans l'Union européenne est de 40 µg/m<sup>3</sup>.

**Question 2684 (19.01.2017)** de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant la **protection visuelle et acoustique contre les nuisances de l'autoroute A3:**

Selon mes informations, un nombre non négligeable d'habitants de la commune de Bettembourg se voient privés de leur protection visuelle et acoustique contre les nuisances de l'autoroute A3 après la coupe des haies et arbres le long de cette autoroute.

Dans la mesure où ladite situation constitue une dégradation essentielle de la qualité de vie des riverains concernés et dans le cadre de la future extension de l'A3 sur 2x3 voies, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du défrichement le long des abords de l'autoroute A3? Dans l'affirmative, pour quelles raisons les haies et arbres, qui constituent une protection naturelle visuelle et acoustique, ont été coupés?

- Le Ministre envisage-t-il, à court terme, le rétablissement d'une meilleure protection visuelle et acoustique le long de ce tronçon de l'autoroute A3?

- Dans le cas d'un rétablissement d'une protection visuelle et acoustique, quel type de protection le Ministère envisage-t-il mettre en place et quand est-ce que les travaux débuteront?

- Monsieur le Ministre peut-il avancer une date précise pour le début des travaux d'extension de l'autoroute A3 sur 2x3 voies?

Il m'est par ailleurs parvenu que des analyses de bruit ont été réalisées en 2015 et 2016.

- Monsieur le Ministre pourrait-il me renseigner sur les résultats de ces analyses?

- Monsieur le Ministre compte-t-il publier les résultats de ces analyses?

- Dans le même contexte, Monsieur le Ministre pourrait-il me communiquer les résultats des analyses de poussières fines réalisées le long de l'A3?

**Réponse (14.03.2017)** de **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

De prime abord, je veux mettre en évidence que les arbres implantés le long des autoroutes constituent toujours un danger pour la sécurité des usagers de la route à cause du risque de chute d'arbres ou de branches sur la chaussée. De ce fait, un entretien régulier et conséquent s'impose. La raison pour la coupe des haies et arbres, notamment aux abords de l'autoroute A3 à Bettembourg, est celle que les épicéas, pins et peupliers, plantés sur un maillage trop serré, se trouvaient en mauvais état de santé et en phase de déprérissement engagée. L'état de santé des arbres a été confirmé par des experts dans ce domaine ainsi que par les agents compétents de l'Administration de la nature et des forêts et l'autorisation ministérielle a été établie.

Le rétablissement d'une meilleure protection visuelle et acoustique le long de ce tronçon de l'autoroute A3 à Bettembourg est prévu avec l'élargissement de l'autoroute sur 2x3 voies et fera partie intégrante du projet de la loi de financement.

Comme le rétablissement d'une meilleure protection visuelle et acoustique le long de ce tronçon de l'autoroute A3 à Bettembourg est prévu seulement avec le projet de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3, il n'est pas prévu de mettre en place une protection avant le début de ce chantier.

Le projet de loi de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 figurera prochainement à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement pour être

**Question 2688 (20.01.2017)** de **Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV)** concernant les **propriétaires forestiers privés:**

D'„Lëtzebuerger Privatbësch asbl“ zielt eng 1.900 Memberen a representéiert ronn 24.000 Hektar vum Lëtzebuerger Bësch. Déi privat Bëschbesézter spiller deemno eng wichteg Roll wann et drëms geet, dëse komplexen Ökosystem fir déi nächst Generatiounen ze erhalten, fir dass de Bësch och an Zukunft seng ökologesch, wirtschaftlich a sozial Funktiounen op lokalem an nationalem Plang kann erfëllen. Wei vill aner Associatiounen ouni Ge-



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

wënnzweck huet och d' „Lëtzebuerger Privatbësch asbl“ eng Rei Doléancen un d' Politik.

An hirer leschter Zeitung „De Lëtzebuerger Bësch“ weisen d' Privatbëschbesëtzer an engem Bréif un d' Emweltminitsesch op d' Problemer hin, déi si am Kader vun der TVA-Erhéjung vun 2015 hunn. Si verlaangen, datt den TVA-Taux, dee si kënnen op hirem Holzverkaf behalen, als Kompensiatioun fir déi TVA, déi si bezuelen, vu 4% op 12% ugepasst gëtt, esou wéi et bei der Landwirtschaft de Fall ass.

Weider weise si an dësem Bréif drop hin, datt verschidde Steierbüroen d' Méiglechkeet vun Ofschreiwungen, etc. net méi unhuelen, wa keen „but de lucre“ kann nogewise ginn. Si krute gesot, datt wann ee Betrib no maximal zéng Joer kee Benefiss géif maachen, da wär den „but de lucre“ net nogewisen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Èmwelt an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

- Wéi ass ze erklären, datt déi eenzel Steierbüroen énnerschiddlech virgi bei der Behandlung vun de forstwirtschaftleche Betriber?

- Wéi gesait déi konkret Regelung aus fir de forstwirtschaftleche Betrieb?

- Ewéi ass den Artikel 61 vun der Steiergesetzgebung L.I.R. auszeleeën, dee seet: (...) En ce qui concerne la sylviculture, la seule possession de terrains forestiers est à considérer comme exploitation forestière?

An der Äntwert op de Bréif vun der „Lëtzebuerger Privatbësch asbl“ seet d' Madamm Minister, dass „Fuerderunge vum Lëtzebuerger Privatbësch a Saachen TVA sinn novollzéibar“.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Èmwelt an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

- Ass eng Upassung vun der TVA bei de forstwirtschaftleche Betriber wéi bei de landwirtschaftleche Betriber virgesinn?

- Wa jo, wéi soll des Upassung ausgesinn?

- Wann neen, firwat net?

Am Äntwertschreives vum 24. Oktober 2016 un d' „Lëtzebuerger Privatbësch asbl“ seet d' Madamm Minister och, dass d' Steierbehandlung vun de Bëschbesëtzer misst effektiv verbessert ginn. D' ongerecht Consideratioun vum Décalage vu Recetten an Investitiounen ass e reelle Problem. Den MDDI wäert déi néideg Démarche beim Finanzministère initierieren.“

An deem Kader wollte mir dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

- Huet d' Madamm Minister an den MDDI déi beschriwwen Démarche beim Finanzministère ageleet?

- Wa jo, wat sinn d' Konklusiounen?

- Wann neen, firwat net?

**Réponse commune** (01.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances:**

An Entrevuen, déi och zwëschent eise Servicer statfonnt hunn, hu mir déi an der Ufro ugeschwate Punkten am Detail beschwat a kenne Folgendes matdeelen:

Wat déi direkt Besteierung ubelaangt, esou ass d' Behandlung vun de forstwirtschaftleche Betriber konform zu de Regele vun eisem Akommesteiergesetz (L.I.R.), déi konstant esou ugewannt ginn.

Dorop hinzuweisen ass, dass am Artikel 10 vum Akommesteiergesetz (L.I.R.), wou d' Kategorie vun Akommes opgezielt ginn, den „bénéfice agricole et forestier“ als zweet Kategorie vu Benefiss opgefouert gëtt, nicht dem Bénéfice commercial an deem aus engen fräiberufflecher Aktivitéit. Fir den „bénéfice agricole et forestier“ gëlle fir d' Éischt d' Bestëmmunge vun den Artikelen 61 bis 90 L.I.R., dovunner besonnesch d' Artikelen 73 bis 90 L.I.R., déi sech spezifisch op d' Bëscher beziehen, awer och, souwàt näischts anesch am Gesetz stéet, déi vun den Artikelen 16 bis 60 L.I.R., also d' Regele vum „bénéfice commercial“. Dat stéet ausdrécklech am Artikel 64 L.I.R.

Ass eng Aktivitéit onofhängeg, huet si als Zil, Gewënn ze bréngen, gëtt se op eng nohalteg Manéier ausgeübt an ass unzegesinn als en Deelhuelen um normale wirtschaftleche Verkéier, ass dës Aktivitéit eng kommerziell Aktivitéit, ausser si wier en Ausübe vun engem fräie Beruff oder eng land- a forstwirtschaftlech Aktivitéit am Senn vum Artikel 61 L.I.R. Bei der Exploitatioun vu Bëscher seet den Artikel 61 n°1, zweete Saz, datt, wat d' „Sylviculture“ ugeet, de Besëtz u sech vu Bëscher als Bëschexploitatioun gëllt.

Fir d' Alleréischt definéiert deen eischte Saz vum Artikel 61 L.I.R. de Benefiss aus Land- a Forstwirtschaft als ee Resultat, wat de Contribuable

aus deenen duerno opgezielten Aktivitéit kritt. Hei gëtt gläich virausgesat, datt de Bëschexploitant wéllt e Resultat, a Form vun engem Gewënn, erreechen. Fir datt dee Bëschbesëtz d' Qualifikatioun vun engen „Exploitatioun“ ka kréien, muss en, ökonomesch gesinn, op d' mannst iwwer eng laang Lafzäit gekuckt, fäeg sinn, e positiv Resultat ze generéieren, d. h. e Resultat, wat global an iwwer längere Zäit gekuckt e positive Revenu, dee méi héich ass wéi déi iwwert d' Jore cumuléiert Ausgaben (d. h. Perten). Dobäi geet et net duer, datt de Contribuable deklaréiert, hien hätt d' Intentioun, eng Kéier e globaalt positiv Resultat ze erreechen, mä de Fall muss no externen an objektive Kritären énnersicht ginn, esou wéi dat och bei deenen anere Revenu-Aarten ass. Esou kann et gutt sinn, datt während enger ganzer Rei Jore Perté bestinn, déi och steierlech kënnen unerkannt ginn, souwàt wéi se a spéidere Jore kompensiéiert ginn an duerno och weiderhi Benefisser realiséiert ginn.

Bei enger Bëschexploitatioun muss also fir d' Eischt emol dee méigleche Rendement analyséiert ginn a Fonction vun engen Zäitspan, déi esou laang ass wéi déi vum Erwukses vun de Beemercher zu Beem, déi kënne gehae ginn, an dat spezifesch den Zorten no. Dat kënne wuel Jorzéngte sinn. Dobäi ginn awer Zouffsacteure wéi Stierm oder Befall duerch Parasiten oder Xylophagen net gekuckt.

En zweeten, grad esou wichtige Kritär, ass d' Grësiss vum Bësch. Si bestëmmt mat, wéi d' Qualität vun de Beem gëtt, wéi de Bësch sech regeneréiert oder wéi d' Lignification verleeft. Gëtt déi Surface ze kleng, ass de Bësch net ekologesch a biologesch lievensfäeg an domat d' „Bëschexploitatioun“ och net ekonomesch um Liewen ze halen. An esou Fäll gëtt vu vir era keng Exploitatioun am ekonomesch Senn akzeptéiert an de Bëschbesëtz als Hobby ouni steierlechen Impakt betreucht, well en ekonomesch kee Senn mécht.

Och d' Aarbechten, déi vum Contribuable gemaach ginn, spillen eng Roll. Kleng Botzaarbechten eleng sinn dobäi nach keen Noweis fir eng Bëschexploitatioun am steierleche Senn. De Bëschbesëtzer muss regelméisseg a sengem Bësch schaffen a säi Bescht ginn, e positive Revenu ze erzilen.

Dat Spezifesch vum Artikel 61 L.I.R. bei Bëscher par rapport zu aneren Zorten Akommes läit doran, datt op vill méi eng laang Zäit muss gekuckt ginn, ob eng echt Bëschexploitatioun virläit oder en Hobby ausgeübt gëtt.

D' Existenz vun engem steierlech berücksichtegte Bénéfice forestier setzt viraus, datt d' Sylviculture ufankt mat der Intentioun an de Beméiungen, fir op d' mannst mételfristeg e Benefiss ze realiséieren, an datt den Exploitant sech och déi ekonomesch Moyene gëtt, fir dat Zil ze erreechen.

Dës Approche ass zanter Jorzéngten déi vun der Steierverwaltung; dobäi muss dee beträffene Steierbüro Fall fir Fall énnersichen, ob et sech ém eng Exploitatioun handelt, déi déi uewe genannte Kritären erfält, oder ob, opgrond vun enger ze klenger Fläch an/oder de feelende Beméiungen, fir Benefisser ze erreichern, d' Aktivitéit vum Contribuable als Hobby muss agestuift ginn, well och op laang Siicht keng Aussicht op ee Gewënn ass.

Well all Fall anesch ass, bleift d' Décisioun, fir d' Exploitatioun vum Bësch an domat och d' Perten (énnier Èmstänn iwwer laang Joren) steierlech unzeerkennen, an der Kompetenz vun deenen eenzelle Steierbüroen, déi an all konkretrem Fall müssen eng Entscheidung huelen. Datt an deenen enge Fall d' Exploitatioun unerkannt gëtt an an aneren net, hänkt also net un der Applikatioun vu verschidde Kritären, mä éischter dorun, datt all Fall anesch ass an individuell muss gelést ginn no deeneselwechte Kritären.

Bei der Besteierung als Bénéfice forestier ginn d' Recetten aus deenen normale Coupé vun de Beem oder dem Verkaf vun de Beem als gewéinleche Produkt ugekuckt an e positiv Resultat als gewéinleche Revenu nom normale Steiersaz besteiert. De Gesetzgeber huet awer och eng méi favorabel Besteierung nom hallwe Steiersaz virgesi fir Fall, wou et zu aussergewéinleche Coupé kënnt (cf. Artikel 77 L.I.R., coupes extraordinaires).

Wat d' TVA ubelaangt, esou froen d' honorabel Deputéiert, ob den Taux forfaitaire vu 4%, deen am Artikel 58 vum TVA-Gesetz festgeluecht ass, wäert ugepasst ginn. Dozou ass ze soen, dass déisen Taux effektiv fir d' lescht den 1. Januar 1992 op 4% ugepasst ginn ass. D' Regierung ass amgaang eng Etüd ze maachen, fir préieren ze loessen, ob déisen TVA-Taux muss ajustéiert ginn, fir der ökonomescher Situations korrecht Rechnung ze droen. Falls dës Etüd zur Konklusioun kënnt, dass den TVA-Taux net méi adequat ass, wäert d' Regierung déi néideg Upassung maachen.

**Question 2693** (23.01.2017) de **M. Marc Lies (CSV)** concernant le **Fonds pour le développement du logement et de l'habitat**:

La loi autorise le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat à vendre 40% de ses logements dans des ventes aux enchères publiques sans tenir compte de critères sociaux. Dans ce contexte, le Fonds a mis en vente un appartement à Luxembourg-Cents par soumission cachetée au plus offrant.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Pour quelles raisons le Fonds du logement fait-il recours à la procédure de la vente par soumission cachetée?

- Combien de logements ont été respectivement vont à l'avenir être vendus par soumission cachetée?

- Pour ces ventes, est-ce que le Fonds du logement se réserve un droit de préemption?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette procédure risque de provoquer des abus?

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat vient de publier son rapport d'activité 2015 sur son site Internet. À la page 61 au point « Note 12. Charges exceptionnelles » il est question d'une « indemnité CLE » à hauteur de 400.000 euros. Selon les informations parues dans l'hebdomadaire d'« Lëtzebuerger Land », il s'agit d'une indemnité que le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat aurait payée à la Compagnie luxembourgeoise d'entreprises. Toujours selon la même source, la présidente du Fonds du logement aurait expliqué que le nouveau comité directeur se serait décidé pour « un arrangement à l'amiable » afin d' « éviter un procès coûteux ».

Dans un souci de transparence et d'une utilisation responsable des deniers publics, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Pour quelles raisons le comité directeur du Fonds du logement a-t-il décidé de payer une indemnité à hauteur de 400.000 euros à la société CDL?

- De quelle affaire s'agit-il?

- Quelles sont les raisons ayant amené le Fonds du logement à accepter cet accord à l'amiable?

- Quelle est la position du Gouvernement concernant l'arrangement conclu?

**Réponse** (01.03.2017) de **M. Marc Hansen, Ministre du Logement:**

L'honorabile Député demande des renseignements sur une procédure de vente par soumission cachetée, publiée par le Fonds du logement fin janvier 2017. Dans ce contexte, il est d'abord nécessaire de rectifier deux affirmations soulevées dans la question parlementaire. L'auteur de la question parlementaire argumente - comme pour justifier les pratiques du passé - que la loi autoriserait le Fonds du logement à vendre « 40% de ses logements dans des ventes aux enchères publiques sans tenir compte de critères sociaux ».

À la lecture de l'article 17, point 3 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, l'on constate quand même que le texte de la loi prévoit que « la proportion des acquéreurs répondant aux conditions d'octroi des primes de construction ou d'acquisition doit être supérieure ou égale à 60% du total des acquéreurs ». Il s'ensuit que le solde d'un maximum de 40% peut être vendu sur le marché libre, sans nécessairement devoir recourir à une vente aux enchères et sans que cette sorte d'outil de vente soit expressément mentionnée par la disposition légale à laquelle l'auteur de la question parlementaire semble faire référence.

En outre l'honorabile Député affirme que « le Fonds a mis en vente un appartement à Luxembourg-Cents par soumission cachetée au plus offrant ». À la lecture du document « conditions d'acceptation de l'offre », faisant explicitement partie des documents de ladite vente cachetée, l'honorabile Député aurait pu apprendre que l'offre à sélectionner est celle se situant le plus proche possible de la moyenne des offres remises, et non pas celle affichant le prix le plus élevé. On peut même lire dans le document cité que dans le cas de figure où il n'y aurait que deux offres, celle spécifiant le prix le moins élevé serait retenue.

La procédure de soumission cachetée est un outil que le Fonds du logement peut légitimement utiliser pour la vente de biens sur le marché libre qu'il a, comme dans cet exemple particulier, repris via son droit de préemption. Il

s'agit en effet d'une nouvelle méthode de vente que le comité directeur a voulu explorer pour l'un ou l'autre cas. Il est actuellement prévu de procéder à quelques ventes selon cette procédure en 2017 pour ensuite évaluer les expériences faites.

Bien que cet appartement soit vendu sur le marché libre, le Fonds du logement a intégré plusieurs critères sociaux dans les conditions générales (à relire dans les documents téléchargeables), à savoir qu'en cas d'ex æquo de deux offres, le candidat avec le revenu le plus bas aura l'attribution, que le bien doit rester l'habitation principale de l'acquéreur pour au moins dix ans et que le Fonds bénéficiera à nouveau d'un droit de préemption en cas de vente anticipée du bien. Avec cette forme de vente, le Fonds reste tout à fait en phase avec l'accomplissement de sa mission sociale.

L'honorabile Député m'interroge ensuite sur une position dans le bilan 2015 du Fonds du logement dans laquelle il est question d'un paiement d'une indemnité à une entreprise de construction. Il s'agit en effet d'une somme payée par le Fonds du logement dans le cadre d'une convention touchant non seulement une affaire mais plusieurs différends et litiges entre les deux parties. Sans pouvoir être exhaustif et sans pouvoir résumer en quelques lignes la complexité juridique des différends et litiges, on peut dire qu'il s'agit entre autres de problèmes en relation avec des marchés publics nationaux et européens, ainsi que d'obligations contractuelles et que l'ensemble de ces faits a pris son origine avant mars 2015. Certains de ces litiges avaient déjà donné lieu à des ordonnances de référé au détriment du Fonds du logement.

Ces différends et litiges auraient risqué, selon l'avis des conseils juridiques de l'établissement public, de causer d'une part des retards substantiels dans la réalisation d'un nombre élevé de logements sociaux et d'autre part des charges financières très lourdes à l'encontre du Fonds du logement.

La décision de procéder par une transaction a été prise - sur avis fondé des conseils juridiques - à l'unanimité par le comité directeur du Fonds du logement dont les membres - juristes et autres experts - savent de leur responsabilité et peuvent faire la part des choses. Les membres du comité directeur ont déploré de se trouver dans une telle situation et ont décidé, après analyse profonde des risques, de trouver un accord avec la partie adverse. À part cette décision, ils ont par après, pour ne plus se retrouver ultérieurement dans une telle impasse, changé les anciennes pratiques dans la préparation, la supervision et la gestion des chantiers du Fonds du logement.

Vous vous enquérez encore quelle est la position du Gouvernement concernant cet arrangement conclu. Pourtant, vous n'êtes pas sans savoir que la loi régissant le Fonds du logement prévoit dans certains cas l'approbation du Ministre du Logement. La transaction, qui est le sujet de votre question, tombe sous ce champ d'application et le comité directeur a soumis à Madame la Ministre ladite transaction à cette fin. Au vu des analyses juridiques effectuées par les services du Ministère du Logement et au vu de la décision unanime du comité directeur, l'approbation a été donnée. À part ce volet plutôt formel de la position gouvernementale, je ne peux, en guise de conclusion, que déplorer la situation qui a mené le Fonds du logement à devoir conclure un arrangement de cette sorte pour enfin clôturer ces anciens dossiers.

J'espère qu'avec la nouvelle ligne de conduite que s'est donnée le comité directeur actuellement en place, des différends de ce style pourront être évités dans l'avenir, ce qui permettra au Fonds du logement de se concentrer sur sa mission principale qui est la construction de logements sociaux.

QUESTION 2696

(25.01.2017) de **MM. André Bauler et Gusty Graas (DP)** concernant les échelles à poissons:

En raison de la transformation partielle de la morphologie naturelle de beaucoup de nos cours d'eau, l'accès des poissons aux frayères s'avère de plus en plus difficile. Cette situation malsaine entraîne une régression considérable de la reproduction naturelle du cheptel piscicole de sorte qu'un repeuplement de poissons doit être effectué annuellement. Afin de parer à cet inconvénient, des projets de construction



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

de passes à poissons ont été récemment entamés dans plusieurs rivières indigènes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Combien d'échelles à poissons sont actuellement en cours de construction?

2. Quel montant a été mis à disposition les trois dernières années pour financer ces projets?

3. Quelle est l'efficacité des échelles à poissons installées?

4. Est-ce que des propriétaires de canaux de moulin, d'ouvrages d'art ou de barrages s'opposent à la réalisation de telles échelles, sachant que cette construction risque de réduire entre autres la production d'énergie renouvelable?

5. Quelle est l'attitude de Madame la Ministre si le propriétaire refuse de faire aménager sur son terrain une passe à poissons?

6. Est-ce que, le cas échéant, des conventions ont été signées avec les propriétaires concernés?

7. Est-ce qu'une indemnisation est accordée dans le cas où des terrains privés sont nécessaires pour construire une échelle à poissons?

**Réponse (02.03.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:**

ad 1. Actuellement un projet de passe à poissons se trouve en phase de construction sur l'Ernz blanche et deux autres projets sur la Syre ont été achevés au cours de l'année 2016. Cependant il faut noter qu'actuellement 21 projets relatifs à la restauration de la continuité écologique des cours d'eau, prévus parmi les mesures du plan de gestion de district hydrographique, mises en place en vue de l'atteinte du bon état des cours d'eau conformément aux dispositions de la directive cadre sur l'eau (DCE, DIR 2000/60/CE) et de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, se trouvent en phase de planification, respectivement en phase de négociation avec les parties prenantes.

ad 2. Un montant total de 5.909.030,85 euros a été mis à disposition pour les mesures relatives à la restauration de la continuité écologique au cours des trois dernières années. Ce montant correspond à la somme engagée pour la réalisation de projets permettant le libre passage au niveau de barrages prioritaires. Parmi ces projets, on peut faire la distinction entre les neuf projets réalisés d'une part, dont le montant mis à disposition jusqu'à présent s'élève à 2.810.478,07 euros et, d'autre part, les 21 projets en cours de réalisation, ce qui représente la majorité des projets, pour lesquels les études de faisabilité ont été réalisées et dont la somme totale mise à disposition correspond à 3.496.552,78 euros.

ad 3. L'efficacité des passes à poissons existantes varie en fonction de l'année de planification voire de la date de construction des ouvrages en question. En effet, la recherche scientifique a fait d'énormes progrès dans ce domaine pendant les 20 dernières années. Il s'ensuit que les premiers ouvrages installés avant les années 1990 ne répondent plus aux standards actuels de la libre circulation des espèces piscicoles. Des observations, études et publications scientifiques ainsi que des suivis biologiques dans le cadre de projets de pilotage sur la migration des poissons ont permis d'approfondir les connaissances dans ce domaine, notamment par rapport au comportement des poissons et de développer des technologies plus efficaces.

Pour cette raison, les efforts de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ne se limitent pas uniquement aux sites et barrages ou obstacles qui sont dépourvus de passes à poissons à l'heure actuelle, mais elle procède également à la réalisation d'un suivi du fonctionnement des ouvrages existants.

Dans ce contexte, il est important de souligner que plus la passe à poissons est technique et artificielle, moins elle permet une migration naturelle des organismes aquatiques (poissons et macro-invertébrés). En plus, les frais de réalisation de ces ouvrages techniques sont plus élevés et leur entretien requis est beaucoup plus intense. Par ailleurs, il faut noter que l'entretien régulier de ces ouvrages techniques est primordial pour garantir leur bon fonctionnement afin d'assurer la libre circulation de la faune piscicole durant toute l'année.

Pour cette raison la variante maximale, à savoir l'élimination complète du barrage existant, en cas de non-exploitation d'énergie hydraulique et en cas d'absence de tout intérêt culturel ou historique et de risques hydrauliques, représente à long terme la solution la plus efficace, la plus durable et la moins coûteuse. L'absence d'un obstacle ne garantit non seulement le libre passage de la faune aquatique en général, mais favorise également la restauration d'habitats pour la faune et la flore aquatiques typiques et le transport sédimentaire vers l'aval, ce qui engendre une amélioration nette de l'écosystème et la restitution du régime hydraulique initial.

La réalisation d'ouvrages de franchissabilité efficaces est très complexe puisqu'elle intègre beaucoup de composantes et exige des connaissances interdisciplinaires approfondies. La mise en œuvre des mesures requiert de l'expertise aux niveaux technique, hydrologique et biologique, aussi bien pour la planification que pour la phase d'exécution pour garantir une efficacité à long terme.

ad 4. Les exigences de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau en matière de franchissabilité entraînent des contraintes d'exploitation pour les propriétaires précités. En effet, l'obligation de protection, de restauration et d'amélioration des masses d'eau de surface, en ce qui concerne l'atteinte du bon état écologique, exige notamment la restitution de la continuité piscicole et l'assurance d'un débit écologique. Ceci entraîne forcément une perte en eau pour l'exploitant d'un barrage, ce qui conduit à fortiori à une réduction de la production d'hydroélectricité et donc de la rentabilité économique de l'installation.

De plus, les exigences de la DCE relatives à la continuité écologique des masses d'eau de surface ne se limitent non seulement à la montaison des poissons comme tel était le cas il y a 15 ans, à une époque où les solutions techniques pour la dévalaison n'existaient pas encore respectivement étaient accompagnées d'une perte considérable en termes de production d'hydroélectricité. Actuellement des mesures permettant la migration de la faune piscicole dans les deux sens, ainsi que leur protection au niveau d'ouvrages hydroélectriques, doivent être réalisées, étant donné que les poissons indigènes occupent des niches écologiques différentes en fonction du stade de leur cycle de vie. Dans ce contexte il ne s'agit pas uniquement des exigences de la DCE mais il faut également considérer les dispositions de la directive «habitats» (DIR 92/43/CEE) et du règlement européen 1100/2007 pour la protection du stock de l'anguille européenne. Nonobstant les dispositions légales aussi bien au niveau communautaire qu'au niveau national, des programmes de mesures établies par des institutions internationales, tel que par exemple le programme «Saumon 2020» de la Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR), obligent également le Luxembourg de prendre toutes les mesures possibles afin de permettre la recolonisation du saumon dans les cours d'eau luxembourgeois.

Il y a lieu de rappeler que, dans le cadre des mesures de conservation des écosystèmes aquatiques, bien avant la DCE, l'article 17 de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures prévoit la libre circulation des poissons au niveau de barrages. En vertu de cet article, l'obligation de garantir le libre passage des poissons incombe exclusivement à la responsabilité des propriétaires de telles installations avec la mise en place d'installations et de dispositifs nécessaires à la migration des poissons, ainsi que d'installations de protection au niveau de turbines et toute installation analogue.

Le «préjudice» découlant de la perte de production suite à la mise en œuvre des mesures relatives à la continuité des cours d'eau est à l'origine de ce dialogue difficile. Or, une réduction de la production d'énergie renouvelable est une conséquence inévitable de la mise en conformité avec les dispositions légales existantes: le débit naturel disponible dans un cours d'eau doit satisfaire non seulement aux besoins d'exploitation des centrales hydroélectriques, mais surtout satisfaire aux exigences d'un bon fonctionnement de l'écosystème aquatique, sans porter préjudice aux ressources naturelles. Il faut noter que la déviation historique à 100% d'un débit d'une rivière vers le canal d'aménée d'un moulin ou d'installations hydroélectriques est à l'origine de l'extinction de plusieurs espèces de poissons sur le territoire luxembourgeois. À l'heure actuelle, face aux obligations législatives existantes, mais également face à la protection et conservation des ressources naturelles et en vue d'une gestion durable des écosystèmes aquatiques, les ressources naturelles doivent être utilisées de manière durable et raisonnable.

Dans ce contexte, il faut dire aussi que les standards techniques actuels concernant aussi bien les turbines que les ouvrages de franchissabilité ou ouvrages de protection des poissons ont été développés et perfectionnés de telle manière qu'ils représentent un bon compromis entre les exigences écologiques et économiques.

En conclusion, la réalisation de passes à poissons engendre des coûts supplémentaires pour les gestionnaires de centrales hydroélectriques ou propriétaires de moulin à cause de la réduction de la production d'hydroélectricité inhérente. Pour cette raison, les négociations sur les différentes variantes de réalisation avec les parties concernées s'avèrent longues et fastidieuses et risquent, par conséquent, de retarder la réalisation de ces projets. Ce retard a des répercussions directes sur l'atteinte du bon état écologique de certains cours d'eau, objectif central de la DCE. Afin d'accélérer la réalisation des mesures de franchissabilité, le projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée (projet de loi n°7047) prévoit l'introduction d'un régime de subsides pour les propriétaires des ouvrages concernés.

ad 5. Lorsqu'un propriétaire refuse de faire aménager sur son terrain une passe à poissons, le dialogue est établi entre le propriétaire, le Département de l'environnement et l'Administration de la gestion de l'eau afin d'identifier les raisons du refus. Dans le cadre de cet exercice de médiation, le propriétaire a, d'un côté, la possibilité d'exposer sa position et, d'un autre côté, les experts étatiques l'informent et le sensibilisent sur l'importance d'aménager des passes à poissons, nécessaires à la restauration de la continuité écologique des cours d'eau.

Cet échange contradictoire permet d'identifier des solutions concernant notamment la compensation de la perte de productivité d'énergie hydraulique ou de pertes de terrains exploitables en vue d'identifier des alternatives y afférentes afin de trouver des solutions acceptables pour toutes les parties impliquées.

ad 6. Le consentement d'un propriétaire impliqué aux modalités de réalisation d'un projet de restauration de la franchissabilité est en général confirmé par une signature mutuelle des documents du projet. Il est évident que la mise en place d'un ouvrage d'art dans un cours d'eau est soumise à autorisation en vertu de l'article 23 de la loi relative à l'eau, les dispositions transitoires pour les ouvrages existants étant venues à échéance en date du 22 décembre 2012.

ad 7. Afin de mettre en œuvre les mesures de restauration de la continuité des cours d'eau, la variante de l'ouvrage est sélectionnée en fonction du terrain disponible ou mis à disposition. En d'autres termes, les terrains privés sont uniquement utilisés si le propriétaire exprime son accord. En vertu de l'article 65, paragraphe i, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les projets éligibles, à savoir des travaux de restauration et de renaturation des cours d'eau, ainsi que les frais d'études et les frais d'acquisition des terrains sont pris en charge jusqu'à 100% par l'Etat par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau. Dans la situation de projets de plus grande envergure, l'intervention par l'Office national de rémembrancement peut également être invoquée.

De plus, en vertu de l'article 17, paragraphe 1, de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, l'exécution et le maintien en parfait état de ces ouvrages de franchissabilité, de même que leur approvisionnement en eau en quantité suffisante pour permettre le passage effectif des espèces piscicoles présentes, se fait aux frais des propriétaires. L'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau a renforcé cette obligation. D'un autre côté, la loi relative à l'eau introduit la possibilité d'une prise en charge de la part du Fonds pour la gestion de l'eau jusqu'à 100% des coûts des études et travaux de réalisation des projets de franchissabilité entamés par des autorités communales, ce qui constitue un avantage manifeste par rapport à la loi modifiée du 28 juin 1976. S'y ajoute que le projet de loi n°7047 précité prévoit d'élargir cette prise en charge aux particuliers.

**Question 2699 (25.01.2017) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant la pêche au Lac de la Haute-Sûre:**

Lors de l'échange de vues du 18 janvier 2016 des membres de la Commission des Pétitions, de la Commission de l'Environnement et de Madame la Ministre de l'Environnement avec les représentants des pétitionnaires de la pétition n°273 contre toute action visant à inter-

dire aux pêcheurs l'accès au Lac de la Haute-Sûre, Madame la Ministre de l'Environnement a annoncé vouloir aménager 310 points d'ancre pour des bateaux de pêche au Lac de la Haute-Sûre.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle nous fournir les paramètres et critères qui ont été utilisés pour définir le nombre de points d'ancre à aménager?

2. Combien de bateaux de pêche sont actuellement autorisés sur le Lac de la Haute-Sûre?

3. Supposant que le nombre de bateaux de pêche autorisés sur le lac dépasserait celui du nombre d'ancrages, selon quels critères ces ancrages seraient-ils distribués?

De plus, Madame la Ministre a précisé lors de cet échange que des points d'ancre supplémentaires pourraient, en cas de besoin, être ajoutés et ceci dans les «limites» imposées par la protection des eaux.

4. Quelles sont les limites exactes au niveau de la protection des eaux qui empêcheraient l'aménagement de points d'ancre supplémentaires?

**Réponse (13.03.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:**

ad 1. D'emblée, il y a lieu de dresser l'historique du barrage de la Haute-Sûre et notamment de rappeler les vocations de ce projet planifié dans les années cinquante du siècle dernier. La loi du 24 juin 1953 autorisant le Gouvernement à réaliser l'aménagement hydroélectrique de la Haute-Sûre en amont d'Esch-sur-Sûre formait la base d'un projet sans précédent. L'exposé des motifs contenu dans le dossier parlementaire n°368 dressait les raisons de la création du Lac de la Haute-Sûre: «L'aménagement de la Haute-Sûre en amont d'Esch-sur-Sûre a été conçu de façon à ce qu'il permette, d'une part, de produire le maximum d'énergie électrique et avant tout de l'énergie de pointe de grande valeur et, d'autre part, de résoudre dans l'intérêt de la population du nord du pays et de la vallée de la Sûre les problèmes suivants: 1° assurer l'alimentation en eau potable et industrielle des régions du nord du pays; 2° atténuer les crues de la Sûre; 3° augmenter les débits d'étiage dans l'intérêt de l'auto-épuration des eaux de la Sûre; 4° assurer les besoins en eau d'irrigation et 5° augmenter et régulariser la production annuelle de l'usine hydroélectrique de Rosport».

À ce jour, la provision en eau potable, la gestion de crues et la production d'électricité figurent toujours parmi les principales missions des eaux du lac, puisque la moitié de l'eau potable délivrée au Luxembourg provient du lac d'Esch-sur-Sûre et que la gestion du débit permet de réduire considérablement le risque d'inondation sur la Sûre en aval du barrage.

Les activités de loisirs sur le Lac de la Haute-Sûre ne sont survenues que plus tard, suite au développement des berges et de l'aménagement des berges et des alentours le long du lac de barrage. Le lac s'est ainsi progressivement développé en zone de récréation avec des offres de loisirs comme la promenade, les sports nautiques et la pêche.

Ces différentes activités ne peuvent être autorisées que dans les limites du respect des obligations légales en approvisionnement d'électricité et en eau potable ainsi qu'en matière de zones naturelles protégées. Le Lac de la Haute-Sûre se situe en zone protégée communautaire du réseau Natura 2000 (LU0001007 - Vallée supérieure de la Sûre/Lac de barrage et LU0002004 - Vallée supérieure de la Sûre et affluents de la frontière belge à Esch-sur-Sûre). De plus, plusieurs berges font partie des zones protégées nationales (Réserves naturelles (DIG)). Par conséquent, le Gouvernement est dans l'obligation de régler les activités de loisirs du site afin de garantir sa conservation.

S'y ajoute l'application de la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection sanitaire du barrage d'Esch-sur-Sûre et du règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 déterminant les installations, travaux et activités interdites ou soumises à autorisation dans la zone de protection sanitaire II du barrage d'Esch-sur-Sûre qui entraînent des dispositions supplémentaires pour le projet d'aménagement de points d'ancre.

Au-delà des critères et des obligations légales, il y a lieu de relever l'aspect financier et l'aspect technique du projet. L'aménagement des points d'ancre représente un engagement de moyens budgétaires non négligeable à charge de l'Etat. À cela s'ajoutent les contraintes topographiques qui réduisent les possibilités d'installation, vu que la majorité des berges autour du lac présentent des pentes raides.



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

Par conséquent et suite à maintes réunions de concertation entre l'Administration des ponts et chaussées, qui est l'administration responsable de la réalisation du projet et de l'entretien du plan d'eau et des berges, l'Administration de la nature et des forêts, l'Administration de la gestion de l'eau, le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et l'association «Sportféscher vum Stausei», 310 points d'ancre ont été retenus. Le compromis obtenu permet, d'une part, de subvenir à la demande d'accès au Lac de la Haute-Sûre par les pêcheurs et, d'autre part, de respecter les limites budgétaires et les obligations environnementales et de protection de la nature et de la protection et de la gestion de l'eau.

ad 2. En 2016, 386 autorisations ont été délivrées pour des bateaux de pêche.

ad 3. Le nombre de barques sera limité à une par personne. Il est aussi envisageable de créer une base légale en vue de l'introduction d'une taxe d'ancre, surtout pour couvrir les frais d'entretien des points d'ancre.

Il est à noter que les autorisations pour bateaux de pêche sont prolongées toutes les deux années et qu'une autorisation une fois établie ne peut être considérée comme un droit acquis en vue de la prolongation.

ad 4. La réponse à la première question développe en détail les obligations de l'Etat et les différentes restrictions.

## Question 2713 (30.01.2017) de M. Marc Lies (CSV) concernant les prescriptions législatives concernant les annonces immobilières:

Pour protéger davantage les intérêts du consommateur, Monsieur le Ministre de l'Économie a au fil des années mis en place deux mesures qui tentent à augmenter la transparence du marché déjà au niveau des annonces publiques.

En effet, les acteurs du marché du logement sont légalement contraints d'annoncer à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012 la classe énergétique du logement destiné à la location et à la vente. Les promoteurs, agents et courtiers immobiliers sont aussi invités à utiliser la norme ILNAS 101:2016 pour déterminer et afficher la «surface habitable» du logement à vendre ou à louer.

Dans le sillage des annonces publiées récemment par le promoteur public «Fonds pour le développement du logement et de l'habitat» dans le cadre de la vente par soumission cachetée d'un appartement sis 7, allée du Carmel à L-1354 Luxembourg-Cents, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Les services compétents du Ministère de l'Économie procèdent-ils au contrôle du respect des mesures susmentionnées?

- Dans l'affirmative, quel est le ratio des acteurs qui respectent les prescriptions législatives en la matière et de ceux qui s'en moquent éperdument?

- Quelles sont les mesures que le pouvoir public envisage de prendre en cas d'inobservation de ces deux mesures?

## Réponse (07.03.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, je peux vous communiquer les informations reprises ci-après:

La norme ILNAS 101:2016, première norme nationale du domaine de la construction, définit la façon de mesurer et de calculer la surface habitable d'un logement, et plus particulièrement d'un appartement situé sous les combles ou d'un appartement avec balcon. Limitée aux habitations résidentielles, elle offre désormais un langage commun aux consommateurs et aux professionnels, et facilite, par sa méthode de calcul compréhensible, une comparaison objective entre plusieurs immeubles. Il est à noter que la norme ILNAS 101:2016 est d'application purement volontaire, ce qui fait partie des principes de la normalisation. Le respect de cette norme ne pourrait être exigé de manière obligatoire qu'en faisant référence au document en question au niveau de la législation nationale, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle. Vu le caractère d'application volontaire de la norme, il n'existe pas de contrôle réalisé par les autorités publiques concernant sa bonne application.

Avant même l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'obligation de publier les classes énergétiques dans les annonces de vente respectivement de logement

ments, le Ministère de l'Économie a entrepris des mesures concrètes de sensibilisation auprès des parties concernées. Ainsi le Groupement des syndics professionnels du Grand-Duché de Luxembourg a été contacté pour l'informer qu'il sera rendu obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012 d'indiquer la classe de performance énergétique du bâtiment (en fonction de l'indice de dépense d'énergie primaire) et la classe d'isolation thermique du bâtiment (en fonction de l'indice de dépense d'énergie chauffage) dans les annonces de vente et location de bâtiments d'habitation.

Après la mise en vigueur des dispositions respectives, le ministère a procédé à un aperçu général sur les mesures prises par les acteurs concernés en matière de publication des annonces et est intervenu auprès d'eux en vue d'assurer le respect de cette obligation.

Ainsi, au cours de l'année 2013, un rappel de la réglementation en vigueur a été fait auprès de l'Association luxembourgeoise des éditeurs de journaux et de la Chambre immobilière du Grand-Duché de Luxembourg pour qu'ils informent leurs membres qu'il est désormais obligatoire que les annonces immobilières indiquent les classes énergétiques pour contribuer ainsi à la sensibilisation du public sur le sujet de la performance énergétique.

En ce qui concerne les adjudications et licitations de logements, les notaires, qui sont des officiers publics, délégués de certaines attributions spécifiques de l'Etat, ont été également sensibilisés courant 2013 que les annonces doivent désormais toujours contenir les indications des classes énergétiques.

Lors de ces différentes interventions auprès des acteurs des secteurs concernés, les sanctions pénales prévues par la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie en cas de non-respect de cette obligation de publier les classes énergétiques ont été rappelées. En effet, toute personne qui se sent lésée par l'inobservation de cette disposition réglementaire peut faire une plainte auprès du parquet auquel appartient l'opportunité d'engager des poursuites. En outre, les voies ordinaires de responsabilité civile sont ouvertes à toute personne qui estime avoir été induite en erreur et lésée lors de la vente/location d'un logement (p. ex. quant aux frais énergétiques du logement concerné).

Le Ministère de l'Économie poursuivra dans cette voie en procédant à une analyse régulière des observations relatives à cette obligation et interviendra, le cas échéant.

## Question 2718 (31.01.2017) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant le régime des «stock options»:

Il résulte de la circulaire n°104/2 du 11 janvier 2002 que le régime fiscal des options sur actions accordées par l'employeur à ses salariés est déterminé par application des dispositions générales caractérisant la notion de revenu (art. 104 L.I.R.) et l'année d'imposition à laquelle il convient de rattacher le revenu en question (art. 108 L.I.R.). Il s'agit plus généralement d'un avantage en nature accordé par les employeurs aux salariés.

N'ayant jamais disposé de statistiques au sujet des «stock options», le directeur des contributions directes a par sa circulaire L.I.R. n°104/2bis du 28 décembre 2015 obligé les employeurs de:

- notifier au moins deux mois avant leur mise en œuvre tous les plans de «stock options» mis en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, et

- communiquer dans les meilleurs délais (sans autres précisions) au préposé du bureau d'imposition concerné les plans de «stock options» mis en place avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 dont les options n'ont pas encore été allouées aux salariés.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le nombre de plans de «stock options» mis en place en 2016?

- Quels sont les secteurs ayant le plus recours à de tels plans? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une liste complète des secteurs concernés en précisant à chaque fois le nombre de plans de «stock options» mis en place en 2016?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur la suite donnée par les employeurs à l'appel du directeur des contributions directes de lui communiquer les plans de «stock options» en place avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016?

- Quel est le pourcentage de «stock options» émises sous forme d'options librement négo-

ciables (options cotées en bourse ou options librement négociables, non cotées en bourse, par rapport à l'ensemble des «stock options») portant sur des actions de l'entreprise à laquelle le salarié est lié par un contrat de travail?

- Dans quelle mesure ces options ont été évaluées à 17,5% de la valeur des actions sous-jacentes?

- Quel est le déchet fiscal représenté par la mise en place de l'ensemble des plans de «stock options» en 2016, i. e. l'allocation de «stock options» (dont la valeur est fixée à 17,5% de la valeur de l'action) en lieu et place d'une rémunération ordinaire (dont la valeur équivaudrait à 100% de la valeur de l'action)? Qu'en est-il des années précédentes?

Par suite de la position particulière que peuvent revêtir les associés de grandes entreprises, des firmes d'audit et d'avocats dans des sociétés de capitaux, certains actionnaires disposant d'une position dominante et assumant également la gestion journalière de ladite société, les mesures de la circulaire ne leur sont pas applicables:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le déchet fiscal théorique pour 2016 résultant de l'imposition des options sur actions octroyées à de tels «actionnaires» comme distributions de bénéfices en lieu et place de revenus provenant d'une occupation salariée ou de l'exercice d'une profession libérale?

- Monsieur le Ministre entend-il faire abroger la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 et soumettre à la Chambre des Députés un projet de loi concernant l'imposition future de ces plans de «stock options»?

- À défaut, Monsieur le Ministre entend-il faire modifier ladite circulaire? Dans l'affirmative, à quel(s) niveau(x)?

## Réponse (01.03.2017) de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances:

Le sujet du régime applicable aux «stock options» remonte à la réforme fiscale de 2002. A l'époque il avait été décidé de spécifier sous forme d'une circulaire l'encadrement fiscal de ce mécanisme, considéré comme un moyen efficace pour renforcer la motivation et la loyauté du personnel d'une entreprise, ainsi que pour attirer des profils hautement spécialisés.

Tel qu'indiqué déjà par le précédent Ministre des Finances dans sa réponse à la question parlementaire n°2549 du 8 février 2013, l'Administration des contributions directes (ACD) n'a jamais disposé de statistiques concernant les «stock options». Une évaluation fondée du régime en question n'était donc pas possible. C'est précisément pour cette raison que l'ACD a innové et émis une circulaire additionnelle fin 2015. La circulaire L.I.R. n°104/2bis du 28 décembre 2015 permet à l'ACD de collecter des données supplémentaires concernant les «stock options», ceci dans le double but de mieux connaître les employeurs allouant de telles options sur actions et de pouvoir en évaluer le déchet fiscal éventuel. À cette fin, deux notifications de la part des employeurs y sont prévues:

- une première notification obligeant les employeurs à signaler les plans de «stock options» deux mois avant la mise en œuvre du plan; et

- une deuxième notification, sollicitée au moment où le bureau de la retenue d'impôt sur traitements et salaires (RTS) compétent pour le contrôle de l'employeur projette d'établir la vérification des salaires (art. 136 L.I.R.).

Grâce à cette collecte de données, l'ACD est actuellement en train d'analyser les données qui lui ont été transmises pendant l'année 2016. Au terme de cette analyse, il sera possible de connaître le nombre de plans de «stock options» émis en 2016, sous réserve de certaines limitations techniques et pratiques. Les vérifications par les bureaux RTS étant établies sur la base de critères purement géographiques, les secteurs auxquels appartiennent les employeurs ne sont pas relevés, de sorte qu'une répartition sectorielle ne peut pas être établie. Il est également à noter que les données brutes collectées ne permettent pas de chiffrer le déchet fiscal de manière autonome.

Afin d'arriver à une estimation du déchet fiscal des plans de «stock options», l'ACD procède par extrapolation sur base des éléments disponibles. Les chiffres complets de l'année 2016 seront compilés dès que les vérifications auront été finalisées.

Sous réserve des remarques précédentes, l'ACD s'est vue notifier 617 plans de «stock options» pendant l'année 2016, suite à la publication de la circulaire L.I.R. n°104/2bis du 28 décembre 2015. En ce qui concerne le pourcentage des options librement négociables qui tombent sous le point 1.1 de la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 concernant le régime d'imposition des «stock option plans» et les options individuelles ou options virtuelles qui tombent sous le point 1.2 de cette même cir-

culaire, il échappe de noter que le pourcentage des options librement négociables, non cotées en bourse, par rapport à l'ensemble des «stock options» s'élève à quelque 85%. En ce qui concerne les «stock options» tombant sous le point 1.2 de la susdite circulaire, ces dernières sont souvent rattachées à des actions de l'employeur-même, respectivement à des actions du groupe dont l'employeur fait partie. 80 plans répondant aux critères du point 1.2 ont été signalés. Sur la base des chiffres dont dispose l'ACD et compte tenu des incertitudes et variables citées ci-dessus, le déchet fiscal annuel actuel peut être estimé comme se situant entre 150 et 180 millions d'euros. Il est à souligner qu'il s'agit bien du déchet fiscal brut, qui ne tient pas compte des effets dynamiques et favorables que le régime des «stock options» peut susciter pour l'économie dans son ensemble.

## Question 2719 (01.02.2017) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la situation des demandeurs d'asile déboutés:

Les demandeurs d'asile déboutés, qui ne sont pas autorisés à rester dans le pays d'accueil et qui, pour divers motifs, ne retournent pas dans leur pays d'origine, se retrouvent en situation irrégulière et précaire. Vu leur nombre croissant au Luxembourg et en Europe, leur situation devient de plus en plus préoccupante.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) Combien de demandeurs d'asile déboutés se trouvent encore au Luxembourg, en nombre total et en nombre relatif, par rapport au total des demandeurs d'asile?

2) Combien de ces personnes se trouvent encore dans des structures d'hébergement?

3) Combien de demandeurs d'asile déboutés, en nombre absolu et relatif, se trouvent toujours au Luxembourg depuis plus de six mois, de douze mois et de vingt-quatre mois?

4) Quels sont les pays d'origine les plus fréquents des demandeurs d'asile déboutés mais toujours au Luxembourg?

5) Quelles sont les raisons pour le non-retour des demandeurs d'asile déboutés?

6) Quelles solutions Monsieur le Ministre propose-t-il afin de mettre fin à ces situations irrégulières et précaires?

7) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de négocier des accords bilatéraux avec les pays d'origine ou d'entamer au moins une collaboration étroite avec les Etats concernés?

## Réponse (20.02.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

ad 1) à 3) À l'exception des personnes dont la procédure de retour est en cours et qui se trouvent en rétention ou qui font l'objet d'une assignation à résidence, les demandeurs d'asile déboutés sont en mesure de se déplacer librement et de quitter le territoire national à tout moment. Ainsi, le nombre de personnes déboutées se trouvant au Luxembourg varie au jour le jour. Certaines personnes quittent le territoire luxembourgeois de leur propre gré après avoir été déboutées de leur demande de protection internationale, et ceci sans en informer la Direction de l'immigration. Alors que certains déboutés retournent dans leur pays d'origine, d'autres s'installent dans d'autres Etats membres. Enfin, d'autres restent au Luxembourg, tout en ayant quitté les structures de l'OLAI.

Environ 390 personnes déboutées logent actuellement dans des structures d'hébergement établies.

ad 4) Parmi les 390 personnes déboutées qui sont logées dans une structure d'hébergement, 180 personnes sont issues d'un des pays des Balkans occidentaux et 210 sont pour la plupart originaires de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest.

ad 5) Les raisons de non-retour des demandeurs de protection internationale déboutés peuvent être multiples et diverses. Chaque cas est différent et dépend d'un certain nombre de facteurs. Des personnes déboutées peuvent profiter d'un sursis à l'éloignement pour raisons médicales, voire d'un report à l'éloignement dans des circonstances où un éloignement est, pendant une certaine période, matériellement



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

et techniquement inexécutable. L'identification des personnes consiste parfois en un exercice épique qui peut s'étaler sur une période allongée. Cette identification ne se limite pas seulement à la disponibilité des documents d'identification des personnes en question, mais elle dépend dans de nombreux cas aussi de la volonté de coopération du pays d'origine, voire de son ambassade.

Enfin, certaines personnes disparaissent pour se soustraire à une mesure d'éloignement.

ad 6) Afin d'améliorer la coopération avec les pays d'origine, le Luxembourg participe activement à un certain nombre de projets européens. Dans le cadre de ces projets, les États membres intéressés sont en mesure d'échanger leurs expériences et leur savoir-faire.

De plus, le Gouvernement poursuit ses réflexions et analyses sur la mise en place d'une maison de retour sur le long terme. En parallèle, il vient d'être décidé de réaliser une structure semi-ouverte d'urgence au Kirchberg pour faciliter le transfert de personnes sous le règlement dit «Dublin», ainsi que pour simplifier l'éloignement de personnes en séjour irrégulier dont le Gouvernement a la certitude que l'éloignement sera matérialisé dans un futur proche et sans barrières administratives.

ad 7) La Commission européenne dispose d'un certain nombre de mandats de négociation, dont la majorité nous intéresse et concerne particulièrement. En conséquence, il n'est pas possible pour le Luxembourg de négocier, en parallèle, des accords de réadmission avec des pays d'origine pour lesquels la Commission dispose déjà d'un mandat. Toutefois, si utile et à défaut d'un mandat de négociation dans le chef de la Commission européenne, le Luxembourg négocie également des accords de réadmission ensemble avec ses partenaires du Benelux.

Le Gouvernement s'efforce également d'adresser ce sujet lors de réunions bilatérales et multilatérales avec les pays d'origine en question et en s'appuyant sur son réseau diplomatique. En parallèle, l'amélioration de la collaboration avec les pays d'origine se fait aussi au niveau européen à travers des groupes de travail spécifiques auxquels le Luxembourg participe activement.

## Question 2720 (01.02.2017) de M. Gilles Roth et Mme Diane Adehm (CSV) concernant les maîtres d'enseignement engagés auprès de l'administration pénitentiaire:

Selon la loi du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire, la fonction de «contremaitre-instructeur» relève de la carrière inférieure de l'enseignement et est placée sous l'autorité du procureur général d'Etat. Dans le cadre de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et des conditions et les modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat, ladite fonction, dont l'intitulé a été modifié en «maître d'enseignement», a été reclasée dans le groupe de traitement B1 (carrière moyenne), sous-groupe enseignement secondaire.

De surcroît, le règlement grand-ducal du 17 novembre 2016 fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive, ainsi que de l'examen de promotion des différentes catégories de traitement auprès de l'administration pénitentiaire, abrogeant le règlement grand-ducal du 11 février 1999, ne fait plus mention de la carrière de maître d'enseignement.

Compte tenu de ce qui précède, il semblerait que ni le statut, ni le ressort d'attribution, ni les tâches qui sont conférées aux maîtres d'enseignement ne soient clarifiés.

C'est dans ce contexte que nous aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Justice et au Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer de quel ressort ministériel relève ladite fonction?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous décrire les tâches exactes qui reviennent à cette fonction?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer qu'une reconstitution des carrières a été effectuée dans le cadre du reclassement de carrières suite à l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015?

**Réponse commune** (01.03.2017) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Les trois questions des honorables Députés concernent les maîtres d'enseignement travaillant dans les centres pénitentiaires du Luxembourg.

ad 1) Par le biais de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat, article 43, point II B1., les anciens contremaitres-instructeurs du Centre pénitentiaire de Luxembourg et du Centre pénitentiaire de Givenich, ainsi que ceux relevant des Centres sociaux-éducatifs de l'Etat, relèvent dorénavant du régime transitoire de la rubrique «Enseignement» et sont intégrés dans la catégorie de traitement B, groupe de traitement B1, sous-groupe enseignement secondaire, grade E3, avec un avancement en traitement au grade E3ter après douze années de nomination, à la fonction de maître d'enseignement. Du point de vue de la législation sur les traitements, ladite fonction relève donc de la rubrique «Enseignement». La fonction de contremaitre-instructeur relevait déjà de la carrière inférieure de cette même rubrique sous l'ancienne législation sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat où elle était classée au grade E1, avec un avancement en traitement au grade E3 après douze années de nomination.

Par ailleurs, aux termes de l'article 10 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire, le cadre du personnel de l'administration pénitentiaire est placé sous l'autorité du procureur général d'Etat, qui est le chef d'administration et le chef hiérarchique. Aussi, l'article 16 de la même loi dispose-t-il que la durée du travail hebdomadaire des contremaitres-instructeurs des établissements pénitentiaires est celle des fonctionnaires occupés dans les services techniques et administratifs desdits établissements.

En ce qui concerne la gestion par objectifs de la fonction publique, comprenant entre autres l'établissement des organigrammes et la définition des postes à responsabilités particulières, il convient d'en rappeler les principes généraux définis à l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat et à l'article 16 de loi précitée du 25 mars 2015. En effet, conformément aux articles précités, il revient au chef d'administration, qui, dans le présent cas, est le procureur général d'Etat, d'établir l'organigramme pour le personnel affecté à son administration et d'y définir en conséquence les postes à responsabilités particulières.

ad 2) À l'heure actuelle, les tâches des maîtres d'enseignement, donc anciennement les contremaitres-instructeurs, sont définies à l'article 100 du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires qui dispose comme suit: «La mission des contremaitres-instructeurs consiste à assurer la formation professionnelle, partie théorique et pratique, des détenus leur désignés. Ils sont tenus de dresser sur demande du directeur des rapports sur la formation professionnelle par eux dispensée, ainsi que sur le comportement des détenus, en général et en particulier. Les contremaitres-instructeurs assument la gestion et l'organisation de l'atelier auquel ils sont préposés et exécutent les travaux qui incombent dans le service économique. Les travaux d'entretien et de réparation aux bâtiments, installations techniques, engins mécaniques et mobilier rentrent également dans leurs tâches.»

Des réflexions sont actuellement en cours dans le cadre de la réforme pénitentiaire afin de déterminer dans quelle mesure ces tâches pourraient être redéfinies et adaptées afin de soutenir plus spécifiquement l'objectif général de cette réforme, consistant à améliorer dans toute la mesure du possible les chances de réinsertion sociale des détenus.

ad 3) En application des articles 49 et 50 de la loi précitée du 25 mars 2015, les maîtres d'enseignement sont classés au grade correspondant à leur ancienneté de service, selon le principe général y retenu pour les reclassements de carrière et selon lequel le nouveau classement correspond à «la valeur de l'échelon barémique atteint la veille de l'entrée en vigueur de la même loi ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur».

en service à partir du 16 mars 2016 ont flashé 845 fois par jour en moyenne, les recettes générées par ce système de contrôle automatisé se situant à quelque 12,5 millions d'euros en neuf mois et demi.

Considérant que les coûts d'acquisition, d'entretien et de gestion du système ne sont de leur côté pas à négliger, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les recettes globales issues des amendes ont atteint 12,5 millions d'euros jusqu'à la fin de l'année 2016?

- À quel niveau se sont situés les frais d'acquisition, respectivement les frais d'entretien et de gestion du système dans la même période?

**Réponse** (14.03.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Les frais totaux de la mise en place du système de contrôle automatisé CSA se chiffrent à environ 11,5 millions d'euros. Ce montant correspond à la fourniture et à l'installation des équipements de terrain fixes et mobiles, les travaux de génie civil en relation avec l'installation des équipements fixes ainsi que la réalisation et la mise en service du Centre national de traitement à Bertrange.

Les frais d'entretien ont atteint 250.000 euros jusqu'à la fin de l'année 2016, y compris les frais pour la liaison des données et les frais d'électricité.

À cela s'ajoutent des frais généraux d'un montant de 1,5 million d'euros, dont les dépenses pour l'impression et l'envoi des courriers ainsi que les salaires d'une trentaine d'agents équivalent temps plein ETP.

Cependant une simple comparaison des 12,5 millions d'euros de recettes en 2016 par rapport aux frais d'acquisition, d'entretien et de gestion du système CSA risque de simplifier à l'excès des questions complexes de la sécurité routière et des coûts réels d'un accident grave ou mortel.

d'Flantermais duerch déi europäesch FFH-Direktiv europawäit deemselwechte Schutzstatut énnerleien.

ad 4) D'Biotoptbilanzierung vum Ökobüro ass op der Grondlag vum Ökobonus-System gemaach ginn, an der Versioun vum 19. Juni 2013. D'Kartierung vun 2011 gouf 2013 aktualiséiert.

D'Methodik vun der Flantermausetüd basiert op enger Terrainsetüd vum Büro Öko-Log, deen d'Methodologie am Kapitel 3 vun der Etüd beschreift. D'Flantermais goufen iwwer fënnne Owender/Nuechten vun enger bis zwou Persounen mat verschidde mobile Flantermausdetektoren erfasst. Dobäi kommen iwwer zwielef Nuechten nach Erfassunge mat automatesche Batcorder. Weiderhi goufe Beem mat Quartéierpotenzial gepréift (Endoskopie).

ad 5. An der Antwort op d'Fro N°2 an der parlamentarescher Fro N°2563 hunn ech schonn informéiert, dass den Émweltministère a sengem Avis vum 16. Juni 2014 drop opmierksam gemaach huet, dass: «il convient de constater que l'évaluation se sera limitée à la seule analyse des impacts potentiels pour les chiroptères à l'exclusion de toute autre espèce bénéficiant du même régime de protection et qui trouverait habitat sur le site en question». Wéi schonn an der Antwort op d'parlamentaresch Fro N°2322 matgedeelt, sollt beim Opstelle vum PAP, respektiv spéitestens virun enger Realisation vun engem Projet op deem Site, séchergestallt sinn, dass keng Infraktioun mam Naturschutzgesetz gemaach gëtt. D'SUP liwwert heifir vill Informatiounen an och Measures d'atténuation. Aner Aspekte, déi am Laf vun der Prozedur bekannt gi sinn, mussen, falls e Konflikt mam Naturschutzgesetz oder engem anere Gesetz kann entstoen, an der weiderer Planung opgeschafft ginn.

ad 6. Laut Informatioun vum Ökobüro, deen zesumme mam Büro Öko-Log fir d'SUP zouständig war, ass keen Noweis vun Eidechse gemaach ginn am Kader vun hirer Aarbecht. D'Schlingnatter ass zu Lëtzebuerg eng seelen Aart an némme lokal verbreet. Si verhält sech onopfälleg an ass gutt getarnt, soudass se a méi oniwwersichtleche Biotopen némme schwéier ze fannen ass. D'Wiederbedéngunge spinnen dann och eng wichteg Roll. Méi wichteg wéi d'Spekulation iwwert d'Grénn, firwat se net fonnt ginn ass am Kader vum Émweltbericht, deen 2013 gemaach ginn ass, ass d'Erkenntnis, dass se nogewisen ass, wat dann och bei der weiderer Entwicklung vum Projet ze berücksichtegen ass. Dorop sinn ech och a mengem Avis vum 13. Oktober 2016 zum Émweltbericht, deen am Kader vun der Refonte vum PAG gemaach gouf, agaangen.

## Question 2723 (01.02.2017) de M. Roy Reding (ADR) concernant le site «Schëtter Marjal»:

Nodeems ech schonn zwou Froen iwwert de Schëtter Marjal gestallt hunn an d'Madamm Buergermeeschter vun der Stad sech éffentlech kategoriesch op d'Bebauung vun deem Gebitt behaapt, wollt ech nach dës Froe vun der Madamm Émweltminister beantwort hunn:

1. Gouf d'SUP vu Schëtter Marjal am September 2013 finaliséert?

2. Wa jo, wéi ass et méiglech, datt den deemo-legen Émweltminister schonn am Mee/Juni 2013 säin definitiven Avis zur SUP vu Schëtter Marjal ginn huet, ouni datt déi deen Ament iwwerhaapt ofgeschloss war?

3. Firwat gëtt sech an der SUP op den däitschen an net de lëtzebuergesche Schutzstatus beruff, dee kengesweegs fir all Aarten a bëide Länner identesch ass?

4. Wat sinn d'Qualitéitskritäre vum verantwortliche Bureau d'études an no wéi enger wéssenschaftlecher Methodologie gouf geschafft? Op wéi eng Manéier goufen z. B. d'Fliedermausaarten nogewisen?

5. Iwwer wéi en Zäitraum ass d'ekologesch Etüd um Site gemaach ginn? Sinn dobäi saisoнал Variatiounen berücksichtegt ginn?

6. Firwat geet néierens rieds vun de Vullen um Site?

7. Wéi kann et sinn, datt bei der Sich no geschützten Aarten eng ganz Partie einfach „iwwersinn“ goufen, wéi d'Schlingnatter, déi am Summer 2016 offiziell konnt nogewisen ginn?

**Réponse** (28.02.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1.+2. Dés Froe goufe schonns an der Antwort op d'parlamentaresch Fro N°2322 beantwort. Am Résumé nach eng Kéier: Den Émweltbericht gouf am September 2013 finaliséert an definitiv vum Émweltministère am Avis vum 16. Juni 2014 behandelt. Désen Avis ass am Kader vum Artikel 7.2 vum SUP-Gesetz gemaach ginn.

ad 3. No eiser Aschätzung bezitt sech dës Fro wuel op de Bericht vum Büro Öko-Log, deen d'Flantermais énnersicht huet an engem Fachbäitrag fir d'SUP. Hei ass effektiv emol rieds vun dem däitsche Schutzstatut, wat effektiv onglecklech ass an der Duerstellung. Un der inhaltlecher Ausso ännert dat awer näisch, well

## Question 2724 (01.02.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la centralisation des participations de l'Etat au sein de la SNCI:

En date du 20 janvier 2017, le Conseil de Gouvernement a analysé le recueil des participations de l'Etat qui devrait être publié sous peu. En outre le Gouvernement s'est mis d'accord de centraliser les participations de l'Etat au sein d'une structure commune, la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), afin d'augmenter l'impact et le levier du portefeuille des participations étatiques, d'en professionnaliser davantage la gestion et de garantir une gouvernance transparente.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Est-ce que cette décision de centralisation des participations de l'Etat au sein de la SNCI nécessite un changement de la base légale?

2) Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement entend déposer un projet de loi?

3) Est-ce que toutes les participations étatiques seront transmises à la SNCI ou y aura-t-il des exceptions?

4) Quelle est la date envisagée pour la finalisation des transferts?

5) Quel sera l'organe responsable pour la nomination des représentants étatiques au sein des conseils d'administration?

6) Qui définira la gouvernance dans les sociétés avec des participations étatiques?

7) Comment est-ce que le Gouvernement veut garantir l'application des critères de bonne gouvernance et de transparence?

8) Qui aura la tutelle et la responsabilité de la SNCI et de toutes les participations étatiques?

9) Monsieur le Ministre de l'Économie avait évoqué des analyses régulières des

## Question 2721 (01.02.2017) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant les recettes générées par les radars:

Suivant les informations diffusées récemment par les médias luxembourgeois, les radars mis



participations étatiques. Qui sera responsable pour ces analyses?

10) Quel organe aura le pouvoir de prendre des conclusions de ces analyses et, le cas échéant, de vendre les participations étatiques?

11) La SNCI décidera-t-elle de l'acquisition et de la vente de participations étatiques?

12) Quelle sera la politique en matière de réaffectation des recettes et dividendes provenant des participations étatiques?

13) Est-ce que la Chambre des Députés sera impliquée dans la surveillance et, dans l'affirmative, sous quelle forme?

14) La Cour des comptes sera-t-elle compétente pour le contrôle de la gestion des participations étatiques?

**Réponse commune** (14.03.2017) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Economie, et de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances:

Le programme gouvernemental affiche la volonté du Gouvernement de centraliser les participations de l'Etat au sein d'une structure commune afin d'augmenter l'impact et le levier du portefeuille des participations étatiques, d'en professionnaliser davantage la gestion et de garantir une gouvernance transparente.

La centralisation et la gestion efficace des participations est un sujet complexe aux multiples facettes, qui mérite des études approfondies afin d'asseoir le choix du Gouvernement sur des bases solides.

C'est dans cette optique que la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), de concert avec le Ministère des Finances et le Ministère de l'Economie, a mandaté auprès de l'Université du Luxembourg une étude comparée sur les régimes de participations publiques en vigueur dans d'autres États membres de l'UE et dans des pays tiers. L'étude permettra de dresser l'inventaire des modèles en vigueur dans d'autres pays et d'en identifier les forces et faiblesses afin de dégager des pistes de réflexion pour le cas du Luxembourg.

À des fins de transparence, le Gouvernement vient de publier un recueil des participations recensant les participations directes de l'Etat dans des sociétés commerciales (sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, groupements d'intérêt économique) et présentant des informations clés pour chacune de ces participations. Le rapport est accessible sur le site Internet du Ministère des Finances sous l'URL suivant:

[http://www.mf.public.lu/publications/divers/annuaire\\_participation\\_010217.pdf](http://www.mf.public.lu/publications/divers/annuaire_participation_010217.pdf).

Des informations détaillées sur les participations directes de l'Etat figurent par ailleurs sur le site Internet de la Trésorerie de l'Etat qui est, de par la loi, chargée de tenir le registre des participations de l'Etat. La Trésorerie de l'Etat intégrera à son site Internet les informations supplémentaires pertinentes contenues dans le recueil des participations et les mettra régulièrement à jour.

Le Gouvernement a par ailleurs pris des mesures visant à professionnaliser la représentation de l'Etat dans les conseils d'administration et à mieux outiller ses représentants pour accomplir leur mission. C'est ainsi que les administrateurs étatiques devront à l'avenir adhérer à un code de conduite que le Gouvernement vient d'arrêter. Ils bénéficieront en outre d'une formation spécifique organisée en collaboration avec l'Institut luxembourgeois des administrateurs (ILA) et l'Institut national de l'administration publique (INAP). Cette formation est destinée à les préparer à la fonction d'administrateur en les familiarisant avec les tâches qui leur incombent au titre d'administrateur représentant l'Etat dans le conseil d'administration d'une société, voire à approfondir les connaissances des administrateurs en fonctions. Une première session de formations a déjà eu lieu et sera évaluée pour ensuite être proposée de façon régulière.

des feux de cheminée en foyers ouverts. De nouveaux dépassements du seuil de 50 µg/m<sup>3</sup> pour les PM10 sont également attendus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Monsieur le Ministre et Mesdames les Ministres peuvent-ils m'indiquer quand les seuils de particules fines ont été dépassés ces derniers ans? Existe-t-il une tendance croissante de cette forme de pollution?

2) Quels sont les risques de santé liés à des concentrations élevées de particules fines? Combien de patients ont récemment souffert de maladies causées par des niveaux élevés de particules fines? Ce nombre est-il plus élevé que d'habitude?

3) Le nouveau programme national de la qualité de l'air comprend-il des mesures particulières en ce qui concerne les particules fines? Une campagne de sensibilisation ciblée est-elle prévue?

**Réponse commune** (14.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé, de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, et de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

ad 1) Le niveau moyen annuel des particules fines (PM10<sup>1</sup>) des différentes stations de mesure de l'Administration de l'environnement a évolué de 27 µg/m<sup>3</sup> en 2007 pour atteindre progressivement un niveau entre 12 et 23 µg/m<sup>3</sup> selon le site de mesure. La valeur limite annuelle applicable dans l'Union européenne est de 40 µg/m<sup>3</sup>.

Une deuxième valeur limite prescrit une moyenne journalière de 50 µg/m<sup>3</sup> à ne pas dépasser pendant plus de 35 jours par an. Le nombre de jours avec dépassement varie entre un et 18 jours par an selon le site de mesure.

Les valeurs limites pour les particules fines PM10 dans l'air ambiant sont donc respectées au Luxembourg de façon ininterrompue depuis 2007. On peut observer une tendance décroissante de cette forme de pollution.

ad 2) Les études internationales réalisées dans le passé mettent en évidence une responsabilité des particules fines dans l'aggravation et/ou la genèse des allergies respiratoires et de l'asthme en particulier, la survenue de cancers du poumon, la survenue de maladies cardiovasculaires, voire une surmortalité générale. Les études épidémiologiques citées ont cependant été réalisées dans des conditions bien particulières: asthme et allergies à proximité de routes à trafic routier élevé ou dans les zones urbaines polluées. En effet, les particules fines et notamment les particules Diesel peuvent entraîner une réponse inflammatoire et une hyperréactivité bronchique qui sont les caractéristiques fondamentales de la maladie astmatique.

Les études sur le cancer du poumon concernent surtout les expositions professionnelles (garagistes, conducteurs de camion, mineurs américains). Les études concernant l'exposition particulaire sur le long terme ont démontré une mortalité de cause cardiovasculaire augmentée par rapport à des populations vivant dans des villes à faible pollution atmosphérique particulaire.

Il faut cependant nuancer ces résultats: d'une part, les particules fines sont un groupe chimiquement très hétérogène (particules Diesel, Pollen, moisissures, métaux lourds libérés lors des freinages des voitures...) et les effets de santé sont par conséquent tout aussi divergents.

D'autre part, les symptômes ou pathologies décrites concernent du moins en grande partie des expositions à long terme, répétitives et qui nécessitent en partie des années, voire des décennies à se manifester. Ainsi, à titre d'exemple, une étude européenne ESCAPE (European Study of Cohorts for Air Pollution Effects) portant sur plus de 100.000 personnes dans cinq pays européens a suivi les patients sur une durée de 11,5 ans en moyenne.

Finalement, il ne faut pas perdre de vue que les moteurs Diesel ont sensiblement évolué depuis une vingtaine d'années, avec l'apparition, voire l'obligation de filtres à particules retenant les poussières fines. Par ailleurs, les normes Euro concernant les gaz d'échappement, en passant progressivement de l'Euro 1 en 1993 à l'Euro 6 (Euro-6-Abgasnorm) en 2015, ont conduit à une réduction des émissions nocives.

Les risques sanitaires précités concernent donc plutôt les taux élevés de particules fines chroniques à longue durée que des dépassements spontanés et temporaires. En ce qui concerne

<sup>1</sup> Particules fines d'un diamètre aérodynamique inférieur à dix micromètres

les moyennes annuelles des taux de particules fines publiés en mai 2016 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur base des résultats de 2014, le Grand-Duché de Luxembourg est en 32<sup>e</sup> position des pays européens qui présentent les taux de PM 2,5 les plus élevés (sur 52 États membres), donc dans la moitié des Etats les moins pollués (concentration annuelle moyenne de 16,6 µg/m<sup>3</sup>, Belgique 16,0 µg/m<sup>3</sup>, Allemagne 14,5 µg/m<sup>3</sup>). En ce qui concerne les PM 10, le Luxembourg atteint d'ores et déjà les valeurs cibles que l'OMS s'est définie pour l'horizon 2030 avec 18 µg/m<sup>3</sup>, valeur cible OMS < 20 µg/m<sup>3</sup>.

Comme les particules fines ne constituent pas une maladie en tant que telle, mais engendrent des symptômes divergents (en fonction de la nature chimique des particules et de la susceptibilité humaine individuelle) et des effets à long terme (qui apparaissent au bout d'années d'exposition), il est impossible de reporter les maladies en fonction des niveaux de particules fines et d'établir ainsi une causalité. On peut certes noter une augmentation de crises d'asthme chez les enfants, voire d'insuffisances respiratoires chez les personnes âgées en hiver, mais établir le rapport avec les particules fines n'est pas évident, dans la mesure où d'autres facteurs peuvent interférer également (température, manque de soleil, humidité...).

ad 3) Le projet de programme national de qualité de l'air vise en premier lieu la pollution par les oxydes d'azote et en second lieu la pollution par les particules fines. Bon nombre de mesures visent les deux types de polluants, étant donné que les sources d'émissions sont souvent les mêmes. Néanmoins, le projet de programme comprend également des mesures particulières pour prévenir voire réduire les niveaux de particules fines dans l'air ambiant.

Il s'agit notamment des campagnes d'information et de sensibilisation du public sur les nouvelles dispositions réglementaires en matière de contrôles périodiques obligatoires des installations de combustion alimentées en bois ainsi que sur l'interdiction de l'incinération à l'air libre de déchets. Dans ce contexte, il est également fait référence au projet de développement d'un réseau de collecte et de traitement et de valorisation des déchets de verdure.

Pour faire face aux pics de pollution de particules fines qui peuvent avoir lieu lors de conditions climatiques très défavorables, le Plan national de qualité de l'air prévoit notamment de développer un plan d'action à court terme à déclencher en cas de pics de pollution. En cas de dépassement ou risque de dépassement d'un premier seuil de pollution, des informations et recommandations sont fournies à la population. En cas de dépassement d'un deuxième seuil de pollution, des actions obligatoires voire interdictions peuvent être envisagées.

Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner également les mesures qui ont pour objet d'améliorer d'une manière générale l'information du public sur la qualité de l'air. Il est prévu de développer un indice horaire de la qualité de l'air qui a pour but d'apporter une information facilement compréhensible pour le public et en temps réel sur la qualité de l'air au Luxembourg. Cet indice pourra être consulté, soit via Internet, soit directement via une application pour téléphone mobile.

La Convention de Vienne sur la circulation routière de 1968 sert pour les parties contractantes, dont le Luxembourg, de base pour la mise en place de leurs réglementations nationales en matière de circulation routière. Selon ladite Convention, «...tout véhicule en mouvement ou tout ensemble de véhicules en mouvement doit avoir un conducteur», disposition qui trouve sa retombée dans le Code de la route.

Actuellement, les sujets de la conduite automatisée et de la conduite autonome sont thématiqués dans différents groupes de travail de la Commission économique pour l'Europe près de l'Organisation des Nations Unies à Genève (ONU/CEE). Il s'agit notamment de se mettre d'accord sur une définition commune de ce qu'on entend par conduite automatisée et d'analyser de quelle manière la Convention de Vienne devrait être interprétée ou, le cas échéant, amendée pour ne pas faire obstacle au déploiement de ces nouvelles technologies.

Des premières discussions, il résulte que les dispositions de la Convention ne s'opposent pas à la réalisation d'essais avec des véhicules autonomes sur la voie publique à condition qu'une personne est prête à prendre le contrôle du véhicule et est en mesure de le faire, indépendamment du fait si elle se trouve ou non à l'intérieur du véhicule.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que le Code de la route prévoit d'ores et déjà la possibilité de réaliser des tests sur les voies publiques avec de tels véhicules autonomes sous le couvert d'une autorisation exceptionnelle pour des essais scientifiques.

Enfin il est à préciser que mes services suivent de près les discussions en cours au niveau international afin d'adapter, le cas échéant, le cadre légal luxembourgeois et de se préparer ainsi pour le futur.

**Question 2727** (02.02.2017) de **M. David Wagner** (déi Lénk) concernant la **hausse des frais bancaires**:

Le 18 janvier POST Luxembourg - un établissement public détenu à 100% par l'Etat luxembourgeois - a annoncé une nouvelle tarification applicable à certains de ses services financiers. Les virements papier entre comptes CCP seront désormais facturés à 40 centimes par virement et les frais des virements vers un compte d'un autre établissement bancaire seront doublés de 30 à 60 centimes par virement. Cette hausse des frais pour les opérations en guichet ne constitue pas un fait isolé mais s'inscrit dans une évolution générale à la hausse des frais bancaires au Luxembourg.

Pourtant, la directive européenne 2014/92/UE du 23 juillet 2014 introduit pour tous les États membres de l'Union européenne l'obligation de garantir l'accès à des comptes de paiement assorti de prestations de base pour tous les consommateurs sur leur territoire. Cette offre de prestations de base doit être proposée à titre gratuit ou moyennant des frais raisonnables et ne peut pas se limiter à des services en ligne.

Par ailleurs la directive prévoit que «...les États membres peuvent exiger des établissements bancaires qu'ils mettent en œuvre des systèmes de tarification différents en fonction du niveau d'inclusion bancaire du consommateur, de sorte notamment à pouvoir offrir des conditions plus favorables aux consommateurs vulnérables non bancarisés.» (article 18)

Le projet de loi n°7103 relatif aux comptes de paiement déposé le 16 décembre 2016, qui a comme objet la transposition de ladite directive, n'opte pourtant pas pour cette possibilité.

Partant, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes:

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'augmentation des tarifs des opérations bancaires effectuées en guichet constitue une discrimination des personnes qui n'ont pas accès à Internet ou qui ne maîtrisent pas l'utilisation des services bancaires en ligne?

2) Monsieur le Ministre ne croit-il pas que l'introduction d'une réglementation plus stricte - p. ex. un plafonnement ou un échelonnement - des frais pour services bancaires de base s'impose?

3) Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons pour lesquelles il a choisi de ne pas opter pour une transposition plus stricte de la directive européenne?

**Question 2725** (01.02.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **particules fines**:

Ces derniers jours, un pic de pollution aux particules fines PM10 a été constaté. C'est une inversion de température bloquant les polluants dans leur ascension qui a créé une accumulation de particules fines dans les basses couches. En date du 24 janvier, l'Administration de l'environnement a recommandé aux populations vulnérables et sensibles de prendre des précautions en évitant les sorties ou toutes activités physiques prolongées en plein air. En outre, la population a été avisée de minimiser l'usage des voitures personnelles et d'éviter l'utilisation

La conduite autonome fait partie des grands thèmes de l'avenir dans presque tous les domaines de la mobilité. Elle va révolutionner le quotidien des gens et de l'économie. Les possibilités techniques sont déjà très avancées et les premières voitures équipées de cette technologie révolutionnaire circulent déjà sur les routes.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si notre Code de la route autorise la conduite autonome sur nos routes?

- Dans la négative, le Gouvernement entend-il légitérer en la matière?

**Réponse** (10.03.2017) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorables Député s'interroge sur la conformité de la conduite autonome sur les routes luxembourgeoises par rapport à l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé «Code de la route».



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un établissement bancaire détenu par l'Etat devrait davantage favoriser l'inclusion bancaire des personnes les plus vulnérables?

**Réponse (14.03.2017) de M. Pierre Graména, Ministre des Finances:**

La définition de la politique de tarification relève de la compétence de la direction des établissements bancaires et de POST Luxembourg. Il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter ces politiques.

Le projet de loi n°7103 portant transposition de la directive 2014/92/UE sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base, ne prévoit pas de plafonnement ou d'échelonnage des frais des services bancaires de base afin de ne pas interférer dans la politique commerciale des établissements bancaires et de POST Luxembourg, et ce afin de laisser jouer la libre concurrence entre acteurs financiers. Cette démarche permet aux établissements bancaires et à POST Luxembourg de différencier leurs offres de services et d'offrir aux consommateurs une gamme plus étendue de services qui se distinguent par leur type, qualité et prix. La directive 2014/92/UE a pour objectif de rendre la tarification plus transparente de sorte que les consommateurs seront en mesure de comparer plus aisément les offres des établissements bancaires.

Dans un souci de protéger les personnes les plus vulnérables, le cadre légal en vigueur au Luxembourg a favorisé l'inclusion financière en accordant aux personnes physiques et morales le droit à un compte chèque postal bien avant que la directive 2014/92/UE n'introduise un droit d'accès à un compte de paiement de base. Le projet de loi n°7103 élargira le cercle des établissements qui seront obligés d'offrir un compte de paiement de base aux consommateurs personnes physiques, dont les personnes les plus vulnérables.

Le projet de loi n°7103 chargera la CSSF de prendre des mesures adéquates pour faire connaître au public l'existence des comptes de paiement de base, leurs conditions tarifaires générales et les procédures à suivre pour exercer le droit d'accès à un compte de paiement de base. Elle veillera à ce que les mesures de communication soient suffisantes et bien ciblées et touchent en particulier les consommateurs non bancarisés, vulnérables et mobiles.

Le Ministre des Finances se permet en outre d'attirer l'attention à la réponse qu'il a apportée, ensemble avec le Ministre de l'Économie Etienne Schneider, à la question parlementaire n°2648 des Députées Martine Mergen et Octavie Modert.

**Question 2728 (02.02.2017) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le délai de prescription pour des abus sexuels:**

Des études internationales révèlent qu'un quart des adultes ont subi des violences physiques dans leur enfance et qu'une femme sur cinq et un homme sur 13 ont subi des violences sexuelles dans leur enfance.

En plus, un enfant victime sur deux est agressé par un membre de sa famille, or, dans plus de 95% des cas, le délinquant reste impuni.

Au Luxembourg, le délai de prescription pour des infractions sexuelles est de dix ans après la majorité de la personne concernée. La spécificité et la gravité des violences sexuelles sur les mineurs le rendent pour les victimes pourtant très difficile de les révéler, même arrivées à l'âge adulte.

Des délais de prescription trop courts peuvent priver de nombreuses victimes de leur droit de porter plainte et d'accéder à la justice. En France et au Canada, le délai de prescription a été porté à vingt respectivement à trente ans. Dans certains pays comme la Grande-Bretagne ou la Suisse, ou encore l'Etat de Californie, les violences sexuelles sont rendues imprescriptibles.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre, combien de plaintes pour abus sexuels ont été déposées depuis 2010 au Luxembourg?

2. Dans combien de cas le recours intenté était prescrit?

3. Dans le cas où le recours était prescrit pour la majorité des plaintes déposées, le Ministre ne juge-t-il pas opportun de modifier l'actuel délai de prescription, soit par un allongement de la durée de prescription à vingt ou à trente ans, soit par une imprescriptibilité?

**Réponse (17.02.2017) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:**

ad 1. Les tableaux n°2 à 6 ci-annexés reprennent les chiffres des procès-verbaux dressés ainsi que des affaires correctionnelles pour abus sexuels.

ad 2. Les tableaux n°7 et 8 reprennent les chiffres des affaires classées sans suite pour raison de prescription.

À noter dans ce contexte que les dénonciations par l'église catholique ont eu lieu en 2012, ce qui explique le chiffre plus élevé.

ad 3. Les tableaux versés renseignent que le nombre de prescriptions est relativement réduit.

Il faut souligner que la situation a évolué suite à la modification de l'article 637 du CIC introduite par la loi du 27 février 2012. Depuis cette réforme, le délai de prescription de l'action publique de certains faits commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité de ces derniers.

Compte tenu de cette modification récente et des changements qu'elle a apportés, il n'est pas envisagé à ce stade de modifier l'actuel délai de prescription.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 2729 (02.02.2017) de Mme Nancy Arendt et M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le «Minettstram op Pneuen»:**

En novembre 2016 le projet «Minettstram op Pneuen» a été présenté au conseil communal d'Esch-sur-Alzette. Actuellement, deux lignes sont envisagées: l'une allant du nord au sud (Cloche d'Or - Micheville/France) et l'autre transversale reliant Dudelange à Rodange.

Or, l'on se doit de constater que les localités de Rumelange et de Tétange ne seront pas desservies par le «Minettstram», et celle de Kayl seulement en partie.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons les localités citées ci-dessus ne seront-elles pas desservies par le nouveau «Minettstram»?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait opportun et logique d'inclure les localités en question dans le tracé du «Minettstram»?

**Réponse (14.03.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par leur question parlementaire les honorables Députés voudraient avoir des informations concernant le Bus à haut niveau de service (BHNS) dans la région Sud.

En effet, deux axes de BHNS sont en étude, à savoir l'axe est-ouest et l'axe nord-sud. La liaison transversale est-ouest reliera les agglomérations de Dudelange, Schifflange, Esch-sur-Alzette, Belval, Belvaux et Differdange avec un prolongement vers le parking relais P&R à Rodange. Le tracé de la liaison transfrontalière nord-sud reliera la capitale à la zone frontière française (Micheville) en passant par Leudelange et via l'autoroute A4 par Belval. L'axe nord-sud fera l'interface avec le tramway au pôle d'échange Cloche d'Or et avec l'axe est-ouest à un nouveau pôle d'échange à Raemerich.

Le choix du tracé est-ouest a été effectué en fonction des potentialités futures de fréquentation en considérant le réseau CFL avec ses gares, les centralités urbaines existantes et les principales zones de développement à l'horizon 2020 et 2030, tout en tenant compte du fait que la zone d'attractivité théorique d'une station de BHNS est de 500 mètres à vol d'oiseau. La couverture territoriale est optimisée par le réseau CFL ainsi que par les lignes de bus TICE assurant une liaison régulière et à fréquence élevée ensemble avec les stations du BHNS.

Il est à noter que le BHNS est un système de transport en commun dont les principales caractéristiques sont une fréquence élevée, un parcours rationalisé préférant un itinéraire en sites propres ainsi qu'un système de priorité

aux feux tricolores des carrefours, garanties par des aménagements spécifiques.

Le tracé de la liaison transversale est-ouest a été choisi en vue d'atteindre les objectifs et de remplir les caractéristiques d'un système de transports en commun à un niveau de service élevé. Il est donc vrai que les localités de Rumelange et de Tétange ne sont pas directement desservies par le BHNS actuellement en étude. Par contre, par un concept cohérent avec un réseau de TICE adapté et le réseau ferroviaire des CFL, ces localités ne seront pas à l'écart du BHNS.

**Question 2730 (02.02.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la mesure 224 du «Zukunftspak»:**

Selon le «Zukunftspak», la mesure n°224 libellée «Comptabilité agricole payante» devrait engendrer des économies au niveau du budget de l'ordre de 120.000 euros par an.

Au cours de la réunion du 6 novembre 2014 de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs, Monsieur le Ministre a souligné que dorénavant la comptabilité agricole ne sera pas d'office payante. La comptabilité générant les données utiles à la gestion de la politique agricole du pays dans son ensemble ne serait pas visée, mais seulement la comptabilité fiscale. La réglementation exacte de cette mesure resterait toutefois à définir et l'impact sur le revenu des exploitations agricoles serait minimal.

La transposition de cette mesure a cependant pour conséquence que le Service d'économie rurale demeure le dernier service auprès duquel les exploitations agricoles peuvent encore profiter d'une subvention pour la gestion d'une comptabilité agricole. Selon mes informations, les conventions y relatives avec d'autres organisations n'ont plus été prolongées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1) Pour combien d'exploitations agricoles la comptabilité est actuellement effectuée par le Service d'économie rurale?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Service d'économie rurale sera disposé à accepter la gestion de la comptabilité agricole de toutes les exploitations agricoles qui, en raison de la transposition de la mesure n°224 du «Zukunftspak», doivent maintenant assumer l'intégralité des coûts pour la gestion de leur comptabilité?

3) Dans la négative, pour quelles raisons?

**Réponse (14.03.2017) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:**

ad 1) Le nombre actuel d'exploitations agricoles, viticoles et horticoles faisant leur comptabilité auprès du Service d'économie rurale s'élève à 880.

ad 2) Le Service d'économie rurale est disposé à accepter la gestion de la comptabilité agricole de toutes les exploitations agricoles qui, en raison de ladite mesure, font une demande auprès de la division de la comptabilité dans la limite des ressources humaines disponibles.

Au moment actuel, la division de la comptabilité occupe 22 comptables correspondant à 19,75 équivalents temps plein pour effectuer les comptabilités des 880 exploitations. Un comptable à temps plein s'occupe donc en moyenne de 45 entreprises. Or, le volume de travail qui peut être presté par un comptable ayant une certaine expérience professionnelle varie entre 40 et 45 comptabilités agricoles selon la taille de l'exploitation et la complexité des productions. Les comptables du SER travaillent donc déjà à la limite de leurs possibilités.

On peut préciser que le nombre d'exploitations effectuant leur comptabilité au Service d'économie rurale par contre n'a diminué que peu au cours des dernières années (- 6% depuis 2010). Ceci est dû au fait que les exploitations effectuant une comptabilité économique sont en majorité des exploitations viables dont la reprise est garantie. Par contre elles ne cessent d'augmenter en taille et en complexité, ce qui se reflète surtout au niveau des opérations de la TVA, de la production d'énergies renouvelables et des activités accessoires. Face à cette complexité croissante des secteurs agricole, viticole et horticole et face à un certain nombre d'obligations dans le cadre des politiques nationales et européennes, la division de la gestion, de la comptabilité et de l'entraide agricoles a redéfini et étendu la prestation de ses services: comptabilisation selon la méthode au net en

matière de la TVA, saisie et calcul de nouveaux indicateurs agroenvironnementaux, etc.

Ainsi, les comptabilités ont vu augmenter le nombre moyen des saisies comptables par exploitation de 25% entre 2010 et 2015. Le nombre total des saisies a augmenté de 857.630 en 2010 à 1.013.380 en 2015.

Évidemment, au cours des années à venir, le nombre d'exploitations effectuant leur comptabilité au Service d'économie rurale va diminuer suite au processus de restructuration du secteur agricole, ce qui va libérer des disponibilités au sein du Service d'économie rurale.

Ainsi, le Service d'économie rurale prend note des demandes respectives et les gère sur une liste d'attente.

Une analyse approfondie du Service de la comptabilité et de l'entraide agricole du SER sera entamée, avec la finalité d'exploiter au mieux les informations du réseau comptable agricole dans l'intérêt général des producteurs, notamment pour mettre en place des indicateurs susceptibles d'encadrer le développement des pratiques agricoles durables, tel que l'agriculture de précision.

ad 3) Sans objet.

**Question 2731 (03.02.2017) de MM. Lex Delles et Gusty Graas (DP) concernant l'élevage extensif:**

Après la mort de plusieurs bovins de l'espèce «Galloway» dans un pâturage à Mensdorf, la question se pose si l'élevage extensif pendant toute l'année pour la production de la viande «Naturschutz Fleisch» est adapté au Luxembourg.

De plus, il nous a été rapporté qu'un grand nombre de bêtes amenées dans les abattoirs ne répondent pas aux exigences sanitaires relatives à la production de viande, car atteintes de maladies diverses (infestation vermine ou parasite).

Voilà pourquoi nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Quel est le nombre de bêtes transportées dans nos abattoirs et pour lesquelles il s'avère que leur état de santé ne remplit pas les critères sanitaires nécessaires à la production de viande?

2. Pour quelles raisons ces bêtes ne sont plus comestibles?

3. Est-ce que ces bêtes sont issues de l'élevage extensif?

4. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que l'élevage de ces animaux à des fins comestibles constitue un gaspillage de ressources naturelles?

**Réponse (17.02.2017) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:**

ad 1. En principe ne peuvent être transportés à l'abattoir que des animaux en bonne santé et aptes au transport. Ces conditions sont contrôlées à l'abattoir par les vétérinaires-inspecteurs de l'Administration des services vétérinaires lors de l'examen ante mortem. Les animaux montrant des pathologies, conduisant à la saisie totale de l'animal, ne sont acceptés à l'abattage et sont euthanasiés et les cadavres sont éliminés au clos d'équarrissage.

Néanmoins, certaines lésions ne sont décelées qu'à l'examen post mortem des carcasses et suivant le cas peuvent conduire à une saisie totale (entièreté de la carcasse) ou partielle (certaines parties de la carcasse ou organes tels que foie, cœur, poumon).

Les chiffres des bovins adultes abattus dans les abattoirs au Luxembourg sont les suivants (en parenthèses le nombre des saisies totales):

2015: +/- 24.000 bovins abattus (28 saisies);

2016: +/- 25.000 bovins abattus (27 saisies).

Ces chiffres montrent que le pourcentage de carcasses saisies dans les abattoirs au Luxembourg est faible (+/- 0,1%).

ad 2. Les motifs de saisie totale sont de nature diverse et les plus fréquents sont les suivants: maladie généralisée, infestation parasitaire, présence de résidus de médicaments ou autres substances en quantité supérieure aux niveaux fixés par la législation, cachexie.

ad 3. Les services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs ne disposent pas d'informations concernant les résultats d'inspection des bovins dont la viande est commercialisée sous le label «Naturschutz Fleisch» puisque tous ces



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

animaux sont abattus dans un abattoir en Belgique.  
ad 4. Sans objet.

## Question 2732 (03.02.2017) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les modifications apportées au site Internet «Legilux»:

Récemment le site «legilux.public.lu» a été re-travaillé afin d'optimiser la recherche en ligne. Or, s'il est vrai que le Ministère d'Etat a publié à ce propos un communiqué publié sur le site du Gouvernement, il semblerait que les professionnels, et en tout premier lieu la magistrature, n'aient pas été informés des changements, de sorte que de nombreux professionnels ne se sont aperçus du changement qu'au moment de leurs recherches.

Or, les changements vont au-delà d'un simple «relooking». La nouvelle version exige de la part de ses utilisateurs une autre approche dans la manière même d'opérer des recherches. Si tout est question d'habitude, certains professionnels ont eu, au moins au début, du mal à s'adapter et à effectuer les recherches nécessaires à l'exercice de leur profession, et d'aucuns regrettent l'ancienne version.

D'après nos informations, le Ministère de la Justice n'était pas non plus au courant de la mise en place d'une nouvelle version du portail en question.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et Ministre d'Etat ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre de la Justice confirme-t-il nos informations, à savoir que son Ministère ignorait, tout autant que les professionnels, qu'une nouvelle version du portail submentionné avait été mise en place? Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il nous dire pourquoi le Ministère de la Justice n'a pas été informé?

2. Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il, préalablement à la mise en place de la nouvelle version du portail submentionné, informé les professionnels et notamment les juridictions judiciaires et administratives des changements intervenus et pourquoi aucune séance de formation n'a été offerte le cas échéant?

3. Le Ministère de la Justice et les professionnels du droit ont-ils été consultés par le Gouvernement dans le cadre des travaux de lancement de la nouvelle version du portail en question? Dans la négative, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faille faire le point sur la nouvelle version du portail en associant les professionnels dans le but d'optimiser réellement le portail?

4. En tout état de cause, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il soit opportun à l'avenir d'informer de manière adéquate et au préalable tant les avocats que les magistrats?

**Réponse commune** (28.02.2017) de M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

ad 1. En date du 11 septembre 2015, le Conseil de Gouvernement a décidé la refonte complète du Mémorial, Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Dans ce contexte, la modernisation du site «legilux.public.lu» a constitué un élément-phare de l'évolution de la divulgation de la législation luxembourgeoise. Le Conseil de Gouvernement a précisé dans sa séance précitée que la refonte du portail «legilux.public.lu», qui est censé rester le point d'accès à la législation luxembourgeoise, est axée autour de la facilité de recherche, de la convivialité et du «linked open data». Le site a été entièrement repensé afin d'offrir aux professionnels du droit, au public et aux machines un accès le plus ouvert possible aux données, de rendre les recherches aisées, performantes et exhaustives, permettant ainsi aux usagers un accès aux données selon les domaines auxquels ils s'intéressent.

Lors de la séance du Conseil de Gouvernement du 11 novembre 2016, la nouvelle mise en page du Journal officiel ainsi que la façon d'identifier de manière unique et sans équivoque l'acte législatif électronique, basée sur les règles du web sémantique en conformité avec les exigences d'implémentation de ELI (European Legislation Identifier), ont été présentés.

ad 2. Le site «legilux.public.lu» a été inauguré en 2002. Depuis cette date, aucune mise à jour du site n'a été effectuée. En analysant, au fil des années, les besoins exprimés par les utilisateurs de «legilux.public.lu» (notamment les professionnels du droit mais également les citoyens non juristes) au cours de nombreux

échanges, les responsables du site ont constaté qu'une modernisation du portail de recherche devenait de plus en plus pressante.

En 2016, il a dès lors été décidé de mettre tous les efforts possibles dans le projet de modernisation de «legilux.public.lu» afin de pouvoir offrir très rapidement aux usagers, souvent mécontents des recherches somme toute assez limitées et peu satisfaisantes que permettait de faire l'ancienne version de «Legilux», une recherche et un design plus performants basés sur une infrastructure et un moteur de recherche modernes et puissants, ouverts à l'interprétation des données par les machines, accessibles pour les malvoyants, permettant une consultation aisée pour les tablettes et les smartphones, le tout en conformité de la directive européenne «PSI» sur l'accès et la réutilisation des données publiques.

Dans cette optique, tous les textes législatifs, incluant certains codes, ont été convertis au format ouvert et structuré dans une nouvelle base de données «Casemates», sous le contrôle de l'Etat et hébergée auprès des instances étatiques. Avec cette structuration, la consolidation systématique des actes législatifs devient possible à la suite de leur publication au Journal officiel, une des demandes majeures des utilisateurs.

Alors que l'interface du site «Legilux» a changé et que les outils de recherche sont devenus plus intuitifs, les grands domaines de recherche sont restés sensiblement les mêmes (Mémorial A, Mémorial B, Mémorial C, codes, recueils, archives). Il est clair cependant que «tout est question d'habitude», comme l'indiquent d'ailleurs les honorables Députés à juste titre, et que chaque changement d'un site informatique demande quelque temps d'adaptation en vue de se familiariser avec la nouvelle interface. Pour combler le malaise que pouvaient provoquer les changements opérés et le temps d'adaptation nécessaire à certains professionnels du droit pour se familiariser avec lesdits changements, ce qui, il est vrai, avait été sous-estimé par les responsables de la refonte, des séances de formation ont été organisées pour la magistrature en date des 6, 13 et 20 janvier 2017, peu de temps après la mise en ligne du nouveau site, le 2 janvier 2017, à l'instar des formations offertes aux personnes intéressées à la Chambre des Députés et aux groupes et sensibilités politiques. Pour les utilisateurs, un fichier d'aide est mis à disposition.

ad 3. Le Ministère de la Justice et les professionnels du droit n'ont pas été consultés de manière officielle dans le cadre des travaux de lancement de la nouvelle version du portail en question, mais, comme indiqué ci-dessus, préalablement de nombreux échanges non officiels ont été menés avec les usagers réguliers du site en vue de répondre le mieux à leurs attentes et désireraient.

Le Gouvernement salue toute critique constructive pouvant mener à une constante amélioration des outils de recherche du droit sur «legilux.public.lu» et reste à l'écoute de tous les utilisateurs du site. Les premiers retours d'expérience ont d'ailleurs été intégrés rapidement dans les dernières mises à jour du site (notamment: amélioration de la recherche dans les codes).

ad 4. Le Gouvernement, dont l'intention n'était nullement d'informer les avocats et les magistrats de manière inadéquate, redoublera d'effort pour les tenir informés des futures évolutions envisagées (notamment par le biais des «News» affichées sur le site «legilux.public.lu») et pour mieux les associer dès la phase d'élaboration des changements projetés.

**Question 2733 (03.02.2017) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant la desserte des gares de Munsbach et de Wecker:**

Meinen Informationen zufolge plant die staatliche Eisenbahngesellschaft CFL, dass die Züge des Regionalexpresses (RE) zwischen Trier und Luxemburg künftig nicht mehr an den Bahnhöfen Wecker und Munsbach halten sollen.

Laut dem aktuellen Fahrplan halten die Züge 39-mal täglich an besagten Bahnhöfen und werden von vielen Einwohnern der Region sowie zahlreichen Grenzgängern genutzt. So fährt im Munsbach z. B. die Buslinie 742 viele Reisende vom Bahnhof zu ihrem Arbeitsplatz im „Parc d'activité Syrdall“.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister die oben genannten Informationen bestätigen?
- Wenn ja, was sind die Gründe für diese Entscheidung?

- Befürchtet der Minister nicht, dass der Großteil der bisherigen Bahnbenutzer fortan mit dem Privat-PKW zur Arbeitsstelle fahren wird?

- Sind weitere Fahrplanänderungen vorgesehen?

- Gedenkt der Minister Alternativen im öffentlichen Transport anzubieten?

- Ist der Minister der Meinung, dass diese Entscheidung im Einklang ist mit den Zielen der Regierung vermehrt Leute dazu zu bewegen, auf den öffentlichen Transport umzusteigen?

**Réponse** (14.02.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Mit der parlamentarischen Anfrage Nummer 2733 vom 3. Februar 2017 will sich die Frau Abgeordnete Françoise Hetto-Gaasch über die Bedienung der Haltestellen Münsbach und Wecker durch die Züge der RE-Linie Luxemburg-Trier-Koblenz erkundigen.

Im Jahr 2016 hat die CFL eine Studie bei einem spezialisierten Schweizer Büro in Auftrag gegeben, um die Ursachen der Verspätungen auf den verschiedenen Strecken des luxemburgischen Eisenbahnnetzes zu analysieren, sowie ein neues verbessertes Konzept für den Fahrplan 2018 zu erarbeiten.

Zum einen wird der neue Fahrplan so gestaltet, dass sich die Verspätungen der Züge deutlich verringern werden. Auf der anderen Seite geht es darum, die zwei neuen, strategisch wichtigen Haltestellen Howald und Pfaffenthal-Kirchberg in den Fahrplan zu integrieren. Der neue Fahrplan 2018 wird am 10. Dezember 2017 in Kraft treten. Ab dem gleichen Zeitpunkt werden auch die beiden vorhin genannten Haltestellen bedient.

Der neue Fahrplan ist zum jetzigen Zeitpunkt jedoch noch nicht definitiv festgelegt. Die Diskussionen sind noch nicht abgeschlossen, sodass ich noch keine genauen Angaben betreffend der Bedienung der beiden Haltestellen Münsbach und Wecker geben kann.

Ich werde zusammen mit der Eisenbahngesellschaft im Frühjahr eine Pressekonferenz organisieren wo wir jegliche Neuerungen detailliert vorstellen werden.

des élèves qui sont désormais plus de 38.600 à l'utiliser, dont 30.500 élèves et 8.100 enseignants et personnel administratif. (voir les détails ci-dessous)

Office 365 pour l'éducation offre un accès gratuit

- à la communauté enseignante,
- aux élèves du fondamental et du secondaire et
- au personnel administratif et technique.

De plus, en constituant une large palette d'outils, il favorise les usages collaboratifs à l'école comme par exemple:

- Messagerie électronique Outlook (50 Go pour la messagerie, calendriers partagés et contacts),
- Skype for Business (pour la messagerie instantanée et les conférences audio et vidéo),
- SharePoint Online (voir notre politique de sites collaboratifs «eduSites»),
- OneDrive pour le stockage et le partage de documents personnels (5 To).

Environ 93.000 élèves et 13.000 enseignants et agents administratifs bénéficient d'un programme ambitieux

Comme le CGIE a souscrit à Office Pro Plus pour couvrir toutes les licences de son parc informatique, les 44.553 élèves du secondaire, les 48.449 élèves du fondamental et les 13.000 enseignants et agents administratifs peuvent profiter parallèlement des programmes «Student Advantage» et «Work at home». Ces programmes leur permettent de bénéficier gratuitement de la suite applicative Office Pro Plus (Outlook, Word, Excel, PowerPoint, Access, Publisher, Infopath, Lync) sur cinq PC ou Mac, mais également sur cinq tablettes Windows ou iPad, et sur cinq Smartphones (Windows Phone, Android, iPhone).

Sont tout particulièrement plébiscités les usages collaboratifs, le niveau de garantie quant à la confidentialité et la sécurité des données personnelles ainsi que les économies réalisées.

En effet, à côté des applications de bureautique bien connues comme Word, Excel, PowerPoint et Outlook et les applications mobiles comme p. ex. OneDrive et OneNote, toutes parfaitement intégrées, Office 365 propose des évolutions intéressantes vers une nouvelle génération d'un environnement de collaboration souple et facile à utiliser aussi bien à l'école qu'en dehors de l'école.

Statistiques d'utilisation de Office 365 (situation février 2017)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Utilisation de OneDrive (stockage et partage de données dans le Cloud)

Espace de stockage total dans le Cloud 29,7 To  
Augmentation de l'espace de stockage par mois 2,5 To

Nombre total de fichiers >10.000.000

Nombre total de fichiers «actifs» par jour 150.000

Nombre de comptes utilisateur activés 38.600

Nombre moyen d'utilisateurs actifs par jour 3.500

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Utilisation / Installations de Office Pro Plus sur des appareils privés

Le contrat-cadre Microsoft Campus & School Agreement - Enrollment for Education Solutions (CASA - EES) renouvelé en janvier 2017 permet à tous les utilisateurs d'installer sur leurs stations de travail fixes, portables ou sur leurs dispositifs mobiles la suite Office 2016.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Sites collaboratifs Office Groupe / Sharepoint

Nombre total 3.363

Nombre moyen de sites actifs par jour 600

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

Utilisation de la messagerie électronique Outlook

Espace de stockage utilisé pour les mailboxes 1,7 To

Moyenne des mailboxes actives par jour 8.000

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Classes mobiles et connectées (Classe iPads)

Après que plusieurs scénarios didactiques sur tablettes ont été créés dans le contexte de travaux de candidature et mis en œuvre dans diverses classes, notamment de la Formation professionnelle, il s'est avéré que ces stratégies d'apprentissage ne génèrent pas seulement un grand enthousiasme auprès des élèves, mais permettent aussi de travailler de façon hypermédia, par compétences et de créer une valeur ajoutée indéniable non seulement pour l'élève, mais également pour l'enseignant.

C'est ainsi que certains lycées ont décidé de créer à la rentrée 2015-2016 plusieurs classes qui participent au projet «Digital Classroom Lëtzebuerg» (DCL). Le tableau ci-dessous renseigne les lycées pilotes qui participent au programme DCL, le nombre de classes iPads par lycée ainsi que le nombre de dispositifs mobiles utilisés.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dans le contexte de cette démarche, certes novatrice, mais déjà éprouvée, tous les élèves desdites classes ont été équipés de tablettes numériques. L'encadrement des enseignants qui prennent en charge ces classes est déjà en cours. Les lycées respectifs et le CGIE, en collaboration étroite avec l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN), leur proposent un accompagnement didactique et organisent des visites dans des écoles à l'étranger afin que les tablettes ne restent pas dans les placards, mais soient utilisées de façon conséquente pour que leur énorme palette de fonctionnalités ne permette pas seulement à notre communauté scolaire de mieux apprendre, mais également et avant tout de se préparer réellement à un XXI<sup>e</sup> siècle marqué par la communication, la collaboration, la création, la digitalisation et l'information.

Étant donné que l'équipement informatique des écoles fondamentales est à charge des communes, le CGIE ne détient pas le nombre exact de tablettes qui sont utilisées dans l'enseignement fondamental. Or, comme la majorité de ces iPads est gérée à travers le programme DEP de Apple, ce nombre peut actuellement être estimé à 1.200 dispositifs.

Journal de classe électronique

Actuellement, le journal de classe électronique WebUntis est utilisé dans 32 établissements secondaires et secondaires techniques, à savoir:

1. Athénée de Luxembourg
2. Atert-Lycée Redange
3. CNFPC Esch/Alzette
4. CNFPC Ettelbruck
5. École de la 2<sup>e</sup> chance
6. École de commerce et de gestion
7. Lycée des Arts et Métiers
8. Lycée Bel-Val
9. Lycée classique Diekirch
10. Lycée classique Echternach
11. Lycée de Garçons Esch/Alzette
12. Lycée de Garçons Luxembourg
13. Lycée Josy Barthel Mamer
14. Lycée Hubert Clement Esch/Alzette
15. Lycée Michel Lucius
16. Lycée Michel Rodange
17. Lycée du Nord
18. Lycée Robert Schuman
19. Lycée technique Agricole
20. Lycée technique de Bonnevoie
21. Lycée technique du Centre
22. Lycée technique Esch/Alzette
23. Lycée technique d'Ettelbruck
24. Lycée technique Lallange
25. Lycée technique Mathias Adam

26. Lycée technique pour Professions de Santé
27. Maacher Lycée
28. Lycée Nic-Biever Dudelange
29. Lycée technique hôtelier Alexis Heck
30. Nordstadlycée
31. Schengenlycée
32. Sportlycée

Il est prévu d'étendre l'utilisation du journal de classe électronique à tous les lycées dans la mesure où il est possible d'équiper les salles de classes du lycée avec un poste de travail fixe respectivement de garantir la connectivité du réseau de sorte que l'enseignant puisse se connecter avec un dispositif mobile de type ordinateur portable ou tablette.

WebUntis est une application avec des fonctions d'horaires et plans d'études, livre de classe et agenda. Avec WebUntis, les enseignants des lycées pourront

- consulter des horaires et des plans d'études en ligne,
- gérer les absences des élèves,
- inscrire les contenus de leurs cours et
- consulter les disponibilités des salles.

Les élèves peuvent s'inscrire à des cours, consulter en ligne (via Internet ou bien moyennant une application) leur plan d'études ainsi que les horaires.

## 2. Le projet MathemaTIC

Avec MathemaTIC, l'enseignement et l'apprentissage des mathématiques prennent le tournant numérique. Le nouvel outil concrétise l'ambition du programme gouvernemental d'agir sur les facteurs qui influencent durablement la qualité de l'enseignement dans les classes. Projet phare de la stratégie «Digital(4) Education», il répond à l'objectif de celle-ci de mettre les nouvelles technologies au service de la pédagogie pour faciliter l'apprentissage et améliorer la réussite. Coordonné par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), MathemaTIC s'adressera après sa finalisation aux élèves et enseignants des cycles 3 et 4 de l'enseignement fondamental et du cycle inférieur de l'enseignement secondaire.

Pour accompagner le développement, la mise en place et l'évaluation de MathemaTIC, le SCRIPT a constitué une équipe composée de collaborateurs du service, d'enseignants du fondamental et du secondaire, d'experts du Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), de l'Université du Luxembourg (LUCET), du ministère français de l'Éducation nationale (DEPP) qui travaille étroitement avec les experts de la société canadienne Vretta qui ont mis au point cet environnement d'apprentissage.

### Plus-values de MathemaTIC:

- Mobilité: Fonctionnant sur PC, tablette et smartphone, la plateforme MathemaTIC est accessible 24h/24, 7jours/7.
- Plan d'études luxembourgeois: MathemaTIC a été spécifiquement développé pour l'apprentissage des mathématiques à l'école luxembourgeoise. Il développe les compétences visées dans le plan d'études de l'école fondamentale.
- Apprentissage personnalisé (adaptive learning): MathemaTIC se fonde sur une technologie de pointe qui s'adapte au profil de l'élève. L'outil prend en compte le rythme de progression et les besoins individuels de chaque élève pour l'aider à avancer dans ses apprentissages.
- Multilinguisme: MathemaTIC fonctionne en quatre langues: allemand, français, portugais et anglais. Apprendre les mathématiques devient un plaisir qui ne dépend plus de la compréhension de la langue.
- Feedback instantané: Avec MathemaTIC, l'enseignant peut à tout moment suivre les acquis et le progrès de l'élève et de la classe: le niveau de maîtrise des acquis, la durée nécessaire pour un apprentissage, les notions acquises ou à compléter... MathemaTIC permet dès lors à l'enseignant d'encadrer chaque élève de façon ciblée, en fonction des besoins de celui-ci.

### Implémentation de MathemaTIC dans les établissements scolaires

MathemaTIC est actuellement mis à l'essai dans une phase pilote qui s'étend de septembre 2015 à juillet 2017.

- Au cours de l'année scolaire 2015-2016, la phase pilote a impliqué plus de 1.000 élèves et 100 enseignants de 40 écoles fondamentales ainsi que du régime préparatoire de sept lycées.

- À partir de la rentrée 2016, l'offre de MathemaTIC a été généralisée pour tous les élèves et enseignants du cycle 4. Le tableau suivant indique le nombre de participants au projet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

À partir de septembre 2017, MathemaTIC sera progressivement mis à la disposition de tous les élèves et enseignants des classes du cycle 3 de l'enseignement fondamental et dans les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire.

### Un premier bilan

La première année d'essai de MathemaTIC sur le terrain des établissements scolaires visait à apprécier l'intérêt des enseignants et des élèves pour cet environnement d'apprentissage numérique. Un premier bilan montre que la majorité des élèves prennent beaucoup de plaisir à utiliser MathemaTIC pour apprendre les mathématiques ou revoir les points qu'ils ne comprennent pas en classe.

La possibilité de changer la langue à tout moment est une des caractéristiques les plus appréciées par les élèves du cycle 4. Ainsi, ils aimeraient continuer à travailler avec MathemaTIC au prochain cycle et encourageraient aussi les autres élèves à l'utiliser.

En ce qui concerne les enseignants qui participent au projet MathemaTIC, la majorité d'entre eux témoignent que le contenu de MathemaTIC est bien aligné sur le plan d'études dans la discipline «mathématiques». Le projet répond aux différents besoins d'apprentissage de leurs élèves, en aidant ces derniers à apprendre les mathématiques de façon stimulante et surtout en plusieurs langues.

Les enseignants sont également satisfaits de l'accompagnement offert par le SCRIPT tout au long du projet. Ceci inclut des visites en classe par des personnes ressources du SCRIPT et des sessions de formations continues. Ces dernières visent l'intégration de MathemaTIC dans les pratiques pédagogiques en permettant aux enseignants de refléchir, d'échanger et de questionner leurs pratiques en classe et de s'inspirer des expériences de leurs collègues.

## Question 2735 (03.02.2017) de M. Gusty Graas (DP) concernant les transports en taxi pris en charge par la CNS:

Conformément à l'article 136 des statuts de la CNS, «les transports en taxi sont pris en charge pour le trajet le plus court entre le lieu d'embarquement de la personne protégée et le lieu où elle obtient les soins, soit sur la base d'un minimum de six euros et quarante cents (6,40 €) par déplacement, soit sur la base d'un montant par kilomètre d'un euro et soixante cents (1,60 €) pour un trajet simple, respectivement de quatre-vingts cents (0,80 €) pour un trajet comportant retour de la personne transportée au point de départ».

Or, il me revient que plusieurs compagnies de taxi, agréées par le comité directeur de la CNS, refusent catégoriquement de transporter des patients vers les établissements de soins, lorsque ce déplacement leur paraît peu rentable.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de transports en taxi ont été pris en charge par la CNS en 2016?
- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la situation décrite?
- Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures afin de parer à cette situation?

## Réponse (16.02.2017) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

En 2016, le nombre de patients pour lesquels la CNS a pris en charge la part opposable des frais de transports en taxi s'élevait à 2.821 personnes. Pour la même année, le montant total pris en charge par l'assurance maladie au titre des frais de transports en taxi s'élevait à 4.151.759 €.

Le montant prévu par les statuts ne constitue qu'une contribution aux frais inhérents aux assurés devant subir un des traitements médicaux en série limitativement prévus par les statuts de la CNS et ne vise pas à couvrir l'intégralité des frais mis en compte par les entreprises de taxis.

L'article 2 de la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence consacre le principe de la liberté de la fixation des prix sauf dérogation exceptionnelle, de sorte qu'un comportement tel que celui qui a été décrit par l'honorable Député est imaginable.

## Question 2736 (03.02.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'épandage de lisier:

Wie mir aus verschiedenen Informationsquellen zugetragen wurde, sowie auch in der landwirtschaftlichen Presse zu lesen war, sollen die gesetzlich vorgeschriebenen Ausbringungstermine für Gülle in Luxemburg geändert werden.

Ein dementsprechender Vorschlag der luxemburgischen Regierung soll von der EU-Kommission angenommen worden sein. Die Güllesperrfrist soll künftig, je nach Region, vom 1. Oktober bis zum 15. Februar dauern.

Zurzeit gilt die Sperfrist vom 15. November bis zum 15. Februar.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

- 1) Wird Luxemburg in Zukunft in zwei Regionen aufgeteilt in Bezug auf die gesetzlich vorgeschriebenen Gülleausbringungstermine? Was sind die Gründe für diese Entscheidung?
- 2) Wie werden in Zukunft die Vorschriften im Detail aussehen?
- 3) Wann sollen diese Änderungen in Kraft treten?
- 4) Welche Auswirkungen wird dies auf die vorgeschriebene Güllelagerkapazität haben?

## Réponse (14.03.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Anfang 2014 konnte die jetzige luxemburgische Regierung ein neuerliches Vertragsverletzungsverfahren abwehren, indem sie die damals von der EU-Kommission als unerlässlich erachteten Bestimmungen in luxemburgisches Recht umsetzte (Règlement grand-ducal du 28 février 2014 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture). Bis zu diesem Zeitpunkt war die Nitratverordnung 91/676/CEE aus dem Jahr 1991 noch nicht vollständig umgesetzt. Somit blieben lediglich jene Bestimmungen, die im Rahmen eines im Juni 2013 eröffneten EU-Pilot-Verfahrens auf dem Prüfstand.

Im Rahmen des vorgesehenen strukturierten Dialogs (EU-Pilot) wurden verschiedene Vorschläge diskutiert. Die EU-Kommission hat sich aber noch nicht zu einzelnen Vorschlägen geäußert, sondern wird erst in Kenntnis aller geplanten respektive bereits umgesetzten rechtlichen Bestimmungen eine Entscheidung treffen. Die luxemburgische Regierung bemüht sich, eine mit dem EU-Recht konforme Lösung zu finden und so ein förmliches Vertragsverletzungsverfahren zu vermeiden.

ad 1) + 2) Eine Entscheidung in puncto Ausbringungstermine wurde noch nicht getroffen. Aufgrund der Feststellungen der EU-Kommission, welche unter anderem die derzeit gültigen Ausbringungsverbotsperioden als unzureichend erachtet, hat die luxemburgische Regierung als eine Maßnahme eines Gesamtpakets folgenden Vorschlag unterbreitet:

Sperrfrist für schnell wirkende organische Dünger (Gülle, Jauche...):

- auf Ackerland (exklusive temporärem Grünland): 1. Oktober bis 15. Februar
- auf Dauergrünland sowie temporärem Grünland:
- Gutland, außer Überschwemmungsgebiete: 16. November bis 15. Februar
- Ösling sowie Überschwemmungsgebiete: 1. Oktober bis 15. Februar

Die Gründe auf welchen dieser Vorschlag fußt sind unter anderem die unterschiedlichen pedo-klimatischen Bedingungen mit einer regional unterschiedlich hohen Nitratauswaschung während der Wintermonate. Die erhöhte Nitratauswaschung während der Wintermonate wird untermauert durch langjährige Wasserqualitätsdaten.

ad 3) Derzeit ist es nicht möglich, einen genauen Termin zu nennen. Einerseits bedarf es der Zustimmung der EU-Kommission zum gesamten Maßnahmenpaket. Zudem ist diese Maßnahme ein Bestandteil des sich in Ausarbeitung befindlichen zukünftigen Nitrat-Aktionsprogrammes, welches die gesamte legislative Prozedur durchlaufen muss.

ad 4) Derzeit ist laut geänderter großherzoglicher Verordnung vom 24. November 2000 eine Güllelagerkapazität von sechs Monaten erforderlich. Da der längste Zeitraum, in dem das Ausbringen von schnell wirkenden Düngern verboten ist, sich auf 4,5 Monate erstreckt, hat die Ausdehnung der Sperfrist keine Auswirkung auf die gesetzlich vorgeschriebene Lagerkapazität.



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

## Question 2737 (03.02.2017) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant la fermeture des CR 174, CR 176 et CR 176A en cas d'enneigement et de verglas:

Le règlement grand-ducal du 4 février 2016 concernant la réglementation temporaire de la circulation sur divers chemins repris du canton d'Esch-sur-Alzette en cas d'enneigement et de verglas prévoit dans ce cas de figure une interdiction de conduire sur le CR 174 entre Hüssingny et Differdange, le CR 176 entre Lamadelaine et Vesquenaff, le CR 176A entre le CR 176 et Lasauvage, à l'exception des riverains et de leurs fournisseurs.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les motifs et les procédures de la décision de l'interdiction de circulation en cas d'enneigement et de verglas?

- Les chemins repris en question seront-ils desservis en cas d'enneigement et de verglas par le service hivernal des ponts et chaussées?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle situation serait problématique notamment pour les services de secours qui, en cas d'enneigement et de verglas, risquent d'avoir de grosses difficultés à accéder au lieu d'un incident éventuel au vu de l'absence de salage ou de déblaiement de la voie publique?

- L'interdiction de la circulation sera-t-elle contrôlée par la police en cas d'enneigement et de verglas?

**Réponse** (14.03.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée voudrait avoir des informations concernant la fermeture des chemins CR 174, CR 176 et CR 176A en cas d'enneigement et de verglas.

Les tronçons de chemins repris énumérés ci-dessus ne permettent pas aux services de l'Administration des ponts et chaussées d'intervenir sur-le-champ en cas de déclenchement d'une alerte hivernale. De même est-il que ces chemins ne sont pas considérés comme «axes principaux» et prioritaires. Ainsi, ils seront assujettis à un déblaiement après que ces axes seront dégagés.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger le fait que le canton Sud comporte 255,3 km de routes établies y inclus la liaison Micheville et d'autres axes prioritaires avec une sur-largeur et dont l'intervention hivernale nécessite un certain laps de temps.

La signalisation mise en place est celle du C,2 avec un panneau additionnel «en cas d'enneigement et de verglas». Le Code de la route (Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955) stipule alors que:

«Le signal C,2 indique que l'accès est interdit dans les deux sens aux conducteurs de véhicules et d'animaux, à l'exception des riverains et de leurs fournisseurs.»

Donc il n'y a pas lieu de parler de difficultés essentielles, vu que l'accès restera toujours autorisé pour les riverains et fournisseurs.

À cela s'ajoute que l'article 140 du Code de la route stipule au sujet de la vitesse et de la maîtrise que:

«Les usagers doivent se comporter raisonnablement et prudemment, de façon à ne pas constituer une gêne ou un danger pour la circulation ou à ne pas causer un dommage aux personnes ou aux propriétés publiques ou privées. (Règl. g.-d. du 23 juillet 1963)

Tout conducteur doit conduire de façon à rester constamment maître de son véhicule ou de ses animaux. Il doit notamment tenir compte de la disposition des lieux, de leur encombrement, du champ de visibilité, de l'état de la chaussée ainsi que de l'état et du chargement de son véhicule.»

À noter qu'au cas où les chemins repris en question ne seraient pas dégagés par les services des ponts et chaussées et que leur utilisation mettrait en danger leurs usagers, un message via les canaux usuels sera diffusé.

Le contrôle de cette interdiction de circulation par les agents de la Police grand-ducale est effectué de la même manière que toute autre infraction aux dispositions du Code de la route.

La rééducation ou réadaptation cardiaque est une procédure réalisée en milieu spécialisé (hôpital) afin de restaurer ou d'augmenter les capacités physiques d'un patient présentant une maladie cardiovasculaire (accident cardiaque comme un infarctus; opération comme p. ex. le remplacement d'une valve cardiaque) et afin d'améliorer le pronostic vital. Une telle rééducation cardiaque est effectuée par un kinésithérapeute sous la responsabilité d'un cardiologue.

Or, selon nos informations, suite à la réforme de la nomenclature des actes et services de kinésithérapie, celle-ci ne prévoit plus de code pour la rééducation cardiaque (code ZK71: entraînement à l'effort et rééducation respiratoire éventuelle après affection cardiovasculaire aiguë, sous surveillance médicale; code ZK72: entraînement à l'effort après affection cardiovasculaire aiguë, traitement en groupe de maximum cinq personnes sous surveillance médicale et effectué en milieu hospitalier, par participant).

Au vu de ce qui précède, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ces actes de rééducation cardiaque ne sont plus prévus par la nomenclature et par conséquent plus remboursés par la CNS?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette décision?

- Dans la négative, quels sont les nouveaux codes prévus dans la nomenclature concernant la rééducation cardiaque?

**Réponse** (13.02.2017) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 la nomenclature concernant les actes et services des masseurs-kinésithérapeutes a été modifiée et ne comporte effectivement plus de position concernant la rééducation cardiaque. Il convient toutefois de noter que cette modification n'a pas d'impact ni sur les droits des assurés, ni sur les droits des prestataires.

Avant la réforme en question la nomenclature des masseurs-kinésithérapeutes comportait effectivement un chapitre 8 intitulé «Rééducation après affection cardiovasculaire aiguë, tout acte compris» avec deux positions:

«ZK71 - Entraînement à l'effort et rééducation respiratoire éventuelle après affection cardiovasculaire aiguë sous surveillance médicale et effectué en milieu hospitalier»

et

«ZK72 - Entraînement à l'effort après affection cardiovasculaire aiguë, traitement en groupe de maximum cinq personnes, sous surveillance médicale et effectué en milieu hospitalier, par participant».

Les libellés des deux actes contenaient expressément la condition de la surveillance médicale et du milieu hospitalier. La décision de résérer la réadaptation cardiovasculaire au milieu hospitalier avait été prise par la Commission de nomenclature en 2003. La nomenclature initiale adoptée par le règlement grand-ducal du 21 décembre 1993 ne prévoyait pour les deux positions que la seule surveillance médicale et au début ce genre de traitement était dispensé uniquement au CHL. Aussi à l'époque les traitements de kinésithérapie en milieu hospitalier étaient dispensés tant par des kinésithérapeutes salariés que par des kinésithérapeutes libéraux.

Au fil du temps des kinésithérapeutes établis dans des cabinets de kinésithérapie ont commencé à dispenser les prestations prévues sous les codes ZK71 et ZK72 de la nomenclature. Dans ce cadre la surveillance médicale ne pouvait pas être garantie ce qui, en novembre 2003, avait amené la Commission de nomenclature à ajouter la condition du milieu hospitalier aux libellés des actes en question. Les membres de la Commission de nomenclature étaient d'avis qu'il fallait résérer la réadaptation cardiaque aux kinésithérapeutes libéraux travaillant en milieu hospitalier. Les textes et la programmation informatique furent adaptés en ce sens.

Or, depuis plusieurs années, les kinésithérapeutes exerçant en milieu hospitalier le font sous le régime d'un contrat de travail, de sorte que la mise en compte des prestations en question se faisait non pas par la facturation des positions afférentes de la nomenclature des kinésithérapeutes, mais par la facturation par l'hôpital des unités d'œuvre correspondantes selon les conditions et les modalités prévues par la convention conclue entre la CNS et la FHL.

Les statuts de la CNS prévoient la prise en charge de la rééducation cardiaque au niveau du chapitre 6 intitulé «Rééducation fonctionnelle et réadaptation, réadaptation psychiatrique, rééducation gériatrique et rééducation cardiaque» qui dispose que le traitement ambulatoire dans un service de rééducation cardiaque

d'un hôpital est pris en charge selon les modalités prévues à l'article 142 des statuts et par la convention conclue entre la CNS et l'FHL.

La procédure d'autorisation applicable figure à l'article 83 des statuts qui dispose que «les traitements ambulatoires dans un service de rééducation cardiaque d'un hôpital sont soumis à une autorisation du CMSS. Cette autorisation est accordée sur déclaration écrite appuyée d'une ordonnance médicale contenant le diagnostic ainsi qu'une motivation justifiant le traitement en milieu hospitalier ambulatoire. En première intention l'autorisation est accordée pour une période de deux mois. Sur ordonnance médicale motivée une prolongation peut être accordée pour une durée supplémentaire de deux mois.»

À noter encore qu'en l'espèce la confusion peut provenir du fait que les établissements hospitaliers facturant des unités d'œuvre de kinésithérapie sont obligés de mentionner au niveau du «Leistungs nachweis» la prestation correspondante de la nomenclature des actes et services de kinésithérapie, ceci afin de permettre à la CNS de décompter aux établissements la participation personnelle des assurés sur certains types de traitements de kinésithérapie. L'abrogation des positions en question au niveau de la nomenclature a soulevé des interrogations au niveau des établissements hospitaliers concernés. Cette confusion vient d'être clarifiée entre-temps avec les représentants des établissements hospitaliers concernés.

de participants dans les régions cibles. Par contre, un envoi groupé d'exposimètres n'est pas à l'ordre du jour. En effet, seule une partie des habitants porte un intérêt à la mesure du radon dans leur domicile ou bien au lancement de mesures d'assainissement en cas de concentrations élevées.

Je tiens finalement à souligner, comme je l'ai fait dans ma réponse à la question parlementaire n°2681, que des mesures de la concentration du radon ont été offertes gratuitement à tous les habitants du pays qui en ont fait la demande ou qui ont contacté mes services pour obtenir des renseignements à ce sujet. L'envoi de détecteurs passifs aux adresses privées des honorables Députés, Martine Hansen et Marco Schank, ne fait donc aucunement preuve d'un privilège, mais plutôt d'une transparence absolue dans ce dossier.

## Question 2740 (06.02.2017) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant le prix des services de communications électroniques:

De nos jours, les entreprises fournissant des réseaux publics de communications électroniques et/ou des services de communications électroniques accessibles au public proposent leurs services presque exclusivement sous forme d'offres combinées. Qu'il s'agisse du téléphone portable seul, de la combinaison téléphone mobile / téléphone fixe / Internet voire même de la combinaison téléphone mobile / téléphone fixe / Internet / télévision par câble, le consommateur respectivement le client peut choisir parmi d'innombrables offres correspondant, à en croire la publicité, au mieux à ses besoins individuels.

D'après une étude comparative menée dans cinq pays par l'IBPT (Institut belge des services postaux et des télécommunications), le pendant belge de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), les tarifs des produits télécoms au Luxembourg se situeraient «en général au-dessus de la moyenne des tarifs». Pour une offre «quadruple play» (Internet, télévision, téléphonie fixe et téléphonie mobile) par exemple, la moyenne pondérée par pays montrerait qu'à presque 100 euros par mois, le tarif au Luxembourg serait près de deux fois plus élevé qu'en France.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- D'après la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) est chargé de veiller à ce que les entreprises offrant des services de communications électroniques au public publient des informations «comparables, adéquates et actualisées (...).» Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser comment sont définies exactement la comparabilité, l'adéquation et l'actualisation des informations en question?

- Dans quelle mesure, de quelle manière et dans quel laps de temps ces informations sont-elles recueillies par l'ILR?

- En cas de non-respect de la réglementation par un fournisseur de services, quelles sont les démarches entreprises par l'ILR? Existe-t-il des statistiques sur les infractions à la réglementation en vigueur? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils les communiquer?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de l'étude comparative de l'IBPT citée ci-dessus? Dans l'affirmative, que pensent-ils de la différence de tarifs constatée et comment l'expliquent-ils?

- Dans la mesure où la comparaison des différentes offres des entreprises de communications s'avère de plus en plus difficile pour le consommateur, voire que des consommateurs se voient contraints de souscrire à des offres combinées pour une partie desquelles ils n'ont aucun besoin, que pensent Messieurs les Ministres d'un outil de comparaison tarifaire tel que celui mis en place par l'IBPT ([www.meilleurtarif.be](http://www.meilleurtarif.be))? L'introduction d'un tel outil au Luxembourg serait-il envisageable? Si oui, dans quel délai? Si non, pour quelles raisons?

**Réponse** (09.03.2017) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias:

L'institut luxembourgeois de régulation (ILR) a adopté en 2012 un règlement n°12/164/ILR, pris en exécution des articles 9, 14 et 72 de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les ser-



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

vices de communications électroniques, qui oblige les fournisseurs de services de communications électroniques à publier des fiches descriptives pour chaque offre à destination des consommateurs. Un modèle standardisé de la fiche à utiliser obligatoirement par les opérateurs est téléchargeable à partir du site Internet de l'ILR. La publication des fiches selon un modèle standardisé a pour but d'informer les consommateurs et leur permet de comparer les offres afin de sélectionner celles qui correspondent le mieux à leurs profil et besoins.

Ces fiches signalétiques standardisées doivent être publiées sur les sites Internet des opérateurs. On peut également y accéder via le lien que l'on trouve sur le site Internet de l'ILR sous la rubrique «particuliers/communications électroniques/informations utiles/fiche signalétique».

Ces fiches doivent être actualisées au fur et à mesure que des offres nouvelles sont proposées.

Tout manquement aux dispositions de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques est passible de sanctions, conformément à l'article 83 de cette loi.

Jusqu'à présent, deux opérateurs ont été sanctionnés pour le non-respect de cette obligation.

Il est à noter que l'ILR a publié sur son site Internet en juin 2016 une étude comparative des tarifs et offres proposés (fin 2015) par les fournisseurs relevant de sa compétence. Une nouvelle étude analysant les offres en vigueur fin novembre 2016-début janvier 2017 est actuellement en cours d'élaboration.

La mise en place d'un outil de comparaison tel que celui mis à disposition par le régulateur belge IBPT avait été étudiée dans le passé, mais en raison du coût très élevé (le coût s'élevait à ± 600.000.- euros), l'ILR avait décidé de renoncer à la réalisation de ce projet.

L'étude comparative publiée par l'IBPT en Belgique compare les tarifs appliqués par les opérateurs dans six pays, à savoir les trois pays du Benelux ainsi que la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'ILR a d'ailleurs été consulté dans le contexte de cette étude.

Quant à la différence des prix pratiqués de part et d'autre, il est à noter que les opérateurs sont libres de fixer le prix des services qu'ils offrent. L'existence d'un environnement concurrentiel caractérisé par une multitude d'acteurs favorise l'apparition d'offres très variées et diversifiées aussi bien au niveau du prix qu'au niveau des services couverts.

L'ILR a publié un communiqué au sujet de l'étude comparative de l'IBPT en décembre 2016. Il relève que les prix pratiqués par les opérateurs luxembourgeois ne sont pas systématiquement plus élevés. Par exemple pour la téléphonie fixe ou le mobile avec utilisation intensive, les tarifs luxembourgeois sont inférieurs à la moyenne en tenant compte de la différence de pouvoir d'achat.

Cependant, selon l'étude de l'IBPT, le Luxembourg est plutôt cher en ce qui concerne la connexion fixe à Internet en ultra-haut débit.

La comparaison des tarifs ne permet certes pas d'assurer que les services comparés sont de qualité et de fiabilité égales. Les différences de prix peuvent aussi en partie refléter des différences de coûts. Rappelons que le Luxembourg dispose d'une très bonne couverture en ce qui concerne le réseau fixe avec un débit allant jusqu'à 100 Mbit/s. Il peut en résulter un coût moyen plus élevé que celui qu'ont à supporter les opérateurs d'autres pays qui ne raccordent que les bâtiments qu'ils peuvent atteindre au moindre coût.

- Est-ce qu'il est prévu d'intensifier les efforts afin que la population à risque se mette à ce type de vaccination?

- Est-ce que les autorités communales sont impliquées dans les programmes de vaccination antigrippale? Est-ce qu'elles pourraient prendre en charge les frais afférents?

- Les ministres ne croient-ils pas que les frais de vaccination antipneumococcique pour la population à risque et âgée de plus de 65 ans devraient être pris en charge par la CNS?

- Est-ce que l'incidence des infections grippales est la même dans les pays limitrophes?

**Réponse commune** (02.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:**

Le nombre de vaccinations antigrippales effectuées peut être estimé par le nombre de vaccins antigrippaux vendus par les grossistes luxembourgeois en médicaments:

- mi-2014 à mi-2015:	45.137
- mi-2015 à mi-2016:	43.917
- mi-2016 à mi-février 2017:	55.006

L'assurance maladie a pris en charge environ 40.100 vaccins antigrippaux pour la période de septembre 2016 à janvier 2017.

Chaque année, une campagne de sensibilisation et d'information à l'intention du grand public est organisée par le Ministère de la Santé, ayant pour but de promouvoir la vaccination contre la grippe saisonnière avant le début de la saison épidémique et de rappeler les règles d'hygiène classiques permettant d'éviter ou de limiter la propagation du virus saisonnier. Il est rappelé que le vaccin est offert gratuitement aux personnes âgées de 65 ans et plus, ainsi qu'aux personnes souffrant de maladies chroniques (cœur, poumons, reins,...) indépendamment de leur âge. À partir du 1<sup>er</sup> mars 2017, le vaccin sera également pris en charge pour les femmes enceintes.

Annuellement le Ministère de la Santé fait également appel au sens de responsabilité du personnel médical et soignant, et d'ailleurs de toutes celles et ceux qui sont en contact direct avec les personnes les plus vulnérables. Il est primordial que les professionnels de la santé se fassent vacciner contre la grippe, afin de protéger les personnes à risque, à savoir les personnes âgées, les malades chroniques et les enfants.

Ainsi, en 2016, les actions suivantes ont été organisées:

- Un communiqué de presse a été transmis à l'ensemble de la presse écrite et parlée en octobre (<http://www.sante.public.lu/fr/actualites/2016/10/grippe-saisonniere/index.html>).

- L'affiche existante, destinée aux personnes de plus de 65 ans, a été traduite en luxembourgeois, imprimée et diffusée.

- Les dépliants d'information disponibles ont été actualisés selon les nouvelles recommandations et diffusés dans les secteurs respectifs.

- Une affiche reprenant les recommandations du Conseil supérieur des maladies infectieuses, et destinée aux femmes enceintes, a été élaborée et diffusée auprès des maternités et des médecins gynécologues.

- Un mailing comportant les affiches, les dépliants, ainsi que les recommandations vaccinales du CSMI, a été adressé aux médecins, cliniques, hôpitaux, pharmacies, maisons médicales, CNS, maisons de soins et maisons de retraite.

- Des annonces de presse, destinées à rappeler aux professionnels de la santé l'importance de la vaccination annuelle contre la grippe saisonnière, ont été publiées dans le magazine de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL), et une annonce destinée principalement aux personnes âgées a été publiée dans le «Marienkalender».

- Un spot vidéo rappelant les gestes d'hygiène et recommandant le vaccin contre la grippe a été diffusé via les écrans des pharmacies.

Les honorables Députés posent encore la question de l'implication des autorités communales dans les programmes de vaccination antigrippale. Une telle implication n'est pas prévue au niveau de la convention modifiée du 28 mars 2001 conclue entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie et portant institution d'un programme de vaccination de certaines personnes à risque contre la grippe.

La collaboration active des communes par l'organisation de journées de promotion de la santé et des actions allant dans ce sens est toutefois à saluer. Une autre implication p. ex.

au niveau des vaccinations elles-mêmes nous semble plus difficile à concevoir.

Concernant la vaccination contre les infections invasives contre le pneumocoque, le CSMI recommande la vaccination - en plus de celle des enfants - des populations à risque et des personnes âgées de 65 ans et plus selon un schéma précis, et ce depuis juillet 2015. Il ne recommande un rappel que chez les personnes à risque. Il est prévu que les partenaires concernés entament les réflexions relatives à une prise en charge du vaccin chez les adultes en fonction des recommandations susdites.

À l'instar d'autres pays européens, les Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale luxembourgeois s'inquiètent cependant du nombre insuffisant de personnes vaccinées et du déficit de confiance d'une partie de la population envers cette vaccination.

La vaccination se heurte à des barrières et des doutes quant à son efficacité et sa sécurité, et parfois les patients sont convaincus qu'il existe d'autres manières de se protéger.

Des campagnes de désinformation contestant les bienfaits des vaccinations recommandées contribuent à fragiliser la confiance des patients.

Le Ministère de la Santé continuera donc de rappeler l'importance de la vaccination antigrippale et prévoit d'intensifier ses efforts en ce qui concerne l'information objective et la sensibilisation à la vaccination en général afin de faire face aux préjugés «antivaccination» et de protéger ainsi la santé de la population et la santé publique.

cigarettes et du tabac fine coupe sont disponibles au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Afin de se conformer aux exigences communautaires de taxation minimale relative aux produits du tabac, le cas échéant, et de faire entrer en vigueur les adaptations tarifaires au plus vite, le Ministre des Finances a eu recours, comme dans le passé, à la procédure de l'urgence.

Au vu des ventes comparativement réduites et stagnantes de cigares et cigarillos ainsi que du fait que la taxation de ces produits dépasse déjà le seuil minimal européen, il n'y avait pas lieu d'augmenter l'accise.

Présupposant un statu quo du volume de ventes pour l'année courante par rapport à l'année précédente, les recettes supplémentaires pourraient se chiffrer à quelque cinq millions d'euros.

**Question 2744** (07.02.2017) de **M. Gilles Baum (DP)** concernant la **promotion du vin luxembourgeois**:

La Présidence luxembourgeoise de 2016 a été une occasion propice pour promouvoir le Luxembourg et ses produits. Il m'a été rapporté que les vignerons luxembourgeois ont pu proposer leurs meilleures cuvées pour accompagner des repas de délégations, réceptions et autres manifestations. Ceci était une opportunité unique pour nos producteurs de présenter la qualité de nos vins à un très large public.

Les ambassades du Luxembourg promeuvent notre pays en continu. Or, il semble que lors de réceptions, repas officiels ou autre, l'on ne sert généralement que du vin produit par l'Institut viti-vinicole. Vu que ce vin n'est pas commercialisé, il importe peu de le promouvoir dans le monde entier.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Combien de bouteilles de vin et crémant sont produites chaque année par l'Institut viti-vinicole?

2) Combien de bouteilles sont distribuées aux ambassades à travers le monde? Ces bouteilles sont-elles également utilisées en guise de cadeau pour des délégations ou ambassadeurs d'autres pays?

3) Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes ne pense-t-il pas que les ambassades pourraient promouvoir davantage les vins de la Moselle en servant régulièrement et systématiquement des vins de nos producteurs?

**Réponse commune** (15.03.2017) de **M. Ferdinand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viti-culture et de la Protection des consommateurs, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:**

ad 1) L'Institut viti-vinicole a produit les quantités suivantes exprimées en litres:

- en 2012 ont été produits 16.178 litres dont 10.378 l de vin et 5.800 l de crémant;

- en 2013 ont été produits 15.110 litres dont 7.760 l de vin et 7.350 l de crémant;

- en 2014 ont été produits 26.625 litres dont 20.535 l de vin et 6.090 l de crémant;

- en 2015 ont été produits 23.710 litres dont 17.830 l de vin et 5.880 l de crémant;

- en 2016 ont été produits 15.810 litres de vin.

ad 2) Les quantités de bouteilles de vin produites par l'Institut viti-vinicole et distribuées gracieusement aux ambassades sont variables d'année en année. Ainsi, en 2014, 6.228 de ces bouteilles ont été distribuées, en 2015, 6.396, et en 2016, 4.656.

Il appartient aux ambassadeurs de décider s'ils souhaitent offrir ces bouteilles en cadeau; il n'existe pas de relevé du nombre de bouteilles de l'Institut viti-vinicole éventuellement offertes en cadeau.

ad 3) Les ambassades commandent, en plus du vin de l'Institut viti-vinicole, des vins, crémants, liqueurs, eaux-de-vie et bières auprès d'autres fournisseurs luxembourgeois. Ainsi, alors que de 2014 à 2016, 17.280 bouteilles ont été fournies par l'Institut viti-vinicole, sur cette même période, 17.462 bouteilles ont été commandées auprès d'autres fournisseurs luxembourgeois par les ambassades. Celles-ci servent donc régulièrement des alcools de nos producteurs; elles organisent également des dégustations d'alcools luxembourgeois et facilitent les contacts entre les producteurs luxembourgeois

**Question 2742** (06.02.2017) de **MM. Gusty Graas et Alexander Krieps (DP)** concernant la **grippe**:

En dépit d'une campagne de vaccination antigrippale poussée, on constate une vague d'infections grippales les dernières semaines dans notre pays.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les ministres peuvent-ils nous informer sur le nombre de vaccinations antigrippales effectuées durant la saison 2016-2017?



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

qui le souhaitent et les autorités de leurs pays d'accréditation.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes sert également des alcools de producteurs luxembourgeois aux visiteurs étrangers en déplacement à Luxembourg au cours de repas de travail.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes promeut ainsi régulièrement et systématiquement les alcools des producteurs luxembourgeois, à l'étranger comme au Grand-Duché.

## Question 2746 (08.02.2017) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant les déchets de jardin:

De Statssekretär fir Nohaltegeet huet viru Kuerzem eng nei Verwäertungsmethod vu Gréngschnëtt virgestallt. Mir begréissen ausdrécklech, dass d'Emweltverwaltung, zesumme mam Maschinne-a Betribshilfsring eng Léisung fannet huet, fir den ufalende Gréngschnëtt an der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft an dem Wäibau weiderzeverwäerten an esou Energie ze produzéieren. Den Här Statssekretär geet dervun aus, dass e mat dem ganzen Heckeschmitt aus dem Land praktesch 600 Haiser dat ganzt Jor laang kéint hétzen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Nohaltegeet an der Madamm Minister fir Emwelt dés Froe stellen:

- Wei kénnt den Här Statssekretär zu dëser Berechnung respektiv wéi vill Heckeschmitt fält pro Jor am Land un, wëssend, dass eisen Informatiouen no eng deementsprielend Etüd, déi de Potenzial vum Gréngschnëtt soll berechneen, eréischt am Mäerz 2017 soll fäerdegestallt ginn?

- Ass bei dëser Berechnung och den Energieverbrauch berechent gi vum:

1) Transport vum Gréngschnëtt bis bei déi zwielef regional Sammelplassen;

2) Ufaart/Offaart vum Häcksler bei/vun de Sammelplassen;

3) Transport vum Holzhäcksel bei d'Verbrennungsanlagen;

4) D'réchne vum Holzhäcksel?

- Laut eisen Informatioune soll d'Häckselgutt weder bei eis gedréchent nach hei am Land verwäert ginn, mä et géif an d'Ausland gefouert ginn. Kénnen den Här Minister fir Nohaltegeet an Madamm Minister fir Emwelt eis dat bestätigen? Wa jo, wou gétt dat Häckselgutt hintransportéiert, gedréchent a verwäert? Fir wat ass dat esou?

- Gétt de fäerdegen Hackschnëtzel verkauft? Wa jo, zu wéi engem Präis?

## Réponse (13.03.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Déi Zuel vun de 600 Haiser, déi ee mat dem Gréngschnëtt zu Létzebuerg wärend engem Jor heize kéint, stellt eng graff Ofschätzung duer a bezitt sech op d'Längt vun den Hecken, déi et hei zu Létzebuerg gétt, op Mëttelwärter iwwert den Energiegehalt vun den Heckeschmitt an op en duerchschnëttlechen Energieverbrauch vun engem typesche Reienhaus. Dës Beispillrechnung sollt eenzeg an eleng derzou déngéng, ze weisen, datt et Senn mécht, Gréngschnëtt anzesammelen an als erneierbar Energiequell ze notzen.

Et ass rictieg, datt genau Zuelen iwwert den Ufall vun Hecken-, Bam- a Strauchschnëtt feelen. Dat ass jo och de Grond, firwat d'Emweltverwaltung eng Potenzialetüd an Optrag ginn huet, fir esou prezis ewéi méiglech gewuer ze ginn, wéi vill Gréngschnëtt tatsächlech hei zu Létzebuerg ufalt a wéi vill vun deem Gréngschnëtt och tatsächlech verwäert ka ginn.

Esou wéi dat och geplant war, wäert dés Etüd deemnächst fäerdegg sinn.

An dëser Etüd gétt gerechent, wéi vill Energie tatsächlech aus dem Gréngschnëtt verwäert ka ginn. D'Energie, déi gebraucht gétt, fir de Gréngschnëtt vun der Ufallplaz bis zur thermescher Verwäertung ze bréngen, mat deene verschiddeinen Opbereedungsschrëtt dertéchscht, gétt net speziell berechent. Esou eng Berechnung géif och némme Senn maachen, wann ee se géif vergläiche mat der Energie, déi ee brauch, fir déiselwecht notzbar Energie mat enger anerer Energiequell ze kréien. Et misse en also d'Opbereedung vum Gréngschnëtt zum Beispill vergläiche mat der Mengt Energie, déi ee brauch, fir Pétrol an den arabesche Länner ze férderen, bis an Europa mat dem Schéff ze bréngen, hei zu Masutt opzebereeden an da bis bei d'Heizung ze bréngen, wou en dann zu Heizzwecker benotzt ka ginn.

Et kann een allerdéngs soen, datt, laut Literaturwärter, den Energieverbrauch fir d'Opbereedung vum Gréngschnëtt bei ongefíer 5%

vun der Energie läit, déi aus dem Holz erausgezu ka ginn. Och ass et esou, datt d'Material passiv gedréchent gétt, also ouni Ernergeopwand.

D'Etüd mécht och eng Analys vun de Verwäertungskapazitéiten, déi et hei am Land an an de noe Grenzregioune gétt. De Moment gétt et zu Létzebuerg e puer Anlagen, déi dat Material kenne verwäerten. Ouni de Resultater vun der Etüd virzegräifen, kann een awer elo schonns soen, datt et fir de Moment hei zu Létzebuerg selwer net genuch Kapazitéite gétt, fir all de Gréngschnëtt thermesch verwäerten ze kënne.

Allerdéngs ass et esou, datt zu Létzebuerg eng Rei vun Anlage geplant sinn, dat souwuel vum Nohaltegeetsministère wéi och vun eenzelne Gemengen, soudatt een dovun ausgoe kann, datt et an zwee bis dräi Jor genuch Kapazitéiten am Land gétt, fir dat Material um nationalen Niveau verwäerten ze kënne.

Wat de kommerziellen Deel vun den Hackschnëtzel ugeet, ass et de Moment nach ze fréi, fir dorriwwer eng Ausso maachen ze kënne. Dee Punkt muss am Kader vun der Definitiou vum definitive Konzept mat gekläert ginn.

## Question 2747 (08.02.2017) de M. Lex Delles (DP) concernant la suppression de la ligne de bus 303 du SMITU:

La ligne de bus 303 du SMITU français relie actuellement les communes frontalières françaises au Kirchberg avec les points de passage de Mondorf et de Mondorf-les-Bains. Or, il a été annoncé que cette ligne sera supprimée à partir du 1<sup>er</sup> juin 2017. Cette décision risque d'entraîner des conséquences pour les utilisateurs actuels dont une partie pourrait opter pour la ligne de bus RGTR numéro 175 reliant Mondorf-les-Bains à la Gare de Luxembourg. Un tel phénomène provoquerait probablement une augmentation significative du trafic individuel motorisé à la frontière française à Mondorf-les-Bains.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant que la ligne mentionnée ne sera plus opérationnelle à partir du 1<sup>er</sup> juin 2017?

- Le cas échéant, quelles mesures compensatoires Monsieur le Ministre estime-t-il prendre afin de continuer à garantir une offre de transport en commun directe entre Mondorf-les-Bains, ses communes avoisinantes et la Ville de Luxembourg/Kirchberg?

- À l'instar de la ligne de bus directe entre Remich et le Kirchberg (numéro 184), serait-il possible de mettre en place une ligne directe RGTR à partir de Mondorf-les-Bains vers le Kirchberg? Le cas échéant, quand est-ce qu'un tel service pourrait voir le jour?

- Dans ce contexte, ne serait-il pas opportun d'aménager un parking du type Park and Ride (P&R) sur le territoire français?

## Réponse (22.03.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorables Député souhaite avoir des informations sur la suppression d'une ligne de bus transfrontalière exploitée actuellement par le SMITU français.

En effet, le Département des transports a été informé par le SMITU de la suppression de ses lignes 302 Thionville (F) - Luxembourg/Gasperich et 303 Manom (F) - Luxembourg/Kirchberg à partir du 1<sup>er</sup> juin 2017.

Par conséquent et à partir de 2016 déjà, le Département des transports exploite une nouvelle connexion entre Yutz et la Ville de Luxembourg. En plus, mes services sont en train d'analyser les différentes variantes afin d'offrir un service adéquat qui répond à la demande des usagers habitant dans la commune de Mondorf-les-Bains et souhaitant rejoindre le quartier du Kirchberg avec les transports en commun.

À cet effet, mes services contacteront prochainement les responsables de la commune de Mondorf-les-Bains afin de finaliser le tracé, déterminer les arrêts à desservir et établir l'horaire de la future ligne.

Suivant le calendrier RGTR et le budget y afférent, la mise en service de cette nouvelle ligne est planifiée pour début 2018.

## Question 2748 (08.02.2017) de M. Marco Schank (CSV) concernant le système de traitement des NO<sub>x</sub> sur les camions:

Pour lutter contre la pollution atmosphérique, l'Union européenne a établi des normes strictes concernant les rejets des véhicules: les normes Euro. Pour atteindre les objectifs de la norme Euro 6 pour les poids lourds, qui impose une réduction de 80% des rejets de NO<sub>x</sub>, de nombreux constructeurs de poids lourds ont choisi d'équiper leurs véhicules avec un système (système de réduction catalytique sélective) qui traite les gaz d'échappement grâce à l'AdBlue. Il s'agit d'un liquide à base d'urée qui permet de purifier les rejets d'échappement de nombreux poids lourds. Un poids lourd de 40 t consomme entre 1,5 et 2 litres d'AdBlue aux 100 km et coûte en moyenne 50 centimes le litre.

Selon une enquête de la chaîne allemande ZDF, les poids lourds de nombreux transporteurs des pays d'Europe de l'Est seraient équipés avec un «AdBlue Emulator Box», logiciel truqueur destiné à mettre hors service le système de traitement des NO<sub>x</sub> sur les camions. Ce système est en vente libre sur Internet et très facile à installer sur les camions. Il permet non seulement de stopper le mélange d'AdBlue mais également de modifier l'électronique de bord en affichant que le système de mélange d'AdBlue est bien actif. Outre la pollution, cette tricherie engendre des pertes financières non négligeables pour certains États, car les différentes taxes appliquées aux poids lourds sont calculées en fonction de leur norme Euro (p. ex la «Maut» allemande).

Au vu du fait que la problématique des NO<sub>x</sub> et particules fines ne cesse d'augmenter, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Les autorités luxembourgeoises sont-elles au courant de ces révélations?

- Sachant que le Luxembourg est un pays de transit, traversé chaque jour par des milliers de poids lourds, le Gouvernement peut-il m'informer si, lors d'un contrôle d'un tel véhicule par les agents de l'Administration des douanes et accises, ces derniers vérifient également la présence du système susmentionné?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

## Réponse commune (10.03.2017) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorables Député se réfère à l'émission zoom+ «Die Lüge vom sauberem LKW» diffusée récemment par la chaîne allemande ZDF, pour demander si les autorités luxembourgeoises sont au courant des manipulations y révélées et dans quelle mesure les contrôles dans le domaine des transports routiers incluent la vérification de telles manipulations.

Les agents du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en charge du dossier du scandale des émissions des voitures diesel, lancé par l'affaire VW, ont reçu, au cours du traitement de ce dossier, des indices dans le sens qu'il existe la possibilité que certains poids lourds pourraient être équipés d'un système qui manipule l'injection de l'acide urique appelé communément AdBlue dans le catalyseur SCR. Par contre, ces manipulations n'ont jusqu'ici pas été énoncées lors des réunions, au niveau européen ou autre, concernant le domaine des transports routiers proprement dit.

D'après le reportage, ce sont exclusivement des poids lourds originaires de pays de l'Europe de l'Est qui seraient manipulés, alors qu'il faut une complicité entre de nombreux acteurs impliqués, tant au sein d'une entreprise qu'à l'extérieur. Concernant les contrôles, le reportage indique que seule la Pologne procède actuellement à des contrôles de ce genre.

La possibilité de manipulation de l'électronique de bord de poids lourds visant à simuler artificiellement la présence d'un équipement de réduction des émissions à l'échappement voire à éviter une consommation d'AdBlue réduisant les rejets NO<sub>x</sub> est connue par les agents de l'Administration des douanes et accises.

La directive 2014/47/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique routier des véhicules utilitaires circulant dans l'Union ainsi que l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 sur le contrôle technique des véhicules routiers font référence à la déféctuosité de l'équipement de réduction et de régulation des émissions à l'échappement et la qualifie comme une défaillance majeure.

L'alinéa 5 du paragraphe 6 de l'article 4bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route) exige que, si lors d'un contrôle technique routier une déféctuosité ou une non-conformité constatée est à

classer comme majeure conformément au paragraphe 4 de ce même article, la circulation du véhicule est interdite sur la voie publique en dehors du trajet direct vers un atelier situé à moins de 30 km du lieu de contrôle en vue d'y être réparé ou mis en conformité.

Comme souligné par l'honorable Député, le contrôle du fonctionnement correct de l'équipement de réduction et de régulation des émissions à l'échappement par les agents de l'Administration des douanes et accises se conçoit par une vérification physique relative à la présence dans le compartiment moteur d'un dispositif appelé «AdBlue Emulator / tueur d'AdBlue» et en parallèle la lecture au moyen d'un outil de diagnostic OBD (on board diagnostic unit) destiné à l'évaluation des données de l'électronique de bord du poids lourd.

Dans ce contexte, il convient également de noter que la Société nationale de contrôle technique (SNCT) est en train d'évaluer la possibilité d'utiliser un endoscope lors du contrôle visuel (initial) pour vérifier le niveau d'AdBlue dans le réservoir en le comparant avec l'affichage de remplissage du réservoir AdBlue.

## Question 2749 (08.02.2017) de MM. Marc Lies et Serge Wilmes (CSV) concernant le nouveau plan d'aménagement de la Ville de Luxembourg:

Dans sa séance du 13 juin 2016, le conseil communal de la Ville de Luxembourg (Vdl) a marqué son accord pour lancer la procédure d'approbation d'un nouveau plan d'aménagement général (PAG).

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (FdL) est un des plus importants propriétaires immobiliers sur le territoire de la capitale. Il est évident qu'il appartient aux dirigeants de cet établissement public de sauvegarder la valeur vénale de son patrimoine foncier et d'agrandir la potentialité de développement de ses terrains.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Les nouveaux responsables du FdL ont-ils, sur base du dossier et dans le sillage des démarches opérées en 1991 lors de l'adoption provisoire du PAG de la Vdl actuellement en vigueur, procédé à une analyse détaillée du classement futur des fonds fonciers appartenant au FdL?

- Dans le cadre de ce travail, ont-ils constaté que notamment les importantes réserves foncières du FdL sis derrière le cimetière de Luxembourg-Merl ont été classées «zone d'activité économique communale type 1 à caractère artisanal» et prohibant ainsi la réalisation de logements sur ces lieux?

- Les dirigeants du FdL ont-ils adressé une réclamation contre le prédit classement et aux autres classements portant préjudice au FdL au collège des bourgmestre et échevins de la Vdl aux termes de l'article 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain?

## Réponse (13.03.2017) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

Selon les informations du Fonds du logement, les services concernés de l'établissement public ont bien procédé à une analyse du classement futur des fonds fonciers sur le territoire de la Ville de Luxembourg, suite à la présentation du projet du nouveau plan d'aménagement général de la ville en 2016.

À la lecture de la question parlementaire l'on peut conclure qu'il importe aux deux députés que les dirigeants de l'établissement public sauvegardent la valeur vénale du patrimoine foncier. Le deuxième point que les députés soulèvent est celui de la potentialité de développement des terrains du FdL, point qui devrait être le plus important dans les considérations du FdL.

Au vu de la demande expresse des députés quant à «la sauvegarde de la valeur vénale», je suppose qu'en ne prenant en compte que les expectatives spéculatives, celle-ci est «sauvegardée» voire même augmentée. Malgré le fait que le nouveau classement des terrains, sis à Merl et mentionnés par les honorables Députés, ne permet pas la construction de logements, il convient néanmoins de ne pas perdre de vue que la valeur des parcelles concernées n'a sûrement pas diminué depuis l'acquisition.



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

Les parcelles pourraient bien être utilisées à l'avenir pour un échange foncier, en vue justement de développer des projets de logement. Au moment de la prise de décision relative à l'acquisition des premières parcelles en fin 2001, le comité directeur du Fonds a déjà été guidé par le souci de constituer des réserves foncières. Le procès-verbal de ladite réunion établit que certains membres étaient réticents lors de l'acquisition et que la décision finale n'a pu être prise que suite à l'argumentaire développé qui prévoyait que ces terrains pourraient être utilisés comme monnaie d'échange. Au vu de ces explications, le classement récent en «zone d'activité économique communale type 1 à caractère artisanal» de terrains du Fonds, situés à Merl, n'a pas donné lieu à une réclamation.

Quant à d'autres terrains, il importe de mentionner que certains sites sont concernés par les intentions de modification du PAG. Comme en absence de projets concrets, des réductions de densité ont par exemple été accompagnées par d'autres modifications d'ordre technique qui autorisent toujours un potentiel de développement, il s'avère qu'uniquement un seul reclassement a donné lieu à une réclamation, et ce sur un site sur lequel un projet concret élaboré par le Fonds existait.

## Question 2750 (08.02.2017) de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant le remboursement du lymphœdème:

Un lymphœdème est une insuffisance mécanique de la lymphe dont résulte un gonflement d'une partie plus ou moins importante du corps à la suite d'une accumulation de liquide lymphatique dans les tissus conjonctifs. Il existe deux types de lymphœdèmes. Le lymphœdème primaire, d'origine génétique est une malformation du système lymphatique sous forme d'hypoplasie ou d'hyperplasie. Il peut se déclencher de manière spontanée ou à la suite d'un facteur déclenchant (traumatisme, infection, etc.). Le lymphœdème secondaire est une dégradation du système lymphatique, c'est-à-dire lorsqu'un système lymphatique auparavant normal est endommagé. Les causes peuvent en être de nature chirurgicales, infectieuses, chimio thérapeutiques, tumorales, etc.

Actuellement, il n'existe pas de traitement curatif du lymphœdème. La physiothérapie décongestionnante se révèle efficace pour réduire son volume et soulager les symptômes, mais elle est très contraignante, combinant plusieurs éléments: un drainage lymphatique par un massage manuel pratiqué par un kinésithérapeute spécialement formé qui stimule les vaisseaux lymphatiques et aide la lymphe à évacuer le gonflement, des textiles ou des bandages de compressions qui sont appliqués en complément du massage, après la réduction du lymphœdème par massage et compression, l'application d'une contention élastique qui empêche la lymphe de s'accumuler à nouveau, des exercices physiques spécifiques, recommandés par le kinésithérapeute.

En l'absence de traitement, le lymphœdème progresse de manière chronique et peut causer des complications telles que des infections cutanées. Il peut altérer considérablement la qualité de vie de la personne atteinte en provoquant des douleurs, des invalidités et avoir des conséquences psychologiques non négligeables.

Selon nos informations, la thérapie a été remboursée jusqu'à récemment à cent pour cent par la CNS. Or, depuis peu les patients doivent contribuer à un tiers de chaque séance thérapeutique.

Sachant que les patients doivent se faire traiter jusqu'à cinq fois par semaine et que le coût d'une séance s'élève à 41 euros, dont 14 euros pour le patient, il en résulte un impact économique important pour le patient.

S'y ajoute le fait que tout médecin peut dorénavant prescrire des drainages, mais avec un maximum de huit séances par ordonnance. Par conséquent les frais de consultation auprès des médecins pour les patients augmentent aussi.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis qu'un lymphœdème constitue un diagnostic médical important?

- Dans l'affirmative, les thérapies y relatives ne

devraient-elles pas être remboursées à cent pour cent?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il serait opportun qu'un médecin spécialiste puisse prescrire plus de huit séances afin d'éviter que les patients ne doivent consulter un médecin tous les dix jours pour se faire délivrer une nouvelle ordonnance?

**Réponse commune** (08.03.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Le lymphœdème est une affection qui peut avoir diverses causes, se présenter sous diverses formes et évoluer de manière variable. Il en existe divers stades d'évolution. La fréquence de cette affection dans la population nationale n'est pas connue. La sévérité de cette affection dépend de la cause, de la forme et du stade de la maladie et est donc jugée au cas par cas par le médecin traitant. Le diagnostic de lymphœdème est important à poser afin qu'un traitement approprié soit instauré dans les meilleurs délais, limitant si possible l'évolution vers les stades avancés et irréversibles de la maladie. Le drainage lymphatique manuel est une des modalités thérapeutiques du lymphœdème, il appartient au médecin traitant de juger au cas par cas si cette modalité est indiquée et d'en déterminer, le cas échéant, la fréquence et la durée.

La nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes prévoit jusqu'au 31 décembre 2016 un chapitre 3 qui contenait plusieurs positions relatives au drainage lymphatique, à savoir:

1. Drainage lymphatique manuel, pour lymphœdème primaire (insuffisance lymphatique)
2. Drainage lymphatique manuel, pour lymphœdème secondaire suite à un traumatisme grave et/ou algodystrophie
3. Drainage lymphatique manuel, après chirurgie carcinologique
4. Drainage lymphatique manuel, pour insuffisance veineuse grave

Parallèlement les statuts de la CNS disposaient jusqu'au 31 décembre 2016 que les prestations de ce chapitre 3 étaient dispensées d'une participation personnelle des patients. De même une limitation du nombre de séances prescrites par ordonnance n'existant pas pour les prestations de ce chapitre.

Le dispositif réglant les modalités de prise en charge des prestations de kinésithérapie mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2017 prévoit au niveau de la nomenclature deux positions de drainage lymphatique manuel, selon que le traitement visait un ou plusieurs membres, mais indépendamment de la pathologie.

Les statuts de la CNS prévoient un taux de prise en charge par l'assurance maladie de ces prestations qui est généralement de 70%, mais qui peut être majoré dans certaines situations limitativement énumérées (mineurs, traitements dans les suites d'une intervention chirurgicale voire en cas de pathologies lourdes). L'annexe G des statuts de la CNS comporte la liste limitative des pathologies lourdes qui, selon la CNS, justifient la majoration du taux de prise en charge. Cette liste a été élaborée par un groupe de travail comportant des représentants de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD), des représentants de l'association luxembourgeoise de kinésithérapie (ALK) et des représentants de la CNS.

La liste a été soumise au comité-directeur de la CNS fin 2016 qui a décidé de l'intégrer dans les statuts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Aux termes de cette liste le lymphœdème est considéré comme une pathologie lourde uniquement lorsqu'il survient après une chirurgie carcinologique. Dans ce cas de figure une prise en charge intégrale par l'assurance maladie est possible et le nombre de séances prescrit par ordonnance n'est pas limité à huit, mais peut être porté à 64.

En ce qui concerne la participation personnelle aux soins de kinésithérapie, il convient de noter que les personnes qui sont confrontées à des dépenses importantes peuvent, le cas échéant, demander à la CNS un paiement complémentaire en vertu de l'article 154bis des statuts de la CNS.

Par ailleurs la CNS envisage de procéder à une évaluation du nouveau dispositif en matière de kinésithérapie au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2017.

**Question 2751** (08.02.2017) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant la destruction d'immeubles à protéger:

Il me revient que des fermes avec cour vieilles de 200 années ont été démolies à Kehlen et ce malgré leur inscription à l'inventaire supplémentaire des immeubles à protéger: «Les immeubles sis 15-17, rue de Mersch, inscrits au cadastre de la commune de Kehlen, section E de Keispelt et Meispelt, sous les numéros 265/2781 et 265/2780. - Arrêté ministériel du 25 août 2016.»; «L'immeuble sis 13, rue de Mersch, inscrit au cadastre de la commune de Kehlen, section E de Keispelt et Meispelt, sous le numéro 262/2784. - Arrêté ministériel du 7 octobre 2016.»

L'inventaire du patrimoine bâti digne de protection a été réalisé pour tout le Grand-Duché par le Service des sites et monuments nationaux, afin qu'une protection cohérente et conséquente puisse se mettre en place au profit de tout le patrimoine bâti, dont celui qui a une importance surtout au niveau communal et local. Il est de la responsabilité des communes d'en tenir compte lors de l'élaboration de leur plan d'aménagement général (PAG).

Pour les immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire, toute modification doit être annoncée au Ministre de la Culture au moins 30 jours avant le commencement des travaux.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre de la Culture était-il informé de la destruction imminente des immeubles cités ci-dessus?
2. Dans l'affirmative, comment a réagi le Ministre de la Culture à cette annonce?
3. Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'inscription à l'inventaire supplémentaire produit les effets escomptés, au vu du caractère peu contraignant de cette inscription?
4. Ne faudrait-il pas interdire la destruction d'immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire?

**Réponse** (07.03.2017) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre de la Culture:

ad 1. Oui, conformément à l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (ci-après la «loi de 1983»), Monsieur le Ministre a été informé par écrit de l'intention de procéder à la démolition des immeubles en question.

ad 2. Avant l'expiration du délai de 30 jours de la réception du courrier l'informant de l'intention de démolir les immeubles en question, Monsieur le Ministre a informé par écrit les propriétaires ainsi que leur avocat qu'il n'apprécie pas ces travaux de démolition alors qu'au point de vue historique, architectural et esthétique il existe un intérêt suffisant à préserver ces immeubles.

ad 3. L'article 17 de la loi de 1983 prévoit une obligation d'information pour les travaux effectués sur l'immeuble inscrit à l'inventaire supplémentaire, ce qui permet au Ministre de réagir le cas échéant. Je suis d'avis que ce mécanisme de protection devra être analysé dans le cadre des travaux préparatoires du projet de loi relatif à la protection du patrimoine culturel.

ad 4. La question de l'interdiction de la destruction d'immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire sera examinée dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à la protection du patrimoine culturel.

ad 4. Les interventions chirurgicales sur les organes génitaux féminins externes font partie des attributions des médecins spécialistes en gynécologie.

ad 5. Avant l'afflux massif de 2015, les demandeurs de protection internationale arrivés au Luxembourg étaient majoritairement originaires des Balkans et le problème des mutilations génitales féminines ne se posait pas. Il n'y a donc pas eu de campagne spécifique menée dans les structures d'hébergement pour DPI.

Depuis l'afflux précédent, la situation a changé, les femmes originaires de pays comme l'Erythrée, la Somalie ou l'Irak sont plus exposées à des risques de mutilations génitales féminines. C'est pourquoi, l'OLAI est en train de développer une formation, en coopération avec le «Groupe pour l'Abolition des mutilations sexuelles féminines (Belgique)», formation qui est destinée aux assistants sociaux et aux éducateurs qui accompagnent les demandeurs de protection internationale ainsi qu'aux collaborateurs du Ministère de la Santé. L'objectif de cette coopération est de développer des outils de sensibilisation pour les professionnels concernés.

Des campagnes de sensibilisation concernant les pratiques sexuelles en général et les précautions à prendre sont menées dans les foyers. Elles servent avant tout à prévenir et combattre les maladies sexuellement transmissibles, mais comprennent également les informations sur les mutilations sexuelles ainsi que des conseils pour les victimes.

rais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Lors de l'examen médical auquel les réfugiés doivent se soumettre, est-ce que les médecins ont déjà constaté des cas de mutilations génitales féminines? Si oui, combien?
2. Est-ce qu'un traitement médical voire chirurgical en vue d'une reconstruction génitale est offert aux victimes concernées? Dans l'affirmative, combien de femmes ont déjà profité d'un tel traitement?
3. Les frais relatifs à de tels traitements médicaux et chirurgicaux sont-ils pris en charge par l'Etat?
4. Les gynécologues et sages-femmes au Luxembourg, sont-ils assez informés et formés pour prendre en charge de manière appropriée les filles et les femmes concernées?
5. Est-ce que des campagnes de sensibilisation sont menées dans les foyers d'accueil auprès de la population concernée pour lutter et éviter ces pratiques et prendre en charge les victimes?

**Réponse commune** (07.03.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

ad 1. La loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale prévoit que ceux-ci doivent se soumettre à un examen médical dans un but de protection de santé publique. Lors de cet examen médical le médecin de la Direction de la santé recherche essentiellement des maladies infectieuses qui pourraient avoir un impact sur la santé publique. Un examen gynécologique ne fait pas partie des examens de routine. Un tel examen pourrait être réalisé suite à la demande d'une intéressée. Aucune demande dans ce sens n'a été adressée au médecin de la Direction de la santé dans ce contexte jusqu'à maintenant.

ad 2. De rares cas de femmes concernées ont demandé de l'aide après leur installation dans les structures d'accueil. Le nombre de ces cas se limite à un à trois cas par an. Ces femmes sont alors orientées vers un médecin spécialiste en gynécologie qui examine la concernnée et lui propose un traitement. Comme ces examens relèvent du secret médical, il n'existe ni informations spécifiques, ni statistiques à ce sujet.

ad 3. Tous les demandeurs de protection internationale bénéficient dès le début de leur procédure d'une affiliation à la Caisse nationale de santé (CNS), avec une période de stage de trois mois. Pendant ces trois premiers mois de la demande de protection internationale, les frais médicaux sont pris en charge par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). Après les trois premiers mois, les frais médicaux sont repris par la CNS selon les statuts légaux, les demandeurs de protection internationale bénéficiant alors des prestations de la CNS comme tous les autres affiliés, avec libre choix du médecin. Au jour d'aujourd'hui, l'OLAI n'a pas encore enregistré de demande relative à la prise en charge d'une intervention chirurgicale en vue d'une reconstruction génitale.

ad 4. Les interventions chirurgicales sur les organes génitaux féminins externes font partie des attributions des médecins spécialistes en gynécologie.

ad 5. Avant l'afflux massif de 2015, les demandeurs de protection internationale arrivés au Luxembourg étaient majoritairement originaires des Balkans et le problème des mutilations génitales féminines ne se posait pas. Il n'y a donc pas eu de campagne spécifique menée dans les structures d'hébergement pour DPI.



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

À noter que de telles pratiques, qui sont interdites dans notre pays, n'ont pas été enregistrées dans les foyers.

## Question 2753 (09.02.2017) de Mme Claudia Dall'Agno (LSAP) concernant l'illettrisme:

Dans un article récemment publié dans le «Lëtzebuerger Journal», le Président de CSI Luxembourg (Christian Solidarity International asbl) précise que des pays comme la France, l'Allemagne et la Suisse estiment à 15% de leur population le nombre de personnes touchées par l'illettrisme.

Pour le Luxembourg, ce même pourcentage équivaudrait à environ 86.000 personnes souffrant d'illettrisme. L'auteur de l'article souligne par ailleurs qu'actuellement le Luxembourg ne participe pas aux études internationales menées sur le thème de l'illettrisme. Et de conclure qu'il serait bénéfique à la lutte contre ce phénomène d'exclusion sociale, d'avoir des données fiables sur le nombre de personnes concernées et les raisons de leur illettrisme.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quel est le nombre estimé de personnes illétrées, respectivement analphabètes au Luxembourg ? Quelle évolution a connu le phénomène ces dernières années?

- Pour quelles raisons le Luxembourg ne participe-t-il pas aux études internationales mentionnées sur le sujet?

- Que fait l'État pour aider les personnes touchées par l'illettrisme, respectivement l'analphabétisme?

- Est-ce que des cours sont offerts aux concernés? Dans l'affirmative, quelle est l'envergure de cette offre? Qui est responsable de l'organisation de ces cours?

- Quel est le nombre de participants, leur répartition par âge, par sexe et par nationalité?

- Dans quelle mesure l'État participe-t-il au financement des cours?

## Réponse (14.03.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Au Luxembourg sont considérées en situation d'illettrisme, les personnes qui n'ont pas été scolarisées ou qui ont été scolarisées, mais qui ne maîtrisent pas ou plus suffisamment la lecture, l'écriture et le calcul (compétences de base) pour être autonomes dans les situations simples de la vie quotidienne. Sont également à considérer des personnes qui ne maîtrisent pas l'alphabet latin.

Pour cerner l'envergure de l'illettrisme au Luxembourg, le ministère se base sur des études internationales et nationales ainsi que sur l'analyse des interventions auprès des adultes en situation d'illettrisme. Le programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) dans les domaines littératie, numéritatie et compétences numériques se penche sur des compétences analogues à celles évaluées par l'enquête PISA. Les grands pays d'Europe (Allemagne, France, Grande-Bretagne) mènent régulièrement des études nationales pour analyser le problème de l'illettrisme.

Résultats de PIAAC et des études nationales:

	Angleterre PIAAC	Grande-Bretagne SKILLS FOR LIFE	Allemagne PIAAC	Allemagne LEO	France PIAAC	France IVQ
Littératie: adultes au plus bas niveau*	3,3%	5%	3,3%	4,5%	5,3%	7%
Numéritatie: adultes au plus bas niveau	6,4%	6,8%	4,5%	/	9,1%	

\*Dans les différentes études, les plus bas niveaux se réfèrent à des personnes qui peuvent le cas échéant déchiffrer des mots isolés, mais ont des difficultés à écrire et comprendre des phrases.

Des études sus-citées, il ressort que le nombre de personnes qui ne maîtrisent pas ou plus suffisamment la lecture, l'écriture et le calcul devrait se situer entre 3% et 7% de la population adulte.

PIAAC ainsi que ces études nationales se basent sur des tests en langue maternelle/officielle du pays. Cette méthodologie n'est pas transférable au Luxembourg parce qu'elle ne tient pas compte du multilinguisme, du taux élevé de citoyens d'origines étrangères et des flux migratoires qui caractérisent la situation luxembourgeoise. Les ressources scientifiques et financières (jusqu'à 1 million €) requises pour une étude nationale respectivement pour une participation à PIAAC seraient surdimen-

sionnées par rapport au gain en matière de précision de l'envergure de la problématique.

En général, le nombre de personnes en situation d'illettrisme est en baisse dans les pays européens. Ceci est confirmé par le fait que les études affirment une surreprésentation de personnes âgées parmi les personnes en situation d'illettrisme.

Cependant, PIAAC et les études nationales ne prennent pas (encore) en considération l'afflux massif de demandeurs de protection internationale que connaissent certains pays européens, parmi lesquels le Luxembourg. Par rapport à d'autres vagues migratoires, le Luxembourg est confronté pour la première fois à un nombre élevé de personnes qui ne maîtrisent pas l'alphabet latin.

Depuis 1991, la lutte contre l'illettrisme est inscrite dans la loi comme une des missions du Service de la formation des adultes (loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes: «assurer l'instruction de base des adultes résidant au Luxembourg qui en expriment le désir»). Actuellement, une bonne centaine d'adultes suivent annuellement des cours offerts par le SFA à Walferdange et à Ettelbruck. Les cours gratuits sont offerts en langues française et allemande.

Depuis 2010, dans le cadre des politiques d'apprentissage tout au long de la vie, la lutte contre l'illettrisme a gagné d'importance au niveau européen et national.

Le défi est d'atteindre les adultes en situation d'illettrisme et de leur offrir des cours de qualité. Dès 2012, le Luxembourg a investi des ressources considérables pour répondre à ce défi.

En premier lieu, il s'agit d'informer et de sensibiliser les adultes concernés, leur entourage, les prestataires de cours pour adultes et les institutions qui prennent en charge des populations à risque (ADEM, SNAS, offices sociaux, OLAI...). Le Service de la formation des adultes travaille en réseau avec les institutions concernées et organise des campagnes de sensibilisation. Le message des campagnes est: «Apprendre à mieux écrire, lire ou calculer». Les offres de cours sont publiées annuellement sur le site abcd.lu, des renseignements peuvent être pris au numéro d'appel gratuit 8002 4488.

Le deuxième pilier de l'action du Service de la formation des adultes est l'offre de formation: les cours en français et en allemand sont actuellement offerts sur treize sites. Il s'agit de cours offerts par le Service de la formation des adultes ainsi que des cours offerts par des communes et par des associations conventionnées et subventionnées par l'État. Tous ces cours sont gratuits pour les apprenants et financés par l'Education nationale.

lité de résident ou de non-résident, a le droit de consulter les données personnelles qui la concernent.

Toute personne inscrite au registre a également le droit de consulter la liste des autorités, administrations, services, institutions ou organismes qui ont, au cours des six mois précédant sa demande, consulté ou mis à jour ses données au registre national ou qui en ont reçu communication. Ces informations sont directement accessibles lors d'une consultation de données via «MyGuichet» ou peuvent être demandées au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative par courrier. Il est également possible de demander par écrit à l'administration concernée les raisons pour lesquelles elle a consulté les données.

Selon mes informations, la consultation de la liste des autorités ayant consulté les données personnelles poserait problème. Ainsi par exemple, une commune, qui émet un certificat de vie à un demandeur, sera affichée sur la plateforme «MyGuichet» des descendants du demandeur pour avoir consulté leurs données personnelles. Il en résulte que les communes pourraient être amenées à expliquer les raisons de consultation des données alors même qu'elles n'ont en réalité pas consulté les données personnelles en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'existence de cette problématique?

- Dans l'affirmative, s'agit-il d'un problème de nature informatique?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre cette problématique?

## Réponse (02.03.2017) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

La question de l'honorable Député s'inscrit dans le cadre des dispositions figurant à l'article 38 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Je rappelle que cet article prévoit que «Toute personne, dont les données font l'objet d'une inscription sur le registre national, a le droit d'obtenir la liste des autorités, administrations, services, institutions ou organismes qui ont, au cours des six mois précédant sa demande, consulté ou mis à jour ses données au registre national ou qui en ont reçu communication (...).

Afin de garantir l'application de cette disposition, chaque consultation ou mise à jour de données dans le Registre national des personnes physiques (RNPP) est automatiquement

sauvegardée et retraçable (système de «logging»). Chaque personne inscrite sur le RNPP peut ensuite prendre connaissance des administrations ayant consulté ses données, notamment à travers la plateforme sécurisée «MyGuichet».

L'honorable Député avance que, lorsqu'un agent communal délivre un certificat de vie à un habitant de sa commune, l'administration communale figurera immédiatement dans la liste précitée des administrations ayant consulté des données dans le RNPP, et ce non seulement

pour la personne ayant demandé ledit certificat, mais également pour les descendants de cette personne alors que les données de ces derniers n'ont évidemment pas été consultées.

Je tiens toutefois à informer l'honorable Député que les tests effectués ne permettent pas de détecter un quelconque problème en la matière au niveau du RNPP. Dans la gestion communale, la génération d'un certificat passe systématiquement par la consultation de la fiche de la personne. Cette fiche est composée automatiquement et reprend le détail de la signalétique de la personne ainsi que les informations basiques concernant ses filiations (ascendants et descendants).

De ce fait, cette consultation est retraçable pour la personne ainsi que ses descendants et ne résulte pas d'une action volontaire de l'agent communal.

## Question 2756 (09.02.2017) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant l'éclairage des routes:

En 2016, huit piétons sont morts en étant heurtés par des véhicules sur les routes du Grand-Duché. De plus, la majorité de ces accidents se produisent durant les mois d'hiver lorsqu'il fait sombre. Un éclairage approprié des passages pour piétons est donc nécessaire.

Alors que les communes sont responsables de l'éclairage des passages pour piétons de routes de l'État se trouvant à l'intérieur de la localité, le Service électromécanique de l'Administration des ponts et chaussées peut offrir un soutien technique pour l'acquisition et la mise en œuvre d'installations d'éclairage public.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-t-il des lignes de conduite pratiques pour les autorités communales afin d'évaluer quel éclairage est le plus approprié pour un certain passage à piétons?

- Le Ministre estime-t-il qu'il serait utile de pouvoir distribuer un document listant les meilleures pratiques en cette matière afin de guider les autorités communales?

- Est-ce que la majorité des communes suivent les conseils du Service électromécanique? Quelle instance contrôle si les installations d'éclairage assurent une traversée sûre de la chaussée?

- Quels sont d'autres moyens pouvant attirer l'attention des chauffeurs sur la présence d'un passage pour piétons?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il serait opportun d'uniformiser les modalités d'éclairage des passages pour piétons à travers le pays?

## Réponse (14.03.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés voudraient avoir des informations concernant l'éclairage des passages pour piétons.

En effet, la protection des usagers les plus vulnérables et notamment celle des piétons est un des onze défis relevés par le plan d'action «sécurité routière» présenté à la Chambre des Députés le 16 juin 2015 dans le cadre du programme «Vision Zéro». Les mesures pour réaliser ces défis comprennent le renforcement des efforts de sécurisation des passages pour piétons.

Dans cet ordre d'idées, la Commission de circulation de l'État a publié un guide sur l'aménagement et la sécurisation des passages pour piétons en agglomération. Un deuxième guide traite l'aménagement d'infrastructures et des passages pour piétons en dehors des agglomérations. Ces guides visent à fournir aux communes des lignes directrices quant au choix stratégique des endroits d'implantation ainsi qu'à présenter des outils d'aménagements, dont l'éclairage des passages pour piétons.

Dans le cadre de la loi du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie, l'Administration des ponts et chaussées a adapté les conditions d'autorisation des passages pour piétons et impose dorénavant aux requérants de se conformer aux exigences de la DIN 67523 pour l'éclairage des passages pour piétons sur les routes faisant partie de la voirie de l'Etat. Les infractions aux conditions d'autorisation sont constatées par des fonctionnaires de l'Administration des ponts et chaussées ayant la qualité d'officier de police judiciaire.

## Question 2757 (09.02.2017) de M. Gilles Baum (DP) concernant l'installation de radars dans les tunnels:

Il existe actuellement 20 radars fixes sur le territoire du Grand-Duché. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé en mai 2014 vouloir ajouter des radars de ce type dans des tunnels. Même si certaines caméras exploitées par le CITA (contrôle et information du trafic sur les autoroutes) se trouvent à proximité des tunnels, elles ne sont pas capables d'enregistrer la vitesse de circulation des véhicules.

## Question 2754 (09.02.2017) de M. Emile Eicher (CSV) concernant la consultation des données inscrites au Registre national des personnes physiques:

Toute personne identifiée au Registre national des personnes physiques (RNPP), ayant la qua-



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que les plans d'installer des radars tronçon dans les tunnels sont toujours d'actualité?

- Dans l'affirmative, combien de radars seront installés dans quels tunnels et à partir de quand seraient-ils opérationnels?

**Réponse** (14.03.2017) de **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant l'installation de radars tronçon.

Contrairement au radar automatique fixe, qui contrôle la vitesse instantanée d'un véhicule, un radar tronçon calcule la vitesse moyenne d'un véhicule entre deux points de passage.

La loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés retient le dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse comme une des finalités du système de contrôle et de sanction automatisés (CSA), ceci dans son article 2, paragraphe (1), alinéa 1, point a). Dans son article 3, paragraphe (1), le texte stipule que les appareils de contrôle « [...] peuvent se présenter sous forme fixe ou mobile et être conçus pour mesurer soit la vitesse des véhicules en rapprochement ou en éloignement, soit la vitesse moyenne des véhicules entre deux points. »

Ainsi, le projet de mettre en place des radars tronçon est poursuivi et pour l'instant le groupe de travail « Audits de sécurité » est en train d'analyser ce système et son fonctionnement dans les autres pays. Pour l'instant, aucun tronçon n'a été retenu et une date de mise en œuvre ne peut pas être avancée.

passent le montant de 6.000 euros et plus précisément le coût total de ces travaux?

10) Dans l'affirmative, qui prend en charge les frais supplémentaires?

**Réponse commune** (14.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

ad 1) Lors des analyses effectuées après l'incident d'AdBlue en juin 2016, il a été constaté que les eaux de pluie collectées dans le bassin de rétention compartimenté, ayant un volume total de 1.220 m<sup>3</sup>, ont en effet été trop chargées en substances azotées pour qu'elles aient pu être déversées vers le milieu naturel sans porter atteinte à l'environnement.

Les résultats d'analyses de l'eau prélevée quotidiennement du bassin de rétention précité donnent les valeurs suivantes (moyenne arrondie calculée pour le mois de février 2017):

Ammonium NH4 [mg/l]	22
Nitrite NO2 [mg/l]	3
Nitrate NO3 [mg/l]	47
Urée [mg/l]	7

ad 2) Le règlement grand-ducal du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface détermine les spécificités du programme de surveillance de l'état des eaux pour l'évaluation de l'état chimique et écologique des masses d'eau de surface. Ce programme est composé d'un contrôle de surveillance, de contrôles opérationnels et de contrôles d'enquête. Les valeurs de fond et d'orientation pour les paramètres physico-chimiques nécessaires à l'évaluation de l'état écologique des eaux de surface, dont font partie les composés azotés (ammonium, nitrite et nitrate), sont repris à l'Annexe V, partie D du règlement grand-ducal du 15 janvier 2016 précité, comme suit:

valeurs de fond représentant des limites pour les paramètres physico-chimiques pour atteindre le bon état écologique:

NH4-N: 0,1 mg/l (moyenne annuelle)
NO2-N: 50 µg/l (moyenne annuelle)
NO3: 25 mg/l (moyenne annuelle)

Il est évident que si les valeurs précitées ne sont pas respectées au niveau de la moyenne annuelle pour une masse d'eau de surface, cette masse d'eau de surface ne peut être considérée comme ayant le bon état et partant des mesures doivent être mises en œuvre afin de permettre l'atteinte du bon état aux futures échéances prévues par la loi modifiée relative à l'eau, en l'occurrence respectivement le 22 décembre 2021, respectivement le 22 décembre 2027.

ad 3) Conformément aux dispositions de la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau) et de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface est reprise au Plan de gestion de district hydrographique (PGDH) qui est actualisé tous les six ans conformément aux dispositions législatives en vigueur, le plus récent PGDH étant disponible sur le site électronique de l'Administration de la gestion de l'eau ([https://eau.public.lu/directive\\_cadre\\_eau/directive\\_cadre\\_eau/2015-2021\\_2e\\_cycle/Etat-des-lieux-des-districts-hydrographiques-du-Rhin-et-de-la-Meuse-\\_parties-luxembourgeoises/\\_Bestandsaufnahme\\_final.pdf](https://eau.public.lu/directive_cadre_eau/directive_cadre_eau/2015-2021_2e_cycle/Etat-des-lieux-des-districts-hydrographiques-du-Rhin-et-de-la-Meuse-_parties-luxembourgeoises/_Bestandsaufnahme_final.pdf)).

ad 4) D'emblée il convient de noter que l'installation de traitement des eaux de surface en provenance de la plate-forme de l'Aire de Berchem située en contrebas de la station-service Shell appartient à l'Etat et est gérée par l'Administration des ponts et chaussées. Cette installation a été adaptée ces dernières années pour traiter de manière plus efficace les eaux de pluie chargées en hydrocarbures en provenance des aires de parking et des aires de circulation d'une grande partie de la plate-forme de l'Aire de Berchem.

Les eaux en provenance des aires de ravitaillement des carburants de la station-service proprement dite ne s'y déversent pas, mais elles sont déversées par l'intermédiaire d'installations de séparation d'hydrocarbures dans la canalisation pour eaux usées vers la station d'épuration de Bettembourg.

Parmi eux, les eaux usées sanitaires et ménagères des restaurants, douches, toilettes etc., gérés par le concessionnaire, sont également déversées vers la station d'épuration précitée.

ad 5) La gestion des stations d'épuration relevant des autorités communales (communes

et syndicats intercommunaux), les données relatives à la qualité de l'eau en amont de la station d'épuration ne sont pas disponibles au niveau des administrations étatiques. Néanmoins, il y a lieu de noter que la STEP Bettembourg respecte les limites au niveau du rejet de l'eau assainie, notamment en ce qui concerne les composés azotés. Ces résultats ont été confirmés lors du contrôle régulier de l'Administration de la gestion de l'eau, conformément aux autorisations ministérielles.

Selon nos informations, de nouvelles installations techniques ont été mises en place à proximité du bassin de rétention sur la plate-forme située sur le côté Est.

ad 6) Pour faire face aux pollutions de l'eau apparue dans cette installation suite à l'incident lié au déversement d'AdBlue en 2016, la société Shell a été obligée par l'arrêté de mise en demeure d'août 2016 (arrêté n°1/16/0443/M) d'élaborer un programme détaillé relatif aux adaptations nécessaires à l'aménagement et la gestion de l'installation d'évacuation et de traitement des eaux en question.

Ainsi, la société Shell a commencé dès l'automne 2016 à mettre en place différentes mesures pour capter le plus efficacement les eaux les plus chargées en substances azotées et de les traiter dans le but de rendre l'installation de traitement existante à nouveau opérationnelle. Au cours des derniers mois ces mesures ont été adaptées par la société Shell, ou plus précisément par leurs sous-traitants, en concertation avec l'Administration des ponts et chaussées.

Actuellement l'installation en place se compose de plusieurs citernes servant de bassins tampons, différents filtres et notamment d'un bio-réacteur à membrane. L'installation mise en place par la société Shell arrive au point de donner des résultats satisfaisants et de permettre donc de traiter une partie des eaux en provenance de la plate-forme, notamment les eaux les plus concentrées en produits de décomposition d'AdBlue lors des périodes de pluie faible.

Le commanditaire de toutes les installations mises en place pour recueillir et traiter les eaux polluées par AdBlue est la société Shell. Dès lors que les contrôles seront satisfaisants les eaux traitées pourraient de nouveau être rejetées, après autorisation par la Ministre de l'Environnement, dans le ruisseau.

ad 7) L'installation de traitement des eaux composée d'un bassin de rétention en béton et d'un bassin de filtration ainsi que de leurs équipements, est couverte par des arrêtés délivrés par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ceci en vertu de la législation relative aux établissements classés (arrêtés n°1/10/0226 du 15.07.2010, n°1/10/0226-A du 31.05.2011 et n°1/12/0321 du 08.04.2013).

Comme mentionné ci-dessus, les mesures complémentaires prises et subissant encore des adaptations et essais pour prouver leur efficacité, se font dans le cadre de l'arrêté de mise en demeure précité.

ad 8) Les arrêtés mentionnés au point ci-dessus ont été délivrés en application de l'article 6 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. L'arrêté de mise en demeure précité a été délivré en application de l'article 27 de cette même loi.

Une procédure de consultation dite «commodo» suivant les articles 10 et 12 de la loi du 10 juin 1999 précitée n'est pas d'application pour l'instruction des dossiers traités selon les articles 6 et 27 de cette même loi. Comme prévu par l'article 16 de la loi, lesdits arrêtés ont été transmis à l'administration communale de Roeser pour affichage et information du public lors de leurs délivrances.

L'Etat assure l'entretien des installations de traitement des eaux pluviales des surfaces non-affectées au concessionnaire. Les nouvelles installations implantées par le concessionnaire sur ces surfaces, suite au déversement de l'AdBlue, sont entièrement à charge du concessionnaire.

ad 9) et 10) Tous les frais de modifications, réparations ou suivis concernant le bassin de rétention et bassin de filtration sont au comptant de Shell. Par conséquent, le montant exact n'est pas connu par les administrations établies.

avec leurs bagages, respectivement à l'aide d'un transport de bagages, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous donner des informations et statistiques concernant les cyclotouristes au Luxembourg de 2011 à 2016: nombre de cyclotouristes, nuitées, parcours réalisés, etc.?

- Combien d'hébergements au Luxembourg sont actuellement labellisés «bed+bike», quel est le nombre de cyclotouristes qui ont été hébergés dans ces établissements et pour combien de nuitées?

- Comment et par quels moyens les acteurs touristiques officiels (LFT) réalisent-ils à l'étranger la promotion pour le Grand-Duché de Luxembourg comme pays cyclo-touristiquement à découvrir?

- En réponse à la question parlementaire n°2099 du 9 mai 2012, le Ministère avait envisagé de faire élaborer une étude au sujet du potentiel économique en relation avec le cyclo-tourisme au Luxembourg. Est-ce que cette étude a été réalisée?

**Réponse** (23.03.2017), de **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:**

Les statistiques relatives aux cyclotouristes ne sont actuellement pas relevées tous les ans, mais sont estimées à partir des données compilées dans le cadre de l'enquête nationale auprès des visiteurs en séjour au Luxembourg. Au vu de l'ampleur et des ressources nécessaires pour une telle enquête à dimension nationale, les statistiques relatives aux cyclotouristes ne sont pas relevées tous les ans. Cependant le Ministère de l'Économie a chargé «Luxembourg for Tourism G.I.E.» de rééditer l'enquête nationale de 2013 au cours de l'exercice 2017, avec les résultats attendus pour 2018. Un questionnaire, reprenant entre autres les données relatives aux cyclotouristes, est en phase de finalisation.

Les objectifs de cette enquête nationale sont de mieux connaître les visiteurs du Luxembourg, notamment en ce qui concerne leurs motivations et leurs comportements de voyage.

Les résultats de la dernière édition présentés en septembre 2013 ont permis d'identifier les segments de clientèle et les marchés émetteurs au potentiel le plus élevé afin de définir une stratégie marketing pluriannuelle.

38 partenaires ont collaboré avec l'ancien ONT asbl lors de cette enquête nationale, à savoir des hôtels, campings, auberges de jeunesse et «tourist-infos», dont le LCTO et les différents Offices régionaux du tourisme.

L'investissement pour cette enquête nationale s'est chiffré à près de 2.000 heures sur le terrain avec 372 sorties sur 17 points d'enquête définis au préalable et ceci pendant un an.

Le taux de participation a été élevé, malgré l'exhaustivité du questionnaire avec 27 questions. En tout 3.071 questionnaires ont été remplis, dont 75% par des visiteurs passant la nuit et 25% par des visiteurs à la journée avec un volume total de quelque 75.000 données recueillies.

Selon les chiffres de l'enquête visiteurs 2013 (source LFT), 12% des visiteurs loisirs ayant passé au moins une nuitée au Luxembourg font du vélo ou VTT lors de leur séjour. Signons néanmoins que ce chiffre inclut tous les visiteurs qui ont pratiqué le vélo/VTT, sans préciser la longueur ni la durée de cette activité. Dans la grande majorité des cas l'activité vélo/VTT constitue une activité complémentaire, exercée conjointement avec d'autres activités et non pas la raison primaire de visite du Luxembourg.

D'autres chiffres intéressants se rapportant aux visiteurs ayant fait du vélo et ayant au moins réalisé une nuitée au Luxembourg sont les suivants:

- Séjours réalisés dans différentes régions:

41% ont séjourné à Luxembourg-Ville;

30% aux Ardennes;

28% au MPSL;

16% en Moselle;

8% à l'Ouest;

9% au Sud.

- Type d'hébergement:

43% ont séjourné sur un camping (tente/caravane/camping-car) (22%);

36% dans un hôtel (59%);

9% en auberge de jeunesse (9%);

14% dans l'hébergement non marchand (amis, proches) (12%).

**Question 2760** (13.02.2017) de **MM. Gérard Anzia et Henri Kox (déi gréng)** concernant le **cyclotourisme**:

Dans le contexte du cyclotourisme, plus précisément des touristes qui font des randonnées au Luxembourg sur les pistes cyclables (PC)



L'étude renseigne en outre sur les caractéristiques sociodémographiques des visiteurs cyclo-touristiques tels la composition du groupe, l'âge, le pays de résidence, le statut professionnel ou encore les dépenses effectuées lors du séjour au Luxembourg.

Actuellement 82 établissements d'hébergement possèdent le label «bed+bike»:

45 hôtels;

24 campings;

9 auberges de jeunesse;

et 4 établissements d'hébergement collectif.

Cependant il n'est pas possible de chiffrer le volume de nuitées relatives aux cyclotouristes dans ces établissements, étant donné que la fiche d'hébergement se limite à recenser les voyages «à but professionnel» ou «loisirs et autres», et ce en raison d'une simplification administrative pour les hébergeurs. Par ailleurs, les données ainsi récoltées sont confidentielles et sont uniquement communiquées au Statec via les fiches d'hébergement électroniques.

Pour ce qui est de la promotion de l'offre cyclo-touristique du Luxembourg à l'étranger, celle-ci s'inscrit dans l'expérience centrale «Expérience active de la nature» (randonnée, vélo, VTT), qui constitue une thématique phare au sein de la stratégie de marketing de «Luxembourg for Tourism». LFT met en œuvre des campagnes de communication intégrées utilisant plusieurs canaux pour diffuser un message, afin de multiplier les points de contact avec la clientèle. Tous les canaux renvoient vers le site Internet [www.visitluxembourg.com](http://www.visitluxembourg.com). La communication dans les canaux offline (presse, affichage, radio) permettra de drainer des clients potentiels sur le site Internet, tandis que la communication online (publicité sur moteurs de recherche, mailings, médias sociaux, vidéos) captera l'attention des internautes sur notre destination au moment de leurs recherches en ligne. Dans ce cadre, une communication ciblée, authentique et émotionnelle, en misant sur des vidéos et des images attrayantes, est privilégiée. Une nouvelle vidéo thématique concernant le vélo tout terrain dit «mountain bike» est d'ailleurs en cours de finalisation.

L'objectif final de ces campagnes intégrées est la création de notoriété et de visibilité pour le Luxembourg comme destination (cyclo-) touristique sur les marchés étrangers prioritaires et auprès des segments de clientèles cibles.

Des campagnes spécifiques pour le vélo (et le mountain biking) ont été réalisées dans la presse écrite et audiovisuelle allemande, belge et néerlandaise, complétée par des newsletters, bannières et annonces sur moteurs de recherche en ligne. Pour 2017, le nombre de médias sera étouffé, avec des publications cyclo-touristiques spécifiques telles «Radwelt» ou «Fiets Actief» qui se rajoutent à ceux déjà retenus en 2016.

En outre, LFT entretient des relations fructueuses avec les professionnels de l'industrie touristique, en organisant des workshops et «famtrips» à l'attention des «tour opérateurs» et agents de voyages, et organise des voyages de presse et pour bloggeurs. En 2016, des articles sur le cyclotourisme au Luxembourg étaient entre autres parus dans «Bike and Travel» (D) et «Plus Magazine» (B). En 2017, mis à part deux voyages de presse dans le domaine du tourisme actif, un voyage spécifique cyclo-touristique est programmé, proposant un tour du Luxembourg à vélo et une rencontre avec Andy Schleck. Un blog trip «best of outdoors», promouvant également l'offre cyclo-touristique, sera en outre organisé, sans oublier les voyages de presse individuels organisés en cours d'année. Au niveau des «famtrips», un voyage d'étude spécifique «sport & outdoor» sera également programmé.

Ensemble avec le Ministère de l'Économie, LFT participe aux foires thématiques «Vélofolies» à Courtrai (où le Grand-Duché était pays hôte), «CMT» à Stuttgart ainsi que «Fiets- en Wandelaars» à Gand et à Utrecht.

encore parce que la participation financière de la sécurité sociale pour les contraceptifs ne se fait pas très importante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Le Gouvernement est-il au courant de la publication en question?

2. Dans l'affirmative, quelles suites le Gouvernement entend-il donner à ces informations afin d'améliorer le rang du Luxembourg dans cette statistique?

**Réponse commune** (13.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé**, et de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale**:

ad 1. Le Gouvernement a pris connaissance de la publication «Contraception Atlas» de février 2017 élaborée par le Forum parlementaire européen sur la population et le développement (European Parliamentary Forum on Population & Development, EPF).

Dans la publication «Contraception Atlas» de février 2017, le Luxembourg se situe en 13<sup>e</sup> position avec un score de 60,9% à égalité avec la Suède, alors que 45 pays sont évalués. Les pays les mieux placés sont la France avec 90,1% et la Grande-Bretagne avec 87,6%.

Afin d'obtenir ces résultats, deux questions ont été posées, à savoir la première quant à la disponibilité d'informations en ligne concernant les contraceptifs (score du Luxembourg: 58,3%), la deuxième question portant sur l'accès aux contraceptifs et aux conseils y relatifs (score du Luxembourg: 62,4%).

ad 2. Pour donner suite à cette publication, le Gouvernement a pris contact avec le EPF afin d'obtenir des informations complémentaires dans le but d'améliorer le rang du Luxembourg dans cette étude.

À titre de précision, il faut noter que le Luxembourg prévoit le remboursement des contraceptifs (sans intervention médicale nécessaire) pour les femmes jusqu'à l'âge de 25 ans à hauteur de 80% du prix des contraceptifs. Selon les données de facturation CNS de 2016 et le nombre de personnes protégées résidentes de sexe féminin âgées de 16 à 25 ans, le taux de couverture est d'environ 52%.

En ce qui concerne l'accessibilité de l'information sur Internet, le Gouvernement évaluera l'opportunité de créer une page Internet spécifique concernant les méthodes de contraception au Luxembourg. Toutefois, il faut préciser qu'il existe à l'heure actuelle des précisions sur le site Internet du Ministère de la Santé concernant la contraception.

Enfin, le Gouvernement est conscient des améliorations nécessaires en matière d'information et d'accessibilité à la santé affective et sexuelle au Luxembourg. Ceci se traduit dans la démarche déjà entamée par le Gouvernement dans le cadre du Programme national de promotion de la santé affective et sexuelle, à savoir la création d'un Centre national de référence (CNR) pour la santé affective et sexuelle. Ce Centre vise à promouvoir la sensibilisation et l'information en matière de santé affective et sexuelle.

**Question 2765** (14.02.2017) de **Mme Nancy Arendt (CSV)** concernant la profession de l'orthoptiste:

Un orthoptiste est chargé du dépistage et du traitement orthoptique et pléoptique des personnes présentant une amblyopie ou des troubles de la vision binoculaire, de même que de la prise en charge de personnes présentant une basse vision ou des perturbations du champ visuel en mono- et binoculaire. Suite au règlement grand-ducal du 7 juin 2007, l'orthoptiste est habilité à exercer sa profession en libéral ou comme salarié dans des services ou institutions d'utilité publique. Au Luxembourg, la profession d'orthoptiste s'exerce au sein du service d'orthoptie de la Direction de la santé, dans les établissements de rééducation et de réadaptation, dans les instituts pour déficients visuels, ainsi que dans les cabinets d'ophtalmologie. Le service est impliqué dans le dépistage visuel des nourrissons, des enfants en bas âge et en âge scolaire. En 2015, le service a effectué 14.000 bilans de dépistage chez des enfants. Or, il n'existe actuellement pas de nomenclature définissant les actes professionnels pour une prise en charge dans le cadre d'une convention avec l'Union des caisses de maladie. Les actes réalisés par des orthoptistes salariés dans des cabinets médicaux d'ophtalmologues se font sous la responsabilité et en présence du médecin employeur. Ce dernier ne peut toutefois pas valoriser ces prestations en

l'absence d'une nomenclature spécifique et adaptée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Dans la mesure où le besoin en orthoptistes semble évident, quelles sont les raisons pour lesquelles il n'existe pas encore de nomenclature pour la profession d'orthoptiste?

- Dans la mesure où le service d'orthoptie n'est présent que dans la capitale et à Esch-sur-Alzette, les Ministres envisagent-ils d'élaborer une nomenclature afin de permettre aux orthoptistes libéraux de pratiquer dans les autres zones du Grand-Duché du Luxembourg?

- En cas de réponse négative, quelles sont les raisons pour lesquelles les Ministres ne jugent pas opportun d'élaborer une nomenclature aux orthoptistes?

**Réponse commune** (17.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé**, et de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale**:

Contrairement notamment à la France et à la Belgique, au Luxembourg les actes de la profession d'orthoptiste ne sont pas pris en charge par la Caisse nationale de santé (CNS).

L'Association luxembourgeoise des orthoptistes diplômés (ALOD) avait, en 2015, entrepris des démarches en vue de l'obtention d'une nomenclature. Toutefois, à ce jour, aucune demande officielle en ce sens n'a été introduite auprès de la CNS.

Le service d'orthoptie de la Direction de la santé a pour mission principale le dépistage visuel des enfants en bas âge et le dépistage visuel du premier cycle de l'école fondamentale. En 2015, ce dépistage a été effectué auprès de 14.000 enfants en bas âge, mais également auprès de 11.000 enfants du premier cycle. Les actes orthoptiques sont accomplis de façon autonome dans le cadre d'un programme de dépistage organisé par le Ministère de la Santé.

En 2015, le service d'orthoptie a également effectué 1.700 bilans et séances de rééducation orthoptique sur demande de médecins prescripteurs. Le fait que ces examens orthoptiques n'ont lieu que sur deux sites au Luxembourg pourrait toutefois représenter un inconvénient pour les personnes nécessitant une rééducation orthoptique et devant se déplacer pour une douzaine de séances. L'accroissement de la population au Luxembourg, l'importance grandissante accordée au confort visuel lors du travail sur ordinateur, la demande accrue d'une évaluation et d'un traitement précoce des difficultés d'apprentissage de la lecture et le vieillissement de la population avec les pathologies de basse vision et de diplopie, vont entraîner dans les années à venir une augmentation certaine des demandes de prise en charge orthoptique.

Sur les 18 orthoptistes inscrits au registre des professions de santé, sept orthoptistes travaillent en tant que salarié dans un cabinet d'ophtalmologie.

Les orthoptistes actifs au Luxembourg, qui ne sont pas des agents publics, sont engagés en qualité de salarié dans les cabinets des ophtalmologues.

Cela étant, et dans la mesure où 45% des orthoptistes actifs sont des agents publics dans le cadre de différents programmes de dépistage et de prévention, et que de cette façon, une partie essentielle du besoin est ainsi couverte, il y a lieu de s'interroger sur la plus-value d'un exercice sous la forme libérale de la profession d'orthoptiste.

**Question 2766** (14.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la situation au Soudan du Sud:

Zénter Joren ass am Südsudan eng schwéier humanitär Kris amgaangen.

No verschiddene Reportagen („Jeune Afrique“, énner aneren) muss ee fäerten, datt d'Situatioun sech nach weider kéint verschlémmeren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Bausseminister an dem Här Minister fir Ent-wécklungshélfel dës Froe stellen:

1) Wéi beuerteelt d'Létzebuerger Regierung déi aktuell Situatioun am Südsudan?

2) Ass Létzebuerger an der Hélfel fir de Südsudan engagéiert, eventuell nach iwwert dat eraus, wat am europäesche Kader fir d'Flüchtlingen op der Plaz gemaach gétt?

3) Gétt dru geduecht, Létzebuerger an de Südsudan ze schécken, fir op der Plaz Hélfel ze leeschten?

4) Gi Létzebuerger Persounen oder Associatiounen énnerstéztzt, déi sech am Südsudan welle privat engagéieren oder schonn engagéiert sim? Wa jo, wéi?

5) Zeechne sech op internationalem Plang Aktioune of, fir d'Kris am Südsudan ze stoppen? Wa jo, wat mécht déi létzebuergesch Regierung an deem Kontext?

**Réponse commune** (14.03.2017) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**, et de **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**:

ad 1) D'Létzebuerger Regierung ass extrem besuert iwwert déi aktuell Situatioun am Südsudan. Trotz den Efforte vun Deeler vun der internationaler Kommunautéit, geet déi vu Menschenhand gemaachte Kris am Land weider. Létzebuerger huet de Südsudan säit senger Onofhängegekeet am Joer 2011 énnerstéztzt an déi humanitär Situatioun an de leschte Jore vun no suiviéert. Obwuel d'Situatioun am Südsudan scho säit Joren extrem prekär ass, huet d'Ausmooss vun der aktueller Hongersnout sech eréischt am Februar richteg ofgezeechent. Déi humanitär Situatioun ass déi schlëmsten, déi d'Land zénter senger Onofhängegekeet 2011 kannet huet. 1,5 Millioun Leit sinn an d'Nopeschlänner geflücht a bal zwou Millioun Leit sinn intern déplacéiert. Déi dagdeeglech Gewaltdoten an d'Limitatioun vum Accès duerch déi divers arméiert Gruppe verhënneren, dass déi international Hélfel effikass ka verdeelt ginn.

ad 2) Létzebuerger ass scho säit Jore mat humanitär Hélfel am Südsudan engagéiert. Esou huet d'Létzebuerger Hélfel fir de Südsudan sech 2015 op bal 3,2 Millioun belaf. Am Joer 2016 waren et ronn 2,5 Milliounen. An deem Kontext ass och ze bemierken, dass Létzebuerger ee vun de festen Donateure vum „Common Humanitarian Fund“ fir de Südsudan ass, dee vun der UNO (OCHA) gefouert gétt.

Nieft finanzielle Kontributiounen un déi haapt humanitär Hélfesorganisatiounen op der Plaz (UNHCR, PAM, CICR) an der Finanzierung vu Projete vu vereenzelten ONGen (Caritas an Handicap international), leesch Létzebuerger och säit 2012 mam Projet „emergency.lu“ en aktive Bäitrag, andeems den humanitären Akteuren op der Plaz gratis Satellitekommunikatioun zur Verfügung gestallt gétt, fir dass si hir Aarbecht kënnen ausféieren. Ee Satellittenterminal ass am Moment nach op der Plaz fir d'UNICEF.

ad 3) Duerch d'„emergency.lu“-Plattform waren an der Vergaangenheit Létzebuerger punktuell op der Plaz, fir de gudden Fonctionnement vun désem Service ze garantéieren. Well dése Service gutt leeft, ass kee Bedarf do, fir am Moment Létzebuerger op d'Plaz ze schécken.

Létzebuerger denkt och net drun, fir an engem anere Kader Létzebuerger an de Südsudan ze schécken. Des humanitär Koordinatioun an Aarbechtsopdeelung gétt vun der UNO (OCHA) assuréiert, an enker Kollaboratioun mat Hélfesorganisatiounen an humanitären Akteuren. Am Kader vun déser internationaler Koordinatioun vun der Hélfel ass am Moment keng spezifesch Expertise verlaagt, wou Létzebuerger këint eng Plus-value liwweren.

Dofir ass et wichtig, dass Létzebuerger déi internationale Hélfesaktiounen op der Plaz nach weiderhi finanziell a politesch énnerstéztzt.

ad 4) Et leien der Regierung am Moment keng Ufroe vu Privatpersoune vir, déi sech wëllen am Südsudan engagéieren.

D'Létzebuerger humanitär Hélfel huet awer an der Vergaangenheit Projete vu Létzebuerger ONGen am Südsudan finanziert a wäert dat och weider maachen, falls esou Projete virleien.

ad 5) D'Ausmooss vun der Hongersnout ass am Februar bekannt ginn a säitdem hunn all d'Hélfesorganisatiounen d'Alarmklacke gelaut, fir op d'Gravitéit vun der Situatioun opmiersksam ze maachen.

Am Kader vu sengen institutionelle Relatiounen a pluriannuellen Accorde mat den haapt humanitären Hélfesorganisatiounen huet Létzebuerger dem UNHCR, dem PAM, OCHA an dem CICR eng Flexibilitéit ginn, fir dass si - jee no Besoin an humanitären Krisen - een Deel vun der Létzebuerger finanzieller Hélfel direkt op déi Krise kënnen dirigéieren. An der aktueller Situatioun ermeiglecht des Flexibilitéit et déisen Organisatiounen, fir direkt op Létzebuerger Fongen zréckzegräfen an domat hir humanitär Operationen am Südsudan an der Kontinuitéit kënnen auszeféieren.

**Question 2762** (13.02.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)** concernant les contraceptifs:

La publication «Contraception Atlas» de février 2017, réalisée par le Forum parlementaire européen sur la population et le développement, situe la politique d'information ainsi que l'accès et le conseil au sujet des contraceptifs au Luxembourg, en dessous de la moyenne des pays voisins.

Selon le tableau publié, cette situation serait due au fait qu'il n'existe p. ex. pas de site du Gouvernement donnant accès à des informations quant à l'accessibilité aux contraceptifs ou



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

Well d'rapiditéit vun der humanitärer Hëllef immens wichteg ass, énnerstéttzt Lëtzebuerg dorriwwer eraus och de CERF - den „Central Emergency Response Fund“ vun der UNO. Dëse Fong ass speziell erschaf ginn, fir séier a mat wéineg administrativem Opwand direkt um Terrain intervenéieren ze können. De CERF ass dofir e wichtegt Instrument, dat ermöglicht, dass humanitär Hëllef esou séier an esou lokal wéi méiglech kann émgesat ginn.

Duerch säi Kontakt mat den Hëllesorganisatiounen suiviéiert Lëtzebuerg d'Situatioun op der Plaz. Lëtzebuerg wäert dofir - esou wéi och déi lescht Joren - 2017 substanzuell Fonge fir d'humanitär Operatiounen am Südsudan zur Verfügung stellen an dëst op d'mannst an Héicht vun 2,5 Milliouren Euro.

Falls dës Organisatiounen zousätzlech Demandé fir finanziell Énnerstétzung u Lëtzebuerg riichten, wäert d'Regierung deenen och Rechnung droen.

Ee vun de Schwéierpunkte vun der Lëtzebuerger humanitärer Hëllef sinn déi sougenannten „vergiessé Konflikter“ an „énnérfinanzéiert humanitär Krisen“. An deem Kader wäert Lëtzebuerg d'Situatioun am Südsudan och iwwert déi nächst Jore suiviéieren a sain Deel zu der internationaler Hëllef bädroen.

## Question 2768 (15.02.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la «Bad bank» européenne:

Le président de l'Autorité bancaire européenne (ABE) a récemment déclaré que l'Union européenne devrait créer une «bad bank», c'est-à-dire une structure de défaisance pour traiter les centaines de milliards d'euros de créances douteuses (appelées «non-performing loans») des banques européennes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement concernant la création d'une «bad bank» européenne?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la position de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne par rapport à une «bad bank» européenne?

- Est-ce qu'une telle structure de défaisance serait compatible avec le droit européen?

- Quels sont les États membres dans lesquels le ratio de créances douteuses est le plus élevé?

- Quel serait le volume total des créances douteuses à transférer dans une telle structure?

- Qui financerait une «bad bank» européenne et qui assumerait finalement les pertes éventuelles?

- Est-ce que le Gouvernement est favorable à un partage et donc une mutualisation des risques bancaires entre les États membres?

## Réponse (14.03.2017) de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances:

M. Andrea Enria, président de l'Autorité bancaire européenne (ABE), a évoqué en date du 30 janvier 2017 à l'occasion d'une conférence au Luxembourg l'idée de la création d'une «bad bank» à l'échelle européenne.

M. Vitor Constâncio, vice-président de la Banque centrale européenne, a qualifié cette initiative de bienvenue à l'occasion d'une conférence à Bruxelles le 3 février 2017, tout en faisant état de difficultés liées à la création d'une «bad bank» à l'échelle européenne. La Commission européenne n'a pas encore pris position sur l'idée d'une «bad bank» européenne.

Le Gouvernement est disposé à examiner la faisabilité de la création d'une «bad bank» à l'échelle européenne, sa compatibilité avec le droit de l'Union et les modalités de fonctionnement d'une telle structure sur base d'une proposition de la Commission européenne.

## Question 2769 (15.02.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les mesures de compensation dans le cadre de la construction du tram:

An der Press war an engem Artikel iwwer eng parlamentaresch Fro ze liesen, datt d'Ubanne vum Findel un den Tramsréseau nach eemol 3,5 Hektar Bësch soll kaschten. An deem Zesummenhang hätt ech dës Froen:

1. Wou genee sollen déi 3,5 Hektar Bësch, déi d'Tramdeelstreck tëschent dem Kierchbierg an dem Findel kascht, nei ubeplanzt ginn? Gehiéieren d'Terrainen, op deenen déi Kompensatiounsmoosname solle geholl ginn, dem Stat? Wann net, wéilt de Stat déi kafen?

2. Sinn d'Ministeren der Meenung, datt eng kënschtlech Plantatioun de Verloscht vun engem natierlech gewuessedene Bësch mattan an engem Ökosystem wéi dem Gréngewald kann erersetzen?

3. Wat sinn d'Erfahrung mat Kompensatiounsmoosnamen a wat ass de Risiko? Ass et z. B. wouer, wéi et am Ableck vu verschidde Säite behaapt gëtt, datt vun deene Beem, déi laanscht d'Scheffer-Allée um Lampertsbierg ewechgeholl goufen, fir dem Tram Plaz ze maachen, der vill scho futtigaange sinn? Wou genee sinn dës Beem aus der Scheffer-Allée nees ubeplanzt ginn a kann ee sech do op der Plaz vum aktuellen Zoustand vun deene Beem e Bild maachen?

4. Zum Gesamtprojet Tram: Wéi vill Hektar Bësch mussen am Ganze fir den Tram, den Tramsschapp, d'Streckeferierung an déi annex Aarbechten, z. B. fir déi geplangte Park & Ride-Parkplaze weechen? Wéi vill Hektar dovu gehéieren zu deem zesummenhankenden, natierlech gewuessedene Bëschsystem Gréngewald?

5. Wéi vill Hektar sollen duerch Kompensatiounsmoosnamen nei ubeplanzt ginn? Wéi ass den aktuelle Stand vun de Kompensatiounsmoosnamen?

## Réponse commune (15.03.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

ad 1. Dës Fro gräift e bësse vir, well d'Tramdeelstreck Kirchbierg-Findel (Troncon E) ass aktuell an der EIE Prozedur. Den MDDI huet nach bis Enn Abrëll, fir sain Avis zur EIE ze ginn, éier dës an d'Enquête publique geet an éier dann de Regierungsrat eng Décision hält um Niveau APS an d'Envergure vun de Kompensatiounsmoosname festhält. Dann eréischt gëtt een Avant-projet détaillé ausgeschafft, op deem senger Grondlag d'Emweltministesch d'Kompensatiounsmoosnamen am Detail festleet an och, wou se genau mussen ausgefouert ginn.

ad 2. D'Natur vun de Kompensatiounsmoosnamen ass nach net definéiert, mä d'Kompensatioun duerch Uplanzung vu standortgerechten an eenheemesche Bamaarten ass déi schnellste Method, fir nees ee Bësch hierzestellen. Een Deel vum Verloscht wäert och duerch Verbesserungsmaosnamen am Gréngewald kompenséiert ginn (speziell Aménagementer fir verschidde geschützten Aarten, lokal Verbesserunge vu klengen Liewensräumen).

ad 3. D'Kompensatiounsmoosname vum Tramsschapp sinn ee Succès. Déi 6 ha, déi all 2015 ubeplanzt goufen, sinn no enger Ausbeserungsplanzung am leschte Joer elo gutt ukomm a gi vun der Naturverwaltung weider betreit. Déi aner Mesuren, wéi Bëschrand, Wëllkaz, Hieselmaus, Fliedermaus (*Myotis myotis*, *Myotis bechsteinii*), sinn an der Ausfierung an d'Resultater si positiv.

Wat d'Emplanzungsmoosname vun de Beem aus der Scheffer-Allée um Lampertsbierg ueblaangt, sinn déi Beem, déi 2016 an der Pépirière um Waldhaff temporär émgeplant gi sinn, all gutt ukomm. Déi Beem, déi um Waldhaff verplanzt goufen, sollen a Form vu Stroossen- oder Parkbeam um Territoire vun der Gemeng Stad oder enger Nopëschgemeng zréckgeplant ginn. Se sinn och gesond, esou wéi déi lescht Fotoe vu September 2016 op der Homepage vu LuxTram weisen.

ad 4. D'Gesamtbeschfläch, déi fir den Tramsschapp (4,5 ha) an d'Tramstreck (4,7 ha) defrichéiert muss ginn, ass insgesamt 9,2 ha Bësch a gehéieren all zum Massif vum Gréngewald. Et ass awer ze bemierken, dass et sech bei deenen zwou Flächen ém Randparzellen handelt, woubäi eng direkt nieft enger vill befuener Autobunn läit. Den Impakt am Verglach zu engem Duerchschneide wéi bei der Nordstrooss ass also net deeselwechten. Zum Projekt P&R gëtt et aktuell nach keng Informationen.

ad 5. D'Gesamtfläch, déi wäert ubeplanzt ginn, kann eréischt ermëttelt ginn, wann den Avant-projet vum Tronçon E ofgeschloss ass. Den aktuelle Stand ass: 4,5 ha defrichéiert a 6 ha ubeplanzt.

## Question 2770 (15.02.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la liberté d'expression:

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 2668 iwwert d'Meenungsfräheit, wollt ech énner anerem gewuer ginn, fir "wat fir eng Aussoe genee" Leit zu Lëtzebuerg wéinst sougenannten „Haassverbriechen“ oder Aänlechem veruererte gi sinn (am Punkt 7 vun der Fro). Well deen Deel vun der Fro awer nach net beäntwert gouf a well dat esou e wichtige Punkt fir d'Rechtssécherheet hei am Land ass, wéilt ech déi Fro nach eemol stellen:

- Kann den Här Minister eng genee an detailléiert Lëscht virleeën, fir wéi eng Aussoen an Ursache genee et zu enger Veruerteelung koum a wéi staark déi eenzel benotzten Ausdréck oder Formuléierung bestroft goufen?

## Réponse (15.03.2017) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Den honorabelen Deputéierte fleet eng detailléiert Lëscht iwwert d'Aussoen an d'Ursache vun de Veruerteelungen.

Déi verschidde Fäll si ganz verschidden, souwuel an de Fakte wéi an de Strofen.

Et sinn alles individuell Fäll, déi een net ka vergläichen oder résuméieren.

Fir dass den honorabelen Deputéierten awer iwwert d'Detailer vun all de Fäll informéiert gëtt, fénnt hien hei hannendrun déi eenzel Uerteeler énner anonymiséierter Form (*annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - recherche n° de la question*).

- le premier modèle prévoit la possibilité de détachement de personnel du SEA à la LASEP. Les activités sont offertes sous la responsabilité de la LASEP. Le personnel intervient dans le cadre de sa tâche en tant que «dirigeants LASEP» et selon les statuts de la LASEP. Les enfants participant à l'activité sont inscrits à la LASEP et payent la cotisation annuelle prévue par les instances de la LASEP. Pendant cette période, le chèque-service accueil n'est pas applicable.

- Le deuxième modèle prévoit l'organisation d'activités LASEP dans le cadre des activités du SEA. Ces activités sont prestées selon les critères établis dans la charte LASEP et sous la responsabilité du SEA. S'agissant d'une activité du SEA, les enfants sont inscrits au service éducation et accueil et le chèque-service accueil est applicable.

Il faut cependant souligner que le gestionnaire d'un SEA doit veiller à ce que le bon fonctionnement de son service soit assuré et à ce que sa mission pédagogique puisse être assurée conformément à son concept d'action général. Dans des cas particuliers, le détachement de personnel pour une activité LASEP peut néanmoins s'avérer difficile, comme par exemple pendant les heures de repas de midi.

ad 2), 3) et 4) Comme il a été exposé ci-avant, le ministère a dès 2015 introduit des mesures administratives et techniques au niveau de la convention financière afin de faciliter la coopération entre les SEA et la LASEP. Afin de détailler de manière plus explicite ces mesures, une circulaire sera envoyée aux gestionnaires de SEA conventionnés afin d'apporter des précisions au niveau de la participation financière de l'Etat et de minimiser les obstacles d'ordre administratif.

Il est d'autre part rappelé que le cadre de référence national «Education non formelle des enfants et des jeunes» prévoit que chaque SEA conçoive son projet pédagogique de façon à ce que des activités sportives et de loisirs puissent être effectuées de manière régulière. Les gestionnaires sont ainsi invités à créer un environnement propice au développement moteur et à l'épanouissement physique des enfants en offrant de multiples opportunités pour que les enfants puissent améliorer leurs capacités de coordination et de motricité.

## Question 2772 (15.02.2017) de MM. Lex Delles et Claude Lamberty (DP) concernant la participation aux activités offertes par la LASEP:

Le but de la «Ligue des associations sportives de l'enseignement primaire (LASEP)» est de promouvoir la libre pratique des sports et de développer l'esprit sportif chez les enfants fréquentant les écoles préscolaires et fondamentales au Luxembourg.

Or, il a été porté à notre connaissance que plusieurs maisons relais refusaient que les élèves sous leur garde participent aux activités sportives offertes par la LASEP.

Au vu de ce qui précède, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la situation décrite? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons du refus?

2) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait opportun que tous les élèves puissent profiter de cette offre d'activités sportives et de loisirs?

3) Le cas échéant, Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures afin de parer à cette situation?

4) Dans ce contexte, quels sont les instruments dont dispose Monsieur le Ministre pour assurer le bon fonctionnement des activités périscolaires?

## Réponse (17.03.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) Le nombre des inscriptions aux activités de la LASEP a augmenté au cours des dernières années, preuve que ces activités sont très populaires auprès des enfants. A titre de comparaison, 4.873 enfants possédaient des licences LASEP pour l'année scolaire 2010-2011, contre 6.364 actuellement.

Il importe que le plus grand nombre d'enfants qui le souhaitent puissent participer à ces activités. C'est pour cette raison que le ministère encourage les communes, les enseignants, les dirigeants de la LASEP et le personnel des services d'éducation et d'accueil (SEA) de se concerter afin de permettre à tous les enfants de s'inscrire aux activités qui leur sont offertes dans le cadre de la LASEP.

Les services d'éducation et d'accueil bénéficiant d'une convention financière avec l'Etat peuvent, si l'organisation de leur service le permet, opter pour deux modèles de coopération avec la LASEP:

An deem Kader wollt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

- Wou kommen des Inkohärenzen um Niveau vun den Awunnerzuelen hier?

- Wei ermëttelt de Statec d'Zuelen, déi der Berechnung vum ICC zu Grond leien?

Laut mengen Informationen leien d'Zuele vum Statec bei der Berechnung vum ICC bei all de Gemengen (ausser der Stad Lëtzebuerg) énnert deenen, déi d'Gemengen an hirem kommunale Regester stoen hunn an déi aus dem „Gescom“ ermëttelt ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Innenminister folgend Froe stellen:





# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

- Envisagéiert de Minister, dass d'Berechnungsan Erméttlungsbasis vun der Awunnerzuel an all de Gemengen harmoniséiert gëtt?

- Wann net, firwat wëllt de Minister net op esou e Wee goen?

**Réponse** (21.03.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Dem honorabelen Deputéierte seng Fro handelt ëm d'Ënnerscheeder um Niveau vun den Awunnerzuelen. An deem Kontext verweisen ech op meng Antwort vum 13. Februar 2017 op d'Fro N°2712 vun den honorabelen Deputéierte Claude Lamberty a Max Hahn respektiv op meng mëndlech Antwort de 14. Mäerz 2017 op dem honorabelen Deputéierte seng eege mëndlech Fro N°258 iwwert den nationale Populatiounsregester.

Wat elo konkret d'Berechnung vun der Gewerbesteuer (ICC) ubelaangt, esou ass ze preziséieren, datt zanter der Ofännerung den 21. Dezember 1991 vum entspreechende groussherzogleche Reglement vun 1962 (règlement grand-ducal modifié du 20 avril 1962 réglant, en matière d'impôt commercial, les ventilations et la participation des communes de résidence des salariés), bei der Berechnung vum ICC d'Awunnerzuele geholl ginn, déi vum Statec gerechent ginn.

Wuertwierlch heescht et effektiv do am Artikel 8:

«Pour les besoins de l'application des dispositions des articles 9 et 10 on entend par:

a) population, les personnes figurant au relevé de la population de résidence la plus récente calculée par le service central de la statistique et des études économiques.»

Wat elo d'Method ubelaangt, wéi de Statec d'Awunnerzuele berechent, esou muss ech dem honorabelen Deputéierte matdeelen, datt de Statec net ènnert d'Kompetenze vum Inneminister fält, an nach ewell kann ech soen, datt dès Berechnunge sech op déi zéngjäreg Vollekszielung baséieren. Déi lescht Vollekszielung huet iwwregens den 1. Februar 2011 stattfonnt an dëst an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen. Tëschent zwou Vollekszielunge gëtt d'Bevölkerung dann all Joers op en Neits den 1. Januar geschat. De Statec baséiert sech an déser Estimatioun op déi véier demografesch Komponenten, déi d'Awunnerzuel zu Lëtzebuerg beaflossen, spréch d'Gebuerten (+), d'Doudesfall (-), d'Awanderungen (+) an d'Auswanderungen.

Dem honorabelen Deputéierten ass mat Sécherheet net entgaangen, datt zanter dem Joer 2016 de CTIE, an Zesummenaarbecht mat all de Gemengen, dru geschafft huet, déi grouss Ënnerscheeder tëschent dem nationale Regester (RNPP) an den 105 kommunale Regester (RCPP) opzeschaffen. An deem Kontext hunn déi verschidde Gemengen an absënnis déi zoustänneg Beamten eng ganz gutt Aarbecht gemach, an ech félicitéieren dann och nach eng Kéier ausdrécklech der Gemeng Hesper, déi dann och elo als lescht Gemeng dès Aarbechte kierzlech realiséiert huet an esou zu der Kohärenz vun de jeweilegen Zuele mat bâigedroen huet.

Ech betounen awer nach eng Kéier, datt dès Uglächungsaarbecht tëschent RNPP a RCPP e kontinuéierleche Prozess an eng steeteg Erausforderung bleift, dår d'Gemenge sech stelle mussen duerch déi verschidde Forme vu Speisung vun de Fichieren.

Esou huet de Gesetzgeber et 2013 festgeluecht an esou muss et elo och èmgesat ginn. D'Kohärenz vun deen zwee Fichieren (RNPP a RCPP) ass a bleift also resultatsofhängig vum Suivi an dem Sériö, deen d'Gemengen déser Aufgab widmen.

Op dësem Wee wäert och d'Erméttlungsbasis vun den Awunnerzuelen harmoniséiert sinn, woubäi d'Kohärenz vun der Awunnerzuel, wat d'Gewerbesteuer ubelaangt, duerch d'Berechnungsmethod vum Statec garantéiert ass.

Des Weidere kann ech dem honorabelen Deputéierte matdeelen, datt de Statec deemnächst seng Awunnerzuelen op nationalem a kommunalem Niveau unhand vum RNPP erméttle wäert. Déi al Method, déi op d'Vollekszielung baséiert a virdru beschriwwen gouf, gëtt dann definitiv fale gelooss. Dës nei Virgoensprozedur wäert fir d'Awunnerzuel vum 1. Januar 2017 fir d'Alleréischt operationell ginn. Op dës Manéier wäerten dann och d'Awunnerzuele vun de kommunale Regester, dem nationale Regester a vum Statec zukünfteg equivalent sinn.

Commission européenne a présenté un premier projet en la matière. Depuis, devant l'impossibilité de trouver un accord à l'unanimité au sein du Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen et le Conseil ont donné leur accord pour établir une coopération renforcée parmi certains États membres.

Selon les informations révélées dans la presse il y a quelques jours, la Belgique et la Slovaquie auraient l'intention de se retirer du projet de TTF ce qui mettrait un terme à la coopération renforcée nécessitant au moins neuf États membres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces révélations?
- Quand est-ce que le projet de TTF figurera pour la prochaine fois sur l'ordre du jour du Conseil des Ministres des Finances?
- Est-ce que les États membres du Benelux ont une position commune et/ou coordonnée dans ce dossier?

**Réponse** (07.03.2017) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*:

L'honorable Député se réfère à des informations relayées par la presse selon lesquelles la Belgique et la Slovaquie auraient l'intention de se retirer de la coopération renforcée mise en place en 2013 dans le but d'instituer une taxe sur les transactions financières européenne.

Sachant que le Grand-Duché ne fait pas partie des États membres participant à cette coopération renforcée et ne participe donc pas aux réunions mentionnées dans le même article de presse, nous ne pouvons pas confirmer cette information.

L'ordre du jour des réunions mensuelles des Ministres des Finances est fixé par la Présidence du Conseil. La Présidence maltaise n'a pas encore fait d'annonce quand elle compte traiter de ce dossier au niveau ministériel.

La Belgique faisant partie des États membres participant à la coopération renforcée, a contrario des Pays-Bas et du Luxembourg, il n'y a pas de position commune du Benelux dans ce dossier.

**Question 2775** (16.02.2017) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant les **transports publics**:

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire «Paperjam» en mai 2016, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a précisé que le premier quai de la gare périphérique d'Howald allait ouvrir fin 2017. Le deuxième quai devrait suivre en 2021-2022 en lien avec la gare de bus et le tram.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est le planning pour l'ouverture du premier quai de la gare périphérique d'Howald?

Afin de délester le trafic, il est également prévu de mettre en service une nouvelle ligne transversale d'autobus qui devra assurer la desserte Strassen-Bertrange-Alzingen.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le bus en provenance de Howald va emprunter le tracé de la rue de Gasperich ou celui de la route de Thionville?

- Quand est-ce que la mise en service de cette nouvelle ligne est-elle prévue?

**Réponse** (23.03.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les délais de réalisation de la gare périphérique Howald et ses conséquences sur les transports publics.

J'ai le plaisir de vous annoncer que le premier quai de la gare Howald sera inauguré le 10 décembre 2017.

Afin de garantir une desserte performante entre la gare Howald et le Ban de Gasperich, les tracés des lignes d'autobus sont analysés à l'heure actuelle.

Concernant la liaison entre Strassen-Bertrange-Alzingen, je peux vous confirmer que la modification de la ligne est planifiée pour le changement horaire en mai/juin 2017. Le tracé retenu prévoit l'utilisation de la route de Thionville, étant donné que le gabarit et la capacité

de la rue de Gasperich ne conviennent pas pour accueillir une ligne de bus hautement cadrée.

**Question 2776** (16.02.2017) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **soldes dit Target**:

Ech liesen haut an der FAZ, datt déi sougnannten Target-Salden op en neien Héichstand geklomme sinn.

- 1. Stëmmt et, datt z. B. Italien haut am Target-System deenen aneren Zentralbanken am Euroraum 364 Milliarden Euro schélegg ass?

2. Wei gesäßt den Target-Saldo fir Lëtzebuerg aus? D'FAZ schwätz vun engen „dreistelligen Milliardenforderung“.

3. Hutt Dir Kenntnis vun engem Bréif vum EZB-Chef Draghi un italiennesch Deputéierten, datt wann Italien géif wellen aus dem Euro erauskammen, da misst Italien déi Target-Schold fir d'Éisch bezuelen?

- 4. Wéi realistesch gesitt Dir d'Chance, datt Italien oder aner Negativ-Target-Länner hir Scholde wierklech bezuelen a wéi héich sinn also d'Chancen, datt Lëtzebuerg - bei engem hypothetischen Euroaustrétt - seng Suen zréckkréich?
- 5. Deelt Dir d'Aschätzung vun der FAZ, datt déi Target-Salden e grousst Erpressungspotenzial a Verloschtriski a sech droen?

**Réponse** (15.03.2017) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*:

D'Europäesch Zentralbank publiziert op hirer Websäit Informatiouen iwwert d'Target-Salden vun den nationalen Zentralbanken, déi Member si vum Target-System. Et geet aus désen Informationen ervir, dass Italien den 31. Januar 2017 en negative Sold vun 364,7 Milliarden a Lëtzebuerg e positive Sold vun 176,6 Milliarden am Target-System hat.

De Finanzminister huet keng Kenntnis vun engem Bréif, deen den President vun der Europäischer Zentralbank, den Här Mario Draghi, italienneschen Deputéierten zum Thema Target geschéckt soll hunn. Et ass och net un him, Aussoe vu Journalisten an der FAZ ze kommen téieren.

Am hypothetische Fall vun engem Euroaustrétt vun engem Memberstat, deen den Här Deputéierten a senger parlamentarescher Ufro uschwätz, gëtt et kee Grond unzuhuelen, dass ee Memberstat seng Scholden am Target-System net begläiche géif.

**Question 2779** (17.02.2017) de **M. Claude Adam** (déi gréng) concernant le **Brevet d'initiation à l'aéronautique**:

Depuis quelques années, certains établissements scolaires secondaires en France offrent aux élèves l'obtention d'un Brevet d'initiation à l'aéronautique (BIA). Il s'agit d'un brevet qui certifie une culture générale dans le domaine de l'aéronautique et qui touche à des notions comme par exemple les mathématiques, la physique, la cartographie, la météorologie, la navigation, l'histoire et la technologie. Il s'agit d'une formation qui est à la fois théorique et pratique et qui contient aussi des vols d'initiation dans des aéroclubs.

Depuis peu, le BIA est offert au Luxembourg dans un lycée privé francophone.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- 1. Monsieur le Ministre partage-t-il notre avis que le BIA est un outil pédagogique intéressant qui permet aux enseignant-e-s d'initier les élèves à des matières scolaires différentes dans un contexte interdisciplinaire et qu'il permet aux élèves de comprendre l'utilité de différentes disciplines scolaires?

- 2. Existe-t-il des projets visant à introduire le BIA - ou des formations similaires - dans des lycées publics luxembourgeois?

**Réponse** (22.03.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Il est vrai qu'un lycée privé français offre depuis septembre 2016 la formation au Brevet d'initiation aéronautique (BIA) à une vingtaine d'élèves.

Il est méritant que les responsables de cet établissement scolaire en question ont mis en place une telle formation qui permet à des jeunes d'acquérir des connaissances dans un

domaine a priori peu connu par les lycéens et le ministère ne peut que soutenir tout projet qui favorise un apprentissage interdisciplinaire. Je tiens à préciser que cette formation est offerte dans un contexte d'activité parascolaire et n'est pas implantée dans les programmes officiels, ni dans la grille horaire hebdomadaire arrêtée annuellement par règlement grand-ducal.

Pour l'instant, le ministère n'envisage pas l'élaboration de projets visant à introduire le BIA ou des formations similaires dans les lycées publics. Néanmoins, la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques prévoit à l'article 3 que «dans les limites fixées par la présente loi, les lycées peuvent engager des actions autonomes dans le domaine pédagogique (...) afin d'adapter l'enseignement du lycée à des besoins et des priorités qui lui sont propres, tels qu'exprimés par la communauté scolaire». Ainsi, tout lycée peut adapter les grilles horaires hebdomadaires, s'il juge l'introduction d'une telle offre de formation opportun à des fins de projets pédagogiques pour ses élèves.

Toutefois, lesdites modifications ne peuvent dépasser trois heures et doivent se prévaloir de l'accord du conseil d'éducation qui, par la suite, est soumis à l'approbation du ministre.

**Question urgente 2946** (28.04.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **cession d'actions dans la Banque internationale à Luxembourg**:

Selon «Bloomberg», le groupe financier «Precision Capital» aurait l'intention de vendre ses parts à hauteur de 90% dans la BIL. Des contacts informels entre l'actionnaire précédent et différentes banques de la place auraient déjà eu lieu.

C'est ainsi que nous aimeraisons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Le représentant de l'Etat au conseil d'administration de la BIL a-t-il été informé de l'intention de vente de «Precision Capital»? L'actionnaire aurait-il fait part de raisons pour expliciter son intention?

- La société «Precision Capital» envisagerait-elle de céder également ses participations dans la banque KBL? Suivant quel échéancier?

- Le Gouvernement est-il associé à la recherche d'un repreneur? Le Gouvernement envisage-t-il d'augmenter sa participation dans la BIL ou de vendre ses parts? Dans le cas d'une augmentation de la participation, via quels canaux de financement (participation directe ou indirecte)?

- Quel serait l'impact de la vente des actions de la BIL sur la place financière en général et sur les effectifs de la banque en particulier?

- Y aurait-il éventuellement un repreneur parmi les établissements financiers qui envisagent de s'implanter au Luxembourg dans le contexte du Brexit?

**Réponse** (05.05.2017) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*:

Il convient de préciser dès l'abord qu'il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter des spéculations relayées par la presse.

Ceci étant dit, des investisseurs examinant l'opportunité et les modalités d'un établissement au Luxembourg marquent de temps en temps un intérêt pour la BIL tout comme pour d'autres banques de la place. Ces marques d'intérêt générales n'ont jusqu'à présent jamais abouti à un projet concret.

Le Gouvernement, en sa qualité d'actionnaire minoritaire de la BIL, décidera en temps utile de la suite à réservé à une éventuelle demande d'un acquéreur potentiel intéressé à acheter la part de l'Etat dans la BIL. À ce jour, le Gouvernement n'est en présence d'aucune demande correspondante.

Les changements au niveau de l'actionnariat d'une banque nécessitent l'accord préalable du superviseur de la banque dès lors que certains seuils seront dépassés. Dans le cas de la BIL, la cession d'actions sera soumise à l'accord préalable du Conseil de surveillance prudentielle de la BCE, qui examinera la qualité des actionnaires aux fins de garantir une gestion saine et prudente de la banque.

**Question 2774** (16.02.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **taxe sur les transactions financières**:

Le projet de taxe sur les transactions financières (TTF) remonte à septembre 2011, quand la